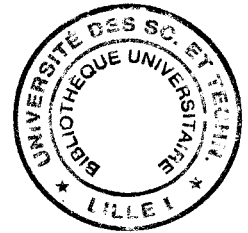


50374
1996
2367

UNIVERSITE DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LILLE
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES



**Quelle viabilité pour une agriculture familiale
marginalisée ? Le cas des populations Banda
de la région d'Alindao (R.C.A.).**

Thèse de doctorat en Sciences Economiques
présentée et soutenue publiquement par
Benoît LALLAU

Sous la direction du Professeur **André GUICHAOUA**

Rapporteurs

Mr Denis REQUIER-DESJARDINS, Professeur d'Economie à l'Université de
Versailles-Saint Quentin en Yvelines.

Mr Marc DUFUMIER, Professeur, Chaire d'Agronomie Comparée à l'Institut
National d'Agronomie de Paris-Grignon.

Décembre 1996

B.U. LILLE 1



030 127799 9

Mes remerciements vont surtout :

- à André Guichaoua, pour les précieux conseils qu'il m'a dispensés au long de mes années de thèse et pour l'attention qu'il a toujours portée à mon travail ;

- à Jean-Claude Vérez, qui m'a permis d'initier mes recherches en dirigeant avec rigueur et disponibilité mon mémoire de D.E.A. ;

- à Marc Dufumier et Denis Requier-Desjardins, rapporteurs de cette thèse et aux membres du jury ;

- à Olivier Leservoisier et Denis Requier-Desjardins, pour leurs conseils de lecture ;

- à Stéphane Ginisty, Jean-Marie Lacaille, et toute l'équipe d'Animation Rurale d'Alindao, pour les nombreux apports issus de leur expérience de "terrain" ;

- aux Pères et aux Soeurs de la Mission Catholique d'Alindao ;

- au Père Ghislain de Banville, pour son précieux appui historique, et son accueil à Bangui ;

- aux villageois et aux habitants d'Alindao qui m'ont aidé, d'une façon ou d'une autre, dans mon travail de recherche.

TOME 1

Sommaire

TOME 1

Sommaire	page 1
Préambule : Quel devenir pour une agriculture marginalisée ?	page 12
1. Introduction générale	page 12
a - Propos liminaire	page 12
b - Le Centrafrique, une terre "en friche"	page 13
c - Aperçu de l'histoire centrafricaine	page 18
d - L'actualité centrafricaine	page 22
2. Présentation générale de la région d'Alindao	page 24
a - Justification du choix de cette ville et de sa région	page 24
b - Données "naturelles"	page 27
c - Quelques données historiques	page 32
d - Alindao, une "petite ville"	page 34
e - L'approche de "terrain" : choix et méthodes	page 36
3. Le concept de marginalité	page 41
4. Présentation de la problématique	page 46
a - L'interrogation	page 46
b - Quelques définitions	page 47
c - La problématique	page 50

Première partie : La question des rationalités paysannes

Chapitre 1 : Aperçu critique des analyses des rationalités paysannes	page 55
SECTION 1 : LES GRANDS PARADIGMES	page 55
1.1. Le paysan irrationnel	page 56
1.1.1. Les analyses des théoriciens du "développement"	page 56
a - Les préconditions de la modernisation	page 57
b - La modernisation	page 59
c - L'historiographie "réactionnaire", "produit dérivé" de la thèse de l'irrationalité	page 61

1.1.2. Les implications concrètes de la thèse de l'irrationalité	page 62
a - Les analyses d'A. Meister	page 63
b - La vulgarisation agricole	page 64
1.2. Le paradigme du paysan économiquement rationnel	page 66
1.2.1. La "rationalisation" économique des comportements paysans	page 67
a - Premiers écrits et fondements théoriques	page 67
b - Le paysan rationnel au coeur de l'analyse économique du fait rural	page 71
1.2.2. La microéconomie anthropologique	page 77
a - L'anthropologie appliquée anglo-saxonne	page 78
b - Les économistes et l'anthropologie	page 79
1.2.3. L'approche de la Banque Mondiale	page 81
a - L'approche standard de la Banque Mondiale	page 82
b - Le "producteur-consommateur"	page 84
1.3. Le paysan déterminé	page 87
1.3.1. Le paysan "condamné" des marxistes	page 87
a - L'historiographie marxiste	page 88
b - L'analyse économique de la dépendance	page 90
c - L'école française d'anthropologie économique	page 91
1.3.2. Le paysan face aux structures économiques : l'analyse de Bourdieu	page 92
a - Le rationnel chez Bourdieu	page 92
b - Le concept d'"habitus"	page 93
 SECTION 2 : LES ANALYSES ALTERNATIVES	 page 95
2.1. Le primat du fait culturel	page 95
2.1.1. La "culture" face au "développement"	page 95
a - En toile de fond : les écrits ethnologiques	page 95
b - Une première application : le "mythe" collectiviste	page 97
c - Une seconde application : les technologies locales ou "appropriées"	page 100
2.1.2. Des économistes face à la "culture"	page 102
a - "Structuralistes" et "humanistes" à la découverte du fait culturel	page 102
b - Psychologie économique africaine et modernité	page 104
2.2. Les logiques systémiques	page 107
2.2.1. Le paysan africain au coeur du "système"	page 107
a - La démarche usuelle	page 107
b - La clarification de concepts essentiels	page 110
2.2.2. Les monographies des terroirs africains : la notion de système dans la géographie rurale	page 112

2.3. Les logiques de l'acteur rural	page 115
2.3.1. Les stratégies de l'acteur paysan africain	page 115
a - Poids des stratégies individuelles et hétérogénéité des sociétés rurales	page 116
b - La voie paysanne	page 118
2.3.2. Les logiques paysannes du point de vue du géographe	page 120
a - La reconnaissance des logiques de l'acteur rural	page 120
b - La gestion de terroir	page 123

Chapitre 2 : Vers une vision "limitée" des rationalités paysannes page 126

SECTION 1 : LES LIMITES DE L'APPROCHE USUELLE DE LA RATIONALITE EN ECONOMIE page 127

1.1. Les difficultés de sa dimension explicative : la question des fins	page 127
1.1.1. L'oubli des "fins"	page 127
a - la question des préférences	page 128
b - la question de l'intérêt	page 130
1.1.2. Une portée explicative limitée	page 132
a - La force des hypothèses sous-jacentes	page 133
b - Un homme abstrait	page 135
1.2. Les difficultés de sa dimension normative : une rationalité illimitée	page 136
1.2.1. La question de l'optimisation	page 136
a - Le principe d'optimisation	page 136
b - Les limites du principe d'optimisation	page 138
1.2.2. La question de l'incertitude	page 139
a - Le traitement usuel de l'incertitude	page 139
b - Incertitude et limites cognitives	page 141
1.3. Les limites de l'approche "contractualiste" de l'organisation	page 143
1.3.1. L'approche théorique de l'organisation	page 143
a - Coûts de transaction et contrats optimaux	page 144
b - Le comportement de l'individu face à l'action collective	page 145
1.3.2. Quelles applications au cas de l'organisation paysanne ?	page 148
a - La vision "standard" de l'organisation rurale	page 148
b - Théorie des jeux et coopération locale	page 150

SECTION 2 : POUR UNE CONCEPTION "LIMITEE" DE LA RATIONALITE page 152

2.1. Quelle rationalité individuelle ?	page 152
2.1.1. L'individu face aux limites de la rationalité	page 153
a - Une rationalité limitée et procédurale	page 153
b - Concilier holisme et individualisme méthodologiques ?	
La notion de "capacité"	page 156

2.1.2. Des individus historiquement et socialement situés	page 160
a - Les individus au coeur d'un monde complexe	page 160
b - Conséquences méthodologiques : une approche locale et historique	page 162
2.2. Les implications agraires d'une conception "limitée" de la rationalité	page 166
2.2.1. Les spécificités agricoles : hypothèses complémentaires et implications	page 167
a - Hypothèses spécifiques	page 167
b - Des marchés très imparfaits	page 170
2.2.2. Quelles stratégies paysannes ?	page 172
a - Des stratégies temporellement situées	page 173
b - Des stratégies élaborées au sein d'un monde "complexe"	page 175
2.2.3. Les paysans face au développement	page 178
a - L'insertion du développement dans le village	page 178
b - Apprentissages et "évoqueries"	page 181
2.3. L'organisation : théorie et premières applications "rurales"	page 185
2.3.1. De l'intérêt de l'organisation : quelques fondements théoriques	page 185
2.3.2. Pouvoir, stratégies individuelles et organisation villageoise	page 187
a - Incertitude, pouvoir et stratégies individuelles	page 187
b - Stratégies individuelles et fonctionnement de l'organisation villageoise	page 189
2.3.3. Les conditions d'existence d'une organisation villageoise	page 191
a - Organisation villageoise et motivations	page 192
b - La régulation de l'organisation villageoise	page 195
c - L'organisation villageoise et son environnement	page 197

Deuxième partie : L'histoire d'une marginalisation

Chapitre 3 : Les violences précoloniales et coloniales	page 205
SECTION 1 : LA SITUATION PRECOLONIALE	page 206
1.1. L'agriculture Banda au début du XX ^{ème} siècle	page 206
1.1.1. Des systèmes de culture riches et complexes	page 206
a - La cohabitation du sorgho et du manioc	page 207
b - La multiplicité des cultures mineures	page 209
c - La "plantation type"	page 211
1.1.2. L'orientation "guerrière" des systèmes de production	page 213
a - Une agriculture prospère mais menacée	page 213
b - Les systèmes de production "guerriers"	page 215

1.2. Les sociétés précoloniales Banda : "l'homme libre"	page 218
1.2.1. Les systèmes d'exploitation Banda	page 218
a - Une grande autonomie des individus	page 219
b - Les institutions précoloniales Banda	page 223
1.2.2. Les rapports au monde extérieur	page 225
a - Une grande insécurité	page 226
b - Les circuits d'échange précoloniaux	page 230

SECTION 2 : LE CHOC COLONIAL page 233

2.1. Les bouleversements du mode de vie Banda	page 233
2.1.1. Les conséquences d'un début d'administration	page 234
a - L'occupation et les regroupements de villages	page 234
b - La vie dans les nouveaux villages	page 236
2.1.2. La régression de l'agriculture Banda	page 238
a - Cueillir et cultiver sous la contrainte	page 239
b - Une agriculture de moins en moins viable	page 242
2.2. Les rapports entre colonisateurs et colonisés	page 246
2.2.1. Les rapports au colonisateur	page 246
a - Argent et impôt	page 246
b - Entre "administration" et "concession"	page 248
2.2.2. Les auxiliaires de l'administration coloniale	page 250
a - Les gardes et miliciens	page 251
b - Les chefs administratifs	page 252

Chapitre 4 : Les aléas de la "modernisation" page 256

SECTION 1 : LA MODERNISATION, DE LA "DOCTRINE" A LA PRATIQUE page 257

1.1. La doctrine de la modernisation	page 257
1.1.1. L'irrationalité postulée des paysans Banda	page 257
1.1.2. "Les successives «marches» du progrès agricole"	page 261
1.2. Les outils de la modernisation	page 265
1.2.1. Les tentatives de promotion de la culture attelée	page 265
a - Moderniser par la culture attelée	page 266
b - L'échec de la culture attelée	page 267
1.2.2. Les tentatives de structuration du monde rural	page 271
a - Les "Sociétés" de producteurs	page 272
b - Les coopératives	page 273

SECTION 2 : LES ECHECS DE LA MODERNISATION, UNE ANALYSE PAR PRODUCTION	page 276
2.1. Le coton, culture de modernisation	page 276
2.1.1. La vulgarisation cotonnière	page 277
a - L'insertion du coton dans les cycles cultureux	page 277
b - Les modalités de l'encadrement cotonnier	page 280
c - L'échec d'une modernisation basée sur le coton	page 285
2.1.2. La filière cotonnière : quel intérêt à la culture du coton ?	page 288
a - Le coton, culture de l'impôt	page 288
b - Les dysfonctionnements de la filière cotonnière	page 291
2.2. Les productions "mineures"	page 295
2.2.1. Tabac et café	page 295
a - L'insertion culturelle et l'encadrement du tabac et du café	page 295
b - La commercialisation du café : théorie et pratique	page 299
2.2.2. Les produits vivriers : les oubliés de la modernisation	page 301
a - L'évolution des productions vivrières	page 301
b - Les velléités de modernisation des cultures vivrières	page 306

TOME 2

Troisième partie : Les petits producteurs Banda. Contraintes et stratégies

Chapitre 5 : Actualité d'une agriculture extensive	page 312
SECTION 1 : QUELLE VIABILITE POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?	page 313
1.1. Les systèmes de culture de l'«après coton»	page 313
1.1.1. L'interruption de la production cotonnière	page 313
a - Les circonstances de la suppression	page 314
b - Les conséquences de la suppression	page 316
c - Une "imprévoyance" villageoise ?	page 319
1.1.2. Associations et assolements	page 323
a - Les systèmes cultureux de savane	page 324
b - Les systèmes cultureux "forestiers"	page 327
1.1.3. Les particularités Ngbugu	page 330
a - Les "grandes" cultures Ngbugu	page 330
b - Les jardins de case	page 333

1.2. La persistance et les limites des systèmes de production Banda	page 334
1.2.1. La persistance des systèmes de production extensifs	page 335
a - La perpétuation de systèmes très extensifs	page 335
b - La logique de la préférence pour l'extensif	page 336
1.2.2. Les limites internes : la rareté relative du facteur terre	page 339
a - Une densification localisée	page 339
b - Les dégradations de l'environnement	page 342
1.2.3. Les limites externes : la difficile intégration avec un élevage extensif	page 344
a - Un système d'élevage extensif	page 345
b - La difficile intégration de deux systèmes de production extensifs	page 347

SECTION 2 : QUELLE INTENSIFICATION POUR LES SYSTEMES DE PRODUCTION BANDA ?

page 351

2.1. Fertiliser les sols sans engrais chimiques	page 352
2.1.1. L'hypothétique intensification par les intrants chimiques	page 352
2.1.2. Eviter la dégradation par des fertilisations organiques	page 354
a - La dégradation : débats et réalités	page 355
b - Une multiplicité de moyens organiques	page 357
2.2. Intensifier par la culture associée	page 360
2.2.1. Les avantages de la culture associée	page 361
a - Avantages des associations culturales	page 361
b - Bien associer les cultures	page 362
2.2.2. Associer les arbres et les cultures	page 365
a - Les avantages de l'agroforesterie	page 365
b - Vers la constitution de haies vives	page 367
2.3. Les perspectives d'intensification	page 370
2.3.1. Les propositions de la recherche-action	page 370
a - La logique du système "des quatre champs"	page 370
b - Une productivité du travail en hausse : quelques résultats	page 372
c - L'objectif de la fixation des cultures	page 374
2.3.2. Les conditions de l'intensification et de la fixation	page 376

Chapitre 6 : La marginalité des exploitations familiales

page 380

SECTION 1 : LES LIMITES DE L'ARTICULATION AUX MARCHES

page 380

1.1. L'incertaine commercialisation des productions agricoles	page 381
1.1.1. Les instabilités du marché caféier	page 381
a - Les tendances récentes du marché caféier	page 382
b - Les perspectives du marché caféier	page 385

1.1.2. Les aléas de la commercialisation des produits vivriers	page 389
a - Les récentes ventes vivrières	page 389
b - Les marchés vivriers : une vue d'ensemble	page 393
1.2. Une pluriactivité peu articulée aux marchés	page 400
1.2.1. L'économie d'usufruit	page 400
a - Les animaux dans les activités des villageois	page 401
b - La pluriactivité liée à la "cueillette"	page 403
1.2.2. Les activités de transformation	page 405
a - L'artisanat	page 405
b - Les petites activités de transformation	page 406
1.2.3. Le travail à l'extérieur de l'exploitation	page 408
a - Le travail salarié	page 408
b - Le diamant	page 410
1.3. Le bilan d'une monétarisation	page 412
1.3.1. Consommation, épargne et crédit	page 413
a - Les déficiences des circuits de distribution	page 413
b - L'inexistence d'un système d'épargne et de crédit	page 417
1.3.2. Les implications d'une médiocre articulation aux marchés	page 420
a - L'utilisation de l'argent : la monétarisation du lien social	page 420
b - Faiblesse et irrégularités d'une insertion aux marchés	page 423
1.3.3. La dévaluation du Franc CFA	page 426
a - Les premières réactions paysannes : incompréhension et frustration	page 426
b - Une élévation générale du niveau des prix	page 427
SECTION 2 : UNE AGRICULTURE PAYSANNE ?	page 432
2.1. La question foncière : mutations et perspectives	page 432
2.1.1. Deux évolutions foncières contemporaines : les plantations villageoises et la "poussée" des éleveurs	page 432
a - Les plantations familiales	page 433
b - Entre paysans et éleveurs, un conflit foncier majeur	page 435
2.1.2. La complexité des pratiques foncières	page 436
a - Les diverses modalités de répartition foncière	page 436
b - L'impératif de la sécurisation foncière	page 442
2.1.3. Vers une agriculture paysanne ?	page 445
a - Une agriculture familiale	page 445
b - Une agriculture entre ville et village	page 448
2.2. Le désengagement d'un Etat "ajusté"	page 450
2.2.1. Ecole et santé : la faillite de l'Etat	page 450
a - Déscolarisation et illettrisme	page 451
b - La santé	page 453
2.2.2. Les villageois face à l'administration	page 458
a - La faillite administrative	page 458
b - L'arbitraire des fonctionnaires	page 461

Quatrième partie : Marginalité et capacités villageoises

Chapitre 7 : Les difficultés de la structuration paysanne	page 467
SECTION 1 : LA MARGINALITE, OBSTACLE A L'ACTION COMMUNE	page 468
1.1. Le contexte de la structuration	page 468
1.1.1. Un contexte villageois dégradé	page 469
a - De l'entraide à la "participation"	page 469
b - Des villages "désorganisés"	page 471
1.1.2. Un contexte socio-économique peu favorable	page 475
a - le primat d'un opportunisme de très court terme	page 476
b - Les ressorts de la "participation"	page 478
1.2. Un bilan des tentatives de structuration villageoise	page 483
1.2.1. Les groupements villageois	page 483
a - Le "groupement", première étape de la structuration paysanne	page 484
b - L'échec des groupements villageois	page 486
1.2.2. Vers les Comités Villageois de Développement ?	page 489
a - Les pharmacies et boutiques villageoises	page 489
b - Quelle réalité pour les C.D.V. ?	page 491
1.2.3. Les conditions de l'émergence d'organisations villageoises	page 493
SECTION 2 : STRATEGIES ET CAPACITES DES LEADERS VILLAGEOIS	page 501
2.1. Les responsables villageois	page 501
2.1.1. L'action des responsables : des principes aux stratégies effectives	page 501
a - La recherche de leaders villageois	page 502
b - La réalité des stratégies des acteurs	page 503
2.1.2. Les capacités limitées des leaders villageois	page 507
a - L'isolement des leaders	page 507
b - La nécessité de "suivre" les leaders	page 509
2.2. Les chefs et le "développement"	page 510
2.2.1. Quelles autorités "traditionnelles" ?	page 510
a - Les instances de pouvoir des villages	page 510
b - Les pouvoirs des chefs	page 513
2.2.2. Action des intervenants et stratégies des chefs	page 515
a - Les chefs, obstacles à l'intervention extérieure ?	page 515
b - Intégrer les chefs au "changement"	page 517

Chapitre 8 : Marginalité et "développement"	page 522
SECTION 1 : LES INTERVENANTS EXTERIEURS FACE A DES POPULATIONS MARGINALISEES	page 523
1.1. Les stratégies des responsables de l'intervention	page 524
1.1.1. Les derniers intervenants extérieurs	page 524
a - Les intervenants confessionnels : l'Animation Rurale et le Centre de Formation Agricole Elim	page 524
b - Les derniers intervenants non confessionnels : l'Agence du Développement Communautaire et la Composante Café	page 529
1.1.2. Les réalités de l'intervention	page 531
a - Quelle coordination entre A.R. et A.D.C. ?	page 532
b - La stratégie actuelle de l'A.R. : gérer l'urgence	page 533
1.2. Des principes à la pratique : le travail des intervenants de "terrain"	page 539
1.2.1. Des intervenants membres d'institutions	page 539
a - Importance et limites de la formation	page 539
b - Les relations internes à l'institution	page 541
1.2.2. Les intervenants dans le village	page 543
a - L'absence de neutralité des intervenants extérieurs	page 543
b - Le maintien "en marge" des intervenants	page 544
SECTION 2 : LES REACTIONS VILLAGEOISES, ENTRE STRATEGIES INDIVIDUELLES ET CAPACITES "LIMITEES"	page 547
2.1. Les stratégies face à l'intervenant extérieur	page 547
2.1.1. La diversité des stratégies	page 547
a - Les divergences entre acteurs villageois	page 548
b - Les divergences entre intervenants et villageois	page 549
2.1.2. "Jouer le jeu" de l'Animation Rurale	page 552
a - Maintenir la présence des intervenants extérieurs	page 552
b - Lorsqu'on ne joue même plus le jeu...	page 554
2.2. Marginalité et capacités paysannes : une tentative de bilan	page 555
2.2.1. La prégnance de l'immédiateté	page 555
a - L'influence des conditions passées et présentes d'existence	page 556
b - La lucidité passive de nombreux villageois	page 560
c - Faire émerger les apprentissages	page 566
2.2.2. Conditions d'existence et comportements fatalistes	page 570
a - Le recours à la causalité magico-religieuse	page 570
b - L'exemple de la désresponsabilisation sanitaire	page 574
c - La "fatalité" de la marginalité ?	page 577

Conclusion générale	page 581
1. Résumé succinct des analyses proposées	page 582
a - Les hypothèses théoriques	page 582
b - la démonstration	page 584
2. Capacités, "modernité" et "tradition"	page 586
a - Quels "blocages" pour quelle "tradition" ?	page 586
b - Yakpa et Ngbugu	page 588
3. Encadrement et autonomisation des acteurs	page 589
a - La question des institutions, ou "encadrements"	page 589
b - L'autonomisation des acteurs	page 591
4. Quelques implications théoriques	page 593
a - Un ordre lexicographique ?	page 593
b - La question des capacités	page 595
c - Marginalité et analyse économique	page 598
5. Applicabilité et perspectives	page 602
a - Quelle applicabilité ?	page 602
b - Quelles solutions envisageables ?	page 604
c - Remarques de conclusion	page 609
Index des cartes	page 615
Lexique des principaux termes Sango employés	page 616
Bibliographie	page 617
Annexes	
Annexe 1 : Emploi du temps annuel, région d'Alindao, 1994	
Annexe 2 : L'Animation Rurale d'Alindao	
Annexe 3 : Le Centre de Formation Agricole Elim d'Alindao	
Annexe 4 : Tableau des prix, Alindao, mai 1994	
Annexe 5 : Support photographique	
Table des matières	

Préambule : Quel devenir pour une agriculture marginalisée ?

1. Introduction générale

a - Propos liminaire

Il est des régions du monde qui demeurent à ce jour largement méconnues, tant dans la communauté des chercheurs que pour le grand public. La République Centrafricaine semble bien être de celles-là.

Il est vrai que la R.C.A., pays enclavé et fermement installé dans la catégorie "onusienne" des "Pays les Moins Avancés" (P.M.A.), est dénuée à maints égards de tout attrait inédit, de toute situation "spectaculaire", qui ordinairement attirent médias et analystes. On n'y constate pas d'avancée dramatique du désert, dans ce pays dont seul d'extrême nord est soumis aux influences climatiques sahéliennes¹ ; il n'y a pas non plus de pression démographique telle qu'elle mettrait en cause la survie des populations et exacerberait les tensions ethniques, dans ce pays sous-peuplé² ; il ne s'y produit aucun conflit avec un pays voisin, le Centrafrique étant au contraire une terre d'accueil pour les réfugiés soudanais et tchadiens ; on n'a pu y observer, depuis l'Indépendance, aucune expérience politique originale, hormis peut-être les frasques d'un Empereur déchu par les militaires français eux-mêmes en 1979 ; enfin, on n'y a recensé que peu de richesses de sous-sol dont l'exploitation se révèle rentable, du fait des aléas des marchés internationaux et de l'éloignement des grands axes mondiaux d'échanges³. On ne parle alors du Centrafrique que lorsqu'éclatent des troubles suffisamment graves pour conduire à une intervention française et un rapatriement des étrangers. Un

¹ La R.C.A. s'étale de 2°13' à 11°01' Nord et de 14°25' à 27°27' Est.

² Le recensement général de la population effectué en 1988 a permis d'estimer la population centrafricaine totale, en 1991, à quelques 2.895.000 habitants, soit une densité de 4,3 h/km², région de Bangui incluse.

³ Le cas exemplaire est celui des gisements d'uranium de la région de Bakouma, dans la préfecture du Mbomou : dûment répertoriés, ces gisements se sont révélés économiquement inexploitable, dans l'état actuel des marchés. La rumeur persiste pourtant, dans toute la R.C.A. et particulièrement à Bangui, que ces gisements ne sont pas exploités car "les Français ont tout volé", rumeur fondée sur l'envoi de "carottes" en France pour expertise.

intérêt qui, logiquement, retombe très vite dès lors que les expatriés sont tous "à l'abri" ou que survient un autre événement grave dans l'actualité.

De nombreux facteurs convergent donc, qui semblent ôter tout intérêt à l'étude de ce pays. D'ailleurs, la faiblesse - quantitative s'entend - de la "littérature" qui lui est consacrée est significative du peu d'intérêt qu'elle a suscité par le passé et qu'elle suscite encore aujourd'hui au sein du monde de la recherche. Nous allons pourtant consacrer notre thèse à ce pays, et plus précisément à l'une de ses régions, celle d'Alindao. Et c'est cette marginalité même, qui paraît bien constituer l'une des caractéristiques majeures de l'ensemble du Centrafrique, qui nous servira de fil conducteur.

Nous allons dans la suite de cette introduction générale, proposer au lecteur quelques informations générales sur la République Centrafricaine, qui permettront de replacer la zone que nous étudierons dans son contexte national, tant socio-politique qu'économique et géographique. Puis nous nous attacherons à présenter cette région d'Alindao, "terrain" de notre recherche, et à argumenter un tel choix. Il nous faudra alors nous pencher sur cette notion de marginalité, thème majeur, on l'a dit, de notre travail. Tout ceci nous permettra, enfin, de poser la problématique que nous suivrons au fil des huit chapitres de notre thèse.

b - Le Centrafrique, une terre "en friche"⁴

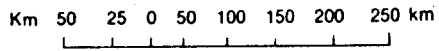
Le Centrafrique nous paraît effectivement être une vaste terre en friche. La très faible densité de son peuplement ne dénote pas dans cette Afrique Centrale sous-peuplée, analysée il y a 30 ans par G. Sautter⁵. S'il y a alors une contrainte démographique risquant de "brider" le développement du pays, elle tient bien, assurément, à la faiblesse numérique de cette population, dispersée sur de si vastes espaces⁶.

⁴ Nous renvoyons à l'ouvrage de Gabriel Ardant, sorti en 1959, au P.U.F. : *Un monde en friche*. Il insistait sur l'existence de vastes territoires cultivables, très médiocrement utilisés et faiblement peuplés.

⁵ SAUTTER (Gilles). - *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement*. - Paris, Mouton, Ecole Pratique des Hautes Etudes, Sorbonne, 1966. - 582 p.

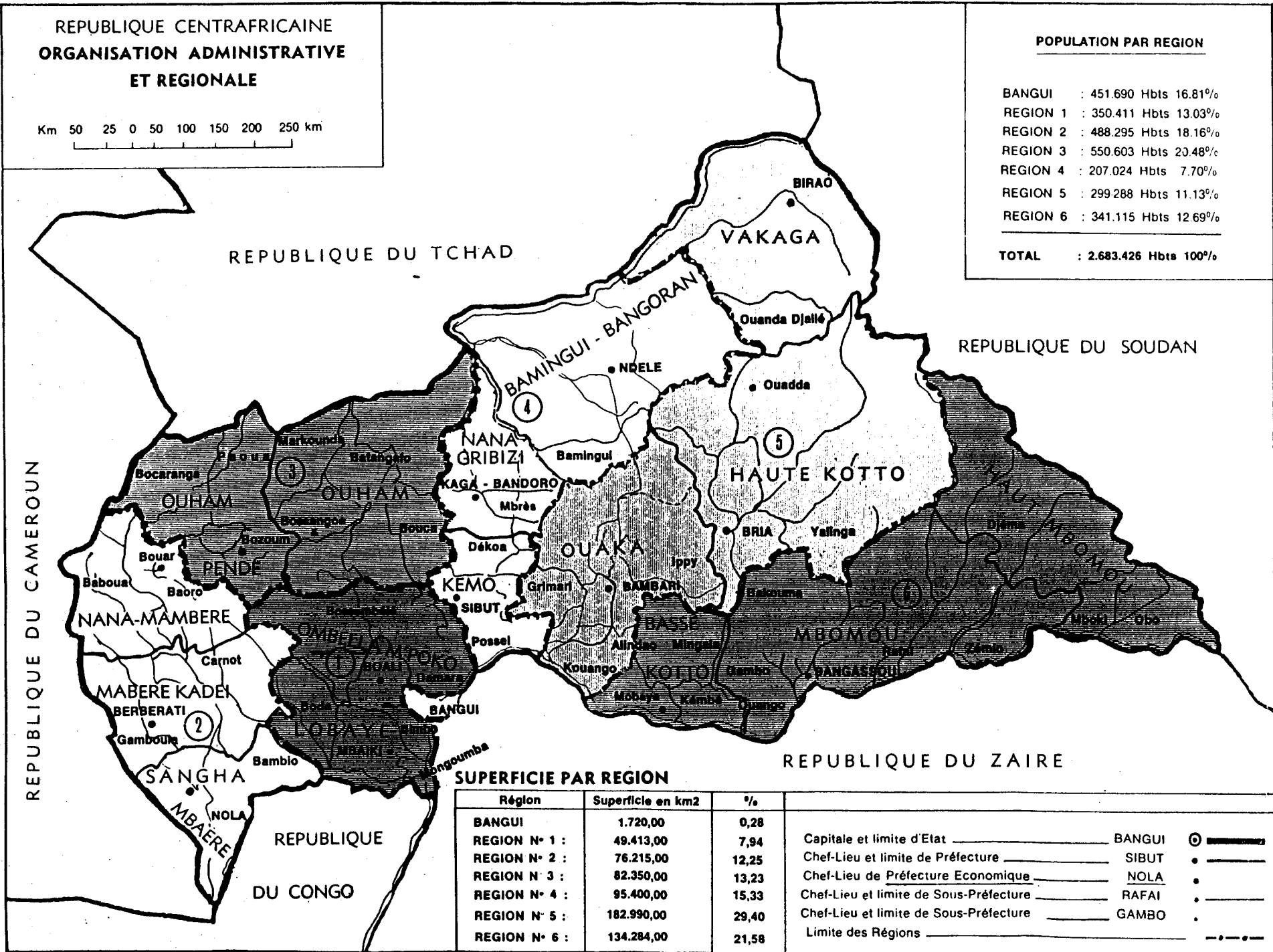
⁶ 618.000 km² au total, soit l'équivalent de la France et du Bénélux réunis.

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
ORGANISATION ADMINISTRATIVE
ET REGIONALE



POPULATION PAR REGION

BANGUI	: 451.690 Hbts	16,81%
REGION 1	: 350.411 Hbts	13,03%
REGION 2	: 488.295 Hbts	18,16%
REGION 3	: 550.603 Hbts	20,48%
REGION 4	: 207.024 Hbts	7,70%
REGION 5	: 299.288 Hbts	11,13%
REGION 6	: 341.115 Hbts	12,69%
TOTAL	: 2.683.426 Hbts	100%



SUPERFICIE PAR REGION

Région	Superficie en km ²	%
BANGUI	1.720,00	0,28
REGION N° 1 :	49.413,00	7,94
REGION N° 2 :	76.215,00	12,25
REGION N° 3 :	82.350,00	13,23
REGION N° 4 :	95.400,00	15,33
REGION N° 5 :	182.990,00	29,40
REGION N° 6 :	134.284,00	21,58
	622.372,00	100,00

Capitale et limite d'Etat	BANGUI	⊙
Chef-Lieu et limite de Préfecture	SIBUT	•
Chef-Lieu de Préfecture Economique	NOLA	•
Chef-Lieu et limite de Sous-Préfecture	RAFAI	•
Chef-Lieu et limite de Sous-Préfecture	GAMBO	•
Limite des Régions		- - - - -

Carte n°1

En conséquence, et malgré un taux d'activité très important dans le secteur primaire⁷, les terres potentiellement exploitables pour l'agriculture sont sous-utilisées ; les géographes de l'ORSTOM ont pu, grâce à l'imagerie satellite, estimer les surfaces cultivées à 1% de la superficie totale du pays, alors qu'environ 25% des terres centrafricaines pourraient aisément être mises en culture. Même en tenant compte des superficies en jachère, nécessaires à la reproduction des systèmes productifs agricoles, cette proportion paraît infime⁸.

Outre le sous-peuplement, cette faible utilisation de l'espace disponible tient à divers autres facteurs, tels que le regroupement des villages le long des principaux axes de communication et d'échange, les limites liées aux techniques utilisées, et enfin l'enclavement économique d'un pays dont les exportations agricoles sont dépréciées par l'importance des coûts de transport.

Il ne paraît pas non plus abusif de parler, pour le secteur secondaire, de "friches industrielles". Les quelques entreprises industrielles, privées, publiques ou parapubliques, concentrées à Bangui, se sont en effet presque toutes heurtées aux mêmes handicaps : dysfonctionnements de gestion, coûts de production prohibitifs, compte tenu notamment de la cherté des importations incompressibles⁹, faiblesse de la demande potentielle, progression de l'économie dite "souterraine"¹⁰, environnement politique défavorable... Beaucoup ont donc du fermer leurs portes, ont été sévèrement restructurées, ou ont été privatisées¹¹, dans un pays "sous ajustement". Les pillages et le départ de nombreux étrangers, en mai 1996, ont achevé de réduire à néant les dernières velléités de développement manufacturier.

⁷ 82% de la population y ont leur activité principale, selon le recensement de 1988, avec une prédominance féminine : 87% pour les femmes contre 76% pour les hommes.

⁸ "Les zones agricoles ne couvrent qu'une superficie dérisoire (1% du territoire), mais elles se déplacent du fait de la pratique d'une agriculture itinérante" (FRANQUIN (Pierre), DIZIAIN (Roland), COINTEPAS (Jean-Paul), BOULVERT (Yves). - *Agroclimatologie du Centrafrique*. - Paris, Editions de l'ORSTOM, Coll. Initiations, Documentations techniques n°71, 1988. - p.56).

⁹ "L'enclavement constitue à la fois un atout et un handicap, un atout car il constitue une protection naturelle pour le secteur manufacturier (sauf importations clandestines), un handicap parce que les délais de transports sont tels que [les entreprises] sont obligées de faire des stocks importants de matières premières" (GILGUY (Christine). - *Centrafrique. Etude spéciale. - Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2403, 29 novembre 1991 - p. 3082).

¹⁰ En 1991, C. Gilguy évoquait l'importance de cette dernière : "Des experts estiment que l'économie souterraine représente, en Centrafrique, de 80 à 90 % du P.N.B. Là où certains se contenteraient de voir une heureuse soupape de sécurité dans un contexte de crise et de baisse du pouvoir d'achat des populations, d'autres, parmi lesquels certains hauts cadres centrafricains ne sont pas les derniers, s'alarment : loin de se cantonner à des activités de type familial, le secteur souterrain centrafricain comprend des groupes commerciaux qui associent des intérêts étrangers et nationaux, et pratiquent la fraude à grande échelle en échappant à la réglementation fiscale et douanière. (...)" (*idem*, p. 3083).

¹¹ Sur les privatisations menées en R.C.A. depuis 1980, on lira : DEVEY Muriel. - *Centrafrique. Partie spéciale. - Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n° 2626, 8 mars 1996. - pp. 487-492.

Tout ceci a restreint la capacité du secteur à absorber la main d'oeuvre urbaine et condamne de nombreux jeunes de la capitale à l'inactivité¹² ou aux "petits boulots". Certes, il subsiste un secteur artisanal "informel", mais ses possibilités d'expansion et d'absorption de main d'oeuvre sont nécessairement limitées par la faiblesse des revenus monétaires en circulation dans les villes, le marasme de la fonction publique, etc.

Enfin, le secteur minier maintient de nombreux emplois, surtout au sud-ouest du pays, mais une large part de la production de diamants continue, malgré de récents efforts gouvernementaux¹³, à échapper aux circuits officiels¹⁴. En outre, il attire une main d'oeuvre villageoise importante, bien que souvent saisonnière, ce qui désorganise depuis des décennies les travaux culturels et met un frein, dans les zones proches des chantiers, aux velléités de vulgarisation agricole.

Mais la "friche" est aussi tertiaire. Elle renvoie d'une part au marasme du système bancaire centrafricain¹⁵ ; d'autre part à une faillite étatique, marquée par les carences des politiques de "modernisation" agricole, le médiocre encadrement administratif des populations rurales éloignées des centres urbains principaux, et les lourds dysfonctionnements des services publics essentiels (santé et éducation). Les nombreux mois de retards de salaire¹⁶ démotivent une fonction publique pléthorique en regard des possibilités réelles du pays et au travail qu'elle a accompli depuis plusieurs décennies, et ont, on le sait, incité certains militaires à se mutiner. Un tel marasme aboutit logiquement à un désengagement étatique majeur, accru dans les régions rurales isolées.

Cette situation de "friche", qu'ont en quelque sorte parachevée les événements récents, ne peut se comprendre sans faire référence au passé. C'est pourquoi nous allons évoquer, assez rapidement, les grandes lignes de l'histoire de ce qui constitue aujourd'hui la R.C.A. et des populations qui y vivent.

¹² En 1988, le secteur secondaire n'occupait que 2% de la population, avec une nette prédominance masculine (4% contre 0,25).

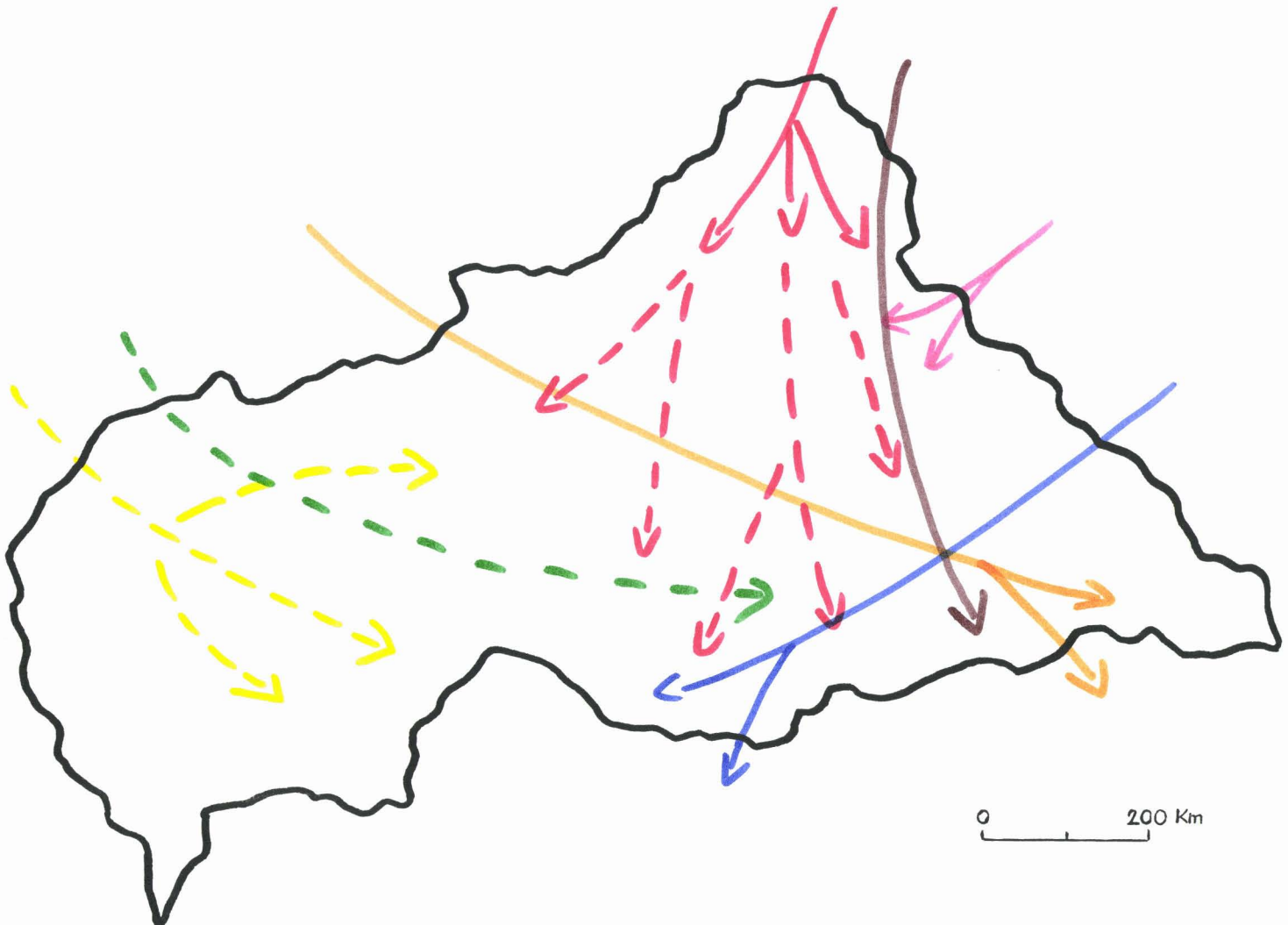
¹³ Efforts qui sont certes demeurés très théoriques.

¹⁴ Selon certaines estimations, rapportées par C. Gilguy en 1991, entre 50% et 80% des exportations réelles de diamants échappaient alors à tout contrôle (Gilguy, 1991, *art. cit.*, p. 3079).





¹⁵ Il n'y a, en 1995, que trois banques commerciales en R.C.A. : l'U.B.A.C. (Union bancaire en Afrique centrale), qui devra être privatisée dans un avenir proche, la Meridien-B.I.A.O., en passe d'être "reprise" par la Belgo-laise, et la Banque Populaire Maroco-Centrafricaine (B.M.P.C.). Notons aussi l'existence du Crédit mutuel décentralisé, finançant les P.M.E/P.M.I. (cf. Devey, 1996, *art. cit.*, p. 492).

¹⁶ Environ 12 mois en moyenne, parfois plus, nous l'avons constaté dans les régions fort éloignées de la capitale.



Carte n°2 : L'histoire centrafricaine. Grands courants de migration



1. Principales migrations du XVIe au XVIIIe siècle

- Axes de migration des Oubanguiens 
- Axes de migration des Nzakara-Sabanga 
- Axes de migration des Banda 
- Axes de migration des Kreich 
- Axes de migration des Zandé 

2. Migrations au XIXe siècle

- Axes de migrations Banda 
- Axes de migrations Gbaya 

3. Migrations au XXe siècle

- Axes de la migration Mbororo 

c - Aperçu de l'histoire centrafricaine

Voulant demeurer concis, nous renvoyons le lecteur désireux d'en savoir plus sur l'histoire centrafricaine à la thèse fondatrice de ce domaine, celle de P. Kalck, soutenue en 1970¹⁷, et qui n'a pu être depuis que critiquée, complétée et mise à jour.

Contrairement à ce que les historiens ont longtemps pensé, il est aujourd'hui avéré que le territoire centrafricain a été très tôt occupé par l'homme, bien avant les grandes migrations qu'il a connues au XIX^{ème} siècle. Les recherches paléontologiques ont notamment montré que cette présence humaine remonte au moins au Paléolithique inférieur, et qu'elle ne s'est jamais démentie jusqu'à notre ère¹⁸. Au cours des derniers millénaires avant J.C., les habitants laissent par exemple de nombreuses gravures rupestres, dont on trouve d'ailleurs certains spécimens dans l'actuelle préfecture de la Basse Kotto.

Si l'on sait avec certitude que le Centrafrique n'était pas vide d'habitants, on ne sait en revanche quasiment rien de ce qui s'y est passé jusqu'au XV^{ème} siècle environ, et ce faute de données archéologiques. C'est ce qu'expriment G. Grellet, M. Mainguet et P. Soumille : "Tout au plus peut-on avancer que le pays centrafricain fut depuis les temps les plus reculés une terre peuplée, une zone fréquentée dont le rôle de passage et de contact a été déterminant dans l'histoire centrafricaine"¹⁹. La carte n°2 montre d'ailleurs combien furent importants, pour son peuplement actuel, les nombreux mouvements migratoires qu'a connus ce territoire.

Ainsi, au cours du premier millénaire avant J.C. et au début de notre ère, les grandes migrations des proto-Bantu traversent l'actuelle R.C.A. en direction du Shaba, laissant sur place des éléments qui domineront le sud du pays, hormis la forêt dense, domaine des pygmées Babinga.

Au XVI^{ème} siècle la région Sud ferait partie du royaume d'Anzica, et la région Nord-Nord-est dépendrait du royaume de Gaoga, mais on ne dispose guère d'informations précises sur ces royaumes peut-être légendaires. C'est

¹⁷ KALCK (Pierre). - *Histoire centrafricaine des origines à nos jours*. - Thèse de doctorat d'Etat ès lettres, Paris, Sorbonne, 4 volumes, 1970. - 1777 p.

¹⁸ On lira particulièrement : BAYLE DES HERMENS (Roger de). - *Recherches préhistoriques en République Centrafricaine*. - Paris, Librairie C. Klincksieck et laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, Université de Paris X, Coll. Recherches Oubanguiennes, n°3, 1975. - 375 p.

¹⁹ GRELLET (Gérard), MAINGUET (Monique), SOUMILLE (Pierre). - *La République Centrafricaine*. - Paris, P.U.F., Que sais-je ?, 1982. - 128 p.

aussi au XVI^{ème} siècle que commencent à s'installer les "gens de l'eau"²⁰, dont les Oubangiens, sur le moyen Oubangui et le Mbomou, ainsi que les Sabanga-Nzakara et les Kreich. Les premiers Banda parviennent, semble-t-il, sur le territoire centrafricain dès le XVII^{ème} siècle.

Mais le premier fait assez bien connu de l'histoire du Centrafrique est l'extension, depuis le milieu du XVIII^{ème} et jusqu'au début du XX^{ème} dans certaines régions, de la traite des Noirs. Ses conséquences humaines, démographiques et sociales sont encore très sensibles aujourd'hui. La traite Atlantique a atteint le Centrafrique par l'intermédiaire des piroguiers Bobangui, riverains ayant la maîtrise du trafic sur le bas-Oubangui. Elle s'étendra, par le biais d'autres "tribus courtières", à tout le sud-ouest du territoire qu'elle videra d'une majorité de ses habitants. Elle ne disparaîtra totalement que vers 1860 environ. Toujours au XVIII^{ème} siècle, les quatre Etats - islamisés - Tekrouriens, le Bornu, le Baguirmi, le Waddaï et le Darfour, lancent leurs expéditions de chasse aux esclaves, les "ghazuas", sur l'actuelle R.C.A., entre le Yadé et le Dar Fertit, selon des zones prédéterminées de poursuite et des règles strictes de partage du butin.

Les populations centrafricaines se divisent donc, au début du XIX^{ème} siècle, en trois grandes aires de peuplement : le Tekrou au nord du 10^{ème} parallèle ; la région du Fertit "réservée" à la chasse aux esclaves, entre les 6^{ème} et 10^{ème} parallèles²¹ ; et au sud se trouvent les riverains, qui alimentent la traite occidentale.

Le XIX^{ème} siècle est encore marqué par trois importantes migrations, celles des Zandé, des Gbaya et des Banda. Les nouveaux arrivants assimileront souvent - plus qu'ils ne les extermineront ou les chasseront - les quelques groupes humains occupant avant eux l'espace centrafricain. En premier lieu, c'est au tout début du XIX^{ème} siècle que le groupe Kogobili, originaire du Soudan Nilotique et appelé aussi Zandé, ayant fui la région du lac Tchad, s'installe aux confins R.C.A.-Soudan-Zaïre et fonde des royaumes qui survivront jusqu'à l'époque coloniale.

Les Gbaya sont chassés par les Fulbé et l'Etat du Bornu du massif de l'Adamoua et du bassin du Bénoué à partir de 1805, et occupent peu à peu l'ouest centrafricain vidé de ses habitants par la traite occidentale. Mais,

²⁰ Il semble que leur migration ait été provoquée par les troubles qui suivirent la destruction du royaume chrétien d'Aloa, sur le Haut Nil, en 1504.

²¹ P. Kalck précise : "Il est vraisemblable qu'à la fin du XVIII^{ème} siècle, l'Oubangui était épuisé par les exportations d'esclaves et ressemblait fort au quasi-désert qui en quelques années, au début de ce siècle, devait prendre possession de la Haute Kotto, fertile et peuplée" (KALCK (Pierre). - *Réalités oubangiennes*. - Paris, Ed. Berger-Levrault, Coll. Mondes d'Outre-Mer, Série "Nations", 1959. - p. 33).

jusqu'au début du XX^{ème} siècle, les combats des Gbaya contre les Fulbé demeureront incessants.

Les Banda quittent vraisemblablement la région montagneuse du Darfour-Kordofan à la fin du XVIII^{ème} siècle et entreprennent une vaste migration qui n'aboutira, pour certains groupes, que vers 1900. La dernière vague de cette migration débute ainsi après 1850 à partir du Dar Banda, alors que les seigneurs marchands du haut Nil intensifient leur exploitation de l'est centrafricain. Les plus importants d'entre eux seront Ziber, puis Rabah, l'un de ses lieutenants, et enfin Senoussi. Les razzias de ces deux derniers, à la fin du XIX^{ème} siècle et au début de celui-ci, vont faire du Nord-est, jadis fort peuplé (par les Banda et les Kreich surtout), un désert humain²². Ainsi, de nombreux débris de poteries que l'on peut trouver dans les endroits les plus reculés de la brousse de cette région prouvent le nombre élevé des villages qui la recouvraient²³.

En outre, entre les razzias subsiste partout un commerce d'esclaves et d'ivoire organisé par les "Snoussou", qui fait moins de victimes tuées en pure perte, mais qui draine vers le nord et l'est plus d'esclaves que les razzias. Ce commerce contribuait, selon C. Prioul, à répandre la foi et les modèles islamiques, par l'intermédiaire de captifs ou des chefs convertis²⁴. Il s'est perpétué jusqu'à 1910-1920 environ.

Il disparaîtra progressivement avec la colonisation européenne, réellement entreprise à la toute fin du XIX^{ème} siècle²⁵, et qui ne s'est achevée que durant les années 20. Nous ne détaillons pas ici les querelles entre grandes puissances, qui ont abouti au tracé actuel des frontières centrafricaines, elles n'ont que peu d'intérêt pour notre travail. Disons simplement quelques mots de la politique qui a été menée dans ce qui devenait la colonie de l'Oubangui-Chari, créée en 1903.

En permettant la diminution puis la disparition du trafic esclavagiste, la conquête militaire française a d'abord un effet démographique

²² Les Kreich disparurent dans leur quasi totalité. On lira par exemple : MODAT (Capitaine). - *Une tournée en pays Fertit. Bria, Ndélé, Ouadda.* - Paris, Editions du Comité de l'Afrique française, 1912.

²³ P. Kalck précise en outre que la "variété des motifs de décoration y était très grande" (Kalck, 1970, *op. cit.*, p. 530).

²⁴ PRIOUL (Christian). - *Entre Oubangui et Chari vers 1890.* - Paris, Université de Paris X-Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, Coll. Recherches Oubanguiennes, n°6, 1981. - p. 125.

²⁵ Selon le mot de P. Kalck, le territoire oubanguien constituait, vers 1870, la dernière tache blanche des cartes d'Afrique, permettant ainsi aux auteurs de laisser libre cours à leur imagination : "Pays sauvages habités par des nègres" ; "Grands marais peuplés d'hippopotames" ; "Peuplades cannibales, mangeurs de chair humaine, dont on dit même qu'ils tiennent boucherie".

incontestablement positif, sauvant peut-être les Banda du même anéantissement que celui subi par les Kreich. Mais l'administration de la colonie se fait surtout sur le mode de l'exploitation économique, par le biais du système concessionnaire : portage, travaux forcés, déplacements de villages, imposition de plantations collectives, commerce de traite, paiement de l'impôt en numéraire, etc. Autant de bouleversements qui désorganisent des sociétés déjà fragilisées par la longue période esclavagiste, et qui provoquent diverses réactions des populations dont, principalement, la guerre du Kongo-Wara, à l'ouest du pays (1928-1931). Le système concessionnaire est progressivement assoupli, un réseau routier peu à peu construit au prix de réquisitions de main d'oeuvre, des lents progrès sanitaires et scolaires accomplis. Mais, d'une manière générale, l'Oubangui-Chari demeure, selon P. Kalck, "la plus délaissée des colonies"²⁶.

Remarquons aussi que, durant ce XX^{ème} siècle, le Centrafrique a connu une nouvelle migration, celle des Peuls Mbororo, originaires du nord Cameroun. Elle s'est accrue durant les années 70, avec l'arrivée massive des troupeaux sahéliens, provenant surtout du Tchad, fuyant la sécheresse et l'instabilité politique. Aujourd'hui, les groupes pastoraux se sont répandus sur la majeure partie du territoire centrafricain²⁷, et notamment dans la région d'Alindao, ce qui cause, on le verra, une densification de l'occupation de l'espace qui ne se fait pas sans heurts.

L'après-guerre, dominée par la personnalité de Barthélémy Boganda, conduit à la proclamation de l'indépendance, le 13 août 1960. Elle est le fait du successeur de Boganda, disparu le 29 mars 1959 dans un "accident" d'avion - sans nul doute un attentat²⁸ -, David Dacko, qui devient le premier président de la République Centrafricaine. L'impréparation des élites centrafricaines, les atteroiements du nouveau pouvoir, les difficultés économiques et sociales, conduisent au coup d'Etat de la Saint Sylvestre, le 31 décembre 1966, portant au pouvoir Jean-Bedel Bokassa, alors chef d'état-major de l'armée centrafricaine.

Entrepreneur d'abord un redressement économique du pays, le nouveau pouvoir dérive très vite vers un véritable pillage de l'Etat centrafricain. Un Etat

²⁶ KALCK (Pierre). - *Histoire centrafricaine. Des origines à 1966*. - Paris, L'Harmattan, Coll. Racines du présent, 1992. - pp. 221-256.

²⁷ "Pratiquement inconnu au début du siècle, le cheptel bovin (zébus Mbororo), voisin de 400000 têtes en 1975, dépasse 2.200.000 têtes en 1985 (avec la venue des troupeaux sahéliens)" (Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 15).

²⁸ G. Grellet & alii résument ce qui peut être dit sur cet "accident" : "Accident mystérieux dont les circonstances ne seront jamais élucidées, le silence des enquêteurs et l'absence de publication du rapport officiel à son sujet accréditant la rumeur d'un attentat par colis piégé dont l'origine serait étrangère" (Grellet & alii, 1982, *op. cit.*, p. 88).

qui devient Empire, lors du couronnement "napoléonien" de Bokassa 1^{er}, le 4 décembre 1977. Durcissement policier du régime, généralisation des pratiques de prédation, faillite des tentatives de réformes, marasme économique généralisé, dégradation des infrastructures, mécontentement social durement réprimé ; autant de facteurs qui conduisent à un autre coup d'Etat, appuyé par un détachement militaire français, le 21 septembre 1979, établissant la deuxième République Centrafricaine. David Dacko revient au pouvoir, pour être de nouveau renversé, en 1982, par André Kolingba, qui occupera le sommet de l'Etat jusqu'en 1993, après quelques 11 années durant lesquelles le pays ne sortira guère de ses maux endémiques : prédatons à tous les niveaux de l'Etat, difficultés liées à son enclavement, tendance à l'autoritarisme politique, dépendance vis à vis des marchés et des bailleurs extérieurs, etc.

d - L'actualité centrafricaine

L'"ère Kolingba" s'est achevée le 27 septembre 1993²⁹, lors de l'élection - jugée "régulière" par la plupart des "observateurs" - de Félix Ange Patassé à la Présidence de la République Centrafricaine. Ancien premier ministre de Bokassa, F.A. Patassé se trouve à la tête d'un Etat largement sous dépendance, pour sa survie même, de l'extérieur³⁰ : d'une part de la perpétuation de l'aide française³¹, de l'autre de la satisfaction qu'il donne aux institutions internationales. En effet, depuis 1986³² et plus encore depuis la dévaluation de Franc CFA, la R.C.A. se trouve sous tutelle de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International qui, au gré des missions et des rapports, accordent des *satisfecit* ou blâment les autorités centrafricaines, pour la plus ou moins grande vigueur avec laquelle celles-ci mettent en oeuvre des réformes jugées indispensables : rigueur des finances publiques,

²⁹ Jusqu'alors, l'histoire politique centrafricaine est donc essentiellement faite de régimes de parti unique, civil (1960-1966) et militaires (1966-1979, 1982-1991), hormis entre 1979 et 1982, avec l'Empire (1979-1980) et la tentative de libéralisation du début des années 80.

³⁰ Ainsi, la R.C.A. tablait au début de 1995 sur des concours étrangers de quelques 100 milliards de Francs CFA pour boucler son budget 1995 (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2569, 3 février 1995, p. 264).

³¹ La France est de loin le principal bailleur du Centrafrique, à hauteur de 40% environ, selon la revue *Marchés Tropicaux et Méditerranéens* (n°2553, 14 octobre 1994, p. 2151). Mais l'aide est aussi militaire, on en a eu une manifestation claire en mai 1996, avec l'opération "Almandin 2".

³² Le premier Plan d'Ajustement Structurel (P.A.S. I) a en effet porté sur la période allant de septembre 1986 à juin 1988. Il a été relayé par le P.A.S. II, couvrant la période de juillet 1988 à juin 1989. Le P.A.S. III a lui débuté en août 1990 mais a été suspendu, faute des réformes préconisées. En 1994, à la suite de la dévaluation du Franc CFA, un "programme intérimaire" a été établi. Mais le non respect de certains critères de réalisation a abouti à une nouvelle suspension des décaissements (cf. Devey, 1996, *art. cit.*, pp. 469-470).

restructuration des systèmes sanitaire et éducatif, libéralisation de l'économie et simplification de l'environnement réglementaire, etc.³³.

Au total, la République Centrafricaine ne pèse que d'un poids que l'on peut sans excès qualifier de marginal au sein des circuits d'échanges mondiaux ou régionaux ainsi que dans le jeu des relations internationales.

En marge de l'économie mondiale car son enclavement géographique entraîne, on l'a dit, des coûts de transport élevés qui réduisent d'autant les sommes accordées aux producteurs ou les montants utilisables par l'Etat pour - en théorie s'entend - le développement du pays ; car la faiblesse et la dispersion de son peuplement rendent plus difficile l'acheminement des produits agricoles vers Bangui puis vers les marchés extérieurs ; car les volumes produits ne représentent quasiment rien par rapport aux volumes échangés sur les marchés mondiaux³⁴ ; car, enfin, les tentatives d'intégration économique régionale, qui seule pourrait desserrer l'étau de l'enclavement du pays, n'ont jusqu'à présent guère abouti. Alors que se consolide aujourd'hui la logique de compétition entre "pôles performants", légitimée par le dogme de la "néo-modernisation transnationale"³⁵, de quel poids peut faire preuve ce P.M.A. sous-peuplé ?

Elle est aussi en marge des rapports de force internationaux : d'une part car depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest, la R.C.A. a cessé de représenter l'enjeu géostratégique que les responsables centrafricains pouvaient autrefois exploiter, et elle ne constitue plus qu'une base essentielle³⁶ du dispositif militaire français sur le continent³⁷ ; d'autre part car la politique économique et sociale interne est largement déterminée en dehors de la volonté des dirigeants

³³ Les événements d'avril et mai 1996 ont d'ailleurs interrompu un processus qui devait mener à brève échéance à la conclusion d'un accord avec le F.M.I. portant sur une Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé (F.A.S.R.), devant permettre de lancer le P.A.S. IV pour une durée de trois ans et, en conséquence, la coopération financière internationale (cf. *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2633, 26 avril 1996, pp. 870-872). Sur les déséquilibres macroéconomiques centrafricains, on lira aussi : RIETSCH (Christian). - Déséquilibres et ajustement en République centrafricaine. - *Tiers Monde*, n°114, avril-juin 1988. - pp. 409-428.

³⁴ "La R.C.A. peut-elle se poser en concurrence des Etats-Unis pour le coton, du Brésil pour le café, de la Malaisie pour le caoutchouc ? Formulée en ces termes la question paraît ridicule mais, si l'on va au fond des choses, c'est bien ainsi qu'elle est posée par le discours sur le libéralisme économique mondial qui tend à se répandre dans certains milieux internationaux" (CANTOURNET (Jean). - Production cotonnière et développement : le cas centrafricain. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2218, 13 mai 1988. - p. 1236).

³⁵ Sur ce "dogme", on lira : PEEMANS (Jean-Philippe). - Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement. - *Tiers Monde*, n°141, janvier-mars 1995. - p. 29-30.

³⁶ Du fait bien sûr de la situation géographique du Centrafrique, qui lui permet de servir de "base arrière" à toute opération au Tchad, au Zaïre, au Rwanda, etc.

³⁷ Un dispositif qui a fonctionné très "efficacement" en mai 1996, lorsqu'il s'est agi de regrouper les expatriés et de "mater" les militaires mutins.

et de la population du pays, elle est à la fois contrainte par les fluctuations des marchés mondiaux et orientée par les institutions internationales.

Même les réformes institutionnelles semblent largement dépendantes d'orientations extérieures. Ainsi, la récente modification de la Constitution, introduisant la notion de régionalisation et prévoyant la création d'assemblées régionales, paraît inspirée des consignes de "décentralisation" distillées par les institutions de Bretton Woods. Cette réforme sépare le territoire centrafricain en sept zones : Bangui et ses environs, et six régions, qui correspondent d'ailleurs aux anciennes "régions économiques" que considèrent depuis fort longtemps ces institutions. Il s'agit donc avant tout d'une reconnaissance constitutionnelle de frontières régionales déjà bien établies.

La région n°6, située au sud-est du pays, inclut la Basse Kotto, le Mbomou et le Haut Mbomou. Nous allons dans notre travail nous intéresser à la ville de quelque importance située le plus à l'ouest de cette région, Alindao, et à ses alentours. Quelles en sont les caractéristiques essentielles ? Pourquoi un tel choix ? Telles sont les deux questions qui guideront la deuxième section de ce préambule.

2. Présentation générale de la région d'Alindao

Nous voulons, dans un premier temps, justifier notre choix pour cette région d'Alindao. Puis nous en présenterons les caractéristiques essentielles. Enfin, nous expliciterons les principales orientations de notre travail de "terrain".

a - Justification du choix de cette ville et de sa région

Pourquoi avoir choisi cette région ? Nous pouvons apporter 4 éléments de réponse à une telle question.

Tout d'abord, et essentiellement, notre choix se fonde sur une expérience cumulée de 24 mois à Alindao ou dans ses alentours³⁸. Cette longue présence sur le "terrain" nous a permis d'apprendre et de parler couramment le Sango, langue nationale centrafricaine, et d'acquérir quelques rudiments des deux dialectes les plus usités, le Yakpa et le Ngbugu. Ceci a

³⁸ Nous avons aussi effectué quelques séjours, de durées variables, dans diverses autres agglomérations du pays. D'ouest en est : Bangui, Sibut, Grimari, Bambari, Mobaye, Mingala, Kembé, Ouango, Bangassou, Rafaï, Zémio et Obo (cf. carte n°1, p. 14). Un séjour de quelques semaines à l'est du pays (Rafaï, Zémio et Obo) nous a notamment permis d'étudier l'enclavement extrême des populations Zandé de cette région, ainsi que les phénomènes de déplacements humains liés au conflit soudanais.

grandement facilité les contacts et les discussions lors des recueils d'informations dans les quartiers, les villages et les plantations. Nous avons aussi pu acquérir une connaissance assez fine du quotidien des villageois, de leurs systèmes de culture, de leurs réactions face à l'intervention extérieure, à leur condition socio-économique, etc.

Ensuite, les quelques études qui ont été menées sur les populations, l'économie ou l'agriculture centrafricaines, n'ont que très rarement concerné cette région de R.C.A. D'autres horizons ont souvent attiré les analystes : celui de l'ouest du pays, plus proche des centres d'échanges de l'Afrique centrale ; celui des Mbororo, pasteurs Peuls dont les récentes migrations, avec les difficultés qu'elles rencontrent et qu'elles créent, ont fait l'objet de divers rapports³⁹ ; celui des populations de l'extrême est du pays, dont le système politique précolonial - les "sultanats" - a été fort bien étudié, tant dans sa dimension historique⁴⁰ que dans ses implications actuelles⁴¹ ; celui du domaine urbain et péri-urbain de la capitale centrafricaine⁴² ; etc.

Très peu de travaux concernent donc les populations de la région que nous voulons étudier. A notre connaissance, seule une thèse de géographie a en outre été spécifiquement consacrée à l'agriculture de la Basse Kotto⁴³. Il reste donc beaucoup à faire si l'on désire pallier une telle méconnaissance relative de l'agriculture Banda de cette région. Notre travail n'aura donc pour ambition que de proposer une première approche de réalités trop peu étudiées.

La situation géographique d'Alindao renforce l'intérêt que peut avoir une étude portant sur cette ville et ses alentours. En effet, située à la frontière de deux zones climatiques assez distinctes, on va le voir, cette région constitue aussi un domaine où savane et forêt sont étroitement en contact, à l'échelle même de chaque terroir. Une telle caractéristique permettra d'intéressantes études de systèmes de culture alliant plantes de savane et plantes forestières, selon des modalités variant en fonction de l'importance des massifs forestiers exploitables, des différenciations ethniques, etc.

³⁹ BOUTRAIS (Jean), CROUAIL (Jean-Claude). - Les projets de développement de l'élevage en Centrafrique. - in BLANC-PAMARD (Chantal), LESAILLY-JACOB (Véronique), LERICOLLAIS (André), dir. - *Dynamique des systèmes agraires. L'exercice du développement*. - Paris, ORSTOM, Coll. Colloques et Séminaires, 1986. - pp. 71-92.

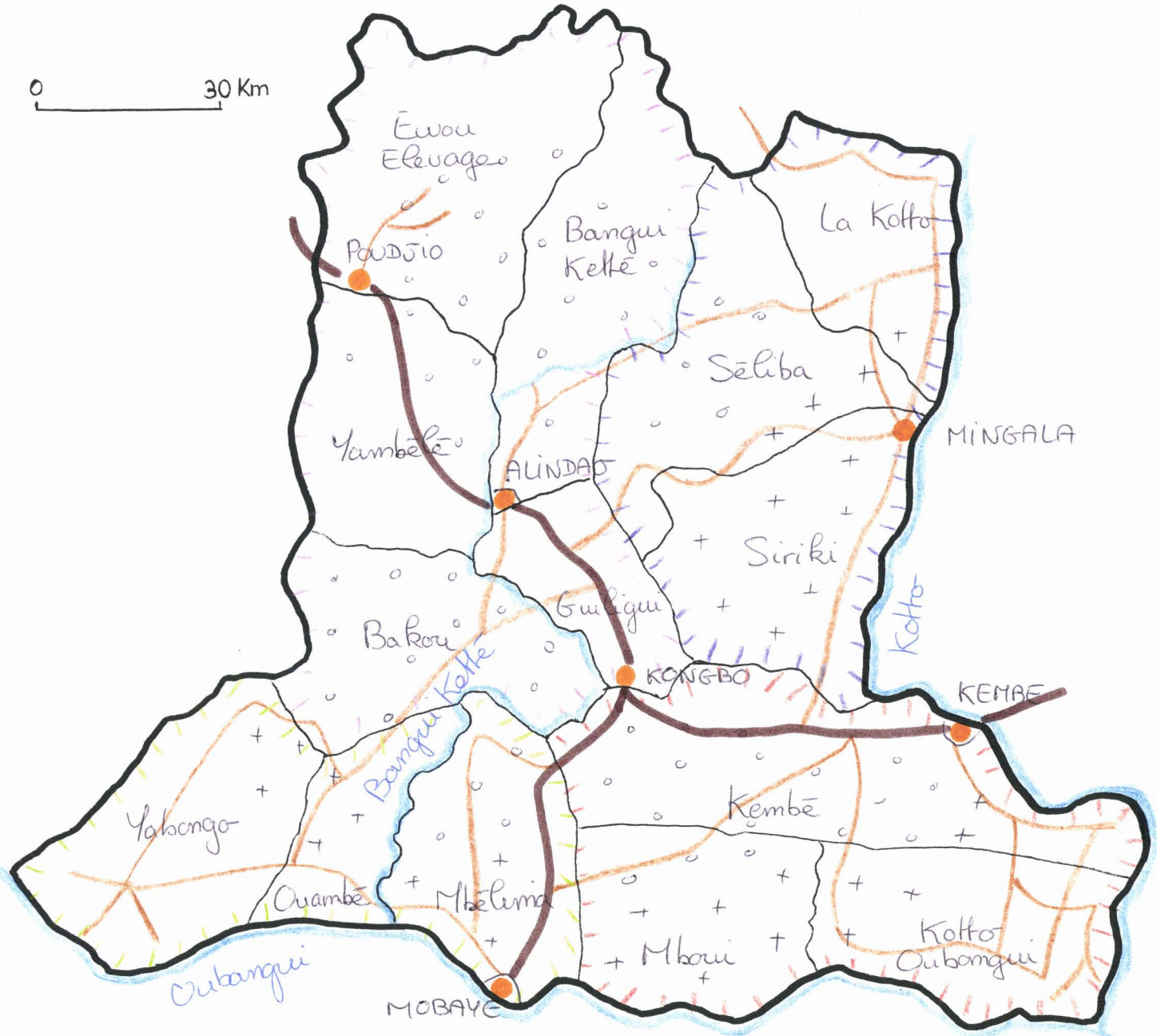
⁴⁰ Cf. DAMPIERRE (Eric de). - *Un ancien Royaume Bandia du Haut Oubangui*. - Paris, Plon, 1967. - 601 p.

⁴¹ On lira : RETEL-LAURENTIN (Anne). - *Un pays à la dérive. Une société en régression démographique. Les Nzakara de l'Est africain*. - Paris, Delarge, 1979.

⁴² On se reportera notamment à : PIERMAY (Jean-Luc). - Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XV, n°2, 1978. - pp. 187-205.

⁴³ POUKALE (Pierre). - *L'agriculture vivrière et commerciale dans la préfecture de la Basse-Kotto (Centrafrique)*. - Thèse de doctorat, Université de Bordeaux III, 1988. - 375 p.

Carte n°3 : La préfecture de la Basse-Kotto : caractéristiques générales



1. Découpage administratif

- Sous-préfecture d'Alindao
- Sous-préfecture de Mobaye
- Sous-préfecture de Kembé
- Sous-préfecture de Mingala

- Limites des communes rurales
- Nom des communes rurales

2. Réseau routier

- Pistes entretenues
- Pistes non entretenues

3. Urbanisation

- Principaux centres MOBAYE

4. Elevage

- Zone d'élevage
- Zone de transhumance

5. Hydrographie

- Principaux cours d'eau

Mais cette mosaïque forêt-savane constituera un milieu "naturel" homogène et cohérent pour des populations traditionnellement partagées entre l'agriculture d'une part, et la chasse et la cueillette de l'autre⁴⁴.

Enfin, nos observations se sont déroulées durant une période propice à l'étude des comportements et des réactions paysannes, puisque la suppression de la culture cotonnière, en 1992, a entraîné d'importants changements au sein des systèmes productifs agricoles concernés. Nous verrons ainsi que l'arrêt de cette culture, introduite durant la période coloniale et maintenue vaillamment que vaillamment jusqu'en 1992, a permis de mettre en évidence certaines attitudes "imprévoyantes". Tout comme l'irruption de "développeurs" dans le microcosme villageois, la "mise en marge" peut aussi constituer un cadre favorable à l'observation et à l'analyse.

Mais il convient de proposer au lecteur de ce travail une rapide présentation de cette ville d'Alindao, dans ses caractéristiques "naturelles", et dans sa dimension historique et socio-économique.

*b - Données "naturelles"*⁴⁵

Parler de données "naturelles" ne doit certes pas mener à une conception par trop déterministe des potentialités de l'agriculture étudiée. Ainsi que le soulignait déjà C. Reboul en 1977, si les données pédologiques et climatiques influencent les pratiques agricoles mises en oeuvre, elles n'en constituent pourtant pas les seuls déterminants⁴⁶. L'action humaine détient en effet un rôle fondamental. Et cette action ne peut elle-même se comprendre que dans un contexte socio-économique bien précis, fait de rapports sociaux, de contraintes plus ou moins fortes, etc. La fertilité des sols mis en culture ou la savanisation de vastes espaces ne pourront par exemple s'analyser qu'au travers d'une grille de lecture constituée de données physiques, mais aussi et surtout de variables socio-économiques et historiques⁴⁷ ; la situation du facteur

⁴⁴ "Le milieu de contact forêt-savane constitue pour les populations un tout, une notion cohérente, non pas la juxtaposition des deux termes, forêt et savane... Forêt et savane, entités différentes sur le plan des paramètres naturels, forment un couple cohérent sur le plan de l'organisation de l'espace par les sociétés" (C. Blanc-Pamard, citée par G. Sautter dans : SAUTTER (Gilles). - Préface à "un jeu écologique différentiel : les communautés rurales du contact forêt-savane au fond du «V baoulé» (Côte d'Ivoire)". in *Parcours d'un géographe. Des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au Monde*. - Paris, Editions Arguments, Coll. αp, 1993. - p. 71).

⁴⁵ Ces quelques lignes constituent le commentaire de la carte n°4 (cf. *Infra*, p. 29).

⁴⁶ REBOUL (Claude). - Déterminants sociaux de la fertilité des sols. - *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°17-18, novembre 1977. - pp. 85-112.

⁴⁷ "Objet de l'activité humaine, le sol en est en même temps le produit" (*idem*, p. 85).

travail, l'influence du passé des populations, etc., permettront ainsi de rendre compte de la perpétuation de techniques extensives "destructrices".

Cette précision d'importance étant apportée, nous pouvons nous attacher aux données "naturelles" essentielles dont on dispose sur la Basse Kotto et, plus particulièrement, sur Alindao⁴⁸. Nous n'insisterons toutefois pas ici sur les éventuelles qualités ou faiblesses agronomiques des sols, sur lesquelles nous reviendrons au fil de notre travail, et particulièrement dans le chapitre 5.

Les climats

Le climat centrafricain est, dans sa globalité, largement déterminé par l'influence du Front Inter Tropical (F.I.T.), dont il n'y a pas lieu, dans ce préambule, de décrire les mécanismes. Disons simplement que ce F.I.T. est à l'origine de l'alternance, plus ou moins tranchée, entre saison des pluies et saison sèche que connaît la République Centrafricaine. Si l'on entre dans le détail, on constate que la Basse Kotto est climatiquement séparée en deux : au nord domine le climat soudano-oubanguien, dans son secteur sud ; au sud, c'est le domaine congo-guinéen qui prévaut, plus exactement le secteur guinéo-soudanien péri-forestier de ce domaine. La ligne de partage entre ces deux influences climatiques passe, approximativement, un peu au nord d'Alindao et de Mingala.

Ce partage trouve une traduction au niveau des relevés pluviométriques. C'est ainsi que l'isohyète des 1500 mm de précipitations annuelles, tracée par les géographes de l'ORSTOM, passe aux environs d'Alindao, mais s'adapte aux particularités hydrographiques, en remontant en amont le cours de la Kotto. Nous verrons d'ailleurs que cette relative abondance des précipitations contribue à expliquer le maintien, dans ce bassin de la Kotto, d'une caféiculture de type *Robusta*. Dans les autres régions situées au nord d'Alindao concernées par notre étude, on passe en dessous des 1500 mm annuels⁴⁹.

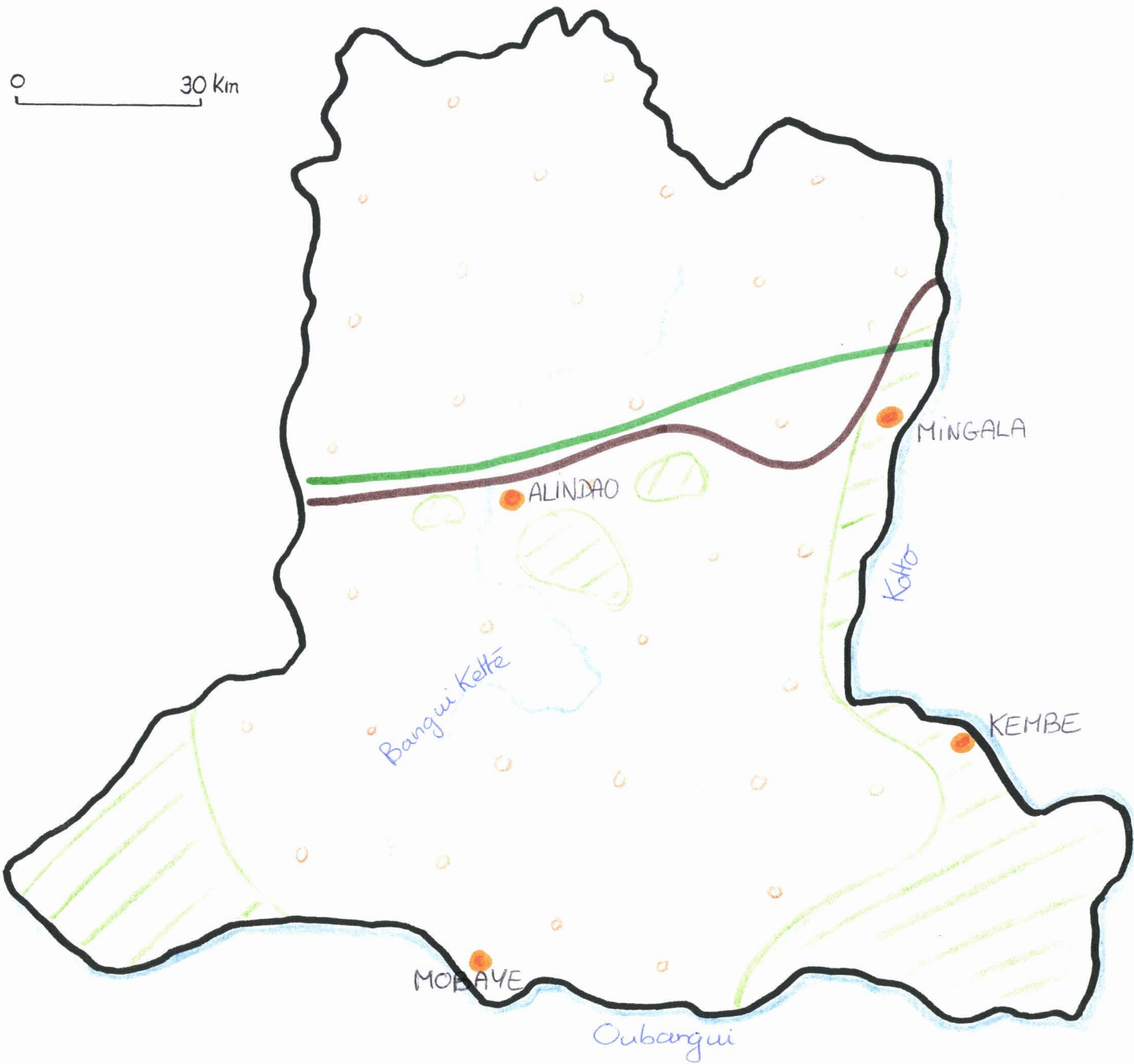
Avec ses 1587 mm (ou 1501 annuels selon les sources et les périodes⁵⁰), la ville d'Alindao se trouve donc bien sûr la limite séparant deux zones distinctes du point de vue climatique.

⁴⁸ Alindao est située à une longitude de 21°12 Est, et à une latitude de 5°03 Nord.

⁴⁹ Ceci correspond bien à la tendance générale relevée par l'ORSTOM : Entre le sud de la R.C.A., où l'isohyète 1600 mm correspond au sous-climat guinéen-forestier, et ces confins soudanien, on constate que la pluviométrie annuelle décroît d'environ 100 mm par 100 km, abstraction faite des irrégularités de contours (Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 69).

⁵⁰ Les relevés de l'ORSTOM donnent 1587 mm en moyenne annuelle sur la période : 1935-45/1980-82 (44 années). Les relevés que nous avons obtenus sur place tablent sur une moyenne annuelle un peu moindre, 1501 mm, mais pour une période sensiblement différente : 1973-93.

Carte n°4 : La Basse Kotto. Caractéristiques agroclimatiques



1. Climats

Ligne de partage entre les climats soudano-oubanguien et guinéen forestier

2. Végétation

Forêt dense semi-humide
 Savane arbustive ou boisée, entrecoupée de forêts galeries

3. Agriculture

Limite nord de la caféiculture

4. Hydrographie

Principaux cours d'eau

On remarque aussi, à l'observation des relevés pluviométriques, qu'il n'y a pas de phénomène de - ce que l'on appelle ailleurs - "petite saison sèche", mais une évolution ascendante et descendante des précipitations claire et assez régulière.

La saison sèche dure de trois à quatre mois le plus souvent, de novembre-décembre à février-mars. La saison des pluies dure elle quelques six mois, d'avril-mai à septembre-octobre. Les mois subsistant constituent les périodes de transition. La saison sèche est parfois assez rude, pour les populations et la végétation, comme ce fut le cas en 1995, puisqu'on a totalisé à Alindao 4 mois entiers sans aucune pluie, du 11 novembre au 11 mars. Une telle sécheresse, 4 mois durant, n'a pu que faciliter l'extension des feux de brousse qui ont, une nouvelle fois, ravagé la totalité de la savane de la région.

La végétation

Car c'est assurément la savane, soit arbustive, soit arborée, qualifiée souvent de "péri-forestière", qui domine dans les paysages de cette région. On y trouve essentiellement le *Terminalia glaudescens* (appelé "dafo" en Banda), ainsi que le *Daniellia oliveri* au sud, et l'*Albizzia zygia* plus au nord de notre région d'étude. C. Prioul remarque fort justement que la - commune - savane à "dafo" donne à l'observateur une impression de densité et d'humidité⁵¹. On y trouve en outre quelques peuplements de rôneraies (*Borassus aethiopum*). L'*Imperata cylindrica* domine sur les terrains dégradés.

La savane correspond sans doute aux implications d'une forte occupation humaine, impliquant cultures, chasse et élevage, au sein du domaine de la forêt dense semi-humide, dont il subsiste d'ailleurs quelques massifs⁵² qui offrent un milieu très propice à l'activité caféicole. On verra d'ailleurs que l'aire d'extension du *Robusta*, espèce la plus répandue, coïncide souvent avec celle de la forêt semi-humide. L'*Excelsa*, pourtant plus apte à croître dans le domaine soudano-guinéen, est fort peu cultivé, ce qui explique la quasi-absence de la caféiculture au nord de la Basse Kotto. Les résidus forestiers (à *anogeissus-albizzia* notamment) sont par ailleurs plus nombreux au sud d'Alindao que lorsque l'on remonte vers le nord⁵³, on le voit clairement. Mais de grandes savanes herbeuses sont aussi observables au sud, témoins de la forte densité de population qui y a prévalu il y a cent ans environ.

⁵¹ Prioul, 1981, *op. cit.*

⁵² Nous en soulignons l'existence sur la carte n°3 (cf. *supra*, p. 26).

⁵³ Sauf le long de la Kotto, ce qui s'explique par la présence du bassin de cette rivière. Cette particularité permet, on l'a dit, la persistance d'une caféiculture de type *Robusta*.

Les termitières géantes, très repérables vues du ciel et donnant au paysage cet aspect "mamelonné", constituent par ailleurs les preuves de l'existence passée de la forêt dense.

En outre, les forêts galeries, partout présentes dans les paysages, soulignent le réseau hydrographique, avec ses rivières et ses marigots. Ces forêts denses étirées constituent, au coeur de la savane, un milieu "naturel" tout-à-fait à part, qui autorise aussi la mise en oeuvre, sur une petite échelle, de cultures dites "forestières".

Les sols

Nous n'avons pas ici à détailler les origines géologiques des sols de cette région⁵⁷. Tenons nous en à l'enseignement pédologique ici essentiel, qui est que toute la Basse Kotto appartient au domaine des sols ferralitiques fortement à moyennement désaturés rouges, avec ou sans gravillons, parpaings et cuirasses.

Nous l'avons dit, nous insisterons sur les caractéristiques agronomiques majeures de ces sols dans le chapitre 5. Disons simplement que des sols de ce type peuvent sans difficultés, sauf particularités du relief, porter une agriculture itinérante⁵⁸, et même, si la lutte contre la dégradation est menée avec efficacité, une agriculture permanente.

L'hydrographie

La Basse Kotto est tributaire de trois bassins principaux. Au sud, le bassin de l'Oubangui, à l'est, celui de la Kotto, et au centre, celui du Bangui-Ketté. Deux de ces bassins, les deux derniers, nous intéresseront directement dans notre travail. Leur présence explique les différences d'altitude que l'on relève dans la préfecture. Dans les bassins en effet, l'altitude varie entre 400 et 500 m, en dehors, elle s'accroît, pour atteindre 500 à 600 m. Aucun massif montagneux ne vient rompre cette relative régularité du relief, dont les principales variations dépendent donc de l'hydrographie. Alindao elle-même est située à une altitude d'environ 450 m.

Restons en là pour les caractéristiques "naturelles" de cette région d'Alindao, et penchons nous maintenant sur son histoire.

⁵⁷ Le lecteur se référera utilement à : Poukalé, 1988, *op. cit.* Relevons ici simplement que ce sont des sols cuirassés moyennement indurés qui dominent, laissant localement la place aux lithosols ou sols lithiques des reliefs et des escarpements.

⁵⁸ Nous reviendrons sur le sens qu'il faut donner à cette notion d'itinérance culturelle à la fin de ce préambule (cf. *infra*, p. 48).

c - Quelques données historiques

L'étude historique de cette région se trouve singulièrement compliquée par le peu de témoignages d'exploration et de pénétration qui la concernent. En effet, ce qui allait devenir Alindao ne se situait pas sur le chemin des premières "missions", menées à la fin du siècle dernier. Celles-ci nous permettent d'avoir une vision assez complète du système politique des sultanats de l'est et du nord du pays, de la vocation commerciale des populations riveraines de l'Oubangui, elles donnent aussi une image assez fiable des systèmes productifs agricoles Gbaya et Banda du seuil Oubangui-Chari, situé sur la stratégique route du Tchad⁵⁹.

Nous ne pourrions donc nous référer dans la partie historique de notre thèse qu'à quelques récits de pénétration en pays Ngbugu, ravagé par les razzias du Sultan Nzakara Bangassou, à des descriptions assez précises des premiers missionnaires catholiques⁶⁰. Enfin, à partir de 1915, nous utiliserons le journal du Poste d'Alindao, dont nous avons pu compiler certains passages - sauvés des termites.

Car ce n'est qu'en 1915 que fut créé le Poste administratif de la nouvelle subdivision d'Alindao, marquant le vrai début d'une colonisation beaucoup plus tardive que dans d'autres régions du pays, et qui ne s'était manifestée jusqu'alors que par quelques missions de pénétration ou de "pacification", menées depuis Mobaye.

Les travaux des historiens nous permettent de reconstituer les grandes lignes de ce que fut l'histoire précoloniale de cette région. Elle ne dénote guère dans l'histoire générale de ce pays. En effet, elle est surtout marquée par de lents phénomènes migratoires qui, au cours du XIX^{ème}, ont abouti à ce peuplement relativement dense qui subsiste aujourd'hui⁶¹.

Les Ngbugu semblent être arrivés avant les Yakpa dans le Sud-Est oubanguien et, arrêtés sur le fleuve par les populations riveraines, ils se sont stabilisés durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, de part et d'autre de la

⁵⁹ Les nombreux témoignages ont été synthétisés par C. Prioul, dans un excellent ouvrage, déjà mentionnés plus haut (Prioul, 1981, *op. cit.*). Cet ouvrage peut nous être utile dans la mesure où il étudie d'autres populations Banda assez proches de celles de la région d'Alindao, les "Langouassi" (en fait Langbassi) notamment.

⁶⁰ Les articles du R.P. Tisserant, agronome et botaniste, nous seront ainsi du plus grand secours. Son analyse de l'agriculture Banda, réalisée à partir de 1911, c'est-à-dire avant que la colonisation ne fasse trop sentir ses effets, est précieuse aux historiens du Centrafrique : TISSERANT (R.P. Charles). - L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes Centrafricaines*, Brazzaville, n°6, 1953. - pp. 208-273.

⁶¹ La Basse Kotto demeure la préfecture de R.C.A. la plus peuplée, Bangui mis à part, avec ses quelques 10,5 habitants au km² (194.750 habitants, selon le recensement de 1988, pour 18475 km²), avec une plus forte concentration au sud.

Kotto. Cette plus ancienne stabilisation des Ngbugu pourra d'ailleurs contribuer à expliquer certaines différences dans leurs réactions face aux colonisateurs ou dans leurs attitudes actuelles, par rapport aux Yakpa⁶². Ces derniers ne sont sans doute parvenus dans ce qui devait constituer leur habitat actuel que vers 1890 environ. Il est difficile d'être plus précis, tant l'arrivée de ces populations paraît s'être effectuée par petites avancées, très progressivement. Il ne faut pas en effet avoir à l'esprit l'image de populations migrant en masse, sur une courte période, immédiatement pourchassées par leurs ennemis. Au contraire, la "fuite" a toujours été lente et, en quelque sorte, structurelle. C'est d'ailleurs dans cette situation de migration structurelle que nous percevons l'origine de caractéristiques majeures des systèmes productifs observables aujourd'hui. Elle ne s'est achevée que vers 1890-1900, en deux flux majeurs : d'une part, de nombreux groupes Ngbugu (mais aussi dans une moindre proportion Yakpa) franchissaient la Kotto afin de fuir les attaques des guerriers de Bangassou ; d'autre part, de nombreux Banda, dont beaucoup de Yakpa, tentaient en se dirigeant vers le Sud, d'échapper aux razzias de Senoussi⁶³. Cet afflux de population causa la fin de la forêt dense qui recouvrait jusqu'à cette fin de siècle la région d'Alindao⁶⁴.

Bien entendu, les terres occupées par les Yakpa et les Ngbugu n'étaient pas, avant leur arrivée, vides de tout habitant. Ces populations, dont il est fort difficile de connaître l'origine et l'histoire - hormis les groupes Sabanga -, ont été conquises et assimilées par les Banda, et ont sans doute contribué à l'écllosion de cette variété dialectale que l'on relève encore aujourd'hui. Les Yakpa et Ngbugu actuels sont donc les descendants à la fois de "purs" Banda venus du nord et de l'est et des anciennes populations autochtones. Une telle confrontation a d'ailleurs permis l'intégration de deux civilisations agricoles distinctes, en quelques mots celle du sorgho et celle de l'igname⁶⁵, et a donné

⁶² Les Yakpa sont usuellement "classés" parmi les populations Banda vivant aujourd'hui au nord de leur propre habitat, dans la Uaka et la haute Kotto essentiellement (Banda, Linda, Dakpa, etc.). Les Ngbugu eux appartiennent au groupe des Langba (Langbassi, etc.), vivant plus au sud, au contact des populations riveraines.

⁶³ Certains groupes, la menace des razzias passée, retournèrent plus au nord.

⁶⁴ R. Sillans a ainsi tenté, dans les années 50, de retracer les grandes lignes de la migration Banda en estimant l'ancienneté des processus de savanisation dans l'Est oubanguien : "... après avoir séjourné dans le triangle formé par le Mbomou et la Kotto, les tribus ont reflué vers l'ouest. Vers 1890 et après, la crainte du sultan Bangassou et de sa guerre sauvage, ont fait fuir ces peuples jusque dans la forêt d'Alindao, tandis que d'autres arrivaient du Nord sous la pression des razzias du sultan Senoussi : ce fut la fin de la forêt d'Alindao" (Sillans, 1959, *op. cit.*, p. 65). Il observait aussi quelques arbres reliques de cette forêt dense, à cime en parasol, (*Chloroporo excelsa* et *Staudtia stipitata*), en pleine savane, ce qui donnait alors au paysage lointain un aspect très particulier (pp. 253-254). Ces "reliques" ont depuis disparu.

⁶⁵ C. Prioul est lui plus précis : "Les terres centrafricaines s'étendent un peu au sud de la zone reliant ces deux pôles de gestation des agricultures tropicales d'Afrique que paraissent avoir été

à l'agriculture Banda cette complexité relevée par les premiers témoins européens. Cette double ascendance se perçoit d'ailleurs encore dans la coexistence de systèmes culturels de savane et de forêt, nous le verrons.

A partir de 1915, ces populations passèrent donc sous administration française, fait inédit pour des peuples à la structure de pouvoir segmentaire, mais il fallut encore quelques 20 années pour que la région soit totalement "pacifiée", et ce surtout du fait des résistances Ngbugu. Dès la création de la subdivision, les populations "pacifiées" eurent à subir les conséquences de la politique coloniale, placée sous le double signe de l'administration autoritaire (regroupement des villages, imposition, travaux forcés, etc.) et de l'exploitation "concessionnaire" (récolte du caoutchouc d'herbes, culture cotonnière, etc.).

Après la "pacification" définitive du pays Ngbugu, l'histoire de cette région et des populations qui y vivent ne se démarque pas fondamentalement de celle du pays, déjà évoquée dans ce préambule. Elle a été marquée par une évolution socio-économique majeure, l'émergence, comme "petite ville", d'Alindao.

d - Alindao, une "petite ville"⁶⁶

Alindao est, comme beaucoup des villes d'Afrique noire, née de la colonisation. Auparavant son emplacement n'était occupé que par un gros bourg de Ngbugu, groupés autour du chef Lindawo. Les colonisateurs français estimèrent donc judicieux de traiter avec ce chef et d'installer leur premier poste à cet endroit. Ce sont ainsi des préoccupations "administratives", bien avant toute attraction économique ou commerciale, qui furent à l'origine de la fondation de la ville.

Puis, peu à peu, le poste administratif s'est mué en cette "petite ville", d'environ 15000 habitants, que G. Sautter définit comme une "agglomération rassemblant, au bénéfice des ruraux du voisinage comme de ses propres

les régions péri-abyssines d'une part, et celles de la boucle du Niger d'autre part. Elles se rattachent aussi dans leur partie méridionale au grand ensemble de savanes boisées et de forêts ombrophiles qui, du Bandama au Congo, se caractérise du point de vue des systèmes agro-vivriers primitifs par l'igname, la banane, le palmier à huile et de riches possibilités de cueillette offertes par le milieu naturel" (Prioul, 1981, *op. cit.*, p. 89). Mais les origines mêmes du fait agricole dans les savanes oubanguiennes demeurent à ce jour largement inconnues. On se référera surtout aux travaux de R. de Bayle des Hermens, mentionnés précédemment.

⁶⁶ Nous faisons ici référence à un texte de G. Sautter, publié en 1981 : SAUTTER (Gilles). - Réflexions sur les "petites villes" dans les pays en voie de développement. - in *Parcours d'un géographe*, *op. cit.*, 1993. - pp. 561-584.

habitants, tous les "services" courants (administratifs et commerciaux, ces deux mots étant pris au sens large), mais rien de plus"⁶⁷.

Dans le Centrafrique colonial, la ville a aussi, nous le verrons, joué un rôle de "refuge", pour les jeunes, les "esclaves" ou descendants d'"esclaves", contre les réquisitions imposées par les chefs administratifs des villages, contre l'obligation de semer le coton, culture de l'impôt⁶⁸, pour les scolarisés jugeant "archaïque" le microcosme villageois, pour les hommes désireux d'acquérir un emploi salarié, pour les femmes à la recherche d'une plus grande indépendance, etc. Mais, par-dessus tout, Alindao s'est progressivement peuplée et étendue au fil des arrivées de villageois qui ne quittaient que très rarement leur condition paysanne.

Voilà pourquoi, même si en cette ville cohabitent des catégories sociales fort diverses (fonctionnaires, commerçants, salariés, artisans, éleveurs et paysans, pour l'essentiel), elle demeure avant tout une ville de paysans et conserve, on le verra, de nombreuses relations avec les villages, tant par la persistance des liens de parenté qui implique une grande mobilité individuelle, que par les villages de culture que nécessite l'éloignement des plantations, etc.

"Aller à la ville", quand il ne s'agit pas de Bangui la capitale, n'implique donc pas nécessairement de renonciation aux activités agricoles, celles-ci s'en trouvent même souvent valorisées, par l'extension des débouchés potentiels. Toutefois, le marasme économique et la crise de la fonction publique réduisent drastiquement ces débouchés.

A Alindao, la campagne retrouve peu à peu ses droits, au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre administratif de la ville, où se situent tous les bâtiments officiels. Les cases d'abord très serrées s'espacent de plus en plus jusqu'à approcher cet habitat précolonial autorisant l'autonomie de chaque famille et permettant l'implantation de jardins de case.

Cette ville apparaît donc bien comme un lieu où se rencontrent les influences urbaines et les pérennités rurales, donnant à l'agriculture un caractère péri-urbain qui pourrait bien préfigurer ce que seront demain les systèmes productifs agricoles. A condition certes que les échanges entre cette "petite ville" et les villages environnants s'intensifient, que les relations entre la région et la capitale et au-delà avec le monde et les marchés extérieurs se développent ou - au pire - soient maintenues en l'état. Nous verrons que cela est très incertain, dans le contexte de "friche" que nous avons précédemment décrit.

⁶⁷ Sautter, 1993, *op. cit.*, pp. 562-563.

⁶⁸ Sur ce sujet, on lira : LEYNAUD (Emile). - *Formation et caractères des centres secondaires dans le Centre Oubangui*. - Paris, I.N.S.E.E.-Coopération, 1960. - p. 11.

Toutes les pistes de réflexion ébauchées ici seront bien entendu approfondies au fil de notre travail. Celui-ci sera basé sur une observation de "terrain" dont il nous faut maintenant aborder les modalités.

e - L'approche de "terrain" : choix et méthodes

Nous avons eu à faire deux choix essentiels, celui de la zone à "couvrir", et celui des moyens à employer. En premier lieu donc, nous avons décidé de ne pas limiter notre champ d'investigation à la seule ville d'Alindao, mais de l'élargir à une région plus vaste. Un tel choix a plusieurs raisons majeures.

D'une part, il convenait de tenir compte des liens étroits qui, on vient de le dire, unissent la "petite ville" d'Alindao aux villages qui l'entourent, à une distance plus ou moins grande. Ceci est particulièrement nécessaire pour l'étude des phénomènes commerciaux⁶⁹ : ainsi, nous ne pouvons tenir sous silence les ventes de vivrier réalisées près d'Alindao et qui sont destinées à être revendues à Kollo, chantier diamantifère situé au nord de Mingala, sur la Kotto.

De même, il paraît judicieux d'élargir nos "horizons" afin d'étudier avec une certaine pertinence diverses situations telles que, justement, le travail occasionnel des villageois au chantier de diamant, ou encore divers événements se produisant à Mingala : de nombreux villages sont en effet administrativement reliés à cette dernière mais se tournent d'abord, pour leurs échanges, vers Alindao, ville sensiblement moins marginalisée que la bourgade que demeure en réalité Mingala⁷⁰. Nous ne pouvons donc pas, sauf à prendre le risque de l'explication partielle, trop restreindre le champ d'application de notre travail. Nous retiendrons ainsi toutes les zones que l'on peut considérer sous influence de ce pôle régional que constitue, à son échelle, Alindao. Nous n'étudierons alors que peu le cas des populations Ngbugu vivant assez loin, au sud, d'Alindao. Sous de multiples angles en effet, leurs villages sont davantage tournés vers Mobaye, chef-lieu de la préfecture de la Basse Kotto.

La deuxième raison majeure de notre choix tient à notre volonté d'approcher ce que peut être la diversité des conditions paysannes. L'élargissement de notre champ d'investigation nous permettra de mener une analyse comparative de diverses zones aux caractéristiques certes proches à

⁶⁹ Sur ce point, on lira : BARIS (P.), COUTY (P.). - *Prix, marchés et circuits commerciaux africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique.* - Paris, A.M.I.R.A., n°35, décembre 1981. - 52 p.

⁷⁰ Mingala est pourtant chef-lieu de sous-préfecture, mais elle est trop éloignée de l'axe principal, la Route Nationale n°2, pour acquérir une réelle importance.

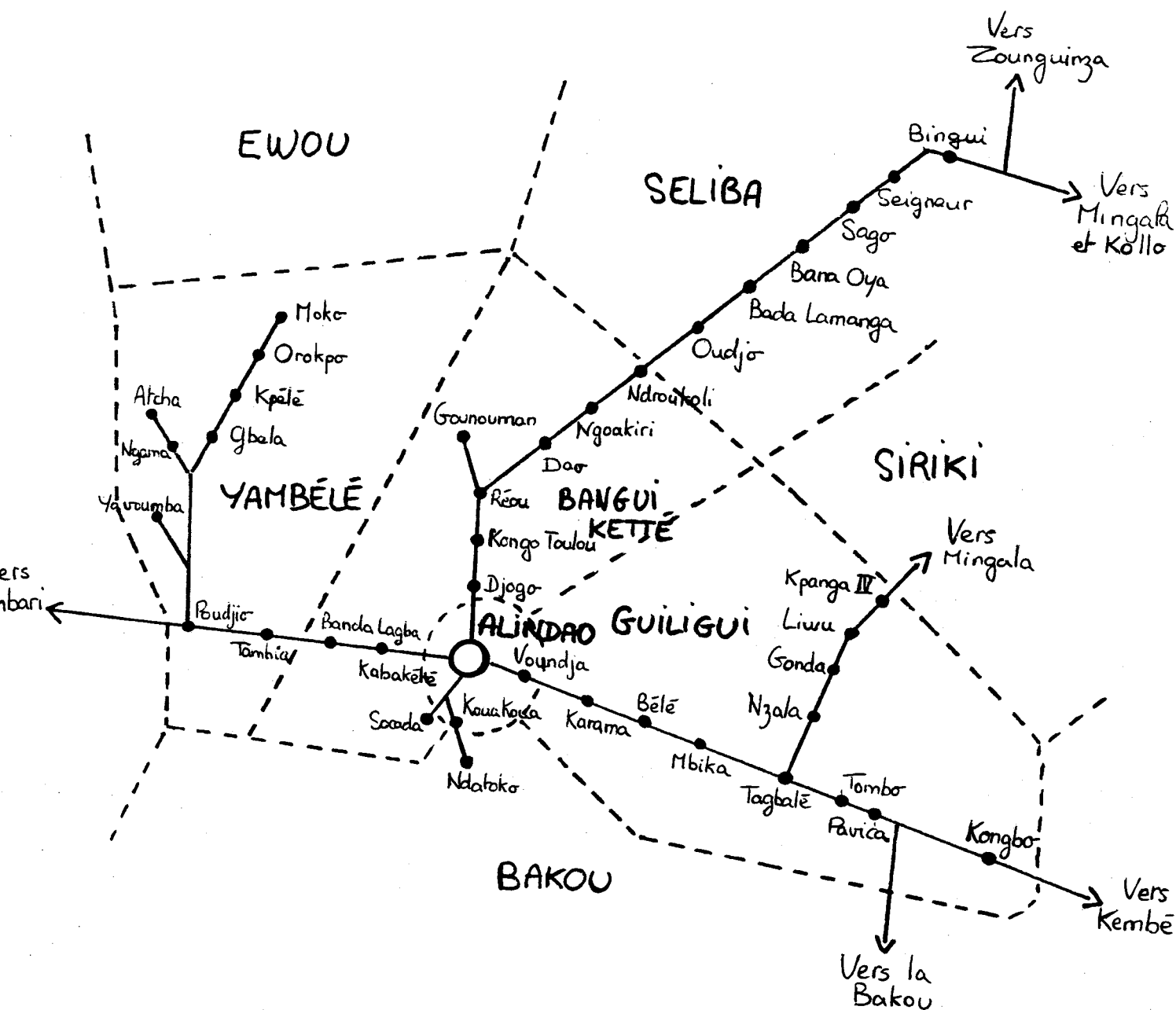
l'échelle du pays ou du continent, mais aussi assez diverses pour peu que l'on y mène une observation attentive. Nous distinguerons donc dans notre travail cinq zones différentes, celle du Yambélé (au nord, proche de la préfecture de la Uaka)⁷¹, celle de Gounouman (sur la route de Mingala), celle de Tagbalé (sur la route de Kongbo), Alindao même et ses environs proches, et enfin la zone située au sud d'Alindao, majoritairement peuplée de Ngbugu. Nous pourrions ainsi, sous des angles aussi divers que ceux des différenciations ethniques, des relations avec le monde extérieur, des systèmes de culture, du milieu agroclimatique occupé, des influences de l'histoire sur les comportements, etc., montrer à la fois l'unicité des conditions paysannes de cette région d'Alindao - qui renvoient toutes à une "mise en marge" - et leur irréductible diversité.

Enfin, la troisième et dernière raison de notre option pour une assez vaste région d'étude renvoie au contexte dans lequel ont été menées nos observations. Nous avons en effet suivi sur le "terrain" les activités d'une équipe d'animateurs ruraux basée à Alindao et rayonnant autour de ce centre. Notre champ d'investigation reprend donc - certes de manière partielle - la carte du secteur d'action de cette équipe. Nous reproduisons d'ailleurs ici un schéma simplifié de ce secteur, repris à la dernière page de notre thèse ; le lecteur pourra le garder sous les yeux et s'y reporter utilement au fil de notre travail lorsque des exemples concrets lui seront proposés.

Quant aux moyens employés pour mener à bien notre investigation, nous venons déjà d'en évoquer l'une des modalités principales : l'insertion au sein d'une équipe d'animateurs ruraux. Il convient en fait de distinguer les observations réalisées à Alindao de celles menées en brousse. Dans le premier cas, notre bonne connaissance des différents quartiers de la ville, les liens tissés au fil de 22 mois de présence, entre septembre 1990 et juillet 1992, nous ont permis d'aborder, en mars, avril et mai 1994 lors d'un nouveau séjour, les différents domaines sur lesquels nous désirions obtenir des éclaircissements. En brousse, il en allait tout autrement. Nous nous y sommes heurté à la grande méfiance que rencontre tout nouveau venu, même s'il parle Sango, qui plus est s'il tend à questionner les villageois. Ce contexte de méfiance méritera d'ailleurs d'être analysé dans notre travail. En conséquence, nous ne pouvions aborder seul le microcosme villageois.

⁷¹ Nous regrouperons dans cette zone les villages appartenant à la commune rurale du Yambélé elle-même, et les villages de la région de Poudjio qui, s'ils font partie de la commune d'Ewou, sont pour tous, intervenants (cf. plan, page suivante) comme paysans, inclus dans "le Yambélé". Chaque fois donc que nous parlerons de ce Yambélé, il faudra aussi considérer les villages d'Ewou qui se situent non loin de Poudjio, à la limite de la zone d'élevage.

Les zones d'activité de l'Animation Rurale d'Alindao



Ce schéma entend simplement faciliter la lecture de notre travail. Il ne respecte scrupuleusement ni les échelles ni les dispositions géographiques précises. Tous les villages n'y figurent en outre pas. Il a été conçu à partir du plan du secteur d'intervention de l'Animation Rurale d'Alindao.

Le fait de nous insérer dans une équipe d'animateurs travaillant régulièrement dans les villages visités a permis de dissiper une partie de cette méfiance, ou d'obtenir, par l'intermédiaire de ces animateurs, de nombreuses réponses à nos interrogations⁷².

Ce choix peut certes paraître arbitraire, mais nous verrons que les développeurs encore en action dans la région sont si peu nombreux que, l'aurions nous désiré, nous n'aurions pas pu accompagner d'autres équipes se rendant ainsi régulièrement sur les différentes zones constituant notre champ d'investigation.

Quoi qu'il en soit, nous avons par ce biais pu réunir de nombreuses informations "de première main", qui nous ont été ensuite fort utiles pour l'élaboration de notre problématique et la rédaction des différents chapitres. En outre, l'étude de la confrontation au développement, représenté dans les villages visités par ces animateurs ruraux, a permis de recueillir de riches enseignements sur les "mentalités paysannes", et ce d'autant plus que les activités de l'Animation Rurale d'Alindao sont très diverses⁷³.

Autre modalité essentielle de notre travail de "terrain", son caractère nécessairement non exhaustif. Il va en effet de soi que nous n'avions aucunement les moyens de mener une "grosse" enquête, auprès d'un échantillon préalablement choisi et à l'aide d'un questionnaire-type préétabli⁷⁴.

D'abord car nous ne pouvions à nous seul mener un tel travail, cela était matériellement impossible, tant dans les modalités de préparation de l'enquête (lacunes de l'Etat civil, autorisations à obtenir, etc.) que dans sa réalisation (impossibilité d'engager des enquêteurs, temps trop long pour la mener à bien, etc.).

Ensuite, car, dans le climat de méfiance que nous venons d'évoquer, il était absolument hors de question d'entrer en contact avec les villageois une fiche de questionnaire bien constituée à la main ou un magnétophone en bandoulière. Cela nous aurait immanquablement fermé toutes les portes. Nous

⁷² Dans un tel climat pourtant, il est une catégorie de questions que nous n'avons pu aborder qu'avec parcimonie, celle touchant aux revenus monétaires. Ainsi, s'il aurait été inimaginable d'obtenir directement les revenus liés à la vente du café, nous avons quand même pu procéder à certaines estimations, certes approximatives, mais qui nous paraissent assez proches de la réalité. La même difficulté s'est d'ailleurs présentée à Alindao, où l'analyse des flux monétaires n'a pu être menée qu'avec circonspection.

⁷³ Le lecteur trouvera, dans l'annexe n°2, une énumération et une sommaire description de ces différentes activités.

⁷⁴ Sur la méthodologie du travail de "terrain", on lira : BONNEFOND (Philippe). - L'étude de la force de travail en milieu rural africain. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, vol. 17, n°1-2, 1980. - pp. 117-123. Et plus récemment : BONVIN (Jean). - *Changements sociaux et productivité agricole en Afrique Centrale*. - Paris, O.C.D.E., Etudes du Centre de Développement, 1986. - 140 p.

avons donc procédé d'une manière beaucoup plus informelle, par des discussions libres à la suite desquelles nous prenions note des éléments les plus importants de la conversation. Nous avons eu aussi de nombreuses discussions, cette fois beaucoup plus directes, avec les développeurs encore au travail dans cette région⁷⁵.

Une telle méthode peut certes paraître peu scientifique, mais elle était incontestablement la seule envisageable, et elle nous semble avoir donné d'assez intéressants résultats. De plus, nous ne livrons dans notre travail que les éléments que nous jugeons les plus fiables, c'est-à-dire ceux que nous avons pu nous-mêmes observer dans de nombreux endroits, ou que nous ont affirmés beaucoup de nos interlocuteurs, ou encore que nous ont confiés des observateurs des réalités locales ayant le recul de nombreuses années de présence sur le "terrain"⁷⁶.

En outre, nous ne pouvions, pour collecter données et informations, que compter sur ce que nous étions à même de rassembler, et ce d'une part car, on l'a dit, cette région n'a été que très peu étudiée par le passé, d'autre part parce que les données officielles sont souvent peu fiables ou inaccessibles⁷⁷. Les statistiques agricoles centrafricaines paraissent ainsi sinistrées, dans un contexte de déliquescence étatique, et leur rigueur fort sujette à caution⁷⁸. Il nous était ainsi impossible de proposer un travail d'ordre macroéconomique, impliquant l'exploitation de données statistiques et la simulation économétrique, ce qui n'a pu que renforcer notre choix pour une analyse "micro", basée sur le travail de "terrain".

Enfin, les données d'ordre anthropologique, grâce auxquelles nous étayerons certains de nos raisonnements, pourront aussi être jugées

⁷⁵ Ils nous ont permis de surmonter, au moins partiellement, une autre difficulté usuelle dans le domaine de l'économie rurale, celle du calcul des rendements. Il n'est en effet pas aisé d'obtenir des chiffres précis pour des "yaka" dont on ne connaît pas la superficie exacte, dont on mesure la production en cuvettes, etc. Grâce à ces contacts, nous avons quand même réussi à obtenir quelques données qui nous paraissent fiables, mais que nous proposerons avec toute la prudence qui s'impose.

⁷⁶ Des religieux centrafricains et étrangers, des agronomes expatriés, des techniciens agricoles, des responsables d'organisations villageoises, des cadres administratifs, etc.

⁷⁷ De telles lacunes statistiques doivent-elles nous empêcher d'entreprendre, pour cette région d'Alindao, un travail d'économiste ? Nous renvoyons ici à l'avis que donne P. Couty sur ce sujet : "(...) une bonne recherche économique peut, jusqu'à un certain point, se dispenser de mesures détaillées et dispendieuses (...). Tout dépend des objectifs fixés et des moyens disponibles" (COUTY (Philippe). - Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines. Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, 1963-1987. - *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 26, n°3, 1990. - p. 355).

⁷⁸ Nous nous interrogerons plus loin (cf. *infra*, pp. 291-294) : Que valent des statistiques de production cotonnière, basées sur les quantités collectées par l'organisme officiel lorsque l'on constate qu'une majeure partie du coton produit finit par pourrir au bord des pistes ou près des cases, faute de ramassage ?

insuffisantes. C'est là une faiblesse que nous voulons assumer. D'une part car nous désirons mener un travail d'économie, qui ne peut nous entraîner à trop détailler de telles données. D'autre part car nous ne voulons pas être trop descriptif à ce niveau, notre travail étant déjà - quantitativement s'entend - assez volumineux. Enfin parce que, nous le verrons, les données anthropologiques "exploitables" sont relativement peu nombreuses, dans des sociétés fortement désorganisées par leur histoire et par leur situation actuelle. Nous analyserons cette histoire et cette actualité à l'aide du concept de marginalité, dont il nous faut donc cerner les contours.

3. Le concept de marginalité

Il est vrai qu'à l'observation, même partielle, des réalités que vivent les populations de cette région, c'est une impression de mise en marge du monde extérieur qui prévaut⁷⁹. Une mise en marge qui n'est certes pas exclusive à ces paysans : alors que l'on parle, dans bien des cas, de ruraux latino-américains "dépossédés", on qualifie souvent la situation des paysans africains de "marginalisation"⁸⁰. C'est là une tendance lourde pour les petits producteurs de ce continent. En outre, à l'heure où l'on traite de mondialisation, de "village global" ou "planétaire", les débats s'articulant autour des idées d'intégration et d'exclusion accroissent encore la portée de cette notion, qui s'insère dans le cadre conceptuel de nombreux travaux empiriques.

Il nous semble alors intéressant et utile d'intégrer cette "marginalité" dans le champ de l'analyse économique des comportements individuels, et particulièrement dans celle, spécifique⁸¹, des attitudes des ruraux. Tel sera donc le but méthodologique de notre travail : poser les bases d'une microéconomie de la marginalité, qui devront nous permettre d'avoir une approche de la rationalité des acteurs en phase avec les enjeux concrets et les débats théoriques actuels. Mais il convient de préciser le sens que nous donnons à une notion souvent employée, mais rarement définie avec précision.

Le sens usuellement donné au qualificatif de "marginal" renvoie d'abord à l'idée d'un "maintien en dehors du système", à quelque chose de

⁷⁹ On lira par exemple un récent travail de géographe : M'BRINGA-TAKAMA (Maxime-Faustin). - *L'est centrafricain. Sous peuplement et marginalité*. - Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres, Université de Bordeaux III, 1993.

⁸⁰ Cf. par exemple : SOLAGES (Olivier de). - *Réussites et déconvenues du développement dans le Tiers-Monde*. - Paris, L'Harmattan, 1993. - 623 p. Et particulièrement le chapitre 3 de l'ouvrage : "La paysannerie oubliée : l'Afrique" (pp. 87-132). L'auteur y analyse la marginalisation de la paysannerie comme un choix délibéré des Etats africains.

⁸¹ Nous insisterons, dans le chapitre 2, sur une telle spécificité (cf. *infra*, pp. 166-185).

"secondaire". C'est effectivement le sens que nous aurons à l'esprit lorsque nous emploierons ce terme. Mais nous ne pouvons nous limiter au flou entourant une telle définition, et qui peut s'appliquer à des contextes très divers, tant les analyses en termes d'intégration et d'exclusion trouvent aujourd'hui de nombreux terrains d'application. Nous allons donc tenter d'en préciser les caractéristiques et d'en esquisser les contours, dans le cas précis étudié ici, en insistant d'abord sur l'impérative dimension historique de la référence à ce concept, puis en tentant d'en définir les critères essentiels.

Abordons donc d'abord la "marginalité" dans sa dimension historique. Notre thèse veut s'inscrire dans le prolongement de travaux menés sur les phénomènes de marginalisation de long terme qu'a connus le continent africain, et que résume fort bien C. Coquery-Vidrovitch, lorsqu'elle analyse les "facteurs de freinage" du développement des sociétés africaines⁸².

Elle pose clairement que le "retard" africain n'est pas issu de la seule colonisation européenne mais qu'il s'ancre dans un passé fort ancien, depuis l'Égypte antique dont le "legs économique et politique fut annexé par la Méditerranée occidentale"⁸³. Elle insiste aussi sur l'exploitation de l'Afrique par les Arabes sur un mode inégal, "raflant son or et ses hommes (...)". Cet "échange inégal" s'est prolongé, pour les populations Banda peuplant l'actuelle R.C.A., jusqu'à l'aube de l'ère coloniale. Il explique pour une large part la répartition du faible peuplement des savanes centrafricaines. Et dans une certaine mesure, on pourra affirmer qu'il se poursuit aujourd'hui, certes différemment, tant la prégnance des "Arabes", c'est-à-dire des populations islamisées, sur le commerce et l'économie apparaîtra clairement, au fil des chapitres.

En partie préservée, du fait de son enclavement, de la traite occidentale, l'"Oubangui-Chari" fut aussi la dernière région à être explorée, "pacifiée" et colonisée par les Français. Ce fut la coercition coloniale : "C'était la perte, après celle de l'initiative économique perdue depuis longtemps, de l'initiative politique"⁸⁴. Appartenant à une colonie délaissée et faiblement monétarisée, les populations Banda sont restées en marge de l'édification d'une société nouvelle, dont les peuples riverains ont capté une large part des avantages

⁸² COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - Développement et sociétés africaines : les facteurs de freinage. - in COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), HEMERY (Daniel), PIEL (Jean), eds. - *Pour une histoire du développement. Etats, sociétés, développement*. - Paris, L'Harmattan, 1988. - pp. 113-126.

⁸³ *Idem*, p. 124. Sur ce thème de "l'isolement" africain, on lira aussi : GOUROU (Pierre). - *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?* - Paris, Flammarion, 1991. - 226 p. Et particulièrement le chapitre 5 : "Stabilité et isolements" (pp. 99-117).

⁸⁴ Coquery-Vidrovitch, 1988, *op. cit.*, pp. 124-125.

politiques et économiques. En outre, de la "concession" à la "modernisation", les populations des savanes sont demeurées sous domination, jugées inaptes à décider de leur destin.

Nous reviendrons dans notre travail sur les faits les plus récents - et les mieux connus - de cette longue marginalisation, depuis la fin du siècle dernier jusqu'à ces dernières années. En étudiant les réalités et les comportements villageois actuels, nous devons donc garder à l'esprit ces siècles de mise en marge. C'est ainsi sans doute que nous pourrions percevoir l'origine de ce que C. Coquery-Vidrovitch appelle "une philosophie du «à quoi bon», renforcée par l'accumulation des échecs et des dominations successives"⁸⁵. Ceci nous permettra aussi d'avoir une vision plus nuancée des échecs multiformes des 35 années d'indépendance, qui ne peuvent se comprendre sans référence explicite à cet héritage historique.

D'autant que ce dernier est prolongé par une marginalité très actuelle, dont il nous faut maintenant tenter d'esquisser les contours. Nous distinguons trois ensembles essentiels de critères permettant d'approcher un état de marginalité, les premiers tiennent à la situation vis à vis de la société englobante et à l'articulation aux marchés, les seconds renvoient à la perception qu'ont les intéressés eux-mêmes de leur propre sort, les troisièmes se rapportent plus à des caractéristiques physiques et géographiques.

En premier lieu, nous relevons la faiblesse de la circulation monétaire au sein de la société considérée⁸⁶, ce qui marque le caractère ténu de son insertion au sein des circuits d'échanges nationaux et internationaux ; nous considérons aussi les limites que connaissent les échanges internes à cette société, marquant le repli des îlots d'habitations sur eux-mêmes. Au delà des phénomènes strictement économiques, nous retenons aussi la superficialité, voire la régression, des relations à la société englobante, sous ses multiples aspects : le peu de prise de la légitimité étatique sur le quotidien de la population peut être perçu au travers des carences de l'encadrement administratif ou de l'arbitraire impuni des représentants "légitimes" de l'Etat⁸⁷ ;

⁸⁵ *Idem.*

⁸⁶ Une faiblesse qui renvoie usuellement à la notion de pauvreté. Sur les critères permettant de définir la pauvreté, on lira : SALAMA (P.), VALIER (J.). - Mesures des pauvretés et de l'appauvrissement. - *Tiers Monde*, tome 36, n°142, avril-juin 1995. - pp. 257-278.

⁸⁷ La vulnérabilité des populations face à l'arbitraire de ces représentants de la force "légitime" de l'Etat, du fait d'une méconnaissance des lois qui les protègent ou d'une absence de telles lois, constitue ainsi un facteur majeur de marginalité. On lira aussi : CHAMBERS (Robert). - *Développement rural. La pauvreté cachée*. - Paris, Karthala/C.T.A., 1990. Particulièrement le chapitre 5 : "La pauvreté rurale est un engrenage" (pp. 171-227).

de même, la faiblesse de certains indicateurs sanitaires⁸⁸ ou scolaires, permet de déceler l'inexistence concrète des services publics essentiels ; enfin, dans le contexte d'une société dite "en développement", la marginalité peut être révélée par l'absence d'intervenants extérieurs de vulgarisation agricole, d'assistance technique, d'appui à l'autopromotion et à la structuration paysanne, et enfin d'analystes⁸⁹.

De tels critères peuvent certes être remis en cause comme étant l'expression d'un *a priori* de l'observateur, dont la vision travestit nécessairement la réalité. Ils peuvent aussi être considérés, dans une approche résolument culturaliste, comme des facteurs de préservation plus que de marginalisation de sociétés évitant ainsi une déstructuration majeure. Une telle position nous semble pouvoir être rapidement dépassée, tout d'abord par simple constat empirique, tant on voit mal comment une société non "inconnue" peut aujourd'hui demeurer complètement en dehors du monde dit "moderne" et de ses influences. Nous verrons ainsi que ces influences atteignent aussi les sociétés que nous qualifions de "marginalisées".

En outre, le regard que portent les membres de ces sociétés eux-mêmes sur leur situation renforce plus la vision en termes de marginalisation que celle, "idéaliste", défendant l'idée d'une salutaire préservation. En effet, un autre critère essentiel est issu de la discussion avec les intéressés : ils se sentent "marginaux", sans - faut-il le préciser ? - que nous ne les incitions, pour les besoins de notre démonstration, à s'estimer comme tels. Ce sentiment se révèle, au quotidien, par une très forte impression d'exclusion, d'abandon, thème omniprésent dans toutes nos discussions villageoises, au fil de 24 mois de présence sur le terrain ; il s'exprime aussi à travers la perception d'une domination multiforme, vis-à-vis des représentants de l'Etat, des commerçants, des éleveurs, les marchés mondiaux, ces derniers étant, avec un bon sens réel, recouverts de l'appellation "Munju" (les Blancs) ; ce sentiment de marginalité se traduit alors par une impression de grande impuissance et de profonde injustice, et par la revendication tacite, non d'un retrait du "monde", du circuit des échanges, mais au contraire d'une meilleure intégration dans ceux-ci. Rappelons d'ailleurs comment M. Haubert analyse les revendications paysannes actuelles : "les paysans ne luttent pas seulement contre l'exploitation, mais aussi contre l'exclusion, la marginalisation. Ils ne cherchent pas à se retrancher de la société globale, mais à s'y intégrer en revendiquant

⁸⁸ La faiblesse physique pourra alors être perçue comme l'une des manifestations de la marginalité.

⁸⁹ L'absence de projets importants risque d'accroître la méconnaissance de la région concernée, car c'est souvent la confrontation au "développement" qui attire les analystes.

cependant une autre intégration dans une autre société globale. Ils ne cherchent pas non plus à se replier sur la tradition, mais revendiquent au contraire une participation au progrès économique, socio-politique et culturel, pour autant qu'il soit un prolongement et non une négation de la tradition⁹⁰. Ceci correspond à ce que pensent beaucoup de nos interlocuteurs villageois, même si un tel sentiment ne se traduit que rarement en mobilisations effectives, nous le montrerons. De plus, nous verrons que, souvent, les paysans préfèrent clairement un "échange inégal" à une absence totale d'échange, une marginalisation⁹¹. Cette marginalité n'apparaîtra alors nullement voulue, liée à un refus culturel, à une volonté de "libération", mais bien imposée⁹².

Enfin, un dernier groupe de critères est issu des contingences géographiques. Nous insisterons surtout sur l'éloignement par rapport aux grands centres et axes d'échanges régionaux et mondiaux. Cet éloignement, effectif pour la région concernée par notre travail, s'y caractérise par un enclavement que ne rompent guère un réseau routier à l'état souvent médiocre, des transports fluviaux trop éloignés et limités. Mais nous réfuterons tout déterminisme géographique ou agroclimatique irréductible comme facteur majeur de la marginalité ; les conditions naturelles auxquelles doit s'adapter l'agriculture de ces régions ne peuvent en aucun cas être perçues comme des obstacles insurmontables à une intégration au sein des circuits d'échange. Nous allons au contraire montrer, dans le chapitre 5, les potentialités dont dispose cette agriculture.

Le contexte général de "mise en marge" constitue donc la toile de fonds de tout notre travail. Ceci nous amène à présenter la problématique qui sous-tendra nos analyses.

⁹⁰ HAUBERT (Maxime). - Le retour des paysans : mythes et réalités. - *Tiers Monde*, 1991, n°128. - p. 735.

⁹¹ Ou quand l'"échange inégal" devient un privilège recherché... Nous en aurons l'illustration avec, par exemple, le travail massif des jeunes aux chantiers diamantifères.

⁹² Nous faisons ici référence à l'étude que G. Courade a menée sur le cas des Bakweri : COURADE (Georges). - Marginalité volontaire ou imposée ? Le cas des Bakweri (Kpé) du mont Cameroun. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XVIII, n°3, 1981-1982. - pp. 357-388.

4. Présentation de la problématique

a - L'interrogation

La question posée dans cette thèse peut s'exprimer ainsi : à l'heure de la prégnance des "lois du marché" sur les destins agraires et de la globalisation des économies, quelle peut être la viabilité d'une agriculture perpétuée par de petits producteurs familiaux qui sont justement peu insérés aux marchés ? On peut l'exprimer autrement : ce nouveau contexte permettra-t-il d'accroître l'efficacité et de pérenniser l'agriculture familiale perpétuée par les populations de la région, ou au contraire la condamne-t-il à devenir une agriculture de stricte survie, voire à disparaître ? Insistons sur deux implications de cette interrogation.

En premier lieu, étudier la viabilité d'une agriculture "familiale", c'est d'abord se pencher sur la conception dite "paysanne" du développement agricole, qui se veut alternative au modèle néo-libéral dominant et aux anciens schémas collectivistes, et qui est censée s'appuyer sur les initiatives des acteurs ruraux, sur les capacités de mobilisation des petits producteurs. On définit usuellement une agriculture paysanne grâce à deux ensembles de caractéristiques, les unes liées à l'organisation interne⁹³, les autres aux relations entretenues avec les marchés extérieurs, et plus généralement avec la société englobante. Nous nous interrogeons alors : d'une part, les populations de cette région d'Alindao peuvent-elle réellement, en regard des critères qui sont attachés à cette dénomination⁹⁴, être qualifiées de "paysannes" ? D'autre part, dans un contexte global de mise en marge, se révéleront-elles capables d'emprunter cette "voie" de développement ?

En second lieu, si la question posée ici peut paraître fort générale, il nous faudra lui donner une réponse toute spécifique aux systèmes productifs agricoles concernés. Nous pouvons ainsi reformuler notre question : Quelles peuvent être les implications de phénomènes de marginalisation généralisés, à

⁹³ M. Haubert définit ainsi les principales modalités de cette organisation interne : "Du point de vue des formes d'organisation pour la production, une des caractéristiques essentielles de l'agriculture paysanne (qui l'oppose notamment aux interventions dans l'agriculture des entreprises capitalistes ou aux entreprises publiques) est la symbiose entre l'exploitation et l'unité domestique : les rapports sociaux y sont donc fondés sur la parenté, et surtout la "rationalité" de l'exploitation est guidée par l'objectif de reproduction de l'unité domestique et non par la maximisation du profit privé ou du bien public" (HAUBERT (Maxime). - *Politiques alimentaires et mobilisations des paysans*. - Paris, I.E.D.E.S., Université de Paris I, 1994. - p. 2).

⁹⁴ Par commodité, nous utiliserons toutefois souvent ce terme de paysan, afin de désigner des villageois qui n'en sont peut-être pas vraiment. Nous le ferons donc sans oublier la restriction posée ici.

des degrés divers, à l'ensemble des paysanneries africaines, pour cette agriculture d'Alindao ? Ces implications dépendront alors de l'histoire spécifique des populations Banda, une histoire qui influera fortement sur les capacités de réaction et d'adaptation des acteurs. Distinguant clairement les manifestations de la marginalité et les caractéristiques internes, nous nous demanderons alors si une telle situation n'a pas d'autant plus d'impact qu'elle se produit au sein de systèmes productifs affaiblis par leur histoire, et nous rechercherons les modalités d'une intervention extérieure qui serait à même de réduire cette "faiblesse".

Avant de détailler la problématique que nous envisageons de mettre en oeuvre, nous avons à préciser le sens que nous donnons à quelques notions importantes.

b - Quelques définitions

Nous devons d'abord définir la notion de *viabilité*. Lorsque nous emploierons ce terme, nous entendrons à la fois efficacité de court terme et "durabilité". En cela nous inscrivons notre travail dans la lignée de tout un récent courant de réflexion, qui s'interroge sur l'avenir et la place des agricultures paysannes, de par le Monde, alors que dominent les problématiques néo-libérales (efficacité) et qu'émergent certaines préoccupations d'ordre écologique et social ("durabilité"). Cette viabilité pourra être économique, écologique, sociale, organisationnelle, etc., et renverra en dernier recours à une capacité d'adaptation durable à l'environnement au sein duquel seront implantés les systèmes productifs agricoles étudiés.

Nous parlerons aussi beaucoup, tout au long de ce travail, d'*agriculture extensive*, d'*intensification*, etc. Il nous faut donc clairement établir le sens de ces notions, trop souvent employées sans être vraiment définies, en posant un principe simple : il n'y a d'intensification que par la valeur travail. On parlera donc d'intensification lorsqu'il y aura accroissement du travail engagé par unité de surface, ce qui n'implique pas nécessairement, on le verra, une diminution de la productivité globale du travail. Trop souvent on a assimilé "modernisation" et intensification, alors, par exemple, que le tracteur induit une extensification des systèmes de production.

Attardons nous d'ailleurs sur ce concept de *modernisation*. Nous ne l'emploierons que comme référence au modèle de transformation des agricultures qui a prévalu durant plusieurs décennies. On opposait alors systématiquement l'agriculture moderne, mécanisée, à l'agriculture

traditionnelle, archaïque et immuable. Or, si l'on considère que la modernité renvoie d'abord à une capacité d'adaptation aux enjeux contemporains, il est possible de considérer comme "moderne" une agriculture manuelle qui voit émerger de nombreuses innovations lui conférant une réelle viabilité. Toutefois, le terme même de modernisation, malgré l'échec aujourd'hui patent du modèle de développement agricole qui lui était associé, demeure trop chargé de sens pour que nous l'employions dans un autre contexte. Nous préférons alors parler de transformation, d'amélioration, rendant une agriculture mieux adaptée à son environnement. On peut aussi parler, d'une manière plus générale, d'*évolution*. Il faudra alors préciser si l'évolution considérée est *régressive* ou *positive*. Une évolution régressive sera par exemple caractérisée par une dégradation importante des sols, une raréfaction des ressources non - ou difficilement - renouvelables. Une évolution positive rendra elle plus durables les systèmes productifs agricoles concernés.

Une autre notion qui fait parfois problème doit aussi être évoquée : celle d'*itinérance culturelle*. On peut en effet estimer que l'itinérance au sens strict n'existe pas, hormis durant des phases migratoires qui incitent les cultivateurs à régulièrement quitter les terroirs occupés. Dès lors que les populations sont "fixées", l'itinérance ne doit être comprise que comme un système de rotation des champs établi sur une période assez longue, et permis par d'importantes disponibilités en sols cultivables, sur un terroir donné. Nous pensons alors qu'il n'existe pas de terres "libres", sur lesquelles aucun individu ni aucun groupe n'auraient de droits fonciers, comme on le sous-entend parfois lorsque l'on évoque une itinérance culturelle. Posons donc que les dotations en facteurs et divers autres éléments contextuels⁹⁵ peuvent amener les producteurs à perpétuer un système de production au sein duquel une même parcelle n'est mise en culture qu'entre deux phases relativement longues de jachère, ce qui induit que de nombreuses parcelles soient successivement travaillées. C'est ce qu'il faudra entendre quand nous emploierons cette notion à propos de populations "fixées".

Nous pouvons enfin nous arrêter sur cette notion de *système productif agricole*. Il correspond en fait au système agraire des géographes, qui procède en une articulation de nombreux "champs" qu'énumère G. Sautter : "les diverses composantes de la nature, de ses contraintes et de ses ressources ; l'encadrement social et culturel, dans ses principes et dans ses modalités ; le niveau du dynamisme démographique et économique des habitants ; la densité de la population ; les techniques de production et le matériel vivant qu'utilise

⁹⁵ Sur lesquels nous nous pencherons au fil de ce travail.

l'agriculture ; l'accessibilité des lieux et leur position par rapport aux configurations géographiques significatives"⁹⁶.

Nous étudierons cette articulation par le biais du découpage proposé par R. Badouin, qui distingue, au sein du système productif agricole, les systèmes de culture, de production et d'exploitation⁹⁷.

Le *système de culture* "fait état de l'ensemble des productions retenues par les agriculteurs". Dans ce système, on étudie les combinaisons culturelles, les relations existant entre les diverses productions végétales et animales pratiquées par les agriculteurs⁹⁸. Son analyse a un caractère assez technique, agronomique, mais l'économiste ne doit pas pour autant en négliger l'étude - dans la mesure bien sûr de ses capacités dans ce domaine. Car son interprétation, pose R. Badouin, "révèle les mobiles qui président au comportement des agriculteurs".

Le *système de production* définit "les relations de complémentarité et de substitution qui existent entre les principaux types de ressources productives ainsi que la fonction économique de chacune d'elles". Dans ce système, on étudiera "les combinaisons des ressources productives mises en oeuvre, les dosages opérés par les producteurs entre les principaux facteurs de production : ressources naturelles, travail, consommations intermédiaires et biens d'équipement". Nous analyserons donc la persistance et les limites des systèmes de production extensifs tels qu'on peut les observer dans cette région, et nous étudierons les actions des développeurs visant à l'intensification de ces systèmes, à la modification des combinaisons de facteurs.

Le lien entre ces deux premiers systèmes est assuré par la fonction de production, qui constitue ainsi la liaison entre système de production et produits issus du système de culture⁹⁹.

Le *système d'exploitation* "s'intéresse au mode de fonctionnement des unités de production", c'est-à-dire aux rapports de production. Nous y incluons l'ensemble des relations internes de l'ensemble social considéré, mais aussi ses relations avec les autres acteurs (les représentants de l'Etat, les commerçants, les développeurs, etc.).

⁹⁶ SAUTTER (Gilles). - Le développement rural coté cour : le poids des articulations locales. - in *Parcours d'un géographe*, 1993, *op. cit.*, p. 430.

⁹⁷ BADOUIN (Robert). - L'analyse économique du système productif en agriculture. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 23, n°3-4, 1987. - pp. 357-358.

⁹⁸ Ce que P. Couty appelle les "product-product relationships" (COUTY (Philippe). - La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 23, n°3-4, 1987, p. 394).

⁹⁹ Elle permet l'analyse des "resource-product relationships" (Couty, *idem*).

Pourquoi choisir ce découpage du système productif agricole ? D'abord, parce qu'il s'agit d'une démarche d'économiste, mais qui n'en reste pas moins ouverte aux autres disciplines, correspondant ainsi assez bien à l'orientation générale que nous désirons donner à notre travail. Ensuite, parce que la démarche proposée par R. Badouin nous paraît fort opératoire. Elle nous aidera à poser la question de la viabilité d'une agriculture familiale laissée "en marge".

Un tel constat nous ramène d'ailleurs à la problématique de notre travail, que nous devons, pour clore ce préambule, détailler.

c - La problématique

L'interrogation que nous avons posée comporte, on l'a vu, de multiples aspects, que nous tenterons d'explorer tout au long de notre travail.

Il nous faudra d'abord, et cela constituera la première partie de notre travail, définir une approche des rationalités paysannes propre à servir de support à nos analyses empiriques.

Parce qu'il nous paraît important de maîtriser les bases de la "littérature" portant sur ce thème, nous dresserons, dans un premier chapitre, un panorama de ce que furent et de ce que sont les nombreuses analyses qui se sont attachées à l'étude des comportements des acteurs ruraux. Nous privilégierons les écrits des économistes, mais nous nous ouvrirons aussi aux travaux de géographes, de sociologues, d'auteurs de "terrain", dont nous estimons indispensable de connaître la pensée. Un tel survol nous permettra, dans la conclusion générale, de situer les raisonnements que nous aurons menés par rapport aux débats théoriques et empiriques, passés et actuels, et d'envisager l'applicabilité de nos analyses à d'autres "terrains".

Ce panorama étant mené à bien, nous entreprendrons d'élaborer notre propre support conceptuel. Ce support devra nous permettre de saisir, dans toute sa complexité, la logique des comportements individuels et collectifs, d'étudier les conséquences de situations vécues de marginalité. Nous mettrons alors en lumière certaines limites de l'approche standard, et nous nous tournerons vers une conception alternative, considérant une rationalité dite "limitée". Au terme de ce chapitre, nous proposerons un *corpus* d'hypothèses théoriques, que nous compléterons de leurs implications majeures et des conséquences de certaines spécificités agricoles.

Parmi ces hypothèses, il y aura l'ancrage historique des comportements, auquel nous consacrerons d'ailleurs toute la deuxième partie de notre travail.

Nous voudrions livrer au lecteur les éléments historiques nécessaires à la compréhension de ce qu'est aujourd'hui l'agriculture de cette région. Nous mettrons simplement en lumière les faits majeurs¹⁰⁰ du passé des Banda peuplant la région, qui influent de manière importante sur le présent de ces populations, et particulièrement sur leurs capacités de réaction face à une condition socio-économique de marginalité.

Dans un troisième chapitre, nous proposerons donc une vision nuancée de l'histoire précoloniale et des premières années de la colonisation française, au début de ce siècle. Nous établirons la continuité des "violences" et de la marginalisation qu'ont vécues ces populations.

Le quatrième détaillera lui la période dite de la modernisation, débutée à partir du moment où l'on a commencé à parler de développement dans les villages centrafricains, et achevée à la fin des années 80. La suppression de la culture cotonnière dans la région, en 1992, sera alors tout-à-fait significative de l'échec d'une intervention étatique qui n'a guère accru la viabilité, tant au niveau des conditions de production qu'à celui de l'articulation au marché, de ces systèmes productifs agricoles.

Cette question de la viabilité constituera le fil conducteur de la troisième partie, qui s'attachera à analyser l'actualité d'une agriculture un peu plus marginalisée encore par ce désengagement étatique. Après le vaste échec de ces politiques de modernisation, nous nous interrogerons en effet sur l'état et sur la viabilité de l'agriculture perpétuée par les villageois de la région d'Alindao.

Un cinquième chapitre se penchera plus particulièrement sur la viabilité de systèmes de production qui restent dominés par des techniques très extensives. Nous mettrons en évidence les limites de ces techniques, liées à la raréfaction des terres cultivables, l'érosion des sols, la "poussée" des éleveurs Peuls, etc. Nous en déduirons l'impératif d'une intensification des pratiques, mais face à la faillite de l'optique de la modernisation, nous rechercherons une approche alternative. Nous montrerons que les contraintes à satisfaire pour que se produise cette intensification ne sont pas que techniques, qu'elles renvoient aussi aux stratégies de gestion de l'incertitude, à l'insertion au marché, aux rapports fonciers, au contexte institutionnel, aux liens sociaux, etc.

Le sixième chapitre se consacrera donc à ces autres aspects de la viabilité de l'agriculture familiale Banda. Il permettra d'établir si une agriculture laissée en marge peut ou non, compte tenu de son histoire, être viable. Nous montrerons alors que le poids des incertitudes, marchandes, foncières,

¹⁰⁰ Non de notre point de vue, mais de celui des historiens.

sanitaires, etc., influe sur les possibilités d'intensification, et donc sur la résolution de certaines des contradictions des systèmes de production. De plus, nous dirons que cette agriculture ne peut guère être qualifiée de "paysanne". Car, si elle demeure familiale et si elle "couple" la production et la consommation des unités domestiques, la faiblesse des rapports qui la lient au monde extérieur l'apparente plus, nous le verrons, à une précaire agriculture de survie.

Pour espérer une plus grande viabilité de l'agriculture de cette région d'Alindao, nous montrerons qu'il faut moins compter, aujourd'hui, sur un hypothétique "secteur privé" et sur un Etat défaillant, que sur les populations elles-mêmes et sur leurs capacités internes de mobilisation et d'action. Mais nous nous interrogerons : ces populations, placées dans de telles conditions matérielles d'existence et influencées par les "leçons" de leur histoire, disposent-elles de telles capacités ? C'est autour de cette interrogation que sera bâtie la quatrième et dernière partie.

Un septième chapitre analysera d'abord l'influence des conditions socio-économiques des acteurs sur leurs capacités à initier des processus de structuration villageoise. On estime en effet souvent que la marginalisation, perçue sous l'angle du désengagement étatique, peut faciliter la structuration paysanne, en favorisant les activités des organisations non gouvernementales, l'émergence des initiatives locales, etc. Mais nous nous interrogerons : une telle "dynamique" peut-elle émerger au sein de populations dont la marginalité est ancienne et globale ? Pour répondre à cette question, nous analyserons le contexte au sein duquel les organisations villageoises sont constituées, et les expériences récentes de création de "groupements" et de "comités villageois".

Le huitième et ultime chapitre se penchera lui sur ce qu'il est convenu d'appeler l'intervention de développement. L'analyse des modalités de cette intervention et des réactions qu'elle rencontre parmi les villageois nous permettra de faire le lien entre les événements du passé et les conditions actuelles d'existence d'une part, et les potentialités d'améliorations culturelles, sanitaires, etc., d'autre part. Ceci nous conduira à élaborer une sorte de bilan des liens unissant une situation de marginalité et les capacités des acteurs ; un bilan qui mettra en exergue les logiques de comportements privilégiant l'immédiateté et dominés par un certain "fatalisme". Nous montrerons alors comment des actions tendant sinon à réduire, tout au moins à s'adapter à l'incertitude, par le maintien du *statu quo* ou par un opportunisme de très court terme, induisent finalement une augmentation de l'incertitude ressentie par tous les acteurs.

Cette synthèse nous amènera à conclure notre travail. Nous résumerons les principaux enseignements de notre thèse, et en particulier nous réaffirmerons l'impératif de l'insertion aux marchés, celui de la sécurisation foncière, et celui d'une intervention minimale de l'Etat ; nous insisterons aussi sur les enseignements théoriques qu'il sera possible de tirer de nos analyses ; nous envisagerons enfin l'applicabilité de nos analyses à d'autres contextes et nous les replacerons dans le cadre des débats et des enjeux actuels.

Mais il convient maintenant d'aborder le corps de notre travail, en nous attelant en premier lieu à l'élaboration d'un support théorique adéquat.

Première partie :

La question des rationalités paysannes

Chapitre 1 : Aperçu critique des analyses des rationalités paysannes

Avant donc de proposer le cadre théorique qui sous-tendra toute notre réflexion, il nous semble impératif de passer en revue les analyses qui ont été menées, depuis l'après-guerre environ, sur ce qu'il est convenu d'appeler les "rationalités paysannes".

Nous ne prétendons nullement, disons le clairement, mener une étude exhaustive de ces analyses. Même une thèse toute entière consacrée à un tel objectif n'y suffirait sans doute pas. Nous voulons plus modestement dresser un large panorama de ce qu'elles ont été et de ce qu'elles sont aujourd'hui, en nous attachant bien entendu en priorité aux cas des paysans africains. Le plan proposé pour ce chapitre n'a pas non plus de caractère absolu et rigide, il veut simplement ébaucher un classement propre à faciliter la lecture de notre travail¹.

Nous allons donc, dans une première section, détailler les trois paradigmes qui ont dominé la réflexion sur ce thème des rationalités paysannes. Mais la diversité des analyses produites depuis plusieurs décennies ne se limite pas à ces trois grands courants. Nous verrons ainsi dans une seconde section que ceux-ci ont souvent été plus ou moins radicalement nuancés, remis en cause, ou "appliqués" par nombre d'auteurs, parmi lesquels les "praticiens" occupent une place toute particulière.

SECTION 1 : LES GRANDS PARADIGMES

Nous distinguons ainsi trois paradigmes majeurs. Il y a d'abord celui, dominant par le passé, du paysan "irrationnel". Il y a ensuite celui, plus récent, du paysan "économiquement rationnel". Il y a enfin celui, qui n'a plus guère cours depuis la faillite de la vulgate marxiste, d'un paysan "déterminé". Nous allons, en trois sous-sections, successivement aborder ces paradigmes.

¹ C'est pourquoi, par exemple, on pourra retrouver certains auteurs dans des sections ou sous-sections différentes, prenant ainsi en compte, d'une part l'évolution de leur pensée et le caractère irréductiblement dynamique des réflexions portant sur les faits humains, d'autre part les tendances à la pluridisciplinarité qui se sont développées dans ce domaine des études rurales.

1.1. Le paysan irrationnel

Ce paradigme est à rattacher aux postulats évolutionnistes, qui constituent la base de la plupart des réflexions sur le développement : "Le sous-développement est une étape naturelle, nécessaire et antérieure de la croissance économique"². Cette problématique des étapes va amener les théoriciens à considérer l'état des mentalités paysannes comme un stade inachevé de la rationalité, et les praticiens du développement à rechercher les moyens de mener cette nécessaire marche vers le "progrès"³.

1.1.1. Les analyses des théoriciens du "développement"

La problématique des étapes est donc sous-jacente à toute la pensée évolutionniste en matière de développement agricole et a été employée par de nombreux auteurs. Ainsi, Mellor et Johnston distinguaient les trois étapes historiques de ce développement⁴ : La première consistait en la réalisation de ses "préconditions", à savoir la mise en place des changements institutionnels et de comportements indispensables à la croissance de la production. Il paraissait par exemple impératif, et c'est ce qui nous intéresse dans ce travail, que s'accroisse la réceptivité des agriculteurs au "progrès". La deuxième étape postulait une hausse de l'efficacité des processus de production agricole, par la diffusion d'innovations consommatrices de travail, et épargnant le capital. Enfin, la troisième phase devait mener à l'industrialisation de l'agriculture, par une intensification basée sur la technologie et permettant d'économiser le facteur travail.

On retrouve là rapidement évoqués les grands thèmes qui ont, dans l'après-guerre et jusqu'aux années 70, dominé le débat sur le développement agricole, en Afrique subsaharienne notamment.

² ROSTOW (W.). - *Les étapes de la croissance économique*. - Paris, Seuil, Coll. Points, 1970. Cet auteur est représentatif de toute une école de la modernisation, issue pour une large part des universités nord-américaines, qui a dominé la réflexion - non marxiste, s'entend - sur le développement durant les années 50 et 60.

³ Pour une étude de ce concept de "progrès", on lira : GOSSELIN (Gabriel). - *L'Afrique désenchantée*. - Paris, Anthropos, tome 2, 1980. - pp. 205-227.

⁴ MELLOR & JOHNSTON. - The role of Agriculture in Economic Development. - *The American Economic Review*, sept. 1966. - pp. 567-593.

a - Les préconditions de la modernisation

La précondition essentielle était pour tous l'évolution des mentalités. Au pire, on estimait que cette évolution ne paraissait guère envisageable : les paysans, d'Afrique ou d'ailleurs, n'étaient que "des êtres frustrés", "mal dégrossis", irrécupérables en somme pour la société moderne, et préférant leur vie oisive et leurs activités de cueillette aux occasions d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur niveau de vie⁵. Au mieux, à la suite d'ethnologues comme Lévy-Bruhl, on postulait une mentalité à un stade "prélogique", ce qui impliquait donc la reconnaissance d'une certaine logique, certes archaïque, mais bien réelle et respectable, et surtout porteuse de perspectives d'évolutions allant dans le sens de la rationalité, de la logique économique : "Il serait aussi vain de nier l'inadéquation des noirs d'AEF aux tâches que réclame l'économie moderne, que d'y trouver prétexte à un jugement de valeur. Mais cette inadaptation n'a rien de fondamental, les travaux récents des psychotechniciens ont achevé d'en faire la preuve. Elle est liée à des circonstances précises sur lesquelles on peut agir"⁶.

G. Myrdal fut l'un des économistes qui s'attachèrent le mieux à démontrer, d'une part l'irrationalité des pratiques et des institutions du "monde pauvre", et d'autre part en quoi le sous-développement - rural ici - trouvait son origine dans cette irrationalité. Attachons nous à évoquer quelques analyses menées dans son ouvrage majeur, *Le défi du monde pauvre*⁷.

Voulant s'écarter des doctrines "coloniales" de l'infériorité raciale, il tente d'expliquer l'absence de développement économique au Sud en insistant sur les différences entre les comportements et institutions du Nord et ceux du Sud : "Dans les pays développés, ces facteurs ont une légitimité rationnelle suffisante dans la mesure où ils véhiculent les impulsions du développement ou encore du fait qu'ils peuvent être rapidement assouplis ou aménagés dans cette perspective. Mais cela n'est pas valable pour les pays sous-développés" (pp. 23-24). Il ajoute : "Les comportements et les institutions sont, dans ce cas,

⁵ Les notions de "*backward people*" (population arriérée) était alors usuelle, même si on ne voulait donner qu'un sens strictement économique à une telle "arriération". On lira notamment : AGARWALA (A.N.), SINGH (S.P.), Ed. - *The Economics of Underdevelopment*. - New York, Oxford University Press, 1963. - 510 p.

⁶ SAUTTER (Gilles). - De l'économie de subsistance à l'économie de marché. - in *Parcours d'un géographe*. - op. cit., 1993, p. 305. Ce texte a été initialement publié en 1956.

⁷ MYRDAL (Gunnar). - *Le défi du monde pauvre*. - Paris, n.r.f., Gallimard, Bibliothèque des Sciences Humaines, 1971. - 466 p.

d'une nature telle que toute analyse faite en termes de marchés ne peut être qu'irréaliste"⁸.

Représentatif d'une conception tendant à opposer, en une claire dichotomie, "tradition" et "développement"⁹, il pose l'irréductible incompatibilité entre les "valeurs de référence de l'idéal de la modernisation"¹⁰ et les "valeurs traditionnelles", qui sont "statiques" et ne peuvent en aucun cas fonder un développement (pp. 41-42).

Concernant l'agriculture même, cette irrationalité est observable sur plusieurs plans : dans la volonté d'augmenter la production des denrées comestibles plutôt que d'accroître les productions de produits non comestibles destinés à l'exportation ; dans des "habitudes alimentaires irrationnelles" (p. 93), qui expliquent "le comportement apathique, le manque d'initiative et de mordant" ; dans une utilisation peu efficace du travail (pp. 96-97), dans celle d'une "technologie primitive" (p. 102) ; dans des structures et institutions foncières inégalitaires, telles le métayage, l'usure, la parcellisation des terres (p. 143) ; etc.

De nombreux autres théoriciens ont souscrit, au moins à une certaine époque de leur carrière, à cette thèse de l'irrationalité paysanne. Ainsi, E. Boserup, réfutant l'hypothèse de rationalité des producteurs agricoles¹¹ qui fondait l'ancienne démonstration malthusienne des rendements décroissants, pose elle que seule la pression démographique peut contraindre les cultivateurs à adopter une attitude propice à la croissance, à être plus "rationnels", en intensifiant l'usage qu'ils font de la terre. Dans la lignée du dogme des "étapes", elle distingue alors cinq phases de cette intensification¹², en une progression qui peut sembler contestable, essentiellement du fait du lien de causalité systématique entre pression démographique et progrès

⁸ Une vision que voudrions dépasser, nous le verrons, les défenseurs du paradigme du "paysan économiquement rationnel" (cf *infra*, pp. 66-87).

⁹ Nous y reviendrons dans le paragraphe suivant (cf *Infra*, pp. 59-61).

¹⁰ Ces valeurs sont : "pensée rationnelle, développement et organisation du développement, accroissement de la productivité, élévation des niveaux de vie, conditions d'une égalité sociale et économique, amélioration des institutions et des comportements individuels, renforcement des structures démocratiques et du sens d'une discipline sociale" (Myrdal, 1971, op.cit., p. 39).

¹¹ "Intelligents, informés et partisans du moindre effort, ceux-ci occupent d'abord les meilleures terres", puis se résignent, lorsque la population s'accroît, à mettre en culture des sols de moins en moins fertiles (MOUNIER (Alain). - *Les théories économiques de la croissance agricole*. - Paris, I.N.R.A./Economica, 1992. - p. 33).

¹² Cette progression débute par la culture forêt-jachère ("*forest-fallow cultivation*") à très longue jachère, et s'achève par la récolte pluriannuelle ("*multi cropping*"), en passant par la culture arbuste-jachère ("*bush-fallow cultivation*"), à jachère moyenne, la culture à jachère courte ("*short fallow cultivation*"), et la récolte annuelle ("*annual cropping*"). On trouvera les raisonnements d'Ester Boserup dans : BOSERUP (Ester). - *The conditions of agricultural growth*. - Londres, Allen and Unwin, 1966.

technique qu'elle introduit, un lien parfois démenti par les faits. En outre, la "progression" proposée par Boserup n'a, dans la réalité, aucun caractère déterminé, la culture à longue jachère pouvant cohabiter, au sein d'un même système de culture, avec la culture à courte jachère, voire la récolte pluriannuelle¹³.

Quant à R. Badouin, l'économiste rural insiste, en 1967, sur les difficultés du passage de la société traditionnelle à la société "progressive" : "La conversion des cultivateurs traditionnels en paysans authentiques est difficile à réussir car les intéressés ne quittent pas leur milieu traditionnel. Celui-ci peut, à tout moment, l'emporter sur les forces de transformation et le travail accompli au cours de longues années peut tout-à-coup être anéanti. On n'est jamais certain d'avoir atteint un point de non-retour, ni d'avoir créé une situation irréversible. La lutte entre le passé et l'avenir n'a pas d'issue certaine si les facteurs d'évolution ne trouvent pas dans la pression démographique et les mobiles économiques des alliés puissants"¹⁴.

b - La modernisation

Il s'agit donc de moderniser, comme le postulent Mellor et Johnston dans les deuxième et troisième étapes de leur modèle. Sous sa forme la plus simple, cette vision de la modernisation implique une complète dichotomie entre les méthodes de production "traditionnelles", fondées sur l'emploi d'outils archaïques, de semences médiocres, etc., et les méthodes modernes, caractérisées par la mécanisation, l'utilisation importante des intrants industriels, etc.¹⁵. Deux idées sous-tendent selon nous cette conception.

En premier lieu, il convient de mécaniser afin de libérer du travail de l'agriculture et l'employer dans le secteur non agricole. Rappelons que de nombreux économistes, à la suite d'A. Lewis¹⁶, défendent une conception

¹³ Autour d'un village peuvent, par exemple, se dessiner plusieurs "ceintures" de cultures, allant du plus intensif, les jardins de case, au plus extensif, avec de vastes surfaces utilisées après une très longue jachère.

¹⁴ BADOUIN (Robert). - *Agriculture et accession au développement*. - Paris, Pedone, 1967. - p. 177.

¹⁵ Précisons que de telles conceptions, certes très répandues et diffusées par les travaux francophones et anglo-saxons, avaient moins cours sur les terrains ruraux latino-américains. Les analystes du C.I.D.A. (Comité Interaméricain de Développement Agricole), notamment, proposaient des études bien plus nuancées, élaborées à l'aide d'outils théoriques bien plus fins. Il est vrai que les données socio-politiques et la vigueur de mouvements paysans latino-américains constituaient un contexte assez spécifique pour les études rurales, qui ne pouvaient dès lors pas se cantonner à la dichotomie "progrès *versus* archaïsmes traditionnels".

¹⁶ LEWIS (Arthur). - *Economic Development with Unlimited Supplies of Labour*. - in Agarwala & Singh, 1963, *op. cit.* - pp. 400-449.

dualiste du développement. Celui-ci dépend alors en partie de la capacité de transférer de la main d'oeuvre du secteur agricole traditionnel vers l'industrie, postulée "moteur du développement", sans faire diminuer la production agricole totale¹⁷.

Cette vision dualiste a impliqué de nombreux développements théoriques, qui se poursuivront même après le changement de paradigme, sur la question du "chômage déguisé". On tente alors de mettre en lumière les conséquences d'une ponction de main d'oeuvre agricole sur la production de ce secteur, et l'on insiste sur la nécessité de mettre au travail des populations jugées plus ou moins oisives (deuxième étape de Mellor et Johnston), et d'intensifier ce travail à l'aide de la technologie moderne (troisième étape).

R.S. Eckaus pense ainsi, comme beaucoup d'autres auteurs, qu'une telle ponction n'affectera pas les volumes produits : "*Many of the underdeveloped areas of the world have large agrarian populations in which there is either persistent open unemployment or in which the marginal productivity of the working force is so low that it is commonly believed that withdrawal of a sizable fraction would not significantly affect output*"¹⁸. Il suffit pour cela, selon A. & I. Navarette, que les populations rurales "arriérées" accroissent leur activité productive¹⁹.

Le deuxième fondement de cette conception de la modernisation est alors ce postulat d'un progrès technique totalement exogène, qui, comme dans les modèles classiques, "tombe du ciel"²⁰, c'est-à-dire qui est transmis à des agriculteurs irrationnels par les promoteurs - extérieurs au milieu - du progrès. L'analyse menée par J. Brewster²¹ est représentative de ce point de vue, qui sous-entend que les techniques mécaniques et les grandes exploitations de l'agriculture américaine constituent "(...) le modèle de croissance unique et

¹⁷ Sur cette vision de la modernisation, on lira Peemans, 1995, *art. cit.*, pp. 20-21 : "(...) la version «dualiste» de la doctrine de la modernisation a joué un rôle particulièrement important, puisqu'elle fondait le succès de l'expansion du secteur moderne sur la capacité de mobiliser les ressources du secteur traditionnel, c'est-à-dire l'agriculture, pour les transférer vers le secteur industriel, notamment à travers le maintien des bas salaires et des bas revenus ruraux" (p. 21).

¹⁸ ECKAUS (R.S.). - The Factor-proportion Problem in Underdeveloped Areas. - in Agarwala & Singh, 1963, *op. cit.*, p. 348.

¹⁹ "*It is a characteristic of backward economies in process of development that a more or less considerable part of their labour force is always ready to increase its productivity activity, at existing nominal wage rates (though at decreasing real wages), if jobs are available*" (NAVARETTE Jr. (Alfredo) & NAVARETTE (Ifigenia M.). - Underemployment in Underdeveloped Economies. - in Agarwala & Singh, 1963, *op. cit.*, p. 342).

²⁰ Mounier, 1992, *op. cit.*, p. 65.

²¹ BREWSTER (J.). - Traditional Social Structures as Barriers to Change. - in SOUTHWORTH (H.), JOHNSON (B.F.). - *Agricultural Development and Economic Growth*. - Cornell University Press, 1967. - pp. 66-98.

universel parce que le plus efficace et le plus rationnel"²². Cette vision unilatérale du développement agricole sera maintes fois remise en cause, notamment dans le débat opposant les tenants de la technologie moderne, transformant, en les "rationalisant", les structures agraires au sein desquelles elle est diffusée, aux promoteurs de la technologie dite "appropriée", se voulant moins exogène. Nous reviendrons plus loin sur cette argumentation²³.

Un tel débat sur les techniques à promouvoir dans les campagnes sous-développées nous amène à évoquer les implications qu'a pu avoir, sur les terrains ruraux africains, le paradigme de l'irrationalité du cultivateur "traditionnel". Il nous faut auparavant terminer cette approche plus théorique en examinant l'actualité que conserve la thèse de l'irrationalité du "sous-développé" dans certains discours.

c - L'historiographie "réactionnaire", "produit dérivé" de la thèse de l'irrationalité

En effet, cette thèse, largement délaissée par les analystes, n'en conserve pas moins des défenseurs, qui dépassent parfois de loin la pensée des fondateurs. L'"arriération" n'est plus alors simplement assimilée à un retard économique, mais devient un jugement de valeur culturel. Nous pensons ici à une historiographie qualifiée parfois de "réactionnaire", issue d'une assez longue tradition alliant "cartiérisme", *a priori* de l'irrationalité et réactions aux multiples échecs des "tiers-mondismes", et incarnée en France, notamment, par les écrits de B. Lugan²⁴.

L'idée de base est celle-ci : "Les problèmes du continent noir sont moins économiques que culturels et psychologiques"²⁵ ; si l'Afrique connaît aujourd'hui une telle crise, la responsabilité en incombe surtout aux Africains eux-mêmes, qui n'ont pas su profiter des nombreux apports de la période coloniale. Nous évoquerons, dans la seconde partie de notre travail, ce qu'a été cette période, qualifiée d'âge d'or par Lugan, pour les populations Banda de la

²² Mounier, 1992, *op. cit.*, p. 68.

²³ Cf. *infra*, pp. 100-101.

²⁴ On se référera par exemple au numéro 8 (automne 1993) de la revue *Enquête sur l'histoire*, qui tente de brosser un rapide tableau de ce que fut "l'aventure coloniale" française : une aventure jugée surtout coûteuse pour la métropole et essentiellement bénéfique aux populations colonisées. Participent notamment à ce numéro B. Lugan ("L'Afrique avant les Blancs", pp. 18-19, & "Un empire ruineux", pp. 72-73), A. Conte ("La plus grande France", pp. 36-44) et D. Venner ("Troupes coloniales et armée d'Afrique", pp. 62-67).

²⁵ LUGAN (Bernard). - *Afrique, bilan de la décolonisation*. - Paris, Perrin, Coll. Vérités et Légendes, 1991. - p. 11.

région d'Alindao ; nous verrons ainsi que la réalité est beaucoup plus nuancée²⁶.

Limitons nous ici à ce que pense l'historien lyonnais des mentalités de ces Africains et Malgaches, qui ne sont pas "des Européens pauvres à la peau foncée" (p. 63). En matière agricole, le jugement est sans appel : les paysans sont responsables de la chute des rendements, du fait d'un attachement à des habitudes de gaspillage, à une tradition incapacitante, stérilisante, ce qui les met en marge des autres paysanneries, de par le monde : "Partout dans le monde, les paysans ont inventé des techniques destinées à retenir la terre, à la protéger ; partout, des murets de pierre, des terrasses, des haies coupe-vent, etc., ajoutent la marque de l'homme aux paysages agricoles. En Afrique la seule trace du passage de l'homme est la désertification. Là est toute la différence. Elle est culturelle" (pp. 247-248).

En somme, l'Afrique irait mieux si elle n'était pas peuplée d'Africains... Nous ne nous attardons pas sur ces thèses, qui marginalisent d'elles-mêmes leur auteur, du fait des *a priori* qui les sous-tendent, des formidables raccourcis, notamment historiques, qu'elles empruntent. Elles ne font que proposer une réécriture de préjugés issus de certains milieux de la vulgarisation agricole²⁷. Nous allons d'ailleurs nous pencher sur les incidences qu'a pu avoir, sur les terrains ruraux, ce paradigme de l'irrationalité.

1.1.2. Les implications concrètes de la thèse de l'irrationalité

Implication logique de cette thèse, la "tradition" est presque toujours conçue comme un facteur hostile à la croissance économique, un obstacle dont il faut se débarrasser pour accéder au progrès. Cette conception radicale a été défendue par nombre d'analystes des terrains africains, tels A. Meister. Elle a aussi inspiré beaucoup de ceux qui concevaient ou qui appliquaient les politiques de vulgarisation agricole.

²⁶ Il ne s'agit certes pas de dire que le développement de la France s'est accompli sur base, en partie, du "pillage" des maigres ressources oubanguiennes : l'enrichissement - très relatif - de quelques coloniaux et actionnaires des compagnies concessionnaires présentes sur le territoire ne peut être assimilé au pillage d'un peuple au profit d'un autre. Pour autant, relativiser l'intérêt qu'a pu trouver la France, en tant que nation, à sa présence en Oubangui-Chari ne doit pas amener à nier les éventuelles conséquences négatives - humainement, socialement, économiquement - de l'action de ses représentants sur le territoire.

²⁷ Des préjugés vieux comme la colonisation, pourrions nous dire.

a - Les analyses d'A. Meister

La pensée de Meister constitue en effet un exemple très représentatif de cette conception du "progrès". Dans *L'Afrique peut-elle partir ?*, en 1966²⁸, il prône un développement basé sur l'individualisme, douloureux et "impitoyable"²⁹.

S'attachant d'abord à souligner le fossé qui existe entre les deux types de sociétés, "traditionnelle"³⁰ et "moderne" (pp. 30-32), il en vient à dénoncer le "poids mort" que constitue à ses yeux cette société traditionnelle³¹, et regrette que la colonisation n'ait pas pleinement accompli son oeuvre destructrice : "(...) plus la pénétration a été forte, plus a été forte la rupture avec la société traditionnelle. Et plus cette pénétration a été dure et impitoyable, (...), plus les influences modernes ont été profondes et plus se sont développés les phénomènes typiquement modernes de prolétarianisation, d'agitation sociale et politique, de fuite dans les villes, etc. Comme l'Europe au siècle passé, c'est à partir de ces phénomènes que peuvent et pourront se créer des sociétés modernes, complètement libérées de la tradition, centrées sur l'efficacité économique, basées sur la recherche de la mobilité sociale, organisées dans des stratifications nouvelles" (p. 221).

La stratégie de développement rural à adopter doit alors logiquement tendre à la "modernisation généralisée de l'agriculture", une modernisation exigeant "l'affirmation des valeurs modernes d'efficacité, de rentabilité, le primat du fonctionnel et de l'instrumental sur le familial, le local, l'affectif" (p. 224). Une telle vision amène à récuser tout changement social "lent", concerté, basé sur la coopération volontaire³², et à faire de l'usage de la contrainte l'instrument essentiel de la promotion du progrès dans les villages.

²⁸ MEISTER (Albert). - *L'Afrique peut-elle partir ?* - Editions du Seuil, Coll. Esprit "Frontière Ouverte", 1966. - 455 p. Nous ne nous attardons pas ici sur les écrits d'A. Meister qui concernent les terrains ruraux latino-américains.

²⁹ Il ne changera guère son approche par la suite, puisqu'il écrivait encore, en 1977 : "Rien ne sera possible, tant que la société traditionnelle subsistera, et en conséquence, est bon (et va dans le sens du progrès) tout ce qui contribue à la déstructuration" (MEISTER (Albert). - *La participation pour le développement*. - Paris, Ed. ouvrières, 1977).

³⁰ Selon lui, le progrès s'accroît avec la distance qui sépare l'homme de la nature. Dans la société "traditionnelle", cette distance tend vers zéro, de même, en conséquence, que le progrès.

³¹ Il refuse ainsi de parler de "pays neufs", et considère au contraire les pays du Tiers Monde comme "vieux", "ankylosés dans une tradition qui les étouffe", une vision assez proche de celle défendue par le géographe Y. Lacoste : Selon ce dernier, le sous-développement "procède de l'intrusion du capitalisme au sein de sociétés ankylosées dans des structures sociales moins évoluées" (LACOSTE (Yves). - *Géographie du sous développement*. - Paris, P.U.F., 1965. - p. 239).

³² On retrouve ici l'opposition, désormais "classique", entre les thèses de G. Belloncle, sur lesquelles nous reviendrons plus loin (cf. *infra*, pp. 97-98), et celles d'A. Meister.

Ce discours peut aujourd'hui surprendre, paraître obsolète³³, mais, nombreux sont ceux qui ont, avec A. Meister, tenté de justifier cette "violence nécessaire". Nous pouvons, par exemple, citer J. L. Sadie : "Le développement économique d'un peuple sous-développé (...) n'est pas compatible avec le maintien de ses coutumes et moeurs traditionnelles. La rupture avec celles-ci constitue une condition préalable du progrès économique. Ce qu'il faut, c'est une révolution de la totalité des institutions et des comportements sociaux, culturels et religieux - et par conséquent de l'attitude psychologique, de la philosophie et du style de vie. Ce qui est requis s'apparente donc en réalité à une désorganisation sociale. Il faut susciter le malheur et le mécontentement, en ce sens qu'il faut développer les désirs au-delà de ce qui est disponible, à tout moment. On peut objecter la souffrance et la dislocation que ce processus entraînera : elles semblent constituer le prix qu'il faut payer pour le développement économique (...)"³⁴.

b - La vulgarisation agricole

Cette thèse de l'irrationalité du paysan et de la nécessaire éradication de la "tradition" a eu - et a encore dans une large mesure - de nombreuses implications sur le travail des développeurs.

En premier lieu, on la retrouve dans les écrits des agronomes, qui ont longtemps souscrit à la problématique des "blocages" traditionnels. Il s'agissait de dépasser les archaïsmes villageois en implantant nouvelles techniques, variétés plus performantes et modes culturels modernes³⁵. Les nombreux centres de recherche agronomique existant dans les pays africains, et notamment en République Centrafricaine³⁶, sont représentatifs de cette vision du "progrès" agricole. Y étaient menées, en "station", des recherches

³³ Nous tenterons ainsi de montrer, dans notre deuxième chapitre, que même au coeur de nos sociétés "modernes", le familial, le local, l'affectif priment souvent sur le fonctionnel et l'instrumental. Nous pourrions aussi montrer qu'il n'existe aucune société sans "tradition". Des nuances qui n'étaient pas toujours perçues alors que prédominait une vision dichotomique séparant nettement, et irréductiblement, "tradition", obstacle au changement, et "modernité", facteur de changement.

³⁴ SADIE (J.L.). - *The social anthropology of economic underdevelopment*. - *The economic Journal*, Vol. LXX, 1960. - Traduit par G. Gosselin, 1980, *op. cit.* Sur ce thème, on lira aussi : BARAN (Paul A.). - *On the Political Economy of Backwardness*. - in Agarwala & Singh, 1963, *op. cit.* - pp. 75-92. (texte écrit en 1952) : "A complete substitution of capitalist market rationality for the rigidities of feudal or semi-feudal servitude would have represented, in spite of all pains of transition, an important step in the direction of progress" (p. 76).

³⁵ On retrouve là tout le débat sur les technologies, évoqué plus haut et sur lequel nous reviendrons dans la seconde section de ce chapitre (cf. *infra*, pp. 100-101).

³⁶ Nous évoquerons leurs activités dans le quatrième chapitre de ce travail (cf. *infra*, pp. 280-285).

largement déconnectées des réalités de production et d'exploitation, et donc peu porteuses d'évolutions pratiques.

Certains écrits de R. Dumont caractérisent cette tendance "techniciste et productiviste" des sciences agronomiques. Durant les années 60, l'agronome français, prudent, distingue les "étapes" du développement agricole, et met en garde contre la tentation de sauter certaines de ces étapes³⁷. Il pose ainsi : "Le paysan ivoirien, au stade actuel, ne peut être abordé avec les techniques, les structures et les modes d'administration qui ont été créés pour le paysannat français, lequel se situe à un autre stade du développement économique et intellectuel, plus proche d'un comportement rationnel"³⁸.

Pour diffuser le progrès dans les campagnes, il convient alors de mettre en oeuvre une stratégie de vulgarisation judicieuse, imposée s'il le faut par la contrainte. En effet, les cultivateurs "traditionnels" étant jugés irrationnels, "arriérés", c'est presque malgré eux qu'il faut mener l'impérative modernisation des systèmes de production, instaurer la discipline requise par les techniques modernes, sans trop compter sur une hypothétique "sensibilisation" des producteurs, et en espérant que tous finiront par comprendre la rationalité des innovations préconisées.

Cette vision, qui transcendait les clivages de pensée usuels³⁹, a soutenu une large part des actions de vulgarisation agricole mises en oeuvre en Afrique "francophone". La tentation y a toujours été grande - et le demeure encore souvent aujourd'hui - d'adopter une stratégie dirigiste, de dire au cultivateurs ce qu'ils doivent faire, que ce soit par le biais des cultures obligatoires ou par celui du regroupement en "Paysannats"⁴⁰.

Et même lorsque l'on compte sur la persuasion, on en fait rarement un outil de communication entre vulgarisateurs et agriculteurs, la parole restant "à sens unique", exclusive aux promoteurs du "progrès". En outre, on se garde bien alors d'exclure tout recours à la contrainte : "Il s'agit de faire comprendre aux populations l'intérêt qu'elles peuvent avoir à modifier leurs habitudes, leur comportement. A l'extrême, il peut être de l'intérêt de la collectivité de prendre

³⁷ Nous renvoyons le lecteur à son étude du cas centrafricain, réalisée en 1966, et que nous citerons dans la suite de notre travail : DUMONT (René). - Le difficile développement agricole de la RCA. - *Annales de l'Institut National Agronomique*, tome IV, 1966. - 85 p. Pour une approche plus générale, on pourra lire : DUMONT (René). - *Développement agricole africain*. - Paris, P.U.F., 1965.

³⁸ Cité par : GODELIER (Maurice). - *Rationalité et irrationalité en économie*. - Paris, Maspero, Coll. "économie et socialisme", n°5, 1966. - p. 16.

³⁹ Elle était ainsi défendue par de nombreux auteurs dits "progressistes".

⁴⁰ La rationalisation des comportements - productifs essentiellement - grâce aux regroupements des villageois au sein des paysannats a surtout été tentée au Congo Belge. Ce n'est que dans l'après-guerre que seront lancées, en A.E.F., quelques expériences allant dans ce sens.

des mesures réglementaires, afin que la carence de certains ne porte pas préjudice à la masse. Ainsi, pour divers traitements insecticides, destructions de plantes hôtes, pour l'uniformité des semences, etc..."⁴¹.

Ce sont pourtant les échecs répétés de la vulgarisation, notamment dans la diffusion des technologies associées aux "Révolutions Vertes", qui ont amené, avec certaines évolutions des contextes socio-politiques, à une remise en cause progressive du paradigme de l'irrationalité, et ce principalement au cours des années 70 : "Comment expliquer que de nombreux paysans refusaient de mettre en oeuvre les nouvelles techniques de production alors que celles-ci permettaient des gains de productivité élevés ? Comment expliquer la persistance du métayage ou de l'usure ? Si l'on considère que ces pratiques ne sont pas simplement dues à l'ignorance ou à l'absurdité des agents, il est nécessaire d'étudier les contraintes, les incitations et les stratégies économiques des différents groupes sociaux"⁴².

C'est à ces tentatives de "rationalisation" de comportements jusque là jugés "non économiques" que va être consacrée la sous-section suivante.

1.2. Le paradigme du paysan économiquement rationnel

Il convient d'apporter immédiatement une précision d'importance : ce changement de paradigme n'implique en aucune façon un abandon du dogme de la "modernisation". Il s'est seulement accompagné d'un renforcement des thèses associant modernisation et extraversion des économies, correspondant à un renouveau des thèses libérales orthodoxes.

Ce nouveau paradigme a d'ailleurs souvent moins de vocation opératoire que le précédent. Il s'agit surtout de mieux comprendre, dans un cadre économique standard, c'est-à-dire en les modélisant, les logiques guidant les comportements observés. Nous étudierons d'abord un certain nombre - nécessairement limité au vu de l'abondance de la littérature disponible - de telles analyses.

Cette volonté d'approcher le "réel" amène aussi certains auteurs à introduire des variables anthropologiques dans leurs modèles, nous le verrons dans un deuxième temps.

⁴¹ Citation d'E. Senn, extraite de : ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL. - *Expériences de développement rural en Afrique tropicale. Documents de la conférence régionale européenne de l'A.D.I.* - Paris, A.D.I., octobre 1968. - p. 21.

⁴² GRELLET (Gérard). - Une nouvelle orthodoxie du développement. - *Problèmes économiques*, n°2299, 11 novembre 1992b. - p. 5.

D'autres analyses encore, produites dans le cadre de la Banque Mondiale, acquièrent un caractère incontestablement plus normatif que les précédentes, puisqu'elles sont censées justifier les pratiques de "terrain" des institutions internationales. Nous étudierons donc, pour conclure, le discours proposé en la matière par la Banque Mondiale.

1.2.1. La "rationalisation" économique des comportements paysans

Quelques auteurs ont amorcé ce mouvement de "rationalisation", nous le verrons dans un premier temps. Depuis lors, le "paysan rationnel" se trouve au coeur de l'analyse économique du fait rural, c'est ce que nous montrerons ensuite à l'aide de plusieurs exemples, recueillis pour une large part dans la littérature anglo-saxonne.

a - Premiers écrits et fondements théoriques

La première remise en cause marquante du paradigme de l'irrationalité a été menée, en 1964, par T.W. Schultz⁴³. S'opposant à l'argument usuel selon lequel les paysans sont pauvres à cause de leur conservatisme et leur incapacité à adopter de nouvelles pratiques, Il affirme au contraire que cette réticence provient d'une part du manque d'opportunités économiques, auquel pourrait remédier le libre jeu des marchés, d'autre part de l'absence d'innovations adaptées à leurs besoins. Omettant toute prise en compte du risque - une limite majeure qui sera dépassée après lui par de nombreux auteurs - il veut alors montrer que l'agriculture traditionnelle est pauvre mais efficace ("*poor but efficient farmer*")⁴⁴, et qu'une baisse du nombre de travailleurs entraînerait une baisse de la production.

C'est d'ailleurs ce thème du "chômage déguisé" qui a fait l'objet des premiers développements du nouveau paradigme. Ainsi, A.K. Sen montre, sous des hypothèses bien particulières⁴⁵, la possibilité d'une coexistence d'un excès de main d'oeuvre avec un comportement de maximisation et une

⁴³ SCHULTZ (T.W.). - *Transforming Traditional agriculture*. - New Haven, Yale University Press, 1964.

⁴⁴ Il calcule, pour différents intrants, le rapport [coût marginal/produit marginal en valeur], dont la norme rationnelle voudrait qu'il égale 1. Cette valeur étant effectivement approchée, il pose l'hypothèse que les paysans "pauvres" sont bien "rationnels" au sens néo-classique de ce terme (Sur Schultz, on lira aussi : FONTAINE (Jean-Marc). - Les projets de libéralisation des agricultures africaines. Un point de vue critique appuyé par les cas kenyan et tanzanien. - *Economie et Société*, n°7, 1987. - p. 190.

⁴⁵ Notamment, la linéarité des surfaces d'utilité.

productivité marginale du travail positive⁴⁶. R.A. Berry et de R. Soligo démontrent eux que, pour qu'existe un excédent de main d'oeuvre transférable à l'industrie, il faut que les loisirs soient considérés par les producteurs comme un bien inférieur, ce qui leur paraît peu vraisemblable⁴⁷.

Les analyses menées par D. Winkelman sur le même thème constituent un exemple majeur de ces premières tentatives, parfois peu convaincantes, de "rationalisation économique" du comportement du "fermier traditionnel"⁴⁸. Sa démarche s'appuie sur une question pour beaucoup d'économistes inédite, en ce début des années 70 : le comportement du paysan traditionnel est-il finalisé, et si oui, comment est-il influencé par les facteurs économiques ? D. Winkelman prend le parti de supposer : "le paysan a un comportement finalisé, c'est-à-dire qu'il se fixe des objectifs"⁴⁹. Il s'agit alors, sur cette base, de contribuer aux débats sur la mesure de l'offre de travail de l'agriculture au reste de l'économie.

Winkelman s'attache à formaliser, en en faisant des "contraintes", les facteurs qui peuvent influencer le comportement et la production, à savoir l'attitude au sein de la cellule familiale, le niveau d'alimentation, la répartition foncière, et les coûts de commercialisation. Concernant la cellule familiale, il pose l'hypothèse, fort problématique mais aujourd'hui usuelle, du décideur maximisant "la fonction d'utilité de la famille, en considérant celle-ci comme une fonction de l'utilité de ses membres (...)" (pp. 26-29). Si, par exemple, la solidarité familiale joue un rôle important dans la fonction d'utilité, le travail doit alors, pour que le paysan puisse être considéré comme un être économiquement rationnel, être analysé en tant que "bien inférieur"⁵⁰.

De même, si le loisir ne peut être analysé comme un "bien inférieur", il est nécessaire de rechercher d'autres facteurs explicatifs, propres à "rationaliser" le comportement du cultivateur. Winkelman introduit alors la cadence de travail, supposée contrôlable par le paysan⁵¹, ainsi que les

⁴⁶ SEN (A.K.). - Peasants and Dualism With or Without Surplus Labor. - *The Journal of Political Economy*, Vol. LXXIV, octobre 1966. - pp. 425-450.

⁴⁷ C'est là une manière "économiquement rationnelle" de postuler la réticence du fermier traditionnel vis à vis du travail, ce qui demeure encore assez proche, en somme, de la vision du cultivateur oisif véhiculée avec le paradigme précédent (BERRY (R.A.), SOLIGO (R.). - Rural Urban Migration Agricultural Output, and the Supply Price of Labor in a Labor-Surplus Economy. - *Oxford Economic Papers*, Vol. 20, July 1968. - pp. 230-249).

⁴⁸ WINKELMAN (Don). - *Comportement du fermier traditionnel : maximisation des revenus et mécanisation*. - Etudes du Centre de Développement, Etudes sur l'emploi n°7, O.C.D.E., 1972. - 112 p.

⁴⁹ Une évidence dont on a du mal aujourd'hui à saisir la portée novatrice.

⁵⁰ Une idée qui rejoint le raisonnement "lexicographique" développé plus récemment par F.R. Mahieu, nous le verrons (cf *infra*, p. 80).

⁵¹ Une hypothèse fort discutable.

contraintes imposées par l'usage. Ceci lui permet de poser que le "paysan idéal", maximisateur d'utilité, "(...) souhaiterait travailler davantage et à une cadence plus rapide, s'il n'en était pas empêché par la contrainte" (p. 38). Le fermier traditionnel est donc économiquement rationnel, mais sa rationalité ne peut pleinement s'exprimer du fait du poids des contraintes auxquelles il a à faire face, ce qui explique l'existence d'un "chômage déguisé"⁵². C'est là une démarche aujourd'hui usuelle, que d'intégrer au cadre néo-classique, sous forme de contraintes, les variables "faisant problème".

Ce "morceau de bravoure" de l'analyse économique du comportement paysan souffre de quelques difficultés, tenant à la force de ses hypothèses, mais aussi, plus fondamentalement, à sa façon d'obérer l'étude de l'origine des préférences et des contraintes, une lacune que l'on retrouvera dans de multiples travaux de ce type, nous y reviendrons⁵³. D'autres limites, tenant à la simplicité du partage travail-loisir, ont aussi rapidement amené d'autres auteurs à traiter de la question de la pluriactivité. Ainsi, dès 1969, S. Hymer et S. Resnick proposent un modèle d'économie agraire comprenant des activités non agricoles⁵⁴.

Depuis ces quelques écrits "fondateurs", de nombreux microéconomistes se sont efforcés de faire entrer les comportements de ce paysan, désormais posé comme étant rationnel *a priori*, au sein du cadre théorique néo-classique, au besoin en élargissant quelque peu ce cadre.

Dans le modèle néo-classique traditionnel, on considère que le paysan maximise son profit dans un environnement de marchés parfaits. Selon, J.C. Berthélemy et F. Gagey, le profit est alors défini par le solde entre la valeur ajoutée totale, valorisée aux prix du marché, et la rémunération du travail, valorisée également au prix du marché, que le travail considéré soit celui de salariés ou celui de l'exploitant agricole. "Dans ce cadre, précisent les deux économistes, le prix de l'output ne peut influencer que positivement la

⁵² La conclusion de Winkelmann : "(...) puisque l'agriculture traditionnelle se caractérise par un bas revenu et un faible travail, la meilleure stratégie d'investissement, du point de vue de ces paysans est celle qui induit un accroissement maximum de travail" (p. 59). Autrement dit - c'est en tous les cas ainsi que nous le comprenons -, il peut être judicieux d'augmenter de manière dirigiste le travail du cultivateur, c'est en quelque sorte lui rendre service et le libérer du poids des contraintes qui pèse sur sa rationalité.

⁵³ Cf. *infra*, pp. 85-87.

⁵⁴ HYMER (Stephen), RESNICK (Stephen). - A Model of an Agrarian Economy with Nonagricultural Activities. - *The American Economic Review*, Vol 59, september 1969. - pp. 493-506. Selon ces auteurs, une substitution essentielle qui se produit durant le processus de développement n'est pas le remplacement du loisir par le travail, mais plutôt le passage de méthodes "inférieures" de production domestique à des méthodes "supérieures" basées sur la spécialisation et l'échange.

production agricole"⁵⁵. Il en va de même si l'on considère le paysan comme étant simultanément un producteur et un consommateur, dont il faut alors maximiser la fonction d'utilité, dans un cadre de marchés demeurant parfaits⁵⁶. Dans un tel contexte, précise P. Hugon, tous les instruments usuels des modèles néo-classiques peuvent être employés, "(...) depuis les anticipations rationnelles, en passant par les élasticités prix et revenus et les logiques d'optimisation"⁵⁷.

Le principe de rationalité étant ainsi posé⁵⁸, il convient alors de ne s'intéresser qu'aux contraintes sous lesquelles l'individu doit maximiser, comme l'exprime très clairement J.M. Boussard : "(...) les discussions sur la nature exacte de la fonction d'objectif des agriculteurs sont largement oiseuses. Il est beaucoup plus important de savoir sous quelles contraintes les agriculteurs prennent leurs décisions, que de savoir ce qu'ils maximisent réellement"⁵⁹.

Ce cadre néo-classique "parfait" demeure toutefois beaucoup trop restrictif. C'est à sa complexification, par l'introduction d'"imperfections", que se sont attelés nombre d'auteurs. G. Grellet résume bien cette démarche : "compte tenu des contraintes auxquelles ils doivent faire face, les agents cherchent à maximiser des objectifs qui ne différeraient guère d'une société à l'autre comme obtenir le maximum de revenu, minimiser le risque, minimiser l'effort de travail, etc. Ainsi des comportements qui peuvent apparaître économiquement irrationnels s'expliquent fort bien si nous prenons en compte le manque d'informations, les coûts d'accès au marché et plus généralement les coûts de transaction, les difficultés d'accès au crédit et à l'assurance, les délais d'apprentissage des techniques et du fonctionnement du marché, les contraintes de temps ou le rationnement des marchés"⁶⁰.

Ainsi, en 1986, B. Greenwald et J. Stiglitz entreprennent l'étude des externalités existant dans des économies où l'information n'est qu'imparfaite et

⁵⁵ BERTHELEMY (Jean-Claude), GAGEY (Frédéric). - Elasticité-prix de l'offre agricole dans les pays en développement : une note sur la rationalité des agriculteurs dans un contexte non walrasien. - *Annales de L'INSEE*, n°55-56, juillet-décembre 1984. - pp. 205-206.

⁵⁶ Nous reviendrons plus loin sur cette notion de "producteur-consommateur" (cf. *infra*, pp. 84-85).

⁵⁷ HUGON (Philippe). - L'"Homo africanus" est-il irrationnel ? - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, n° spécial Trente ans, 1993a. - p. 58.

⁵⁸ Et cette question de la rationalité ainsi "évacuée".

⁵⁹ BOUSSARD (Jean-Marc). - *Economie de l'agriculture*. - Paris, Economica, collection "Economie agricole & agro-alimentaire", 1987. - p. 53.

⁶⁰ GRELLET (Gérard). - Pourquoi les pays en voie de développement ont-ils des rythmes de croissance aussi différents ? Un survol critique de quelques orthodoxies contemporaines. - *Tiers Monde*, tome 33, n°129, janvier-mars 1992a. - p. 56. Sur la question du rationnement, on lira : BEVAN (D.L.) et alii. - Peasant Supply Response in Rationed Economies. - *World Development*, Vol. 15, n°4, 1987. Sur la question des contraintes du temps, nous évoquerons plus loin les analyses de F.R. Mahieu.

où les marchés sont incomplets⁶¹. Ils analysent les conséquences (en matière de politique économique notamment) de l'introduction dans un modèle de base de diverses imperfections, considérées une par une. Il s'agit donc de limiter la part du *as if* dans les modèles, même s'il serait trop complexe d'introduire simultanément plusieurs imperfections. On touche là d'ailleurs à une limite essentielle - et assumée - de cette démarche modélisatrice : aussi élaboré soit-il, un modèle ne peut que rendre partiellement compte de la complexité du réel.

La problématique des imperfections, voire des échecs, du marché occupent une place centrale dans le champ de l'analyse économique récente⁶². Avec A. de Janvry, on peut poser qu'un marché échoue au sens strict du terme lorsque le coût d'une transaction effectué par l'échange marchand crée une désutilité plus grande que le gain d'utilité qu'elle produit⁶³. Si aucune institution de substitution n'émerge, pour permettre à la transaction de se produire, celle-ci ne sera pas effectuée, tout au moins pour le ménage considéré⁶⁴.

La complexification du modèle de base permet ainsi de mieux rendre compte de la diversité des comportements et des institutions que l'on observe dans le monde rural.

b - Le paysan rationnel au coeur de l'analyse économique du fait rural

Nous distinguons en effet deux grandes implications de l'introduction d'imperfections au coeur des modèles de base : d'une part celles-ci permettent d'expliquer certains comportements d'offre "atypiques" ; d'autre part elles rendent mieux compte de la persistance d'institutions souvent jugées "archaïques".

Les comportements d'offre font l'objet de nombreux développements, dont nous ne pouvons ici aborder que quelques exemples.

Une élasticité-prix négative de l'offre peut ainsi s'expliquer par l'impact d'une contrainte de liquidité, dans un monde incertain⁶⁵, ou par l'existence

⁶¹ GREENWALD (Bruce C.), STIGLITZ (Joseph). - Externalities in Economies with Imperfect Information and Incomplete Markets. - *Quarterly Journal of Economics*, n°101, 1986. - pp. 229-264.

⁶² On lira par exemple : STIGLITZ (Joseph). - Markets, Markets Failures, and Development. - *The American Economic Review Papers and Proceedings*, Vol. 79, n°2, may 1989. - pp. 197-203.

⁶³ DE JANVRY (Alain), FAFCHAMPS (Marcel), SADOULET (Elisabeth). - Peasant Household Behavior With Missing Markets : Some Paradoxes Explained. - *The Economic Journal*, Vol. 101, november 1991. - pp. 1400-1417.

⁶⁴ "In general, markets exists, but they selectively fail for particular households, making the corresponding commodity a nontradable for that household" (*idem*, p. 1401).

⁶⁵ Boussard, 1987, *op. cit.*, p. 61.

d'imperfections sur le marché du travail. Ces imperfections ne permettent pourtant d'expliquer une pente négative de la courbe d'offre que sous certaines hypothèses bien particulières⁶⁶. En outre, elles sont souvent posées de manière exogène ; on en analyse les conséquences sans trop se soucier des causes de leur apparition, ce qui limite la portée des raisonnements menés.

D'autres économistes mettent en avant le fait que les paysans sont rationnés sur la demande de biens de consommation. Ainsi, J.C. Berthélémy et F. Gagey appliquent les techniques économétriques des modèles dits de "déséquilibre" pour tester cette hypothèse. Leur conclusion conforte une observation souvent menée en zone rurale : "Ne pouvant espérer une augmentation de leur consommation, ces paysans réagiront à une hausse des prix de la production, en diminuant celle-ci"⁶⁷. Il apparaît donc nécessaire d'envisager, conjointement à l'imperfection du marché du travail, celle du marché des biens de consommation⁶⁸.

D'autres auteurs encore ne considèrent les analyses précédentes que comme des modèles partiels et très spécifiques, ne prenant en compte qu'une imperfection à la fois et, on l'a dit, n'endogénéisant pas les imperfections constatées. Tel est l'avis de H. Binswanger et M. Rosenzweig, qui désirent élaborer une approche globale des relations de production dans l'agriculture. Leur démarche est ambitieuse, elle met en lumière les nombreuses interactions décelables entre les faits agraires, mais elle se heurte, du fait même de sa complexité, à d'évidents problèmes de modélisation⁶⁹.

Plus modestement, A. de Janvry et *alii* associent, au sein d'une même approche, plusieurs types d'imperfections, sur le marché du travail et sur le marché des biens de consommation (alimentation et biens industriels)⁷⁰. Ces

⁶⁶ J.C. Berthélémy et F. Gagey les mettent en lumière : "L'effet positif ou négatif des prix sur la production ne dépend alors plus de considérations technologiques, mais du caractère plus ou moins substituable de la consommation et du loisir dans la fonction d'utilité. Une élasticité négative de la production agricole par rapport aux prix serait donc imputable à une relative complémentarité, pour le paysan, de la consommation et du loisir". Ils ajoutent : "Il peut paraître quelque peu surprenant que l'observation d'une réponse négative de la production agricole par rapport au prix soit, dans des pays où le niveau de vie des masses rurales est en général bas, uniquement imputable à l'arbitrage que les paysans réalisent entre consommation et loisir. Si l'on veut rester dans le cadre du modèle précédent, on peut dès lors avoir un doute sur la rationalité d'une telle réponse négative" (Berthélémy & Gagey, 1984, *art. cit.*, p. 207).

⁶⁷ Berthélémy & Gagey, 1984, *art. cit.*, p. 203.

⁶⁸ Selon eux, les contraintes de disponibilité des biens de consommation sont d'autant plus fortes que les prix des principaux produits sont administrés et donc peu flexibles à la hausse. Un argument qui n'est plus guère recevable aujourd'hui, alors que les contrôles étatiques de prix ont dans la plupart des pays été démantelés ou fortement allégés.

⁶⁹ BINSWANGER (Hans P.), ROSENZWEIG (Mark R.). - Behavioural and Material Determinants of Production Relations in Agriculture. - *The Journal of Development Studies*, Vol. 22, n°3, avril 1986. - pp. 503-539.

⁷⁰ De Janvry & *alii*, 1991, *art. cit.*

imperfections permettent de comprendre des divergences de discours entre, d'une part des paysans qui se plaignent de l'instabilité qu'ils ont à affronter ("*internal instability*"), d'autre part des gouvernants qui fustigent la passivité de paysans ne répondant pas aux incitations de prix et aux opportunités technologiques ("*external sluggishness*")⁷¹. Selon ces auteurs, certains échecs du marché (en lien avec le travail, la nourriture) contraignent fortement les capacités paysannes à répondre aux incitations de prix et à tout choc externe, les ménages ne pouvant agir que sur les variables qu'ils contrôlent, c'est-à-dire les produits non marchands et le facteur travail. Ceci risque alors de conduire à un comportement jugé "pervers" de l'extérieur⁷². Un autre élément de l'élasticité de la réponse paysanne tient à la disponibilité des biens pour lesquels ils voudraient utiliser leurs revenus. A. de Janvry et *alii* rejoignent là les raisonnements menés en termes de "déséquilibres"⁷³.

De nombreux analystes cherchent aussi, sur cette même base de l'imperfection des marchés, à expliquer l'existence et la persistance d'institutions archaïques, même si ces dernières apparaissent à long terme antinomiques au développement. La nouveauté essentielle est sans doute ici la prise en compte de la dimension stratégique du comportement des individus et des groupes organisés dans le cadre de marchés incomplets⁷⁴. Nous évoquerons, dans le chapitre suivant, les analyses théoriques de M. Olson, sur les logiques de l'adhésion aux groupes⁷⁵. En ce qui concerne les organisations "traditionnelles", beaucoup de travaux portent sur l'interaction des décisions des individus et des groupes (familles, ethnies, corporations, castes, etc.).

L'existence des telles institutions est souvent vue comme la conséquence directe de l'incomplétude des marchés. Ainsi, S. Goetz veut montrer que l'absence, en Afrique Subsaharienne, de marchés interdépendants ("*interlinked markets*"), favorise les institutions traditionnelles, telles que les

⁷¹ "Why, if peasants are always pressed by labour or food shortages, and consequently lead a life of great instability in work and consumption, do they appear to governments as sluggish and unresponsive to incentives and modernisation opportunities ?" (De Janvry & *alii*, 1991, art. cit., p. 1400)

⁷² *Idem*, p. 1401.

⁷³ "While agriculture is key for emergence of industry, the availability of industrial consumption goods is also essential to motivate peasant effort" (*Idem*, p. 1416).

⁷⁴ "Les théories de l'information imparfaite et asymétrique et, plus généralement, des coûts de transactions, ont donné une base logique au rôle des institutions en tant que vecteurs de réduction des coûts de transactions, et à un processus darwinien de sélection qui permet la survivance de celles de ces institutions qui maximisent le mieux les gains des participants (c'est "l'efficacité locale")" (DE JANVRY (Alain), SADOULET (Elisabeth), THORBECKE (Erik). - Le renouveau de l'analyse économique du développement. - *Problèmes Economiques*, n°2361, 2 février 1994. - p. 1).

⁷⁵ Cf. *infra*, pp. 145-147.

"familles étendues", qui permettent certaines interrelations entre travail, terre et crédit⁷⁶.

Mais les échecs du marché conduisent à d'autres arrangements institutionnels que la seule "famille élargie" ; citons l'échange de travail, le paiement en nature sur la récolte, l'instauration de solidarités villageoises, les contrats de métayage, etc., qui fournissent autant d'alternatives aux marchés des produits alimentaires, du travail, du crédit, de l'assurance. Des alternatives qui ont souvent, selon beaucoup auteurs⁷⁷, des coûts d'efficience très élevés.

Tel est par exemple l'avis de S. Popkin, lorsqu'il propose une "économie politique de la société paysanne"⁷⁸, qu'il veut différente des analyses menées par les "*moral economists*"⁷⁹, c'est-à-dire spécifiquement économique. Adoptant une vision utilitariste, il considère alors que les ressources et les institutions du village doivent être traitées comme des biens collectifs, et que les paysans appliquent la même logique d'investissement dans les villages que sur les marchés. Cela lui permet de démontrer la médiocre efficacité des institutions traditionnelles de "clientélisme" - dont la genèse s'explique pourtant en termes d'intérêts, de stratégies rationnelles - par rapport au marché. A cet égard, il insiste particulièrement sur les problèmes des *free-riders*, sur la médiocrité du *leadership*, sur l'hétérogénéité des intérêts individuels, etc. Ceci l'amène à poser que l'extension de l'autorité de l'Etat et de l'agriculture commerciale (donc des marchés) profite souvent en premier lieu aux paysans pauvres, dominés dans les relations clientélistes. Outre la réfutation empirique que l'on peut en de nombreux endroits opposer à cette conclusion, et le fait qu'elle échoue à prendre en compte l'existence concrète des réseaux de solidarité, l'analyse de Popkin a selon nous le mérite d'insister sur l'hétérogénéité des sociétés villageoises, sur l'importance des conflits qu'elles recèlent, et sur la difficulté à faire converger des stratégies individuelles souvent incompatibles⁸⁰.

La question de la persistance d'arrangements institutionnels perçus comme dysfonctionnels est alors clairement posée. S. Popkin, on le voit, trouve l'explication d'une telle persistance dans l'importance de la composante

⁷⁶ GOETZ (Stephan J.). - Interlinked Markets and the Cash Crop-Food Crop Debate in Land-Abundant Tropical Agriculture. - *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 41, n° 2, January 1993. - pp. 343-361. Nous montrerons, dans notre sixième chapitre, que l'existence de mécanismes de traite permet aussi d'établir certaines interrelations de cet ordre (cf. *infra*, pp. 413-417).

⁷⁷ Dont de Janvry & alii, 1991, *art. cit.*

⁷⁸ POPKIN (Samuel). - The Political Economy of Peasant Society. - in ELSTER (Jon), Ed. - *Rational Choice*. - pp. 197-247.

⁷⁹ Les socio-économistes, en quelque sorte.

⁸⁰ Même s'il ne nous paraît pas impératif d'intégrer le cadre de l'utilitarisme néo-classique pour analyser des phénomènes de ce type, nous le verrons dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 185-199).

stratégique des comportements individuels. De nombreux auteurs approfondissent cette question.

Certains se réfèrent à la théorie des jeux et plus précisément au célèbre "dilemme du prisonnier" : "(...) le coût, en l'absence de coopération, de s'écarter d'une règle existante peut être trop élevé pour des individus, et il est donc rationnel pour chacun d'eux de maintenir en l'état des institutions sub-optimales du point de vue social comme le sont par exemple les castes (...)"⁸¹. M. Fafchamps adopte aussi des instruments proposés par la théorie des jeux pour étudier les réseaux de solidarité dans les sociétés préindustrielles⁸², nous le verrons plus loin⁸³.

D'autres insistent plus particulièrement sur les imperfections de l'information disponible. Il s'ensuit une certaine préférence pour le *statu quo*, car la répartition des avantages à attendre d'un changement institutionnel demeure incertaine. La perpétuation du métayage, par exemple, peut s'analyser sous l'angle de la répartition du risque entre propriétaires fonciers et métayers⁸⁴.

Mais, d'une manière générale, comme l'indique fort justement A. de Janvry, toutes ces analyses n'expliquent pas vraiment "(...) pourquoi de nombreuses normes tendent à coexister pendant longtemps sans s'éliminer les unes les autres, ni pourquoi ces normes ne sont pas envahies de l'extérieur ou surclassées par d'autres nées en leur sein"⁸⁵.

Remarquons que cette prise en considération des imperfections des marchés ne constitue pas le point de départ de toutes les analyses récentes portant sur les comportements paysans. Certains se cantonnent à un cadre néo-classique plus strict. Exemple assez représentatif de toute une littérature anglo-saxonne, M. Rosenzweig utilise, pour décrire l'offre de travail des ruraux, un modèle néo-classique de ménages à plusieurs membres, seulement modifié pour tenir compte des différences de statut foncier, entre les paysans sans

⁸¹ De Janvry & alii, 1994, *art. cit.*, p. 3.

⁸² FAFCHAMPS (Marcel). - Solidarity Networks in Preindustrial Societies : Rational Peasant with a Moral Economy. - *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 41, n°1, octobre 1992 - pp. 147-174.

⁸³ Cf. *infra*, p. 80.

⁸⁴ Sur ces analyses, on lira : BESLEY (Timothy). - Nonmarket Institutions for Credit and Risk Sharing in Low-Income Countries. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 9, n°3, summer 1995. - pp. 115-127. Il pose : "Risk is central to this literature, which argues that many modes of organization, like sharecropping arrangements where the landlord receives a fixed proportion of the tenant's output, can be viewed as a rational response to limited possibilities for sharing risk and information" (p. 118).

⁸⁵ De Janvry & alii, 1994, *art. cit.*, p. 3.

terre, les métayers et les propriétaires⁸⁶. Testé sur un échantillon de ménages ruraux d'Inde, ce modèle permet, selon son auteur, de conforter globalement les implications des travaux néo-classiques sur la concurrence.

Plus récemment encore, J.P. Azam et C. Bonjean analysent la formation, au cours du temps, du prix du riz à Madagascar en appliquant des instruments utilisés usuellement dans l'étude des marchés d'actifs⁸⁷. Pour ces auteurs, il est clair que les paysans ne répondent pas à une "logique différente" : "La méconnaissance des mécanismes du marché est un luxe que ne peuvent pas s'offrir ceux dont leur compréhension est une condition de survie"⁸⁸. Dès lors, les mécanismes usuels de l'analyse standard peuvent s'appliquer sans grande difficulté. Ceci appelle deux remarques essentielles. D'une part, on pourra objecter qu'il y a lieu de distinguer connaissance du marché et capacité à s'adapter à ses mécanismes. Une telle capacité risque de ne pas être seulement limitée par la possibilité, envisagée dans l'article, d'une erreur de prévision. D'autre part, cette analyse ne paraît viable que dans ce cas très particulier du marché, brassant d'importants volumes, d'un produit stockable. Il est évident, alors, que les notions d'incomplétude ou d'échec du marché ne trouvent plus guère à s'appliquer⁸⁹.

Cette seconde remarque nous amène à un constat plus général : chacun des auteurs évoqués ici construit le support théorique de son analyse en fonction du "terrain" auquel il désire l'appliquer, de ce qu'il veut prouver : là les échecs du marché expliquant la survie de la "famille étendue", ici les mécanismes d'équilibre d'un marché d'actifs s'appliquant au marché malgache du riz, ailleurs encore le poids des rationnements en biens manufacturés contribuant à une élasticité-prix nulle ou négative de l'offre agricole, etc. Une telle démarche semble d'ailleurs tout-à-fait légitime, à condition bien sûr de ne pas prétendre, comme le font certains auteurs, à l'applicabilité générale du

⁸⁶ ROSENZWEIG (Mark R.). - Neoclassical Theory and the Optimizing Peasant : An Econometric Analysis of Market Family Labor Supply in a Developing Country. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 94, n°1, February 1980. - pp. 31-56.

⁸⁷ "Le riz, ou plutôt le paddy, ce qui revient au même, est un produit stockable. Par conséquent, la plupart du temps, l'évolution de son prix au cours du temps doit être à l'équilibre telle que le marchand représentatif est indifférent entre stocker ou vendre, à la marge. Il s'ensuit que son comportement crée un lien particulier entre le prix présent et le prix futur, où ses erreurs de prévisions jouent un rôle majeur. Cette relation n'est perturbée que par la saisonnalité qu'entraîne l'arrivée tous les ans de la récolte sur le marché" (AZAM (Jean-Paul), BONJEAN (Catherine). - La formation du prix du riz. Théorie et application au cas d'Antananarivo (Madagascar). - *Revue Economique*, Vol. 46, n°4, juillet 1995. - p. 1162).

⁸⁸ *Idem*, p. 1147.

⁸⁹ Les marchés que nous étudierons dans ce travail seront fort différents de ce marché du riz : en ancienneté, en importance, en continuité, en degré de monétarisation, etc. En outre, le paddy n'y occupera qu'une place marginale. Nous ne pourrions donc pas envisager l'étude de ces marchés selon la même optique que celle proposée ici par Azam et Bonjean.

modèle ainsi élaboré, mais d'admettre que ce dernier ne peut jamais apporter qu'une connaissance très partielle de la réalité, dont la complexité dépasse toute possibilité de mise en équations.

Dans toutes ces analyses toutefois, le but ultime demeure celui de "rationaliser" par la formulation mathématique. Le comportement modélisé est toujours celui d'un paysan optimisateur, agissant, sous des contraintes diverses, au sein d'un cadre néo-classique plus ou moins amendé. Une telle démarche prête évidemment le flanc à des critiques souvent faites aux modèles, celle de la "manipulation" économétrique, celle de l'irréalisme de leurs hypothèses, celle du caractère tautologique de la rationalité économique ainsi envisagée, etc. Concernant cette dernière critique, on tend effectivement à passer, d'un paradigme à l'autre, du "tout irrationnel" au "tout rationnel". Ce qui, comme le pose J.M. Boussard, peut amener à estimer inutile toute discussion sur cette idée même de rationalité⁹⁰ et se limiter à une conception "*a prioriste*", tout comportement pouvant être vu comme "économiquement rationnel", dès lors qu'il fait l'objet d'une mise en équations⁹¹.

Certains microéconomistes vont aller plus loin encore dans cette démarche, en intégrant au champ de l'analyse économique des variables que l'on nommera sociologiques ou anthropologiques.

1.2.2. La microéconomie anthropologique

Il est utile de replacer cette microéconomie au sein de ce que l'on appelle la "microéconomie sociologique", courant au sein duquel les théoriciens tentent d'appliquer le modèle walrasien à tous les domaines de la société. Plutôt que de modifier les hypothèses de base du modèle, on cherche alors à les appliquer à toutes les relations sociales, dans les théories du choix public, de la famille, de la bureaucratie, du capital humain, etc.

L'une des applications de ce courant concerne plus spécifiquement les populations du Sud, par l'introduction dans les modèles de variables anthropologiques, permettant ainsi de contrer les argumentations culturalistes sur l'ethnocentrisme de l'analyse économique standard. Cette application fait

⁹⁰ Il est selon lui possible de construire des modèles de décision dans lesquels la fonction d'utilité ne joue qu'un rôle très restreint (Boussard, 1987, *op. cit.*, p. 26), dans lesquels les décisions optimales à prendre immédiatement sont largement indépendantes de toute fonction d'objectif liée à la croissance de l'exploitation (p. 53). En d'autres termes, il n'est pas besoin de se préoccuper de cette question de la rationalité du comportement pour réussir à modéliser.

⁹¹ Nous aurons nous même, dans le chapitre suivant, certaines difficultés à éviter cet écueil d'une conception tautologique de la rationalité.

essentiellement appel à l'anthropologie appliquée anglo-saxonne et concerne aujourd'hui de nombreux travaux de microéconomie.

a - L'anthropologie appliquée anglo-saxonne

Cette démarche anthropologique tente d'étudier comment l'homme adapte des normes universelles, selon sa société, sa socialisation, etc. Ayant une vocation opératoire d'assistance à l'élaboration de "projets", la discipline a souvent entretenu d'assez étroits rapports avec l'analyse économique standard. Nous ne citerons ici que M. Cernea, qui travaille à la Banque Mondiale⁹², E. Chambers⁹³, et P.F. Barlett.

Stigmatisant les modèles "éconocratiques" et "technocratiques" inspirant souvent les interventions de développement⁹⁴, M. Cernea préconise une intervention du "*social scientist*" dans toutes les étapes de la fabrication des projets⁹⁵, mais s'attache en fait plus à la rationalité du projet lui-même qu'à celle de l'intervenant extérieur ou celle du "sous-développé". Ceci n'est d'ailleurs guère surprenant dans cette démarche qui privilégie d'abord l'"opérationnel".

L'intégration d'un volet anthropologique dans le discours estampillé "Banque Mondiale" constitue sans doute une réponse à des critiques souvent émises à l'encontre de l'action de "terrain" de l'institution⁹⁶. Un tel volet est aussi le pendant "participatif" de ce qui demeure l'essentiel du travail de la Banque : la mise en oeuvre, sur base de modèles théoriques standards, de politiques macroéconomiques bien plus déterminantes pour les conditions de vie des populations rurales que la mise en oeuvre d'une "participation" ponctuelle.

⁹² CERNEA (Michael M.). - *Using Knowledge from Social Science in Development Projects*. - World Bank Discussion Papers, n°114, 1991. - 54 p.

⁹³ CHAMBERS (E.). - *Applied anthropology, a practical guide*. - Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 1985.

⁹⁴ "By econocratic models I mean interventions that focus one-sidedly on influencing the economic variables, regarding them as the only decisive ones and assuming that the «rest» will necessarily «fall in place». (...) By technocratic models I refer to projects that address the technological variables more or less «in vitro», dis-embedded and dis-embodied from their societal context" (CERNEA (Michael M.). - *Sociological work within a development agency : Experiences in the World Bank*. - World Bank, August 1993. - pp. 2-3).

⁹⁵ M. Poncelet définit le rôle que Cernea accorde à ce "*social scientist*" : "Acteur à part entière du projet (quasi-administrateur), informateur des experts, avocat des populations cibles, finalement garant de la "moralité" du projet et réciproquement, garant de la participation" (PONCELET (Marc). - *Une utopie post-tiersmondiste. La dimension culturelle du développement*. - Paris, L'Harmattan, collection Alternatives rurales, 1994. - p. 175).

⁹⁶ Sur de telles critiques, on lira : BERTHELOT (Jacques), RAVIGNAN (François de), dir. - *Les sillons de la faim. Textes rassemblés par le Groupe de la Déclaration de Rome*. - Paris, L'Harmattan, Coll. Alternatives Paysannes, série développement et paysannat, 1980. - pp. 101-110.

P.F. Barlett passe elle en revue les différentes contributions que peut apporter l'anthropologie à l'analyse économique des processus de décisions agricoles⁹⁷. Elle insiste sur la capacité de l'anthropologue du développement à aborder les comportements paysans de façon beaucoup moins normative que l'économiste, mais, à bien des égards, la démarche, "formaliste", nous paraît assez similaire à celle des microéconomistes qui intègrent des variables anthropologiques à leurs raisonnements. En voici deux exemples. Tout d'abord, dans un texte consacré à l'analyse coût-bénéfice⁹⁸, P. Barlett pose que les difficultés d'une détermination de coûts d'opportunité réalistes sont moins dues à une méthodologie défailante qu'à des facteurs d'imperfection du marché dans les pays du Sud, ce qui correspond tout-à-fait au paradigme néo-classique amendé analysé précédemment. Plus loin, F. Cancian propose une théorie du comportement des paysans face à l'innovation⁹⁹ qui, malgré les distances prises avec le modèle néo-classique de base, demeure au coeur du paradigme de l'individu économiquement rationnel¹⁰⁰.

b - Les économistes et l'anthropologie

Anthropologie du développement et microéconomie anthropologique adoptent donc souvent des démarches fort proches, se traduisant par exemple par l'introduction dans les raisonnements du contexte "éthique" des transactions, de contraintes fortes sur le temps, ou encore de transferts intergénérationnels.

En premier lieu, A. de Janvry et *alii* considèrent que la transaction effective n'est qu'un "(...) épiphénomène qui ne peut être compris sans appréhender la totalité de ce qui se déroule au sein du ménage par des contrats entre les membres de la communauté, ou au sein de groupes et de réseaux organisés, de ce qui se déroule dans le temps ou sur d'autres marchés où se produisent les externalités de toutes ces transactions. Il est évident que l'on peut commettre des erreurs grossières en cherchant à conceptualiser les échanges au sein d'une communauté comme si l'on se trouvait face à des marchés parfaits. Les prix, en particulier, ne donnent qu'une information limitée

⁹⁷ BARLETT (P.F.), dir. - *Agricultural decisions making. Anthropological contributions to rural development*. - Academic Press, 1980. - 378 p.

⁹⁸ *Idem*, Chapitre 6, pp. 137-160.

⁹⁹ *Idem*, Chapitre 7, pp. 161-176

¹⁰⁰ Il veut démontrer que, face à l'incertitude, le paysan pauvre aura un comportement plus novateur que le paysan riche, qui tend d'abord à préserver sa situation. Ne s'intéressant qu'aux communautés moyennes, cette analyse ne peut nous être d'aucune utilité, dans notre approche de paysans très pauvres et marginalisés, qui, on le verra, ont un comportement passif face aux innovations.

sur la valeur totale d'une transaction si celle-ci se situe, par exemple, entre les membres d'un réseau d'assurance mutuelle (...)»¹⁰¹.

M. Fafchamps¹⁰² étudie ainsi les réseaux de solidarité dans les sociétés préindustrielles, en postulant des paysans économiquement rationnels, mais vivant dans une "*moral economy*"¹⁰³. Il veut démontrer qu'il n'y a pas de contradiction entre une formalisation usuelle du comportement et l'existence de valeurs éthiques dans les sociétés précapitalistes, des valeurs qui considèrent la solidarité comme une obligation morale et la survie comme un droit. Ces valeurs éthiques peuvent alors être analysées, d'une part comme des moyens de réduire le "hasard moral", en attachant une punition à l'inobservation des règles de solidarité, d'autre part comme des moyens de médiation, dans les relations asymétriques entre "joueurs", et de représentation de ce qui est juste et acceptable (les "règles du jeu").

F.R. Mahieu tente lui de formaliser les fortes contraintes de temps qui existent dans les sociétés africaines. Il développe ainsi un modèle intégrant, dans le processus de décision individuel, les droits et obligations communautaires. Posant un principe de priorité à la communauté, il axe ses raisonnements autour d'un ordre lexicographique, reléguant le marché à un rôle secondaire : "Tout calcul économique africain, avance-t-il, est déterminé préalablement par la pression communautaire"¹⁰⁴.

Enfin, M.R. Rosenzweig et K.I. Wolkin proposent un modèle intégrant les notions de famille élargie et de transferts intergénérationnels, et tentent ainsi de démontrer comment trois phénomènes majeurs dans les P.V.D. où la terre est rare (à savoir la famille élargie, la prédominance du travail familial et la rareté des ventes de terre) constituent les manifestations d'un contrat optimal implicite entre générations, un contrat qui maximise les gains issus de l'expérience paysanne¹⁰⁵. Il s'agit donc de "rationaliser" la famille élargie, communautaire, des anthropologues¹⁰⁶. Les auteurs avouent toutefois ne pas parvenir à expliquer la co-résidence des différentes générations, il subsiste donc une part

¹⁰¹ De Janvry & alii, 1994, *op. cit.*, pp. 4-5.

¹⁰² Fafchamps, 1992, *art. cit.*

¹⁰³ C'est ce qui différencie essentiellement son analyse de celle de Popkin, évoquée précédemment.

¹⁰⁴ MAHIEU (François-Régis). - Principes économiques et sociétés africaines. - *Tiers Monde*, n°120, 1989. - p. 727.

¹⁰⁵ ROSENZWEIG (M.R.), WOLKIN (K.I.). - Specific Experience, Household Structure and Intergenerational Transfers : Farm Family and Labor Arrangements in Developing Countries. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 100, supplement 1985. - pp. 961-987.

¹⁰⁶ En ne considérant plus son existence que comme une simple conséquence de l'imperfection des marchés.

d'irrationalité, non modélisable en attendant de futurs progrès de l'analyse économique.

Remarquons aussi que certains économistes keynésiens ont très vite tenté d'adapter leurs modèles en fonction de la réalité postulée des pays sous-développés. Ainsi R. Gendarme a proposé des indicateurs censés mieux prendre en compte les spécificités du comportement des agents économiques du Sud : les propensions à importer fortes, à procréer élevées, à adopter le progrès technique faibles, à stériliser les capitaux élevées, à travailler faibles. Cette dernière propension est alors définie comme une "tendance psychosociologique des individus à fournir cet effort particulier qu'est le travail, c'est-à-dire un effort en vue de produire. Cette notion comporte à la fois un élément objectif et un élément subjectif. L'élément objectif est constitué par l'état de santé et les conditions climatiques auxquels l'individu est soumis et qui détermineront sa capacité au travail. L'élément subjectif réside dans l'attitude psychologique de l'individu à l'égard du travail, c'est un élément composite, résultant d'une conception de la vie, de l'âpreté au gain, de la capacité à se fixer des buts dans l'avenir, etc."¹⁰⁷.

De telles propositions, issues d'une observation qui se veut objective du réel, manquent, comme beaucoup de propensions keynésiennes, de fondements microéconomiques rigoureux. La problématique des relations "micro-macro" se retrouve d'ailleurs dans la diversité des écrits issus de la Banque Mondiale.

1.2.3. L'approche de la Banque Mondiale

Cette approche a ceci de particulier qu'elle cesse d'être purement descriptive, puisqu'elle est aussi censée fonder microéconomiquement les politiques macroéconomiques mises en oeuvre dans les pays sous tutelle économique des institutions internationales. On quitte en quelque sorte le domaine de l'économie "académique" pour entrer dans celui de l'économie normative, tendant à indiquer ce vers quoi les comportements doivent tendre.

Les économistes de la Banque, abandonnant les considérations anthropologiques aux "*social scientists*", s'intéressent d'abord à l'entrepreneur agricole individuel, au paysan chef d'exploitation, mu par la seule recherche du profit. Nous allons dans un premier temps évoquer l'approche "Banque" usuelle, avant de nous pencher sur le concept désormais fort usité de "producteur-consommateur".

¹⁰⁷ GENDARME (R.). - *La pauvreté des Nations*. - Paris, Cujas, 1962. - p. 214.

a - *L'approche standard de la Banque Mondiale*

Après l'échec des politiques étatiques qui visaient en quelque sorte, par leur "modernité", à pallier l'irrationalité, l'inefficacité des paysans "traditionnels", la politique néo-libérale, dominante aujourd'hui, affiche au contraire une volonté de libérer et de mobiliser les énergies des petits producteurs, trop longtemps étouffées par les interventions étatiques¹⁰⁸. Il s'agit alors de rétablir la "vérité des prix" et de permettre aux incitations du marché - tant local que mondial¹⁰⁹ - de s'exprimer, ce qui ne peut que contribuer à lutter plus efficacement contre la pauvreté rurale¹¹⁰.

On retrouve les principes de cette politique dans le "Rapport Berg"¹¹¹, ainsi que dans les rapports annuels "sur le développement dans le monde". Le rapport de 1991 insiste ainsi sur la nécessité de promouvoir un climat porteur pour l'entreprise, notamment agricole¹¹². Les auteurs y présentent un agriculteur apte à réagir aux perspectives de profit, innovant, qui peut répondre aux incitations pour peu qu'on lui en accorde la possibilité.

Diverses objections sont certes possibles : on peut ainsi avancer que cette vision est fondée sur des présupposés théoriques erronés concernant le comportement des petits producteurs, qui s'avèrent être des individus aux logiques bien plus complexes que celles de cet agent néo-classique usuel¹¹³.

¹⁰⁸ Nous renvoyons le lecteur au texte de M. Haubert, présenté en 1994 dans le cadre de la préparation d'un ouvrage collectif portant sur les agricultures paysannes, un texte dont nous nous sommes inspiré pour rédiger ces quelques lignes (Haubert, 1994, *art. cit.*). Selon M. Haubert, le changement d'orientation en faveur des "petits producteurs" a été pris, à la Banque Mondiale, dès le milieu des années 70, après la guerre du Viêt-nam : les leçons de ce conflit ont fait "ressortir la nécessité d'éviter l'effondrement des paysanneries et de favoriser la constitution d'une classe de producteurs modernes garants de l'ordre économique et social" (p. 5). Mais bien souvent le recours affiché aux "petits exploitants" n'est qu'un succédané temporaire masquant une volonté d'émergence d'une nouvelle bourgeoisie agraire ou la reconstitution de grandes entreprises privées (p. 12).

¹⁰⁹ On lira par exemple : HUGON (Philippe), GERONIMI (Vincent). - Instabilité des recettes d'exportation, et changements de trajectoires des économies africaines. - in HUGON (Philippe), POURCET (Guy), QUIERS-VALETTE (Suzanne), dir. - *L'Afrique des incertitudes*. - Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., Coll. Tiers Monde, 1995. - pp. 38-39.

¹¹⁰ Lutte contre la pauvreté de masse d'une part, et libéralisation et extraversion des économies de l'autre, ne sont donc pas perçus comme étant antinomiques. Un diagnostic aujourd'hui assez largement démenti par les faits (Cf. Peemans, 1995, *art. cit.*, p. 26).

¹¹¹ BANQUE MONDIALE. - *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara. Programme indicatif d'action*. - Paris, Economica, 1981. Sur ce rapport et la doctrine de la Banque Mondiale, on lira Fontaine, 1987, *art. cit.*

¹¹² BANQUE MONDIALE. - *Rapport sur le développement dans le monde. Le défi du développement*. - Paris, Economica, 1991.

¹¹³ Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 10. G. Courade précise, dans la préparation du même ouvrage que les "(...) choix libéraux mettent en exergue les prix comme déterminants fondamentaux des réactions des producteurs ruraux supposés informés et devoir élaborer comportements et stratégies déconnectés de la totalité des pesanteurs et considérations écologiques, technologiques et socio-culturelles. Au point que l'on modélise ces comportements et que l'on

On peut aussi s'interroger sur la pertinence des "prix de référence", calculés sur la base d'hypothèses théoriques fortes, mais un tel débat n'a pas à entrer dans le cadre déjà vaste de ce chapitre. Quelle que soit la force des critiques émises, les principes dits "néo-libéraux" font l'objet d'abondants développements modélisés.

Ainsi, concernant cette capacité à répondre aux incitations, certains auteurs s'attachent à déterminer les contraintes qui risquent empêcher les producteurs d'exprimer leur rationalité. S. Migot-Adholla entreprend par exemple de démontrer que les systèmes fonciers traditionnels d'Afrique subsaharienne constituent une contrainte sur la productivité des petits exploitants¹¹⁴. Au delà des limites méthodologiques du modèle utilisé, de la force de ses hypothèses, on trouve ici l'idée que la rationalité individuelle de l'agriculteur africain se trouve bridée, dans sa faculté de répondre au "marché", par une contrainte foncière forte. Dans la logique opératoire qui sous-tend les travaux ayant le label "Banque", cela signifie qu'il est impératif de faire évoluer la propriété foncière dans le sens d'une appropriation individuelle, afin de libérer les énergies paysannes. C'est effectivement la position que défend officiellement l'institution.

La même idée est exprimée par H. Binswanger et J. von Braun, qui montrent que les innovations technologiques et le développement de la commercialisation conduisent à améliorer le sort des pauvres, pour peu que des circonstances institutionnelles ne viennent pas biaiser ces effets positifs¹¹⁵. Il convient donc de laisser agir les incitations du marché, sans tenter d'orienter vers les plus pauvres les gains issus de ces innovations technologiques et de cette commercialisation accrue des productions, en diminuant donc le poids des contraintes institutionnelles.

Remarquons d'ailleurs que les seules "concessions" faites dans le discours et l'action de la Banque aux variables "non économiques" ont concerné¹¹⁶ la "Dimension Sociale de l'Ajustement" (D.S.A.), aujourd'hui supprimée. Cette D.S.A. a consisté en l'élaboration de politiques de "ciblage",

calcule les élasticités-prix simples ou croisées de l'offre alimentaire à partir d'indicateurs simples". Sur les limites de la vision utilitariste de l'agent économique africain, on se référera aussi à : Fontaine, 1987, *art. cit.*

¹¹⁴ MIGOT-ADHOLLA (Shem), and others.- Indigeneous Land Rights Systems in Sub-Saharan Africa : A Constraint on Productivity ? - *The World Bank Economic Review*, Vol. 5, Number 1, january 1991. - pp. 155-175.

¹¹⁵ BINSWANGER (Hans P.), BRAUN (Joachim von). - Technological Change and Commercialisation in Agriculture : The Effect on the Poor. - *The World Bank Research Observer*, Vol. 6, Number 1, january 1991. - pp. 57-80.

¹¹⁶ Outre bien sûr la prise en compte de certains travaux d'anthropologie du développement, (essentiellement ceux de M. Cernea).

non pour interférer dans le jeu des mécanismes de marché, mais au contraire pour le faciliter, en réhabilitant certaines infrastructures nécessaires à une participation accrue des populations rurales aux échanges¹¹⁷. Certes, quelques travaux moins "monoéconomiques" sont parfois autorisés à s'exprimer dans les colonnes de l'officielle *Finances et Développement*, revue de la Banque mondiale et du F.M.I. Citons cet article de M. Dia, publié en 1991 - c'est-à-dire à l'époque de la D.S.A. - tendant à rapprocher le développement économique des valeurs culturelles africaines¹¹⁸. Un tel "point de vue"¹¹⁹ n'exprime en aucune façon une position institutionnelle, un changement de "dogme", et n'a d'ailleurs eu aucune implication opératoire.

b - Le "producteur-consommateur"

Certains auteurs complexifient quelque peu le modèle néo-classique de base en y introduisant le concept de "producteur-consommateur". Nous pouvons nous référer aux travaux de I. Singh, L. Squire et J. Strauss, et particulièrement à un article paru en 1986¹²⁰. Les auteurs y analysent un "ménage agricole" usuel et abstrait, sensiblement identique à celui postulé par D. Winkelman, quelque 25 années auparavant¹²¹. Précisons que cette notion de ménage, même "affinée"¹²², maintient l'hypothèse d'une fonction d'utilité collective, dont le chef de ménage est censé être le porteur.

Mais la différence essentielle entre ce modèle et l'analyse de Winkelman se situe dans la prise en compte, désormais courante, d'une spécificité du ménage agricole : la combinaison de deux unités fondamentales de la microéconomie, le ménage et l'entreprise. Dans de nombreux travaux, ces deux unités ne sont plus étudiées séparément, mais au sein d'une même

¹¹⁷ Sur la D.S.A., on lira : BANQUE MONDIALE. - *Les dimensions sociales de l'ajustement en Afrique. Programme d'action*. - Paris, Economica, 1990. Il s'agissait d'entreprendre des programmes d'action sociale, ayant pour objet de "réhabiliter des infrastructures non entretenues et des services d'assistance aux moyens limités et de promouvoir une participation accrue des institutions villageoises et communautaires aux activités économiques productives".

¹¹⁸ DIA (Mamadou). - Développement et valeurs culturelles en Afrique subsaharienne. - *Finances & Développement*, Vol. 28, n°4, décembre 1991. - pp. 10-13.

¹¹⁹ Le sous-titre de l'article est en effet : "Il est temps de saisir les ressorts psychologiques des décisions économiques en Afrique. Un point de vue".

¹²⁰ SINGH (I.), SQUIRE (L.), STRAUSS (J.). - A Survey of Agricultural Household Models : Recent Findings and Policy Implications. - *The World Bank Economic Review*, september 1986. - pp. 149-179.

¹²¹ Sur la modélisation du comportement d'un ménage agricole, on lira aussi : de Janvry & alii, 1991, *art. cit.*, pp. 1403-1405.

¹²² Par G. Becker, par exemple. Nous reviendrons sur ces débats autour de la notion de "ménage" lorsque nous aborderons les travaux du groupe A.M.I.R.A., dans la seconde section de ce chapitre (cf. *infra*, pp. 110-111).

approche du bien-être des ménages, de la taille du surplus commercialisable, du travail salarié, etc. Singh, Squire et Strauss proposent une maximisation de la fonction d'utilité du ménage, sous une contrainte de revenu, une contrainte de temps¹²³, et une contrainte de production, en posant un certain nombre d'hypothèses assez fortes, telle la substitution parfaite entre travail familial et travail extérieur¹²⁴. Au total, et malgré cette prise en compte d'un fait depuis toujours reconnu par les observateurs - la dualité production-consommation existait avant d'être modélisée ! -, des modèles de ce type demeurent, par essence, des approximations assez lointaines du réel¹²⁵.

C'est là selon nous une critique constante qui peut être faite aux études ayant le label "Banque". Supposées rechercher les fondements d'une "saine" politique agricole, ces analyses demeurent pourtant largement déconnectées, de par leurs hypothèses théoriques portant sur les comportements des individus, sur l'existence des marchés, sur la détermination des prix, etc., des réalités des "terrains" qu'elles prétendent étudier.

Remarquons que la théorie du producteur-consommateur peut aussi être utilisée pour infirmer les thèses défendues par la Banque Mondiale. G. Bordes¹²⁶ tente par exemple de démontrer que l'introduction de cette dualité dans un cadre néo-classique standard permet de remettre en cause une hypothèse fondamentale des théories fondant les P.A.S., concernant les réactions des producteurs aux incitations du marché : la fonction d'offre est postulée croissante¹²⁷. C'est, "classiquement", à travers une contrainte de temps que sont couplées production et consommation, ce qui conduit G. Bordes à obtenir une offre d'abord croissante, puis décroissante. Ceci confirme en tous les cas ce que nous posions précédemment : toute modélisation permet d'aboutir à ce que l'on désire prouver, sous réserve d'élaborer une batterie d'hypothèses adéquates et de construire des équations judicieuses.

Un tel constat nous amène à la conclusion de cette analyse de différentes facettes du paradigme du paysan "économiquement rationnel". On a pu voir la grande diversité des démarches proposées, permettant d'intégrer de

¹²³ Cette contrainte de temps permet de faire le lien entre la production et la consommation.

¹²⁴ On retrouve là le postulat de la perfection des marchés, qui permet d'envisager une récursivité entre décisions de production et décisions de consommation.

¹²⁵ Ainsi, selon M. Fontaine, une décision est prise "(...) en considérant simultanément les effets sur la production (quantités produites, ressources allouées...) et l'effet qu'elle produira sur la position relative des membres de l'"unité de base" (ménage, famille élargie, village), problème traditionnel en économie politique, insoluble, comme on sait, dans le cadre néo-classique" (Fontaine, 1987, *art. cit.*, p. 191).

¹²⁶ BORDES (Georges). - Les producteurs-consommateurs : des agents paradoxaux. - in LABOURDETTE (André), dir. - *Mélanges en l'honneur de Jean-Guy Mérigot*. - Paris, Economica, Coll. Gestion, Série Politique générale, Finance et Marketing, 1992. - pp. 843-866.

¹²⁷ Et ce malgré de nombreuses réfutations empiriques, on l'a vu.

multiples aspects des comportements individuels et collectifs. Au delà des différences du traitement mathématique, tous les auteurs adoptent une même démarche, qui tend à expliquer le comportement des agents économiques "sous-développés" comme une maximisation de certaines préférences sous certaines contraintes, c'est-à-dire à accorder à ces agents une "rationalité ultime"¹²⁸.

Mais une critique essentielle peut être émise à l'encontre de cette démarche : elle n'explique en rien l'origine de telles préférences. Comme le pose G. Grellet, une "(...) telle explication peut même être considérée comme tautologique dans la mesure où elle suppose que quand un agent agit contre son propre intérêt, la raison doit en être systématiquement attribuée soit au manque d'information de l'agent, soit à la myopie de l'observateur qui ne saisit pas les contraintes de l'environnement traditionnel"¹²⁹.

Cette démarche se révèle donc doublement tautologique car, d'une part, nous l'avons exprimé plus haut, tout peut être considéré comme rationnel car tout est, à terme, modélisable, et d'autre part on ne s'intéresse pas ici aux fondements de ce qui établit la justification de l'action - et donc sa rationalité ou non - c'est-à-dire à l'origine des préférences. P. Hugon met par exemple en lumière le rôle des normes existant dans les sociétés africaines, qui influencent largement les stratégies individuelles¹³⁰.

Une autre limite de ces modèles tient à leur médiocre prise en compte de la dimension temporelle des comportements et surtout, dans un monde incertain tel que le monde réel, de l'opacité du temps ; cette opacité explique l'existence de fortes préférences pour le présent, empêche la mise en oeuvre des logiques usuelles d'optimisation, etc.¹³¹.

Notons ici que ce caractère "simplificateur" des modèles ne nous semble pas faire problème en soi. Il est d'ailleurs parfaitement assumé par la plupart des auteurs, qui ne prétendent aborder le réel que sous un angle bien précis, à l'aide d'hypothèses reconnues réductrices. La démarche devient plus ambiguë lorsqu'il ne s'agit plus seulement de proposer une analyse explicative partielle, mais de fonder une politique macro-économique "néo-libérale" articulée autour de quelques postulats théoriques dont la pertinence peut aujourd'hui encore être mise en doute.

¹²⁸ On lira Poncelet, 1994, *op. cit.*, p. 160.

¹²⁹ Grellet, janvier-mars 1992a, *art. cit.*, p. 56.

¹³⁰ "(...) les comportements des agents africains ne conduisent pas généralement aux résultats attendus par l'économie orthodoxe. Les consommateurs répondent souvent moins aux incitations des prix qu'à des normes. Les producteurs ont des comportements d'offre atypiques" (Hugon, 1993a, *op. cit.*, p. 57).

¹³¹ Nous y reviendrons amplement dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 136-139).

Certains vont beaucoup plus loin dans la critique, ce qu'explique G. Grellet : "Une façon plus radicale de remettre en cause l'approche du développement par la rationalité des agents est de s'interroger sur l'existence de choix possibles. En effet de nombreux agents, et singulièrement les plus pauvres, intouchables, paysans endettés, femmes (indiennes mais non africaines), n'exercent pas de véritable choix ni dans leur travail ni dans la consommation"¹³². Une explication en termes d'asymétries d'information, de pouvoir peut paraître insuffisante, car elle n'indique pas, là encore, l'origine de telles asymétries.

De plus, un certain nombre d'auteurs estiment que ce sont tous les agents économiques, et parmi ceux-ci les paysans, qui ont un comportement plus ou moins "déterminé". C'est à l'étude de ce paradigme du "paysan déterminé" que nous allons consacrer la fin de cette première section.

1.3. Le paysan déterminé

Les défenseurs de ce paradigme refusent de considérer un individu libre de ses choix, autonome, comme le propose la théorie usuelle de la décision. Ainsi les théoriciens holistes en général, et marxistes en particulier, postulent tous un agent dont le comportement est déterminé par les structures économiques et sociales au sein desquelles il vit. P. Bourdieu postule lui un individu partiellement déterminé, et occupe une place à part dans le champ de la réflexion sur les comportements paysans, place qui empêche d'assimiler sa pensée à la vulgate marxiste.

1.3.1. Le paysan "condamné" des marxistes

S'inscrivant dans une vision linéaire et déterministe de l'évolution des sociétés, les théoriciens marxistes ont souvent tendance à considérer la société rurale comme "une survivance du passé, aux structures et aux rationalités non conformes à l'accélération de l'histoire, à la réalisation du progrès économique"¹³³, et qui disparaîtra avec l'avènement du socialisme. Le problème est alors de savoir si les populations rurales sont ou non susceptibles de s'allier aux forces de "progrès", qui conduiront à la société socialiste et à la réforme

¹³² Grellet, 1992a, *art. cit.*, p. 57.

¹³³ Mounier, 1992, *op. cit.*, pp. 17-18.

agraire¹³⁴. Telle est, en quelques mots, la vision usuelle sous-tendant les travaux des chercheurs marxistes.

Ces derniers se doivent de démontrer la capacité du matérialisme historique à rendre compte des réalités des sociétés précapitalistes. Il s'agit donc de "(...) remplacer l'anthropologie sociale par une section particulière du matérialisme historique consacrée aux formations économiques-sociales dont le mode de production capitaliste est absent, section dans laquelle collaboreraient historiens et ethnologues"¹³⁵. Histoire, économie et anthropologie sont donc intégrées dans une même démarche, qui tend à prouver l'universelle validité des concepts et des méthodes marxistes.

a - L'historiographie marxiste

En histoire, les débats se concentrent sur l'étude des modes de production et la problématique des passages entre ces modes : est-il possible d'éviter le passage par les étapes définies par le matérialisme historique ? En d'autres termes est-il possible de faire l'économie du capitalisme avant d'accéder au socialisme¹³⁶ ? Evolutionnistes, de nombreux marxistes idéalisent en quelque sorte la tradition, avec le postulat d'un mytique communisme primitif¹³⁷, qui conduit alors à assimiler toute communauté traditionnelle, ayant donc dépassé ce stade mytique, à une société de classes : "Le caractère pesant de la discipline et des obligations collectives au sein de la communauté villageoise, loin d'être un héritage du communisme primitif, résulte au contraire de l'intégration de la communauté dans un système social comportant l'exploitation de classe"¹³⁸.

A. Téné-Koyzoa s'attache ainsi à appliquer une telle grille de lecture aux sociétés centrafricaines précoloniales¹³⁹. Selon lui, ces dernières ne se situaient plus au stade de la "communauté primitive". Il distingue alors deux modes de production (MP) dominants : le MP "communautaire", chez les

¹³⁴ Sur la réforme agraire envisagée par les dépendantistes latino-américains, on lira : GUTELMAN (M.). - *Structures et réformes agraires*. - Petite collection Maspero, 1974. - 200 p.

¹³⁵ TERRAY (Emmanuel). - *Le marxisme devant les sociétés "primitives"*. - Paris, Maspero, 1969. - p. 173.

¹³⁶ La révolution chinoise semblait ainsi fournir une illustration de la possibilité d'un passage direct du féodalisme au socialisme.

¹³⁷ Selon G. Gosselin, la "communauté primitive" est "postulée par les marxistes comme le degré zéro des transformations historiques" (Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 250).

¹³⁸ J. Suret-Canale, cité par Gosselin, *idem*, p. 302. Sur l'étude des classes sociales au sein des sociétés précapitalistes, on lira particulièrement : STAVENHAGEN (R.). - *Les classes sociales dans les sociétés agraires*. - Paris, Anthropos, 1969. - 402 p.

¹³⁹ TENE-KOYZOA (Auguste). - *Histoire Economique du Centrafrique au XXème siècle*. - Thèse de Doctorat d'Etat, Université de Paris X (Nanterre), 1979. - pp. 10-19.

pygmées, les sociétés segmentaires sans Etat de cultivateurs ou d'éleveurs ; le MP "tributaire", dans les sultanats du nord et de l'est, se superposant au MP "communautaire" sans le détruire. Une telle analyse nous semble tout-à-fait représentative de la vision marxiste de l'histoire, telle qu'elle prévaut durant les années 70.

Parmi les principaux historiens marxistes, C. Coquery-Vidrovitch s'est particulièrement penchée sur le mode de production africain, qu'elle s'est efforcée de théoriser¹⁴⁰. Elle s'est comme beaucoup adaptée à la faillite du matérialisme historique, et met en oeuvre, avec d'autres, un projet de reconstruction d'une histoire totale¹⁴¹, sans pour autant revenir sur deux principes essentiels de la vulgate marxiste : le nécessaire dépassement d'une tradition "condamnée", et la situation de dépendance vis à vis du mode de production capitaliste, vécue par un paysan au comportement largement déterminé par cette domination. En premier lieu, elle pose, en 1985 : "(...) le comportement social de la communauté se montre globalement hostile au progrès économique", et "il paraît vain de vouloir fonder un nouveau système politique et social sur les rapports sociaux coutumiers"¹⁴². Plus récemment, elle expose ainsi la rationalité du paysan, dominé, du Tiers Monde : "Réduit de fait à sa force de travail, il fonde son raisonnement économique non sur le profit, mais sur l'économie de ses efforts. C'est pourquoi il serait erroné d'interpréter son refus de la modernisation comme une simple manifestation d'ignorance ou de mauvaise volonté"¹⁴³.

¹⁴⁰ Malgré les difficultés tenant à certaines des caractéristiques du continent : pas de structures de classes consolidées, dans des sociétés postulées "sans Etat" ; pas non plus de mécanismes d'extorsion de plus-value assimilables aux schémas marxistes usuels. Renvoyons à : COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - *Le Congo français au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930)*. - Thèse de doctorat ès lettres, Paris, Sorbonne, 1970. On pourra lire aussi : REY (Pierre-Philippe), dir. - *Le capitalisme négrier. La marche des paysans vers le prolétariat*. - Paris, Maspero, 1976. - 209 p. P.-P. Rey y pose les jalons d'un rapprochement "révolutionnaire" entre le prolétariat déqualifié asservi par l'impérialisme français et les paysanneries pauvres d'Afrique.

¹⁴¹ Nous renvoyons le lecteur à : Coquery-Vidrovitch, Hemery, Piel, 1988, *op. cit.* Dans cet ouvrage, les auteurs s'attachent moins au passage vers le socialisme qu'aux facultés humaines d'adaptation et de résistance, à l'apparition de dynamismes inédits. Délaissant le paradigme évolutionniste de la succession des modes de production, les auteurs insistent désormais sur la pluralité des voies de passage et les limites des politiques de modernisation.

¹⁴² COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - *Afrique noire. Permanences et ruptures*. - Paris, Payot, 1985. - pp. 204-205. On lira particulièrement la troisième partie de l'ouvrage ("La terre : de l'auto-subsistance paysanne pré-coloniale à la pénurie alimentaire contemporaine").

¹⁴³ Elle prend alors l'exemple des paysans cacaoyers du Sud Cameroun : "(...) la rationalité paysanne reste fondée sur le meilleur ratio production/travail, mieux assuré par une culture extensive de type traditionnel que par l'amélioration modernisée des rendements : la passivité totale à laquelle se heurtent les tentatives d'intensification de la culture sont en fait à interpréter comme une résistance totale à la surexploitation née de la distorsion des rémunérations, entre celles des produits primaires d'exportations et celles des pays occidentaux" (COQUERY-

Une critique souvent faite à de tels raisonnements tient en quelques mots¹⁴⁴ : il peut paraître difficile d'assimiler les paysanneries africaines à des "classes exploitées", sauf à mésestimer les transferts ville-campagne, l'influence des bases rurales de certains partis uniques, et les stratégies familiales d'investissement dans l'éducation¹⁴⁵.

b - L'analyse économique de la dépendance

Dans l'analyse économique de la dépendance, les "survivances" jouent un rôle essentiel, la résistance active ou passive des sociétés traditionnelles est célébrée, soutenue parfois, surtout lorsqu'elle est le fait des "paysans pauvres"¹⁴⁶, comme anticapitaliste et "progressiste". Mais cette résistance des structures précapitalistes est aussi perçue comme un frein au développement des forces productives dans les pays du Sud¹⁴⁷. La destruction de ces structures est donc à terme impérative, afin que se produise l'accumulation du capital, préalable nécessaire au passage vers une économie socialiste¹⁴⁸.

C'est pourquoi, là où le capitalisme n'aura pas été assez destructeur, les pouvoirs se réclamant du marxisme voudront détruire les "forces rétrogrades", abolir les "carcans traditionnels" s'opposant à la construction du socialisme scientifique et au développement. On retrouve là une des implications du paradigme du paysan irrationnel, qu'exprimait clairement A. Meister : la

VIDROVITCH (Catherine), dir. - *Sociétés paysannes du tiers Monde*. - Paris, L'Harmattan, 1991. - pp. 33-34).

¹⁴⁴ Critique exprimée notamment par P. Hugon, dans : HUGON (Philippe). - *L'économie de l'Afrique*. - Paris, Ed. La Découverte, 1993b. - p. 70. Sur ce thème des rationalités, on lira surtout la deuxième partie : "Les rationalités socio-économiques".

¹⁴⁵ Nous verrons que des arguments de ce type sont peu opératoires pour les populations Banda de la région d'Alindao, qui ne bénéficient que de très peu de ces "transferts", qui n'ont jamais formé la base rurale du pouvoir centrafricain, longtemps "confisqué" par les "Riverains" (cf. *infra*, pp. 461-463), et pour lesquels l'école ne représente que rarement une opportunité réelle d'investissement humain (cf. *infra*, pp. 451-453). Mais nous n'adopterons pas pour autant cette vision marxiste d'un paysan "déterminé" !

¹⁴⁶ De nombreuses études mettent en effet l'accent sur les différenciations internes des paysanneries, entre paysans pauvres faiblement monétarisés, condamnés à la migration, et paysans "moyens", mieux intégrés aux marchés et donc plus proches d'une agriculture capitaliste.

¹⁴⁷ Ceci conduira les marxistes à un certain rejet de l'économie dite "informelle", considérée comme un moyen de transférer des ressources du Sud vers le Nord (Cf. Peemans, 1995, *art. cit.*, p. 25).

¹⁴⁸ "Ainsi, il ne pouvait exister dans cette économie [l'Afrique noire] aucune des bases de l'accumulation. Il n'y a pas de propriété privée du sol, en particulier, donc il n'y a ni base d'accumulation primitive, ni travailleurs "libres". Au contraire, ces formations sociales qui ont leur cohérence, même si celle-ci est altérée et différenciée, seront en mesure de résister et de s'opposer à l'extension sur leur sol de rapports sociaux capitalistes". "Le capitalisme sera donc seulement destructeur : ce sera le sous-développement" (ESTANNE DE BERNIS (G. d'). - *Relations économiques internationales*. - Paris, Précis Dalloz, 1977. - p. 431).

tradition, postulée hostile au "progrès", quel que soit le "progrès" que l'on considère, doit être détruite, et le sera, irrémédiablement¹⁴⁹. A. Guichaoua a ainsi montré comment l'Etat congolais a entrepris de "liquider" le paysannat congolais¹⁵⁰.

Fort logiquement, de nombreux auteurs marxistes vont alors prendre parti contre la technologie dite "appropriée", et prôner, tel A. Emmanuel, une "véritable" modernisation de l'agriculture : "On a la dépendance de son sous-développement et non le sous-développement de sa dépendance ; on a la culture de sa technologie et c'est absolument illusoire de rechercher la technologie de sa culture"¹⁵¹.

c - L'école française d'anthropologie économique

A l'instar des historiens et des économistes, des anthropologues vont aussi s'attacher à appliquer les cadres du matérialisme historique aux sociétés dites précapitalistes ou "primitives". Au sein de l'école française d'anthropologie économique, nous retenons plus particulièrement les écrits de C. Meillassoux et M. Godelier.

Sans porter de jugements de valeur sur les structures et les mentalités traditionnelles, C. Meillassoux insiste sur l'inéluctable destruction des modes de production domestiques, malgré les résistances des sociétés d'autosubsistance. En 1964, il propose son *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*, qui demeurera comme un "classique" dans l'étude des sociétés paysannes africaines¹⁵². Il y met en lumière des phénomènes de désarticulation et de différenciation sociales dues à l'instauration d'une économie "primaire-exportatrice".

¹⁴⁹ La société socialiste marquera alors, pour les marxistes, le triomphe définitif de la raison.

¹⁵⁰ GUICHAOUA (André). - *Destins paysans et politiques agraires en Afrique centrale*. - Paris, L'Harmattan, 1989. - deux tomes, 208 p. et 191 p. Dans le second tome, il remet en cause la politique agraire menée en République Populaire du Congo : "Conçues en dehors des paysanneries et souvent à partir de programmes engagés grâce à l'exercice de la contrainte (...), les interventions productives de l'Etat ne sollicitent aucune adhésion autre que formelle - les mots d'ordre nationaux -, ni aucune créativité de la part des producteurs. Elles ne permettent donc qu'une anticipation paysanne réactive et dérivée dans le dépassement des contraintes "naturelles" auxquelles ils sont confrontés. Dans cette optique, le paysan - objet abstrait du développement - est véritablement "instrumentalisé" en fonction de finalités définies et imposées de l'extérieur vis-à-vis desquelles, il ne peut qu'être pris en défaut d'incompréhension, de non-exécution, de mauvaise volonté ou de déviation" (p. 166).

¹⁵¹ Cité par P. Hugon dans : HUGON (Philippe). - *La pensée française en économie du développement*. - *Revue d'économie politique*, n°101, 1991. - p. 200. On retrouvera les thèses d'Emmanuel dans : EMMANUEL (A.). - *Technologie appliquée aux technologies sous-développées*. - Paris, Institut de Recherches Marxistes, P.U.F., 1981.

¹⁵² MEILLASSOUX (Claude). - *Anthropologie économique des Gouro de Côte d'Ivoire*. - Paris, Mouton, 1964. - 371 p.

De même, M. Godelier, dans un ouvrage tout aussi célèbre¹⁵³, *Rationalité et Irrationalité en économie*, réfute les accusations d'irrationalité faites aux paysans, censés s'opposer au progrès technique - l'économie rationnelle est alors assimilée à l'économie efficace - et au progrès social - la rationalité est alors assimilée à la justice. Arguant, très "classiquement", de la "scientificité" des thèses marxistes, il tente d'établir une rationalité dégagée de toute "idéologie", qu'il définit comme "rationalité sociale" : elle n'est pas une rationalité proprement économique, mais une rationalité globale, totalisante, historique, et systémique. Une conduite économique qui semble irrationnelle retrouve alors une rationalité propre, replacée dans le fonctionnement d'ensemble de la société. La rationalité est donc d'abord perçue au niveau du système, elle est largement "inintentionnelle", les logiques systémiques déterminant fortement les conduites intentionnelles de l'individu¹⁵⁴ et réduisant d'autant sa marge de liberté.

Nous terminons, avec ce concept de "rationalité sociale", ce survol de la vision qu'ont - ou qu'avaient - les défenseurs du matérialisme historique de la rationalité des comportements paysans. Venons en, pour clore cette première section, à un auteur qui, bien que considérant un paysan au comportement en partie "déterminé" par les structures économiques-sociales, ne se réclame pourtant aucunement du courant marxiste, P. Bourdieu.

1.3.2. Le paysan face aux structures économiques : l'analyse de P. Bourdieu

La réflexion menée par ce sociologue est extrêmement riche, nous ne prétendons ici qu'en aborder certains points, qui entrent dans le cadre de ce survol théorique. Nous envisagerons d'abord ce que P. Bourdieu nomme "rationnel", avant de présenter le concept, fondamental dans la pensée de cet auteur, d'*habitus*.

a - Le rationnel chez Bourdieu

Lorsqu'il emploie le terme de "rationnel", il faut en fait entendre "capitaliste", ce qui ne signifie certes pas que le capitalisme soit jugé comme le meilleur système en soi, l'objectif à atteindre. La "rationalisation" n'est ainsi,

¹⁵³ Godelier, *op. cit.*, 1966.

¹⁵⁴ "L'action constante des membres d'une société pour intégrer et neutraliser l'événement ou la structure qui menace leur système social manifeste le lien interne entre rationalité intentionnelle et rationalité inintentionnelle" (*idem*, pp. 285-286).

pour l'Algérie de 1960, que le "procès d'adaptation à l'économie importée par la colonisation"¹⁵⁵.

Il s'agit alors de replacer le débat sur la "rationalisation" des conduites économiques dans sa vraie dimension, celle des inégalités économiques et sociales, qui déterminent pour partie le comportement : "Ceux qui posent la question rituelle des obstacles culturels au développement économique s'intéressent de façon exclusive, c'est-à-dire abstraite, à la «rationalisation» des conduites économiques et décrivent comme résistances, imputables au seul héritage culturel (...), tous les manquements au modèle abstrait de la «rationalité», telle que la définit la théorie économique : paradoxalement, la philosophie du développement économique qui réduit l'anthropologie à une dimension de l'économie conduit à ignorer les conditions économiques de l'adoption d'un comportement économique «rationnel» et attend de l'homme des sociétés précapitalistes qu'il commence par se convertir en homme «développé» pour pouvoir jouir des avantages d'une économie «développée»". P. Bourdieu ajoute : "les inégalités devant l'économie «rationnelle» et devant la «rationalité» économique ou, si l'on veut, les rythmes inégaux (selon les individus et les groupes) de la transformation des attitudes économiques sont avant tout le reflet des inégalités économiques et sociales" (pp. 11-12).

La "rationalisation" implique en outre une "adaptation à une organisation économique et sociale tendant à assurer la prévisibilité et la calculabilité", qui exige "une disposition déterminée à l'égard du temps et, plus précisément, à l'égard de l'avenir, la «rationalisation» de la conduite économique supposant que toute l'existence s'organise par rapport à un point de fuite absent et imaginaire"¹⁵⁶ (pp. 17-18). Ceci l'amène à proposer une "sociologie des dispositions temporelles", qui doit notamment permettre "de déterminer comment la condition de classe peut structurer toute l'expérience des sujets sociaux, à commencer par leur expérience économique, sans agir par l'intermédiaire de déterminations mécaniques ou d'une prise de conscience adéquate et explicite de la vérité objective de la situation" (pp. 12-13).

b - Le concept d'habitus

Ceci nous conduit à introduire le concept d'*habitus*, que l'on peut situer quelque part entre ces déterminations mécaniques et cette prise de conscience

¹⁵⁵ BOURDIEU (Pierre). - *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*. - Paris, Editions de Minuit, Coll. "grands documents", 1977. - p. 84.

¹⁵⁶ Nous reviendrons, dans le second chapitre de ce travail, sur les différentes visions du temps, qui se traduisent par la nette séparation entre prévoyance et prévision (cf. *infra*, pp. 173-175).

de la vérité objective. L'acteur n'est ni totalement déterminé par les structures sociales, contrairement à ce que veulent montrer les schémas marxistes usuels, ni doté d'une capacité de s'affranchir de ces déterminations¹⁵⁷. Réfutant l'idée d'autonomie du décideur inhérente à la théorie néo-classique, P. Bourdieu n'admet pas l'hypothèse selon laquelle l'adoption du style de vie moderne serait le résultat d'un "libre choix"¹⁵⁸.

L'*habitus* est alors défini comme un "système de dispositions acquises par l'apprentissage implicite ou explicite qui fonctionne comme système de schémas cognitifs et corporels"¹⁵⁹. Chaque agent possède un *habitus* singulier ; en modification constante, il est impossible à décrire, mais il existe des classes d'*habitus* qui séparent les différents groupes sociaux, dont on peut décrire les grands traits. Les classes dominées ont un *habitus* fermé, statique, qui ne leur permet que rarement de transformer les champs sociaux¹⁶⁰.

L'*habitus* s'élabore et évolue donc en fonction des structures économiques et sociales au sein duquel il s'insère, et bien souvent, la réinvention d'un nouveau système de dispositions s'accomplit sous la pression de la nécessité économique.

Nous reviendrons dans le deuxième chapitre sur les fondements de cette notion d'*habitus*¹⁶¹, du fait de l'importance qu'ils permettent d'accorder aux processus d'apprentissage, et aux limites, liées au contexte socio-économique, qu'ils posent à la perception que les agents ont du réel.

Il nous faut au préalable aborder la seconde section de ce chapitre, au sein de laquelle nous regrouperons toutes les analyses qui ne se réfèrent pas de manière univoque à l'un ou l'autre des trois grands paradigmes, et qui, au contraire, veulent souvent constituer des démarches alternatives.

¹⁵⁷ Cf. FERREOL (Gilles), NORECK (Jean-Pierre). - *Introduction à la pensée sociologique*. - Paris, Armand Colin, 1989. - 191 p.

¹⁵⁸ Structuraliste, il récusé logiquement cette "philosophie implicite de l'histoire, qui fait de la «société moderne», c'est-à-dire de la société capitaliste en sa forme américaine, le centre d'une universelle attraction" (Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 47).

¹⁵⁹ Ferréol et Noreck, 1989, *op. cit.*, p. 93.

¹⁶⁰ Il précise : "Bien que l'agent social ne puisse par essence appréhender dans sa totalité un système qui ne lui apparaît jamais que par profils, l'écart entre l'appréhension subjective et la vérité objective de la situation varie considérablement selon les situations de classe" (Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 116).

¹⁶¹ Cf. *infra*, pp. 156-159.

SECTION 2 : LES ANALYSES ALTERNATIVES

Nous distinguons trois grandes tendances, en reconnaissant les limites que peut présenter un tel "découpage", qui n'a d'autre objectif, on l'a dit, que de faciliter la lecture de ce support théorique. Nous nous pencherons en premier lieu sur les analyses qui tendent à poser le primat du fait culturel. Puis nous nous intéresserons à l'abondante littérature "développementaliste", issue des expériences de "terrain", qui se veut souvent une alternative empirique à une vision trop univoque de la réalité. Cette littérature a longtemps privilégié une approche systémique des réalités paysannes, nous le verrons dans un second temps. Mais, alors que le paradigme marxiste était peu à peu supplanté par les thèses "néo-libérales", les analyses systémiques ont progressivement laissé la place à des écrits redonnant toute sa place à l'acteur, à ses logiques et ses stratégies. Ce "retour de l'acteur" fera l'objet d'une troisième sous-section.

2.1. Le primat du fait culturel

Nous évoquerons ici les thèses dites "culturalistes", avant d'étudier les rapports qu'ont eus un certain nombre d'économistes "atypiques" à la culture, qu'ils n'ont pas, eux, essayé de modéliser.

2.1.1. La "culture" face au "développement"

En toile de fond des thèses culturalistes, on trouve les écrits ethnologiques, dont nous allons présenter quelques exemples. Mais nous nous attacherons surtout à mettre en lumière deux de leurs implications majeures, la première portant sur le "mythe" collectiviste, la seconde se rapportant aux débats sur les technologies.

a - En toile de fond : les écrits ethnologiques

La tradition ethnologique est à l'origine des thèses "culturalistes". Il s'agit, pour les ethnologues américains, comme M. Mead, ainsi que pour les anthropologues structuralistes non marxistes, de déceler les caractéristiques du fonctionnement des sociétés "primitives", en mettant en évidence les permanences a-historiques (la "personnalité de base" de Lévi-Strauss), plus que les facteurs d'évolution et de changement social¹⁶². Dans *Race et Histoire*,

¹⁶² Un structuralisme qu'E. Terray a pu qualifier d'"immobile" (Terray, 1969, *op. cit.*, p. 46).

C. Lévi-Strauss dénonce l'évolutionnisme qui est à la base des théories marxistes ou libérales, et des projets de développement mis en oeuvre dans le Tiers-Monde, comme négation de la diversité des cultures¹⁶³.

Ce relativisme culturel¹⁶⁴ a conduit divers auteurs à se livrer à une analyse épistémologique du développement, en dénonçant ce concept comme étant profondément occidental et "déculturant". Un tel discours, fruit d'une certaine tradition tiers-mondiste d'anti-occidentalisme, demeure assez largement déconnecté de la réalité et propose peu d'alternatives opérationnelles. Ainsi, S. Latouche veut démontrer que les "survivances" ne constituent pas des obstacles au "progrès", et qu'elles permettent au contraire une lutte efficace contre le sous-développement et les effets destructeurs de l'occidentalisation du monde¹⁶⁵.

De nombreux auteurs s'attachent alors à démontrer la spécificité des logiques régissant le fonctionnement des sociétés et des économies "traditionnelles"

Selon K. Polanyi, l'économie traditionnelle est généralement caractérisée par la réciprocité, la redistribution et la domesticité, correspondant à la permanence de dispositifs sociaux que sont la symétrie, la centralité et l'autarcie¹⁶⁶. Appartenant à l'école dite "substantiviste" d'anthropologie économique, il rejette l'analyse économique formelle basée sur le principe d'optimisation. La compréhension du comportement n'est alors permise que par la prise en compte des structures sociales et des systèmes de valeurs, propres à chaque société.

L'ethnologue P. Sahlins a lui voulu mettre en lumière la logique des agricultures dites "de subsistance", dans un ouvrage majeur, *Age de Pierre, âge d'abondance*¹⁶⁷. Selon lui, ces sociétés auraient les moyens, en temps et en techniques, de produire beaucoup plus qu'elles ne le font, mais elles s'y refusent ; l'"abondance" qu'elles vivent découle de la limitation de leurs propres besoins¹⁶⁸. Une "sagesse sociale" qui peut être opposée au productivisme des

¹⁶³ LEVI-STRAUSS (Claude). - *Race et Histoire*. - Paris, Unesco, 1952. - pp. 13-15.

¹⁶⁴ Sur le principe de l'irrationalité irréductible des fins, fondement du relativisme culturel, on lira Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 233.

¹⁶⁵ On retrouvera cette argumentation dans deux ouvrages : LATOUCHE (Serge). - *Faut-il refuser le développement ?* - Paris, P.U.F., Coll. "Economie en liberté", 1986. - 216 p. Ainsi que : *La planète des naufragés*. - Paris, La Découverte, 1991. - 338 p.

¹⁶⁶ Cf. Poncelet, 1994, *op. cit.*, pp. 194-196.

¹⁶⁷ SAHLINS (P.). - *Age de pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*. - Paris, Gallimard, 1976. - 409 p.

¹⁶⁸ Elles appliquent ce que Sahlins et d'autres auteurs appellent la "règle de Chayanov", à savoir l'ajustement de l'intensité du travail sur les besoins du groupe. Sur cette règle, on lira : CHAYANOV (A.V.). - *Theory of Peasant Economy*. - Irwin, Homewood, 1966. De nombreuses analyses des comportements paysans se référeront à cette règle, et postuleront que les

sociétés occidentales. Au contact du "terrain", nous nous sommes interrogé sur la réalité d'une telle "sagesse", de la part de sociétés qui refuseraient l'économie et se satisferaient d'une autarcie permettant d'obtenir le strict nécessaire¹⁶⁹.

Les théoriciens de la Négritude ont eux voulu mettre l'accent sur la spécificité et la noblesse de la "pensée nègre". Celle-ci est dominée par une puissance d'émotion, qui la conduit à l'assimilation intuitive de l'objet, du monde extérieur. "Cette raison intuitive s'oppose à la raison discursive du Blanc-Européen, à l'analyse objective et conceptuelle qui interpose un écran entre l'homme et le monde extérieur. Le Noir procède par induction et intuition, les autres par analyse et déduction"¹⁷⁰. De tels discours ont amené de nombreux analystes à douter de l'émergence, en Afrique, des valeurs d'entreprise (risque, volonté de réussite, etc.), qui seules peuvent donner naissance à l'entrepreneur shumpétérien, censé être à l'origine du développement du Nord. Nous y reviendrons plus loin, avec l'étude des analyses menées par J. Binet¹⁷¹.

Ces discours "culturalistes" demeurent souvent assez abstraits, bien qu'ils aient quelques implications opérationnelles. Nous distinguons les écrits s'attachant à la recherche de l'organisation sociale pouvant conduire les paysanneries africaines à un "autre" développement de ceux qui étudient les techniques "appropriées".

b - Une première application : le "mythe" collectiviste

G. Belloncle est fort représentatif de ces auteurs qui ont une vision "culturaliste" de la vie des villages africains. Il désire réhabiliter la "Tradition" comme vecteur de développement et propose le village comme base d'un développement gradué et consenti : "Si le développement se fait jusqu'ici si peu ou si mal, cela ne peut être en rien attribué à une prétendue passivité paysanne, encore moins à l'obstacle que constitueraient les structures traditionnelles"¹⁷². Il remet en fait en cause les modes d'approche du milieu

paysans ne sont pas des maximisateurs d'utilité, à la différence d'autres ménages, mais qu'ils sont plutôt motivés par la satisfaction des besoins ou par le désir d'assurer une reproduction simple.

¹⁶⁹ G. Sautter a émis de tels doutes dans un texte publié en 1981 : SAUTTER (Gilles). - Ambiguïté des temps agricoles dans les agricultures de subsistance et de transition. - in *Parcours d'un géographe, op. cit.*, 1993. - pp. 202-212.

¹⁷⁰ L.S. Senghor, cité par Binet dans : BINET (Jacques). - *Psychologie économique africaine*. - Paris, Payot, 1970. - pp. 205-206.

¹⁷¹ Cf. *infra*, pp. 104-105.

¹⁷² BELLONCLE (Guy). - *La question paysanne en Afrique noire*. - Paris, Karthala, 1982. - p. 84. Pour avoir une vision d'ensemble des analyses et de la pratique de terrain de G. Belloncle, on lira aussi : BELLONCLE (Guy). - *Anthropologie appliquée et développement associatif*. Trente

villageois : "(...) au lieu de chercher à détecter, dans chaque village, les paysans-pilotes ou les paysans de pointe, accepter de s'adresser collectivement au village, en l'aidant à analyser les problèmes qui se posent à lui et à chercher les innovations techniques adoptables par tous"¹⁷³. Il propose une démarche alternative basée sur la capacité traditionnelle à l'entente et à la réflexion commune, par le biais de la palabre, "institutionnalisée" au sein d'associations villageoises de développement.

On peut bien entendu apporter maintes critiques à ce qui apparaît à beaucoup comme le "mythe du collectivisme villageois"¹⁷⁴, qui tend à survaloriser le stéréotype du consensus traditionnel¹⁷⁵ et le caractère "démocratique" de la prise de décision coutumière¹⁷⁶.

De fait, ce "mythe" collectiviste, et la vision unanimiste qui le sous-tend, tendent à oblitérer l'existence des clivages, des conflits, des dominations, qui divisaient et divisent les paysanneries africaines. Issus d'une double filiation, chrétienne et socialiste, ils ont conduit de nombreux théoriciens et praticiens du développement à insister sur l'insertion de l'action "(...) au sein des structures sociales qui régissent l'organisation socio-économique des collectivités villageoises"¹⁷⁷, et surtout à tenter de "réinterpréter" ces "solidarités" communautaires en des démarches coopératives.

années d'expérimentation sociale en Afrique sahélienne (1960-1990). - Paris, L'Harmattan, 1993, 184 p.

¹⁷³ Belloncle, 1982, *op. cit.*, p. 22.

¹⁷⁴ OLIVIER DE SARDAN (J.P.). - Sciences sociales africanistes et faits de développement. - in BOIRAL (P.), LANTERI (J.F.), OLIVIER DE SARDAN (J.P.). - *Paysans experts et chercheurs en Afrique noire*. -, Paris, Karthala, 1985. - p. 39.

¹⁷⁵ Nous avons pu effectivement constater combien semblait inadéquate, dans les villages de la région d'Alindao, l'affirmation suivante : "Quel que soit le village africain dans lequel vous vous rendez, il vous suffit d'aller présenter vos salutations au chef de village, et si vous en exprimez le désir, moins d'une heure après votre arrivée, tous les chefs de famille sont réunis sous l'arbre à palabre, et vous pouvez dès lors sans autre forme de préparation, aborder les problèmes les plus essentiels : agriculture, élevage, eau, santé, éducation" (Belloncle, 1982, *op. cit.*, p. 76).

¹⁷⁶ Ainsi, J. Lombard pose, à propos de l'autorité africaine : "Si on a beaucoup parlé de la palabre africaine, on a ignoré généralement qu'elle était le fondement d'une coutume institutionnalisée, à fonction politique, et qui intervenait à tous les niveaux de la réalité sociale (...). L'autorité personnelle, l'autorité d'un seul individu, était en Afrique inconcevable sans l'assistance et le contrôle d'un organe collectif (...). Toute autorité détenant un pouvoir quelconque devait donc convaincre avant de décider (...). Cette recherche démocratique de l'unanimité, ces qualités de persuasion exigées du chef jouaient un grand rôle dans la conception africaine de l'autorité" (LOMBARD (Jacques). - *Pensée politique et démocratie dans l'Afrique Noire traditionnelle*. - Paris, *Présence Africaine*, n°63, 3ème trimestre 1967. - pp. 16-32).

¹⁷⁷ Propositions pour une réorientation des actions de développement rural en Afrique et à Madagascar. Rapport de la Société d'Etudes pour le Développement Economique et Social. - in Association pour le Développement International, 1968, *op. cit.*, p. 72.

H. Desroche a été l'un de ceux qui ont abordé la question du développement rural sous l'angle des dynamiques coopératives¹⁷⁸. Lucide sur les conditions d'émergence d'un véritable mouvement de cette nature, il présente la coopération comme une voie médiane, entre la logique individualiste prônée par les libéraux et la logique communautaire décrite par les ethnologues.

C'est en Tanzanie que l'on a pu trouver le cas le plus radical de réinterprétation collectiviste de solidarités traditionnelles - réelles ou postulées. Il s'agissait de mettre en oeuvre un socialisme très pragmatique basé sur une construction sociale supposée très proche de la tradition communautaire africaine. Impliquant une politique de "villagisation" très vite basée sur la contrainte, afin de regrouper les populations dans des villages communautaires socialistes, cette stratégie se heurta aux réticences croissantes des paysans, et fut finalement abandonnée. Plus souple, la voie du "Développement Communautaire", surtout appliquée en Afrique anglophone, vise à former ou revivifier des groupes d'aide mutuelle et les orienter vers des travaux d'intérêts communs. Mais elle tend elle aussi souvent à considérer un village communautaire, homogène, ce qui l'expose à de nombreux insuccès, nous le verrons d'ailleurs dans la suite de notre travail¹⁷⁹.

L'échec de l'*Ujumaa*¹⁸⁰, le caractère artificiel des réseaux de coopératives implantées en Afrique noire¹⁸¹, les limites de l'action des agents du Développement Communautaire, ont permis de déceler les nombreuses différences qui existent entre les solidarités dites "traditionnelles" et les logiques de la "coopération pour le développement". Nous n'insistons pas ici sur ce point, qui sera détaillé dans le chapitre suivant¹⁸².

Attardons nous à présent sur les implications "techniques" qu'a eu la reconnaissance du rôle de la culture dans les processus de développement.

¹⁷⁸ DESROCHE (Henri). - *Coopération et développement. Mouvements coopératifs et stratégie du développement*. - Paris, P.U.F., I.E.D.E.S., 1964. - 336 p.

¹⁷⁹ Cf. *infra*, pp. 529-530.

¹⁸⁰ Sur la "voie tanzanienne", on lira : ZANTMAN (Alain). - *Le Tiers-Monde. Les stratégies de développement à l'épreuve des faits...* - Paris, Hatier, 1990. - pp. 277-295.

¹⁸¹ La coopérative villageoise n'a souvent été qu'une "coquille vide", source de luttes de pouvoir, de mainmise de l'administration, etc. Sur l'échec, notamment, des COOPEC (coopératives d'épargnes et de Crédit), on pourra lire : GENTIL (Dominique), FOURNIER (Yves). - *Les paysans peuvent-ils devenir banquiers ? Epargne et crédit en Afrique*. - Paris, Syros, Coll. "Ateliers du développement", 1993. - 271 p.

¹⁸² Cf. *infra*, pp. 192-195. Nous pouvons d'ores et déjà renvoyer le lecteur à l'article de M. Haubert : HAUBERT (Maxime). - Tradition communautaire et modernité coopérative : Evolution, greffage ou récupération ? - *Tiers Monde*, n°88, octobre 1981. - pp. 789-808.

c - Une seconde application : les technologies locales ou "appropriées"

Si tous les auteurs, contrairement aux tenants de la "technologie développée", posent ce primat du social, du culturel, sur le technique, certains considèrent toujours le changement technique comme exogène alors que d'autres privilégient les évolutions techniques provenant de la société considérée elle-même.

Parmi ceux-ci, nous pouvons citer G. Dupré, qui en 1991, après avoir utilisé les outils du matérialisme historique, dirige un ouvrage pluridisciplinaire tendant à revaloriser les savoirs paysans. Ces savoirs ne sont plus perçus comme autant d'obstacles au progrès, mais reconsidérés, sans fétichisme toutefois : "(...) les sociétés paysannes changent, se transforment, innovent. Elles empruntent à leurs voisins des techniques mais aussi des rituels et des institutions politiques. Et cela à un rythme qui n'est pas forcément aussi lent que l'on a bien voulu le dire. Et si, souvent, les sociétés paysannes ont été décrites comme immobiles, cela tenait au regard qui était porté sur elles et qui excluait *a priori* tout questionnement sur leur histoire. Cela tenait aussi à la brièveté des études sur place, qui rendait impossible la perception des changements qui s'y opéraient"¹⁸³.

Selon G. Dupré, ces savoirs peuvent et doivent être la base d'un autre développement, "endogène". Leur lente disparition actuelle risque alors de compromettre les chances d'évolution des sociétés paysannes du Sud : "La disparition des savoirs et l'appauvrissement des milieux qui lui est lié sont les révélateurs et les symptômes d'une crise des sociétés paysannes dans le contexte du développement"¹⁸⁴.

Tout en plaçant la culture au centre du débat sur la diffusion voire la genèse des innovations, les partisans des "technologies appropriées" posent eux, comme les marxistes et les libéraux, que le changement technique - comme le changement en général - est d'abord le fait de facteurs exogènes. Mais cette technologie doit être "appropriée", adaptée à la société dans laquelle elle est implantée. Elle est intermédiaire, en coût, en sophistication et en consommation de main d'oeuvre. Elle incorpore peu d'éléments sophistiqués inaccessibles aux paysans utilisateurs : "L'outil simple, pauvre, transparent est un humble serviteur ; l'outil élaboré, complexe, secret est un

¹⁸³ DUPRE (Georges), dir. - *Savoirs paysans et développement*. - Paris, Karthala, 1991. - p 20.

¹⁸⁴ *Idem*, p. 19. Ce discours est assez proche de celui tenu en 1979 par les membres du Groupe de la Déclaration de Rome, qui voyaient dans l'introduction de la technologie occidentale une cause majeure des famines.

maître arrogant"¹⁸⁵. Elle est en outre, souvent, une technologie "douce", qui respecte les écosystèmes et ne compromet pas la préservation de l'environnement¹⁸⁶.

Un exemple représentatif des débats opposant défenseurs de la technologie "appropriée" et promoteurs de la technologie "développée" est constitué par l'alternative "motorisation ou culture attelée". A. Emmanuel, prône, on s'en doute, la motorisation : "Quand on préconise la culture attelée comme «technique intermédiaire» en Afrique, on oublie tout simplement que, hormis certaines régions, cette technique est, pour le paysan africain, plus «nouvelle», plus déconcertante et considérablement plus difficile à maîtriser que le tracteur. Il ne faut que quelques heures pour reconvertir un chauffeur de camion ou un mécanicien de garage (métiers pléthoriques en Afrique noire) respectivement en tractoriste et bricoleur de tracteur, alors qu'il faut de longues années, sinon l'expérience accumulée de plusieurs générations, pour apprendre à bien soigner les chevaux ou les boeufs et à s'en servir convenablement pour les labours"¹⁸⁷.

Les défenseurs de la culture attelée avancent eux des arguments tenant aux inégalités qu'engendrent le tracteur, aux difficultés d'un suivi mécanique effectif, et enfin à la rentabilité de cette motorisation : "On sait maintenant qu'au Sud du Sahara, les solutions qui font intervenir le matériel motorisé ne sont généralement pas rentables, même si on ne fait entrer que les frais de fonctionnement et d'entretien dans le calcul de la rentabilité"¹⁸⁸.

Aujourd'hui, ce sont très souvent les savoirs locaux ou les technologies intermédiaires qui, faute d'adversaires, sont privilégiés dans les discours sur les paysans et leurs rapports au "développement". Ainsi, de nombreux agronomes intègrent désormais dans leurs recherches et revalorisent dans leurs propositions les savoirs paysans¹⁸⁹. Il convient d'être circonspect face à cette tendance à la reconnaissance de savoirs paysans ; elle peut être aussi, met en garde J.P. Raison, dans un contexte africain d'ajustement structurel et de déliquescence étatique, "(...) une manière de se défausser en prônant le laisser-faire"¹⁹⁰.

¹⁸⁵ ILLICH (I.). - *La convivialité*. - Paris, Editions du Seuil, 1973. - p. 101.

¹⁸⁶ On lira : SACHS (I.). - *Stratégies de l'éco-développement*. - Paris, Editions ouvrières, 1978.

¹⁸⁷ Cité par S. Latouche, 1986, *op. cit.*, p. 43.

¹⁸⁸ RAULIN (H.), REYNAUD (E.). - *L'aide au sous-développement*. - Paris, P.U.F., Coll. "Tiers-Monde", 1980. - p. 43.

¹⁸⁹ On lira particulièrement : DUFUMIER (Marc). - *Environnement et développement rural*. - *Tiers Monde*, n°130, avril-juin 1992. - pp. 295-310. Et aussi, du même auteur : *Agriculture, Ecologie et développement*. - *Tiers Monde*, n°134, avril-juin 1993. - pp. 245-261.

¹⁹⁰ RAISON (Jean-Pierre). - Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux. - in CHOQUET (C.), DOLLFUS (O.), LE ROY (E.), VERNIERES (M.), dir. - *Etats des*

Certains économistes ont aussi été amenés à s'intéresser au fait culturel, sans le rejeter dans l'irrationalité ou s'efforcer de le modéliser.

2.1.2. Des économistes face à la "culture"

Nous ne citerons ici que quelques auteurs, que nous estimons représentatifs de cette tendance. Nous évoquerons tout particulièrement les analyses de J. Austruy, de F. Perroux et de A.O. Hirschman, avant de nous pencher sur la vision de la "psychologie économique africaine" qu'a proposée, en 1970, J. Binet.

a - "Structuralistes" et "humanistes" à la découverte du fait culturel

Les thèses de Jacques Austruy ont cet intérêt d'allier une approche structuraliste du développement économique à une prise en compte du fait culturel.

Dans *Le scandale du développement*, en 1965, il tente de montrer comment le sous-développement, loin de procéder de l'inadaptation de la tradition à des normes nouvelles véhiculées par les développeurs, relève d'un calcul à certains égards très rationnel¹⁹¹. Il pose ainsi que "... nos mesures de comptabilité qui ignorent tout des formulations indigènes du bonheur, et ne saisissent que la marchandise, nous interdisent de voir ce que le choix du développement peut comporter d'irrationnel ex-ante". Il faut en fait que, selon ces critères "indigènes", la somme actualisée des avantages qui résulteront du choix pour le développement soit supérieure à la somme actualisée des coûts qui en seront la contrepartie, pour qu'il soit économique de décider l'acceptation du processus¹⁹².

Assez éloignés du structuralisme d'Austruy, F. Perroux et A.O. Hirschman sont eux représentatifs d'une certaine économie "humaniste", qui constitue en quelque sorte le pendant "moral" du monoéconomisme dominant, et ont influencé les positions des institutions des Nations Unies¹⁹³.

F. Perroux, moins "culturaliste" qu'"humaniste" désire poser les bases d'un *nouveau développement*, plus respectueux de l'individu et de sa culture. Il

savoirs sur le développement. Trois décennies de sciences sociales en langue française. - Paris, Karthala, 1993. - pp. 148-149.

¹⁹¹ AUSTRUY (Jacques). - *Le scandale du développement.* - Paris, Rivière, 1965. - 535 p.

¹⁹² Sur la pensée de J. Austruy, on lira : Poncellet, 1994, *op. cit.* pp. 59-64.

¹⁹³ Des positions qui reflétaient aussi les conceptions défendues, notamment au sein de la C.N.U.C.E.D., par différents représentants des pays du Tiers-Monde, latino-américains en particulier. Ces influences n'ont plus aujourd'hui qu'une portée très limitée.

insiste sur les capacités de résistance des valeurs culturelles et traditionnelles de paysannats qui sont intimement liés à leur sol et qui "(...) sont dotés d'énergies issues des profondeurs intimes du passé ancestral et qu'aucune action extérieure n'a pouvoir de détruire tout-à-fait"¹⁹⁴. L'extension du marché et du capitalisme dans ces sociétés est pourtant déculturante, car ceux-ci "consomment des valeurs culturelles et morales qu'ils ne remplacent pas", déstabilisant les normes et réifiant les esprits¹⁹⁵. Cette analyse, atypique de la part d'un économiste, a influencé le discours "onusien" qui, sans être proprement "culturaliste", se veut souvent alternatif aux schémas économiques dominants.

La référence souvent faite aujourd'hui à la culture, dans le cadre de la décennie dite "de la culture", à l'U.N.E.S.C.O. notamment, tend à donner une nouvelle dimension à des concepts déjà anciens et jugés obsolètes par beaucoup, tels que le développement endogène, l'autonomie, l'autopromotion, le développement intégré, l'authenticité, la *self-reliance*, le développement intégral, humain¹⁹⁶, communautaire, etc. Selon M. Poncelet, "toutes ces thématiques, appelées à se ranger sous la bannière de la culture, acquièrent une portée nouvelle"¹⁹⁷.

Bien avant le *nouveau développement* de F. Perroux et la "décennie de la culture" de l'U.N.E.S.C.O., une autre analyse économique atypique a incité le P.N.U.D. à s'orienter vers une démarche participative. En effet, dès 1958, A.O. Hirschman remet en cause les analyses standards axées sur le postulat des facteurs manquants (capital, esprit d'entreprise, savoir technique), qui s'efforçaient d'identifier les obstacles divers au "progrès" : système foncier traditionnel, famille étendue, instabilité administrative, manque d'éducation, défaut d'épargne, etc.¹⁹⁸. Selon lui, tous les facteurs rares sont réductibles à une rareté de base, celle d'une volonté de développement, qui cesserait de s'inventer toutes sortes d'atermoiements ou d'obstacles, et serait capable de prendre des décisions allant dans le sens de ce développement. Cette "rareté de base", qui ne saurait "(...) être enfermée dans une intentionnalité purement

¹⁹⁴ PERROUX (François). - *Pour une philosophie du nouveau développement*. - Paris, Aubier, Presses de l'Unesco, 1981. - p. 194.

¹⁹⁵ *Idem*, pp. 222-223.

¹⁹⁶ Nous renvoyons aux travaux de M. Ul Hak, sur l'Indice du Développement Humain (I.D.H.).

¹⁹⁷ Même si, ajoute M. Poncelet, les thèses culturalistes radicales dénoncent là une "(...) vaine tentative visant à relancer un développement moribond en lui conférant une couleur locale" (Poncelet, 1994, *op. cit.*, p. 107).

¹⁹⁸ Les traditions africaines ne sont donc plus considérées, par essence, comme autant de "blocages". On lira : HIRSCHMAN (A.O.). - *The Strategy of Economic Development*. - Yale University Press, 1958.

économique, (...) tient essentiellement à l'image mentale que le sous-développé se fait de sa propre perspective de croissance".

Une telle capacité à prendre des décisions de développement¹⁹⁹ est donc dans l'analyse d'Hirschman identifiée comme la ressource rare qui conditionne les autres raretés et difficultés, elle nécessite une structuration paysanne appropriée²⁰⁰, et touche alors au plus profond de la culture, de la psychologie des "sous-développés". C'est à la description de cette psychologie que s'est d'ailleurs attaché, pour le cas de "l'Africain", G. Binet²⁰¹.

b - Psychologie économique africaine et modernité

L'analyse menée en 1970 par ce directeur de recherche à l'ORSTOM, et l'étude proposée deux années plus tard par D. Winkelman - évoquée dans la première section - sont représentatives de deux courants assez différents de l'analyse économique du comportement du "sous-développé" : du côté de Winkelman, il s'agit d'initier l'intégration dans les modèles de variables complémentaires, jusque là négligées ; l'objectif de Binet est au contraire d'analyser des faits et des gestes non modélisables, car échappant "à tout jugement de rationalité économique"²⁰².

Ce dernier passe ainsi en revue toutes les contraintes qui "viennent s'opposer à un développement de la rationalité" - sous-entendu celle de l'*homo economicus*. Qu'elles soient matérielles ou physiologiques, techniques, sociales ou religieuses, ces contraintes "restreignent le champ laissé ouvert à la libre décision" (p. 164), ne permettent pas au paysan d'avoir le recul suffisant pour "juger l'action" (p. 174). Il conclut : "Peu intéressés au départ, les Africains n'orientent pas vers leur vie économique les forces vives de leur esprit. Ils acceptent les contraintes qui guident leurs activités. L'effort vers une rationalité économique et un calcul des actes et de leurs conséquences en devient inutile" (pp. 175-176).

En outre, de nombreux calculs sont selon lui basés sur des profits non économiques, liés par exemple au primat du surnaturel, irréductibles donc à toute modélisation. Il pose l'existence d'un "principe de plaisir" qui nous laisse quelque peu dubitatif : opposé au calcul rationnel, ce principe est censé fausser

¹⁹⁹ Cette notion de "capacité" occupera une place centrale dans la conception de la rationalité que nous présenterons dans le chapitre suivant (cf *infra*, pp. 156-159).

²⁰⁰ Selon H. Desroche, les psychismes d'association sont alors susceptibles de dynamiser cette "rareté de base" et de contribuer à faire émerger une réelle volonté de développement (Desroche, 1964, *op. cit.*, p. 300).

²⁰¹ Binet, 1970, *op. cit.*

²⁰² *Idem*, p. 168.

toute prévision et tout calcul, et amener la consommation de "l'Africain" à oublier, souvent, "la loi de l'économie pour se soumettre à celle du plaisir" (p. 192). Nous nous interrogeons : un tel "principe", en admettant qu'il existe, n'est-il pas tout aussi opérant dans nos sociétés que dans les villages d'Afrique²⁰³ ?

Cette vision fort peu différenciée des réalités africaines le conduit à de nombreuses simplifications, tant dans l'étude de la primauté du groupe (pp. 278-307) que lorsqu'il s'interdit tout jugement de valeur sur les civilisations africaines : "il y a des civilisations de l'affrontement et de la rivalité, elles ont leur dynamisme, mais aussi leur brutalité ; il peut y en avoir d'autres basées sur la solidarité et la concertation. Le danger qui les guette peut être la nonchalance. Cela vaut-il mieux que ceci ?" (p. 229). Nous ne pouvons placer les sociétés Banda précoloniales ou actuelles, telles que nous les connaissons, dans cette typologie par trop sommaire !

Au delà de leur caractère peu différencié ("la" psychologie économique africaine) et simplificateur (les Africains, individus "de plaisir"), les analyses proposées par Binet initient une approche en termes de facteurs irréductiblement non économiques, non modélisables, que de nombreux théoriciens et praticiens du développement, voulant se démarquer des modèles standards, vont adopter et affiner.

Ces analyses conservent d'ailleurs une certaine actualité, puisqu'on en retrouvait récemment certains tenants dans l'article, évoqué précédemment, de M. Dia, paru dans *Finances & Développement*²⁰⁴. On peut ainsi faire à l'article les mêmes reproches qu'à l'ouvrage, en plus de celui d'un certain manque d'originalité : "Cet article (...) développe l'idée que les projets de développement classiques ont péché par le fait qu'ils ont accordé une importance disproportionnée aux prescriptions techniques et n'ont pas pris en compte la nécessité de s'adapter au milieu culturel local et de s'assurer que les Africains s'identifiaient à eux" (p. 10).

Désireux de ne pas nous répéter, nous n'allons pas détailler tout le contenu de l'article. Remarquons par exemple que M. Dia tente de s'appuyer sur l'histoire pour démontrer que des structures de pouvoir paternalistes et hiérarchiques peuvent très bien être favorables à la productivité, à la créativité et donc au développement économique. Il cite le cas, au Cameroun, du

²⁰³ Nous approfondirons la question dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 160-162).

²⁰⁴ Dia, 1991, *art. cit.* Renvoyant explicitement à l'ouvrage de J. Binet, M. Dia s'inspire beaucoup des analyses de ce dernier.

Royaume Bamoun, ayant donné naissance sur de telles bases à une architecture et à un artisanat florissants²⁰⁵.

Il examine aussi les attitudes à l'égard du travail. Il insiste sur l'utilité sociale des loisirs : "La valorisation de la solidarité et de la sociabilité porte généralement les Africains à accorder beaucoup d'importance aux loisirs et à la possibilité qu'ont les membres du groupe de participer à des rituels, à des cérémonies et à des activités sociales («loisirs»)" (p. 12). Là encore de tels propos souffrent d'une généralisation excessive ; et c'est ainsi que, pour expliquer l'"oisiveté" parfois reprochée aux hommes Yakpa, nous devons moins invoquer une "utilité sociale des loisirs", une importance intacte de la "palabre" comme mode d'organisation sociale et de gestion des conflits, qu'un symptôme de désorganisation sociale et de marginalité.

Il propose donc une "nouvelle vision de la gestion" (pp. 12-13), dont le but ultime serait "d'élargir aux entreprises et à la nation la solidarité qui s'exerçait dans le cadre de la famille, et ce afin de relever au possible le seuil de tolérance face aux déséquilibres qui accompagnent inévitablement la croissance"²⁰⁶. Cette démarche s'intègre d'après lui dans la "nouvelle étude de la Banque mondiale" ; une "nouvelle étude" qui a pris fin avec l'échec de la D.S.A.

Cette volonté d'associer les valeurs traditionnelles africaines à la modernité a d'ailleurs nourri de nombreux débats au fil des décennies du développement. Nous ne citerons, pour conclure ces paragraphes sur le fait culturel, que les Rencontres internationales de Bouaké, tenues en 1965²⁰⁷. Une des questions que se posaient les participants était celle-ci : "(...) dans quelle

²⁰⁵ Une telle argumentation appelle deux remarques. D'une part, le contexte précolonial, qui avait permis à ce Royaume de prospérer, n'est plus qu'un lointain souvenir, pour un Cameroun plongé dans le jeu de la compétition internationale et dans "l'économie-monde" ; il semble donc peu probable que les conditions qui faisaient la réussite d'hier puissent encore être viables aujourd'hui. D'autre part, il convient de se garder d'"idéaler" l'ancienne prospérité de ce Royaume. Nous nous référons ici à C. Coquery-Vidrovitch, qui met les "africanistes" en garde contre toute surestimation de ce que furent les royaumes ou empires africains : "(...) dans leur combat militant pour démontrer le bien-fondé de l'étude du passé africain (ce qui, pour un historien d'aujourd'hui, tombe sous le sens), les spécialistes africanistes n'ont pas toujours évité l'écueil de la démagogie". L'historienne pose ainsi qu'on a souvent eu "le souci de montrer que les réalisations africaines étaient aussi grandioses que n'importe quelles autres dans leur achèvement politique, économique, culturel, idéologique. Or ce dernier point n'est pas nécessairement évident" (Coquery-Vidrovitch, 1988, *op. cit.*, pp. 114-115).

²⁰⁶ Cette nouvelle vision possède 5 piliers : Renforcement de l'incitation à accumuler ; individualisation des rémunérations ; utilisation des valeurs traditionnelles pour développer l'efficacité ; utilisation du formalisme et du rituel pour renforcer les liens contractuels ; utilisation de la dynamique de groupe pour améliorer la productivité.

²⁰⁷ RENCONTRES INTERNATIONALES DE BOUAKE. - *Tradition et modernisme en Afrique Noire*. - Paris, Editions du Seuil, 1965. - 318 p.

mesure les valeurs africaines²⁰⁸ peuvent-elles nous aider à sortir du sous-développement pour réaliser le progrès économique ?" (p. 53). Passant - classiquement - en revue l'organisation africaine de l'économie, l'attitude du négro-africain vis-à-vis du travail, de la nature, sa notion du temps, la solidarité africaine, ils concluaient qu'il n'y avait "(...) pas tellement de valeurs positives susceptibles de nous aider dans la voie du progrès économique" (p. 56). Les idées récemment avancées par M. Dia s'intègrent donc dans une longue lignée d'écrits et de discours tendant à allier l'économique et le culturel, en ayant sans doute trop tendance à les figer l'un et l'autre, omettant ainsi le caractère fondamentalement pluriel et dynamique du fait culturel.

Mais les alternatives aux paradigmes dominants ne se résument pas aux seules thèses culturalistes. Elles semblent aussi à rechercher du côté des analyses issues du travail de terrain, et en premier lieu dans les écrits accordant une place majeure à la notion de système.

2.2. Les logiques systémiques

Influencés par les thèses structuralistes, et particulièrement par les écrits marxistes, de nombreux analystes ont, au moins durant un temps de leur carrière, accordé une très large place aux logiques systémiques. Parmi ces analystes, on trouve de nombreux auteurs francophones, dont nous allons dans un premier temps résumer la démarche. Puis nous nous pencherons sur la manière dont les géographes ont utilisé le cadre systémique, par le biais des études monographiques.

2.2.1. Le paysan africain au coeur du "système"

Nous présenterons d'abord la démarche systémique usuelle, telle qu'on la retrouve dans de nombreux écrits. Puis nous nous attarderons sur le sens donné à quelques concepts clés par les auteurs s'inscrivant dans ce courant.

a - La démarche usuelle

Pour résumer la conception de la rationalité que de nombreux auteurs défendent - ou ont défendu - , nous pouvons citer la brochure n°44

²⁰⁸ Les participants définissent ces valeurs comme les attitudes, les comportements, les représentations de masse, "qui déterminent la conscience du peuple africain" (p. 53). Nous nous interrogeons : qu'est-ce que le "peuple africain" ?

d'A.M.I.R.A.²⁰⁹, dans laquelle D. Gentil et M. Dufumier pose une "hypothèse de rationalité des pratiques paysannes"²¹⁰ : "on part du principe que les paysans ont de bonnes raisons pour mettre en oeuvre de telles pratiques : leur rationalité ne peut être comprise qu'en rapport avec les critères qu'ils privilégient, les objectifs prioritaires qu'ils s'assignent (revenus monétaires, sécurité, temps de travail, activités sociales, etc.), ces critères, ces objectifs étant la conséquence pour partie de leurs conditions économiques et sociales. Dans beaucoup de cas, la simple rationalité marchande suffit : le paysan cherche à maximiser son revenu par quantité de travail en minimisant ses risques. Le choix entre différentes activités (...), entre différentes cultures (...), entre différentes techniques (...) est facilement expliqué dans la majorité des cas".

Ils ajoutent : "Quand les critères de l'économie marchande ne suffisent pas, il est nécessaire de recourir à la «rationalité sociale» (par exemple, nécessité de maintenir ou de développer les liens de clientélisme ou de dépendance par rapport au propriétaire foncier ou au commerçant, de maintenir une cohésion sociale par des systèmes de dons ou de contre-dons, (...)".

Une telle démarche tend à se démarquer de divers autres courants : tout d'abord, il s'agit, en soulignant l'existence au coeur de la brousse africaine de rationalités proprement économiques²¹¹, de dépasser les analyses telles que celle menée par Jacques Binet en 1970, qui tendent à surestimer le poids des "blocages" culturels²¹² ; les auteurs marquent ensuite leur volonté de ne pas appliquer à tout prix le paradigme du paysan "économiquement rationnel", sa rationalité peut être "autre", "sociale", un *a priori* qui va clairement à l'encontre de toutes les tentatives de modélisation d'un fait social total, étudiées dans la

²⁰⁹ Groupe de Recherche pour l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain. Une structure qui fut longtemps "à la pointe" de l'analyse française en matière de développement rural africain.

²¹⁰ GENTIL (Dominique), DUFUMIER (Marc). - *Le suivi-évaluation dans les projets de développement rural. Orientations méthodologiques*. - Paris, A.M.I.R.A., n°44, mars 1984. - p. 33.

²¹¹ On retrouve une telle approche dans de nombreux articles d'A.M.I.R.A., par exemple dans la brochure n°35, où P. Baris et P. Couty étudient les réactions du comportement des producteurs agricoles face aux variations de prix, et posent que "les paysans sont très sensibles aux variations du prix à la production ainsi qu'aux prix des facteurs de production" (BARIS (P.), COUTY (P.). - *Prix, marchés et circuits commerciaux africains. Quelques propositions pour l'étude de la commercialisation des produits agricoles en Afrique*. - Paris, A.M.I.R.A., n°35, décembre 1981. - p. 9).

²¹² Que l'on dénonce ces blocages ou au contraire qu'on les considère comme respectables et bénéfiques.

première section²¹³ ; enfin, le paysan est perçu comme un être capable de choix, au comportement certes en partie "déterminé", mais jamais complètement, ce qui va à l'encontre du paradigme marxiste. On a donc bien là une conception qui se veut alternative et empirique.

Cette approche systémique fut longtemps récurrente à l'analyse francophone du développement rural, des années 60 aux années 80. L'opposition fut ainsi souvent très nette, entre des analyses anglo-saxonnes, "standards" et alignées sur le paradigme libéral de la modernisation, et la "tradition" francophone, souvent teintée de dépendantisme et raisonnant en termes de systèmes²¹⁴.

On retrouve ces tendances dans les écrits, issus d'une importante expérience de "terrain", de G. Gosselin²¹⁵. Celui-ci concentre son analyse sur les transformations que vivent, au contact du "développement", les systèmes traditionnels de travail. S'inscrivant dans la lignée de G. Balandier²¹⁶, il refuse toute dichotomie séparant de manière irréductible modernité et tradition. Au lieu de systématiquement voir la tradition comme obstacle et ce qui est moderne comme vecteur de changement, il convient plutôt, selon lui, d'étudier leur imbrication dans la situation inédite que vivent de nombreuses sociétés rurales²¹⁷.

G. Gosselin se garde bien toutefois d'"idéaler" la tradition, qui ne peut selon lui servir de base au développement²¹⁸. Il préconise alors une "individualisation", différente de l'individualisme destructeur prôné par A.

²¹³ J.P. Minvielle, notamment, va dans le même sens lorsqu'il pose, en 1978 : "Il est reconnu qu'interfèrent dans le choix un certain nombre de facteurs extra-économiques et que, dès lors, la rationalité de l'acte doit être entendue dans un sens beaucoup plus vaste que ne le voudrait la seule acception classique ou néo-classique" (MINVIELLE (Jean-Paul). - *Méthodologie d'une étude sur les systèmes de production paysans dans la moyenne vallée du Sénégal*. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XV, n°3, 1978. - p. 226).

²¹⁴ On retrouve par exemple de telles tendances dans un rapport de la S.E.D.E.S., publié en 1968, qui propose une relecture des modalités et des résultats des actions de développement rural en Afrique et à Madagascar (Association pour le Développement International, 1968, *op. cit.*, pp. 43-79). Les auteurs se montrent partagés entre une reconnaissance des dangers - de "dépendance" notamment - de la modernisation telle qu'imposée alors, un rejet de l'exploitation individuelle, jugée anti-économique, un respect des savoirs culturels et une affirmation de l'impératif de la modernisation du système agricole.

²¹⁵ GOSSELIN. - *L'Afrique désenchantée*. - Paris, Anthropos, deux volumes, 1978 & 1980. - 374 p. (tome 1), 341 p. (tome 2).

²¹⁶ On lira : BALANDIER (Georges). - *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*. - Paris, Quadrige, P.U.F., 1955/1982.

²¹⁷ Il affirme, dès 1970, que "(...) la logique des expériences de développement (...) est une logique de rationalisation, qui tend à entraîner dans une course indéfinie tous les niveaux de la réalité et tous les groupements d'une société donnée. Des forces productives, elle pénètre dans les rapports de production, transforme les attitudes et les comportements, et jusqu'aux systèmes de valeurs eux-mêmes" (GOSSELIN (Gabriel). - *Développement et tradition dans les sociétés rurales africaines*. - Genève, B.I.T., 1970. - p. 307).

²¹⁸ "La vie traditionnelle a sa logique qui n'est pas celle du développement" (*idem*).

Meister par exemple : "Ce concept d'individualisation n'implique en rien l'individualisme, «système d'isolement de l'existence». Celui-ci est «l'opposé de l'esprit d'association», mais l'autonomie personnelle impliquée par l'individualisation est complémentaire d'une relative inclusion dans la conscience du groupe"²¹⁹. Cette individualisation doit permettre la responsabilisation des paysans, afin que l'adhésion à de nouvelles solidarités coopératives soit basée, non plus sur une obligation communautaire, mais sur un choix conscient et volontaire : "Mettre en évidence l'individu comme agent du changement et du développement, c'est un objectif qui vise d'abord à libérer des contraintes traditionnelles et du circuit ancien des prestations et redistributions. Plus tard (...), l'action en commun pourra signifier autre chose que la reviviscence des traditions"²²⁰. Cette place accordée à un individu "agent du changement et du développement"²²¹ préfigure ce "retour de l'acteur", déjà évoqué, que nous étudierons plus loin. Il nous faut à présent revenir sur le sens donné à quelques concepts clés des analyses systémiques.

b - La clarification de concepts essentiels

En premier lieu, les analystes d'A.M.I.R.A. ont largement contribué aux débats sur la définition des unités domestiques. Le problème était en fait de repérer la population de référence des enquêtes budget-consommation²²². Ainsi alors que la définition habituelle du ménage postule la confusion de l'unité de résidence, de l'unité de décision et de l'unité budgétaire, J.-M. Gastellu, à la recherche des "unités économiques" africaines, distingue lui quatre communautés²²³ : les communautés de production²²⁴, de consommation²²⁵, d'accumulation²²⁶ et de résidence²²⁷. Il n'y a pas de confusion systématique

²¹⁹ Gosselin, 1980, *op. cit.*, tome 2, p. 277.

²²⁰ *Idem*, pp. 277-278.

²²¹ Il pose très clairement, en 1970, que "(...) la seule force de changement et de développement est en définitive la réussite individuelle" (Gosselin, 1970, *op. cit.*, pp. 311-312).

²²² Pour une synthèse sur ces études, on lira : DUBOIS (J.L.), BLAIZEAU (D.). - *Connaître les conditions de vie des ménages dans les pays en développement*. - Ministère de la Coopération et du Développement, 1989, 3 tomes.

²²³ GASTELLU (Jean-Marc). - Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique. - in *Evaluation du développement rural et méthodes d'investigation*. - Paris, A.M.I.R.A., Colloque, janvier 1979. - pp. 1-21.

²²⁴ Un "groupe de personnes qui contribuent à la création et à la fourniture du produit" (p. 4).

²²⁵ Un "groupe de personnes qui participent à la destruction d'une partie du produit en vue de la reconstitution de la force de travail" (p. 4).

²²⁶ Un "groupe de personnes qui mettent en commun le surplus obtenu après la consommation" (p. 5). Il pose : "(...) dans toutes les sociétés rurales africaines, tout groupe de production travaille non seulement pour pourvoir à la reconstitution de la force de travail, mais encore pour amasser une réserve de biens qui permet d'affronter l'avenir, et ceci quel que soit le degré de

entre ces différentes unités et, selon D. Requier-Desjardins, cette "multiplicité des centres de décision remet en cause les modèles néo-classiques standards du comportement des ménages, et par voie de conséquence la prédiction de leur réaction aux modifications des signaux de marchés"²²⁸.

En outre, de nombreux écrits emploient la notion de "système" - au sein duquel sont censées agir ces "unités économiques" - d'une façon parfois peu précise²²⁹, ce qui a amené certains auteurs à clarifier le sens donné à des concepts désormais usuels. P. Couty a été pour beaucoup dans ces efforts de clarification. Il a ainsi participé à une réflexion commune sur le vocabulaire en agronomie, qui a abouti à mieux définir le système agraire, comme "fonctionnement des différents éléments de l'espace agricole". Les auteurs ajoutent : "Dans le terme fonctionnement entre ce qui concerne l'organisation du travail, les relations sociales ou rapports de production (par exemple en matière d'accès au foncier), les données ou contraintes extérieures telles que les prix nationaux ou mondiaux des produits agricoles"²³⁰. Puis, en 1987, P. Couty a poursuivi cet effort en définissant avec précision le contenu du concept de système²³¹. Dans le même article, il a aussi présenté la classification proposée par R. Badouin, qui distingue au sein du système productif agricole, équivalent "économique" du système agraire, le système de culture, le système de production et le système d'exploitation²³². Nous n'insistons pas ici sur ces notions, présentées en préambule. En 1991, il poursuit son travail de clarification en réfléchissant sur les phénomènes d'innovation et d'intensification²³³. Sur les concepts d'"intensif" et d'"extensif", nous renvoyons encore le lecteur aux définitions posées précédemment.

richesse de la société considérée" (p. 18). Nous verrons que ce principe n'est pas toujours pleinement vérifié aujourd'hui dans les villages de la région d'Alindao.

²²⁷ Un "groupe de personnes qui partagent un même espace d'habitation, séparé des autres par une frontière visible" (p. 5).

²²⁸ REQUIER-DESJARDINS (Denis). - L'"économie des organisations" et l'analyse du comportement des unités domestiques en Afrique sub-saharienne. - *Economie Appliquée*, tome XLVI, n°4, 1994. - p. 107. Sur toutes ces notions, on lira aussi J.P. Minvielle, 1978, *art. cit.*, et particulièrement les pages 226 à 231 : "La redéfinition des concepts opératoires".

²²⁹ Ainsi les auteurs de la S.E.D.E.S. nous parlent d'un "système agraire traditionnel", "somme des connaissances accumulées par les générations d'agriculteurs sur la nature de leurs terres, les méthodes de traitement auxquelles elles peuvent être soumises, les cultures qu'elles peuvent porter, etc...", une somme qui est un "incomparable capital d'expérience" (Association pour le Développement International, 1968, *op. cit.*, pp. 67-68).

²³⁰ COUTY (P.), FORESTIER (J.), HALLAIRE (A.). - *Projet de compte rendu de la Journée thématique sur le vocabulaire en Agronomie*. - Paris, ORSTOM, janvier 1982. - 13 p.

²³¹ COUTY (Philippe). - La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 23, n°3-4, 1987. - pp. 391-408.

²³² Badouin, 1987, *art. cit.*

²³³ COUTY (Philippe). - L'agriculture africaine en réserve. Réflexions sur l'innovation et l'intensification agricoles en Afrique tropicale. - *Cahiers d'Etudes Africaines*, n°121-122, 1991. - pp. 65-81.

Les géographes "ruralistes" ont eux aussi, durant un temps, beaucoup utilisé les concepts et outils de l'analyse systémique, en réalisant de nombreuses monographies de terroirs.

2.2.2. Les monographies des terroirs africains : la notion de système dans la géographie rurale

En 1964, P. Péliissier et G. Sautter posaient les bases de ce que devaient être les études de terroir, qu'ils appelaient de leurs vœux, et qui devaient constituer à terme un "Atlas des terroirs africains"²³⁴. Après leurs thèses respectives, ces deux auteurs allaient ainsi être à l'origine d'une structuration de la recherche géographique en Afrique tropicale²³⁵. Six ans plus tard, ils dressaient un premier bilan de cette démarche²³⁶. Ces deux textes permettent de dégager le mode d'approche des rationalités paysannes qu'employaient alors les géographes, et de percevoir l'évolution du discours, après un nombre important de monographies.

La problématique de l'efficacité du travail agricole, et plus généralement de celle du système agricole, occupe une place importante dans les deux articles. L'efficacité est ainsi définie comme une "aptitude à satisfaire durablement les besoins d'une communauté, compte tenu des sujétions imposées par le milieu naturel et l'espace disponible" (1964, p. 65). Il s'agit alors de mener une "étude fonctionnelle du système agraire considéré sous l'angle de sa valeur agronomique et sociale" (1970, p. 28).

En 1964, la question du degré de cohérence du système agricole est largement évoquée : il est nécessaire, selon les auteurs, de savoir si ce système "fonctionne comme un tout, doté d'une logique interne, ou ne constitue qu'un assemblage d'éléments disparates, ajustés tant bien que mal ; s'il existe une association intime entre les diverses activités, la culture et l'élevage en particulier, ou si chacune se développe dans une sorte de compartiment étanche ; si le terroir lui-même possède une réelle unité fonctionnelle, ses diverses parties étant exploitées solidairement, ou s'il n'est qu'une somme

²³⁴ SAUTTER (Gilles), PELISSIER (Pierre). - Pour un atlas des terroirs africains. Structure-type d'une étude de terroir. - *L'Homme*, Tome IV, n°1, janvier-avril 1964. - pp. 56-72.

²³⁵ PELISSIER (Pierre). - *Les paysans du Sénégal*. - Saint-Yrieix, Fabrègue, 1966 ; et Sautter, 1966, *op. cit.* On lira aussi : Raison, 1993, *art. cit.*, p. 136.

²³⁶ SAUTTER (Gilles), PELISSIER (Pierre). - Bilan et perspectives d'une recherche sur les terroirs africains et malgaches. 1962-1969. - *Etudes Rurales*, n°37-38-39, 1970. - pp. 7-45. Ils définissaient alors le "terroir" comme la "portion de territoire appropriée, aménagée et utilisée par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence" (p. 22). Cellule de base de l'activité agricole, il représente souvent, selon eux, le seul niveau auquel s'établissent des rapports logiques et volontaires entre la collectivité rurale et la terre.

amorphe d'efforts en ordre dispersé ; enfin si, compte tenu des empêchements du climat, la répartition des tâches au fil des saisons assure ou non un plein emploi, au moins relatif, de la capacité de travail des agriculteurs" (1964, p. 65). Nous nous trouvons là au coeur de l'analyse systémique, privilégiant l'analyse de la cohérence du "tout", même local, à celle du comportement des "parties", les acteurs paysans. Fort peu d'attention est ainsi prêtée, dans ces deux textes, à la logique des comportements individuels.

Le texte de 1970 va en effet prolonger cette tentative de mise en évidence d'une "rationalité systémique", "inintentionnelle", en insistant sur l'importance de la notion d'"aménagement de l'espace agraire" : "L'organisation concrète, observable par le géographe, du paysage n'est que l'affleurement d'une «combinaison agraire», incorporant une masse de données sous-jacentes, de caractère écologique, agronomique, économique ou sociologique. (...). Ce sont les relations de causalité et de dépendance réciproque entre ces divers éléments, visibles ou immatériels, qui fondent le tout comme système, doté d'une cohérence, d'une logique et d'une ligne d'évolution propres ; ou dont la faiblesse ou l'absence permettent ailleurs de comprendre le caractère inconsistant, disparate, voire régressif que revêt parfois l'occupation du sol" (1970, p. 27)²³⁷.

Intervient la question de l'adaptation. Définie comme "l'aptitude du système agricole à maîtriser le milieu", "elle s'ouvre sur toute une gamme d'attitudes depuis la réaction purement passive par laquelle les agriculteurs s'accommodent au mieux des données brutes du milieu naturel, sans chercher à les dominer, jusqu'à celle qui conduit à un véritable contrôle de l'environnement naturel" (1964, p. 66). Dans une perspective dynamique, l'adaptation correspond alors au processus de rationalisation des comportements - qu'appelaient alors de leurs voeux de nombreux économistes²³⁸.

La vision qu'avaient P. Pélissier et G. Sautter du "progrès" entrainait d'ailleurs tout-à-fait dans le champ du dogme de la modernisation : il s'agissait d'établir la position du système agricole sur une l'échelle allant de l'extensif à l'intensif, l'enjeu de son "évolution" étant perçu à travers l'alternative entre l'adaptation²³⁹ et le "maintien obstiné". Elle se rattachait à la problématique, alors omniprésente, du "chômage déguisé". La "vogue" des études des emplois

²³⁷ Cohérence est alors synonyme, au niveau du système, de rationalité, et inconsistance synonyme elle d'irrationalité.

²³⁸ Ce processus renvoie à une attitude "(...) active et constructive, menant à la domestication, voire à la transformation du milieu naturel au bénéfice de la vie agricole" (1964, p. 66).

²³⁹ Une adaptation aux nouvelles plantes et techniques, à l'économie monétaire, aux cultures marchandes spécialisées, etc. (1964, p. 66).

du temps agricoles, dont vont se charger de nombreux géographes, a tiré son origine de cette préoccupation essentielle : repérer le temps "utilisable" pour le développement²⁴⁰.

Une telle vision sera déjà quelque peu nuancée, en 1970, lorsque les auteurs insisteront sur l'importance des études de terroirs afin de mettre en lumière "tout ce qui, dans l'héritage paysan, entrave le progrès ou, au contraire, et plus fréquemment qu'on ne le croit, peut et doit servir de tremplin au développement" (1970, p. 34).

Bien que fondée sur la notion de système agricole, l'analyse menée par G. Sautter et P. Péliissier tend à éviter le piège d'un fonctionnalisme excessif, désirant mettre en exergue, dès 1964, les "tensions sociales" (p. 67), insistant en 1970 sur l'influence du passé sur l'adaptation - ou l'inadaptation²⁴¹ - présente du système (p. 29).

C'est d'ailleurs une constance de tout ce courant systémique que de tenter de contourner le piège du fonctionnalisme. Grâce à cet effort, les analyses proposées ont souvent constitué un moyen d'approche relativement simple et précis, bien qu'arbitraire, de réalités agraires fort complexes²⁴². Elles ont aussi permis, dans le cadre des études de l'ORSTOM notamment, des développements interdisciplinaires importants.

Toutefois, la notion de système a parfois conduit, de par sa définition même, à relativement négliger l'élément humain, les logiques des comportements individuels. Elle a alors perdu de son importance avec ce qu'il est convenu d'appeler le "retour de l'acteur" ; un "retour" qui a eu des répercussions sensibles dans ce domaine des études rurales menées en Afrique subsaharienne.

²⁴⁰ Cf. SAUTTER (Gilles). - Une enquête exemplaire : l'emploi du temps agricole en pays Zandé. - *Etudes Rurales*, n°60, octobre-décembre 1975. - pp. 73-88.

²⁴¹ En 1964, ils posaient une hypothèse intéressante pour l'étude des systèmes agraires Banda, populations ayant terminé au début de ce siècle un long mouvement de migration : "l'inadaptation ne provient-elle pas de ce que la combinaison agricole étudiée a été élaborée dans un environnement naturel différent, et conservée (par inertie, sous l'empire d'une fixation rituelle, d'une d'identification du groupe à ses techniques) malgré les déplacements subséquents ?" (p. 65). Ils insistaient sur "le contraste entre les civilisations adaptées à un milieu dont elles tirent le meilleur parti, et d'autres déplacées ou transposées et, par suite, inadaptées, ignorant de nombreuses virtualités offertes par le milieu où s'inscrivent leurs terroirs" (1964, p. 68).

²⁴² "La construction systémique est toujours arbitraire, et pourtant justifiée dans la mesure où elle éclaire une réalité confuse" (Couty, 1987, *art. cit.*, pp. 396-397).

2.3. Les logiques de l'acteur rural

Certes, très vite, de nombreuses analyses de "terrain" ont concédé une certaine pertinence aux logiques poursuivies par les acteurs ruraux²⁴³. Mais cette reconnaissance n'était pas dénuée d'ambiguïtés, quand elle considérait des logiques échappant à la conscience de l'acteur, ou lorsqu'elle était partagée entre le respect de logiques "propres" et la "nécessaire" transformation de ces logiques pour que se produise le développement agricole espéré²⁴⁴. Ce n'est que dans les années 80 que le rôle de l'acteur rural a commencé à être pleinement pris en compte dans les analyses, en un double mouvement de réaction, d'une part contre le déterminisme structuraliste²⁴⁵, d'autre part contre les échecs répétés du modèle usuel de modernisation, impliquant la recherche d'alternatives opératoires²⁴⁶. Tout comme les analyses systémiques étaient influencées par les théories structuralistes, marxistes notamment, les écrits tendant à revaloriser la place de l'acteur semblent en fait constituer le pendant empirique du retour en force des thèses libérales.

Les stratégies de l'acteur ont peu à peu intégré l'ensemble des sciences sociales s'intéressant à la problématique du développement. Nous allons esquisser les grandes tendances de cette intégration, puis rapidement en exposer les implications pour les études géographiques.

2.3.1. Les stratégies de l'acteur paysan africain

Les écrits influencés par ce "retour" insistent souvent sur quelques points majeurs : l'importance des stratégies individuelles, l'hétérogénéité des sociétés rurales, et l'intérêt de la "voie paysanne", évoquée dans le préambule.

²⁴³ Ainsi, J.C. de Wilde posait, dès 1967 : "L'idée qu'on se faisait autrefois d'un cultivateur africain ignare et détruisant comme à plaisir son habitat naturel n'a plus guère cours aujourd'hui" (WILDE (John C. de). - *Expériences de développement agricole en Afrique tropicale*. - G.P. Maisonneuve et Larose, trois tomes. - tome 1, 1967. - p. 32).

²⁴⁴ "(...) à certains égards, la réussite de la mise en valeur agricole continuera à dépendre de l'importance que l'Africain attachera à l'augmentation de sa productivité. Si l'on réussit à modifier ses attitudes et son sens des valeurs, il produira souvent davantage en travaillant plus dur et plus rationnellement" (de Wilde, 1967, *op. cit.*, p. 300).

²⁴⁵ Une réaction initiée notamment par A. Touraine et M. Crozier. On lira : TOURAINE (Alain). - *Les sociétés dépendantes, sociologie nouvelle*. - Ed. Duculot, 1976. 266 p. Et : *Le retour de l'acteur*. - Paris, Fayard, 1984. - 345 p. Sa théorie des acteurs sociaux, "l'actionnalisme" a fortement contribué à ce "retour de l'acteur". Et : CROZIER (Michel), FRIEDBERG (Erhard). - *L'acteur et le système*. - Paris, Editions du Seuil, Coll. Points-Politique, 1977. - 500 p.

²⁴⁶ On peut notamment retrouver cette tendance dans les écrits se réclamant de l'A.P.A.D. (Association Euro-Africaine pour l'Anthropologie du changement social et du Développement). Sur l'A.P.A.D., on lira : Poncelet, 1994, *op. cit.*, pp. 166-176.

a - Poids des stratégies individuelles et hétérogénéité des sociétés rurales

De nombreux analystes et praticiens du développement insistent tout d'abord sur le poids, dans les processus de diffusion des innovations, dans les tentatives de structuration paysanne, des stratégies individuelles ; des stratégies longtemps jugées "déterminées" par les structuralistes. Ces auteurs veulent au contraire démontrer que les acteurs détiennent toujours une irréductible marge de manoeuvre.

Ainsi, analysant les rationalités régissant les comportements paysans, M. Gaud pose : "Même en Afrique, où la pression sociale est particulièrement forte, les individus disposent d'une marge de manoeuvre (...)"²⁴⁷. D. Desjeux propose de même l'image d'un paysan congolais "stratège", soumis aux contraintes et aux conflits de la vie familiale, et dont l'objectif implicite est de gérer les incertitudes créées par le climat, le marché, la parenté ou l'administration²⁴⁸.

Le thème de la gestion de l'incertitude est récurrent à toute cette littérature. D. Desjeux démontre par exemple que le fonctionnement du système foncier Sundi renvoie en grande partie à une gestion de l'incertitude : "Les éléments qui constituent le système foncier sont plus organisés pour se prémunir contre les aléas du futur, qu'ils soient climatiques, liés au marché ou au manque d'énergie humaine, que pour agir sur le futur"²⁴⁹. Dans l'univers fortement incertain au sein duquel ils vivent, les paysans ont alors souvent tendance à adopter des stratégies de minimisation des risques plutôt que de maximisation des gains. Cette sensibilité à l'incertitude conditionne une large part des réactions paysannes face aux actions de développement.

Les logiques régissant l'adoption ou le refus d'un projet de développement sont ainsi étudiées par de nombreux auteurs. Beaucoup tiennent alors un raisonnement assez proche de celui de D. Desjeux : "Si les individus refusent ou détournent l'objectif d'un projet, c'est qu'ils ont de bonnes raisons de le faire, sans dire pour autant qu'ils ont raison de le faire"²⁵⁰. Tous les coûts liés, par exemple, à l'adoption d'une innovation doivent donc être pris en considération, qu'ils soient directs, d'opportunités, sociaux et

²⁴⁷ GAUD (Michel). - Complexité africaine et développement. - *Afrique contemporaine*, n°163, 3ème trimestre 1992. - p. 16.

²⁴⁸ DESJEUX (Dominique). - *Stratégies paysannes en Afrique noire. Le Congo. Essai sur la gestion de l'incertitude*. - Paris, L'Harmattan, Coll. alternatives paysannes, 1987. - 247 p.

²⁴⁹ Desjeux, 1987, *op. cit.*, p. 153.

²⁵⁰ *Idem*, p. 15.

psychologiques²⁵¹. En outre, afin d'augmenter la réceptivité de leurs interlocuteurs villageois, les développeurs se doivent de promouvoir au préalable une sécurisation de l'environnement propre à réduire l'incertitude. Ils ne peuvent pas non plus faire l'économie d'une connaissance de la mémoire des populations au sein desquelles ils interviennent, car leurs réactions présentes renvoient souvent aux interventions passées, acceptées ou subies²⁵².

Remarquons ici que la plupart des auteurs, s'inscrivant ou non d'ailleurs dans ce courant, ont tendance à distinguer trop nettement la rationalité techniciste du développeur et les logiques paysannes²⁵³. Or, d'une part rien ne permet de dire *a priori* que l'action de l'intervenant extérieur ne soit motivée que par une logique technicienne ; d'autre part le clivage entre "celui qui développe" et "celui qui est développé" n'est jamais aussi tranché. Nous le constaterons empiriquement lorsque nous étudierons, dans le huitième chapitre, l'action des animateurs ruraux²⁵⁴.

En conséquence du primat accordé aux stratégies individuelles, à leur diversité et leur variabilité²⁵⁵, de nombreux auteurs ont postulé l'irréductible hétérogénéité des comportements, contrairement à la vision qu'avaient par exemple les membres d'A.M.I.R.A. ; en effet, D. Gentil et M. Dufumier posaient, comme seconde hypothèse, après celle déjà évoquée de rationalité des comportements paysans, une hypothèse d'homogénéité de ces comportements, dans des groupes sociaux eux aussi homogènes : "Si des paysans sont situés dans des conditions voisines du point de vue écologique, économique (...) et social, ils auront tendance à réagir d'une manière assez proche ou tout au moins d'avoir les mêmes potentialités à partir d'un réseau de contraintes qui leur sont communes"²⁵⁶. Les tenants de la vision "actionnaliste" tentent eux de démontrer que des paysans placés dans les mêmes conditions objectives ne vont pas nécessairement réagir de façon identique.

²⁵¹ Pour une analyse fine des comportements des acteurs villageois face au projet de développement, nous renvoyons le lecteur à l'étude : E.N.D.A.-G.R.A.F., Coll. - *Avenir les Terroirs : la ressource humaine*. - Dakar, E.N.D.A.-Editions, Recherches populaires n°147-148-149, 1992, - 300 p. Nous adopterons souvent une position assez proche de celle que défendent les auteurs de cette étude.

²⁵² Nous insisterons sur l'importance de la dimension historique dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 178-180).

²⁵³ Nous renvoyons par exemple à : Boiral & *alii*, 1985, *op. cit.*

²⁵⁴ Cf. *infra*, pp. 539-546. Nous pouvons d'ores et déjà renvoyer à Poncelet, 1994, *op. cit.*, Chapitre VI : Le recours culturel des nouveaux "développeurs autochtones" (pp. 267-309).

²⁵⁵ Les auteurs d'E.N.D.A. (E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*) posent : "autant d'acteurs, autant de stratégies" (p. 203). Ou encore : "Les alliances se suivent et ne se ressemblent pas ! A chaque jour ses intérêts !" (p. 212).

²⁵⁶ Gentil & Dufumier, 1984, *op. cit.*, p. 33.

Ils réfutent en outre les argumentations "culturalistes" tendant à considérer les sociétés rurales comme des sociétés homogènes, cohérentes, égalitaires, et dénuées de conflits. Ils dénoncent comme autant de "mythes" l'idée du consensus comme base de travail, celle d'une initiative locale souveraine, l'image du "bon" *leader* paysan démocrate, ou encore celle du "village-famille"²⁵⁷. Concernant ce dernier "mythe", M. Gaud insiste sur le danger que représente une phrase passe-partout telle que "les populations ont elles-mêmes pris en main", et il s'interroge : "Qu'est-ce qu'une population, qui parle en son nom et qui prétend la représenter, que signifie une décision collective, etc..."²⁵⁸.

Le "retour de l'acteur" a ainsi permis une certaine redécouverte du monde rural, intégrant d'une manière souple la dimension culturelle : "De ce point de vue, précise M. Poncelet, la culture définit un éventail de ressources économiques, sociales et symboliques, que les acteurs mobilisent avec des marges de manoeuvre plus ou moins importantes selon les contextes"²⁵⁹. L'apport majeur de cette démarche est sans doute d'admettre la variabilité des explications possibles du comportement selon les situations, et de poser l'exigence concomitante de travailler au cas par cas, en évitant la tentation des généralisations abusives, que celles-ci soient "économistes" ou "culturalistes". Nous reviendrons, dans le chapitre suivant, sur cette conception de la culture et sur cet impératif à considérer la pluralité des stratégies et des logiques²⁶⁰.

b - La voie paysanne

Ces auteurs s'accordent aussi très souvent pour privilégier la "voie paysanne", plaidant pour un "(...) développement rural qui serait réellement fondé sur les paysans et qui, au lieu de les marginaliser irrémédiablement, ferait d'eux à la fois des acteurs et des bénéficiaires du progrès"²⁶¹. Cet acteur paysan n'est ni un cultivateur efficace et "adapté" parce que "traditionnel", ni l'entrepreneur agricole postulé par les thèses néo-libérales.

Certains ont en effet tendance à considérer un paysan qui exploite au mieux les ressources de son environnement, dynamique, tombant alors dans l'excès inverse de celui qui consistait à ne voir dans son comportement qu'irrationalité. Les analystes d'E.N.D.A. s'inscrivent en faux avec ce mythe du

²⁵⁷ Cf. E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, pp. 248-252.

²⁵⁸ Gaud, 1992, *art. cit.*, p. 8.

²⁵⁹ Poncelet, 1994, *op. cit.*, p. 172.

²⁶⁰ Cf. *infra*, pp. 175-178.

²⁶¹ Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 1.

"paysan-ingénieur", parfaitement rationnel, véhiculé par certains courants culturalistes ou humanistes : "Contre-pied de l'image du paysan irrationnel jusqu'à l'irresponsabilité qui a dominé dans les années 60 ou 70, à présent, le paysan aurait ses raisons que notre raison ignore : il ne ferait jamais rien au hasard, ses actes seraient mesurés jusque dans le moindre détail, il serait grand planificateur, visionnaire même. S'il y a incompréhension, c'est que nous, développeurs, ne possédons pas les clés de sa rationalité, et devons dès lors nous mettre à l'école de ses logiques"²⁶².

De même, les auteurs dont nous analysons ici les discours se démarquent de la voie néo-libérale dominante, qui perpétue le "modèle fermier de modernisation"²⁶³. Certes, la démarche de D. Desjeux, par son utilisation d'approches de management et de la décision appliquées aux organisations et aux individus n'est pas sans rappeler les travaux des anthropologues du développement anglo-saxons, se situant parfois dans la mouvance de la Banque Mondiale. Mais, tout comme celle d'E.N.D.A.-G.R.A.F., elle diffère radicalement de cette "mouvance" en considérant un individu à la rationalité par nature "limitée", qui ne peut être assimilé à un chef de ménage gérant une enveloppe budgétaire globale en vue de maximiser une fonction de préférence commune.

Nous l'avons dit, le recours aux "petits exploitants" des politiques néo-libérales n'apparaît en fait que comme un succédané temporaire, en attendant mieux, à savoir les producteurs "moyens", puis la bourgeoisie agraire ou les grandes entreprises privées. Au contraire, il s'agit ici de mettre en évidence les avantages de la "voie paysanne"²⁶⁴, une voie qui n'est pas ou plus la voie "traditionnelle", et que doivent alors emprunter ou redécouvrir les acteurs des sociétés rurales africaines, grâce notamment à des organisations villageoises et paysannes efficaces.

Au total, cette démarche axée sur l'acteur paysan a permis d'avoir une image sans doute plus réaliste des sociétés rurales, qui sont alors perçues comme des ensembles hétérogènes, conflictuels et en évolution constante. Elle permet aussi d'envisager un "changement" conciliant la nécessité de rupture et

²⁶² E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 248.

²⁶³ Cf. Peemans, 1995, *art. cit.*

²⁶⁴ M. Haubert expose les avantages usuellement avancés pour justifier le choix d'une "voie paysanne". l'agriculture paysanne serait ainsi : plus efficace, parce que plus intensive, et produisant à des coûts moins élevés que les exploitations de type capitaliste ; utilisatrice de plus de travail, absorbant ainsi les excédents de main d'oeuvre ; une meilleure utilisatrice des potentialités locales ; plus respectueuse de l'environnement, et donc répondant plus aux exigences d'un développement "durable" ; plus équitable, dans la répartition des ressources et des revenus ; et enfin innovatrice, les exploitations paysannes intégrant facilement les innovations (Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 12).

le maintien d'une structuration sociale minimale. Certains ont toutefois pu reprocher à cette approche d'obérer un certain nombre de déterminismes du comportement, qui relativisent alors fortement l'"irréductible marge de liberté" censée être détenue par l'acteur. Un tel reproche a pu aussi être fait à la géographie "ruraliste", qui s'est, à l'instar des autres disciplines, penchée sur l'élément humain.

2.3.2. Les logiques paysannes du point de vue du géographe

Nous avons déjà présenté les monographies de terroir, qui se réfèrent explicitement à l'approche systémique. Mais nous ne pouvons nous limiter à ce seul aspect de la géographie "ruraliste". En effet, de l'abandon, par P. Gourou, d'une vision très déterministe, à l'approche dite de la "Gestion de terroir", les géographes ont peu à peu entrepris d'intégrer les logiques de l'acteur rural dans leurs analyses.

a - La reconnaissance des logiques de l'acteur rural

D'abord préoccupés par des considérations essentiellement "physiques", les géographes se sont orientés vers la prise en compte des faits humains. La pensée de P. Gourou est symptomatique de cette évolution.

Celui-ci a ainsi progressivement délaissé sa vision "naturaliste"²⁶⁵, et a dès lors réfuté toute vision déterministe des conditions naturelles et physiques : "(...) constater que l'explication du paysage humain local n'est pas dans le paysage physique local, voilà l'essentiel"²⁶⁶. Et de poser : "à travers les contraintes physiques, le jeu des civilisations reste souverain"²⁶⁷.

Ce concept de "civilisation" est au centre des analyses du fait humain menées par P. Gourou²⁶⁸. Selon lui, il y a, pour chaque situation, un "(...) ensemble de techniques de production (techniques d'exploitation de la nature, techniques de subsistance, techniques de la matière) et d'encadrement

²⁶⁵ Cf. GOUROU (Pierre). - *Les pays tropicaux*. - Paris, P.U.F., 1947.

²⁶⁶ SAUTTER (Gilles). - Le système géographique de Pierre Gourou. - in *Parcours d'un géographe*, 1993, *op. cit.* - p. 7.

²⁶⁷ Gourou, cité par Sautter, *idem*. En 1991, il s'attache ainsi à réfuter des préjugés tenaces : "On n'éliminera jamais le préjugé selon lequel le climat chaud et humide des tropiques pluvieux inclinerait les humains à la nonchalance, affaiblirait leur énergie physique et intellectuelle" (GOUROU (Pierre). - *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?* - Paris, Flammarion, 1991. - p. 149).

²⁶⁸ Ce concept renvoie à la remarque faite en préambule, sur les données dites "naturelles" : celles-ci dépendent pour une large part d'actions humaines, elles-mêmes insérées dans un contexte socio-économique à spécifier (cf. *supra*, pp. 27-28).

(techniques de relations entre les hommes, techniques d'organisation de l'espace) : l'existence du moindre groupe exige des règles du jeu, des techniques d'encadrement. Cette somme de liaisons et de techniques, c'est la civilisation". Une civilisation efficace est alors celle qui "permet au groupe qui la porte de croître en nombre, grâce à de bonnes techniques de production et d'encadrement"²⁶⁹. Le sous-développement pourra donc être perçu comme un manque de techniques d'encadrement efficaces, empêchant à la société concernée de contrôler l'espace²⁷⁰.

D'une manière plus générale, l'intégration dans les raisonnements de données issues des sciences de la nature, et particulièrement des sciences agronomiques, va faire beaucoup progresser la perception qu'ont les géographes des logiques paysannes, et ainsi les inciter à se montrer de plus en plus critiques vis-à-vis des politiques de développement²⁷¹. Une telle évolution est, notamment, sensible dans le cheminement de la pensée de G. Sautter.

En 1978, dans un article sur l'aménagement rural, tout en demeurant dans une démarche systémique, G. Sautter délaisse le dogme de la modernisation et introduit une certaine reconnaissance de la pluralité des finalités : "L'ensemble des ajustements requis pour faire vivre une population peut être considéré comme une équation ; une telle équation comporte, en un lieu donné un grand nombre de solutions. Les systèmes de productions locaux, mis au point sur place par les populations, et les systèmes importés, dits «modernes», la résolvent de façon très différente"²⁷². Il y a une différence fondamentale au niveau des finalités, que l'aménageur doit prendre en compte lorsqu'il travaille dans les agricultures africaines ou malgaches.

Un article consacré, en 1981, aux temps agricoles est encore plus symptomatique de l'évolution de la pensée de G. Sautter²⁷³. Celui-ci y revisite de manière très critique les anciens débats axés autour du "chômage déguisé". Il rejoint alors le discours de nombreux économistes, en mettant en évidence la

²⁶⁹ Gourou, cité par Sautter, 1993, *op. cit.*, p. 10.

²⁷⁰ Ainsi, selon lui, pour comprendre les rapports populations-techniques agricoles, il est nécessaire d'introduire cette troisième composante : les techniques d'encadrement. On lira : GOUROU (Pierre), ETIENNE (Gilbert), dir. - *Des labours de Cluny à la révolution verte. Techniques agricoles et population*. - Paris, P.U.F., 1985. - pp. 251-255.

²⁷¹ Ce regard critique sur les applications technicistes de la modernisation, opposant logique paysanne et rationalité technique, est bien mis en évidence par P.J. Roca, dans : ROCA (Pierre-Jean). - *Les géographes tropicalistes et la technique*. - in BRUNEAU (Michel), DORY (Daniel), dir. - *Les enjeux de la tropicalité*. - Paris, Masson, Recherches en géographie, 1989. - p. 113.

²⁷² SAUTTER (Gilles). - "Dirigisme opérationnel" et stratégie paysanne ou l'aménageur aménagé. - in *Parcours d'un géographe*, 1993, *op. cit.* - p. 499.

²⁷³ SAUTTER (Gilles). - Ambiguïté des temps agricoles dans les agricultures de subsistance et de transition. - in *Parcours d'un géographe*, 1993, *op. cit.* - pp. 202-212.

stratégie générale des cultivateurs de "(...) maximalisation de la production pour un travail donné, et/ou de minimalisation du travail pour une production déterminée. Ce comportement s'exprime d'abord, de façon systématique, par une prime aux techniques agricoles extensives, moins consommatrices de temps mais dévoreuses d'espace" (p. 202). Puis il resitue une démarche qu'il appelait de ses vœux quelques années auparavant, celle des "emplois du temps agricoles", dans une réflexion productiviste. Il s'agissait, en le comptabilisant, de valoriser le temps de travail, et de faire du "non-travail", du "temps libre", un temps improductif, qui devenait une forme de sous-emploi rural. Il met alors en exergue les implications politiques de tels raisonnements : "Temps gaspillé, temps récupérable, ce point de vue débouche, pour la puissance publique, sur deux types d'objectifs : soit une agriculture de champs collectifs, destinée à doubler les cultures familiales ; soit la participation massive des ruraux à des travaux d'intérêt général, sous le couvert des fameux «investissements humains»" (p. 210).

Tout comme il dénonçait l'empressement cartésien des "aménageurs", il met en doute le réalisme des positions défendues par certains agronomes : "Une agriculture assortie d'une courbe de travail étale est-elle même concevable autrement que comme un idéal ou un rêve d'agronome ?". Il ajoute : "L'idée d'un temps social qui puisse être progressivement, et pour finir, entièrement capturé par le temps réputé utile, doit donc être regardée avec suspicion. La conclusion vaut même dans le cas des cultivateurs acharnés à produire pour le marché" (p. 210).

En conclusion, G. Sautter met en avant les capacités de résistance des sociétés rurales, qui ne sont plus considérées comme des obstacles au "progrès" en général, mais seulement à une conception productiviste de ce "progrès"²⁷⁴.

Cette reconnaissance de logiques proprement paysannes, qui s'ajoutent ou s'opposent à la rationalité technique, s'est généralisée dans la géographie "ruraliste"²⁷⁵. Ici encore, c'est souvent l'approche interdisciplinaire qui a

²⁷⁴ "Telles que les mettent en oeuvre les «développeurs», la logique du temps économisé et de la productivité accrue du travail, la combinatoire sophistiquée des nouveaux calendriers agricoles ne se heurtent pas seulement à une sorte de conservatisme défensif. Certes, les sociétés rurales rechignent au temps découpé, strictement administré et, au sens littéral, affecté. Mais, en elles, les forces de changement elles-mêmes refusent de se plier" (Sautter, 1993, *op. cit.*, p. 212).

²⁷⁵ P. Pélissier met par exemple en avant les deux préalables que les "progrès techniques" doivent prendre en compte : "D'abord la diversité culturelle, l'originalité technique, la spécificité des structures de civilisations dont on a trop longtemps sous-estimé l'expérience du milieu, la logique et la capacité d'innovation. Ensuite les aspirations des producteurs : dans les conditions créées par l'économie de marché et l'évolution sociale, les seuls changements techniques acceptés sont ceux qui permettent d'augmenter la productivité du travail (par exemple la culture

prévalu²⁷⁶, particulièrement dans les études de l'ORSTOM, où se mêlent par exemple, monographie, référents systémiques, appréhension de la rationalité économique des comportements productifs et mise en lumière de la logique des stratégies individuelles²⁷⁷.

Au delà donc de la spécificité de certains thèmes que privilégie l'analyse géographique, tel le concept d'espace, nous constatons que cette discipline a suivi, globalement, la même évolution que les autres sciences ayant un volet "développement" ou "tropiques", dans la réflexion menée sur les rationalités paysannes d'Afrique noire. D'une vision productiviste, de nombreux auteurs sont ainsi passés à une conception plus ouverte aux logiques en jeu dans les processus de développement, et ce tout particulièrement dans l'approche récente de la "gestion de terroir".

b - La gestion de terroir

Cette approche est née de l'étude de la désertification et des conflits fonciers croissants que connaissait l'Afrique rurale, du fait de l'extension du pastoralisme, de l'appropriation privée des terres, de la dilapidation du patrimoine naturel²⁷⁸. Elle a permis d'intégrer aux analyses une dimension souvent délaissée jusqu'alors - en Afrique mais non en Amérique latine -, la problématique foncière. Le terroir considéré est alors un espace tant physique que socio-économique, au sein duquel sont analysées les logiques du comportement des acteurs, les stratégies conflictuelles entre individus ou entre groupes - l'opposition pasteurs-cultivateurs est désormais usuelle²⁷⁹.

attelée) tout en comblant si possible les ambitions foncières" (PELISSIER (Paul). - *Campagnes africaines en devenir*. - Paris, Editions arguments, Coll. αρ, février 1995. - p. 254).

²⁷⁶ Tant et si bien qu'il est parfois difficile de "classer" tel ou tel article selon des critères spécifiquement disciplinaires.

²⁷⁷ Pour une synthèse des travaux publiés sous l'égide de l'ORSTOM, on lira le numéro spécial publié à l'occasion des 25 ans de l'institution, et particulièrement : COUTY (Philippe). - Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines. Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, 1963-1987. - *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 26, n°3, 1990. - pp. 343-363. On se référera aussi à : COUTY (P.), HALLAIRE (A.). - *De la carte aux systèmes. Les études agraires de l'ORSTOM au Sud du Sahara (1960-1980)*. - A.M.I.R.A., notes de travail n°29, série Enquêtes et statistiques, juin 1980. - pp. 45-177.

²⁷⁸ Une dilapidation due notamment à une croissance démographique trop importante en regard des techniques utilisées et des disponibilités en terre.

²⁷⁹ L'analyse des relations agriculture-élevage peut alors être considérée à différentes échelles. E. Landais et P. Lhoste posent ainsi que l'"analyse des perspectives d'évolution des relations agriculture-élevage à l'échelle des unités familiales de production doit être replacée dans la perspective de mutations en cours à des échelles beaucoup plus larges" (LANDAIS (Etienne), LHOSTE (Philippe). - L'association agriculture-élevage en Afrique intertropicale : un mythe techniciste confronté aux réalités du terrain. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 26, n°1-2, 1990. - p. 230).

Dans une finalité opératoire, il s'agit donc, sur la base de l'expérience et des connaissances locales, de déceler les voies qui permettraient aux acteurs en présence de devenir les "gestionnaires" de leur propre terroir²⁸⁰. Cette démarche, là encore pluridisciplinaire, nous paraît des plus intéressantes, lorsqu'il s'agit de résoudre concrètement, à un niveau local, les problèmes qui se posent aux populations villageoises et pastorales.

On verra toutefois que sa mise en oeuvre dans la région d'Alindao n'est en rien aisée. Certains pourront aussi lui reprocher de s'attaquer, comme beaucoup d'autres analyses privilégiant une approche "micro" et le rôle de l'acteur, aux symptômes plutôt qu'aux causes du "mal", ces dernières étant alors à trouver dans des phénomènes plus globaux de déstructuration ou de domination²⁸¹. Il convient d'ailleurs de remarquer que la géographie "africaniste" a presque toujours obéré les thèmes de l'échange inégal²⁸², de la domination Nord-Sud, n'a pas eu recours à la théorie des modes de production, contrairement à la géographie latino-américaine. Son objet principal est toujours demeuré l'étude des "sociétés paysannes dans leur adaptation aux circonstances du moment et dans leurs logiques de long terme"²⁸³, impliquant une connaissance très fine des systèmes agraires.

Nous reviendrons sur ce risque, qui consiste à obérer les "causes" en privilégiant l'étude des "conséquences", dans le chapitre suivant²⁸⁴. Il nous faut auparavant conclure sur la situation de la géographie "ruraliste", qui, hormis dans ce cadre de la "gestion de terroir", est fort délaissée aujourd'hui, au profit des études urbaines, avec le primat donné à l'aménagement de l'espace urbain²⁸⁵. Il n'en demeure pas moins que les géographes ont contribué pour

²⁸⁰ On lira : LE ROY (Etienne). - La trame foncière. - in LE BRIS (E.), LE ROY (E.), MATHIEU (P.), dir. - *L'appropriation de la terre en Afrique noire. Manuel d'analyse, de décision et de gestion foncières*. - Paris, Karthala, Coll. Economie et développement, 1991. - pp. 313-317. Voir aussi : E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 75.

²⁸¹ A. Guichaoua est de ceux-là : "De l'étude des formes de "pouvoir paysan" des années soixante à celle de la "mobilité rurale" des années 70 et 80, l'approche enregistre un véritable recentrage politique et théorique et se limite désormais au traitement des symptômes faute d'avoir pu agir sur les causes" (Guichaoua, 1989, *op. cit.*, tome 1, p. 8).

²⁸² Hormis quelques auteurs comme Y. Lacoste, dont nous avons déjà évoqué les analyses ; analyses qui d'ailleurs ne concernent qu'en partie l'Afrique noire (Lacoste, 1976, *op. cit.*).

²⁸³ Raison, 1993, *op. cit.*, p. 137.

²⁸⁴ Cf. *infra*, pp. 127-130.

²⁸⁵ Certes, l'imbrication ville-campagne vécue aujourd'hui en Afrique ne permet plus de séparer nettement géographie urbaine et géographie rurale, nous le verrons par exemple en abordant la question des activités agricoles péri-urbaines (cf. *infra*, pp. 444-446). Selon J.P. Raison d'ailleurs, les études portant sur les exploitations agricoles se font plus nombreuses, car elles constituent des "(...) lieux privilégiés d'action de nouveaux exploitants qui, selon des itinéraires très divers, se situent personnellement, financièrement et techniquement, à l'articulation du monde rural et du monde urbain" (Cf. Raison, 1993, *op. cit.*, pp. 152-157).

une part non négligeable à la compréhension des rationalités paysannes d'Afrique subsaharienne.

Au terme de ce survol des analyses des rationalités paysannes en Afrique, la conclusion la plus évidente est celle-ci : l'époque des "certitudes" semble s'être irrémédiablement achevée. En effet, face aux échecs des "dogmatismes", à la pluralité et la complexité du réel, nous ne pouvons raisonnablement avoir d'autre certitude que celles fondées sur une analyse empirique des réalités passées et présentes des villages africains²⁸⁶ ; des villages dont les attributions et les structures ont en outre considérablement changé au fil des dernières décennies, et continuent à évoluer aujourd'hui. Il apparaît donc clairement que l'explication d'un comportement ne peut que rarement renvoyer à des généralités présupposées ou jadis "démontrées", qu'il est impératif de s'attacher au contexte au sein duquel ce comportement s'inscrit, en somme que selon le moment et la situation, on peut légitimement "dire tout et son contraire".

Voilà pourquoi nous allons, dans le chapitre suivant, nous attacher à proposer une conception nuancée et contextualisée de la rationalité.

²⁸⁶ Ainsi, P. Pélissier met en lumière la complexité des rapports entre population et ressources en milieu rural : "(...) de même qu'aucun espace n'est clos, aucune réponse n'est définitive, de même qu'aucune société n'est exonérée de son passé, aucun modèle ne lui impose son avenir. Ayons la modestie de reconnaître que, sur un tel sujet, aucune théorie universelle n'est à notre portée, et qu'au contraire sa perspective recule avec l'approfondissement de nos expériences et de nos connaissances" (Pélissier, 1995, *op. cit.*, p. 239).

Chapitre 2 : Vers une vision "limitée" des rationalités paysannes

Dans ce deuxième chapitre, nous avons à proposer une approche théorique propre à servir au mieux le questionnement et la problématique avancés dans le préambule. Comme beaucoup d'économistes dont nous avons évoqué les travaux au fil du premier chapitre, nous tenterons ainsi d'adapter notre support théorique à ce que nous voulons montrer, c'est-à-dire l'impact, sur les comportements des acteurs villageois, d'une situation globale de marginalité.

Au delà de toute considération "dogmatique", de tout *a priori* théorique¹, ce cadre conceptuel doit nous permettre de saisir la grande complexité des réalités qui constituent notre "terrain". Nous avons ainsi d'abord à ancrer ces réalités dans leur histoire, ce qui nous oblige à rechercher une approche accordant toute sa place à la dimension temporelle des comportements individuels. Nous avons ensuite à intégrer les multiples facettes de cette situation de marginalité dans une analyse unique et aussi cohérente que possible, afin de tenir compte de très nombreuses données rapportées des villages. Nous avons enfin à présenter la situation telle qu'elle est vécue par les acteurs et non telle que le théoricien pourrait abstraitement la formaliser ; cela risque de rendre fort délicate, par exemple, la question de l'incertitude.

Il nous faut donc élaborer un corps d'hypothèses propres à satisfaire ces différentes exigences méthodologiques. Face aux difficultés inhérentes à de telles exigences, l'approche usuelle de la rationalité peut-elle s'avérer satisfaisante ? C'est à cette question que nous tenterons de répondre dans une première section. Confronté aux limites - pour notre travail s'entend - de cette approche, nous rechercherons alors, au fil d'une seconde section, une conception alternative², plus apte à rendre compte de la complexité du réel. Mais une telle complexité ne devra pas nous faire oublier tout souci de rigueur et nous nous attacherons à proposer un ensemble cohérent regroupant les hypothèses de base et leurs implications essentielles.

¹ Nous ne ferons preuve ni d'une fidélité sans faille à la dialectique marxiste, ni d'un attachement sans nuance aux schémas néo-classiques standards.

² Une conception amendant, sans bien entendu le renier totalement, le modèle standard.

SECTION 1 : LES LIMITES DE L'APPROCHE USUELLE DE LA RATIONALITE EN ECONOMIE

Selon M. Allais, "l'homme rationnel (...) poursuit des fins cohérentes avec elles-mêmes, emploie des moyens appropriés aux fins appropriées"³. Une telle définition résume assez bien la théorie de la rationalité, telle qu'elle est usuellement développée. D'après J. Elster, cette théorie de la rationalité comprend deux parties distinctes, l'une est normative, l'autre explicative⁴. Dans sa partie descriptive, elle cherche à rendre compte du comportement social en utilisant comme seul axiome que les agents suivent ou se conforment aux normes de la rationalité. Par sa dimension normative, elle veut prescrire aux agents sociaux ce qu'ils doivent faire pour atteindre leurs buts de la manière la plus efficace ou la moins coûteuse. Nous retiendrons cette distinction⁵ dans notre survol des difficultés posées par une telle approche de la rationalité. Puis nous nous pencherons plus spécifiquement sur une application de cette approche, celle des liens unissant l'individu au groupe ou à l'organisation.

1.1. Les difficultés de sa dimension explicative : la question des fins

La conception usuelle de la rationalité peut être qualifiée de "mécaniste", puisqu'elle s'intéresse avant tout aux questions de logistique et délaisse les fins des agents économiques, tenues pour données et exprimées en termes simples. Nous voulons nous pencher sur cette vision "mécaniste" en insistant, d'abord sur un tel oubli des fins ; un oubli qui risque, on le verra ensuite, de limiter la portée explicative de la théorie.

1.1.1. L'oubli des fins

L'analyse des préférences dans la théorie usuelle de la rationalité peut être jugée insuffisante ; en effet, la prise en compte de leur origine est souvent

³ Cité par : MONGIN (Christian). - *Modèle rationnel ou modèle économique de la rationalité ?* - *Revue Economique*, Vol. 35, n°1, janvier 1984. - p. 20.

⁴ ELSTER (Jon). - *Le laboureur et ses enfants. Deux essais sur les limites de la rationalité.* - Paris, Les Editions de Minuit, Coll. "Propositions", 1987. - 199 p.

⁵ Elle correspond en fait à la vision qu'a M. Godelier de la question de la rationalité économique, qui a selon lui deux dimensions : l'une concerne le choix des objectifs, la détermination des fins, à travers la révélation des préférences, et renvoie à la dimension explicative posée par J. Elster ; l'autre se borne à déterminer les moyens de réaliser ces fins, c'est la dimension normative (Godelier, 1966, *op. cit.*).

négligée, et elles ne sont supposées s'exprimer qu'à travers la motivation de l'intérêt personnel.

a - La question des préférences

La question de la détermination des préférences, et de leur rationalité, est souvent écartée des analyses, nous en avons fait le constat dans le chapitre précédent : on se penche sur la façon dont l'individu révèle ses préférences, mais on ne se préoccupe guère de l'origine de celles-ci⁶.

On se "contente" alors de poser que les croyances, les préférences de l'agent sont elles-mêmes formées de manière rationnelle, en tenant compte de toute l'information pertinente. Une action n'est donc rationnelle que si elle procède de mobiles qui sont eux-mêmes rationnels. Or, il y a là un problème majeur : comment peut-on juger les préférences comme étant plus ou moins rationnelles si ces dernières sont censées constituer le critère même de ce qui est rationnel et de ce qui ne l'est pas ? Une réponse insuffisante consiste à poser que les préférences rationnelles sont celles qui rendent heureux⁷.

C'est en substance la réponse apportée par L. von Mises lorsqu'il étudie la praxéologie⁸, et pose la relativité du bonheur, ou des normes de satisfaction, qui dépendent de jugements de valeur personnels, lesquels diffèrent selon les individus, et d'un moment à l'autre. Cela lui permet d'éliminer cette question de la rationalité des fins⁹, et de postuler, avec les marginalistes autrichiens, la rationalité du comportement humain comme *a priori* : "L'agir humain est nécessairement toujours rationnel. Le terme «action rationnelle» est ainsi pléonastique et doit être évité comme tel" (p. 21). Selon P. Mongin, cette adhésion au principe de rationalité conçoit donc "(...) comme donnée primaire, qui sert à expliquer, mais n'a elle-même pas à être analysée, la rationalité des comportements individuels"¹⁰ ; elle implique l'assimilation de tous les choix à des choix rationnels.

⁶ Cf. *supra*, pp. 86-87.

⁷ S. Latouche fustige par exemple toute une série d'équivalences : bonheur = plaisir = satisfaction des besoins = masse d'utilités = bien-être = niveau de vie = P.N.B. par tête (LATOUCHE (Serge). - Le rationnel et le raisonnable. Les antinomies du postulat métaphysique de la raison économique. - *La Revue du MAUSS*, n°4, 2ème semestre 1994. - p. 142). En outre, si l'on pense que le fait d'être heureux constitue un aspect évaluable de la fonction d'utilité, il est nécessaire d'introduire une mesure - très problématique - du bonheur dans la fonction d'utilité.

⁸ Qui est définie comme la science du choix individuel en général. MISES (Ludwig von). - *L'action humaine. Traité d'économie*. - P.U.F., Coll. "Libre Echange", 1946/1985. - 942 p.

⁹ "La praxéologie doit prendre les jugements de valeur de l'homme agissant comme des données ultimes, non susceptibles d'examen critique plus poussé" (p. 25).

¹⁰ Mongin, 1984, *art. cit.*, p. 9.

Une telle assimilation est défendue par G. Becker et son école. Bien que se voulant plus empiriste que cette conception "aprioriste" autrichienne, G. Becker maintient l'idée que toute action humaine, si elle est convenablement analysée, apparaît comme rationnelle du point de vue de l'analyse économique standard. Son projet consiste alors, d'après R. Frydman, en une extension du modèle néo-classique à une "(...) multitude de domaines auparavant réputés non marchands, mais que l'on imagine régis par les choix libres d'acteurs intéressés et qui deviennent intelligibles à ce titre"¹¹. Toute la société est alors perçue comme un marché¹², ce qui implique d'une part que tous les comportements soient rationnels, et d'autre part que toutes les régularités sociales soient assurées par des normes qui sont de la même nature que les prix.

Concernant le premier point, G. Becker tente d'éliminer le problème de l'irrationalité en démontrant que les entités à décision irrationnelle doivent finalement accepter les faits et adopter un comportement rationnel¹³. En fait l'agrégation supprime l'effet des comportements individuels irrationnels sur la pente de la courbe de demande, qui demeure donc négative, comme le postule l'analyse néo-classique. Au delà de la force des hypothèses à la base de la démonstration, deux éléments méritent d'être soulignés : en premier lieu, aucune précision n'est apportée sur la question de la logique qui régit la détermination des fins individuelles ; en second lieu, si les agents sont forcés d'adopter une attitude jugée conforme aux principes de rationalité, il est permis de s'interroger sur la marge de liberté qu'ils détiennent véritablement.

Quant à la question des régularités sociales, nous renvoyons le lecteur à un article de G.J. Stigler et G. Becker, dans lequel ils tentent de démontrer la stabilité et l'uniformité des goûts ("*tastes*")¹⁴. Laisant de côté des phénomènes tels que l'aversion ou la préférence pour le risque, les préférences temporelles, la richesse, les auteurs s'ingénient, en introduisant l'instabilité des goûts dans les variables des fonctions de production des ménages, à expliquer tous les changements de comportements par des variations de prix ou de revenus. Ici

¹¹ FRYDMAN (Roger). - Le territoire de l'économiste ; marché et société marchande. - *Revue Economique*, Vol. 43, n°1, janvier 1992. - p. 6.

¹² "L'approche économique est assez compréhensive pour s'appliquer à l'ensemble du comportement humain, que ce comportement fasse intervenir des prix monétaires ou des prix fantômes supposés, des décisions répétées ou des décisions rares, des décisions importantes ou des décisions mineures, des fins émotives ou mécaniques, des riches ou des pauvres, des hommes ou des femmes, des gens intelligents ou stupides" (G. Becker, cité et traduit par Mongin, 1984, *art. cit.*, p 17).

¹³ BECKER (Gary). - Irrational Behavior and Economic Theory. - in *The Economic Approach to Human Behavior*. - Chicago, University of Chicago Press, 1976. - pp. 151-168.

¹⁴ STIGLER (G.J.), BECKER (G.S.). - De Gustibus Non Est Disputandum. - *The American Economic Review*, Vol. 67, n°2, mars 1977. - pp. 76-90.

encore, deux remarques nous paraissent utiles : d'abord, cette volonté d'endogénéiser les "goûts", en les exprimant en valeurs, ne va certes pas sans poser certaines difficultés, qui ne peuvent être levées que grâce à la force des hypothèses émises ; ensuite, les goûts pris en compte ici sont fort éloignés de ceux observés dans le monde réel¹⁵.

Une telle mise à l'écart de la question de la détermination des préférences permet ainsi d'utiliser, dans tous les cas, les instruments économiques standards. Un exemple en est donné par F.R. Mahieu, qui établit l'existence d'un "optimum de pauvreté" : "La situation d'optimum de pauvreté signifie qu'il existe une coïncidence entre une situation d'optimum, en tant qu'équilibre réalisable préféré à tous les autres, et une situation "classique" de pauvreté relative (mesurée par rapport à la ligne de pauvreté). Elle demande à être comprise par la manifestation empirique (indices) des préférences des individus"¹⁶. Mais, de manière très représentative, aucune interrogation n'est émise sur les fondements d'une telle "préférence" pour la pauvreté.

Cet "oubli" des fondements des préférences se double de la prise en compte d'une motivation unique de l'action, l'intérêt personnel.

b - La question de l'intérêt

En effet, les analyses économiques ne considèrent dans la plupart des cas que cette seule motivation. A. Sen s'interroge¹⁷ : "Pourquoi la poursuite de l'intérêt personnel, à l'exclusion de tout autre but, devrait-elle être uniquement rationnelle ?". Il pose alors : "Tenir l'égoïsme universel pour une réalité est peut-être un leurre, mais en faire un critère de rationalité est carrément absurde"¹⁸.

¹⁵ Cette limite fait l'objet de nombreux développements théoriques. Citons R. Franck, qui tente de montrer que les goûts divergent systématiquement de ceux décrits dans les modèles économiques standards : FRANK (Robert H.). - If Homo Economicus Could Choose His Own Utility Function Would He Want One with a Conscience ? - *The American Economic Review*, Vol. 77, n°4, september 1987. - pp. 593-604.

¹⁶ MAHIEU (François-Régis). - La pluriactivité en milieu rural, méthodes d'enquête et modèle d'analyse. Le cas du Burundi. - in GROUPE DE RECHERCHE LILLOIS U.R.A. C.N.R.S. 363 (TIERS MONDE/AFRIQUE). - *Outils d'analyse et d'aide à la décision dans les pays en voie de développement*. - Béthune, Colloque (15 & 16 mars 1994), 1995. - p 41.

¹⁷ Ainsi que beaucoup d'autres, dont H. Simon : "*Economic theory has treated economic gain as the primary human motive. An empirically grounded theory would assign comparable weight to others motives, including altruism and the organizational identifications associated with it*" (SIMON (Herbert A.). - *Altruism and Economics*. - *The American Economic Review (Papers and Proceedings)*, Vol. 83, n°2, may 1993. - p. 160).

¹⁸ SEN (Amartya). - *Ethique et économie. Et autres essais*. - Paris, P.U.F., Coll. "Philosophie morale", 1993. - pp. 18-19. Une telle approche est aussi le fait, aujourd'hui, de certains sociologues, les "*rational choice sociologists*", qui analysent le système social comme la conséquence des actions volontaires d'individus "*self-interested*". On lira : BARON (James N.),

En premier lieu donc, la prédiction du comportement uniquement intéressé n'a que peu de fondements empiriques, que ce soit dans l'économie ou dans la société en général¹⁹ : "Les auteurs qui affirment que la théorie de l'intérêt personnel «l'emporte» se fondent généralement sur quelque théorie spéciale, et non sur des vérifications empiriques"²⁰. Ainsi, la "réussite" japonaise ne permet en aucune façon de postuler que l'intérêt personnel prime chaque fois que la sanction du marché se révèle positive.

En second lieu, sur un plan plus théorique, il peut apparaître purement arbitraire d'exclure toute autre motivation que l'intérêt personnel, et ce quelle que soit la définition de la rationalité choisie, parfaite ou "limitée", optimisatrice ou "satisfaisante", etc. Le comportement intéressé peut être décomposé en trois traits distincts, tous susceptibles de critiques : on postule d'abord un bien-être égocentrique, ne dépendant donc que de la consommation personnelle ; ensuite, on pose que la maximisation de ce bien-être constitue le but de l'individu ; enfin, on considère que tout choix n'est dicté que par ce but personnel²¹.

Une telle démarche nous paraît être moins l'expression d'une conviction profonde sur la "nature humaine" que le reflet d'une volonté de maintenir une hypothèse de travail des plus commodes, puisqu'elle permet, en évitant l'épineuse question de la pluralité des motivations, de simplifier le travail de modélisation des comportements.

Pourtant, certains auteurs se sont essayés à dépasser ce cadre strictement utilitariste. Ainsi A. Sen tente d'introduire - ou plutôt de réintroduire - l'élément éthique des motivations. Il ne s'agit pas pour lui de prétendre que les individus vont toujours agir selon leurs convictions morales, mais seulement de reconnaître que "(...) la réflexion éthique ne peut pas être totalement dénuée de conséquence pour le comportement humain réel"²². Selon lui, cette question de l'éthique ne peut pas être réduite à une simple addition de contraintes supplémentaires, s'imposant à des individus "intéressés" sous forme d'obligation²³.

HANNAN (Michael T.). - The Impact of economics on Contemporary Sociology. - *Journal of Economic Literature*, Vol. XXXII, september 1994. - pp. 1114.

¹⁹ Selon Sen, les analyses utilitaristes de la famille, de la religion, ont avant tout un intérêt conceptuel.

²⁰ Sen, 1993, *op. cit.*, p. 20.

²¹ "(...) en particulier, ce choix n'est pas restreint ni modifié par la reconnaissance d'une interdépendance mutuelle des succès respectifs, étant donnée la poursuite, par les autres personnes, de leurs propres buts" (*idem*, p. 75).

²² *Idem*, p. 7.

²³ Nous reviendrons sur ce questionnement "éthique" de Sen au fil du chapitre (cf. *infra*, pp. 160-162).

De même, R. Frank introduit dans les fonctions d'utilité la "conscience" et d'autres sentiments moraux, qui peuvent jouer un rôle majeur dans les choix que font les individus²⁴. Il estime qu'il n'est ni nécessaire, ni productif, d'omettre du modèle usuel les comportements liés à ces émotions.

De nombreux écrits, tout en demeurant dans le cadre "standard", se penchent eux sur le concept d'altruisme. Il est bien difficile, là encore, de couvrir l'étendue de la littérature portant sur ce sujet. On peut citer ici G. Becker, qui "évacue" la question en posant que l'altruisme est lui aussi le fruit du calcul intéressé des individus. J. Haltiwanger et M. Waldman examinent eux les situations dans lesquelles la présence, parmi les égoïstes, d'individus altruistes rend inopérants les résultats de la théorie standard, qu'il est donc nécessaire d'amender dans tous les contextes où l'altruisme se révèle important²⁵. Une telle approche constitue en quelque sorte le premier pas vers une reconnaissance globale de la pluralité des motivations régissant le comportement individuel. H. Simon va lui quitter le cadre théorique usuel et proposer une vision alternative de l'altruisme, nous le verrons dans la seconde section de ce chapitre²⁶.

Le peu d'attention portée aux fins des agents, à leur détermination comme à leur éventuelle pluralité, permet certes de proposer des modèles cohérents et relativement simples, mais réduit, en contrepartie, la capacité explicative de la théorie usuelle de la rationalité.

1.1.2. Une portée explicative limitée

Cette relative simplification s'accompagne d'un certain nombre d'hypothèses assez fortes sur lesquelles il convient de s'attarder quelque peu. Elle ôte alors beaucoup de "densité humaine" à l'individu dont le comportement est analysé dans les modèles.

²⁴ Frank, 1987, art. cit.

²⁵ "In recent writings a number of authors have begun to move away from the strict assumption of narrow self-interest. Particular attention has been paid to the idea that agents are sometimes motivated by a desire to behave altruistically. Altruism here simply means that in choosing how to behave agents take into consideration how their behavior will affect the welfare of other agents in the population" (HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - The role of altruism in economic interaction. - *Journal of Economic Behavior and Organization*, tome 21, 1993. - pp. 1-2).

²⁶ Cf. *infra*, p. 161.

a - La force des hypothèses sous-jacentes

L'hypothèse de rationalité, en effet, "ne vient pas seule", ainsi que le montre E. Malinvaud. Elle appelle de nombreuses hypothèses secondaires, comme celles dites de "séparabilité", qui dispensent d'avoir à traiter simultanément tous les aspects des comportements : "Grâce à elles, l'épargne d'un ménage peut être déterminée indépendamment de la composition de sa consommation et de celle de ses placements ; l'offre de travail peut être déterminée indépendamment de l'épargne, etc."²⁷.

Présenté comme une donnée invariante de la nature humaine, le principe de rationalité implique aussi une hypothèse d'homogénéité, des individus ainsi que du temps. Le cadre néo-classique de base, en effet, tend à vider de sens les notions d'alternative et d'individu par l'unicité de la solution collective à laquelle il conduit, les acteurs n'ayant, on l'a vu dans l'article de Becker de 1977, d'autre possibilité que d'adhérer à l'évidence, celle de la "main invisible", qui les amène à avoir, bon gré mal gré, un comportement rationnel²⁸.

K. Arrow insiste d'ailleurs sur la force de l'hypothèse implicite d'homogénéité des agents qui sous-tend les modèles d'anticipations rationnelles²⁹. Cette hypothèse implique que tous les individus aient la même fonction d'utilité, ou du moins que ces fonctions puissent être regroupées en grandes catégories. L'économiste s'interroge alors : "(...) si tous les individus sont identiques, pourquoi ne font-ils pas les mêmes choix ?"³⁰. Et si tel est le cas, il n'y a plus de place pour l'échange, qui naît dans la réalité de l'existence

²⁷ MALINVAUD (Edmond). - Sur l'hypothèse de rationalité en théorie macro-économique. - *Revue Economique*, Vol. 46, n°3, mai 1995. - p. 528.

²⁸ Ceci nous renvoie à la théorie dite "de la sélection naturelle" qui remplace les comportements d'optimisation (rationalité parfaite) ou d'apprentissage (rationalité limitée) par une force aveugle, qu'on la nomme Marché ou Nature, qui joue ces deux rôles. La concurrence pure et parfaite valide alors *ex-post* le choix des agents, et permet les prédictions *ex-ante* de l'économiste. De tels raisonnements reposent en fait sur des hypothèses très contraignantes : stabilité de l'environnement, rendements d'échelle constants, etc. (cf. Mongin, 1984, *op. cit.*, p. 38).

²⁹ Arrow précise que ce paradigme des anticipations rationnelles "prétend que chaque individu forme ses anticipations du futur sur la base d'un modèle exact de l'économie, qui n'est autre, en réalité, que le modèle qu'utilise l'économètre" (ARROW (Kenneth J.). - De la rationalité - de l'individu et des autres - dans un système économique. - *Revue française d'économie*, Vol. 2, n°1, 1987. - p. 38). Sur les mécanismes d'anticipations, rationnelles ou non, on lira aussi : WALLISER (Bernard). - *Anticipations, équilibres et rationalité économique*. - Paris, Calmann-Lévy, Coll. "Perspectives de l'Economie", 1985. - 252 p. Ces anticipations rationnelles nécessitent selon lui la réalisation simultanée de trois conditions : une condition de transparence ("l'agent possède une spécification correcte du système dans lequel il est inséré, y compris des aléas"), une condition d'omniscience ("l'agent dispose d'une information parfaite et complète sur les valeurs passées de toutes les variables"), et une condition d'efficacité ("l'agent anticipe au mieux, compte tenu de ces informations, la valeur future des variables pertinentes") (p. 76).

³⁰ Arrow, 1987, *art. cit.*, p. 29.

de différences entre agents, entre leurs préférences, leurs motivations, leurs positions vis à vis de l'information.

De même, le temps est souvent considéré, chez Becker ou dans les analyses keynésiennes de l'allocation intertemporelle des ressources, comme une grandeur homogène, hypothèse qui permet le calcul mais qui occulte le problème du changement des préférences au cours du temps et celui du poids majoré du présent en situation d'incertitude. L'actualisation, pose A. Mounier, est un "processus social complexe dans lequel entrent en jeu les valeurs, les rationalités économiques, les coutumes, les institutions, les conflits économiques, sociaux, politiques, bref les principaux éléments de la culture sociale"³¹. L'arbitrage, par exemple, entre une consommation présente et une consommation différée ne pourra ainsi être compris qu'en référence à un contexte précis, nous le verrons³².

Une autre difficulté de la théorie de la rationalité tient, selon J. March et H. Simon, au principe selon lequel celui qui prend une décision possède une fonction de valeur d'usage ou un "ordre de préférence" qui classe toutes les séries de conséquences depuis les plus souhaitables jusqu'aux moins souhaitables³³. A. Sen insiste sur l'insuffisance d'un tel classement : "On attribue à la personne un seul classement des préférences et, au gré des besoins, ce classement est supposé refléter les intérêts de la personne, représenter son bien-être, résumer son opinion sur ce qu'il convient de faire, et décrire ses choix et son comportement effectifs. Un seul classement peut-il remplir tous ces rôles ?"³⁴.

Toutes ces hypothèses, aussi critiquables qu'elles soient, sont néanmoins fort utiles pour le bon fonctionnement de la théorie, permettant notamment d'appréhender le système de préférences à partir de la pure observation, débarrassée de tout contenu métaphysique ou psychologique. Choisies et combinées d'une manière judicieuse, ces hypothèses et d'autres encore permettent, comme on l'a souligné précédemment, de parvenir au résultat envisagé tout en donnant à la démonstration une légitimation de scientificité. Il convient donc d'adopter une certaine prudence quant à la portée de conclusions ainsi obtenues³⁵, une prudence à laquelle invite un économiste

³¹ Mounier, 1992, *op. cit.*, p. 108.

³² Cf. *infra*, pp. 173-175.

³³ MARCH (J.G.), SIMON (H.A.). - *Les organisations. Problèmes psycho-sociologiques*. - Paris, Dunod, 1964. - 244 p.

³⁴ Sen, 1993, *op. cit.*, pp. 106-107.

³⁵ "Plus le nombre des hypothèses logiquement requises afin de mener une chaîne de déductions irréprochables est élevé, plus s'affaiblit la portée des conclusions" (BIENAYME (Alain). - *L'oeil des mathématiques et le regard des économistes*. - *Problèmes économiques*, n°2373, 27 avril 1994. - p. 2).

de renom tel que M. Allais : "j'ai une profonde aversion pour les raffinements mathématiques inutiles, et l'expérience me semble être le seul critère. Pour moi, empiler axiome sur axiome ne rend pas une théorie vraie, et toute la construction mathématique est inutile si elle est jetée à bas par les faits"³⁶. Et en effet, l'individu considéré dans les modèles est souvent fort éloigné de l'être humain réel.

b - Un homme abstrait

La force du modèle néo-classique réside dans sa capacité à séparer l'analyse de l'action à un moment précis, de tout ce qui constitue les conditions sous lesquelles cette action se produit. Le cadre de l'action est alors rejeté dans le domaine des contraintes, ou intégré dans les fonctions de préférences, et l'ensemble des possibilités de choix qui s'offrent à l'individu et de ses préférences³⁷ est simplement une "donnée". On postule en fait l'existence première, antérieurement à la définition des structures dans lesquelles se déroulent l'action, d'un acteur mû par la raison calculatrice, centre de décision autonome, dont le comportement n'est pas programmé par les habitudes sociales et culturelles.

Mais cette force se double d'une faiblesse majeure, puisqu'elle conduit à l'étude de ce que A. Sen appelle un "idiot rationnel" ("*rational fool*") : "L'homme purement économique est à vrai dire un demeuré social. La théorie économique s'est beaucoup occupée de cet idiot rationnel, drapé dans la gloire de son classement de préférences unique et multifonctionnel. Pour prendre en compte les différents concepts relatifs à son comportement, nous avons besoin d'une structure plus complexe"³⁸.

³⁶ Maurice Allais, en 1988, traduit et cité dans : MUNIER (Bertrand). - Entre rationalités instrumentale et cognitive : contributions de la dernière décennie à la modélisation du risque. - *Revue d'Economie Politique*, Vol. 105, n°1, janvier-février 1995. - p. 34. A. Sen va dans le même sens, lorsqu'il pose, en 1985 : "*Mathematical exactness of formulation has proceeded hand in hand with remarkable inexactness of content*" (SEN (Amartya). - *Commodities and Capabilities*. - Amsterdam, North-Holland, Coll. Professor Dr. P. Hennipam Lectures in Economics, vol. 7, 1985. - p. 3).

³⁷ A ce sujet, E. Malinvaud précise : "(...) prendre pour données les objectifs des agents, c'est ignorer l'influence des facteurs qui façonnent les préférences et les besoins ; or des facteurs sociaux, et même économiques, interviennent pour influencer préférences et besoins. L'hypothèse de rationalité fait ainsi abstraction d'une partie des interactions qui devraient figurer dans une théorie englobante" (Malinvaud, 1995, *art. cit.*, p. 528).

³⁸ Sen, 1993, *op. cit.*, pp. 106-107. Dès 1985, il affirmait : "*Rational fools (...) are unable to distinguish between perfectly distinguishable questions about one's happiness, one's desires, one's view of one's own welfare, one's motivation, one's maximand in choice behavior, and so on*" (Sen, 1985, *op. cit.*, pp. 3-4).

Les individus rationnels des ouvrages d'économie risquent de n'être alors, selon le mot de Schumpeter, que de "simples cordes à linge" auxquelles on suspend des propositions de logique économique postulées *a priori*. Une telle démarche est d'une incontestable utilité lorsqu'il s'agit de fonder microéconomiquement des modèles "macro" qui, sans une telle simplification, ne pourraient jamais "tourner". Mais tel n'est pas l'objectif de ce travail, qui a pris le parti de se cantonner à une approche "micro", d'aborder les multiples facettes d'une réalité complexe et de s'intéresser à la situation telle qu'elle est vécue par les acteurs. Nous pourrions donc tenter de dépasser cette vision par trop abstraite de l'agent économique, et proposer une analyse accordant toute sa place à l'"épaisseur" humaine, organisationnelle, historique des populations Banda de la région d'Alindao.

Nous allons maintenant nous pencher sur le versant normatif de cette théorie usuelle de la rationalité, et voir si là aussi, les limites des propositions impliquent la recherche d'une conception alternative de la rationalité.

1.2. Les difficultés de sa dimension normative : une rationalité illimitée

Selon la théorie de la rationalité, l'individu doit mettre en oeuvre des logiques d'optimisation ; en outre, il doit pouvoir opérer des choix jugés rationnels même lorsqu'il se trouve confronté au risque et à l'incertitude. Nous allons nous attacher à présenter ces deux aspects essentiels de la théorie, en insistant sur les limites du traitement qui en est usuellement fait.

1.2.1. La question de l'optimisation

Les logiques d'optimisation sont au coeur de l'analyse microéconomique, constituant même l'un de ses postulats majeurs. Pourtant, une étude quelque peu approfondie de ces logiques laisse apparaître un certain nombre de difficultés.

a - Le principe d'optimisation

Pour permettre la mise en oeuvre de logiques d'optimisation, la rationalité doit être "illimitée", ce qui signifie que l'agent économique dispose de façon permanente des informations et de la capacité de calcul qui sont

nécessaires à la détermination de la solution optimale³⁹. Ce principe d'optimisation conduit à deux exigences pour le mécanisme de prise de décision : d'une part, on l'a dit, toutes les possibilités de choix font partie d'un donné ; d'autre part, toutes les conséquences découlant de chaque possibilité de choix sont connues par l'individu. Dans ce cas, ce dernier va nécessairement choisir l'action dont les conséquences sont, de son point de vue, meilleures que les conséquences de toute autre action faisable, il agit de façon à maximiser sa fonction d'utilité⁴⁰.

La rationalité devient donc un concept instrumental, qui relie les préférences aux moyens mis en oeuvre par l'individu, sans mettre en question l'origine et la pertinence du but recherché, ainsi que l'exprime très bien A. Sen : *"An «instrumental rationalist» is a decision expert whose response to seeing a man engaged in slicing his toes with a blunt knife is to rush to advise him that he should use a sharper knife to better serve his evident objective"*⁴¹.

Les nombreux amendements apportés au modèle néo-classique de base tendent tous à conserver ce principe d'optimisation, moins là encore du fait de quelque considération sur la "nature humaine" que pour la commodité de travail qu'il introduit. R. Frank, notamment, tente de montrer que l'on peut complexifier, par l'introduction de nombreuses variables, les fonctions d'utilités des individus sans pour autant s'éloigner du cadre de la maximisation d'utilité⁴². De même, B. Greenwald et J. Stiglitz, lorsqu'ils prennent en compte dans leur analyse les imperfections de l'information et des marchés, conservent le cadre théorique standard, le processus d'optimisation devant simplement faire face à des contraintes plus fortes.

De l'optimum déterminé pour chaque décision individuelle, la théorie passe à la recherche d'un optimum général ou social, défini comme suit : Une situation est optimale si elle est préférée par un ensemble d'individus à tous les autres ; de sorte que toute modification de cette situation se traduise par la diminution de l'utilité d'au moins un agent. Le calcul d'un tel optimum est bien entendu possible, lorsque l'on considère un "monde" suffisamment abstrait. Mais, dès lors qu'on les confronte au "monde réel", ces logiques optimisatrices recèlent des limites importantes.

³⁹ Cf. RALLET (Alain). - *La théorie des conventions chez les économistes*. - Lille, Séminaire Clersé, octobre 1993. - 22 p.

⁴⁰ L'individu rationnel est censé alors se livrer à un calcul des coûts et des avantages associés aux options qui lui sont ouvertes : "si je fais ceci, c'est ceci qui arrivera, si je fais cela, c'est ça qui arrivera..., comme je préfère ceci à cela, je ferai ceci".

⁴¹ SEN (Amartya). - *Rationality and Social Choice*. - *The American Economic Review*, Vol. 85, n°1, march 1995. - p. 16.

⁴² Frank, 1987, *art. cit.*

b - Les limites du principe d'optimisation

La limite essentielle tient aux capacités de traitement de l'information des individus. Selon J. Elster, "la quantité d'information que réunirait un agent rationnel avant de prendre sa décision ne saurait, dans le cas général, faire elle-même l'objet d'un calcul rationnel à moins d'engendrer une régression à l'infini"⁴³ ; la capacité de calcul de tout individu est alors, "par nature", limitée, comme le précise K. Arrow : "Les hypothèses de rationalité (...) supposent (...) une aptitude au traitement et à l'évaluation de l'information qui dépasse de beaucoup le domaine du possible, et que l'on peut difficilement justifier comme l'aboutissement de processus d'apprentissage et d'adaptation"⁴⁴.

Certains auteurs tiennent compte d'une telle limite, tout en demeurant dans le cadre standard. Ainsi, J. Haltiwanger et M. Waldman introduisent des différences entre agents au niveau des capacités de traitement de l'information, différences qui se traduisent par l'aptitude ou l'inaptitude à former des anticipations correctes (i.e. rationnelles)⁴⁵. La démarche est intéressante, puisqu'elle tend, comme d'autres, à complexifier l'analyse standard. Pourtant, très "classiquement", elle ne dit rien de l'origine des différences de capacités entre les deux groupes considérés.

A. Sen insiste lui sur deux freins à la réalisation "automatique" de l'optimum. D'une part, il montre que dans le monde réel, il est souvent impossible de tout ordonner, sauf à procéder d'une manière arbitraire : "*Natural partial orders are either rejected as incomplete, or forced into arbitrary completeness, raising difficulties that need not have arisen*"⁴⁶. D'autre part, il estime que l'introduction dans l'analyse de considérations éthiques perturbe le schéma d'optimisation. Il en est ainsi de la question de "l'engagement"⁴⁷ : "(...) l'engagement suppose bien, dans un sens très réel, un choix contraire aux préférences, ce qui anéantit l'hypothèse fondamentale selon laquelle une option choisie doit être meilleure (ou du moins aussi bonne) que les autres pour

⁴³ Elster, 1987, *op. cit.*, p. 11.

⁴⁴ Arrow, 1987, *op. cit.*, p. 23.

⁴⁵ HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - Rational Expectations and the Limits of Rationality : An Analysis of Heterogeneity. - *The American Economic Review*, Vol. 75, n°3, juin 1985. - pp. 326-340. Et : HALTIWANGER (John), WALDMAN (Michael). - Limited Rationality and Strategic Complements : The Implications for Macroeconomics. - *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 54, august 1989. - pp. 463-483.

⁴⁶ Sen, 1985, *op. cit.*, p. 31.

⁴⁷ "(...) l'engagement consiste à dire qu'une personne choisit une action qui, pense-t-elle, lui apportera un degré de bien-être personnel inférieur à celui que lui procurerait une autre action qu'elle pourrait aussi mener" (Sen, 1993, *op. cit.*, p. 98).

la personne qui la choisit : ce fait exigerait assurément que les modèles soient formulés tout différemment⁴⁸.

Tout ceci touche aux limites cognitives de la rationalité des agents économiques. De plus en plus d'auteurs insistent d'ailleurs sur la nécessité de dépasser les faiblesses de cette vision instrumentale de la rationalité par l'introduction des concepts cognitifs⁴⁹, tels que les notions de mémoire, de représentations, de séquences de tâches, et surtout d'apprentissage. Il s'avère d'ailleurs particulièrement intéressant d'aborder cette question des limites cognitives lorsque l'agent considéré se trouve en situation d'incertitude.

1.2.2. La question de l'incertitude

Face à l'évidence, c'est-à-dire à l'incomplétude effective de l'information dont peut disposer l'agent, de nombreux auteurs ont entrepris d'explorer les conséquences, pour la prise de décision d'individus rationnels, de l'incertitude. Mais le traitement de cette question souffre d'un certain nombre de limites dès lors que l'on quitte le cadre de la rationalité parfaite.

a - Le traitement usuel de l'incertitude

Si l'avenir est certain, l'individu est tout-à-fait capable d'anticiper les incidences des événements et des décisions sur ses gains futurs, la solution optimale est alors, selon la théorie usuelle, aisément calculable. Un tel calcul rencontre certaines difficultés lorsque l'agent est confronté au risque, voire à l'incertitude⁵⁰.

Le risque correspond à une situation dans laquelle l'environnement est de type paramétrique, c'est-à-dire supposé fixé⁵¹ : il est lié, selon L. Thévenot "à des événements répétitifs comme ceux appréhendés par les lois de la physique, sur lesquels peuvent être calculées des fréquences et mis en oeuvre un véritable calcul des probabilités quantitatif⁵²". Si l'on conserve l'hypothèse

⁴⁸ Sen, 1993, *op. cit.*, p. 99.

⁴⁹ "(...) la théorie de décision, formalisée ou non, individuelle ou collective, ne fera pas l'économie de l'introduction de concepts cognitifs dans les schémas de rationalité" (Munier, 1995, *art. cit.*, p. 60).

⁵⁰ J.-L. Viviani a très bien synthétisé le sens de ces concepts, et son analyse nous servira ici de fil conducteur (VIVIANI (Jean-Laurent). - Incertitude et rationalité. - *Revue française d'économie*, Vol. IX, n°2, printemps 1994. - pp. 105-146).

⁵¹ S'il existe une liaison automatique entre un état observé de l'environnement et une action envisagée, c'est-à-dire si l'environnement est paramétrique, la rationalité demeure "instrumentale".

⁵² THEVENOT (Laurent). - Equilibre et rationalité dans un univers complexe. - *Revue Economique*, n°2, mars 1989. - p. 172.

d'homogénéité des agents, ceux-ci ont une même aversion pour le risque, l'anticipent de manière identique.

Ce n'est que lorsque la structure de l'environnement ne permet plus aux agents de former des croyances parfaitement rationnelles, rendant problématique l'obtention d'une solution optimale unique⁵³, que l'on parle d'incertitude⁵⁴. Si elle touche des individus supposés utiliser au mieux toute l'information dont ils disposent⁵⁵ et si elle se réduit au cours du temps; cette incertitude est dite "stratégique", car elle autorise les asymétries informationnelles et, partant, les interactions stratégiques entre agents inégaux. On étudie alors les phénomènes de "sélection adverse", de "hasard moral", de "principal-agent". Le premier correspond au cas d'une information asymétrique sur la qualité d'un produit. Le "hasard moral" renvoie au cas d'agents confrontés au dilemme, dit "moral", d'être honnête ou de manipuler ce que d'autres prennent pour des contingences extérieures. Quant à la relation principal-agent, elle implique des différences, perçues par les agents, en termes de pouvoir de marché, de négociation, etc. Ces trois phénomènes permettent l'introduction dans les analyses de comportements stratégiques.

Mais tant que l'on maintient l'hypothèse de rationalité parfaite des agents, les théoriciens parviennent à proposer divers critères de choix, tel que le *maximax*, le *maximin*⁵⁶, le minimum de regret, etc., même si ces critères ne sont pas sans poser un certain nombre de problèmes⁵⁷. On raisonne alors en termes de maximisation de l'utilité espérée, ou anticipée, grâce à une axiomatique complexe développée par Von Neumann et Morgenstern, ainsi que par Savage⁵⁸. Cette axiomatique a fait l'objet de nombreux développements

⁵³ L'environnement est alors dit "stratégique" ou "actif", c'est-à-dire supposé sensible, non seulement à l'action de l'agent, mais à son processus de choix lui-même (cf. Walliser, 1985, *op. cit.*, pp. 45-46).

⁵⁴ Une incertitude qui remet en cause la cohérence interne et la consistance du système de croyances. J.-L. Viviani précise : "La cohérence et la consistance sont deux exigences de la rationalité des croyances, la première indique que l'agent n'a pas de croyances contradictoires, la seconde, beaucoup plus forte, réclame qu'on ne puisse pas déduire de conséquences contradictoires d'un système de croyance" (Viviani, 1994, *art. cit.*, p. 108).

⁵⁵ C'est-à-dire des agents parfaitement rationnels.

⁵⁶ Le *maximin* et le *maximax* ne retiennent respectivement que les utilités les plus faibles (l'aversion pour le risque tend vers l'infini) et les plus fortes (le goût pour le risque tend vers l'infini) associées à chaque action.

⁵⁷ J.-L. Viviani remarque ainsi que "ces critères ne semblent pas remplir tous les axiomes de rationalité" (1994, *art. cit.*, p. 114). Ils se heurtent aussi aux paradoxes engendrés par des environnements qui combinent la certitude, le risque et l'incertitude et créent alors une "discontinuité dans la logique de comportement des agents" (p. 115).

⁵⁸ Evoquons, parmi ces axiomes censés traduire la rationalité de l'agent, l'axiome de classement (l'individu est capable de préordonner complètement les loteries), l'axiome de réduction des loteries composées, l'axiome archimédien (continuité des préférences) et l'axiome d'indépendance. Sur ces axiomes, on lira Munier, 1995, *art. cit.*.

(dans le cadre de la théorie des jeux notamment⁵⁹) et débats⁶⁰ que nous ne pouvons, dans le cadre restreint de cette étude, aborder.

L'approche standard de l'incertitude permet ainsi la sauvegarde d'une rationalité purifiée de tout élément non strictement individualiste, et réduit la portée de cette incertitude en posant que le futur ne fait que réaliser un état de nature déjà constitué, mais non encore découvert.

Bien entendu, une telle approche présente de sérieuses limites. Ainsi, M. Mariotti tente de démontrer l'incompatibilité entre l'axiomatique bayésienne et les comportements stratégiques étudiés dans la théorie des jeux. Selon lui, l'exigence de Savage d'ordonner tous les actes, toutes les fonctions liant les états de nature et les conséquences, paraît sinon absurde, tout au moins difficile à interpréter dans le contexte d'un jeu⁶¹.

On peut aussi arguer de la complexité de l'environnement au sein duquel agissent les agents, de l'impossibilité, alors, de connaître les états de nature à venir, de la nécessité, en somme, d'introduire des limitations cognitives au sein de l'analyse⁶².

b - Incertitude et limites cognitives

Dès lors que l'on abandonne l'hypothèse de la rationalité parfaite, on se trouve confronté à de nouveaux types d'incertitude. Si l'environnement demeure paramétrique, l'incertitude est dite "subjective", lorsqu'elle se résout au cours du temps, et "objective", quand le temps est lui-même créateur de nouveauté et d'incertitude. En situation d'incertitude subjective, "les agents sont en partie ignorants et découvrent au cours du temps l'existence d'opportunités non exploitées (...), ce qui leur permet de corriger leurs erreurs"⁶³. L'incertitude objective est elle générée par le progrès technique, l'individu étant incapable de savoir quelle sera la technologie utilisée dans le futur⁶⁴.

⁵⁹ On considère en théorie des jeux un agent "bayésien", c'est-à-dire un agent dont les choix obéissent aux axiomes de Savage. La théorie du comportement rationnel en situation de jeux est alors censée représenter une généralisation de la théorie de la maximisation d'utilité espérée. Pour une critique de cette conception, on lira : MARIOTTI (Marco). - Is Bayesian Rationality Compatible with Strategic Rationality ? - *The Economic Journal*, Vol. 105, n° 432, september 1995. - pp. 1099-1109.

⁶⁰ Autour, par exemple, du "paradoxe d'Allais" sur l'axiome d'indépendance.

⁶¹ Un divorce lui semble donc nécessaire entre la théorie des jeux et la théorie usuelle de la décision (Mariotti, 1995, *art. cit.*).

⁶² Sur les limites de l'approche néo-classique de l'incertitude, on lira Munier, 1984, *art. cit.* Il relève notamment le problème de l'acquisition de l'information, dans une analyse postulant un "(...) individu doté de capacités cognitives et d'une aptitude à discriminer entre états du monde infinies et immédiates dans le temps" (Munier, 1984, *art. cit.*, pp. 83-84).

⁶³ Viviani, 1994, *art. cit.*, p. 111.

⁶⁴ Viviani, 1994, *art. cit.*, p. 112.

L'incertitude devient "radicale", selon le mot de J.-L. Viviani, lorsqu'elle naît d'un environnement stratégique, au sein duquel agissent des individus dont la rationalité n'est pas parfaite, au cours d'un temps créateur d'incertain du fait de l'apparition de nouveaux états de nature ou de la dynamique des interactions entre agents. Le futur est non seulement inconnu mais aussi inexistant au moment de la prise de décision, car il est créé par l'imagination des agents. Les états de nature ne sont plus donnés, mais créés.

On voit là toute l'importance des interactions entre les décisions, les anticipations, l'opportunisme des agents, interactions qui rendent fort complexe, voire impossible sauf à adopter certaines hypothèses simplificatrices, la détermination d'une solution optimale. J. Elster montre par exemple que, dans certains types d'interactions stratégiques, ou chaque agent doit s'aligner sur le comportement attendu des autres, il peut ne pas exister "une solution" rationnelle⁶⁵. Certaines anticipations conduisent alors à des régressions infinies, dont la convergence paraît fort problématique, sur les anticipations d'autrui ou sur l'optimisation du calcul d'optimisation, du fait des nombreux coûts d'information et de calcul.

Face à de telles difficultés, l'analyse nécessite alors l'apport d'une dimension plus cognitive, dimension laissée de côté dans le schéma standard. B. Munier a passé en revue les principaux apports des récents travaux consacrés à la théorie du risque. Il montre comment, face aux limites de l'axiomatique usuelle, des concepts cognitifs s'insèrent peu à peu dans les travaux économiques : "Loin de se conformer au modèle, trop simple, neumannien, la psychologie du risque révèle sa sensibilité aux structures du problème de décision soulevé : sensibilité à la structure du risque perçu, sensibilité au contexte, sensibilité à l'environnement de l'individu ou de l'organisation de façon générale - comme le montre la littérature de gestion des organisations - sensibilité aussi à la séquentialité des décisions"⁶⁶.

Cette incertitude radicale nous semble en outre assez bien correspondre à la situation que rencontrent les individus dans le "monde réel". Remarquons d'ailleurs que cette distinction entre le risque et les différents types d'incertitude, si elle peut aller de soi pour l'analyste, n'apparaît guère à l'individu concret qui, confronté à ses propres limites cognitives, à la grande complexité de l'environnement, à l'"épaisseur" du temps, ne ressent dans bien des cas qu'une très forte incertitude⁶⁷, dont il tente, dans la mesure de ses capacités, de se

⁶⁵ Elster, 1987, *op. cit.*, p. 11.

⁶⁶ Munier, 1995, *art. cit.*, p. 59.

⁶⁷ On pourrait le dire autrement : l'individu réel ne sait pas, comme peut le faire l'analyste, calculer des probabilités exhaustives et toujours fiables.

prémunir⁶⁸. Ceci sera particulièrement vrai pour les producteurs agricoles, nous le verrons dans la seconde section de ce chapitre⁶⁹.

Il nous faut auparavant conclure celle-ci, en abordant le troisième et dernier thème sur lequel nous désirons nous pencher, celui du traitement qui est fait, sur base de la théorie usuelle de la rationalité, de la question de l'organisation. Terminons donc ce survol de la dimension normative de cette théorie en posant que là aussi, notre volonté de proposer un cadre conceptuel le plus proche possible du "monde réel" nous amènera à rechercher une approche quelque peu différente, privilégiant moins les logiques d'optimisation et intégrant plus les dimensions cognitives des comportements.

1.3. Les limites de l'approche "contractualiste" de l'organisation

Il n'est pas inutile de définir le sens que nous donnons à cette notion d'organisation. Avec A. de Janvry, nous la considérons comme un ensemble structuré de rôles. Les institutions, elles, constituent des ensembles complexes de normes, de règles, et de comportements conçus pour une fin collective. Certaines institutions sont des organisations (les ménages, les entreprises, les coopératives, etc.), d'autres non (la monnaie, les marchés parallèles, la "palabre", etc.)⁷⁰.

La théorie économique standard s'est penchée sur l'un et l'autre de ces concepts. Nous allons évoquer ici l'approche de l'organisation qu'elle a développée, et l'application au cas de l'organisation rurale qui en a été tirée.

1.3.1. L'approche théorique de l'organisation

L'approche standard de l'organisation met en avant l'importance des coûts de transaction. Mais certains auteurs n'en restent pas à la seule analyse de ces coûts et se penchent plus précisément sur le comportement de l'individu rationnel dans l'action collective et le fonctionnement de l'organisation.

⁶⁸ A. Sen évoque ainsi des études empiriques "(...) portant sur le comportement en situation d'incertitude, qui ont mis en évidence ce qui semblait être des incohérences systématiques dans l'estimation du risque et l'évaluation comparative de plusieurs décisions possibles". Selon lui, cela reflète en partie l'existence d'une autre conception de la prise de décision, différant de celle formalisée dans la littérature usuelle (Sen, 1993, *op. cit.*, p. 65).

⁶⁹ Cf. *infra*, pp. 173-175.

⁷⁰ Cf. de Janvry & *alii*, 1994, *art. cit.*, p. 2.

a - *Coûts de transaction et contrats optimaux*

La démarche usuelle est basée sur l'analyse des coûts de transaction, ou "coûts de fonctionnement du système d'échange"⁷¹. Ce sont les coûts d'exclusion, liés aux problèmes de la non-séparabilité, d'information, découlant des limites des signaux-prix, de taille, tenant à l'impersonnalité des échanges dans un marché étendu, et de comportement, provenant des "tricheries".

L'existence de ces coûts permet de justifier conceptuellement la présence des organisations en économie de marché, tout en respectant les hypothèses du paradigme néo-classique. C'est ce à quoi se sont employés de nombreux auteurs qui ont modélisé les organisations et les institutions en termes de contrats interindividuels⁷².

Cette approche ne constitue donc qu'une extension de la théorie standard - on parlera de théorie standard élargie⁷³ -, l'organisation étant systématiquement analysée en termes d'arrangement contractuel optimal entre des individus maximisateurs d'utilité espérée, et perçue comme le moyen de pallier les insuffisances de la rationalité des choix issues des différentes limites du marché⁷⁴.

Tout d'abord, livré à lui-même, le marché peut ne pas être viable. L'absence du crieur walrasien aboutit à des attitudes mimétiques, des anticipations croisées, etc., qui risquent d'entraîner un blocage de la rationalité, la panique devenant alors "le mode normal de coordination des activités économiques"⁷⁵.

De plus, dans un environnement incertain, induisant risque moral et sélection adverse, se comporter comme le prescrit le marché est coûteux, et risque d'être sub-optimal. L'incertitude peut ainsi rendre optimal le contrat organisationnel.

Enfin, l'incomplétude radicale des relations marchandes privées entraîne la nécessité de sortir du marché, pour demeurer rationnel. Toutefois le mécanisme contractuel demeure formellement marchand puisqu'il a pour

⁷¹ MENARD (Claude). - *L'économie des organisations*. - Paris, La Découverte, Coll. Repères, 1990. - p. 22.

⁷² Nous avons déjà évoqué ce type d'analyses dans les paragraphes portant sur le paradigme du paysan économiquement rationnel (cf. *supra*, pp. 73-75).

⁷³ Cf. Favereau, 1989, *art. cit.*, pp. 330-339.

⁷⁴ Ces limites sont résumées ainsi par R. Frydman : "Une décentralisation ou une individualisation effective se traduisent par une information incomplète et inégalement répartie, une asymétrie des positions des acteurs qui rend problématique la coordination marchande réussie. De là la nécessité d'introduire des compléments institutionnels ayant pour fonction de pallier ces défaillances" (Frydman, 1992, *art. cit.*, p. 15).

⁷⁵ *Idem*, p. 16.

finalité de coordonner, à la place du marché, des choix décentralisés en situation de rareté.

Il n'y a ainsi aucune remise en cause du paradigme néo-classique, le postulat de "naturalité du marché" peut être conservé, le contrat étant considéré comme le seul lien qui unit les individus. H. Brochier met en exergue les limites d'une telle vision : "Pour que les échanges aient lieu dans les conditions prévues dans la théorie, il est indispensable que préexistent une série de règles, de normes, de nature collective, qui permettront aux échanges interindividuels de se dérouler selon les modalités prévues. C'est là une des limites les plus fortes de la méthodologie individualiste, puisqu'elle démontre l'existence de conditions préalables holistes"⁷⁶.

En outre, les organisations sont dans de nombreux cas analysées comme des acteurs rationnels, elles sont définies par leurs objectifs et les données technologiques, économiques, écologiques, qui s'imposent à elles comme autant de contraintes, elles sont capables d'anticipations, etc. Une telle vision peut sembler problématique dès lors que l'on considère que les individus qui composent l'organisation ne répondent pas aux critères de la rationalité parfaite.

Par ailleurs, dans cette optique, on conserve souvent l'hypothèse d'homogénéité *a priori* des comportements individuels : les membres de l'organisation peuvent avoir des informations, des variables de contrôle différentes, mais leurs préférences, c'est-à-dire leurs goûts et croyances, sont identiques, ils partagent donc tous les objectifs de cette organisation. Les limites de cette hypothèse sont dépassées par de nombreux auteurs qui, à l'instar de M. Olson, se penchent sur la question du comportement de l'individu en face de et dans l'organisation.

b - Le comportement de l'individu face à l'action collective

M. Olson a beaucoup contribué aux progrès de l'approche standard sur ce thème des rapports qui lient les individus aux organisations. Il convient de nous arrêter sur ses analyses⁷⁷.

Séparant nettement logique de l'action individuelle et logique de l'action collective, il cherche à démontrer qu'"(...) un groupe inorganisé de personnes ayant un intérêt commun, conscientes de cet intérêt et ayant les moyens de le

⁷⁶ BROCHIER (Hubert). - L'individualisme méthodologique est-il applicable à la science économique ? - *Problèmes Economiques*, n°2382, 29 juin 1994. - p. 13.

⁷⁷ OLSON (Mancur). - *Logique de l'action collective*. - Paris, P.U.F., Coll. "Sociologie", 1978. - 199 p.

réaliser peut sous des conditions générales ne rien faire pour le promouvoir. La communauté d'intérêt, même lorsqu'elle est une donnée évidente pour tous, ne suffit pas à provoquer l'action commune permettant de promouvoir l'intérêt de tous"⁷⁸.

M. Olson pose que, de manière générale, sauf mesures coercitives ou autre disposition particulière, des individus raisonnables et intéressés ne s'emploieront pas volontairement à défendre les intérêts du groupe (p. 22), même si l'accord est unanime quant au bien commun et aux méthodes pour se le procurer. Il relativise ainsi la notion de consensus (pp. 82-83) : "un consensus parfait ne permet pas nécessairement d'atteindre l'objectif visé". Tout dépend alors de la capacité à s'organiser, et il convient de distinguer les obstacles à l'action de groupe dus à une absence de consensus et ceux dus à l'absence d'incitations individuelles.

Il met aussi en évidence le danger des *free-riders* et tente de montrer qu'un groupe relativement petit a souvent une efficacité et une durabilité supérieure aux grands groupes, qui nécessitent plus d'accords et d'organisation (pp. 75-88).

La condition de base de tous les raisonnements d'Olson est que le comportement des individus dans l'organisation soit rationnel, "(...) en ce sens que leurs objectifs, égoïstes ou altruistes, doivent être poursuivis par des moyens efficaces et adaptés aux buts qu'on se propose" (p. 88)⁷⁹.

Il reconnaît pourtant que les mobiles du comportement individuel au sein du groupe peuvent être de plusieurs ordres, économiques certes, mais aussi liés au pouvoir, au respect, à l'amitié, à l'obéissance sociale, etc. R. Boudon admet lui-même dans sa préface que la démarche utilitariste ne permet pas de tout expliquer, et que la théorie d'Olson, d'abord consacrée aux groupes à buts économiques, se révèle particulièrement inopérante dans le cas des groupes communautaires, religieux et philanthropiques (p. 16). Or, une organisation villageoise - comme toute autre organisation, nous semble-t-il - n'est jamais exclusivement tournée vers des finalités économiques, même dans le cas des "groupements d'intérêt ruraux".

⁷⁸ R. Boudon, dans la préface de l'ouvrage, pp. 8-9.

⁷⁹ Un tel attachement aux hypothèses du paradigme néo-classique amène Olson à des résultats parfois déroutants. Il tente ainsi de démontrer, dans la répartition des charges communes, "une propension surprenante du petit à exploiter le gros" (p. 23), surtout dans les groupes caractérisés par d'importantes disparités, car le "gros", espérant retirer une part importante des avantages, sera prêt à supporter une large part du coût (pp. 57-58).

Cela ne signifie pas que nous déniions tout intérêt aux thèses d'Olson⁸⁰. Il tente d'une part, en posant l'hétérogénéité des individus et des motivations au sein du groupe, de dépasser les limites de l'analyse néo-classique de l'organisation économique. Il donne d'autre part une définition assez juste du "groupe inorganisé" : "celui qui n'est pas capable d'exercer une pression ni toute autre action collective" (p. 188). Le grand groupe latent ne trouve pas de lui-même l'incitation à agir volontairement dans un but commun. Il ajoute que les "groupes inorganisés sont des groupes les plus importants numériquement, et aussi ceux dont les intérêts communs sont les plus vitaux pour l'individu" (pp. 188-189)⁸¹. Il introduit enfin dans l'analyse l'usage des "biens sélectifs"⁸² ou de mesures coercitives ou positives, permettant parfois de favoriser la participation.

Toutes ces notions se retrouvent dans les travaux de la théorie des jeux, qui ont permis d'améliorer la formalisation du comportement d'individus en interaction, sur la base du célèbre "dilemme du prisonnier". Ce dilemme, pose A. Brun, "exprime le fait que l'agressivité est la stratégie la plus rationnelle pour l'individu. La bienveillance (ou la coopération), considérée comme l'opposé de l'agressivité (ou de l'individualisme) permettrait un résultat meilleur pour tous les partenaires, à la condition expresse que personne ne triche et que tout le monde joue le jeu. Mais, si cette condition n'est pas respectée, ou plutôt n'est pas assurée, ce qui est la règle générale, il devient rationnel d'être agressif avec comme conséquence le maintien dans une situation sous-optimale"⁸³.

Cela se complique lorsque l'on multiplie les parties à l'infini, l'agressivité devenant alors moins payante à terme, à condition que les partenaires aient "bonne mémoire" et qu'ils sachent élaborer des objectifs assez lointains, c'est-à-dire que leur rationalité ne souffre pas de limites cognitives. De telles limites risquent d'ailleurs de complexifier les raisonnements, tant dans les cas d'échec que de réussite des actions collectives et des organisations. Mais laissons cette question en suspens et abordons le cas particulier qui nous occupe dans ce travail, celui des organisations rurales.

⁸⁰ Sur les limites de ces thèses, on lira aussi : MANN (Patrice). - *L'action collective. Mobilisation et organisation des minorités actives*. - Paris, Armand Colin, Coll. U, série "Sociologie", 1991. - pp. 64-65.

⁸¹ Ceci correspond assez bien, selon nous, au cas de la paysannerie centrafricaine, et particulièrement à celle de la région d'Alindao.

⁸² Ce sont des biens dont seuls les individus qui participent effectivement à l'action collective auront la jouissance.

⁸³ BRUN (André). - Citoyenneté, individualisme, coopération et lien local. - *Economie Rurale*, n°229, septembre-octobre 1995. - p. 13.

1.3.2. Quelles applications au cas de l'organisation paysanne ?

Il ne s'agit plus ici de comprendre pourquoi persistent des institutions et organisations dites "traditionnelles" ou "archaïques", mais d'examiner les conditions de fonctionnement et de survie des organisations rurales telles qu'elles émergent aujourd'hui, pour faire face aux nouveaux défis rencontrés par les paysans. De telles organisations occupent une place non négligeable dans les discours économiques actuels, place que nous évoquerons d'abord. Nous verrons ensuite comment leur fonctionnement interne est analysé grâce aux instruments de la théorie des jeux.

a - La vision "standard" de l'organisation rurale

La problématique de la structuration du monde rural est plus que jamais d'actualité, dans le contexte présent de désengagement étatique et de décentralisation contrainte. On compte alors de plus en plus sur les organisations rurales ou "paysannes", qui demeurent souvent les seules aptes à créer ce que M. Cernea appelle du capital social : "Créer des organisations, c'est créer du capital social. Il faut des organisations appropriées pour accroître la capacité des individus de conjuguer leur action et d'intervenir activement dans le processus de développement. Les organisations remplissent ce rôle en définissant les droits et les devoirs de chacun, en précisant les rôles à l'intérieur de l'organisation, en établissant un système de hiérarchie et responsabilités internes, en favorisant l'adoption de normes et de modes de comportement jugés utiles pour le groupe et en inhibant ceux qui sont considérés comme préjudiciables"⁸⁴.

A l'image de cette argumentation de M. Cernea, les positions de la Banque Mondiale tendent depuis quelques années à revaloriser le rôle de ce que l'on appelle la "communauté", analysée par le biais d'une "théorie des Clubs" fort en vogue. Cette communauté est censée constituer le support d'un

⁸⁴ CERNEA (Michael M.). - L'approche sociologique du développement durable. - *Finances et Développement*, décembre 1993. - p. 13. Concernant les nombreux échecs de projets de préservation de l'environnement naturel, il dit aussi : "(...) il ne suffit pas de savoir si tel ou tel utilisateur ou tel groupe d'utilisateurs est subjectivement capable (ou non) de gérer l'environnement. Le facteur décisif tient plutôt à la présence ou à l'absence de formes d'organisation sociale structurellement adaptées à la gestion de l'environnement. Sinon, les actions individuelles des multiples utilisateurs peuvent en se combinant avoir des effets pervers. Souvent, il faut organiser des utilisateurs dispersés en groupes institutionnalisés, interactifs et culturellement cohérents, pour qu'ils puissent gérer, déclencher des actions, et faire respecter les règles, les droits et obligations" (p. 12).

développement décentralisé, participatif⁸⁵. Ainsi, J. Isham, D. Narayam et L. Pritchett tentent de mettre en lumière la relation de cause à effet liant la participation des villageois concernés et les performances de projets de petite hydraulique rurale⁸⁶. On peut bien sûr avancer que les "praticiens" n'ont pas attendu cette confirmation économétrique pour se rendre compte d'une telle évidence empirique, mais plus fondamentalement, il apparaît nécessaire de rechercher comment peuvent émerger et se maintenir de telles organisations, qu'on les qualifie de "communautaires" ou "de développement".

Selon A. de Janvry, "(...) les coûts de transactions jouent un rôle considérable pour expliquer la possibilité d'une coopération, le degré de compétitivité comparée des diverses organisations (les ménages, les entreprises, les associations), l'efficacité de l'action collective, et le rôle de l'Etat dans le développement"⁸⁷. Mais à leur tour, insistent ces auteurs, les coûts de transactions sont, dans une large mesure, déterminés par les normes sociales (une idéologie commune, l'altruisme, la confiance, un sentiment de fraternité, etc...). En outre, pour que l'action des organisations soit efficace, un esprit de coopération, une autorité locale mais aussi un appui extérieur paraissent nécessaires. Tout ceci nous renvoie une fois encore à des schémas non exclusivement utilitaristes.

De plus, certains auteurs tentent de montrer que la privatisation des droits de propriété ne constitue pas dans tous les cas la "panacée". Il en est ainsi, selon P. Seabright, pour les "*local commons*"⁸⁸ : "(...) *there are number of things that can go wrong in attempting to introduce private property rights in what was once a common property resource ; identifying these factors will help to describe in which situations privatization is more or less likely to succeed*"⁸⁹. Une appropriation individuelle peut engendrer d'importantes externalités négatives, telles que la déforestation, le surpâturage, l'érosion des sols.

⁸⁵ Il est communément admis aujourd'hui que les organisations non gouvernementales peuvent venir en complément des deux grands régulateurs que sont l'Etat et le marché, et non pas s'y substituer, comme on le pensait parfois dans les milieux néo-libéraux pendant les années 80.

⁸⁶ ISHAM (Jonathan), NARAYAM (Deepa), PRITCHETT (Land). - Does Participation Improve Performance ? Establishing Causality with Subjective Data. - *The World Bank Economic Review*, Vol. 9, n°2, 1995. - pp. 175-200.

⁸⁷ De Janvry & alii, 1994, art. cit., p. 2.

⁸⁸ Il donne une définition "contractuelle" des "*common property resources*" : "(...) *resources in which there exist property rights, but property rights that are exercised (at least partly) collectively by members of a group. (...) What makes the right of control collective, rather than individual, is simply the absence of a complete set of contractual relations governing which member of the group is entitled or required to do that*" (SEABRIGHT (Paul). - *Managing Local Commons : Theoretical Issues in Incentive Design*. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 7, n°4, fall 1993. - p. 113).

⁸⁹ *Idem*, p. 124.

De semblables limites au cadre théorique standard apparaissent lorsque les instruments de la théorie des jeux sont utilisés afin d'étudier les comportements des individus au sein des organisations rurales.

b - Théorie des jeux et coopération locale

P. Bardhan synthétise fort bien les apports et les limites de ces instruments à l'étude de la coopération locale en matière de gestion des ressources collectives. Les enseignements tirés de l'observation de jeux répétés s'avèrent là aussi primordiaux : "*In the literature on repeated prisoner's dilemma games, it is shown that cooperative equilibria can be spontaneously sustained by the long-run interests of foresighted self-interested individuals*"⁹⁰. P. Bardhan applique lui-même ces concepts à la coopération dans le domaine de la gestion de l'eau⁹¹. Il en considère la portée, mais n'en reconnaît pas moins, avec d'autres, les limites.

Celles-ci tiennent surtout à la grande abstraction de ces modèles, qui ne peuvent rendre compte de toute la complexité du réel. D'une part, la vision pessimiste qu'induit souvent le dilemme du prisonnier a été fort atténuée par les nombreux exemples réussis de coopération⁹², d'autre part l'observation concrète a permis de mieux saisir les déterminants de cette coopération, qui dépassent de loin le cadre étroit du "jeu", même "répété".

Les modèles ignorent par exemple la dynamique des groupes impliqués dans l'action commune, la constitution et l'évolution d'éventuelles coalitions, les changements de stratégies, le rôle parfois prépondérant des *leaders*⁹³. De même, ils rendent peu compte de la flexibilité, selon le contexte et l'importance de la faute, des sanctions qu'encourt celui qui viole les règles du jeu. En outre, ils donnent peu d'enseignements sur la question du partage des bénéfiques potentiels. P. Seabright insiste lui sur la difficulté qu'ont les modèles à prendre en considération l'influence de l'histoire, et particulièrement celle des traditions et des institutions collectives, sur le comportement coopératif présent⁹⁴. Il évoque enfin une autre question non résolue par la théorie des jeux : "(...) *why*

⁹⁰ BARDHAN (Pranab). - Symposium on Management of Local Commons. - *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 7, n°4, fall 1993. - p. 89.

⁹¹ BARDHAN (Pranab). - Analytics of the Institutions of informal Coopération in Rural Development. - *World Development*, Vol. 21, n°4, 1993. - pp. 633-639.

⁹² Cf. de Janvry & alii, 1994, *art. cit.*

⁹³ Nous insisterons sur ce rôle dans le chapitre 7 (cf. *infra*, pp. 501-518).

⁹⁴ Seabright, 1993, *art. cit.*, p. 120.

some institutions are more effective than others at transmitting reputation across cohorts of members"⁹⁵.

On le voit, la théorie des jeux n'épuise pas toute la complexité des mécanismes de coopération en milieu rural. Il apparaît nécessaire de faire appel à d'autres concepts, permettant, une fois encore, d'introduire les caractéristiques cognitives et les particularités liées à chaque contexte. Ceci nous amène d'ailleurs à la conclusion de cette première section, au fil de laquelle nous avons relevé certaines limites de la théorie usuelle de la rationalité et de ses prolongements.

Nous avons mis en évidence les incontestables avantages de cette théorie, qui permet la formalisation et peut ainsi constituer les fondements "micro" des modèles "macro". Mais nous l'avons dit, notre objectif n'est pas de proposer une telle modélisation, mais de nous attacher aux comportements observés dans la région d'Alindao. Dans une telle optique, nous nous heurtons aux faiblesses de la théorie néo-classique, tenant à son aspect nécessairement réducteur⁹⁶. Puisque nous désirons approcher la grande complexité du réel, il nous faut rechercher une approche alternative, qui permettra d'intégrer les limites cognitives des agents, le poids de l'incertitude, la pluralité des mobiles, la question de la détermination des fins et des croyances, etc.

Une telle approche ne sera d'ailleurs pas nécessairement antinomique à la démarche standard, les deux pourront être complémentaires. Ainsi, concernant le fonctionnement de l'organisation, l'approche contractuelle, qui porte sur le repérage des asymétries génératrices d'opportunisme dans l'échange, demande à être complétée par une analyse plus cognitive, qui traite des capacités et des procédures de traitement de l'information et permet l'intégration de la dimension non utilitariste des comportements. En somme, la première constate l'existence des asymétries et leurs conséquences, la seconde en met l'origine en lumière.

Il nous semble que les thèses dites de "la rationalité limitée" et leurs prolongements peuvent fournir un cadre explicatif adapté à notre démarche, et c'est ce que nous allons, dans la section suivante, nous attacher à démontrer.

⁹⁵ Seabright, 1993, *art. cit.*, p. 123.

⁹⁶ Rappelons que la volonté des pères fondateurs de la rationalité économique était clairement d'évacuer les éléments psychologiques et culturels. Dès lors que l'on réintroduit, d'une façon ou d'une autre, ces éléments, on se heurte à des difficultés essentielles, qui ne peuvent être résolues que par un certain dépassement du cadre théorique usuel.

SECTION 2 : POUR UNE CONCEPTION "LIMITEE" DE LA RATIONALITE

A la recherche d'une alternative à la théorie usuelle de la décision, nous nous sommes en effet penché sur le concept de "rationalité limitée" tel qu'il a été développé par H. Simon⁹⁷ et repris par maints auteurs, notamment au sein de l'école dite "des conventions". Ce concept va nous permettre d'élaborer, au fil de cette section, le support théorique de notre travail.

Nous conserverons la démarche hypothétique qui fonde tout travail microéconomique. C'est ainsi qu'à chaque étape de notre raisonnement, nous poserons les hypothèses mises en lumière, ainsi que leurs conséquences essentielles. Ceci nous permettra de proposer, à la fin du chapitre⁹⁸, la batterie d'hypothèses - critiquables, comme toute hypothèse - qui guideront notre analyse des réalités vécues par les habitants de la région d'Alindao.

Nous allons d'abord nous attacher à définir les contours d'une rationalité individuelle "limitée". Puis nous adapterons ce cadre théorique aux particularités de l'activité agricole. Enfin, nous appliquerons les hypothèses proposées au cas de l'organisation en général, et à celui de l'organisation rurale en particulier.

2.1. Quelle rationalité individuelle ?

Le concept de rationalité, en économie, renvoie à la question de la capacité de l'individu à s'adapter à ses contraintes. Il convient de ne pas renier cette définition simple, mais plutôt de l'approfondir. Dans cette sous-section, nous nous attacherons surtout à préciser ce qu'il faut comprendre lorsque l'on parle de "capacité". Nous montrerons ainsi, dans un premier temps, que cette dernière est dans la plupart des cas "limitée" par les possibilités cognitives des individus et qu'elle est d'abord à rattacher au contexte dans lequel elle apparaît. Puis nous envisagerons ce que cette vision d'une rationalité définie en termes de "capacité" implique pour l'individu considéré par l'analyse microéconomique.

⁹⁷ March & Simon, 1964, *op. cit.*

⁹⁸ Cf. *infra*, pp. 200-202.

2.1.1. L'individu face aux limites de la rationalité

L'individu semble donc confronté à d'importantes limites, qui touchent tant à la manière dont il peut mettre en adéquation les moyens dont il dispose aux fins qu'il poursuit, qu'à la façon dont ses préférences elles-mêmes sont définies. Nous avons alors à définir les principales caractéristiques d'une rationalité dite "limitée", puis à mieux préciser ce que nous entendons par "capacité".

a - Une rationalité limitée et procédurale

Deux différences avec la théorie usuelle de la rationalité sont à souligner : en premier lieu, la rationalité des individus est "limitée" du fait d'une information imparfaite (liée à l'existence de l'incertitude) ou/et d'une capacité de calcul limitée⁹⁹ ; de plus, elle est dite "procédurale", les acteurs cherchant à mettre en oeuvre les procédures qui les conduiront aux décisions les moins mauvaises. Il s'agit en fait de limiter la part du "comme si" ("as if") et d'approcher la réalité des mécanismes de décision, telle qu'elle est décrite par les psycho-sociologues. En ce sens une telle rationalité est moins "limitée" qu'achevée, puisqu'elle tient compte des limites effectives dans les moyens de choix et des procédures qui y mènent¹⁰⁰.

H. Simon pose ainsi que le choix est toujours effectué au regard d'un schéma simplifié, limité et approximatif, de la situation réelle. Ce schéma est la "définition de la situation" pour l'homme qui choisit : "Parce que les possibilités intellectuelles de l'homme sont limitées en comparaison avec la complexité des problèmes auxquels ont à faire face les individus et les organisations, le comportement rationnel s'appuie sur des schémas simplifiés qui prennent en considération les principaux traits d'un problème sans en restituer toutes les complexités"¹⁰¹. Voilà pourquoi, bien souvent, les acteurs s'illusionnent en partie sur les faits et les relations moyens-fins, ou se trouvent dans l'incapacité manifeste de prédire l'impact de leurs comportements actuels sur leurs actes et leurs préférences futurs¹⁰². Par ailleurs, du fait de ses limites, l'homme raisonne

⁹⁹ C. Ménard, reprenant les raisonnements menés par H. Simon, pose que "(...) même dans un univers parfaitement certain, avec une information exhaustive gratuitement mise à la disposition des agents, ceux-ci seraient amenés à effectuer des choix en n'utilisant qu'une partie de cette information car ils ne disposent que d'une capacité très limitée à absorber et à utiliser l'information disponible" (Ménard, 1990, *op. cit.*, pp. 24-25).

¹⁰⁰ Cf. Mongin, 1984, *art. cit.*, p. 26.

¹⁰¹ March & Simon, 1964, *op. cit.*, p. 163.

¹⁰² L'incertitude n'est donc plus seulement externe, mais aussi interne, l'agent pouvant être confronté à l'incertain simplement du fait de son incapacité à calculer les conséquences de ses

de façon séquentielle et non plus synoptique, il s'occupe d'un petit nombre de problèmes à la fois, en parant au plus pressé pour surmonter et dépasser les difficultés de l'action. Tout ceci laisse la place à d'importantes asymétries d'information, qui varieront en fonction des contextes considérés, des limites cognitives de chaque individu.

En conséquence de ces capacités humaines limitées, de cette rationalité "bornée", contrairement à celle du maximisateur d'utilité espérée, l'optimisation fait place, dans une grande majorité des cas, à des logiques de simple satisfaction. Trouver un choix optimal est très différent de trouver un choix satisfaisant. Un choix est optimal s'il existe un ensemble de critères permettant de comparer tous les choix, et si le choix en question est préféré, de par ces critères, à tous les autres¹⁰³. Un choix est satisfaisant s'il existe un ensemble de critères qui décrive les minima des choix satisfaisants, et si le choix en question rencontre ou dépasse tous ces critères. La suite des actions examinées par le décideur n'est alors pas considérée comme "donnée", mais "engendrée par un processus progressif de recherche"¹⁰⁴, et c'est ce caractère séquentiel qui dispense le décideur d'explorer la totalité des actions possibles¹⁰⁵. En outre cette recherche doit composer avec l'incertitude et les asymétries d'informations qu'engendrent les limites cognitives du décideur, son incapacité à savoir, autrement que très imparfaitement, "de quoi demain sera fait"¹⁰⁶.

Nous considérons donc dans ce travail la rationalité "satisfaisante" comme le cas général et la rationalité "optimisante" comme simple cas particulier : "La plupart des prises de décisions humaines, individuelles ou organisationnelles, se rapportent à la découverte et à la sélection de choix satisfaisants ; ce n'est que dans des cas exceptionnels qu'elle se rapporte à la découverte et à la sélection de choix optimaux"¹⁰⁷. D'une manière générale, il

actions. La conception "simonienne" crée donc une nouvelle catégorie des contraintes, internes, liées à la capacité de l'acteur à traiter l'information. Il n'y a plus, comme dans les modèles usuels, d'identification de la dichotomie contraintes-préférences à celle opposant environnement et sujet (Cf. Mongin, 1984, *art. cit.*, p. 43).

¹⁰³ On l'a dit, l'optimisation suppose des conditions extrêmement sévères concernant l'aptitude des agents à collecter l'information et à calculer ; un tel comportement est, selon K. Arrow, "incompatible avec les limites de l'être humain (...)" (Arrow, 1987, *art. cit.*, p. 44).

¹⁰⁴ Walliser, 1985, *op. cit.*, p. 44.

¹⁰⁵ Selon C. Mongin, le principe du "*satisficing*" consiste en une succession de couples d'évaluation et de choix : "chaque action, tour à tour, est évaluée, puis soumise au choix, c'est-à-dire rejetée ou acceptée ; le processus cesse à la première action acceptée" (1984, *art. cit.*, pp. 32-33).

¹⁰⁶ C'est-à-dire son incapacité à construire des anticipations parfaites.

¹⁰⁷ March & Simon, 1964, *op. cit.*, pp. 136-137. Selon K. Wall, l'optimisation mathématique n'est valable que si l'on raisonne sur le long terme, c'est-à-dire en statique. Dès lors que l'on se situe dans une perspective dynamique, c'est la démarche de satisfaction qui prime (WALL (Kent D.). - A model of decision making under bounded rationality. - *Journal of Economic Behavior and Organization*, n°21, 1993. - pp. 331-352).

convient d'ailleurs de ne pas opposer irréductiblement rationalité substantielle et rationalité limitée, mais de proposer l'idée d'un *continuum*, entre une rationalité postulée parfaite, répondant aux critères usuels de la théorie économique, et une rationalité de peu à très limitée, selon le contexte dans lequel elle s'analyse.

La première solution satisfaisante accessible à l'acteur¹⁰⁸ sera ainsi souvent proposée par les coutumes, la routine, les habitudes, et ce que l'on raisonne usuellement en termes de maximisation ou de minimisation. On parle en effet pour les paysans de comportements visant à minimiser les risques. Nous dirons alors que le paysan opte, non pas pour la solution la moins risquée dans l'absolu, mais pour la première solution qui réduit suffisamment le risque à ses yeux, à savoir bien souvent la routine. L'action se présente donc rarement sous l'aspect d'une fin que l'on poserait d'abord et pour laquelle on chercherait des moyens adéquats, mais souvent comme une "recette traditionnelle" à appliquer telle quelle, ou à adapter prudemment. Ceci rejoint ce que dit R. Heiner de l'incertitude, source des comportements non optimisateurs et stables¹⁰⁹.

L'apprentissage est ici un processus fondamental, un élément central de la prise de décision¹¹⁰ : H. Simon le définit comme une quête visant à la découverte des possibilités d'action ou des conséquences de l'action, puis au développement d'un ou plusieurs schémas d'exécution adéquats. Cette quête se fait par un processus d'essai-erreur, permettant l'apparition d'éléments non perceptibles au départ. La rationalité est donc raccordée à l'aptitude à apprendre en tirant parti des fautes et des échecs passés¹¹¹ : la capacité de faire un bon diagnostic, celle de choisir un "bon problème", l'aptitude à réaliser

¹⁰⁸ Solution qui renvoie à ce que S. Latouche appelle le "raisonnable" (Latouche, 1994, *art. cit.*). Cet auteur place l'opposition rationnel-raisonnable au centre de la démarche d'Herbert Simon. Il s'éloigne toutefois clairement de cette démarche en posant qu'elle n'implique pas "l'opposition de deux concepts, mais de deux modalités du même concept" (p. 138-139).

¹⁰⁹ Il réfute le raisonnement selon lequel plus l'écart est important entre les capacités de l'agent et la complexité de l'environnement, plus l'agent fait des erreurs. Selon lui, la croissance de l'incertitude accentue la rigidité des comportements et pas nécessairement le risque d'erreur (Cf. Viviani, 1994, *art. cit.*). On lira : HEINER (Ronald A.). - The Origin of Predictable Behavior. - *The American Economic Review*, Vol. 73, n°4, september 1983. - pp. 560-595). Ce lien entre limites cognitives et rigidité du comportement se vérifiera sur le "terrain".

¹¹⁰ La théorie de la rationalité n'est pas très adaptée à sa prise en compte ; dans sa version la plus simple, elle l'élimine totalement, puisqu'un individu par définition omniscient n'a pas besoin d'apprendre (cf. Viviani, 1994, *art. cit.*, p. 136).

¹¹¹ J. Habermas ne dit rien d'autre lorsqu'il affirme : "Le concept de fondation rationnelle est étroitement uni à celui d'apprentissage. la rationalité reste contingente si elle n'est pas raccordée à l'aptitude à apprendre en tirant parti des fautes commises, du démenti des hypothèses et de l'échec de certaines interventions". HABERMAS (Jürgen). - *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. - Paris, Fayard, L'espace du Politique, 1987. - 448 p.

une action, etc., sont des qualités personnelles, qui ont été acquises à travers une expérience et un apprentissage fortement marqués par le contexte dans lequel ils s'inscrivent.

Une telle approche, ne s'intéressant pas uniquement à la décision elle-même, mais aussi à la procédure qui mène à cette décision, à son aspect délibératif, est dite procédurale¹¹². Nous sommes ici en présence d'une conception élargie, bien que "limitée", de la rationalité, puisqu'elle prend en compte les phénomènes d'apprentissage cognitif, qui concernent bien sûr l'adéquation des moyens aux fins¹¹³, mais aussi la détermination des fins elles-mêmes : celles-ci sont influencées par les habitudes, mais peuvent aussi évoluer, s'adapter aux modifications du contexte dans lequel elles sont déterminées et en fonction des "leçons" que l'individu sait tirer de ses expériences passées. C'est d'ailleurs à cette "adaptation à longue échéance" que H. Simon faisait correspondre le concept d'apprentissage, qui conditionne alors les possibilités de changement, nous le verrons¹¹⁴.

Une question se fait jour : puisque nous optons pour une rationalité "contextualisée", devons nous, à l'instar des théoriciens marxistes, considérer un individu au comportement déterminé, ou convient-il de proposer la vision plus nuancée d'un acteur conservant toujours une certaine marge de liberté et de réaction ?

b - Concilier holisme et individualisme méthodologiques ? La notion de "capacité"

Nous avons ébauché dans le paragraphe précédent la vision de "fins", de préférences fort dépendantes du contexte dans lequel elles apparaissent¹¹⁵, et de "moyens" très liés à la situation au sein de laquelle ils sont mis en oeuvre. C'est ainsi que la routine, qui détermine une large part des comportements

¹¹² Selon B. Walliser, le comportement est défini de manière procédurale "si l'on suppose que le décideur adapte son action aux conditions d'environnement perçues, par le biais d'une fonction de comportement (...)" (Walliser, 1985, *op. cit.*, p. 43). Cette conception suppose un environnement évolutif, porteur d'incertitude, contrairement à l'approche "instrumentale", dans laquelle l'environnement est supposé fixé.

¹¹³ "(...) can consequences really be judged adequately without any notion of the process through which they are brought about ?" (Sen, 1995, *art. cit.*, p. 11).

¹¹⁴ Cf. *infra*, pp. 180-183.

¹¹⁵ Au contraire de ce que posait L. von Mises, elles ne sont pas de simples critères aléatoires personnels. Selon M. Crozier et E. Friedberg, elles procèdent d'un apprentissage plus que d'un choix arbitraire (Crozier & Friedberg, 1977, *op. cit.*).

humains, dépend de l'environnement économique, social, culturel, etc., de l'action¹¹⁶.

Faut-il alors se référer à la notion "popérienne" de logique situationnelle ? Selon K. Popper en effet, on peut supposer que des agents placés dans une situation identique réagiront de la même manière aux changements de leur environnement. L'analyse de la situation est alors poussée si loin que des facteurs apparemment "psychologiques" sont transformés en "facteurs de situation"¹¹⁷. Si le contexte nous semble effectivement tenir une place importante dans le processus de décision des individus, nous ne pouvons nous limiter à cette seule explication, qui risque de nous amener à une vision par trop déterministe du comportement humain¹¹⁸. Comment alors concilier l'influence de la situation et la marge de l'acteur, ce que nous pourrions appeler sa "marge de liberté" ? Il nous semble que la notion de "capacité" peut permettre de faire le lien entre ces deux aspects du processus de décision des individus.

Pour définir cette notion, nous pouvons nous référer à des auteurs apparemment aussi différents que A. Sen et P. Bourdieu. Le premier propose le concept de "*capabilities*" comme une "*freedom type notion*"¹¹⁹ : même lorsqu'un individu parvient à maximiser sa fonction d'utilité, cela ne signifie pas que cet individu dispose d'une très grande liberté. En effet, il n'a peut-être que très peu de choix possibles. De plus, tout dépend de ce que contient, en quelque sorte, sa fonction d'utilité. Sen donne alors l'exemple de la personne qui, étant dans une situation particulièrement difficile, va s'estimer heureux avec de tout petits mieux, "mieux" qu'une autre, plus à l'aise, négligera¹²⁰. Si l'on désire mener des comparaisons interpersonnelles, il est alors nécessaire de se référer à cette notion de *capability*.

¹¹⁶ Selon J. March et H. Simon, on ne peut parler de rationalité que relativement à un cadre de référence bien spécifié : "Le milieu organisationnel et social dans lequel se trouve la personne qui prend une décision détermine les conséquences auxquelles elle s'attendra, celles auxquelles elle ne s'attendra pas ; les possibilités de choix qu'elle prendra en considération et celles qu'elle laissera de côté" (March & Simon, 1964, *op. cit.*, p. 135).

¹¹⁷ Cf. Brochier, 1994, *art. cit.*, p. 11.

¹¹⁸ Et ce bien que K. Popper demeure attaché aux principes de l'individualisme méthodologique. Cette démarche pose aussi certains problèmes empiriques tenant à la difficulté de lier systématiquement situation et action.

¹¹⁹ "*The capabilities of a person (...) represents the freedom that a person has in terms of the choice of functionings, given his personal features (conversion of commodity's characteristics into functionings) and his command over commodities (entitlements)*" (Sen, 1985, *op. cit.* pp. 13-14).

¹²⁰ "*Considerations of «feasibility» and of «practical possibility» enter into what we dare to desire and what we are pained not to get. Our mental reactions to what we actually get and what we can sensibly expect to get may frequently involve compromises with a harsh reality*" (*idem*, pp. 21-22).

Nous rejoignons là certaines des analyses menées par P. Bourdieu, sur l'*habitus*, défini dans le chapitre précédent¹²¹. Chacun possède, on l'a dit, un *habitus* singulier, même s'il existe des classes d'*habitus* qui séparent les différents groupes sociaux¹²². Certaines de ces classes sont, du fait des conditions matérielles qui les caractérisent, plus "fermées" que d'autres. Cela revient en fait à poser que, selon leur condition socio-économique, les individus disposeront de "capacités" plus ou moins importantes, c'est-à-dire de marges de liberté plus ou moins grandes¹²³. Nous montrerons la richesse d'une telle approche lorsque qu'il nous faudra détailler les implications de la marginalité sur les stratégies paysannes, sur l'aptitude des villageois à réagir aux contraintes rencontrées, etc.

Nous lierons notamment cette notion de "capacité" à celle de responsabilité, qui renvoie à la découverte par l'acteur de sa liberté, son autonomie, et à l'utilisation qu'il en fait. Nous verrons alors que l'explication d'une conduite "irresponsable" sera d'abord à rechercher du côté de la marge de liberté effective - c'est-à-dire telle qu'elle est perçue par l'acteur¹²⁴ - permise par le contexte dans lequel s'inscrit cette conduite¹²⁵.

Nous citons des auteurs faisant référence à l'individualisme méthodologique, et d'autres de tradition plus structuraliste. Cela nous renvoie à l'usuel débat opposant holisme et individualisme. Comment nous situer dans ce débat ?

Bien entendu, nous ne pouvons qu'évoquer cette question, trop vaste pour être traitée ici de manière exhaustive. Elle a deux réponses, qui ne sont pas nécessairement contradictoires : ce sont les hommes qui, par leurs actions, agissent sur leur société ; la société, beaucoup plus complexe qu'eux, leur échappe¹²⁶. Cette fois encore, on constate que, selon ce que l'on désire montrer, le niveau d'analyse auquel on se situe, on peut construire soit des explications en termes individuels des structures collectives, soit des explications "structurelles" des actions individuelles. R. Boudon lui-même défend la conception d'un individualisme variant en fonction de l'influence des données globales, différente selon les contextes.

¹²¹ Cf. *supra*, pp. 93-94.

¹²² Bourdieu, 1977, *op. cit.*

¹²³ On entreprend alors d'expliquer ce que de nombreux économistes posent comme données, les divergences de capacités entre les différents acteurs. Renvoyons à J. Haltiwanger et M. Waldman (1985, *art. cit.*), qui considèrent deux groupes distincts, ceux capables d'anticipations rationnelles, et ceux n'ayant qu'une vision imparfaite du futur.

¹²⁴ Cf. Bourdieu, 1977, *op. cit.*, p. 116.

¹²⁵ Cf. *infra*, pp. 591-593.

¹²⁶ Brochier, 1994, *art. cit.*, p. 12.

Nous ne pouvons alors qu'adopter la position médiane ainsi définie par P. Hugon : "Les acteurs ne sont ni le simple reflet des structures, les faits collectifs sont les résultats d'actions individuelles, ni des individus, ou collectifs d'individus, exerçant leur libre arbitre. Ils intériorisent ces structures, par leurs pratiques, leur apprentissage et leur subjectivité, et les transforment"¹²⁷.

Ainsi les normes de satisfaction qu'un individu utilise à un moment donné sont le résultat d'un apprentissage "culturel", mais si elles délimitent un premier éventail de solutions possibles, elles ne déterminent jamais complètement les stratégies individuelles et collectives. En effet, elles répondent aussi aux conditions particulières du contexte, et aux choix stratégiques personnels effectués alors par les acteurs, par exemple selon les jeux de pouvoir dans lesquels ils sont engagés. Les critères de satisfaction sont donc tout à la fois "conditionnés", contextuels et stratégiques. Une telle conception permet d'avoir une vision selon nous assez concrète de la liberté, plus ou moins limitée mais toujours effective, de l'acteur. Elle permet aussi d'introduire une hypothèse d'hétérogénéité des acteurs qui, placés dans une situation socio-économiquement proche, ne réagiront pas nécessairement de manière identique. Nous reviendrons plus loin sur ce principe d'hétérogénéité¹²⁸.

Cette conception médiane de la place relative des structures et des acteurs nous permet d'employer, sans crainte de tomber dans le piège d'un fonctionnalisme excessif¹²⁹, la notion de système productif, telle que nous l'avons définie dans le préambule. Nous verrons ainsi que si la logique du système conditionne l'action des individus, en retour les stratégies de ces derniers influent sur l'évolution du système. Nous pourrions alors parler d'une interaction, d'une interdépendance, entre un acteur à l'autonomie limitée et un système dont l'évolution dépend aussi des agissements de cet acteur.

Nous tenterons donc de reconstruire la liberté et la rationalité, toujours limitées et contingentes, de l'acteur, en reliant sa conduite au contexte dans lequel on l'observe¹³⁰. Mais il convient de préciser davantage les implications, pour l'analyse des actions individuelles, d'une telle conception "contextualisée", ou "située", de la rationalité.

¹²⁷ Hugon, 1993a, *op. cit.*, pp. 59-60. "Trois instances, ajoute P. Hugon, permettent de lier structures et comportements : celle du normatif (obligations, permissions, interdits...), celles de l'intériorisation (les normes sont plus ou moins comprises, acceptées et assimilées par les personnes) et du contrôle social (poids de la répression des groupes d'appartenance, [...])".

¹²⁸ Cf. *infra*, pp. 161-162.

¹²⁹ Ou dans celui d'une analogie biologique hors de propos.

¹³⁰ K.J. Arrow pose que la rationalité d'un individu "tire non seulement sa force, mais sa signification même du contexte social dans lequel elle est ancrée" (1987, *art. cit.*, pp. 22-23).

2.1.2. Des individus historiquement et socialement situés

Nous allons ici insister sur la complexité du monde au sein duquel s'insère l'action individuelle. Puis nous envisagerons deux implications méthodologiques majeures de cette complexité : la nécessité de l'approche locale et l'impératif du fondement historique.

a - Les individus au coeur d'un monde complexe

Le "contexte" évoqué jusqu'à présent constitue en effet un monde complexe, au sein duquel les agents ont de multiples référents, des justifications diverses et parfois contradictoires, des "bonnes raisons" de plusieurs ordres. Cette pluralité a fort bien été mise en lumière par L. Thévenot. Selon ce dernier, l'individu se réfère à des natures marchande, domestique, civique, technique, au gré de l'action en cours : "Dans une société complexe, chaque membre possède la compétence pour identifier la nature d'une situation et ajuster son action à des situations relevant de natures différentes, de façon à préserver la possibilité d'une coordination avec d'autres personnes, ou avec soi-même dans d'autres circonstances". Il ajoute : "Cette capacité de jeu, et l'indétermination irréductible qui en résulte, empêchent de clore chacun des mondes et d'en faire un système de déterminations"¹³¹.

Une telle pluralité ne nous conduit certes pas à postuler une multiplication des rationalités, ce qui serait une "stratégie paresseuse et dangereuse"¹³² ; la rationalité demeure unique, mais elle se révèle plus complexe que ne le postule la théorie standard, qui ne s'intéresse *a priori* qu'à la dimension "marchande" des comportements. R. Frydman propose ainsi de redéfinir le lien marchand, en y introduisant d'autres opérateurs que le seul comportement optimisateur, tels le civisme, la confiance, l'imitation des autres, et insiste sur le rôle limité de la raison calculatrice, ce qui n'interdit pas à l'agent toute rationalité : "On peut fort bien être rationnel tout en obéissant à des valeurs et à des règles dont le fondement utilitaire est indémontrable"¹³³.

Ceci renvoie aux analyses d'A. Sen, déjà évoquées, portant sur les liens entre éthique et économie. Selon lui, une société fondée sur la seule recherche de l'intérêt personnel, c'est-à-dire composée uniquement d'"idiots rationnels", ne peut être viable. Il est impératif qu'il existe des normes et des règles de

¹³¹ Thévenot, *art. cit.*, 1989, p. 175.

¹³² Favereau, 1995, *op. cit.*, p. 184.

¹³³ Frydman, 1992, *art. cit.*, p. 24.

conduite venant "brider" l'égoïsme des agents¹³⁴. Tout en demeurant fort nuancé¹³⁵, Sen propose lui aussi le principe d'une pluralité de motivations : "(...) le comportement réel peut résulter d'un compromis entre des exigences morales et la poursuite de divers autres objectifs (y compris l'intérêt personnel) (...)"¹³⁶.

Cette pluralité s'exprime dans ce qu'il nomme, on l'a vu, "l'engagement", que d'autres qualifient d'altruisme. Il est le fait d'un individu prenant en compte ses relations avec autrui, et particulièrement ceux des autres dont il s'estime proche : "Les actions fondées sur la loyauté au groupe peuvent entraîner, à certains égards, le sacrifice d'intérêts purement personnels, de même qu'elles peuvent procurer, à d'autres égards, une plus grande satisfaction de certains intérêts personnels"¹³⁷.

D'une manière assez proche, H. Simon pense que l'altruisme n'apparaît et ne se maintient à terme que lorsque les agents ne raisonnent pas comme le postule la théorie standard : "... *extensive altruism will appear in populations characterized by bounded rationality and docility*"¹³⁸. La "*bounded rationality*" renvoie aux limitations cognitives des agents ; la "*docility*", elle, fait référence à l'influence de l'environnement sur le comportement du décideur¹³⁹.

Cette complexité du monde au sein duquel les individus agissent nous conduit à réaffirmer le principe d'hétérogénéité des acteurs, défini plus haut. Poser ce principe n'exclut certes pas l'analyse de régularités, de mimétismes, de similitudes de conditions socio-économiques, d'asymétries et de dominations subies en commun, mais ceux-ci ne peuvent s'observer qu'au cas par cas, ils ne peuvent être postulés, tant que l'on considère que l'acteur conserve une part de liberté, si restreinte soit-elle. De même que ne peuvent être postulées la place de l'égoïsme motivé par le seul gain économique, celle de la prise en compte des intérêts des membres d'un groupe, celle du respect de normes sociales, etc., dans le comportement de chaque acteur. Au

¹³⁴ Il se livre à une saine relecture de la pensée d'A. Smith, qui insistait sur l'importance des "règles de conduite" (Sen, 1993, *op. cit.*, p. 81)

¹³⁵ "(...) contester que les êtres humains adoptent toujours une attitude exclusivement intéressée n'équivaut pas à affirmer qu'ils agissent toujours de façon désintéressée. Il serait extraordinaire que l'intérêt personnel ne joue pas un rôle majeur dans une multitude de décisions (...)" (Sen, 1993, *op. cit.*, p. 21).

¹³⁶ *Idem*, pp. 108-109.

¹³⁷ Sen, 1993, *op. cit.*, p. 22. L'analyse de cet "engagement" permet une prise en compte des interdépendances complexes entre agents, qui ne peuvent se résumer à la simple recherche de contrats optimaux.

¹³⁸ Simon, 1993, *art. cit.*, p. 157.

¹³⁹ Il définit ainsi cette notion de "*docility*" : "(...) *tendency to depend on suggestions, recommendations, persuasion, and information obtained through social channels as a major basis for choice*" (*idem*, p. 156)

quotidien, dans leurs actions et par leurs comportements, dans leurs réactions face aux contraintes communes qu'ils ont à affronter, aux opportunités qu'ils ont à saisir, dans leurs stratégies de pouvoir ou de survie, dans leurs attitudes au sein de l'organisation, etc., les acteurs révèlent leur individualité.

Terminons en dégagant trois conséquences de ce principe d'hétérogénéité. D'une part, considérant des individus différenciés, nous ne pourrions étudier le ménage comme une entité homogène, dont le comportement peut être analysé d'une manière unitaire, mais comme une organisation, composée de membres ayant chacun une autonomie propre et par nature limitée. D'autre part, L'individu est défini ici en interaction avec autrui. Cette dimension "sociale" de l'acteur nous permet de proposer deux autres conséquences de nos hypothèses de rationalité, qui pourront parfois se révéler contradictoires. D'un côté, l'acteur ne recherche pas l'isolement, la mise en marge, il recherche au contraire l'établissement de relations avec autrui¹⁴⁰. De l'autre, il tend à préserver son autonomie¹⁴¹. Il aura donc à concilier son désir d'autonomie et son besoin d'échanger.

A ce stade de la réflexion, nous pouvons d'ors et déjà mettre en évidence certaines implications méthodologiques de notre conception de la rationalité.

b - Conséquences méthodologiques : une approche locale et historique

Nous relevons deux conséquences majeures d'une telle démarche théorique, pour l'étude empirique que nous désirons mener : nous serons amené à privilégier le niveau "local", et nous devons accorder une large place à l'histoire.

En premier lieu, le caractère "situé" de la rationalité oblige à adopter une approche privilégiant la dimension locale¹⁴². Notre démarche sera donc tout à la fois microéconomique, dans le sens où elle privilégiera l'étude des comportements individuels, et locale, c'est-à-dire concrète, concentrée sur un

¹⁴⁰ J.M. Boussard estime ainsi qu'il est nécessaire d'intégrer, comme argument de la fonction d'utilité, une certaine "quantité de communication". Moins l'occupation de l'espace est dense, plus la communication est coûteuse, et moins l'individu est heureux, *ceteris paribus* (BOUSSARD (Jean-Marc). - *Introduction à l'économie rurale*. - Paris, Cujas, Coll. Théories Economiques, 1992. - p. 63).

¹⁴¹ Là encore, J.M. Boussard pense que l'espace privé occupé par chaque individu devrait apparaître explicitement dans la fonction d'utilité (*idem*, p. 62).

¹⁴² Pour une justification "géographique" d'une approche locale du milieu rural africain, on lira : SAUTTER (Gilles). - *Le développement rural coté cour : le poids des articulations locales*. - in *Parcours d'un géographe*, 1993, *op. cit.* - pp. 429-442.

terrain précis, ou plus exactement sur quelques terrains bien définis, aux réalités proches mais permettant d'intéressantes comparaisons. Sur ces terrains, nous considérerons non des individus isolés, dont les actions seraient coordonnées par la fiction du "commissaire priseur" ou celle de la "main invisible", mais des agents en interaction.

Certes, le fait de privilégier une approche "localisée" peut être perçu comme une volonté de se limiter à l'analyse du "superficiel", de l'apparent, d'obérer les phénomènes plus globaux de "domination", d'intégration ou de marginalisation, de s'attacher en somme, comme nous l'exprimions dans le premier chapitre, aux symptômes plutôt qu'aux causes¹⁴³. Nous réfutons cette critique, comme l'a fait, par exemple et à la suite de G. Balandier¹⁴⁴, G. Gosselin : selon ce dernier, la perspective locale "(...) n'implique en rien l'idée selon laquelle ces communautés locales seraient autonomes, indépendantes de cohérences et de choix nationaux"¹⁴⁵. Les analystes marxistes des sociétés agraires eux-mêmes justifient souvent le choix pour une analyse locale : "Même au niveau de la petite communauté, le développement économique a des implications structurelles dont l'analyse nous conduit nécessairement à la société globale. La petite communauté rurale, elle aussi, représente dans les pays sous-développés un chaînon dans le processus qui a conduit et conduit encore au développement et au sous-développement simultanés"¹⁴⁶.

Si nous ne nous inscrivons certes pas dans ce courant théorique, il n'en demeure pas moins que l'analyse de la marginalité paysanne que nous entendons mener nous permettra de replacer des phénomènes observés localement dans un cadre plus global, régional, national, voire mondial, c'est-à-dire de tenir compte des interconnexions entre les niveaux "micro", "mésos" et "macro". Ainsi que le souligne fort justement J.P. Raison, "(...) les études rurales aujourd'hui, dans le Tiers monde, supposent que soient pris en compte des éléments, et donc des échelles, de plus en plus variés, des systèmes élargis à des dimensions souvent nationales, voire internationales : de la parcelle au marché mondial, les éléments sont de plus en plus solidaires dans le cadre d'une «économie-monde»"¹⁴⁷.

Une autre conséquence de la conception de la rationalité que nous considérons tient en l'obligation qui nous est faite de réintroduire l'histoire. L'analyse d'une rationalité "limitée" et procédurale, en introduisant le temps

¹⁴³ Cf. *supra*, p. 124.

¹⁴⁴ Celui-ci pose que la communauté villageoise constitue une "société en réduction" (cité par Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 270).

¹⁴⁵ Gosselin, *idem*.

¹⁴⁶ Stavenhagen, 1969, *op. cit.*, pp. 375-376.

¹⁴⁷ Raison, 1993, *op. cit.*, p. 157.

dans l'analyse des décisions, permet de donner tout son sens à la notion de "stratégie" et d'orienter la réflexion dans une perspective résolument dynamique. Les individus que nous considérons sont donc "situés" socialement et géographiquement, mais aussi historiquement¹⁴⁸.

Ainsi, nous insisterons tout au long de ce travail sur l'importance de l'ancrage historique des comportements, des pratiques techniques, des rapports sociaux, etc., actuellement observables, qui nous renvoient aux événements et aux situations passés. J.P. Minvielle le dit très clairement : "(...) il est difficilement envisageable d'aboutir à une vision cohérente d'un système de production donné sans que soient intégrés les déterminants historiques de ce système"¹⁴⁹. Il est en outre possible de faire le lien entre cette dimension historique et l'intégration, que nous venons d'établir, du "local" dans le "mondial" : l'analyse historique oblige en effet à prendre en compte des phénomènes extérieurs qui ont eu d'importantes répercussions locales - la politique coloniale française par exemple.

Les dimensions locale (les individus sont en interaction) et historique (les individus s'inscrivent dans une histoire) de notre travail seront donc intimement liées. Elles nous amèneront par ailleurs à nous tourner vers les groupes d'appartenance des acteurs, et ce à des échelles diverses : groupe domestique, village, organisation paysanne, ethnie¹⁵⁰, etc. Les critères ethniques pourront ainsi être pris en considération, en une démarche fort bien justifiée par G. Sautter. Selon ce dernier en effet, dès que l'on remonte au delà de la période contemporaine, "(...) les noms d'ethnies, recueillis avec soin par les explorateurs, voyageurs, et premiers administrateurs, constituent les seuls repères utilisables pour les comparaisons, les seuls témoignages d'une continuité"¹⁵¹. Il poursuit : "Sans les dénominations ethniques, l'histoire du peuplement, en dehors de ses derniers épisodes, demeurerait hors d'atteinte, faute de pouvoir isoler et suivre les groupes humains, dans leurs déplacements migratoires et leurs vicissitudes démographiques. Aux variations que l'on constate dans la nature et l'intensité de leur «réponse» aux incitations de

¹⁴⁸ On lira par exemple : COUTY (Philippe). - Le temps, l'histoire et le planificateur. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 18, n°2, 1981-1982. - pp. 261-266.

¹⁴⁹ Minvielle, 1978, *art. cit.*, p. 233-234.

¹⁵⁰ G. Sautter reconnaît dans la notion d'ethnie un principe de communication et un principe d'identité. En premier lieu, l'ethnie se manifeste comme un niveau des relations sociales, que celles-ci soient ou non agencées en une structure politique. Un trait constant réside donc dans une certaine facilité et une certaine intensité des communications entre les hommes. En second lieu, le concept ethnique apparaît, selon le géographe, inséparable d'une certaine homogénéité, d'un minimum de fidélité à soi dans l'espace et dans le temps (Sautter, 1966, *op. cit.*, p. 166). On pourra lire, dans cet ouvrage, les pages 157 à 176 ("Nature et portée des discriminations ethniques").

¹⁵¹ *Idem*, p. 165.

l'économie moderne, il ne serait pas question de rechercher, dans un passé plus ou moins éloigné, les antécédents qui sont le point de départ des attitudes et des orientations actuelles ; on n'aurait aucun moyen de découvrir l'origine des conditionnements collectifs qui constamment interfèrent avec les relations entre densité de population et développement économique"¹⁵².

Voilà pourquoi nous nous attacherons à prendre en compte les différenciations ethniques, anciennes ou présentes, en distinguant essentiellement les Yakpa et les Ngbugu. Cette distinction nous semble pertinente dès lors, d'une part que les travaux des historiens semblent la légitimer, et d'autre part que les acteurs eux-mêmes la perçoivent comme rendant compte de réalités vécues au quotidien.

Cette dernière implication de notre conception de la rationalité nous amène tout naturellement à sortir du cadre théorique présenté jusqu'à présent, et à tenter une application des grands principes exposés au cas particulier de l'acteur villageois. Auparavant, nous pouvons résumer les principales hypothèses posées au fil de cette première sous-section, ainsi que leurs conséquences essentielles.

Les hypothèses

H1. Les capacités cognitives des individus sont limitées.

H2. Les décisions ont une dimension procédurale.

H3. L'environnement est incertain.

H4. Les capacités des acteurs dépendent pour partie de leur "condition socio-économique".

H5. Il y a interaction entre acteur et système.

H6. Il y a hétérogénéité des acteurs.

H7. Les référents de l'individu sont multiples, mais la rationalité demeure unique.

H8. L'intérêt "égoïste" ("*self-interest*") ne constitue pas le déterminant unique des décisions. Celles-ci ont aussi une dimension "éthique".

H9. Principe de l'homme en interaction : l'action individuelle est toujours à replacer dans un contexte local précis.

H10. Principe de l'homme "historique" : l'action individuelle doit être étudiée en dynamique et être ancrée dans une histoire.

¹⁵² Sautter, 1966, *op. cit.*, p. 166.

Leurs principales conséquences

- C1. La recherche de solutions satisfaisantes constitue le cas général ; l'optimisation ne constitue qu'un cas très particulier (H1, H2, H3).
- C2. Les processus d'apprentissage jouent un rôle primordial dans l'adaptation des individus à leur environnement. (H1, H2, H.3).
- C3. Il existe toujours des asymétries d'informations (H1, H4).
- C4. La dimension stratégique des comportements est fondamentale (H8, H9, C3).
- C5. Les individus font tous preuve d'une aversion pour risque, variable selon leur situation. (H1, H3).
- C6. Les individus font tous preuve d'une préférence pour le présent et d'un attachement à la routine, variables selon leur situation (H1, H3, C5).
- C7. Les anticipations ne sont pas parfaites (H3, C1, C3, C6)
- C8. Les normes de satisfaction doivent être rattachées au contexte qui les fait naître. (H4, H9, H10).
- C9. L'individu recherche toujours une certaine autonomie. (H6, H9).
- C10. L'individu n'aime pas l'isolement et recherche toujours certaines relations avec les autres. (H6, H9).
- C11. Les niveaux "micro", "més" et "macro" sont interconnectés. (H9, H10).
- C12. Les groupes d'appartenance des acteurs - notamment l'ethnie - doivent être pris en compte. (H9, H10).

On le voit, cette démarche est complexe et ne permet que difficilement la formalisation du raisonnement¹⁵³. Elle tente en outre de concilier les deux grands principes d'altérité et d'universalité. Universalité car, tous les acteurs sont confrontés aux limites de leur rationalité, utilisent plusieurs référents, ne décident pas "seuls", etc. Altérité car cette rationalité est très liée au contexte, socio-économique, historique et local, au sein duquel elle est analysée. Ainsi, le contexte "agraire" implique diverses particularités que nous allons nous attacher à mettre en lumière.

2.2. Les implications agraires d'une conception "limitée" de la rationalité

Les spécificités du secteur agricole ont été détaillées par de nombreux auteurs. Nous devons donc, dans un premier temps, rapidement passer en revue ces spécificités, et en extraire un certain nombre d'hypothèses

¹⁵³ Parmi les quelques tentatives de modélisation, citons toutefois Wall, 1993, *art. cit.*

complémentaires. Sur la base de ces hypothèses et de toutes celles émises précédemment, nous nous pencherons sur le cas des stratégies des acteurs paysans et tenterons d'en tirer quelques enseignements généraux. Dans un troisième et dernier temps, nous étudierons plus particulièrement les réactions paysannes aux actions dites de développement.

2.2.1. Les spécificités agricoles : hypothèses complémentaires et implications

On l'a dit, d'autres avant nous ont bien entendu insisté sur ces spécificités, bien mieux que nous ne saurions le faire ici¹⁵⁴. Notre objectif n'est alors que de proposer une synthèse de telles particularités, en élaborant plusieurs hypothèses complémentaires, puis en en étudiant les implications majeures.

a - Hypothèses spécifiques

Le principe de saisonnalité constitue sans conteste l'une des hypothèses majeures de tout travail d'économie rurale. Le caractère saisonnier des cycles culturels est induit par les variations annuelles des températures, des précipitations et de l'ensoleillement, et implique des besoins en facteurs de production variables selon les périodes de l'année.

Une autre hypothèse essentielle tient à la dimension spatiale de l'activité agricole. Cette spatialité est due à l'immobilité du facteur essentiel, le facteur terre. Elle induit une faiblesse caractéristique des économies d'échelle en agriculture¹⁵⁵ et relativise la portée d'un débat sur la taille optimale de l'exploitation agricole¹⁵⁶.

La combinaison des deux hypothèses précédentes entraîne ce que les anglo-saxons nomment "*synchronic timing*" : il existe une importante simultanéité des travaux culturels. Cela amène à certains "goulots d'étranglement", la plupart des actifs se livrant à d'importants travaux durant la

¹⁵⁴ On lira par exemple : Binswanger & Rosenzweig, 1986, *art. cit.*

¹⁵⁵ Sur ce sujet, on se référera à la parabole de l'exploitation circulaire de von Thünen : Lorsque la taille de l'exploitation augmente, la distance entre le siège de l'exploitation et les lieux de travail s'accroît, d'où des coûts croissants et donc des rendements décroissants (cf. Boussard, 1992, *op. cit.*, pp. 32-33).

¹⁵⁶ A système de production inchangé (c'est-à-dire à techniques sensiblement identiques), le choix de la taille dépend alors plus d'autres critères (sociaux, fonciers, etc.) que de facteurs strictement économiques.

même période. Cette simultanéité n'est certes pas parfaite et laisse ainsi la place à quelques "locations" sur le marché du travail, nous le verrons¹⁵⁷.

Nous pouvons aussi mettre en évidence des coûts spécifiques à l'activité agricole. Ils tiennent principalement à la dispersion spatiale de cette activité, ce sont les coûts de transport et de voyage d'une part, les coûts d'acquisition et de transmission de l'information de l'autre. Ces coûts diminuent avec l'amélioration de l'infrastructure routière et les innovations en matière de transport et d'information, et s'accroissent particulièrement lorsque les axes d'échange se dégradent et les relations avec l'extérieur se raréfient.

De même, il convient de détailler quelques incertitudes liées aux spécificités de l'activité agricole¹⁵⁸. Il y a d'abord l'incertitude liée aux récoltes à venir, du fait des possibles aléas climatiques, attaques parasitaires, destructions par des animaux sauvages ou les feux de brousse, etc.¹⁵⁹. Cette incertitude détermine le *timing* des cycles des travaux agricoles. Ainsi, lorsque le producteur ne pratique pas une simple monoculture, le retard pris, du fait d'aléas climatiques, pour une récolte influera sur les travaux destinés aux autres cultures. Remarquons aussi la forte covariance, à l'échelle d'un terroir villageois par exemple, du risque de récolte : une sécheresse, par exemple, ne touche jamais une seule exploitation. Tous les producteurs ont donc à affronter une structure identique des risques "naturels", même si leurs réactions à ces risques pourront sensiblement varier, en fonction de leurs stratégies propres, de leur condition socio-économique.

On relève aussi les incertitudes du marché, les prix étant souvent inconnus lorsque les décisions de production sont prises, compte tenu des délais culturels. En outre, les producteurs n'ont guère la possibilité d'influer sur des marchés agricoles atomisés. Enfin, plus le fonctionnement des marchés apparaît erratique, notamment s'il n'existe pas de mécanismes de stabilisation, plus grande est l'incertitude ressentie par les paysans.

Il y a enfin les incertitudes portant sur les facteurs de la production agricole. Nous allons les détailler en abordant chacun de ces facteurs.

Le premier facteur est bien entendu la terre. Les "bonnes terres" ne se trouvent pas de façon illimitée. Leur nombre diminue avec le croît

¹⁵⁷ Cf. *infra*, pp. 445-448.

¹⁵⁸ Cf. Binswanger & Rosenzweig, 1986, *art. cit.*, pp. 513-514. J.M. Boussard précise : "(...) du fait de l'incertitude qui entoure tout acte de production agricole, les économistes ruraux sont généralement au fait des théories sur la décision en situation de risque et d'incertitude, (...)" (Boussard, 1992, *op. cit.*, p. 19).

¹⁵⁹ Autant d'événements dont l'occurrence peut difficilement faire l'objet d'une prévision, sur les champs tout au moins, car sur le "papier", il est sans doute possible de proposer des probabilités.

démographique, à système de production inchangé. La reproduction écologique des sols constitue une incertitude majeure. Il est difficile de causer des dommages définitifs à ce facteur, mais des détériorations importantes sont possibles lorsque des méthodes culturales inappropriées sont durablement appliquées : jachère trop courte pour permettre une reconstitution de la fertilité, façons favorisant les différents types d'érosion, etc. L'incertitude de l'accès à la terre renvoie elle à la question des enjeux fonciers¹⁶⁰.

Les arbres peuvent aussi être considérés comme des facteurs de production, fournissant fruits, bois, etc., et permettant d'importants transferts de fertilité des couches profondes du sol vers les cultures à l'enracinement peu profond. Leur niveau de production dépend pour une large part des travaux d'entretien (taille, etc.). L'incertitude est sensiblement identique à celle que subissent les récoltes, avec toutefois des délais beaucoup plus longs entre la prise de décision de planter et l'obtention des premiers résultats attendus.

Les animaux constituent, à la différence de la terre et des arbres, des facteurs mobiles et très fragiles. Ils requièrent des soins quotidiens et attentifs. L'incertitude est liée aux aléas des cycles de vie : maladies, blessures, etc. Elle rend, avec la simultanéité des travaux agricoles posée ci-dessus, la possession individuelle des animaux souvent plus viable qu'une possession commune.

Les outils, machines, et autres intrants constituent la quatrième catégorie de facteurs. L'incertitude est diverse, elle tient par exemple à l'aléa de la panne pour les machines, à la perte ou le bris de l'outil, à l'interruption de l'approvisionnement en intrants, etc. Un équilibre est à rechercher entre les intrants pour chaque culture et entre les diverses cultures pour chaque intrant, à stock d'intrants utilisables donné.

Les individus jouent bien sûr un rôle essentiel dans la production agricole. La productivité du travailleur dépend de nombreux éléments : de sa santé physique, de la qualité de la nourriture et des soins qu'il reçoit, de l'ampleur de son aversion pour l'effort¹⁶¹, de la place qu'il occupe dans l'exploitation¹⁶², de contraintes sociales, etc. L'importance des besoins en travail humain varie au fil des cycles culturels, ce qui peut impliquer des surcharges ponctuelles. Les besoins monétaires liés à l'entretien de la force de

¹⁶⁰ On lira : DESJEUX (Dominique). - Des stratégies paysannes pour gérer l'incertitude foncière. - in Le Bris & alii, 1991, *op. cit.* - pp. 199-203.

¹⁶¹ Nous postulons en effet un individu qui ne fait pas preuve d'un attrait illimité pour le travail, ce qui ne semble pas constituer une hypothèse irréaliste, même si bien sûr l'aversion pour l'effort peut être atténuée par la "satisfaction du travail accompli", par exemple.

¹⁶² La question des incitations au travail tend à rendre plus avantageuse l'exploitation familiale, ne louant que peu de travail à l'extérieur. Binswanger et Rosenzweig (1986, *art. cit.*, pp. 522-523) montrent ainsi que les problèmes d'information et d'incitation impliquent que le coût total du travail familial soit plus restreint que celui du travail loué sur le long terme.

travail fluctuent aussi en fonction des saisons, d'événements imprévus. L'incertitude essentielle renvoie d'ailleurs à l'indisponibilité éventuelle des travailleurs, du fait d'aléas de santé, de décès, d'obligations en dehors de l'exploitation.

Le savoir-faire constitue le dernier facteur de production. Il implique un temps assez long de formation et/ou d'apprentissage. On ne peut d'ailleurs guère parler de savoir-faire sans faire référence à la somme des expériences accumulées par le producteur considéré et ses prédécesseurs. Les potentialités de chaque exploitation, les micro-différences séparant les parcelles ne peuvent s'expliquer que grâce à une telle accumulation d'apprentissages. De même, la grande variété des savoir-faire observables est à relier à l'extrême diversité des conditions de productions rencontrées. L'incertitude tient alors au peu de réversibilité de possibles erreurs techniques ou à l'insuffisance des apprentissages acquis.

Tous ces facteurs sont indispensables à la production agricole. L'absence partielle ou les lacunes de l'entretien de l'un d'eux induit nécessairement une diminution des quantités produites ou de la qualité des récoltes, nous le verrons.

Concluons ce paragraphe en évoquant deux dernières hypothèses : d'une part, la dimension technique des référents des individus, évoquée précédemment, devient ici une dimension agricole, liée au travail cultural dans son ensemble. D'autre part, rappelons que nous considérons un système productif agricole (ou système agraire) qui peut s'analyser en trois systèmes distincts mais étroitement reliés, le système de culture, le système de production et le système d'exploitation.

Les implications de ces spécificités agricoles sont nombreuses. Nous allons d'abord nous pencher sur les imperfections des marchés.

b - Des marchés très imparfaits

La plupart des économistes "agricoles" ou "ruraux" arrivent à la même conclusion que J.M. Boussard : "Le fonctionnement des marchés agricoles montre (...) que la seule « concurrence » n'est généralement pas suffisante pour que le marché joue son rôle normal de transmission de l'information entre producteurs et consommateurs"¹⁶³. On se réfère usuellement à la "loi de

¹⁶³ Boussard, 1992, *op. cit.*, p. 41.

King"¹⁶⁴, impliquant une forte réactivité des prix aux variations de l'offre¹⁶⁵, et donc une très forte instabilité sur les marchés "libres".

En outre la complexité de la réponse des producteurs au prix, déjà évoquée, accroît encore une instabilité qui, si elle s'explique "sur le papier", apparaît souvent comme purement aléatoire vue de l'exploitation agricole. Rappelons d'ailleurs que les marchés agricoles ne peuvent répondre à une logique strictement marchande. Ils s'insèrent dans le fonctionnement plus global de sociétés composées d'individus aux capacités cognitives limitées, aux multiples référents, qui ne sont pas en fait, de simples producteurs agricoles, au sens néo-classique de cette notion¹⁶⁶.

Enfin, les variations de productions liées aux incertitudes dites "naturelles", aux erreurs techniques, à l'indisponibilité humaine accentuent encore le caractère extrêmement fluctuant d'une offre agricole que les mécanismes de marché ne peuvent seuls parvenir à réguler¹⁶⁷.

Les imperfections des marchés agricoles renvoient aussi aux difficultés de la transmission de l'information, et donc à la faible transparence liée à la dispersion géographique de l'activité agricole. La création des marchés ruraux permet de limiter, certes d'une manière imparfaite, ce biais.

Cette somme d'"imperfections" amène à douter de l'efficacité des prix comme régulateurs des marchés agricoles¹⁶⁸, même si des corrélations entre prix et production agricole peuvent souvent être relevées¹⁶⁹ : "les prix résument de façon unidimensionnelle la situation de nombreux facteurs qui peuvent varier en sens inverse et dont il est difficile de démêler le jeu contradictoire sans une connaissance approfondie des circuits concernés"¹⁷⁰. Avant donc d'établir des liens de causalité, il semble impératif de connaître la situation des systèmes de production, celle des réseaux de commercialisation, et les logiques mises en oeuvre par les différents acteurs en présence.

Un autre marché très imparfait en milieu rural est celui de l'épargne et du crédit. Ces imperfections résultent de la faible taille et de la dispersion des

¹⁶⁴ Cette "loi" renvoie au fait que l'élasticité de la demande de produits agricoles par rapport au prix est faible, et inférieure à 1 en valeur absolue.

¹⁶⁵ A tel point qu'une offre faible risque de mieux rémunérer les producteurs qu'une offre abondante, la perte sur la quantité étant plus que compensée par la hausse des prix.

¹⁶⁶ Sur les liens entre "marché" et "communauté", on lira : de Janvry & alii, 1994, pp. 4-5.

¹⁶⁷ C'est là qu'intervient le vieux débat sur la nécessité - ou non - de l'intervention de l'Etat.

¹⁶⁸ Sur ce thème, renvoyons le lecteur à Hugon & Géronimi, 1995, *op. cit.*, p. 39.

¹⁶⁹ Sur ces corrélations et l'interprétation qui peut en être proposée, on lira par exemple : CONTAMIN (B.). - La politique alimentaire de la Tanzanie : le jeu complexe de l'effet-prix. - *Economie et Société*, n°7, 1987. - pp. 169-184. J.M. Fontaine insiste lui sur la faiblesse des élasticités - positives - des productions africaines, vivrières en particulier (Fontaine, 1987, *art. cit.*, pp. 192-196).

¹⁷⁰ Baris & Couty, 1981, *op. cit.*, p. 46.

exploitations, qui rendent coûteux l'accès au crédit¹⁷¹, et de la difficulté à apprécier l'ampleur des risques de non remboursement, du fait des incertitudes multiples auxquelles est soumis l'agriculteur, et parce que la plupart des épargnants ou emprunteurs potentiels exercent les mêmes activités. H. Binswanger et M. Rosenzweig mettent bien en lumière ce dernier point : si les déposants et les emprunteurs sont tous des producteurs agricoles, les retraits et les emprunts vont coïncider (période des semis), de même que les dépôts et les remboursements (lors des récoltes)¹⁷². L'importance du risque de non remboursement induit la recherche de garanties, ce qui n'est aisé lorsque le prêt concerne des paysans pauvres et ne disposant pas de titres de propriété sur les terres qu'ils occupent.

Tout ceci conditionne l'importance de l'effet de revenu, qui lui influe sur le niveau de l'offre agricole. En effet, lorsque la contrainte de liquidité des agriculteurs ne peut être partiellement assumée par un système bancaire, le poids en repose totalement sur les producteurs, qui se trouvent souvent pris dans l'engrenage de l'usure, de la nécessité de vendre des productions qu'il faudra racheter plus cher lors de la soudure¹⁷³.

Enfin, citons le cas du marché rural du travail, lui aussi assez imparfait. D'une part du fait des problèmes liés au contrôle du travail salarié, dans un monde ouvert à l'opportunisme des acteurs, ce qui joue fortement en faveur du maintien d'exploitations familiales. D'autre part à cause de la simultanéité des travaux culturels dans les différentes exploitations. Pourtant cette simultanéité n'est pas totale et autorise certains échanges ponctuels de travail. En outre, le caractère saisonnier du travail agricole et la faiblesse des économies d'échelle contribuent à expliquer la recherche de travail en dehors de l'exploitation, durant les temps morts du calendrier culturel, ou le recours à une certaine pluriactivité.

Toutes les hypothèses posées jusqu'à présent et les conséquences que nous avons mises en valeur nous permettent de détailler ce qu'il faudra entendre lorsque nous parlerons de "stratégies paysannes".

2.2.2. Quelles stratégies paysannes ?

Les analystes d'E.N.D.A., réalistes, posent que : "(...) dans le cadre des sociétés villageoises, l'image de l'homme libre de s'autodéterminer, libre de ses choix est peu appropriée. L'indépendance, au sens individuel, n'existe pas, en

¹⁷¹ Cf. Boussard, 1992, *op. cit.*, p. 30.

¹⁷² Binswanger & Rosenzweig, 1986, *art. cit.*, pp. 516-517.

¹⁷³ Cf. Baris & Couty, 1981, *op. cit.*, p. 13.

tous cas conformément au modèle du libre arbitre. Chaque acteur est pris dans les mailles d'un système de relations, avec ses contraintes et ses ouvertures"¹⁷⁴. Certes, les paysans sont amenés à faire un certain nombre de choix au quotidien, ce qui implique une capacité à la "délibération" et à l'action, et l'existence d'une irréductible marge de liberté, sauf à considérer que tous leurs choix sont totalement contraints, par l'environnement ou par l'histoire. Nous allons détailler le contexte dans lequel vont s'élaborer ces choix, en insistant sur l'importance du temps, qu'il soit "court" ou "historique", puis en analysant la complexité du monde au sein duquel les paysans agissent.

a - Des stratégies temporellement situées

Les paysans ont d'abord à affronter l'instabilité des marchés, une instabilité qu'ils peuvent d'ailleurs ressentir différemment, ainsi que le souligne D. Requier-Desjardins : les agents peuvent "(...) avoir différents modèles interprétatifs de la réalité, qui découlent de leurs représentations et de leur expérience propre : une évolution de prix pourra apparaître pour certains comme une évolution brutale et non prévue de l'environnement, alors que pour d'autres elle sera un événement dans une suite d'autres. La perception des instabilités fait intervenir pleinement les «asymétries informationnelles» entre agents et leurs capacités cognitives"¹⁷⁵. Dans le premier cas, les individus, ayant une aversion pour le risque, ne vont pas nécessairement répondre à une hausse des prix par une augmentation de leur production. En effet, cette hausse pourra d'abord être perçue comme un accroissement de l'instabilité, permettant d'envisager des baisses futures.

Tout dépend alors des anticipations qu'ils vont élaborer. Cette question a là encore fait l'objet de nombreux débats¹⁷⁶. Nous avons posé l'existence d'anticipations imparfaites, due au caractère limité de la rationalité des acteurs. Mais nos hypothèses d'hétérogénéité de ces acteurs, d'influence de la situation sur leurs capacités, ne nous permettent pas de postuler *a priori* un type d'anticipation particulier, qui s'appliquerait à tous les agriculteurs concernés par notre travail¹⁷⁷.

¹⁷⁴ E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, 241.

¹⁷⁵ Requier-Desjardins, 1995, *op. cit.*, p. 233.

¹⁷⁶ L'une des hypothèses les plus célèbres est celle de M. Nerlove, qui a envisagé un système d'anticipations adaptatives : "(...) le prix espéré pour l'an prochain est le même que celui qui était espéré pour cette année, mais corrigé par une fraction de l'erreur observée cette année (la différence entre le prix observé et le prix qui avait été espéré)" (Boussard, 1992, *op. cit.*, p. 45).

¹⁷⁷ D'une manière générale, E. Malinvaud insiste sur la variabilité des observations menées en ce domaine (Malinvaud, 1995, *art. cit.*, p. 533).

Certaines s'apparentent à ce que l'on appelle la "prévision", d'autres ne constituent qu'une "prévoyance". De nombreux auteurs, tels D. Desjeux ou P. Bourdieu, séparent nettement ces deux notions ; la prévision suppose un futur perçu au travers du calcul : "(...) l'accumulation de biens indirects pouvant concourir à la production de biens directs sans être source en eux-mêmes d'aucune satisfaction ne prend sens que par rapport à un futur construit par le calcul". A l'inverse, dans le cas de la "prévoyance", "(...) l'action économique s'oriente vers un «à-venir» directement saisi dans l'expérience ou établi par toutes les expériences accumulées qui constituent la tradition"¹⁷⁸.

Le poids de l'instabilité des marchés va sans doute induire, de la part des producteurs, la mise en oeuvre de stratégies contre-aléatoires, telles que la diversification des activités, le choix de procédures réversibles¹⁷⁹, ou tout bonnement le retrait hors des marchés.

Plus globalement, l'importance de l'ensemble des incertitudes ressenties par les acteurs explique l'existence d'une forte préférence pour le présent. Nous montrerons d'ailleurs que dans un monde très incertain, la prévoyance risque de laisser place à une "imprévoyance", c'est-à-dire à un primat accordé à l'immédiateté.

La prédominance du court terme a parfois été perçue comme un atavisme africain, et paysan en particulier. Ainsi, les propos tenus par de Wilde sur "les raisonnements à courte vue des paysans africains"¹⁸⁰ ne sont certes pas faux sur le fond, mais ne sont-ils pas généralisables à toutes les populations, quelles qu'elles soient, confrontées à une forte incertitude radicale ? Autrement dit, faut-il considérer la vision de court terme de paysans africains comme tenant à leur "nature", ou comme relevant d'une "faiblesse de volonté"¹⁸¹ dont font preuve tous ceux qui préfèrent le présent, ou encore, plus simplement, comme des conséquences de l'état de l'environnement au sein duquel ces paysans sont amenés à élaborer leurs décisions ? Nous penchons clairement pour la troisième proposition, qui cesse de faire des ruraux africains des "êtres à part" : "Dans un univers incertain, relève P. Hugon, les agents n'ont pas une optimisation dynamique séquentielle. Ils choisissent le court terme leur permettant le plus grand nombre d'options futures. Dès lors, il y a une forte préférence pour la liquidité, pour le maintien d'un éventail d'options disponibles par rapport à l'irréversibilité de la décision d'investissement physique et le choix d'actifs monétaires et financiers aux dépens d'actifs

¹⁷⁸ Bourdieu, 1977, *op. cit.*, pp. 19-20.

¹⁷⁹ Cf. Hugon & Géronimi, 1995, *op. cit.*, p. 36.

¹⁸⁰ De Wilde, 1967, *op. cit.*, p. 85.

¹⁸¹ Elster, 1987, *op. cit.*, p. 11.

physiques. Le poids du quotidien conduit à une très forte préférence pour le présent d'où des taux d'intérêt usuraires"¹⁸².

La préférence pour le présent et tous les autres déterminants des stratégies paysannes ne peuvent en outre être compris sans faire référence à l'histoire. La nécessité de l'ancrage historique de l'analyse de toute société agraire est aujourd'hui bien établie¹⁸³. Cet enracinement historique possède plusieurs dimensions : l'histoire est politique (celle des structures de pouvoir), religieuse (celle des visions du monde et des valeurs), sociale (celle des appartenances "communautaires"), naturelle (celle des paysages, des écosystèmes, du foncier), etc. Autant de dimensions que nous devons intégrer à nos raisonnements, afin de réhabiliter l'image de paysans acteurs de leur propre histoire, mais dont les comportements sont en partie conditionnés par leurs antécédents et par toutes les influences auxquelles eux-mêmes et leurs pères ont été exposés¹⁸⁴.

Cette perspective historique permet aussi d'envisager sous un angle dynamique les "routines", qui ne sont pas, dès lors que l'on s'éloigne d'une observation de très court terme, rigides. Les acteurs doivent d'ailleurs savoir dépasser ces routines, être "créatifs"¹⁸⁵, pour s'affirmer, renforcer leur pouvoir, saisir les opportunités qui se présentent à eux. Ces stratégies des acteurs sont donc élaborées dans un monde où le temps "compte", et qui révèle une grande complexité.

b - Des stratégies élaborées au sein d'un monde "complexe"

La complexité du monde au sein duquel les acteurs paysans agissent s'observe dans la multiplicité de leurs référents : un(e) paysan(ne) est tout à la fois producteur(trice), époux(se), père (ou mère), citoyen(ne), membre d'un clan, d'une ethnie, d'une confession religieuse, d'une éventuelle organisation villageoise, etc. En conséquence, leurs objectifs sont multiples, plus ou moins ambigus, explicites et contradictoires. Ils en changeront, ils en découvriront

¹⁸² Hugon, 1993a, *op. cit.*, p. 58.

¹⁸³ "Les terroirs ne viennent pas de nulle part. Ni les hommes ni les femmes qui les peuplent. Ils ont une histoire, et c'est dans cette histoire qu'ils plongent leurs raisons d'être ce qu'ils sont. Cette histoire est faite d'une multitude de tranches de vie, d'expériences, tantôt individuelles, tantôt collectives sur lesquelles se fondent les croyances et les pratiques d'aujourd'hui. Ce que les uns et les autres font ici ou là ne peut se comprendre que si on prend en compte leur trajectoire dans le temps, c'est-à-dire le court et le long terme" (E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 18).

¹⁸⁴ Ceci renvoie à la notion d'apprentissage, que nous développerons un peu plus loin (cf. *infra*, pp. 181-183).

¹⁸⁵ Cf. Viviani, 1994, *op. cit.*, p. 113.

d'autres au fil de l'action, par apprentissage ou du fait d'une variation de leur environnement.

Nous distinguons cinq ensembles de référents permettant l'élaboration des stratégies des acteurs¹⁸⁶. Il y a d'abord une dimension marchande, qui renvoie au comportement "utilitariste" des agents ; la sanction de l'action est alors celle "du marché". On distingue ensuite une dimension agricole, liée à la fiabilité des pratiques culturelles et aux impératifs techniques ; la sanction provient de la réalisation ou non des objectifs productifs. La dimension domestique elle renvoie aux rapports entretenus avec les personnes les plus proches de chaque acteur, c'est-à-dire très souvent la famille, et de manière plus restreinte le ménage ; la sanction est alors liée à la durabilité de ces rapports, basés sur la "confiance". La dimension civique implique l'intégration de l'acteur au sein de relations plus larges que celles entretenues dans le groupe domestique ; ces relations s'échelonnent du village au pays dans son entier, en passant par l'"ethnie" ; la sanction s'analyse ici au niveau de l'idée de citoyenneté¹⁸⁷ et de la participation à des activités dites "d'intérêt général". Enfin, nous pouvons ajouter une dimension magico-religieuse, qui occupera dans nos analyses une place majeure ; la sanction provient alors de la réussite ou de l'échec des prières, des protections, des "agressions" mises en oeuvre. Chacune de ces dimensions permet une formulation particulière de la question de la décision en incertitude. La stratégie élaborée par un acteur constitue en quelque sorte un lien et un compromis entre ces différentes formulations.

De nombreux analystes s'accordent d'ailleurs aujourd'hui pour reconnaître que "(...) les sociétés rurales africaines sont traversées de logiques diverses, et [que] c'est au confluent de leurs interactions qu'il faut se situer pour comprendre les stratégies individuelles et collectives"¹⁸⁸. Un tel principe n'est pas, redisons-le, une exclusivité rurale ou subsaharienne¹⁸⁹ : cette incursion de

¹⁸⁶ Cf. Favereau, 1995, *op. cit.*, pp. 183-184.

¹⁸⁷ Selon A. Brun, "(...) est citoyen l'unité ou l'agent (économique et social) qui prend en compte, dans ses décisions, leurs effets, directs ou différés, sur la Cité et les infléchit dans une certaine mesure, en vue de favoriser le développement, ou plus généralement le bien commun, de celle-ci" (Brun, 1995, *art. cit.*, p. 11).

¹⁸⁸ O. de Sardan, 1985, *op. cit.*, p. 38. On lira aussi : DOZON (J.P.), PONTIE (G.). - Développement, sciences sociales et logiques paysannes d'Afrique noire. - in Boiral & *alii*, 1985, *op. cit.*, p. 75.

¹⁸⁹ Contrairement là encore à ce que peut en dire G. Binet lorsqu'il analyse la "faible part de l'énergie mentale consacrée à l'économie" et les "difficultés du calcul économique" en Afrique : ce calcul est selon lui "faussé par l'intrusion de facteurs fort divers, éléments subjectifs ou faits de spéculation. Rien ne le rend facile : les connaissances sont mauvaises, les instruments médiocres, la gymnastique qu'il suppose est inhabituelle. Aussi d'autres conceptions de la vie dominant-elles : les actions s'organisent selon des buts socio-politiques, selon des calculs religieux ou magiques, ou dans des perspectives ludiques. A moins, ce qui n'est pas rare, que

dimensions sociales, religieuses, etc., au coeur des relations économiques nous paraît généralisable à tous les acteurs, même si les modalités peuvent en être variables. D. Desjeux a par exemple très bien analysé cette transposition des modèles relationnels, acquis au sein de la famille, dans d'autres milieux sociaux, l'entreprise, l'administration, etc.¹⁹⁰.

Si le comportement des individus ne renvoie pas à un référent unique, il n'en a pas moins un sens. Au lieu d'être rationnel par rapport à des objectifs clairs, il est rationnel d'une part par rapport à des opportunités et au contexte qui les définit, d'autre part par rapport au comportement des autres acteurs. Chaque acteur peut ainsi jouer sur plusieurs registres, selon la circonstance, la situation, l'enjeu. Il compose en fonction des situations, arbitre entre les nécessités propres à chacun de ses rôles¹⁹¹.

Est-il possible de proposer, comme l'a fait F.R. Mahieu¹⁹², un ordre lexicographique ? Au regard de la démarche que nous avons suivie jusqu'à présent, il nous paraît difficile de poser *a priori* un "ordre" permanent et identique pour tous les acteurs. L'aspect jugé prioritaire lors de la prise d'une décision précise varie selon les individus, leur situation etc. Certaines régularités pourront certes être constatées *a posteriori*, mais elles dépendront alors d'un contexte particulier, qu'il nous faudra mettre en lumière.

Pour conclure, observons qu'une telle approche nous permet de dépasser les conceptions culturalistes, qui prennent, selon D. Desjeux, "la culture d'une société comme un tout immuable". Cet auteur insiste sur la dimension dynamique et stratégique de la culture qui permet aux acteurs paysans d'en faire des "modes de résolutions de problèmes"¹⁹³. "De ce point de vue, commente M. Poncelet, la culture définit un éventail de ressources économiques, sociales et symboliques que les acteurs mobilisent avec des marges de manoeuvre plus ou moins importantes selon les contextes"¹⁹⁴.

Ceci permet de réintroduire un concept aussi controversé que celui d'intérêt, en considérant qu'une telle notion est vécue de manière spécifique

les hommes agissent sous la pression de contraintes qui excluent tout calcul et toute liberté d'action" (Binet, 1970, *op. cit.*, p. 213).

¹⁹⁰ Desjeux, 1987, *op. cit.*

¹⁹¹ Ainsi, à propos de la parenté, D. Desjeux précise : "La parenté est avant tout un jeu social, qui est aussi l'objet de multiples manipulations, non pas au sens de falsification, mais de réinterprétation suivant le problème à résoudre" (Desjeux, 1987, *op. cit.*, p. 60).

¹⁹² Mahieu, 1989, *art. cit.* Nous avons évoqué sa démarche dans le chapitre précédent (cf. *supra*, p. 80).

¹⁹³ Cité par Poncelet, 1994, *op. cit.*, pp. 171-172. Il rejoint alors M. Crozier et E. Friedberg qui définissent la culture comme "instrument", "capacité que les individus acquièrent, utilisent et transforment en bâtissant et vivant leurs relations et leurs échanges avec les autres" (Crozier & Friedberg, 1977, *op. cit.*, p. 210).

¹⁹⁴ Poncelet, 1994, *op. cit.*, p. 172.

d'une situation à une autre. Citons une nouvelle fois M. Poncelet, qui explicite cette conception alternative de l'intérêt : "Dès que l'on admet qu'aucune raison obscure ne l'associe aux qualificatifs individuel et matériel, la notion d'intérêt semble largement préférable aux mystérieux mieux-être issus des "tréfonds culturels" sur lesquels semble s'élaborer une représentation quasi religieuse de la culture (...)"¹⁹⁵.

Nous voulons donc considérer, avec de nombreux auteurs, la diversité des registres d'action que les acteurs mobilisent pour produire et donner sens à leur existence. Cette diversité va d'ailleurs trouver à s'exprimer face à l'intervention pour le développement.

2.2.3. Les paysans face au développement

Ce développement est d'abord vécu au quotidien dans le cadre des rapports établis entre l'intervenant extérieur et les villageois, acteurs ayant tous leurs stratégies propres. Sa présence met aussi en lumière l'importance des capacités à l'apprentissage détenues par chacun des acteurs en présence.

a - L'insertion du développement dans le village

Une première implication de nos hypothèses peut être posée : un projet de développement "crée" des acteurs, ayant des stratégies différentes, ou tout au moins met leur existence en lumière. Car le développeur crée, avec son projet, des situations nouvelles et donc des enjeux nouveaux, par rapport auxquels les villageois vont se positionner, individuellement ou par groupes. Il met par exemple en place, très souvent, des modes d'organisation, des structures de décision inédites. De même, il établit inévitablement des relations privilégiées avec certains acteurs, dont il accroît alors le poids au sein du "microcosme" villageois¹⁹⁶.

C'est alors dans le cadre d'une confrontation d'acteurs et de stratégies qu'il faut tenter de comprendre les réactions paysannes face aux projets de développement. Considérons le cas, très courant, où la compréhension du discours d'un développeur n'induit aucun changement majeur de comportement de la part des paysans.

Reconnaître la nécessité d'agir est en fait très différent d'être prêt à agir : les villageois peuvent très sincèrement approuver les objectifs (techniques par

¹⁹⁵ Poncelet, 1994, *op. cit.*, p. 173.

¹⁹⁶ Cf. par exemple Bardhan, 1993b, *art. cit.*, p. 91.

exemple) d'un projet, mais si celui-ci risque de porter atteinte à leur autonomie, oblige au renoncement à d'autres opportunités, ou entre en contradiction flagrante avec d'autres règles de comportement, ils ne seront pas disposés à s'investir dans ce que propose le développeur. L'échec du projet est dans ce cas moins dû à un manque d'information, à l'inertie des villageois qu'à leur volonté d'orienter le changement de manière à préserver ou accroître leur marge de manoeuvre, ou à se saisir de nouvelles opportunités¹⁹⁷.

La volonté de réduire le poids des incertitudes s'avère là aussi déterminante. J.M. Fontaine montre ainsi que les processus d'adoption d'intrants sont freinés par les logiques de gestion du risque : "C'est une dépense qui est moins perçue comme une consommation intermédiaire que comme un placement, au rendement aléatoire, et qui suppose un prélèvement sur une partie restreinte du revenu total réel, le revenu monétaire"¹⁹⁸.

Dans cette optique, les "déviations" paraissent inévitables ; les paysans intéressés au projet développent leurs propres stratégies et poursuivent des objectifs souvent différents de ceux des intervenants extérieurs d'une part, et qui divergent selon les acteurs ou groupes d'acteurs d'autre part ; en outre ces stratégies sont, dans ce monde complexe et incertain, rarement - ou toujours imparfaitement - prévisibles. Certaines d'entre elles viseront la rupture, lorsque les acteurs miseront sur le changement, d'autres tenteront de maintenir l'équilibre existant, en produisant des réactions plus défensives. Les analystes d'E.N.D.A. précisent : "Parce que le projet est avant tout un ensemble de règles de fonctionnement, l'acteur ou le groupe d'acteurs qui y trouve son compte joue pleinement le jeu. Les autres, ceux qui se sentent lésés ou menacés, cherchent à en modifier les règles ou à le détourner de sa finalité"¹⁹⁹.

Les "logiques paysannes" ne sont donc en aucune façon statiques et homogènes, face au projet du développeur. Bien souvent, ni le rejet total, ni l'adoption totale ne sont de rigueur, et c'est plutôt un processus d'adoption sélective qui prévaut²⁰⁰, ce qui correspond bien à l'image que nous nous faisons dans ce travail des procédures de choix. Ce processus peut lui même

¹⁹⁷ Le fait qu'ils aient de "bonnes raisons" de ne pas adopter le projet ne signifie pourtant pas qu'ils aient nécessairement raison, on l'a vu dans le chapitre précédent (cf. *supra*, pp. 116-118). Et il est clair que toutes les réactions paysannes, nous le vérifierons, ne portent pas la marque d'intenses réflexions et que le coup de tête, la paresse, le manque de discernement ou la "courte vue" sont autant de facteurs qui peuvent se révéler déterminants.

¹⁹⁸ Fontaine, 1987, *art. cit.*, pp. 194-195. B. Walliser va dans le même sens : "Très généralement, plus les croyances sur les effets d'un investissement sont incertaines, plus les actions flexibles doivent être favorisées, (...)" (Walliser, 1985, *op. cit.*, p. 155).

¹⁹⁹ E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 290.

²⁰⁰ C'est là une difficulté majeure des projets dits de "développement intégré".

évoluer dans le temps, en fonction par exemple des choix culturels, de l'évolution des contraintes, etc.

En conséquence, les demandes adressées par les villageois aux développeurs, pour peu qu'elles soient réellement prises en compte, sont dans de nombreux cas différentes de celles auxquelles ces développeurs s'attendent : elles sont souvent ambivalentes, une demande explicite en cachant une autre²⁰¹ ; elles peuvent aussi être opportunes, les paysans sachant s'adresser au développeur au moment qu'ils estiment le plus adéquat ; elles sont en outre variables, se modifiant, se complexifiant, dans le temps mais aussi selon la personnalité de leur porteur ; elles sont enfin tributaires de l'image qu'ont les paysans des intervenants extérieurs, souvent perçus comme les représentants de la "corne d'abondance".

La perspective historique est, dans le cadre de cette problématique du développement, fondamentale, comme le souligne J.P. Chauveau²⁰² ; l'analyse sur le long terme, mettant en évidence les dynamismes internes, les adaptations successives devant les interventions extérieures, les points de résistance, permet de mieux comprendre les réactions actuelles. En outre, le développement fait déjà partie de l'expérience historique des populations : "Bien des «traditions», repérées comme «obstacles» au changement imposé par les colonisateurs ou les développeurs contemporains, sont ainsi ni plus ni moins des créations de la situation coloniale ou «de développement»"²⁰³. Nous le vérifierons dans nos analyses empiriques.

Si donc l'on désire comprendre des réactions apparemment irrationnelles des paysans, il paraît impératif de ne pas se contenter d'une analyse rapide du présent : "Croire que dans la mesure où l'on introduit une nouvelle culture ou des techniques culturelles en rupture avec les pratiques antérieures, on peut faire table rase du passé, relèverait de l'illusion"²⁰⁴.

Cette dimension historique, dynamique, nous renvoie à une notion importante de notre approche de la rationalité, celle d'apprentissage, sur laquelle il convient alors de revenir, dans le contexte particulier du développement rural.

²⁰¹ "L'objet de la demande, sa forme, dans ce cas importe moins que ce qu'elle provoque (ses effets) ou ce qu'elle permet de faire (les portes qu'elle ouvre)" (E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 256).

²⁰² CHAUXEAU (J.P.). - Mise en valeur coloniale et développement. Perspective historique sur deux exemples ouest-africains. - in Boiral & *alii*, 1985, *op. cit.* - pp. 143-166.

²⁰³ *Idem*, p. 143.

²⁰⁴ PONTIE (Guy), RUF (Thierry). - L'opération de rénovation de la caféière et de la cacaoyère togolaises. - in Boiral & *alii*, 1985, *op. cit.*, p. 113.

b - Apprentissages et "évocations"

Le changement, le développement, c'est sans doute avant tout la découverte et l'acquisition, c'est-à-dire l'apprentissage, de nouvelles capacités individuelles et collectives, de nouveaux modèles relationnels, de nouveaux modes de raisonnement et d'action, de nouveaux rapports à la nature, etc.²⁰⁵. Autour de cette idée force s'articuleront toutes nos analyses des actions de développement menées dans la région d'Alindao. Et c'est ce qu'il faudra entendre chaque fois que nous emploierons, sans autre précision, ce terme de "changement".

L'apprentissage consiste donc en la découverte et l'élaboration, par essais-erreurs, d'un ensemble nouveau de comportements, il est défini comme un "processus inventif et innovateur par lequel les individus apprennent - c'est-à-dire découvrent et acquièrent - de nouveaux comportements pour résoudre les problèmes qui leur sont posés"²⁰⁶.

L'essentiel dans une action de développement tient alors à ce que les protagonistes, paysans et intervenants, ont appris de neuf et qu'ils pourront exploiter ultérieurement, sous d'autres formes, dans d'autres contextes, pour d'autres activités²⁰⁷. Il est ainsi impératif que s'accroisse la capacité des acteurs à agir sur eux-mêmes, sur les choses et sur les institutions, à élargir la vision qu'ils ont du monde dans lequel ils évoluent. De même, l'un des rôles principaux d'un organisme d'appui n'est-il pas, par exemple, de faciliter les relations entre les acteurs villageois, de promouvoir l'apprentissage de nouveaux modes d'entente ou d'entraide (ou la redécouverte de modes anciens) pouvant être porteur d'évolutions futures ?

Ces apprentissages créateurs de nouvelles capacités, "positifs", aussi nécessaires qu'ils soient, ne sont certes pas systématiques. Nous définissons en fait deux types d'apprentissages. Certains sont donc "positifs", sources de changements futurs. D'autres sont au contraire "négatifs", dans ce sens qu'ils

²⁰⁵ M. Crozier et E. Friedberg définissent ainsi le changement réussi, non pas comme la conséquence du remplacement d'un modèle ancien par un modèle nouveau conçu à l'avance, mais comme "le résultat d'un processus collectif à travers lequel sont mobilisées, voire créées, des ressources et des capacités des participants (...)". Selon eux, ce changement n'est en rien "naturel", il est d'abord création, invention, découverte, et constructions humaines (Crozier & Friedberg, 1977, *op. cit.*, p. 393).

²⁰⁶ *Idem*, p. 394.

²⁰⁷ C'est aussi ce que pense G. Sautter (dans : "Le développement rural côté cour : le poids des articulations locales") : "Peu importe alors la répétition, souvent auprès des mêmes hommes, d'opérations stéréotypées et dont on sait d'avance que les résultats, en termes économiques, seront décevants. Car on peut se réjouir que chacune fasse servir un apparent gaspillage à un remodelage positif des esprits et des sociétés, et en somme à mieux préparer le développement de demain" (Sautter, 1993, *op. cit.*, p. 442).

constituent des freins à un changement potentiel, qu'ils détruisent les capacités des acteurs plutôt qu'ils ne les créent ou les stimulent. Ils correspondent à ce que nous nommons les "évocations". Ces évocations sont constituées de l'accumulation, dans les mémoires individuelles et collectives, des souvenirs liés aux expériences passées, souvent négatives, de développement, aux aléas historiques qui les ont précédées, à la situation présente de marginalité, et qui influent sur les mentalités actuelles et les réactions paysannes, face aux innovations en matière d'organisation, de production, etc., comme dans leur comportement quotidien.

Lorsque donc on parlera d'"expérience paysanne", il sera nécessaire de faire la part de ces apprentissages négatifs, qui font certes bien partie de cette "expérience" acquise par les populations depuis des décennies, mais qui ne sont en rien vecteurs de changement²⁰⁸. Quittons le niveau des acteurs et envisageons pour conclure cette question du changement sous l'angle du système agraire.

L'idée est ici que la capacité d'une société à gérer le changement dépend de sa richesse, non pas matérielle, mais relationnelle et institutionnelle. Un ensemble pauvre est plutôt rigide, il dépend d'institutions frustrées qu'il a réussi à élaborer ou à préserver, il est alors maintenu, intégré par des moyens de contraintes pauvres et stricts, et ses membres ne peuvent donc que très difficilement prendre le risque du changement. Nous verrons d'ailleurs que les sociétés Banda semblent former aujourd'hui des "ensembles pauvres", dans le sens où les aléas historiques auxquels elles ont été confrontées ont abouti à ce que les tenants de l'analyse systémique appelleraient une "simplification" ; dans un système productif en crise, le poids des contraintes pesant sur les individus s'accroît et impose une simplification des objectifs relationnels, productifs, rituels, etc., qui s'orientent alors en priorité dans le sens de la survie.

On peut retrouver de tels raisonnements dans les écrits des géographes. Ainsi, P. Gourou a insisté sur le fait que les chances inégales des "civilisations" n'apparaissent jamais liées à un avantage intrinsèque au départ, mais à leur "richesse en connexions" : "Un groupe humain isolé, vivant de son seul fonds technique, a peu de chances de parvenir rapidement à une grande efficacité"²⁰⁹.

²⁰⁸ Selon J.C Tabary, les capacités d'apprentissage dépendent aussi, à chaque instant, des apprentissages antérieurs (TABARY (Jean-Claude). - Les stratégies individuelles dans l'apprentissage. - in BUREAU (René), DE SAIVRE (Denyse), dir. - *Apprentissages et cultures. Les manières d'apprendre*. - Paris, Karthala, 1988. - p. 49.

²⁰⁹ Cité par Sautter, 1993, *op. cit.*, p. 11 (dans "Le système géographique de Pierre Gourou").

Une rupture menée dans un contexte de développement pourra donc aboutir à un changement véritable si elle tend à instaurer une réelle "complexification", des techniques, des relations humaines, des rapports à l'extérieur, etc.²¹⁰. Sans une telle complexification, et si au contraire c'est une simplification des stratégies qui est vécue par les acteurs, les capacités individuelles et collectives²¹¹ de ces derniers à se saisir des opportunités de changement qui se présentent à eux, à élargir la liberté limitée et contingente qui est la leur dans les systèmes au sein desquels ils vivent, sont assez limitées, et ce d'autant plus si cette simplification est ancienne et profonde. Se pose en conséquence le problème du sens même de l'intervention extérieure pour le développement, qui doit d'abord s'appuyer, pour espérer réussir, sur ces capacités, sur les réactions des intéressés.

Ces propos peuvent certes paraître fort abstraits. Mais, d'une part, nous nous attacherons à les illustrer d'exemples concrets dans la suite de notre travail. D'autre part, le principe d'interaction entre acteur et système, posé précédemment nous permet de concrétiser notre approche : ainsi les agissements de l'acteur peuvent contribuer à la crise voire à la disparition d'un système agraire, nous le verrons pour le cas de l'agriculture extensive²¹². En outre, les logiques du système agraire sont potentiellement accessibles à l'acteur paysan, elles n'ont pas de caractère irréductiblement "inintentionnel", comme tendait à le poser M. Godelier²¹³. Nous montrerons par exemple que le paysan peut être capable de réfléchir aux contradictions du système de production qu'il met en oeuvre, et ainsi de modifier un certain nombre de ses pratiques culturelles. La perpétuation de comportements "destructeurs" devra alors être expliquée autrement que par l'"inconscience" des acteurs villageois²¹⁴.

Au terme de cette application du cadre théorique général au cas agraire, résumons une nouvelle fois les hypothèses émises et les conséquences déduites.

²¹⁰ Les auteurs d'E.N.D.A.-G.R.A.F. posent que cette complexification constitue un mot-clé en matière de projets de développement, qu'elle est dans la nature même des projets créatifs : "Tout ce qui complexifie l'action contribue à l'enrichir : en multipliant les événements significatifs, en provoquant des "situations", en bousculant les prévisions, en interpellant les fondements de l'action, ... ; en impliquant des réseaux relationnels de plus en plus ramifiés ; en élargissant le champ opérationnel : nouvelles zones, nouveaux champs de compétences, ..." (E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 276).

²¹¹ Ainsi d'ailleurs que les possibilités d'un développement de ces capacités.

²¹² Cf. *infra*, pp. 339-344.

²¹³ Godelier, 1966, *op. cit.*

²¹⁴ Cf. *infra*, pp. 560-566.

Deux hypothèses fondamentales complémentaires

H11. Les individus sont tous aversifs à l'effort, une aversion variable selon les acteurs et leur situation.

H12. Il existe deux types d'apprentissages, certains sont "positifs", d'autres "négatifs" (les évocations).

Les hypothèses spécifiques

H_a1. Principe de saisonnalité.

H_a2. Principe de spatialité.

H_a3. Il y a une forte simultanéité des travaux agricoles, il n'y a donc que peu de possibilités de location de travail.

H_a4. Il existe divers coûts spécifiques à l'activité agricole.

H_a5. Il existe diverses incertitudes spécifiques : on relève notamment une forte covariance des "risques naturels".

H_a6. On distingue cinq ensembles de référents : une dimension marchande ; une dimension agricole ; une dimension domestique ; une dimension civique²¹⁵ ; une dimension magico-religieuse.

H_a7. Le système de production agricole (ou système agraire) s'analyse en trois systèmes imbriqués : le système de production, le système de culture, et le système d'exploitation.

H_a8. On distingue six ensembles de facteurs de production : la terre, les travailleurs, le savoir-faire, l'outillage et les intrants, les arbres, et enfin les animaux.

H_a9. L'absence (ou la défaillance) d'un de ces facteurs influe, à la baisse, sur la production agricole.

Les conséquences spécifiques

C_a1. Les marchés agricoles sont très imparfaits. (H1, H_a1, H_a4, H_a5).

C_a2. Le marché de l'épargne et du crédit se développe difficilement. (H_a5).

C_a3. Le marché du travail est de taille limitée. (H_a2, H_a3).

C_a4. La préférence pour le présent et la recherche de "stabilités" sont renforcées par le poids des incertitudes spécifiques (C6, H_a5).

C_a5. On ne peut poser d'ordre lexicographique *a priori*. (C8, H_a6)

C_a6. L'action d'un intervenant extérieur "crée" des acteurs (H6, C4, H_a6).

C_a7. Les objectifs des intervenants et ceux des villageois sont rarement identiques. (H6, C4, C_a6).

²¹⁵ On parlera aussi de dimension politique.

C_a8. Les stratégies de gestion du risque peuvent freiner les processus d'innovation. (H4, C6, C_a4).

C_a9. La réussite des interventions présentes est conditionnée par les expériences passées. (H10, H12).

C_a10. Les logiques du système productif agricole sont potentiellement accessibles à l'acteur (H5, H_a7).

Il demeure un aspect de la rationalité que nous n'avons pas encore abordé dans cette seconde section ; c'est celui des rapports liant les acteurs aux organisations rurales. Nous allons donc, pour clore ce chapitre, nous pencher sur la problématique organisationnelle.

2.3. L'organisation : théorie et premières applications "rurales"

L'un des enjeux cruciaux pour les paysanneries centrafricaines, et pour celle de la région d'Alindao en particulier, réside, nous l'avons dit, dans leur capacité - ou leur incapacité - à mettre en place des organisations stables, villageoises, intervillageoises ou "paysannes". Avant de proposer une étude concrète du fonctionnement des "groupements d'intérêts ruraux", des "comités de développement" existants, ce qui sera fait dans le chapitre 7, nous devons poser les bases conceptuelles de notre réflexion. Pour ce faire, nous proposerons d'abord quelques idées générales sur cette question de l'organisation, en lien avec la vision de la rationalité défendue ici. Puis, nous insisterons sur l'importance des rapports de pouvoir au sein desquels est censée s'établir la structuration paysanne. Enfin, nous tenterons de replacer les stratégies mises en oeuvre par les différents acteurs dans leur contexte général, en détaillant les principales conditions de viabilité d'une organisation paysanne²¹⁶.

2.3.1. De l'intérêt de l'organisation : quelques fondements théoriques

Une première façon de justifier l'existence des organisations est, on l'a vu, d'étudier les "coûts de transaction", et ainsi de développer une vision contractuelle qui sauvegarde les hypothèses de base du modèle néo-classique,

²¹⁶ Nous nous attacherons surtout au cas des organisations villageoises, qui constituent la seule réalité effective de structuration paysanne dans la région d'Alindao. En outre, il peut bien sûr exister de nombreux autres échelons d'analyse pertinents, entre l'acteur villageois ou le ménage et l'organisation paysanne : familles, clans, groupes d'initiés, communautés religieuses, etc., nous le verrons au fil des chapitres.

à savoir la rationalité optimisatrice des comportements individuels et la coordination de ces comportements par le seul marché. Une seconde justification possible part du constat des limites cognitives de la rationalité²¹⁷. L'organisation permet alors d'une part d'étendre le domaine de la rationalité, en accroissant la capacité de traitement de l'information, et d'autre part de réduire les conflits inhérents aux interactions entre agents, grâce au recours à des procédures non marchandes²¹⁸.

En outre, l'intérêt à l'organisation est d'autant plus important que l'incertitude est forte. Les règles et les procédures internes des organisations introduisent des rigidités qui, en stabilisant l'environnement et les relations entre les acteurs, permettent de limiter l'impact de cette incertitude. Elles facilitent ainsi un comportement adaptatif propre à accroître l'efficacité d'une économie par rapport à une situation où il n'existerait que le marché. "En effet, précise A. Ménard, l'organisation permet, face à l'incertain, d'isoler les décisions complexes des procédures routinières et par là, de consacrer la ressource la plus rare, la ressource humaine, à la résolution des problèmes complexes. Plus grande sera l'incertitude, plus grand sera ainsi l'avantage de l'organisation par rapport au marché"²¹⁹. Et moins l'individu aura intérêt au seul marché, devant plutôt s'en protéger par des dispositifs cognitifs ou réglementaires par le biais d'organisations, quelles qu'elles soient.

Il y a en fait, selon J. March et H. Simon, une relation réciproque entre les frontières de la rationalité et l'existence d'organisations : l'organisation ne peut vivre que grâce à des limites imposées à la rationalité calculatrice de ses membres. Si la rationalité n'était pas limitée par certaines rigidités, certaines pesanteurs organisationnelles, il n'y aurait pas de structures d'organisations stables. Mais pour pouvoir agir dans un monde complexe et incertain, l'acteur a aussi besoin d'organisation.

Dans cette optique, nous pouvons poser que des acteurs dont l'activité principale est agricole auront, du fait du poids des incertitudes qu'ils ont à affronter, un fort besoin d'organisations. Ce qui n'implique certes pas que des organisations vont nécessairement voir le jour et se pérenniser : leur émergence - mais aussi leur non apparition ou leur disparition - doit d'abord

²¹⁷ Cf. Ménard, 1990, *op. cit.* pp. 24-25.

²¹⁸ A. Rallet définit ainsi les organisations comme "des entités économiques qui procèdent en leur sein à des allocations de ressources non régies par un système de prix" (Rallet, 1993, *art. cit.*, p. 5). Il ajoute fort justement que le caractère "organisé" des relations économiques apparaît dès que les transactions dépassent le cadre du "*bargaining contract*" (contrat marchand ponctuel).

²¹⁹ Ménard, 1990, *op. cit.*, p. 25.

être analysée par le biais des stratégies mises en oeuvre par ces acteurs paysans, et tout particulièrement par celui des stratégies de pouvoir.

Remarquons, avant de passer à l'étude de ces stratégies, que l'unité domestique, c'est-à-dire le ménage, doit aussi être considérée comme une organisation²²⁰. En effet, le principe d'hétérogénéité des acteurs, posé précédemment, nous interdit de considérer un ménage homogène, représenté par un "chef" supposé maximiser l'utilité de tous les membres. Cette vision du ménage comme organisation nous permettra notamment de proposer une approche assez complète de la question alimentaire.

2.3.2. Pouvoir, stratégies individuelles et organisation villageoise

Nous ne pouvons aborder la problématique des rapports entre stratégies individuelles et organisation paysanne sans étudier au préalable la question générale des relations de pouvoir. Telle est donc la démarche suivie ici.

a - Incertitude, pouvoir et stratégies individuelles

En premier lieu, le postulat d'hétérogénéité des acteurs et ses implications nous permettent d'éviter un certain nombre de stéréotypes, tels ceux du consensus villageois, du collectivisme traditionnel africain (chez G. Belloncle, par exemple). Les sociétés agraires ne sont nullement des sociétés homogènes, cohérentes, égalitaires : elles sont des lieux de conflits plus ou moins ouverts entre groupes aux intérêts antagonistes, que l'opération de développement et la création d'une organisation villageoise vont souvent amplifier. Cette diversité des stratégies villageoises renvoie aux relations de pouvoir qui préexistent à l'émergence d'une organisation.

Insistons d'abord sur le lien étroit qui unit l'incertitude et le pouvoir. Nous posons, à la suite de nombreux auteurs, tels A.O. Hirschman, M. Crozier et E. Friedberg, D. Desjeux, que le pouvoir d'un acteur est fonction de l'ampleur de la zone d'incertitude que l'imprévisibilité de son comportement lui permet de contrôler. Autrement dit, le pouvoir réel est possédé par celui qui contrôle une zone d'incertitude.

Quelles sont donc, dans le village, les incertitudes sources de pouvoir ? Il y a celles qui découlent d'une compétence, d'une spécialisation difficilement remplaçable : c'est le cas du responsable villageois ayant acquis certaines techniques, le cas aussi du catéchiste ou du Pasteur, le cas enfin du sorcier,

²²⁰ Sur la vision du ménage comme organisation, on lira Requier-Desjardins, 1994, *art. cit.*

qui concerne l'incertitude majeure de la survie. D'autres sont liées aux relations entre le village et son environnement, c'est le pouvoir usuellement détenu par le "notable villageois". D'autres encore naissent de la maîtrise de la communication et de l'information. Ainsi, la rétention d'information peut permettre aux "notables" d'affirmer leur pouvoir. Il y a enfin celles qui découlent des règles de l'organisation villageoise, telle qu'elle est mise en place dans maints villages, des règles qui viennent bousculer les anciennes hiérarchies, nous allons y revenir.

Source de pouvoir, l'incertitude vient aussi limiter l'importance de ce pouvoir. En effet, l'imprévu du quotidien permet aux capacités stratégiques des différents acteurs villageois de se développer, et limite ainsi le pouvoir des règles, rendant possible la relative autonomie des acteurs envisagée précédemment. La sorcellerie d'agression est un bon exemple de cette ambivalence de l'incertitude, chacun pouvant être victime de sorcellerie, mais aussi accusé de pratiques occultes et puni en conséquence.

Insistons aussi sur le caractère relationnel du pouvoir. Agir sur autrui, c'est entrer en relation avec lui. Le pouvoir est alors d'abord une relation d'échange, donc de négociation. Cela limite encore le pouvoir d'un individu, qui "(...) ne peut exercer son pouvoir sur les autres et les «manipuler» à son profit qu'en se laissant «manipuler» en retour et en les laissant exercer du pouvoir sur lui"²²¹. Cette possibilité de manipulation réciproque peut contribuer à expliquer pourquoi, parfois, les "dominés" préfèrent demeurer dans un modèle "clientéliste". Et s'ils se déclarent favorables au modèle "démocratique" que propose le développeur, c'est peut-être d'abord pour obtenir certaines compensations auprès des "dominants", pour acquérir un poids plus important dans la négociation quotidienne qui les relie.

Cette relation, bien que réciproque, demeure pourtant déséquilibrée. On est en présence d'un échange inégal, un rapport de force dont l'un peut retirer davantage que l'autre. Il nous faut éviter le mythe égalitaire, qui risquerait de n'être que la projection d'un "fantôme de Blanc". En d'autres termes, nous ne postulons pas que la relation égalitaire est un but à rechercher absolument dans la mise en oeuvre d'une structuration paysanne, même si nous montrerons l'impératif d'une évolution du système de pouvoir en vigueur aujourd'hui dans les villages.

Les stratégies de pouvoir s'observent aussi dans l'étude des relations qui lient les villageois aux intervenants extérieurs se réclamant du développement. Ainsi, le développeur n'est jamais "neutre". Il ne peut rester longtemps en

²²¹ Desjeux, 1987, *op. cit.*, p. 104.

dehors du jeu relationnel dans lequel il tente d'inscrire son action, et bien que proclamant qu'il est là pour tout le monde, il ne demeurera pas neutre aux yeux des villageois. Ceux-ci savent que c'est chez un tel que les réunions ont lieu, que c'est tel autre qui sert de contact privilégié²²². Le développeur, réaliste, doit donc reconnaître sa partialité, en sachant que "travailler avec les villageois" revient souvent à travailler avec certains paysans au détriment d'autres - tout au moins cela est ressenti comme tel.

La manipulation s'inscrit aussi dans ces rapports villageois-intervenants. Manipulé lui-même, c'est-à-dire utilisé à des fins qui dépassent, parfois de loin, ses fonctions, le développeur manipule en retour, en manoeuvrant de façon à imposer sa manière de voir et d'agir²²³.

Enfin, il convient de ne pas omettre de l'analyse les propres stratégies de l'intervenant extérieur, qui n'est assurément pas motivé que par des considérations touchant au développement du village dans lequel il travaille. Il élabore ses propres stratégies, afin d'élargir ou préserver sa marge de liberté ou son pouvoir. C'est aussi en ce sens que l'on dénierait toute neutralité à son action.

L'analyse d'une relation de pouvoir amène donc deux séries de questions qu'il nous faudra poser au cours de nos analyses empiriques : tout d'abord, quelles sont les ressources (individuelles, culturelles, économiques, sociales, temporelles,...) dont chaque partenaire dispose, c'est-à-dire quels sont les atouts qui, dans une situation donnée, lui permettent d'élargir sa marge de liberté ? Ensuite, quel est l'enjeu de la relation et quelles sont les contraintes structurelles, fortes ou non, dans lesquelles elle s'inscrit ? Un tel questionnement nous permet d'envisager les liens entre les stratégies des acteurs villageois et le fonctionnement de l'organisation.

b - Stratégies individuelles et fonctionnement de l'organisation villageoise (O.V.)

La présentation qui vient d'être faite des stratégies des acteurs nous amène en premier lieu à réfuter certains "mythes" présentés dans le chapitre précédent : celui du consensus comme base de travail dans l'organisation villageoise, celui du village-famille, celui du bon *leader* paysan démocrate, etc.²²⁴.

²²² D'où l'importance du choix des relais villageois des intervenants extérieurs, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 503-510).

²²³ Cf. E.N.D.A.-G.R.A.F., 1992, *op. cit.*, p. 240.

²²⁴ *Idem*, pp. 248-252. (cf. *supra*, pp. 97-99).

Le pouvoir détenu par chaque acteur au sein de l'organisation dépend de l'importance, pour la bonne marche de cette dernière, de la zone d'incertitude qu'il y contrôle. Ainsi, le responsable villageois choisi comme relais par le développeur, le trésorier, etc., disposent d'un pouvoir bien plus réel que celui du simple adhérent. Une telle approche permet de mieux situer le concept tant employé de "participation". Celle-ci varie en fonction des enjeux que les paysans perçoivent et qu'ils jugent pertinents ou non, suffisamment importants ou non pour justifier une mobilisation de leur part.

La place de l'O.V. dans les stratégies paysannes dépend donc étroitement, selon M. Haubert, du rapport entre les avantages produits et les avantages reçus qui sont attachés à ces organisations. Les avantages produits résultent de la coopération des membres et sont de deux types : "l'obtention d'économies d'échelle pour augmenter l'efficacité de leurs activités et l'accroissement de leur pouvoir de négociation vis-à-vis des autres acteurs pour faire respecter leurs droits économiques, sociaux ou politiques (par exemple, en organisant eux-mêmes la commercialisation de leurs produits, pour récupérer une partie de la valeur accaparée par les intermédiaires)"²²⁵. Ces économies d'échelle doivent être suffisamment évidentes pour que les paysans soient incités à envisager un niveau intervillageois, puis régional de structuration. Ces avantages risquent d'être contrebalancés par des désavantages produits par l'organisation, tels ceux qui résultent de la perte d'autonomie vis-à-vis des autres membres. Les avantages reçus, eux, "résultent des objectifs que les autres acteurs sociaux assignent aux groupements ; ils peuvent être institutionnels (subventions, prêts, dégrèvements fiscaux, etc.) ou non institutionnels (relations de clientélisme, etc.) ; ils peuvent être également contrebalancés par des désavantages de même nature, par exemple une discrimination de la part d'acteurs publics ou privés"²²⁶.

En outre, selon les places qu'ils occupent au sein de l'organisation ou dans la hiérarchie villageoise traditionnelle, les acteurs ont une vision particulière du fonctionnement, des objectifs, ainsi que du changement qu'une telle organisation apporte dans le village²²⁷. Selon leur situation donc, ils développent plutôt une stratégie défensive, d'équilibre, visant à maintenir voire renforcer leur marge de liberté, leur pouvoir, ou une stratégie offensive, de

²²⁵ Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 15.

²²⁶ *Idem.*

²²⁷ L'existence de contradictions d'intérêt entre les producteurs, de hiérarchies villageoises, a été fort bien soulignée lors du colloque de Chantilly ("Agricultures paysannes et question alimentaire") de février 1996.

rupture, misant sur le changement. Le responsable villageois peut ainsi être porté à adopter une stratégie défensive, en confisquant certaines informations, afin de maintenir intact son pouvoir, voire de l'accroître. De même, l'omission de l'artificialité d'une instauration de structures "démocratiques" aboutit souvent à un certain dualisme de pouvoir : un comité de développement "démocratique" pour jouer le jeu du développeur, et des relations de pouvoir, moins apparentes mais beaucoup plus effectives, entre acteurs ou groupes d'acteurs du village.

Les organismes d'appui et les membres d'une O.V. peuvent donc aussi développer des stratégies totalement différentes²²⁸ : "Pour les organismes qui apportent leur appui aux groupements paysans, cet appui doit servir à leur autopromotion, c'est-à-dire à produire par l'action collective des avantages pour l'ensemble des membres. Mais ceux-ci pourront avoir tendance à ne considérer que les avantages qu'ils reçoivent à cet effet, à tel point que nombre de groupements se sont constitués et ne fonctionnent qu'en fonction de la manne versée par les organismes de solidarité et se dissolvent ou dépérissent lorsque celle-ci se tarit ; autrement dit, à la solidarité extérieure ne correspond pas une solidarité intérieure, ou seulement une solidarité factice et intéressée"²²⁹.

L'organisation villageoise est ainsi constamment menacée par les divergences des stratégies de ses membres et d'éventuels intervenants extérieurs ; on se demande alors comment peuvent s'intégrer ces stratégies, et comment une organisation villageoise peut ne pas disparaître, victime de conflits internes et externes insolubles. Une telle interrogation nous amène à compléter ces raisonnements stratégiques en envisageant les conditions du fonctionnement et de la survie des organisations villageoises, c'est-à-dire en nous attachant à l'étude du contexte au sein duquel fonctionnent ces organisations et qui conditionne les stratégies mises en oeuvre par leurs membres.

2.3.3. Les conditions d'existence d'une organisation villageoise (O.V.)

Les coûts et les avantages attachés à l'existence de l'O.V. sont en effet perçus différemment par les acteurs en fonction de leur situation personnelle, mais aussi selon le contexte général dans lequel ils sont amenés à se positionner. Ce contexte influe sur les possibilités d'émergence et de perpétuation des organisations.

²²⁸ On verra ainsi certains groupements associer les femmes à leurs activités et, en apparence tout au moins, aux processus de décision, dans le seul but de se montrer "progressistes" vis-à-vis d'éventuels bailleurs.

²²⁹ Haubert, 1994, *art. cit.*, pp. 17-18.

De nombreux auteurs se sont d'ailleurs attelés, ces dernières années, à l'étude des mouvements paysans d'Afrique noire²³⁰, de leur expansion face à la déliquescence étatique, de leurs conditions d'apparition et de survie²³¹. D. Gentil et M.R. Mercoiret, par exemple, distinguent parmi ces conditions un environnement politique favorable, des enjeux clairement identifiés par les membres, une capacité d'organisation interne, des activités et des espaces économiques maîtrisables et une capacité à nouer des alliances internes ou externes²³². Nous allons revenir, au fil des pages suivantes, sur chacun de ces points, en considérant, sauf spécification contraire, l'organisation paysanne comme structure villageoise²³³.

a - Organisation villageoise et motivations

En premier lieu, la question des enjeux renvoie à la problématique des motivations. Il s'agit alors de savoir comment inciter à l'action commune²³⁴, car cela ne va jamais de soi.

Les motivations de l'action peuvent être, nous l'avons montré, de plusieurs ordres, et cette pluralité se retrouve au sein de l'O.V. La dimension "marchande" est certes importante, mais elle ne peut fonder à elle seule la viabilité d'une organisation²³⁵. A. Brun s'interroge par exemple sur les conditions du nécessaire passage de "l'agressivité individualiste" à la coopération²³⁶. Insistant certes sur l'importance de l'intérêt économique, il pose aussi que l'on ne peut pas complètement se passer de ce qu'il nomme la "vertu", fondement de "comportements citoyens". L'apparition de tels

²³⁰ Nous avons cité dans le préambule M. Haubert, qui exprimait les revendications que révèle ce "retour des paysans" (Haubert, 1991, *art. cit.*). Cf. *supra*, p. 44-45.

²³¹ On constate que la "densité organisationnelle" est très variable selon les contextes et les sociétés. M. Cernea pose que cette "densité organisationnelle (...) définit la fréquence et la solidité des différentes formes d'organisation sociale qui forment le tissu culturel et indique dans quelle mesure les individus participent à divers réseaux d'activités socialement organisées. Elle varie évidemment beaucoup d'une culture à l'autre et d'une époque à l'autre" (Cernea, 1993, *art. cit.*, p. 13).

²³² GENTIL (Dominique), MERCOIRET (Marie-Rose). - Y a-t-il un mouvement paysan en Afrique noire ? - *Tiers Monde*, n°128, 1991. - pp. 882-884.

²³³ Ce niveau correspond à ce que N. Uphoff nomme le "*community level*" (UPHOFF (Norman). - Grassroots Organisations and NGO's in Rural Development : Opportunities with Diminishing States and Expanding Markets. - *World Development*, Vol. 21, n°4, 1993 - pp. 607-622).

²³⁴ A. Rallet définit l'action commune comme une "action collective localisée mettant en relation directe les acteurs", qui requiert des "règles interprétables d'action fondées sur la communauté d'expérience ou de vues des protagonistes", c'est-à-dire des "objets communs" (Rallet, 1993, *art. cit.*, pp. 19-20).

²³⁵ "Fonder la gestion d'une organisation uniquement sur les incitations en vue de gains personnels est une tâche à peu près impossible" (Sen, 1993, *op. cit.*, p. 105).

²³⁶ Brun, 1995, *art. cit.*, p. 13.

comportements, à l'échelle du village, renvoie à un ensemble complexe d'éléments²³⁷.

Certains tiennent aux caractéristiques du groupe lui-même. Ainsi, on montre souvent que les petits groupes ont plus de chances que les grands de mener à bien une réalisation commune du fait de moindres difficultés de coordination entre leurs membres. Mais, bien sûr, une taille réduite ne constitue pas en soi un gage absolu de réussite. De même, l'objet de la coopération est déterminant, selon qu'il emporte ou non l'adhésion de la plupart des membres.

D'autres renvoient au contexte au sein duquel est établie l'organisation. Le contexte relationnel d'abord : la force des liens mutuels préexistants, le poids des relations quotidiennes, l'efficacité des procédures usuelles de règlement des conflits, constituent autant de facteurs propres à faciliter l'apparition de motivations à l'action commune²³⁸.

Le contexte "culturel" ensuite : l'impact des normes sociales sur les comportements individuels, l'influence de *leaders* incitant à l'action commune, la perpétuation de rôles de réciprocité, l'importance des logiques de réputation et d'honneur, le poids d'une religion ou d'un particularisme (clanique, national, etc.), permettent l'établissement de relations de confiance, d'altruisme, motivant à l'action commune.

Le contexte d'apparition de l'organisation enfin : certaines des O.V. sont uniquement suscitées par un intervenant extérieur, voire imposées par l'Etat. Certaines émergent lors de crises provoquées par une quelconque agression naturelle ou extérieure²³⁹. D'autres se créent sur la base d'organisations "traditionnelles", qui s'adaptent peu à peu à la nouvelle donne de l'environnement. Les motivations à "participer" ont donc elles aussi un ancrage historique, elles ne peuvent se réduire à la seule question des incitations économiques de court terme, et mettent en jeu des phénomènes d'apprentissage déterminants pour l'avenir de la coopération.

En outre, il n'est pas inutile de rappeler la distinction, désormais usuelle, faite entre "entraide" et "participation"²⁴⁰. G. Gosselin, par exemple, analyse la différence qualitative entre les formes de coopération "traditionnelle" et

²³⁷ Cf. de Janvry & *alii*, 1994, pp. 3-4.

²³⁸ A. Brun, par exemple, insiste sur l'importance de l'"(...) existence de populations actives et soudées par des liens forts et répétés (Brun, 1995, *art. cit.*, p. 15).

²³⁹ M. Haubert le précise bien : "La coopération, comme la modernisation dans le domaine économique, est « fille de la nécessité ». On ne coopère pas uniquement pour mettre en pratique des « valeurs communautaires » qui seraient inhérentes aux sociétés paysannes ou à tel ou tel groupe, mais pour mieux faire face à certains problèmes" (Haubert, 1994, *op. cit.*, p. 16).

²⁴⁰ Nous avons déjà, dans la seconde section du premier chapitre, évoqué cette distinction et renvoyé à un article de M. Haubert (Haubert, 1981, *art. cit.*). Cf. *supra*, p. 99.

"moderne" en quatre éléments principaux²⁴¹. Il y a d'abord un changement d'échelle, une taille suffisante étant nécessaire pour que soit assurée une viabilité économique minimale, alors que l'entraide peut n'engager que deux personnes. De plus, l'O.V. ne doit en principe constituer qu'une première étape dans un mouvement plus vaste de structuration, seul capable de donner à la paysannerie un poids économique et politique majeur. Il y a ensuite une différence de finalité, les objectifs se référant désormais souvent au développement. Il y a aussi une transformation du sens de la "participation primaire", non plus héritée mais élective. Il y a enfin une individualisation des rapports sociaux, l'acteur devenant personnellement responsable de ses agissements²⁴². La participation implique donc l'apprentissage par les acteurs d'un nouveau mode de relations, le mode "participatif", devant permettre de dépasser à la fois les limites de l'entraide et l'hétérogénéité des motivations et des stratégies²⁴³.

Si les incitations économiques ne peuvent constituer l'unique fondement d'un comportement participatif, il est bien évident qu'elles constituent un facteur majeur d'adhésion à ces logiques de coopération²⁴⁴. Ceci nous renvoie à une autre condition, exposée par D. Gentil et M.R. Mercoiret, qui tient à l'existence - ou non - d'activités et d'espaces économiquement maîtrisables, c'est-à-dire à celle d'opportunités.

Il nous semble en effet que l'affirmation d'objectifs communs soit souvent moins décisive, pour l'émergence d'une O.V., que l'existence d'un atout commun que l'on peut utiliser, c'est-à-dire d'une opportunité²⁴⁵. Par exemple, la reprise que connaissent les marchés caféiers, un projet de pharmacie villageoise proposé par le Développement Communautaire, etc., constituent pour les villageois des opportunités qui peuvent être saisies en commun. Mais la possession d'une capacité suffisante à l'action commune est tout aussi déterminante, puisqu'elle permet d'exploiter l'opportunité présente. Selon M. Crozier et E. Friedberg, un groupe apathique ne possède ni l'opportunité, ni la capacité. Le groupe erratique dispose d'opportunités, mais a du mal à les saisir. Enfin, le groupe stratégique est capable de saisir les opportunités et

²⁴¹ Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 302.

²⁴² Nous reviendrons, au fil de notre travail, sur cette question de l'individualisation (notamment cf. *infra*, pp. 591-593.

²⁴³ Et, on l'a dit, cet apprentissage est souvent le fruit de crises, poussant les acteurs à rechercher d'autres solutions que les seuls liens domestiques ou que le "chacun pour soi".

²⁴⁴ Elle sont en quelque sorte une condition nécessaire mais non suffisante de la participation.

²⁴⁵ Un exemple : si la production se vend aisément et à un "bon prix", "devant la ferme", il n'existe pas vraiment d'opportunité à saisir en commun, et il est peu probable, dès lors, que les producteurs trouvent intérêt à s'insérer dans des mécanismes coopératifs de commercialisation des produits agricoles.

même de s'en créer de nouvelles. Nous verrons que les O.V. créées au sein de populations marginalisées sont souvent "apathiques"²⁴⁶.

Il convient de relever ici l'importance de l'extension potentielle de l'O.V. Elle doit certes débiter son action par des opérations relativement simples (collecte primaire, travaux d'hygiène, etc.). Mais si elle parvient à étendre ses activités, à assurer des services nouveaux, à se substituer de plus en plus aux relations marchandes, en bref à saisir de nouvelles opportunités - voire à s'en créer²⁴⁷ -, elle marque ainsi son efficacité²⁴⁸.

L'O.V. apparaît donc comme un dispositif de compromis, ou d'"articulation"²⁴⁹ entre plusieurs dimensions des motivations des acteurs. Elle intègre ainsi une dimension marchande, liée à la recherche individuelle, au sein d'un environnement économique de marché, du profit monétaire ; une dimension domestique, dépendant des us et coutumes de la société au sein de laquelle elle s'inscrit ; et une dimension civique, renvoyant à sa dimension "participative" - qui provient elle-même souvent d'un autre monde, celui des développeurs. Nous considérerons toujours l'O.V. comme un lieu de rencontre entre plusieurs modalités d'action, et donc comme un lieu de tension entre des principes différents de coordination des actions individuelles. Ainsi, il y aura souvent tension entre un opportunisme marchand de court terme et un engagement participatif²⁵⁰ ou domestique de long terme. Ces tensions ne pourront être, sinon résolues, du moins rendues supportables que par l'instauration de règles internes efficaces.

b - La régulation de l'organisation villageoise

Même dans un petit groupe, tel qu'une organisation prenant naissance dans un village centrafricain, l'instauration d'un *corpus* de règles de fonctionnement précises et stables paraît être une condition *sine qua non* de la réussite et de l'éventuel élargissement ultérieur de cette ébauche de structuration : "Pour que les organisations non gouvernementales puissent

²⁴⁶ Cf. *infra*, pp. 478-483.

²⁴⁷ "(...) l'organisation efficiente modifie son milieu à son avantage, et contribue ainsi à modeler ce milieu" (Ménard, 1990, *op. cit.*, p. 108).

²⁴⁸ La multifonctionnalité constitue d'ailleurs souvent l'une des caractéristiques majeures des O.V.

²⁴⁹ Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 16. Selon lui, une caractéristique fondamentale des organisations de type coopératif est ainsi de réaliser une articulation entre l'économie domestique de leurs sociétaires et l'économie capitaliste.

²⁵⁰ Selon M. Haubert, l'organisation collective n'a pas pour objectif de "maximiser le profit mais d'assurer la reproduction du groupe et de ses membres, les nécessités de la survie pouvant conduire à accepter une rémunération plus basse ou des coûts plus élevés que s'ils étaient guidés par une rationalité d'entrepreneurs capitalistes" (*idem*, pp. 16-17).

compléter efficacement l'Etat et le marché dans leurs rôles respectifs, elles doivent avoir la capacité de définir et faire respecter certaines règles"²⁵¹.

Les règles doivent encadrer les processus qui mènent aux prises de décisions, et particulièrement celles concernant les nominations, c'est-à-dire le *leadership* de l'O.V. A ce niveau, il est nécessaire d'établir des règles précises afin de réduire l'arbitraire, ou l'impression d'arbitraire, dans l'attribution des fonctions et dans l'accomplissement de ces fonctions. C. Ménard pose fort justement que ces décisions de nomination "cristallisent très souvent les divergences dans les préférences des participants"²⁵², et effectivement nous verrons que la désignation des responsables villageois constitue une étape souvent problématique lors de la constitution d'une O.V., et que l'absence d'un contrôle effectif des *leaders* amène souvent l'organisation à cesser toute activité²⁵³.

Arrêtons nous sur cette question de l'autorité. Nous avons posé que le consensus intégral, dans un cadre égalitaire, ne peut servir, dans un monde complexe et incertain constitué d'individus hétérogènes, de mode de prise de décision. Le recours à l'autorité semble alors, pour que l'O.V. ait une chance de subsister, impératif. Mais cette autorité doit être tout à la fois appuyée - pour amener les participants à se plier, certes toujours imparfaitement²⁵⁴, aux règles de l'O.V. - et limitée - pour permettre à ces participants un contrôle des *leaders* - par un système de sanction efficace.

D'une manière générale, les règles internes ont donc quatre fonctions essentielles. Elles doivent en premier lieu assurer l'efficacité des décisions collectives, en permettant une certaine homogénéisation des fonctions de préférence des membres, c'est-à-dire une relative convergence des objectifs individuels.

Elles doivent ensuite empêcher les manipulations, qui risqueraient de rendre l'O.V. instable²⁵⁵. Il s'agit alors de limiter le problème des *free-riders*, et d'établir, comme nous l'avons dit plus haut, un système de sanction effectif. Sans organisation viable et donc sans l'instauration de règles efficaces, il n'y a

²⁵¹ De Janvry & alii, 1994, *art. cit.*, p. 3.

²⁵² Ménard, 1990, *op. cit.*, p. 29.

²⁵³ Cf. *infra*, pp. 503-506.

²⁵⁴ C. Ménard, là encore, insiste sur les limites de l'autorité au sein de l'organisation : "L'impossibilité de définir avec précision tous les objectifs auxquels les participants adhèreraient en transférant leur capacité de décider à d'autres agents, et l'impossibilité d'établir des règles claires tenant compte de toutes les contingences dans la mise en place des sanctions redonnent nécessairement aux membres de l'organisation une marge d'autonomie dans les choix. En clair, l'autorité ne peut jamais couvrir l'ensemble de l'espace des choix, et n'assure donc qu'une coordination partielle" (*Idem*, p. 32).

²⁵⁵ P. Bardhan parle de "*mutual vulnerability*", entre les membres de l'organisation (Bardhan, 1993b, *art. cit.*, p. 90).

guère de limitation possible des asymétries d'information, c'est-à-dire de l'inégale distribution de l'information entre les acteurs. Elles doivent ainsi préserver les droits des participants, les *leaders* de l'O.V. ne devant pas être laissés sans contrôle.

Elles doivent en outre garantir une certaine cohérence des choix effectués, de manière à maintenir ce dispositif de compromis que constitue toute O.V. Cette cohérence est d'autant plus difficile à préserver que les activités de l'organisation tendent vers la multifonctionnalité.

Elles doivent enfin maintenir une certaine souplesse dans le fonctionnement de l'organisation²⁵⁶. C'est ainsi que des règles différentes peuvent coexister - et le doivent souvent, pour que l'organisation soit efficace - au sein d'une O.V., les unes se rapportant plus au principe de réputation, les autres à des logiques marchandes de compétition, d'autres encore à une efficacité technique, etc. Les modalités d'une telle coexistence dépendent en fait du contexte (relationnel, social, etc.) au sein duquel est maintenue l'organisation. De la même façon que l'individu doit arbitrer entre plusieurs référents, la survie de l'organisation dépendra d'un équilibre, fondé sur ce compromis entre règles de différentes natures, un équilibre qui doit lui permettre de s'adapter aux modifications de son environnement.

c - L'organisation villageoise et son environnement

C'est de cet environnement que va souvent dépendre l'existence ou la non existence d'opportunités à saisir par l'O.V. L'analyse des rapports de l'organisation à l'environnement, étatique ou non, permet d'ailleurs de recadrer la perspective organisationnelle dans un contexte plus global, fait de rapports de force, de volonté affirmée de développement, d'intégration aux marchés, etc.

Car les choix et les procédures de décisions déterminés au sein de l'O.V. sont aussi largement conditionnés par leur caractère admissible ou non pour les participants, compte tenu de contraintes externes telles que le cadre légal - pour autant qu'il existe encore un cadre légal effectif -, mais aussi pour les personnes extérieures à l'organisation, représentants de la légitimité étatique, éleveurs, commerçants, planteurs, développeurs, etc.

Tout d'abord, dès lors que l'on prend en compte la volonté parfois exprimée par les autorités administratives d'exercer un contrôle effectif sur les institutions "participatives" villageoises, l'existence d'une O.V. rappelle

²⁵⁶ Cf. de Janvry & alii, 1994, art. cit., pp. 3-4).

l'insertion des villages au sein d'une société englobante disposant de représentants légaux qui usent d'une autorité dite "légitime", définissant certains impératifs et imposant certaines finalités. En outre des dirigeants peuvent s'estimer menacés dans leur "légitimité" par ces organisations paysannes, qui manifestent souvent "une volonté des paysans d'agir collectivement pour améliorer leur situation économique, socio-politique et culturelle et plus généralement pour défendre leurs droits dans la société globale"²⁵⁷. A l'inverse, on l'a dit, les O.V. peuvent recevoir certains avantages tels que subventions, ristournes sur les ventes de produits agricoles, etc.

Remarquons ensuite que les relations de l'O.V. avec les opérateurs du secteur privé ne sont pas systématiquement antagonistes. Leurs intérêts peuvent se révéler complémentaires. J.P. Prod'homme insiste ainsi sur la nécessaire émergence de petits entrepreneurs privés qui, à l'échelle locale et régionale, pourraient rendre des services très utiles à la production agricole, dans les domaines de l'approvisionnement, la transformation, le transport²⁵⁸.

En troisième lieu, les développeurs préfèrent souvent s'adresser à des O.V. plutôt qu'à des paysans isolés. D'abord car, ayant réussi l'apprentissage de nouveaux modes relationnels, on l'a dit, les membres d'un groupe constituent un milieu propice à la vulgarisation, à l'échange des connaissances et à l'adoption, sans risque social majeur, d'innovations. Ensuite car l'intervenant peut atteindre plus de personnes en un temps limité, argument non négligeable dans le contexte actuel de désengagement. Mais ceci suppose de travailler avec une O.V. disposant d'une réelle cohérence interne et d'opportunités effectives. Si cet "apprentissage organisationnel" n'est pas accompli, le rôle de l'intervenant peut alors être surtout, on l'a dit, de faciliter les relations entre les acteurs, d'apporter des informations utiles, de faire émerger des compétences, d'amener les villageois à s'interroger d'une manière critique sur leurs institutions locales, et promouvoir ainsi la construction organisationnelle. Le rôle de formation tenu par l'organisme d'appui dans les domaines de la gestion, de la comptabilité, et donc, à la base, de l'alphabétisation des villageois paraît là primordial pour la réussite d'une O.V.

Enfin, n'oublions pas que le milieu villageois ne constitue pas un monde hermétiquement clos, il est au contraire mobile et ouvert aux influences extérieures. Cela peut nuire au fonctionnement de l'O.V., par le biais de deux mécanismes appelés par les anglo-saxons *exit option* et *open access*. Le premier fait référence à la mobilité dont peuvent éventuellement user certains

²⁵⁷ Haubert, 1994, *art. cit.*, p. 14.

²⁵⁸ PROD'HOMME (Jean-Pierre). - Diversité des organisations rurales en Afrique noire et prémices d'un mouvement paysan. - *Economie Rurale*, n°228, juillet-août 1995. - p. 52.

membres d'une organisation désireux d'échapper à quelque tâche ou sanction, ce qui limite la portée des règles en vigueur et favorise donc un comportement opportuniste de court terme²⁵⁹. Le second renvoie à la possibilité, non plus d'une émigration, mais d'une immigration²⁶⁰. Ainsi, la gestion commune d'une ressource naturelle rare peut se trouver perturbée par de nouveaux arrivants peu soucieux de se plier aux règles édictées sans eux, sans qu'il soit réellement possible de les empêcher d'user de la ressource à leur gré²⁶¹.

D'une manière générale toutefois, le maintien de liens effectifs avec la société, les marchés, le monde du développement semble impératif pour permettre l'émergence de comportements participatifs et donc d'O.V., puis d'organisations paysannes viables²⁶². Il apparaît alors nécessaire, d'une part d'établir avec quels acteurs ou groupes d'acteurs l'O.V. entretient en conflit (Etat, opérateurs privés, organismes d'appui aussi), et ceux avec lesquels elle peut nouer des contacts et des alliances.

Une des difficultés essentielles de toute organisation paysanne tiendra aussi en l'articulation, parfois contradictoire, de deux ensembles de préoccupations : tout d'abord la résolution des problèmes concrets et immédiats qui se posent à ses membres, ensuite les visées plus globales qui la sous-tendent, telles que la participation aux décisions politiques à différents échelons, l'élaboration d'un modèle se voulant alternatif de société, l'acquisition d'une capacité de négociation, l'apprentissage de l'autonomie, etc.

Ce thème de la structuration paysanne appellerait sans doute de nombreux approfondissements. Nous tenterons d'ailleurs d'en donner quelques illustrations concrètes au fil des chapitres, et tout particulièrement dans le septième. Mais à ce stade de notre travail, il convient de nous en tenir aux quelques éléments proposés dans cette dernière sous-section, une sous-section qui nous amène ainsi à la conclusion de ce deuxième chapitre.

²⁵⁹ Cf. Bardhan, 1993b, *art. cit.*

²⁶⁰ Cf. Seabright, 1993, *art. cit.*, p. 114.

²⁶¹ Nous donnerons des exemples très concrets de ces deux notions dans le chapitre 7. (cf. *infra*, p. 477 et p. 480.

²⁶² D. Gentil et M.R. Mercoiret posent : "Il est rare qu'une organisation puisse se développer uniquement par ses propres forces" (1991, *art. cit.*, p. 884).

Reprenons d'abord l'ensemble des d'hypothèses émises au fil de cette seconde section²⁶³. Certaines de ces hypothèses et conséquences concernent le comportement individuel en lui-même, d'autres s'attachent plus à définir le contexte au sein duquel agissent les acteurs, et ceci en cohérence avec notre option pour une rationalité "contextualisée". Nous conservons en outre la distinction entre les concepts fondamentaux et ceux plus spécifiquement liées au cas "agraire".

Les hypothèses

- H1.** Les capacités cognitives des individus sont limitées.
- H2.** Les décisions ont une dimension procédurale.
- H3.** L'environnement est incertain.
- H4.** Les capacités des acteurs dépendent pour partie de leur "condition socio-économique".
- H5.** Il y a interaction entre acteur et système.
- H6.** Il y a hétérogénéité des acteurs.
- H7.** Les référents de l'individu sont multiples, mais la rationalité demeure unique.
- H8.** L'intérêt "égoïste" ("*self-interest*") ne constitue pas le déterminant unique des décisions. Celles-ci ont aussi une dimension "éthique".
- H9.** Principe de l'homme en interaction : l'action individuelle est toujours à replacer dans un contexte local précis.
- H10.** Principe de l'homme "historique" : l'action individuelle doit être étudiée en dynamique et être ancrée dans une histoire.
- H11.** Les individus sont tous aversifs à l'effort, une aversion variable selon les acteurs et leur situation.
- H12.** Il existe deux types d'apprentissages, certains sont "positifs", d'autres "négatifs" (les évocations).

Les conséquences

- C1.** La recherche de solutions satisfaisantes constitue le cas général ; l'optimisation ne constitue qu'un cas très particulier. (H1, H2, H3).
- C2.** Les processus d'apprentissage jouent un rôle primordial dans l'adaptation des individus à leur environnement. (H1, H2, H.3).
- C3.** Il existe toujours des asymétries d'informations. (H1, H4).

²⁶³ Nous reprenons les hypothèses établies dans les deux premières sous-sections, et nous leur ajoutons les hypothèses liées à la problématique organisationnelle, que nous venons d'aborder.

- C4.** La dimension stratégique des comportements est fondamentale. (H8, H9, C3).
- C5.** Les individus font tous preuve d'une aversion pour risque, variable selon leur situation. (H1, H3).
- C6.** Les individus font tous preuve d'une préférence pour le présent et d'un attachement à la routine, variables selon leur situation. (H1, H3, C1, C5).
- C7.** Les anticipations ne sont pas parfaites. (H3, C1, C3, C6).
- C8.** Les normes de satisfaction doivent être rattachées au contexte qui les fait naître. (H4, H9, H10).
- C9.** L'individu recherche toujours une certaine autonomie. (H6, H9).
- C10.** L'individu n'aime pas l'isolement et recherche toujours certaines relations avec les autres. (H6, H9).
- C11.** Les niveaux "micro", "méso" et "macro" sont interconnectés. (H9, H10).
- C12.** Les groupes d'appartenance des acteurs - notamment l'ethnie - doivent être pris en compte. (H9, H10).
- C13.** Il existe un important besoin d'organisation. (H1, H3, C10).
- C14.** Le ménage constitue une organisation. (H6).
- C15.** Les règles ont, dans tous les domaines des relations interindividuelles, une grande importance. (H6, C5).
- C16.** L'incertitude est à la source du pouvoir, mais elle permet aussi de le limiter. (C4, C5, C9).

Les hypothèses spécifiques

H_a1. Principe de saisonnalité.

H_a2. Principe de spatialité.

H_a3. Il y a une forte simultanéité des travaux agricoles, il n'y a donc que peu de possibilités de location de travail.

H_a4. Il existe divers coûts spécifiques à l'activité agricole.

H_a5. Il existe diverses incertitudes spécifiques : on relève notamment une forte covariance des "risques naturels".

H_a6. On distingue cinq ensembles de référents : une dimension marchande ; une dimension agricole ; une dimension domestique ; une dimension civique ; une dimension magico-religieuse.

H_a7. Le système de production agricole (ou système agraire) s'analyse en trois systèmes imbriqués : le système de production, le système de culture, et le système d'exploitation.

H_a8. On distingue six ensembles de facteurs de production : la terre, les travailleurs, le savoir-faire, l'outillage et les intrants, les arbres, et enfin les animaux.

H_a9. L'absence (ou la défaillance) d'un de ces facteurs influe, à la baisse, sur la production agricole.

Les conséquences spécifiques

C_a1. Les marchés agricoles sont très imparfaits. (H1, H_a1, H_a4, H_a5).

C_a2. Le marché de l'épargne et du crédit se développe difficilement. (H_a5).

C_a3. Le marché du travail est de taille limitée. (H_a2, H_a3).

C_a4. La préférence pour le présent et la recherche de "stabilités" sont renforcées par le poids des incertitudes spécifiques. (C6, H_a5).

C_a5. On ne peut poser d'ordre lexicographique *a priori*. (C8, H_a6).

C_a6. L'action d'un intervenant extérieur "crée" des acteurs. (H6, C4, H_a6).

C_a7. Les objectifs des intervenants et ceux des villageois sont rarement identiques. (H6, C4, C_a6).

C_a8. Les stratégies de gestion du risque peuvent freiner les processus d'innovation. (H4, C6, C_a4).

C_a9. La réussite des interventions présentes est conditionnée par les expériences passées. (H10, H12).

C_a10. Les logiques du système productif agricole sont potentiellement accessibles à l'acteur. (H5, H_a7).

C_a11. Il y a un fort besoin d'organisation en milieu agricole. (C13, H_a5, C_a1).

C_a12. La "participation à l'O.V. ne va pas de soi. Elle dépend de nombreuses conditions, liées au contexte d'apparition de l'organisation : stratégies individuelles de ses membres (C4), histoire (H10, H12), incitations économiques (H4, H8, C_a1), régulation (C15), environnement favorable ou non (H4).

C_a13. L'O.V. est un lieu de compromis entre plusieurs modalités de coordination des comportements individuels. (H_a7, C_a12).

Redisons clairement que ce support théorique n'a qu'un but tout empirique : il doit nous permettre d'appréhender les diverses dimensions et manifestations du concept de marginalité, ainsi que leurs implications pour la viabilité de l'agriculture considérée dans cette thèse. Pour ce faire, nous avons voulu montrer qu'il existe - presque - toujours, pour l'économiste, une possibilité de reconstituer les logiques du comportement humain, et ce sans nécessairement faire appel aux hypothèses restrictives usuelles.

Un tel choix méthodologique souffre bien sûr de certaines limites. D'une part, nous n'échappons pas vraiment au risque de la tautologie. Puisque la rationalité d'une action se comprend en fonction du contexte au sein duquel elle se produit, quasiment toutes les actions pourront être jugées rationnelles. Mais ceci ne constitue pas une difficulté insurmontable, pour une démarche qui se veut avant tout explicative, et non normative.

D'autre part, la complexité qu'il nous a permis d'introduire dans nos hypothèses et leurs implications rend en contrepartie très malaisée toute tentative de modélisation de comportements ainsi définis. Il nous faut donc opter pour une démarche dite d'"économie appliquée". J. Galbraith constate que les départements d'économie possèdent une structure de caste : au sommet la théorie pure, les modèles abstraits, au plus bas l'économie appliquée²⁶⁴. Assumons donc notre condition d'"intouchable" et tentons d'appliquer au mieux le cadre conceptuel constitué dans ce chapitre aux multiples informations recueillies sur notre "terrain".

Ce cadre conceptuel accorde ainsi une place essentielle à l'ancrage historique des comportements. Nous allons donc, dans une deuxième partie, tenter de montrer comment les événements passés influent aujourd'hui sur les situations socio-économiques et sur les stratégies des acteurs villageois de cette région d'Alindao.

²⁶⁴ GALBRAITH (John K.). - *The New Industrial State*. - Troisième édition, Houghton-Mifflin, 1978. - p. 113.

Deuxième partie :

L'histoire d'une marginalisation

Chapitre 3 : Les violences précoloniales et coloniales

L'objectif de cette deuxième partie n'est certes pas de proposer une étude exhaustive de l'histoire des populations de la région d'Alindao. Nous voulons plus modestement mettre en lumière les événements de cette histoire qui influent de manière importante sur le présent de ces populations, et particulièrement sur leurs capacités de réactions face à une condition socio-économique de marginalité. P. Gourou exprime ainsi les fondements d'une telle démarche : "Les retards tropicaux ne tiennent pas à des obstacles physiques mais à des arriérations techniques liées à des circonstances historiques dont il faudra préciser la nature"¹. C'est à cette nature que va être consacrée toute la deuxième partie.

Nous voudrions donc proposer un aperçu de quelque cent ans d'histoire des groupes Banda qui peuplent cette région, en le replaçant dans un passé plus ancien, évoqué dans le préambule², et dont ce siècle n'aura été en fait que le prolongement. Nous tenterons de n'occulter ni les "violences" coloniales ni les éventuels aspects positifs de cette période - la fin des razzias esclavagistes par exemple -, et nous ne présenterons pas, loin s'en faut, l'image d'une société précoloniale "idyllique". Nous mettrons plutôt en évidence la continuité des violences et de la marginalisation qu'ont vécues ces populations, même au cours de l'époque coloniale.

C'est ainsi que, dans ce troisième chapitre, Nous allons insister sur la situation immédiatement antérieure à la colonisation française, alors que les Banda achevaient leurs migrations ; cette situation fera l'objet de la première section. Nous allons aussi évoquer les premières années de la période coloniale, marquées par d'importants bouleversements ; ce choc colonial sera abordé dans une seconde section.

¹ Cité par Roca, 1989, *op. cit.*, p. 121.

² Nous renvoyons à Coquery-Vidrovitch, 1988, *op. cit.*

SECTION 1 : LA SITUATION PRECOLONIALE

Le passé des populations de cette région demeure à ce jour, et malgré d'importants progrès initiés par P. Kalck, assez mal connu, surtout en comparaison avec d'autres sociétés africaines, plus accessibles, décrites depuis plusieurs siècles. Toutefois, quelques témoignages recueillis dans les villages, et surtout les premiers écrits fiables se rapportant aux sociétés Banda, datant de la fin du siècle dernier et du début de celui-ci, nous permettent d'ébaucher une reconstitution de ce que devaient être l'agriculture mise en oeuvre par les Banda et leur organisation sociale. Nous allons successivement envisager ces deux aspects de la vie des Banda "précoloniaux", sans bien sûr trop rentrer dans le détail - un détail que l'on retrouvera dans les thèses et les écrits des historiens.

1.1. L'agriculture Banda au début du XX^{ème} siècle

On ne peut avoir qu'une image très imparfaite de l'agriculture existant il y a un siècle environ lorsqu'on observe les champs et plantations actuels, tant elle a été transformée au fil des bouleversements historiques qu'elle a eu à subir. Cette agriculture "précoloniale" présentait un double visage : elle était à la fois prospère et diversifiée, ce que nous montrerons dans un premier temps ; mais elle était aussi menacée et organisée autour de logiques "guerrières" et migratoires, c'est ce que nous verrons dans un second temps.

1.1.1. Des systèmes de culture riches et complexes

Au début du siècle, les systèmes de culture de la région n'étaient pas, loin s'en faut, aussi frustrés et primitifs que d'aucuns ont pu le prétendre, tentant ainsi de légitimer la colonisation et sa mission civilisatrice. Les témoins "rigoureux"³ nous décrivent au contraire, à côté d'une économie d'usufruit non négligeable, des systèmes de culture à la fois diversifiés et complexes⁴.

Il semble en fait que cohabitaient en leur sein trois influences majeures, qui expliquaient leur complexité. Il y avait d'une part le "système vivrier d'incontestable parenté péri-abyssine"⁵, basé sur la culture du sorgho, que les

³ Là encore nous nous rangeons derrière l'avis d'historiens éminents, tel P. Kalck.

⁴ Nous nous référons tout particulièrement, on l'a dit, au témoignage du R.P. Charles Tisserant, agronome et botaniste ayant particulièrement bien connu les Banda (Tisserant, 1953, *art. cit.*).

⁵ Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 89-90.

Banda avaient apporté avec eux au fil de leurs migrations. D'autre part, ce système se juxtaposait au "vieux fonds de végéiculture et de cueillette"⁶, basé sur des cultures plus "forestières", qui constituait les fondements agraires des sociétés qui préexistaient à l'implantation Banda. A ceci il fallait ajouter l'apport progressif de cultures américaines, venant renforcer la complexité culturelle Banda, et prouvant l'aptitude de ces populations à intégrer les nouveautés culturelles adaptées à leurs besoins.

Cette triple influence s'analyse au travers de la cohabitation du sorgho et du manioc, de la multiplicité des cultures mineures, et de la structure des cycles culturels usuellement menés.

a - La cohabitation du sorgho et du manioc

Au début de ce siècle, le sorgho était encore la grande culture des populations Banda. Elles l'avaient apporté du nord-est, dans leur fuite devant les razzias esclavagistes, de régions où la faible pluviosité fait des mils et du sorgho les bases de toute agriculture. On en voyait un peu partout de grands champs, car les diverses variétés cultivées donnaient des grains assez petits. Semé en juin et juillet, récolté en janvier, en pleine saison sèche, le sorgho était stocké dans des greniers surélevés d'un mètre au moins au-dessus du sol⁷. On cultivait aussi quelques graminées (notamment le "petit mil"), dont les grains germés étaient ajoutés au sorgho pour en hâter la fermentation, lors de la fabrication de la bière. La culture du sorgho exigeait le débroussaillage de grandes étendues, une surveillance effective des champs et la construction de greniers, elle imposait une organisation du travail bien plus rigoureuse que les tubercules.

Les différentes étapes du cycle du sorgho donnaient leurs noms aux mois lunaires⁸ et s'entouraient d'une grande ritualisation, comme l'évoque C. Prioul : "Le sorgho rythmait le temps et organisait l'espace. La vie villageoise se trouvait fortement structurée par son fondement agraire, tandis que la cueillette et la chasse lui conservaient une teinte de liberté et d'aventure"⁹.

Mais déjà à cette époque, le manioc commençait à supplanter le sorgho en tant que culture dominante, une domination qui n'allait que se renforcer au fil

⁶ Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 89-90.

⁷ Ce type de grenier a disparu aujourd'hui des villages de la Basse Kotto, mais on les trouve encore, plus à l'Est, en pays Zandé.

⁸ L'année agricole commençait avec le premier mil.

⁹ PRIOUL (Christian). - *Notes sur la diffusion du manioc dans la partie centrale du territoire centrafricain*. - Bangui, multigr. - 21 p.

des décennies, et qui allait transformer en profondeur les systèmes productifs agricoles de cette région.

Il semble que le manioc ait été introduit dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, en suivant les voies qu'empruntaient les caravanes de la traite des esclaves. Remarquons d'ailleurs que le manioc avait commencé à se répandre sur le continent africain dès la fin du XV^{ème} siècle¹⁰. Le fait qu'il n'arrive dans ces régions que vers 1850 prouve bien l'enclavement structurel de ce qui allait devenir la R.C.A. Quoi qu'il en soit, Ch. Tisserant a pu préciser qu'"(...) au moment de la pénétration européenne, le manioc était déjà cultivé dans la majeure partie des savanes de l'Oubangui"¹¹, mais l'importance de cette culture variait d'un terroir à un autre, selon les circonstances poussant à son adoption.

Comment d'ailleurs expliquer cette adoption progressive du manioc par les populations oubanguiennes ? Selon C. Prioul¹², les incontestables avantages agronomiques de cette plante, pour des populations déjà accoutumées à la culture des tubercules¹³, ne sont pas seuls en cause. Il est alors possible de distinguer trois raisons historiques majeures. Dans certains groupes, essentiellement ceux en contact avec les "Riverains" comme les Ngbugu, le manioc a d'abord été cultivé comme plante de commerce, le but étant de disposer d'un surplus commercialisable et immédiatement disponible, ce qui est possible avec le manioc. Pour d'autres, ce sont les avantages de la culture du manioc par rapport aux aléas de la céréaliculture qui ont été déterminants, en termes de sécurité alimentaire. Enfin, et peut-être surtout, dans toutes les zones de savanes exposées aux razzias, le manioc a été adopté en tant que "plante refuge", une fonction qui sera renforcée durant les premières années de la colonisation, nous le verrons¹⁴. Etant d'une culture facile, même sur les terres médiocres où se réfugiaient les populations, offrant des rendements relativement élevés, pouvant être dispersé dans de petits champs faciles à cacher et rester en terre très longtemps, ne nécessitant pas de réserve de plantation, n'offrant de surcroît guère d'intérêt aux pillards du fait des difficultés de sa préparation, le manioc était bien mieux adapté que le sorgho au contexte guerrier de cette époque. Il apparaît donc clairement que le manioc ne s'est pas implanté du seul fait d'une simplicité de culture qui aurait incité les cultivateurs à spontanément délaisser leurs habitudes antérieures.

¹⁰ Coquery-Vidrovitch, 1988, *art. cit.*, p. 117.

¹¹ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 217.

¹² Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 113-117.

¹³ La culture du manioc est beaucoup plus aisée que celle des ignames, par exemple.

¹⁴ Cf. *infra*, pp. 242-245.

Au début de ce siècle, on laissait partout le manioc en terre plusieurs années, et on commençait à exploiter un champ lorsque les plantations précédentes étaient épuisées ou que les tubercules devenaient par trop ligneuses. Cette introduction du manioc permettait ainsi un certain renforcement des liens unissant l'homme à la terre, puisqu'elle conduisait à un allongement du temps d'exploitation d'une même surface, nous y reviendrons¹⁵.

Remarquons enfin que les populations Banda, en adoptant le manioc, lui ont appliqué les mêmes pratiques culinaires que pour le sorgho : il a toujours été consommé sous forme de "boule" de farine, et non simplement cuit à l'eau. Il est aussi à noter que les feuilles de manioc n'étaient consommées que lorsque l'on n'avait pas d'autres légumes-feuilles à disposition, ce qui était assez rare. Car on trouvait aussi dans les champs une grande diversité de cultures dites "mineures".

b - La multiplicité des cultures mineures

Il serait fastidieux d'étudier toutes les cultures observées par les premiers explorateurs et missionnaires. Nous distinguons simplement les importations assez récentes ayant suivi la même voie que le manioc, des cultures très anciennement connues par les Banda et dans les savanes oubangiennes.

Parmi les secondes, on relève l'importance des oléagineux. Le sésame était ainsi très cultivé et était employé sous forme de farine ; plus tard, les Européens apprendront aux Banda à en extraire l'huile. Le ricin n'était cultivé que pour en tirer une huile d'onction, les populations l'avaient amené avec eux dans leurs migrations. Il était aussi possible d'observer de grands champs de cucurbitacées, parfois plantées en association avec le manioc ou le sorgho. Un exemple nous en est donné par C. Tisserant : "Quand le sorgho, après un premier sarclage, avait des tiges assez hautes, on semait l'«okouré» (*Cucumis Melo*) entre les pieds pour le faire profiter du léger ombrage ainsi formé"¹⁶.

Des bananiers étaient très souvent plantés, la banane constituant le seul fruit cultivé avant la colonisation¹⁷. Le papayer avait déjà pénétré certaines régions mais ne sera généralisé que dans le courant du XX^{ème} siècle.

¹⁵ Cf. *infra*, pp. 217-218.

¹⁶ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 220.

¹⁷ D'autres fruits étaient connus et appréciés, mais comme produits de cueillette. Si nous nous limitons ici aux plantes cultivées, nous n'oublions certes pas que les plantes spontanées faisant l'objet d'une cueillette étaient fort nombreuses.

Parmi les plantes non alimentaires cultivées au début de ce siècle, il y avait diverses plantes à sel, des plantes à filasse, notamment une variété pluriannuelle de cotonnier dont la culture était toutefois assez restreinte. Nous ne nous attarderons pas non plus sur les plantes à poison, les plantes médicinales, à parfum, etc.

Le manioc n'était pas, loin s'en faut, la seule tubercule cultivée. Nous pourrions citer les différentes variétés d'ignames connues alors, certaines très anciennes, d'autres introduites au XIX^{ème} siècle : le taro dont on trouvait toujours quelques pieds, la patate douce dont on voyait de petits champs, le "dazo" (*Coleus*), une tubercule dont la culture était importante aux abords des villages Banda, etc.

De nombreuses plantes étaient cultivées pour leurs graines, comme les diverses variétés de haricots appréciées alors. Les cucurbitacées étaient en outre aussi cultivées pour leurs fruits, comme le prouvent les nombreuses espèces de courges recensées. Les plantes à mucilage n'étaient pas moins importantes, on citera particulièrement le "gombo" (ou "véké"), et l'oseille de Guinée (ou "karakandji"). Enfin, si beaucoup de plantes de brousse étaient exploitées comme légumes-feuilles, plusieurs plantes cultivées donnaient aussi des épinards appréciés, comme le "ngago" (*Solanum Aethiopicum*), très présent dans les jardins de case.

Au titre des plantes introduites par les caravanes de la traite esclavagiste, on trouvait d'abord le maïs¹⁸. Il ne constituait qu'une petite culture, sauf dans les zones habitées par les Ngbugu, dont le maïs est peu à peu devenu l'aliment de base. Remarquons que ceci s'explique sans doute par la facilité de cette culture dans les zones de peuplement Ngbugu, plus au Sud, et donc plus humides que les savanes du nord, occupées par les Yakpa par exemple.

Le tabac et l'arachide ont eux aussi suivi la voie des caravanes. Le tabac n'était avant la colonisation qu'une simple culture de case, faite par les hommes. L'arachide ne représentait pas non plus une très grande culture. Il en existait plusieurs variétés, dont une hâtive permettant deux récoltes par an. La canne à sucre a elle remonté le fleuve au début du XX^{ème} siècle mais, étant d'une culture exigeante, on n'en trouvait guère qu'aux abords des galeries forestières ou dans les plantations de forêt. Le piment et le chanvre semblaient aussi être d'implantation récente.

¹⁸ La même remarque que pour la diffusion du manioc s'applique à celle du maïs ; ayant commencé à se répandre aux XV-XVI^{èmes}, le maïs n'est parvenu aux populations de ces régions que par l'intermédiaire de la traite orientale, quelque quatre siècles plus tard.

Si l'on ajoute à toutes ces plantes l'ensemble des produits de cueillette, très abondants dans les savanes arborées et dans les forêts, on voit à quel point le régime alimentaire des populations pouvait être, en temps de paix, diversifié. Ces plantes étaient mises en culture au sein de systèmes assez riches et complexes, que nous allons maintenant tenter de reconstituer.

c - La "plantation type"¹⁹

Penchons nous tout d'abord sur le choix des terrains de cultures. Ce choix dépendait de la qualité des sols, repérable grâce au couvert herbacé et arbustif. Les terrains les plus recherchés étaient les savanes à "mulu" (plusieurs espèces d'*hyparrhenia*), et celles où prédominaient la "wara" (*Pennisetum purpureum*²⁰), qui forment sur les bonnes terres une part importante du tapis herbacé, alors que c'est l'*imperata*²¹ qui domine sur un sol appauvri. On recherchait aussi les endroits où le couvert arbustif était plus dense, certains sols alluviaux, des terrains situés en contrebas d'affleurements latéritiques. Notons que la terre la plus "riche" n'était pas systématiquement celle qui était choisie par les cultivateurs. Ainsi le sésame et le ricin étaient-ils semés sur des terres peu productives, les Banda ayant remarqué qu'une terre trop fertile risquait de donner une frondaison exubérante, au détriment du rendement en graines²². Cette recherche des terres adéquates et le caractère itinérant des cultures repoussaient donc dans certains cas les plantations à une certaine distance des habitations, parfois à plus d'un kilomètre²³. Faute de mieux, on mettait en culture des terres "dures", mais "à bon escient"²⁴.

D'une manière générale, la certitude de la récolte comptait plus, aux yeux des cultivateurs Banda, que son ampleur, et ceci demeure encore très vrai aujourd'hui²⁵. C'est pourquoi ils tendaient toujours à choisir des terres assez meubles, facilitant ainsi le travail du sol et limitant le risque de ne pas

¹⁹ Nous faisons ici référence aux observations menées par C. Tisserant à partir de 1911 (Tisserant, 1953, *art. cit.*), et à certains témoignages d'explorateurs.

²⁰ On la nomme en Sango "sissongo", ou encore "herbe à éléphant".

²¹ En Banda, "kpwabi".

²² Cf. Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 221.

²³ Mais sensiblement moins, en tous les cas, que les distances constatées aujourd'hui, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 339-342).

²⁴ A une première culture assez courte on faisait succéder une jachère de deux ou trois ans, puis on revenait cultiver cette parcelle, le sol ameubli par la première culture n'étant pas encore redevenu compact.

²⁵ G. Riou précise que ce qui importe, c'est moins le rendement que la "permanente incertitude de la condition paysanne". Il ajoute : "Autrement dit, ce qui commande - dans la majeure partie des cas - c'est le souci d'assurer un calendrier de récoltes limitant au mieux les possibilités de disette" (RIOU (Gérard). - Les sols tropicaux : a priori et spécificités. - in Bruneau & Dory (dir.), 1989, *op. cit.* - pp. 24-41).

pouvoir préparer à temps la surface nécessaire, compte tenu, on le verra, du peu de bras disponibles. Une telle sélection tendait donc - et tend toujours - à privilégier les propriétés physiques des sols plutôt que leurs caractéristiques chimiques (structure, rapports entre eau et sol, etc.). D'une manière générale, elle renvoie au poids des incertitudes multiples que rencontrent les cultivateurs²⁶, qui induit ce primat accordé à une telle stratégie contre-aléatoire.

Comment, sur les "bonnes" terres, se déroulait le cycle cultural ? Vers mai-juin, on procédait au débroussaage (avec pratique du brûlis), et très souvent on mettait en oeuvre un cycle cultural proche de ce qui suit :

Première année : bouturage très espacé de manioc, puis semis de sorgho, associé aux haricots, aux cucurbitacées, au "vouandzou".

Deuxième année : nouveau bouturage de manioc associé à des légumes divers, dont le maïs et des oléagineux.

Troisième année : manioc.

Quatrième et cinquième années : manioc en cours de récolte, avant le retour à la jachère.

Précisons quelques points concernant ce "cycle type".

Le sorgho par exemple était semé en poquets et en mélange, d'où d'assez bons rendements et un important "métissage"²⁷. En outre, les associations culturales étaient fort diverses et dépendaient d'abord de la volonté des cultivateurs. Toutes les cultures mineures étaient récoltées avant la fin de la saison des pluies et, en les entretenant, les Banda entretenaient en même temps leurs champs, ce qui profitait aux cultures dominantes. La troisième année, après un dernier sarclage, le champ était laissé à lui-même, on n'y touchait plus, sauf pour récolter, progressivement, le manioc²⁸.

Une dernière remarque : le maïs avait une place plus importante dans les associations mises en oeuvre par les Ngbugu, alors qu'il demeurait une culture mineure pour les autres groupes ethniques. Pour ces Ngbugu, nous avons donc une triple dominante, à savoir maïs et sorgho, pour l'alimentation, et manioc, pour le commerce surtout.

En plus du grand champ, il y avait souvent une petite parcelle s'ouvrant sur le sésame. En outre, la présence de jardins de case était systématique, qui permettaient d'avoir rapidement à disposition les produits nécessaires à la diversité de l'alimentation. Il n'y avait guère, pour les jardins, de choix de terrains possibles, ils occupaient les espaces libres entre les cases. Parfois,

²⁶ Cf. notre hypothèse H₂5 (cf. *supra*, pp. 168-170).

²⁷ Selon Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 260.

²⁸ La plupart du temps, "on attendait les 24 mois révolus, souvent plus, avant de commencer à arracher le manioc pied par pied" (*idem*, p. 261).

l'abondance du cheptel les faisait reporter plus loin, à quelques centaines de mètres ou dans un coin des grandes cultures, à moins qu'ils ne soient clôturés. Le jardin n'était pas une parcelle bien nettoyée, avec des cultures bien ordonnées, mais une surface de quelques mètres carrés, où les plantes poussaient sans ordre apparent, au gré de celles qui les cultivaient, profitant des résidus ménagers. D'après C. Tisserant, le roi du jardin était le "ngago"²⁹. On y trouvait aussi le "véké", le piment, et diverses plantes mineures assurant au régime alimentaire une diversité à laquelle les Banda dans leur ensemble semblaient très attachés. Le plus souvent, des *hibiscus*, plantes annuelles mais à port arbustif, le délimitaient.

Restons en là pour cette rapide reconstitution de réalités culturelles datant d'un siècle environ. Ces systèmes de culture s'articulaient à des systèmes de production tendant à assurer leur pérennité malgré les menaces importantes qui pesaient sur eux.

1.1.2. L'orientation "guerrière" des systèmes de production

En effet, nous l'avons dit dans notre préambule, le contexte de cette époque était pour le moins troublé, du fait des razzias esclavagistes, qui engendraient d'importants mouvements de population, et donc de nombreux conflits tribaux. Nous évoquerons cette insécurité dans un premier temps, avant d'analyser la logique de ce que nous appellerons les "systèmes de production guerriers".

a - Une agriculture prospère mais menacée

Citons, pour donner l'idée force de ce paragraphe, P. Kalck qui, dans sa description du village oubanguien au seuil de l'ère coloniale, évoque la prospérité des cultures vivrières : "Sauf dans les régions qui venaient d'être ravagées par une guerre locale ou par une chasse aux esclaves, et où régnait la famine (du fait que les plantations annuelles détruites systématiquement n'avaient pu encore être reconstituées), les premiers Européens à pénétrer dans les diverses régions du pays centrafricain purent constater, partout, l'abondance et la variété des cultures vivrières"³⁰.

²⁹ Cela est très certainement dû au fait que les animaux domestiques n'en apprécient pas les feuilles, et donc ne risquent pas de le détruire. C'est en tous cas ce que nous ont affirmé plusieurs paysans de la région d'Alindao.

³⁰ Kalck, 1970, *op. cit.*, p. 524.

En ce qui concerne plus précisément les Banda, de nombreux témoignages viennent infirmer les affirmations selon lesquelles ces populations n'étaient que des chasseurs et cueilleurs nomades, ne s'adonnant à la culture qu'à contrecœur³¹. Et même s'il est probable que les Banda aient "perdu" au long de leur fuite un certain nombre de pratiques et de savoirs culturels, et que ce que l'on pouvait observer au début du siècle ne constituait en quelque sorte que le "résidu" de connaissances antérieures plus élaborées³², ces capacités agricoles étaient loin d'être négligeables, nous venons de le montrer.

Les observations du Capitaine Jacquier, réalisées au début de ce siècle, plantent le décor : "(...) d'excellents cultivateurs, sachant profiter de cette richesse du sol et récoltant des produits très variés. Leurs plantations vivrières sont fort bien entretenues et très prospères. (...). La culture y est faite rationnellement et le principe des assolements appliqué avec une grande habileté et une non moins grande expérience"³³.

Pourtant donc, cette prospérité était fort menacée par les razzias ou les guerres tribales. Nous avons ainsi pu consulter le compte-rendu d'une pénétration en pays Ngbugu effectuée par le Capitaine Julien en 1899. Il y constatait la grande diversité des plantes cultivées mais aussi les dégâts occasionnés par les incursions annuelles du sultan Nzakara Bangassou : "(...) la colonne traverse une région de plateaux admirablement cultivée, plantée à perte de vue, de mil, de manioc, de patates, d'arachides, de courges, (...). Hélas ! partout on ne voit, sous d'innombrables bananiers que des vestiges de villages incendiés qui pouvaient compter jusqu'à un millier de cases"³⁴.

Mais les menaces d'attaques esclavagistes ou de conflits tribaux ne semblaient pas détourner, après les périodes de lutte ou de fuite, la population du travail de la terre. Ceci prouve la capacité de ces groupes humains migrants et menacés à reconstituer, dès que cela s'avérait possible et au moins partiellement, les fondements agraires de leurs sociétés. Ces menaces ont

³¹ F. Eboué, qui fut un temps Chef de région à Bangassou, s'est lui-même élevé contre de telles allégations, dans son ouvrage : EBOUE (Félix). - *Les peuples de l'Oubangui-Chari. Essai d'ethnographie, de linguistique et d'économie sociale*. - Comité de l'Afrique française, Paris, 1933. - 110 p.).

³² A l'appui de cette thèse, il y a par exemple le fait que les Banda viennent de régions montagneuses au climat beaucoup moins propice que celui des savanes et des forêts oubanguiennes. Ils devaient donc selon toute probabilité disposer de pratiques culturelles plus "performantes", leur permettant de demeurer dans ces régions. Nous reviendrons plus loin sur ces "pertes" (cf. *infra*, pp. 228-229).

³³ Cité par P. Kalck, qui ajoute que ces observations peuvent paraître incroyables pour ceux qui ont été "(...) témoins de l'extraordinaire désaffection des Bandas et des Nzakararas, pour les activités agricoles après quelques décennies de colonisation" (Kalck, 1970, *op. cit.*, pp. 526-527).

³⁴ JULIEN (Capitaine). - De Ouango à Mobaye par les pays n'sakara et boubou (29 mars - 9 avril 1899). - *La Géographie. Bulletin de la Société de Géographie*, 1901. - p. 110.

toutefois été, selon nous, à l'origine de l'émergence de systèmes de production "guerriers".

b - Les systèmes de production "guerriers"

R. Badouin distingue l'économie de subsistance des zones forestières de celle des régions de savane³⁵. Dans la première, il note la prééminence des pratiques cynégétiques, liées aux activités guerrières, et le fait que les activités agricoles sont réservées aux femmes. La seconde présente selon lui deux grands caractères, la primauté des pratiques agricoles et la juxtaposition d'un élevage pastoral. Etablis dans des zones de contact entre forêt et savane, les systèmes de production en vigueur dans la région d'Alindao se situent quelque part entre ces deux "types idéaux". Nous préférons, pour caractériser ces systèmes, non plus donner la priorité aux données agroclimatiques, mais avant tout nous intéresser à l'histoire des populations qui les ont mis en oeuvre et, globalement, maintenus jusqu'à aujourd'hui. Voilà pourquoi nous parlons de systèmes de production "guerriers", systèmes instaurés par des populations sinon toujours en fuite et en lutte pour leur survie, tout au moins structurellement en migration. Et c'est ce qui explique quelques caractéristiques majeures que l'on observe encore actuellement.

Ainsi la culture itinérante sur brûlis, base de ces systèmes, se compose-t-elle d'une période courte de mise en culture et d'une jachère assez longue, voire très longue. Aucune mise en valeur du milieu, correspondant à une volonté d'occupation prolongée des terres exploitées, n'est réalisée. A quoi servirait une telle mise en valeur pour des populations en migration³⁶ ? D'ailleurs, les Banda de cette fin de XIX^{ème} siècle ne pratiquaient qu'assez peu la jachère, rendue souvent largement inutile par leur lente migration à travers les savanes arborées ou péri-forestières. Ainsi que le spécifie C. Prioul, ces migrations amenaient "(...) les groupes humains à s'installer sur des terrains entièrement neufs et à abandonner ceux qui pourraient être épuisés par la mise en culture et où l'organisation de «soles» en longue jachère arborée deviendrait indispensable"³⁷. Cette logique migratoire tendait ainsi à mettre à

³⁵ BADOUIN (Robert). - *Le développement agricole en Afrique tropicale*. - Paris, Cujas, 1985. - p. 27.

³⁶ Les dernières migrations, si l'on excepte les regroupements des villages, se sont produites au début de ce siècle, elles furent le fait de populations qui, fuyant le colonisateur, la répression de ses colonies, et les travaux qu'il imposait, franchirent l'Oubangui et se réfugièrent dans l'Etat Indépendant du Congo. Les populations de l'intérieur, elles, n'eurent souvent d'autres choix que de se cacher en brousse.

³⁷ Prioul, 1981, *op. cit.*, p. 116.

mal l'un des fondements de tout système agraire basé sur la céréaliculture, l'attachement au terroir³⁸. Et, dès avant la pénétration coloniale, la ritualisation de l'activité agricole perdait, dans bien des villages, de son importance.

Une fois les populations stabilisées par l'absence de nouveaux espaces à exploiter ou par l'administration coloniale, ce mode de mise en culture des sols se maintiendra grâce aux importantes disponibilités en terre, consécutives aux "saignées" de l'histoire des peuples occupant cette partie de l'Oubangui-Chari³⁹, et au recours dès lors systématique à la pratique de la jachère. C. Tisserant écrivait à ce propos : "Cette méthode de culture a le défaut à nos yeux d'exiger de vastes terrains, mais pour l'indigène des savanes, la question ne se pose pas. Le terrain cultivable est immense, permettant de faire de longues jachères avant de reprendre le même terrain pour la culture"⁴⁰. Cette méthode constituait donc le moyen le plus économique en travail que pouvaient mettre en oeuvre les cultivateurs Banda, alors que l'espace cultivable semblait illimité. Et ces systèmes de production "guerriers" permettaient, en dehors des périodes de crise majeure bien entendu, une satisfaction, certes relative, des besoins vivriers, car il suffisait d'un effort limité pour obtenir le volume requis de nourriture⁴¹.

Une autre caractéristique majeure d'un système de production "guerrier" est la simplicité de sa panoplie technique. Là encore, les techniques culturales et outils utilisés n'étaient pas ceux de populations sédentaires, attachées à leur terroir, mais de groupes humains en fuite, n'emportant avec eux que quelques instruments aratoires : houe à manche coudé⁴², houe à manche droit, couteau à débrousser, hache⁴³.

³⁸ Un attachement se traduisant, on l'a dit, par de nombreux rites, tels que la fête des semailles, celle du premier mil, etc. : "La terre est l'objet d'une alliance entre les dieux qui l'habitent et la communauté inter-lignagère qui l'exploite" (MAINGUENE ESPINOZA (Sonia). - *Les formes de production coopérative en République centrafricaine de 1935 à 1975*. - Thèse de Doctorat, Université d'Aix-Marseille, 1986. - tome 1, p. 51).

³⁹ R. Guillemin notait par exemple que dans le Centre Oubangui (peuplé aussi, pour partie, de Banda), il était fort rare, à l'époque coloniale, qu'une femme cultive deux fois les mêmes terrains, mais assez fréquent qu'un homme voit deux défriches sur la même parcelle. Cela lui permettait d'estimer la durée d'une révolution entre 20 et 25 ans, c'est-à-dire une jachère valant environ six fois la période culturale, de trois à quatre ans le plus souvent (GUILLEMIN (R.). - *L'évolution de l'agriculture autochtone dans les savanes de l'Oubangui*. - Inspection Générale de l'Agriculture, Gouvernement Général de l'A.E.F., décembre 1956. - 161 p.).

⁴⁰ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 261.

⁴¹ C. Tisserant rapporte encore que les plantations dépassaient de beaucoup les besoins de la famille, "(...) au point qu'on aurait eu honte de reprocher au passant, pressé par la faim, la racine de manioc prise dans la plantation traversée" (Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 261).

⁴² "Ngapou" en Banda.

⁴³ On lira : MONINO (Yves). - Histoires d'houes. Instruments aratoires centrafricains. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. XX, n°3-4, 1984. - pp. 585-595.

Les méthodes culturales étaient elles aussi assez simples, en adéquation avec les outils employés. Les semis, par exemple, étaient toujours effectués à la volée, et les bouturages l'étaient au gré des paysans, jamais en ligne. Parfois, ceux-ci buttaient la terre autour de certaines plantes à tubercules⁴⁴. Quant au brûlis, il était moins utilisé comme fertilisant que comme instrument de travail permettant d'économiser l'énergie humaine. Mais la pratique généralisée et bien maîtrisée des assolements, la compréhension empirique, dès lors qu'ils se stabilisaient, de certaines règles de conservation des sols, marquant les incontestables fondements agraires des sociétés Banda, frappèrent souvent les premiers observateurs européens.

Soulignons enfin la rareté du facteur travail. Les hommes, en période de razzia ou de guerre tribale, devaient être prêts à défendre, à tout moment, leurs familles ou leurs villages. C'est alors aux femmes - et aux esclaves domestiques, que l'on trouvait chez la plupart des "hommes libres" - que revenait la majeure partie des travaux culturels. Mais, dès que la situation le leur permettait, les hommes ne rechignaient pas à participer aux travaux sur les plantations. C'est même à eux que revenait la responsabilité du champ de sorgho, manifestation essentielle de leur rôle de chef de famille et d'"homme libre"⁴⁵. Le nécessaire défrichement de grandes étendues⁴⁶ rendait impératifs l'établissement de rapports de dépendance, la polygamie, ou la perpétuation de l'esclavage domestique. Cela nuance en tous les cas l'idée, souvent émise, d'une "traditionnelle" oisiveté masculine. Pourtant, la rareté relative du facteur travail demeure aujourd'hui, et ce d'abord du fait d'un déséquilibre entre les emplois du temps féminin et masculin, alors que les villages ne sont plus menacés. Nous expliquerons cette apparente contradiction dans la suite de notre travail⁴⁷.

Au total, l'agriculture itinérante sur brûlis telle que la pratiquaient les Banda renvoyait certes à certaines données physiques "tropicales", à un niveau technologique assez bas, au sous-peuplement des espaces occupés, mais elle tenait aussi aux contingences historiques ayant amené ces populations à amorcer un large mouvement de migration⁴⁸, au fil duquel un certain équilibre agraire, certes précaire, avait pu être instauré.

⁴⁴ C'est le cas pour les ignames et les patates, mais pas pour le manioc.

⁴⁵ Sur le travail masculin dans les sociétés céréalières, on lira Mainguéné, 1986, *op. cit.*, pp. 43-56.

⁴⁶ Notamment en vue de l'élaboration de quantités importantes de bière de sorgho, qui faisaient le prestige de leur propriétaire.

⁴⁷ Notamment, cf. *infra*, pp. 336-339.

⁴⁸ Cf. Prioul, 1981, *op. cit.* Selon lui, l'agriculture sur brûlis est alors tout autant effet qu'agent de déplacement (p. 165).

Cet équilibre se trouvait quelque peu mis à mal, au début de ce siècle, par l'insertion du manioc dans les cycles culturaux⁴⁹ qui, en allongeant ces cycles, limitait les possibilités d'itinérance de l'agriculture, la rendait en fait moins extensive. De telles prémices d'intensification étaient alors surtout vécues par les Ngbugu, du fait des liens commerciaux entretenus avec les "Riverains", et de leur plus ancienne implantation dans la région. Ils préfiguraient sans doute les importantes évolutions agraires qui se produiraient avec la stabilisation des populations, permise par l'éloignement des aires de "chasse" des esclavagistes, et souvent rendue inéluctable par la densification du peuplement ; ils permettaient aussi un certain renforcement de ces rapports de l'homme à la terre que les migrations avaient bouleversés.

Mais ces évolutions n'ont pu être menées par les populations elles-mêmes, et ont au contraire été imposées, d'une manière souvent contestable, par les colonisateurs, puis par les modernisateurs. Cette intensification des systèmes de production, bien plus subie que voulue, n'aboutira en fait qu'à bien peu de résultats probants, même si elle demeure à terme impérative, nous y reviendrons largement dans le chapitre 5. Intéressons nous maintenant aux systèmes d'exploitation au sein desquels était perpétuée cette agriculture "guerrière".

1.2. Les sociétés précoloniales Banda : "l'homme libre"

Proposer un tel titre pour cette sous-section ne correspond nullement, répétons le, à une intention de présenter une société précoloniale idyllique, harmonieuse, que la colonisation serait venue mettre à mal. Cela fait plus simplement référence à un mode d'organisation sociale, que nous allons ici détailler. Dans un premier temps, nous en envisagerons la structure interne, avant de nous pencher sur les rapports au monde extérieur qu'entretenait cette société.

1.2.1. Les systèmes d'exploitation Banda

Parler d'"homme libre", c'est d'abord pour nous faire référence à cette tendance prononcée à l'autonomie des individus que les observateurs européens ont rapportée dans leurs écrits, au début de ce siècle. Dans un

⁴⁹ Et plus généralement, surtout en zone forestière ou péri-forestière, par toutes les plantes à cycles longs telles que les bananiers.

premier temps, nous étudierons cette tendance, puis nous nous intéresserons à l'organisation sociale qui en découlait.

a - Une grande autonomie des individus

Il apparaît que les sociétés Banda précoloniales étaient fondées sur une grande indépendance, de l'individu dans la famille, de la famille dans le clan, du clan dans la tribu, et même, dans une certaine mesure, de l'esclave vis-à-vis de son maître⁵⁰. Cette aspiration à la "liberté" se concrétisait dans la structure du "village élémentaire", que nous allons évoquer, comme dans l'organisation des activités productives, que nous tenterons aussi de retracer.

L'"homme libre" constituait l'élément majeur de l'organisation sociale Banda. Nous parlons d'hommes libres d'une part par opposition aux esclaves domestiques, d'autre part du fait de cette farouche indépendance qu'ils entendaient bien défendre.

Chacun de ces hommes libres était un guerrier. Il avait souvent plusieurs femmes, obtenues parfois à la suite de conflits tribaux, mais plus souvent grâce à l'échange des soeurs, pratique fort répandue à l'époque, ou encore après versement d'une dot.

Ceux dont le "génie protecteur" était trop faible devenaient des esclaves⁵¹. Ce génie les avait par exemple laissés devenir orphelins en bas âge, d'où leur maintien dans une situation de servitude auprès de ceux qui les avaient recueillis⁵². Ou il leur avait laissé perdre la guerre et donc faire partie du butin des vainqueurs, ou encore être victimes de rapines, de jeux de hasard aussi parfois⁵³. Il n'avait pas su, en bref, les protéger du malheur.

⁵⁰ C. Prioul se demande avec raison si cette grande impression de liberté individuelle qui se dégageait de ces sociétés précoloniales correspondait à "une situation normale" ou au contraire à l'"effervescence d'une période de crise" (Prioul, 1981, *op. cit.*, p. 67). Il est difficile de répondre à une telle question. Remarquons toutefois que si cette "période de crise" était liée à la longue fuite de ces populations, elle pouvait être considérée comme une "situation normale", tant la migration était à la base du mode de vie Banda jusqu'au début de ce siècle.

⁵¹ Ce génie était appelé "lingu", selon C. Tisserant. On lira : TISSERANT (R.P. Charles). - Le mariage dans l'Oubangui Chari. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes centrafricaines*, nouvelle série, tome 1, n°2, 1951a. - pp. 73-102.

⁵² Ceci peut sans doute contribuer à expliquer la façon fort peu "scrupuleuse" avec laquelle les tuteurs actuels traitent parfois ces enfants, en ne les scolarisant pas, en ne les vêtissant guère, en les faisant beaucoup travailler, etc. C'est en fait le sort réservé aux êtres faibles, une vision encore assez ancrée dans les mentalités, des décennies après la suppression officielle de l'esclavage domestique tel que le pratiquaient les Banda.

⁵³ "Un homme ayant contracté une dette considérable, soit à la suite d'un meurtre, soit à la suite de pertes au jeu, soit pour tout autre motif, n'avait plus d'autre solution pour se libérer que de donner en paiement l'un de ses enfants ou parfois même aliéner sa propre liberté (zoukourou, en Banda : l'homme du paiement)" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 53).

Ces esclaves n'étaient pas maltraités, ils pouvaient même acquérir une certaine autonomie, mais c'étaient d'abord à eux que revenaient tous les travaux jugés rebutants, et ils encouraient le risque d'être cédés à d'autres maîtres, afin d'éponger une dette par exemple. En outre, ils ne pouvaient qu'exceptionnellement changer de statut : l'esclave demeurait toujours aux yeux de tous esclave. Ceci explique pourquoi beaucoup de ceux qui étaient esclaves ou risquaient de le devenir ont, durant l'époque coloniale, déserté les villages et se sont embauchés dans les plantations, se sont mis au service de l'administration, ou se sont installés dans les villes alors en pleine expansion, seuls lieux où ils pouvaient espérer échapper à leur "condition".

Chaque homme libre décidait de l'emplacement de sa ou de ses cases, et c'était ces cases que l'on nommait village⁵⁴. C. Tisserant a décrit l'organisation de ce "village élémentaire" : "Autour d'un espace débroussé constituant la cour du village, on pouvait voir la case de l'homme libre au haut bout de la cour, puis formant un cercle plus ou moins régulier celles de ses femmes ; en retrait, par derrière, une ou plusieurs cases, celles des esclaves. Souvent le cercle n'était pas fermé, et les cases se trouvaient en fer à cheval"⁵⁵.

Les Banda n'étaient nomades que forcés par les nécessités de la fuite et de la migration, mais dès qu'ils le pouvaient, ils redevenaient plus sédentaires. Ils vivaient parfois de longues années au même lieu, qu'ils ne quittaient que pour trois raisons majeures : d'abord si toutes les terres propices à la culture étaient épuisées ; ensuite s'ils les croyaient hantées par quelque mauvais esprit, à la suite d'un ou plusieurs "malheurs" (maladie, décès, malchance) ; enfin en cas de conflit tribal ou de nouvelle incursion des esclavagistes venus du nord ou de l'est⁵⁶.

Bien entendu, cet habitat indépendant ne correspondait pas à une organisation sociale autarcique, voire "anarchique", comme on a pu l'écrire⁵⁷, nous le verrons⁵⁸. Auparavant, il nous faut décrire les activités productives, telles qu'elles étaient menées dans ces "kodro".

⁵⁴ Encore aujourd'hui, le terme Sango "kodro" recouvre d'abord cet habitat familial, puis par extension le village tout entier, voire, avec une légère modification orthographique ("Kodoro"), le pays dans son ensemble.

⁵⁵ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 210.

⁵⁶ En effet, si cette structure de l'habitat était favorable à la vie agricole, donnant une grande profondeur aux terres cultivables, elle l'était beaucoup moins à la défense ; une faiblesse qui facilitera d'ailleurs grandement la pénétration française dans les savanes oubanguiennes.

⁵⁷ Voir notamment : GEORGES (Michel). - La vie rurale chez les Banda (République Centrafricaine). - *Les Cahiers d'Outre-mer*, Bordeaux, n°64, oct-déc 1963. - p. 327.

⁵⁸ Cf. *infra*, pp. 223-225.

Conséquence d'une organisation sociale basée sur le village élémentaire, chaque homme libre faisait ses plantations où bon lui semblait. Le régime foncier était tel qu'on l'observe encore aujourd'hui dans certaines zones peu peuplées de la région d'Alindao, il privilégiait le droit d'usage de la terre et n'intégrait pas la notion d'appropriation, fût-elle "collective", du sol : la brousse n'appartenait à personne, mais dès que quelqu'un en entreprenait le défrichement, il en acquérait la maîtrise exclusive⁵⁹ pour la période de mise en culture, et devenait propriétaire de tout ce que portait la parcelle concernée (habitations, cultures). Une fois abandonnée, cette parcelle retombait dans le domaine commun. Cette idée d'appropriation, individuelle ou collective, de la terre constituait d'ailleurs en elle-même un non-sens, puisque la disponibilité de ce facteur semblait quasi-illimitée, et parce que le système de production était axé autour de l'itinérance culturelle et, plus largement, autour d'une dynamique migratoire⁶⁰.

Il convient en contrepoint de remarquer toute l'importance que revêtait, aux yeux des Banda, le droit de posséder divers objets ou êtres vivants ayant une certaine rareté, un droit dont seuls les hommes libres jouissaient pleinement⁶¹.

La culture n'était donc pas collective - ou communautaire - mais familiale, et l'on distinguait en outre, dans chaque plantation familiale, les parcelles individuelles, chaque femme, notamment, travaillant son propre champ. Rappelons que les hommes libres, eux, ne travaillaient la terre que lorsque les circonstances le leur permettaient, mais qu'ils y montraient un intérêt certain.

De même, C. Tisserant rapporte que dans le village élémentaire, "le jardin était en réalité un ensemble de jardins, chacune des femmes faisant le sien, de sorte que les plantes cultivées pouvaient se répéter d'une case à l'autre, chacune des femmes plantant à son usage propre les mêmes plantes

⁵⁹ Cette idée de maîtrise foncière exclusive recouvre les droits d'accès, d'extraction et de gestion et celui d'exclure les tiers, dans le cas présent pour le seul temps de la mise en culture. On lira : LE ROY (Etienne). - *La marchandisation imparfaite de la terre en Afrique et ses implications institutionnelles*. - Contribution au colloque "Agricultures paysannes et question alimentaire", Chantilly, février 1996. - 13 p.

⁶⁰ En outre, l'idée même d'"appropriation collective" de la terre renvoie plus à une grille de lecture imposée par le colonisateur européen qu'à une réalité précoloniale évidente (Cf. Le Roy, *idem*).

⁶¹ A la mort du chef de famille, ses biens étaient transmis à ses héritiers. Les esclaves, les animaux, les produits du sol, les biens meubles passaient aux parents en ligne directe. Les femmes revenaient aux proches parents collatéraux. On peut lire : DAIGRE (R.P. Joseph). - Les Bandas de l'Oubangui Chari (Afrique Equatoriale Française). - *Anthropos*, 1931 (n°26, pp. 647 à 695) et 1932 (n°27, pp. 151 à 181).

que ses co-épouses"⁶². Il remarque aussi l'importance que les Banda accordaient à ces jardins de case, sentant le besoin d'une nourriture variée, se plaignant lorsqu'ils n'en disposaient pas. Ainsi, vivant au milieu de leurs jardins et de leur parcelle, ils se sentaient "chez eux", ce qui revêtait une grande importance à leurs yeux. C'est pourquoi la disparition de ces jardins et surtout l'absence de désir de les réhabiliter seront deux symptômes significatifs, selon nous, du changement des mentalités au terme des conflits ayant précédé la colonisation et après les ruptures engendrées par cette colonisation.

Bien entendu, les activités agricoles ne constituaient pas les seules occupations productives des Banda. L'une des activités majeures des hommes libres était la chasse, individuelle ou collective. Ainsi chaque année la chasse au feu, très ritualisée, permettaient aux hommes de tuer de gros animaux, des éléphants notamment, qui procuraient une viande abondante et appréciée. Ils disposaient aussi parfois d'un petit élevage, composé surtout de caprins et de poulets, mais il semble que les méthodes d'élevage étaient identiques à celles que l'on observe aujourd'hui, les animaux vivant en semi-liberté.

Les Banda développaient, sans véritable spécialisation, de nombreuses activités artisanales. Ainsi, certains groupes savaient aussi, munis de métiers assez simples, tisser le coton. Ils en faisaient de grandes bandelettes de quatre ou cinq mètres de long et de trois à quatre centimètres de large. Passées au bois rouge, ces bandelettes étaient enlacées autour du corps pendant des danses⁶³. Ces rudiments d'activités de tissage ne résisteront pas au choc colonial⁶⁴. Certains Banda étaient par ailleurs vanniers, travailleurs du bois, forgerons.

La métallurgie du fer constituait d'ailleurs une activité essentielle. Quelques groupes possédaient la réputation de forgerons accomplis, et se voyaient confier de nombreux travaux, essentiellement pour la confection d'armes et d'outils agricoles. Tous savaient collecter le minerai de fer, en creusant de profonds puits dans le sol.

Au delà du village élémentaire et de ses activités, existait une organisation sociale assurant, nous allons le voir, une réelle cohésion entre les individus tout en sauvegardant leur indépendance.

⁶² Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 262.

⁶³ Il n'existait certes pas, comme a pu le prétendre Y. Zocizoum, une "énorme richesse du pays en textile", exagération destinée à "mieux" dénoncer les destructions coloniales. Ou lorsque le dogmatisme théorique, marxiste en l'occurrence, conduit aux pires inexactitudes... Inexactitudes dont regorge d'ailleurs son ouvrage, issu d'une thèse dirigée par C. Bettelheim : *Histoire de la Centrafrique. Violence du développement, domination et inégalités*. - Paris, L'Harmattan, deux tomes, 1983 et 1984. - 300 et 383 p.

⁶⁴ Aujourd'hui, tous ont oublié jusqu'au principe simple du métier à simple rang de lisse.

b - Les institutions précoloniales Banda

Très souvent plusieurs villages élémentaires étaient groupés à portée d'un point d'eau, source ou marigot. Mais, là encore, chaque homme libre établissait ses cases là où il le désirait, à une distance plus ou moins grande des villages élémentaires les plus proches, sous réserve bien sûr d'une entente minimale avec ces voisins. Ces groupements ne comprenaient souvent que quelques cases, certains en comptaient plusieurs centaines. Mais, d'une manière générale, ils demeuraient peu importants, d'une part à cause de la menace des razzias⁶⁵, d'autre part du fait de la structure agraire de l'habitat, qui impliquait l'existence de vastes étendues cultivées autour des "kodro". D'étroits sentiers, formés au fil des passages, reliaient entre elles les habitations.

Ces regroupements étaient souvent le fait d'hommes libres appartenant à des clans différents, et tous les hommes libres d'un clan étaient rarement réunis en un même village. Comment expliquer une telle dispersion ?

Notons d'abord qu'elle était souvent issue de la volonté même des Banda, qui faisaient au contraire attention que "(...) les hommes d'un clan fussent répartis entre plusieurs villages, et que dans chaque grand village, il y eût des gens de clans différents"⁶⁶. La première raison invoquée était d'ordre matrimonial : il s'agissait d'éviter les mariages consanguins, chaque homme libre trouvant dans son environnement proche des femmes qu'il pouvait prendre pour épouses, sous réserve bien sûr d'arrangement entre les parties. La seconde raison tenait plus à la capacité de survie du clan et à la sécurité de ses membres. On peut en effet voir dans cette dispersion la manifestation d'une stratégie de diversification des risques et de perpétuation du clan, malgré les menaces de razzias⁶⁷.

Une troisième raison nous semble plus tenir aux conséquences de la longue migration Banda, c'est-à-dire l'éclatement de certains clans, la désorganisation sociale impliquant querelles, conflits de pouvoir et séparations, etc.⁶⁸, même si les villageois ne reconnaissaient guère cette désorganisation⁶⁹.

⁶⁵ "La paix revenue, des villages Banda, composés de plusieurs clans, se reconstituèrent un peu partout" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 49).

⁶⁶ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 210.

⁶⁷ Ainsi, par exemple, une razzia surprise des guerriers de Senoussi ou de Bangassou ne pouvait éliminer qu'une partie du clan, l'autre partie ayant, avec d'autres clans, le temps d'organiser la résistance aux esclavagistes, ou la fuite.

⁶⁸ Sans doute les villages avaient-ils une base clanique unique lorsque les Banda vivaient plus au nord-est, avant leur fuite devant les esclavagistes islamisés, et que la dispersion des clans provenait d'abord des vicissitudes de cette période troublée. On trouvera notamment ce genre de description chez E. Leynaud, administrateur colonial ayant entrepris l'étude du système de parenté Banda. Il tend à faire entrer les données dont il dispose dans le schéma ethnographique du "village-clan" (LEYNAUD (Emile). - Parenté et alliance chez les Bandas du district de Bria,

Dans ces villages composites, une seule forme d'entraide organisée à l'échelle villageoise s'observait : lorsque le défrichement exigeait que l'on fût en grand nombre, on avait recours à la bière de sorgho, pour motiver les voisins à apporter leur aide. Et les hommes libres conservaient une réelle autonomie, tant vis-à-vis du village que par rapport au clan, ce que montre le rôle concédé aux chefs de villages et aux autorités claniques.

Généralement, le nom qui désignait le village Banda était celui de l'homme libre le plus en vue qui, du fait de sa force, de ses faits de guerre ou de chasse, devenait alors naturellement le chef de ce village. C'est chez lui que se trouvait la case à palabre, signe de ses fonctions. Auprès de lui se réunissait son "conseil", formé des hommes libres les plus influents de chacun des clans représentés dans le village. On y traitait des affaires de voisinage, des conflits sur certains droits de cueillette ou de chasse, des palabres concernant les défrichages et les cultures, etc. En bref, il s'agissait surtout de faciliter la cohabitation entre les différentes familles, et le chef n'avait pas un pouvoir fort et incontesté, chacun demeurant libre de suivre ou non ses décisions. C'est pourquoi certaines palabres pouvaient durer pendant des années, ou entraîner la création d'un nouveau village.

Le chef du clan était lui choisi par le conseil des "anciens"⁷⁰, et il n'existait pas, chez les Banda, de dynasties de chefs, ni de classes dirigeantes bien établies. Leur connaissance limitée de la généalogie empêchait d'ailleurs les Banda de choisir un chef fondant sa légitimité sur une appartenance à un clan descendant directement de celui fondé par l'"ancêtre". C'était sa bravoure, sa puissance et sa sagesse qui permettaient à un homme libre de devenir le chef de son clan. En outre, les chefs n'avaient guère de pouvoir sur le sol occupé par le groupe, et ce d'abord parce que les Banda ne se connaissaient pas - ou plus - de "sol ancestral". Pour le seconder dans ses décisions, un conseil réunissait les anciens des principales lignées du clan, des jeunes s'imposant par leur vaillance, leurs savoirs occultes, leurs fonctions particulières (circonciseurs, forgerons,...), etc. Mais l'autorité de ce chef n'avait

région de la Kotto, Dar El Kouti. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes Centrafricaines*, n°7-8, 1954. - pp. 109-164).

⁶⁹ P. Kalck rapporte ainsi, en 1959, que les anciens villageois "(...) attribuent tous l'extrême dispersion de leurs clans, aux passages de troupeaux d'éléphants qui auraient ainsi divisé les tribus en marche. Par cette fable, il semble qu'ils veuillent masquer aux yeux de l'étranger les innombrables querelles qui ont rompu au cours des migrations, l'unité des anciens groupes. Ils ont vaguement conscience du caractère plus ou moins honteux de ces rivalités qui firent le jeu des chasseurs d'esclaves et ils ne désirent, en aucun cas, satisfaire sur ce point la curiosité de l'homme blanc. De multiples légendes attribuent l'origine de ces mouvements récents à de vagues catastrophes naturelles : tremblement de terre pour les uns, pluies diluviennes et inondations pour les autres" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 29).

⁷⁰ Les anciens étaient des hommes, adultes ou vieillards, ayant suivi différentes initiations.

là non plus rien d'absolu, elle n'était pas sanctionnée par le droit de vie et de mort. Elle pouvait au contraire être remise en question par les hommes libres du clan. Les affaires du clan concernaient les relations avec la tribu (la suivre à la guerre ou dans sa migration, par exemple), la répartition des terrains de chasse, les litiges de sorcellerie, les mariages.

Au dessus du clan, il y avait donc la "tribu" qui, en temps de paix, n'avait généralement pas de chef. Mais, selon C. Tisserant, "(...) parmi les anciens, ceux dont la renommée de sagesse et de puissance était la mieux assise, étaient consultés, écoutés, et même ordinairement obéis"⁷¹. C'est seulement durant les périodes de conflits qu'émergeaient un ou plusieurs chefs de guerre, qui conservaient souvent une grande influence une fois la paix revenue.

Ainsi, le pouvoir des chefs était, sauf en temps de guerre ou lorsque la survie même du groupe était en cause, assez limité, et chaque homme libre conservait son autonomie au quotidien. Mais "autonomie" ne signifiait pas "chacun pour soi" ou "anarchie", car un fort contrôle social était exercé par le biais de longues procédures initiatiques et de la constitution de sociétés secrètes, empêchant les comportements déviants, les querelles incessantes et les abus du pouvoir personnel. Les jeunes gens apprenaient, durant leurs initiations, leurs devoirs, leurs droits, l'histoire du clan, certaines pratiques culturelles, artisanales, médicinales, etc. Les sociétés Banda de Ngakola assuraient une réelle cohésion entre co-initiés, elles constituaient la seule hiérarchisation claire, bien que non apparente, des clans et des villages⁷².

Les institutions précoloniales⁷³ se limitaient donc, pour l'essentiel, à une structure clanique doublée d'organisations secrètes permettant d'allier un fort attachement à la liberté au quotidien et un contrôle social assez strict. Ces institutions étaient, avant même la pénétration coloniale, fort affaiblies par les rapports qu'entretenaient les Banda avec le monde extérieur⁷⁴.

1.2.2. Les rapports au monde extérieur

Nous ne présenterons que les grandes lignes de ces relations, en insistant dans un premier temps sur le contexte "guerrier" dans lequel ils

⁷¹ TISSERANT (R.P Charles). - Oubangui-Chari, La question des peuples Bandas. - *Annales des pères du Saint Esprit*, janvier 1930. - p. 17.

⁷² Sur les structures sociales précoloniales, on lira Kalck, 1959, *op. cit.*, pp. 45-57.

⁷³ Ou les "encadrements", selon l'expression des géographes (Cf. Gourou, 1991, *op. cit.*, pp. 112-113).

⁷⁴ Ainsi que le souligne P. Kalck, "(...) les Banda ont failli payer de leur extermination cet attachement à une vie libre, entièrement orientée vers la chasse et les cultures indispensables à leur subsistance" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 47).

vivaient, mais aussi en évoquant les circuits et moyens d'échanges précoloniaux. Car cette coexistence de la guerre, des razzias et du commerce semble constituer le trait marquant des relations avec l'extérieur de ces sociétés Banda, partagées entre la méfiance et la tentation de l'échange.

a - Une grande insécurité

S'il faut certes ne pas nous limiter aux écrits qui ont tenté de justifier la colonisation des pays "sauvages" du Haut Oubangui en décrivant des sociétés inorganisées, anthropophages, soumises à des guerres permanentes et menacées d'une ruine totale du fait des esclavagistes arabisés⁷⁵, force nous est de constater que le XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} ont été marqués par un certain nombre de conflits majeurs.

Il y avait bien sûr les conflits dits "tribaux", mais la structure de peuplement en "archipels" qui prévalait alors permettait, en maintenant des zones tampons, de limiter les guerres tribales. Ces dernières ne s'intensifiaient que lorsque deux groupes - dont l'un au moins était en migration - se disputaient le même territoire. La plupart du temps, les rivalités tribales ne se matérialisaient qu'au travers de petites rapines, de captures de personnes isolées réduites ensuite en esclavage. Ceci contribuait pourtant à maintenir une certaine insécurité au delà des abords immédiats des villages, surtout lorsque ceux-ci ne se trouvaient pas au coeur d'une zone ethniquement homogène, et obligeait souvent les hommes à se tenir prêt à intervenir en cas d'incursion ennemie⁷⁶. Mais ces conflits étaient d'abord les conséquences des incursions des esclavagistes venus du nord et de l'est.

L'afflux de fusils, durant le XIX^{ème} siècle, constitua un événement majeur pour les populations Banda. Dès lors, les bandes armées au service des "seigneurs-marchands" acquirent une supériorité certaine sur des villageois équipés de simples sagaies et arcs, qui ne survécurent qu'en amorçant un vaste mouvement de migration. Rappelons que cette lutte inégale se prolongea durant un siècle environ, jusqu'en 1911, et qu'entre les razzias persistait un commerce esclavagiste moins sanglant, mais qui contribuait à maintenir les

⁷⁵ Nous suivons en cela l'avertissement donné par P. Kalck, dans sa thèse (1970, *op. cit.*, p. 520).

⁷⁶ On peut même se demander si ce ne sont pas les migrations successives qui, en augmentant les heurts entre groupes, en accroissant la désorganisation sociale, ont contribué à l'expansion de la pratique de l'esclavage domestique. Cette pratique est alors devenue un élément majeur des sociétés Banda et a rendu l'état de guerre endémique.

populations dans une persistante insécurité⁷⁷. Toutefois, au début de ce siècle, les très nombreux Banda s'étant établis dans les environs de - ce qui allait devenir - Alindao vivaient suffisamment au sud pour être à l'abri des incursions des sultans⁷⁸ et des effets majeurs du commerce des esclaves mené par les "arabisés".

Quelles furent les conséquences, pour les Banda, des razzias, de ce commerce esclavagiste et de cette longue fuite vers le sud et l'ouest ? Il semble qu'il n'est pas excessif de parler de régression. Cette régression se serait produite durant la longue fuite des populations et se serait traduite par de nombreux oublis, de multiples "simplifications". Certains vieux Banda en sont encore aujourd'hui très conscients, qui nous disent : "Nous avons perdu notre culture en chemin". Ceci s'observe, selon certains historiens, dans le décalage qui existe entre la complexité des langues Banda et le niveau technique et sociétal de ces populations à l'aube de l'ère coloniale. Il semble donc que ces sociétés avaient atteint auparavant une complexité bien supérieure, qui s'est restreinte au long de migrations forcées. Cette thèse rejoint là les analyses systémiques développant la notion de simplification : si les équilibres sont perturbés sans pouvoir être rétablis, le système impose des contraintes plus strictes⁷⁹, diminuant la complexité des stratégies des acteurs, qui se limitent à "l'essentiel", à savoir bien souvent la survie. Illustrons cette thèse de la simplification par quelques exemples.

La régression a d'abord été démographique. Il est probable que tous les clans eurent à souffrir de pertes humaines, par mort violente ou capture⁸⁰. Si certains disparurent sans doute complètement, beaucoup d'autres furent disloqués par quelque aléa de la migration et des luttes guerrières. Cette profonde désorganisation a pu causer, chez beaucoup de Banda un oubli des "racines" et un désintérêt croissant pour les rites associés aux cultes des ancêtres.

⁷⁷ Ce commerce se prolongera d'ailleurs d'une manière plus discrète après la conquête coloniale, jusqu'à 1920 au moins. Ces "commerçants" se livreront en même temps à diverses autres contrebandes (fusils, poudres, etc.), qu'ils transporteront sur de petits sentiers de brousse inconnus des administrateurs, appelés par les villageois "chemins de Bornous".

⁷⁸ Comme ils vivaient aussi suffisamment à l'ouest pour échapper aux razzias des Nzakara de Bangassou, cette région constituait une zone refuge.

⁷⁹ Ainsi, l'imposition de certains rites, tels la circoncision, l'excision, qui n'ont pas toujours existé chez les Banda, est une manifestation de ce durcissement des règles du groupe en période de décomplexification. Face aux dangers de la déstructuration sociale, le cadre social tend à être renforcé, les jeunes sont plus soumis à l'autorité des aînés. Les rites tels que la circoncision ou l'excision sont les symboles de cette soumission.

⁸⁰ En outre, les femmes ne gardaient, lors des migrations, qu'un seul enfant. Un enfant qu'on droguait, s'il le fallait, afin qu'il ne crie pas.

Les survivants avaient eux à composer avec une insécurité quasi-permanente. Ils se réfugièrent alors souvent dans des endroits escarpés, difficiles d'accès. J. Daigre précise : "On n'y arrivait souvent qu'en empruntant le lit des ruisseaux pour ne pas se faire découvrir"⁸¹. La volonté de ne regrouper que quelques familles par villages, afin d'éviter d'attirer l'attention d'éventuels ennemis, contribua à la désorganisation de nombreux clans⁸². Une telle insécurité facilita en outre l'apparition, dans ces populations, d'une mentalité de survie, de l'urgence⁸³, que les colonisateurs puis les développeurs mettront au mieux sur le compte d'une "tradition" immobile, au pire sur celui d'une arriération ethnographique. Nous reviendrons d'ailleurs amplement sur cette tendance à vivre dans le court terme, dont on observe encore de nombreuses manifestations⁸⁴.

Dans un tel contexte, où il fallait davantage compter sur la force que sur la faiblesse, ceux dont le "Lingu" s'avérait faible connaissaient souvent un sort peu enviable. Il est par exemple significatif de constater que la recherche de l'"Ondro", génie malfaisant, s'orientait systématiquement du côté des "faibles", femmes et esclaves notamment⁸⁵. Ceci permettait de préserver les "forces vives" du clan, tout en éliminant les "poids morts", ceux qui devenaient gênants du fait même de la faiblesse de leur "Lingu". De même, l'institution de l'esclavage domestique se transformait en véritable commerce. On revendait, par appât du gain, ses esclaves domestiques, ses prisonniers de guerre, les faibles de son propre clan⁸⁶, etc. L'anthropophagie elle aussi tendait à se généraliser, alors qu'elle ne constituait auparavant qu'une cérémonie exceptionnelle et très ritualisée.

La régression fut enfin technique. Il semble, d'après les témoignages des vieux Banda recueillis il y a quelques décennies, que ces populations aient laissé certains de leurs savoirs cultureux "en chemin", ne conservant que les

⁸¹ DAIGRE (R.P. Joseph). - *Oubangui-Chari. Témoignage sur son évolution (1900-1940)*. - Issoudun, Dillen & Cie, 1947. - p. 44.

⁸² Cette dispersion put aussi, paradoxalement, faciliter les incursions des "razzieurs", qui ne trouvaient qu'une faible résistance dans chacun de ces petits groupements de population.

⁸³ Cf. dans notre support théorique, la "conséquence" C6 (cf. *supra*, pp. 153-156).

⁸⁴ Notamment, cf. *infra*, pp. 556-559.

⁸⁵ C. Tisserant posait ainsi que "ceux que l'on accuse d'avoir un ondro sont plus rarement des hommes, jamais des hommes puissants et riches tels que les vrais sorciers ou les principaux du clan ; ce sera au contraire un des pauvres types du clan, destinés à disparaître, ceux dont le Lingu est faible. (...). On accusera plus facilement des femmes (des étrangères du clan), mais pas des femmes d'hommes puissants et riches, à moins qu'elles ne soient stériles ou malades ; mais ce sera plutôt les femmes les moins considérées du village, et dont on veut se débarrasser" (TISSERANT (R.P. Charles). - La question de l'ONDRO. - *Bulletin de l'Institut d'Etudes Centrafricaines*, n°7-8, 1954. - p 161).

⁸⁶ "L'appât du gain était devenu tel que l'on assistait souvent à la vente d'un enfant par ses parents ou d'une soeur par son frère" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 96).

techniques les mieux adaptées à leur mode de vie de fuyards, que la diminution de l'importance des rituels agraires ait conduit à la perte de certaines règles, certaines régularités, certaines prévoyances, etc. P. Kalck montre aussi la grande régression qu'a connu l'artisanat Banda au cours du XIX^{ème} siècle, et notamment en matière de forge, comme le prouvent les multiples bas-fourneaux que l'on peut encore trouver dans la Haute Kotto. Une évolution que parachèvera la mise sous tutelle coloniale.

Ce n'est qu'à la mort de Senoussi en 1911 que cette menace venue du nord cessa définitivement, et que les mouvements migratoires se firent moins nombreux. A la fin du XIX^{ème} et au début du XX^{ème} siècles, d'autres razzias causèrent aussi d'importants afflux de population. En effet, si, on l'a dit, les environs d'Alindao demeuraient largement à l'abri des attaques du sultan de Ndélé⁸⁷, les Ngbugu, vivant plus à l'est et au sud que les Yakpa, eurent eux à subir les assauts des guerriers du sultan Nzakara Bangassou.

Ce dernier⁸⁸ menait à chaque saison sèche une campagne contre ces Ngbugu, mais aussi dans une moindre mesure contre les tribus voisines, telles les Patri et les Yakpa. Ces razzias culminèrent entre 1897 et 1905, du fait des fusils obtenus par Bangassou grâce au commerce de l'ivoire et des esclaves. Nous avons déjà évoqué le témoignage du capitaine Julien⁸⁹, qui décrivait, en 1899, des scènes de désolation causées par la razzia annuelle, vers le mois de mars, des Nzakara. De nombreux prisonniers étaient condamnés à alimenter les circuits de la traite orientale⁹⁰. Quant aux fuyards, ils se réfugiaient vers l'ouest, au delà de la Kotto, que les guerriers de Bangassou dépassaient rarement⁹¹. Ce mouvement des Ngbugu vers l'ouest, conjugué à la migration venue du nord, explique pourquoi la préfecture de la Basse Kotto est aujourd'hui la plus peuplée de la République Centrafricaine⁹².

⁸⁷ D'après le capitaine Modat, l'une des razzias serait quand même descendue jusqu'au confluent de la Kotto et de l'Oubangui (cité par Tisserant dans : TISSERANT (R.P. Charles). - *Ce que j'ai connu de l'esclavage en Oubangui-Chari*. - Paris, Plon/Société antiesclavagiste de France, 1955. - p. 20).

⁸⁸ Pour une histoire complète du règne de ce souverain Nzakara, on lira : de Dampierre, 1967, *op. cit.*

⁸⁹ Julien, 1901, *art. cit.*

⁹⁰ Plusieurs milliers à chaque campagne, selon le capitaine Mahieu, commandant du Haut Oubangui, cité par P. Kalck, 1992, *op. cit.*, p. 173.

⁹¹ En 1905, ils l'ont franchi et ont progressé en pays Ngbugu jusqu'à 20 km environ de l'actuelle Kongbo.

⁹² C. Tisserant parle du surpeuplement qu'ont rencontré en 1898 des Banda de la région de la Haute Baédou, un temps réfugiés aux alentours d'Alindao pour se mettre à l'abri de l'incursion menée jusqu'à la Kotto par quelques lieutenants de Rabah. Ils durent assez vite refluer vers le nord du fait de l'afflux massif des groupes Ngbugu, venant de l'est pour fuir la domination des troupes du Sultan Nzakara Bangassou (Tisserant, 1955, *op. cit.*, p. 14).

Quelques écrits permettent d'avoir une vision très concrète des conséquences de ces quelques années de razzia systématique. Comme tous les groupes dans le même cas, les Ngbugu prirent d'abord l'habitude, rapporte Julien, de rechercher un habitat difficile d'accès : "Les Bougbous habitent les hauteurs et les plateaux d'accès difficile ; ils s'éparpillent dans les plaines et dans les vallées par groupe de trois à cinq cases au plus"⁹³. Cette volonté de conserver un habitat sûr demeura longtemps après la colonisation, puisque les regroupements de villages, nous le verrons, furent moins aisés chez les Ngbugu que chez les Yakpa⁹⁴.

Cette nécessité - encore récente - de lutter pour leur survie contre un ennemi "traditionnel", dans un climat constant de guerre et d'insécurité, contribua sans doute à forger ce que l'on peut appeler le "caractère Ngbugu", généralement plus fermé à l'extérieur, plus porté que la mentalité Yakpa à résister à toute influence étrangère⁹⁵.

Enfin, cette âpre lutte contre les Nzakara et cette migration, pour certains, vers l'ouest décimèrent et affaiblirent ces populations, et c'est effectivement l'image de Ngbugu "malingres, d'un état physiologique voisin de la misère, incapables de fournir un effort prolongé", que l'on trouve dans le journal du Poste d'Alindao en 1916, ce qui leur permit d'échapper à un certain nombre de travaux forcés.

Il serait toutefois exagéré de décrire un état de guerre permanent dans ces régions, il s'y développait au contraire des circuits d'échanges non négligeables, même si ces échanges ne constituaient pas l'activité économique la plus importante.

b - Les circuits d'échange précoloniaux

C'est là encore P. Kalck qu'il convient de citer à propos du commerce intérieur précolonial : "Si l'économie rurale du pays centrafricain était une économie de subsistance, elle n'en comportait pas moins un système d'échange des produits du sol, de l'artisanat, de la pêche, de la chasse,...., non seulement avec les tribus voisines, mais avec des peuples dont l'habitat était parfois fort éloigné"⁹⁶.

⁹³ Julien, 1901, *op. cit.*, p. 114.

⁹⁴ Cf. *infra*, pp. 234-236.

⁹⁵ On pourra lire, en 1924, dans le journal du Poste d'Alindao : "Les mbugus forment l'élément le plus homogène. Toujours méfiants, aux aguets".

⁹⁶ Kalck, 1970, *op. cit.*, p. 531.

En ce qui concerne plus particulièrement la région qui nous intéresse, nous rappelons d'abord qu'elle constituait à l'aube de l'ère coloniale une zone refuge pour les populations fuyant les razzias. Bien entendu, du fait de la densification même du peuplement et de la réduction concomitante des *no man's land* entre les tribus, des guerres pouvaient s'y produire, mais, malgré cette menace, l'institution des marchés demeurait vivace. Elle le devenait plus encore lorsque la population augmentait, puisque le rétrécissement des espaces exploitables par les activités humaines, en même temps qu'il risquait d'accroître les tensions entre groupes, rendait aussi l'échange plus profitable⁹⁷.

En outre, la circulation des personnes, et donc des marchandises, était assez importante dans ces sociétés où les clans n'étaient jamais regroupés en un seul village, ce qui rendait nécessaires de nombreux déplacements.

La circulation des produits agricoles était favorisée par l'existence de surplus vivriers non négligeables, on l'a dit. Certains se spécialisaient dans une culture bien précise et en faisaient le commerce. Les Ngbugu entretenaient eux des relations commerciales assez intenses avec les "Riverains", échangeant leurs surplus vivriers, mais aussi de l'ivoire, contre du poisson, du sel, puis des biens de traite. Ils ne vivaient donc plus en autosubsistance, et commençaient à entrer en relation avec un circuit d'échange plus vaste que le seul circuit local (vivriers contre poissons). Mais ce commerce avec les "Riverains" se déroulait dans un climat de grande défiance, dont on peut d'ailleurs encore aujourd'hui percevoir les manifestations. Les populations de l'intérieur, Yakpa et autres Banda, étaient quant à elles moins insérées dans des circuits d'échanges, mais elles n'en vivaient pas pour autant en totale autarcie. Notamment, la qualité du travail de forge de certains groupes favorisait les échanges avec leurs voisins, qui apportaient le minerai et leur passaient commande. La preuve la plus évidente du maintien de circuits d'échanges réside dans l'existence de monnaies, employées alors par les populations oubanguiennes.

Ces monnaies étaient assez diverses. On note d'abord l'importance des objets de fer, qui ont en quelque sorte servi de porte d'entrée à la monétarisation, puisque peu à peu les pièces européennes ont occupé les rôles qui leur étaient dévolus auparavant. Les Banda utilisaient surtout des houes, des couteaux, des sagaies, notamment pour l'achat d'esclaves ou la constitution de la dot, lorsque l'échange de soeurs se révélait impossible. Le "guindja", monnaie des "Riverains", était utilisé dans les échanges avec les populations de l'intérieur. Ce "guindja" mesurait environ 40 cm, et pesait

⁹⁷ Sur ce point, on lira aussi : Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 73-74.

quelques 350 g, il avait la forme d'un battoir⁹⁸. Il servait aussi bien de monnaie que de matière première pour la fabrication d'armes et d'outils. Les bandes de coton étaient elles aussi, depuis fort longtemps, des intermédiaires dans les échanges.

A la fin du XIX^{ème} siècle, les fusils devinrent les marchandises d'échange par excellence, mais ils ne furent que peu détenus par les Banda, ce qui mettait ces derniers en situation d'infériorité par rapport aux populations possédant quelques armes. Celles-ci étaient de vieux fusils "de pierre" qui se négociaient alors contre 50 kg d'ivoire, contre plusieurs esclaves, ou contre 1000 "guindja"⁹⁹. Avec le développement du commerce de traite, au début du XX^{ème} siècle, les perles et le sel devinrent des intermédiaires très recherchés. Ainsi le voyageur avait-il tout intérêt à se munir de quantités suffisantes de sel, afin d'obtenir dans les villages traversés la nourriture nécessaire.

Ce début de XX^{ème} siècle, marqué par les premiers contacts avec les missions d'exploration européennes, annonçait une nouvelle ère pour les sociétés Banda de ces régions, celle de la colonisation. Les populations, mal ou récemment stabilisées, fragilisées et désorganisées par les décennies de migration, de conflits guerriers et de "logique esclavagiste", non encore pleinement adaptées à leur nouveau milieu "naturel", ne disposant pas de pouvoir centralisé et de capacités à l'union face à un ennemi commun, ne développant enfin que des relations commerciales et techniques assez limitées¹⁰⁰, se trouvaient bien peu préparées à affronter le choc colonial, ses violences et ses bouleversements multiples. C'est ce choc que nous allons évoquer au fil de la seconde section.

⁹⁸ Ce terme "guindja", devenu "nginza", est aujourd'hui employé dans la langue nationale pour désigner l'argent.

⁹⁹ J. Daigre rapporte : "La poudre était d'or et pour une toute petite quantité, on vous apportait les plus beaux cabris des villages" (DAIGRE (R.P. Joseph). - *En son temps le Père Joseph Daigre. Oubangui-Chari, 1905-1939. Souvenirs, anecdotes et documents inédits recueillis et présentés par le Père Ghislain de Banville.* - Bangui, 1988, multigr.).

¹⁰⁰ Il nous semble ainsi peu judicieux de parler, ainsi que le fait A. Kotreko, d'un "équilibre psycho-sociologique de la société traditionnelle centrafricaine avant la colonisation". Il ajoute : "Cette société avait atteint une situation d'équilibre à tous les niveaux : équilibre entre facteurs de production et production, au niveau des besoins, au niveau démographique et équilibre au niveau psychologique" (KOTREKO (Anatole). - *Cultures vivrières, cultures d'exportation et cultures d'approvisionnement du marché national en R.C.A.* - Thèse de Doctorat de Troisième Cycle (Economie Rurale), Université de Montpellier 1, juin 1983. - p. 53).

SECTION 2 : LE CHOC COLONIAL

Nous n'avons aucunement l'ambition de dresser ici un bilan de l'ère coloniale. D'autres s'en chargent, qu'ils voient dans cette époque l'origine de tout ou partie des maux actuels de l'Afrique ou, à l'opposé, une chance gâchée depuis la décolonisation par les Africains eux-mêmes¹⁰¹. J. Daigre, témoin privilégié, écrivait lui en 1947 : "Jadis, des plantations étendues et variées permettaient aux indigènes de manger à leur faim. Par suite de diverses circonstances, beaucoup d'entre eux ont perdu le goût de la culture et ne font plus que des plantations insuffisantes, d'où la sous-alimentation qui règne en bien des régions et qui est l'une des causes de la dégénérescence que nous remarquons tous"¹⁰². C'est à l'étude de ces "diverses circonstances" que nous allons consacrer cette seconde section.

En 1915 fut créée, on l'a dit, la Subdivision d'Alindao, dans le but de fournir un point d'appui administratif à la collecte de l'impôt et à celle du caoutchouc d'herbes, censées soutenir l'effort de guerre de la métropole. C'est aussi à partir de cette année 1915 que se produisirent les principaux bouleversements du mode de vie jusqu'alors difficilement perpétué par les Banda, nous les analyserons dans un premier temps. Puis, nous étudierons les relations qu'entretenaient colonisateurs et colonisés, en insistant tout particulièrement sur le rôle des "auxiliaires autochtones" de l'administration coloniale.

2.1. Les bouleversements du mode de vie Banda

On l'a dit, les Banda étaient très attachés à la préservation de leur autonomie ; une autonomie qui se concrétisait par un habitat assez indépendant, le village élémentaire, et par le respect de la propriété des biens issus de la mise en culture, non collective, des sols. Ces deux éléments essentiels du mode de vie Banda vont être remis en question avec la colonisation. Parallèlement, les systèmes de cultures vont se mettre à régresser, dès les débuts de l'occupation et les premiers regroupements de villages. Mais c'est l'exploitation intensive du caoutchouc d'herbes qui va

¹⁰¹ Nous renvoyons le lecteur aux écrits de B. Lugan, évoqués précédemment, qui tendent à réécrire l'histoire de la colonisation : "(...) la prise de conscience du drame africain risque de n'avoir aucune portée car il n'est jamais situé dans la longue durée. Or l'histoire nous apprend que ce qui arrive à l'Afrique n'est pas une nouveauté, que la seule innovation y fut la parenthèse de paix et de prospérité de la brève période coloniale" (Lugan, 1991, *op. cit.*, p. 10).

¹⁰² Daigre, 1947, *op. cit.*, p. 72. On est loin, avec de tels propos, emprunts de réalisme et de connaissance du "terrain", des discours de B. lugan.

entraîner de véritables bouleversements pour les systèmes culturels concernés par cette collecte.

Nous allons donc examiner les diverses conséquences des premières velléités d'"administration" coloniale, qui se sont essentiellement traduites par une politique de regroupement des villages. Puis, nous nous pencherons sur la mise en oeuvre du travail forcé et collectif qui a marqué ce début de colonisation, et qui a accentué la régression de l'agriculture Banda.

2.1.1. Les conséquences d'un début d'administration

Les Banda ne concentraient pas leurs habitations, pour des préoccupations de sécurité, afin de disposer de terres abondantes, mais aussi afin de disposer d'une réelle autonomie au quotidien. Cette dispersion va être remise en cause par la politique systématique de regroupement des villages menée par les autorités coloniales, que nous évoquerons dans un premier temps. Nous nous pencherons ensuite sur ce qu'étaient réellement ces "nouveaux villages" issus de la volonté "rationalisatrice" des hauts fonctionnaires coloniaux.

a - L'occupation et les regroupements de villages

Dans un premier temps, les villages traversés par les missions et les colonnes se devaient d'assurer leur ravitaillement, ce qu'ils faisaient sans trop de réticences, car les plantations vivrières, de manioc surtout, étaient souvent surabondantes et pouvaient donc satisfaire sans difficulté majeure ces demandes extraordinaires. En outre, de nombreux villageois voyaient d'un assez bon oeil le passage de ces colonnes censées les protéger de nouvelles incursions esclavagistes.

C'est avec la véritable occupation militaire (ou "pacification") que les systèmes de culture commencèrent à se transformer. C. Tisserant nous parle ainsi des exactions des colonnes envers les populations insoumises, fuyant souvent en brousse, et des dévastations de leurs plantations¹⁰³. Débutait alors une période d'incertitude, durant laquelle certaines tribus, prévoyant le pire ou tout au moins la fuite prochaine, ne renouvelèrent que partiellement, voire plus du tout, les plantations de manioc, se contentant des plantations annuelles de sorgho. Les pluies insuffisantes de 1912 firent le reste et cette année fut marquée par des famines. L'introduction - conjointe - de l'argent et de l'impôt

¹⁰³ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 265.

s'ajouta aux autres causes de troubles et d'incertitude, et dans plusieurs endroits, les surfaces cultivées diminuèrent encore d'importance. En effet, pour se procurer de l'argent, l'"indigène" devait apporter dans les factoreries, soit du caoutchouc pilonné, soit de l'ivoire¹⁰⁴. Mais c'est durant la première guerre mondiale que la vie agricole et sociale fut totalement bouleversée, avec en premier lieu la politique de regroupement des villages.

En effet, après de premiers essais, avant 1914, c'est réellement en 1915 que la politique de regroupement des villages devint systématique. Le motif en était fort simple : on trouvait trop difficile de surveiller, faire travailler, bref d'"administrer" des populations dont les habitations étaient éparpillées dans la brousse, sur d'immenses étendues, et qui plus est dans des endroits difficiles d'accès. Puisque la sécurité des populations semblait établie, il convenait de les regrouper dans des endroits plus accessibles, c'est-à-dire le long des pistes, puis des routes, afin de pouvoir aisément les contrôler.

L'on mettait parfois en avant des motivations bien différentes, justifiant ces regroupements : "Les villages furent groupés sur le passage de ces routes, et rebâti sur un plan plus favorable à l'hygiène et à la santé"¹⁰⁵. Ce sont de tels motifs qui justifiaient l'obligation de construire un nouveau type de case, appelée "case arabe", avec des murs en torchis et un toit conique¹⁰⁶. Plus solides, plus permanentes que les cases usuellement construites par les Banda¹⁰⁷, ces "cases arabes" devaient permettre la fixation définitive, désirée par l'administration coloniale, des populations dans les nouveaux villages. Toutefois, il y eut souvent plusieurs regroupements successifs, au gré par exemple des déplacements des grands axes de communication.

En outre, cette "rationalisation" de l'habitat fut menée avec une logique qui reste à démontrer. Qu'on en juge, d'après ce témoignage de C. Tisserant : "J'ai vu des gens ainsi ramenés sur une terre vierge de toute plantation, à une distance de 40 à 50 km de leurs anciens emplacements et de leurs plantations

¹⁰⁴ L'ivoire devint une monnaie d'échange très prisée par les traitants, et les réserves d'ivoire des clans s'épuisèrent très rapidement.

¹⁰⁵ Daigre, 1931, *art. cit.*, p. 119.

¹⁰⁶ On rencontre encore aujourd'hui des cases de ce type dans les villages de la région, mais les briques - rarement cuites - ont la plupart du temps remplacé le torchis. Quant à la forme conique, elle cohabite avec le modèle "rectangulaire". A Alindao, la case rectangulaire constitue l'habitation principale et la ou les cases "rondes" les annexes. Mais, dans beaucoup de villages, la plupart des cases demeurent "rondes".

¹⁰⁷ Une case hémisphérique faite de bois et de paille et de mortier en terre, enfoncée de quelques 80 cms dans le sol, permettant ainsi la station debout. Remarquons que cette habitation, peu durable, était bien celle de populations en migration. Mais, assez bien adaptée aux conditions naturelles rencontrées, elle permettait aussi de lutter assez efficacement contre les rigueurs du climat et contre la montée des termites, principales ennemies des charpentes.

en plein rapport, et cela en un temps où il y avait déjà semi-disette ; ils n'ont pu que disparaître aux trois quarts"¹⁰⁸.

Ces regroupements se poursuivirent dans les années 20 et même dans les années 30¹⁰⁹. Bien entendu, ils ne se firent que sous la contrainte, tout au moins durant les premières années¹¹⁰. Les résistances, nombreuses, étaient matées par les colonnes. Les Ngbugu, un temps délaissés par les colonisateurs, furent assez peu regroupés avant 1923, date à laquelle de timides essais furent entrepris¹¹¹. Ces tentatives se poursuivirent les années suivantes, mais dans les années 30, de nombreux Ngbugu vivaient toujours loin des pistes tracées par l'administration. Aujourd'hui encore d'ailleurs, on trouve, au sud d'Alindao, des villages qui n'ont jamais été "alignés", qui ont ainsi conservé leur disposition précoloniale. De même, ces Ngbugu demeurent en général "réputés", c'est-à-dire méprisés, pour ne pas apporter beaucoup de soins à leur habitat¹¹².

Comment expliquer de telles résistances, qu'elles soient du fait de Ngbugu ou, dans une moindre mesure, de Yakpa ? Il faut sans doute d'abord y voir une crainte pour leur sécurité, la peur des razzias demeurant ancrée dans les esprits. En outre, il s'agissait pour les réfractaires de se soustraire aux obligations liées à la mise sous tutelle administrative (portage, travaux forcés, impôt, etc.). Par ailleurs, là où les plantes à long cycle (manioc, bananiers) étaient le plus cultivées, c'est-à-dire tout particulièrement chez les Ngbugu, la mobilité des populations s'était réduite d'autant, et leur attachement aux terroirs s'en était trouvé renforcé¹¹³. Enfin c'est un mode de vie basé sur l'autonomie des individus que ces Banda entendaient bien, malgré tout, maintenir ; un mode de vie que les regroupements ont profondément altéré.

b - La vie dans les nouveaux villages

C. Tisserant décrivait les nouveaux villages comme "de grands villages, avec leurs cases bien en ligne, ressemblant plus à un camp de travail qu'à un

¹⁰⁸ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 267.

¹⁰⁹ A l'aube de la décolonisation, les villages Banda demeuraient toutefois assez petits, ne comptant en moyenne que 100 à 110 habitants. On se référera à : LAFARGUE (Marcel). - *Enquête démographique en République centrafricaine*. - Paris, I.N.S.E.E., avril 1964.

¹¹⁰ Plus tard, on verra ainsi des familles s'installer d'elles-mêmes le long des pistes, afin de développer leurs échanges avec le monde extérieur.

¹¹¹ D'après le journal du poste d'Alindao, 1923.

¹¹² Nous n'avons pourtant guère constaté de différences majeures en visitant les villages peuplés des diverses ethnies en présence.

¹¹³ C'est une hypothèse émise aussi par C. Prioul (1981, *op. cit.*, p. 184).

village vivant de sa vie propre"¹¹⁴. Durant cette période de recours massif aux travaux forcés, d'exploitation par les sociétés concessionnaires, c'était effectivement de camps de travailleurs dont on avait besoin, beaucoup plus que d'habitations de paysans ayant une vie individuelle et familiale propre.

Ainsi, l'adoption contrainte de la "case arabe" ne fut pas sans conséquences pour les cultivateurs. Tout d'abord, pour sa construction, il fallait se mettre à plusieurs, phénomène nouveau pour des hommes libres qui ne s'entraidaient qu'occasionnellement, pour les défrichements, et contre de la bière de sorgho. En outre, on obligeait chaque homme à se loger, lui et ses femmes, dans une unique case, ce qui apporta un grand trouble dans la vie de la famille, en supprimant beaucoup de l'individualité de chacun de ses membres, et en exacerbant les tensions entre eux. Au sein du groupe élémentaire, on passa ainsi d'une situation où l'autonomie de chacun était assurée à une difficile cohabitation, engendrant jalousies, palabres et perte de cette indépendance à laquelle tous étaient si farouchement attachés. Du cadre familial, le phénomène se généralisa à l'échelle de ces nouveaux villages, les familles se voyant imposer une cohabitation non désirée. Entre les cases, le sol devait être laissé nu, sans jardin, et bien plus sans cette brousse qui garantissait auparavant l'autonomie de chaque famille. Chacun pouvait désormais observer, tout savoir sur le voisin, sans lui-même pouvoir conserver tant soit peu d'intimité. C'en était fait du respect des individualités.

Une autre conséquence fut plus spécifiquement culturelle : les regroupements des habitations rendirent en effet insuffisante la place propice aux plantations aux abords des nouveaux villages, et il fallut reporter, de plus en plus loin, ces plantations¹¹⁵. Très souvent, les surfaces cultivées finirent par se présenter comme une bande d'une vingtaine de kilomètres le long de la piste, dix environ de chaque côté. De plus, l'espace entre les cases et une bande de plusieurs mètres en arrière devaient être entretenus, maintenus sans végétation, sans arbres, ce qui relégua les jardins de case, lorsqu'ils subsistèrent, dans la brousse. Enfin, les choix de zones d'implantation des nouveaux villages ne tenaient aucunement compte des questions de qualité des sols. Bien au contraire, les routes, pour éviter d'avoir à multiplier les ponts, suivaient souvent les interfluves, c'est-à-dire des zones privilégiées de formation des cuirasses internes.

Au lieu donc de promouvoir l'émergence d'un véritable paysannat, dans ces sociétés somme toute assez propices à l'implantation d'un tel mode

¹¹⁴ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 209.

¹¹⁵ Alors que l'éparpillement des villages tel qu'il existait auparavant donnait, on l'a dit, une grande profondeur aux terrains cultivables.

d'organisation socio-économique, on a créé de toutes pièces des camps de travailleurs sans aucune individualité, avec des conséquences néfastes encore perceptibles aujourd'hui sur les potentialités agraires des savanes centrafricaines, nous le verrons¹¹⁶. L'artisanat s'y trouvait fort réduit, du fait des nombreuses réquisitions de main d'oeuvre¹¹⁷, l'activité agricole y était rendue moins aisée par l'éloignement croissant entre lieux de production et d'habitation, les villageois n'y retrouvaient souvent plus les liens religieux qui assuraient la cohésion d'antan, etc.

On comprend alors mieux pourquoi de nombreux Banda ont tenté de "fuir" ces villages, dans un premier temps en s'enfonçant en brousse ou en quittant la colonie oubanguienne, puis en se dirigeant vers ces centres urbains que devenaient les postes administratifs. Ces fuites ne purent qu'être accrues par l'imposition des travaux collectifs, qui accentuèrent fortement la régression de l'agriculture Banda.

2.1.2. La régression de l'agriculture Banda

Les hommes libres Banda choisissaient à leur guise les terres à défricher pour leurs futures plantations, et ils disposaient du produit des récoltes, tout comme des fruits de la cueillette. En outre chaque femme menait comme elle l'entendait son jardin, qui servait d'abord à ses propres besoins et à ceux de ses enfants. Toutes ces habitudes vont elles aussi subir de profonds bouleversements, en particulier avec l'imposition par les autorités coloniales de diverses formes de travail forcé¹¹⁸, que nous décrivons dans un premier temps. Puis nous nous attacherons à montrer les conséquences, sur les mentalités et les pratiques des cultivateurs Banda, des premières décennies de la colonisation française. Nous nous attacherons alors à mettre en exergue les différences entre Yakpa et Ngbugu.

¹¹⁶ Cf. *infra*, pp. 339-344. Ainsi, C. Prioul met en exergue les limites de l'habitat rural actuel : "Bien des hameaux centrafricains d'aujourd'hui, faits de petites cases rectangulaires mal charpentées et en mauvais torchis, brutalement exposées au soleil et à la pluie, plus près de la poussière des routes que de la verdure des champs, ne laissent plus cette impression de calme, de confort, de commodité et d'adaptation aux conditions naturelles qui transparait dans la description des cours des cases, des villages et des terroirs à la fin du XIX^{ème} siècle" (Prioul, 1981, *op. cit.*, pp. 80-81).

¹¹⁷ "L'ancien artisanat avait comme avantage de maintenir en milieu villageois des traditions de travail bien fait et d'habileté manuelle. (...) En peu d'années les villages oubangiens revêtirent ce spectacle désolant d'agglomérations privées de l'ancienne activité artisanale qui leur donnait une apparence d'activité" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 107).

¹¹⁸ Cette imposition se justifiait par l'existence préalable de l'esclavage, l'idée étant la suivante : force et autorité sont des mesures inspirées des coutumes locales, ils constituent les uniques moyens que comprennent les Indigènes et qui pourront les contraindre à l'obéissance, les habituer au travail et les amener à mettre leur pays en valeur.

a - Cueillir et cultiver sous la contrainte

Nous précisons bien "cueillir", car la première activité imposée par le colonisateur a été la récolte du caoutchouc d'herbes, à partir de 1915 et jusqu'à 1918 environ. Elle a eu d'importantes conséquences, tant culturelles qu'humaines.

C'est le *Landolphia Humilis* qui fit l'objet d'une intense exploitation. Celle-ci demandait un travail considérable : "récolter les rhizomes, les couper, les mettre au soleil pendant 24 heures ; enlever les écorces, mettre à rouir dans l'eau boueuse pendant 15 jours ; pilonner puis laver dans l'eau courante, reprendre et presser"¹¹⁹. Dans certains endroits où il abondait, on exploita aussi le *Landolphia Awariensis*, appelé caoutchouc "de liane", qui fournissait un produit de grande qualité¹²⁰. En 1916, l'administration décida aussi la mise en oeuvre de grandes plantations de ricin, qui était alors recherché par l'aviation. Mais il ne fut pas écoulé ; on s'aperçut - un peu tard - que le transport en était impossible, du fait du coût exorbitant des aménagements qu'il aurait rendu nécessaires, aménagements qui de toutes les façons n'auraient pas été terminés en temps voulu¹²¹.

Il n'est pas excessif de poser que, pendant les quelques années d'exploitation, dans les zones les plus concernées par cette collecte, les systèmes de culture, n'étant plus perpétués, cessèrent d'exister. Les villageois astreints à ce travail étaient emmenés de plus en plus loin, dans des campements provisoires où les conditions de vie et d'hygiène étaient désastreuses. L'ouvrage se faisait bien sûr en commun, et il n'existait, dans ces campements, plus aucune individualité.

Pour mieux comprendre la réalité de cette exploitation, nous pouvons citer J. Daigre¹²², qui en fut un témoin oculaire : "Ce travail forcé alla à peu près les deux premières années, parce que le produit abondait et que la nourriture était encore assurée par d'anciennes plantations de manioc. Mais vint un temps où le *Landolphia* se raréfiant à proximité des agglomérations, les récolteurs furent déportés vers de nouveaux peuplements, parfois très éloignés des villages, où n'étaient autorisés à rester que les malades et les jeunes enfants. En ces lieux déserts, les hommes travaillaient sous la surveillance des gardes

¹¹⁹ Journal du poste d'Alindao, 1918.

¹²⁰ Sur cette exploitation, on lira Kalck, 1959, pp. 152-159.

¹²¹ "Consommez le sur place", fut alors le conseil prodigué au chef de Subdivision d'Alindao (Journal du Poste d'Alindao, 1916).

¹²² On peut aussi lire dans le Journal du poste d'Alindao en 1918 : "Les populations sont en état de misère physique extrême chez les Yakpa, (...)". Mais le rédacteur ne précise pas la cause de cette "misère".

et de leur séquelle, vivant dans des abris infects et une promiscuité inouïe, exposés à toutes les intempéries, et ne se nourrissant le plus souvent que de racines et de fruits sauvages. Vers la fin du mois, on leur accordait bien deux ou trois jours pour aller se ravitailler au village, mais la plupart du temps, ils en revenaient les mains vides, les plantations n'étant plus renouvelées"¹²³.

En certains endroits, hommes et femmes étaient astreints au travail de jour comme de nuit, alors que seul le travail durant 25 jours par mois était permis. Trois mois étaient certes prévus pour le travail agricole, en mai-juin et juillet. Mais dans les faits, on laissait rarement aux villageois la possibilité de faire des plantations nouvelles. Par ailleurs, épuisés, persuadés qu'on ne leur laisserait pas le temps d'entretenir leurs champs, que les récoltes seraient pillées ou détruites par les animaux sauvages, ces derniers ne plantaient presque plus, même lorsqu'on leur en laissait la possibilité. Au village, les malades, les vieillards et les petits enfants, abandonnés à eux-mêmes, y mouraient parfois de faim, plus souvent de dysenterie ou du kwashiorkor (appelé alors "mal du caoutchouc"), qui fit ces années là de véritables hécatombes.

Nous pourrions multiplier les exemples de ce que furent les conséquences humaines de l'exploitation intensive du caoutchouc. Nous nous contentons ici de citer une dernière fois J. Daigre, qui dans son rapport annuel de 1918, écrivait : "Si nous nous reportons à dix années seulement en arrière, et que nous comparons l'état des populations d'alors à celui d'aujourd'hui, quel contraste ! A cette époque, les ressources étaient nombreuses et variées ; l'Indigène cultivait d'immenses plantations de manioc, mil, etc..., il se livrait à l'élevage du cabri et de la volaille. Aujourd'hui, plus rien ou presque rien, les témoignages des Européens qui travaillent en brousse en font foi. On pourrait qualifier cette période lointaine par ces quelques mots : prospérité, aisance, vie et celle d'aujourd'hui par ceux-ci : famine, misère, mort". Il ajoutait : "Des milliers d'indigènes sont morts à la tâche, d'immenses régions n'ont plus un rhizome et il a fallu cette toute dernière extrémité pour tenter autre chose"¹²⁴.

Cette "autre chose" fut, sous l'impulsion du gouverneur Lamblin, et à partir de 1917 (année de sa prise de fonction), la mise en oeuvre de plantations collectives, devant permettre le développement de la culture du céara (*Mahinot Glaziovii*)¹²⁵ et la réhabilitation des cultures vivrières, et rompant ainsi la

¹²³ Daigre, 1947, *op. cit.*, pp. 114-115.

¹²⁴ Daigre, 1988, *op. cit.*, p. 46.

¹²⁵ L'effondrement des cours du caoutchouc de cueillette, à la fin de la guerre, favorisa cette nouvelle orientation initiée par Lamblin.

tradition de l'exploitation "familiale"¹²⁶. Il s'agissait en fait de permettre à des "Indigènes" postulés "attardés" - alors qu'ils n'étaient qu'"épuisés" - de fournir le caoutchouc tout en continuant de cultiver les produits vivriers nécessaires à leur survie. Le céara remplaça donc peu à peu le caoutchouc d'herbes et, en 1920, on cessa totalement l'exploitation de ce dernier¹²⁷. Le céara fut alors cultivé durant les années 20, avant d'être abandonné au profit d'autres cultures de rapport, on le verra.

Chaque village "administré" dut donc se créer une plantation de céara, souvent en association avec les cultures vivrières. Selon R. Guillemin, les cycles culturels concernés se présentaient alors souvent de la manière suivante :

Première année : sorgho + cucurbitacées.

Deuxième année : arachides + maïs + légumes + manioc + céara.

Troisième année : manioc + céara.

Quatrième année : récolte du manioc et céara.

Cinquième année : céara.

Cette culture de rapport s'est donc assez bien intégrée aux cycles culturels, mais, encore faut-il le souligner, cette intégration ne se fit que sous la contrainte, dans des plantations collectives. Si elles permirent d'écarter les menaces de famine, d'enrayer la très forte mortalité des années précédentes et de remettre les villageois au travail de la terre, ces dernières ne furent jamais réellement appréciées et acceptées par les Banda. Ce n'était pas leur plantation, mais la "plantation du Commandant", faite sur ordre et sans goût. En outre, les villageois voyaient parfois des ordres inadéquats venir ruiner tout leur travail. Ainsi, après 1920, l'ordre était qu'il n'y ait plus de brousse en bordure de route, afin de redonner aux savanes oubangiennes l'image de leur prospérité d'antan. Les plantations étaient donc disposées le long des pistes, sur des terres parfois fort peu propices à une mise en culture, tels des affleurements latéritiques ; quelques mois plus tard, la brousse avait repris le dessus et les cultivateurs avaient travaillé en pure perte. De plus, les plantations collectives

¹²⁶ C'est là un fait majeur à souligner : alors que dans d'autres régions d'Afrique, la colonisation a entraîné le déclin des champs "communautaires" au profit des champs individuels, dans le pays Banda au contraire c'est le colonisateur qui a imposé la pratique de champs collectifs, et ce au détriment des champs individuels.

¹²⁷ Quelques vellétés de reprise de son exploitation, en 1943, n'eurent guère de suite, si ce n'est, une nouvelle fois, des conséquences humaines fort néfastes, particulièrement une réactivation des foyers de trypanosomiase. Un rapport officiel, cité par M. Fenet-Rieutord, dit : "Il semble bien que les conséquences démographiques de cet effort soutenu de cueillette aient été très graves" (FENET-RIEUTORD (Monique). - Espace géographique et santé en Afrique Centrale : la diffusion de maladies le long du fleuve Oubangui (1885-1982). - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 22, n°2, 1986. - p. 241).

étaient toujours effectuées sous le contrôle des auxiliaires de l'administration, chefs et gardes, qui accaparaient une grande partie des récoltes, afin de s'acquitter de l'impôt villageois, de satisfaire aux réquisitions destinées au chantier du Congo-Océan, et dans leur propre intérêt. Enfin, la mosaïque du manioc atteignit de nombreux plants, ce qui retarda un peu plus l'amélioration de l'alimentation des populations.

L'échec de la greffe d'un certain "collectivisme" sur des sociétés Banda fondées sur l'autonomie des familles amena les autorités¹²⁸, après 1930, à changer d'orientation et à inciter à nouveau les villageois au travail sur des parcelles individuelles. Assez vite, un bon nombre de cultivateurs se remirent aux plantations personnelles, surtout quand les chefs de poste surent les y encourager. Mais un tel retour au *statu quo ante* était désormais peu probable, tant les bouleversements subis durant ces quelques vingt années avaient changé les mentalités des "Indigènes" et les conditions de viabilité de leur agriculture.

b - Une agriculture de moins en moins viable

La diminution de cette viabilité renvoie aux évolutions des deux facteurs de production essentiels de l'agriculture extensive Banda, la terre et le travail.

Jusqu'alors relativement préservés par la dynamique migratoire des populations, les sols ont été, avec la mise sous tutelle coloniale, de plus en plus dégradés. Les regroupements de population ont ainsi conduit, on l'a dit, à une raréfaction - et à une certaine surexploitation - des "bonnes" terres aux alentours des nouveaux villages. En outre, l'imposition du céara et l'importante diffusion du manioc ont allongé les cycles cultureux, contribuant à accélérer la dégradation de sols mis en culture selon les méthodes extensives usuelles¹²⁹. La culture du manioc s'est en effet très étendue durant cette période, jouant son rôle de culture de "crise", demandant peu de soins et survivant même sur les sols pauvres que les logiques administratives conduisaient à utiliser.

Mais c'est le facteur travail qui a connu, nous semble-t-il, les évolutions les plus importantes, et sans doute les moins réversibles. Les nombreuses réquisitions de main d'oeuvre ont ainsi contribué à déséquilibrer la division sexuelle des tâches. Alors qu'autrefois l'indisponibilité des hommes pouvait être plus ou moins compensée par le travail des esclaves domestiques, les femmes

¹²⁸ Elles avaient d'abord cru que dans le passé les villages étaient en permanence soumis aux ordres du chef, qui pouvait ordonner les travaux à son gré. On verra que cette réalité n'apparaîtra qu'avec la mise en place des chefs "administratifs".

¹²⁹ D'où, par exemple, une extension des savanes à *imperata* ("tcele kpwabi" en Banda).

se retrouvaient désormais seules, bien souvent, pour pourvoir aux besoins alimentaires de la famille mais aussi aux nombreuses réquisitions de l'administration. Seul le manioc pouvait alors donner à tous une ration quotidienne acceptable - quantitativement s'entend -, et il prit très vite l'ascendant sur le sorgho. Ce qui ne put que dissuader davantage les hommes à retourner au travail de la terre, une fois les corvées achevées.

En effet, rappelons que le champ de sorgho était autrefois sous l'entière responsabilité masculine, qu'il marquait, notamment grâce à la fabrication de la bière, le pouvoir et le prestige des chefs de famille. Les hommes ont donc peu à peu délaissé cette responsabilité, du fait de la généralisation du manioc, mais aussi à cause de l'apparition d'autres moyens d'affirmation de pouvoir et de prestige, liés à la détention de revenus monétaires, à l'occupation d'un emploi salarié dans les centres urbains, puis plus tard à l'éventuelle plantation de café. Dans des systèmes productifs où le sorgho, et donc les rites agraires qui lui étaient associés, tendaient à disparaître, la maîtrise de la culture vivrière ne devait dès lors plus constituer la marque du pouvoir des hommes libres sur leurs familles, comme elle l'était avant la colonisation, et les hommes tendaient à la délaisser.

Cet abandon du sorgho n'eut pas que des conséquences nutritionnelles. Du fait de sa facilité de culture, de l'inutilité des greniers qu'elle induisait, de l'absence de rites agraires qu'elle impliquait, la culture généralisée du manioc accrut encore la désorganisation des sociétés villageoises initiée durant l'époque des razzias. Elle entraîna aussi la perte, là encore souvent débutée durant la période antérieure, de certaines régularités, certains comportements de prévoyance, si caractéristiques des sociétés paysannes¹³⁰.

Autre symptôme d'un désintérêt masculin croissant pour le travail agricole, les hommes se désintéressaient de leurs jardins de case, alors que les plantes qui leur apportaient un "extra" pendant quelques jours faisaient auparavant date dans l'année. En outre, les femmes dont la charge de travail augmentait à mesure que les hommes délaissaient les plantations vivrières n'eurent plus guère le loisir d'entretenir ces jardins¹³¹.

C. Tisserant a su parfaitement résumer l'évolution de l'état d'esprit de nombreux Banda : "Pour ces plantations le coeur de l'indigène n'était plus ce qu'il était auparavant. Il gardait le souvenir cuisant des années du caoutchouc et de famine ; les plantations collectives faites sans goût, dont il ne profitait pas à son caprice, les réquisitions de vivres payées au village et non à l'individu

¹³⁰ On lira par exemple la vision qu'en a P. Kalck (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 117).

¹³¹ Dès lors qu'il fut de nouveau permis d'en établir, bien entendu.

avaient modifié son âme. Même quand il faisait des plantations personnelles, il avait toujours la crainte de voir réquisitionner son sorgho et son manioc¹³². Beaucoup des Banda sont ainsi devenus, au long des deux premières décennies de la colonisation, de simples travailleurs de plantations collectives, ceux qui ne cultivent que sous la contrainte. Et c'est aussi sous la contrainte qu'ils entreprendront la culture cotonnière.

Il convient de préciser que tous les villages n'ont pas été concernés par la collecte forcée du caoutchouc, seuls l'ont été des villages déjà "pacifiés" et "administrés", c'est-à-dire déjà "regroupés". Les populations Ngbugu ont pour une large part échappé à cette exploitation, et ce pour trois raisons majeures.

Tout d'abord, les Ngbugu ont été, dans l'ensemble, beaucoup plus réfractaires à la présence coloniale et ses conséquences que les Yakpa, et beaucoup de leurs villages n'étaient donc pas encore, à cette époque, "pacifiés". Sans doute faut-il voir dans ces résistances, on l'a dit, d'une part les conséquences des luttes récentes contre les Nzakara, de l'autre les implications d'une plus ancienne stabilisation, tout au moins pour une partie d'entre eux, que les Yakpa sur les terres qu'ils occupaient lors de la pénétration coloniale¹³³.

Ensuite, les Ngbugu étaient considérés comme des populations très pauvres, très affaiblies, à l'inverse de populations Yakpa que l'on trouvait "plus intéressantes", c'est-à-dire plus aptes à fournir un impôt conséquent. Cet état général des Ngbugu s'expliquait par les dégâts causés par les razzias récentes de Bangassou, mais aussi par les ravages importants de la maladie du sommeil, qui touchait particulièrement, semble-t-il, ces populations¹³⁴. A ceci il faut sans doute ajouter les conséquences des campagnes de "pacification" menées par les colonnes.

Enfin, dès 1915, directive était donnée de travailler d'abord chez les Yakpa, simplement parce que les zones que ces populations habitaient étaient

¹³² Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 270.

¹³³ Nous avons déjà posé plus haut que la culture de plantes à cycle long, impliquant une certaine stabilisation, pouvait aussi contribuer à expliquer le surcroît de résistances rencontré par le colonisateur en pays Ngbugu.

¹³⁴ Ceci s'explique sans doute par leurs nombreux contacts avec les populations riveraines de l'Oubangui, fleuve qui au début de ce siècle constituait le principal axe de diffusion de la pathologie sommeilleuse. Sur la géographie de cette pathologie, nous renvoyons à Fenet-Rieutord, 1986, *art. cit.* De la même façon, les Ngbugu furent sans doute plus touchés par l'épidémie d'influenza qui atteignit la Kotto en décembre 1918, et dont les conséquences humaines, difficilement chiffrables, furent très importantes : "En affaiblissant le potentiel humain de l'espace fluvial, comme celui de l'Afrique centrale en général, la grippe bloque pendant un an la vie économique et agricole" (*idem*, p. 242).

riches en rhizomes, contrairement aux régions Ngbugu, situées plus au sud¹³⁵. Ainsi, en 1917, une grande zone de rhizomes était exploitée à plus de 50 km d'Alindao, chez les Yakpa et les Banda-Banda.

L'abandon du travail de la terre consécutif au travail forcé et à la généralisation rapide du manioc a alors été beaucoup moins sensible chez les Ngbugu. Il semble donc que les différences aux niveaux des systèmes de culture, du goût pour l'agriculture, du soin apporté aux jardins de case, de l'importance du travail masculin, que l'on constate aujourd'hui aisément entre populations Ngbugu et Yakpa, trouvent leur origine dans l'histoire : celle, d'abord, de l'adaptation précoloniale au nouveau milieu naturel rencontré¹³⁶ ; celle, ensuite, des bouleversements des premières années de la colonisation.

Ces événements, vieux déjà de six à sept décennies, ne devront pourtant pas être oubliés lorsque nous étudierons l'état actuel des systèmes productifs des villages de cette région d'Alindao. Il aurait sans doute été possible à l'époque de s'orienter, comme cela fut ailleurs le cas, vers l'émergence d'un véritable paysannat, en se limitant à la suppression de l'esclavage domestique, et en maintenant la structure "élémentaire" des exploitations. Cela aurait peut-être permis d'assurer une meilleure viabilité à l'agriculture Banda. Mais une telle préoccupation ne revêtait certes que bien peu d'importance au début de ce siècle, alors qu'il n'était question que d'"exploitation", et pas encore de modernisation.

En outre, si les systèmes cultureux des populations Ngbugu ont dans l'ensemble pu, durant ces quelques 20 années, subsister, ils vont eux aussi peu à peu s'insérer¹³⁷ dans une économie d'échanges d'une dimension toute autre que celle qu'ils avaient connue avant la colonisation européenne. En effet, passées les premières années de la colonisation, marquées par une exploitation "irraisonnée" du caoutchouc d'herbes, du fait des impérieux besoins de la Défense Nationale, les cycles cultureux demeurèrent orientés vers la satisfaction des besoins de la métropole, permettant ainsi leur insertion dans une économie d'échanges intercontinentale. Nous étudierons les

¹³⁵ "Il est inutile de s'attacher aux groupements Boubous, importants du point de vue population mais qui, faute de ressources, ne pourront jamais payer intégralement l'impôt. (...) Les indigènes sans ressources devront être délaissés momentanément" (Journal du Poste d'Alindao, 1915).

¹³⁶ C'est selon nous en partie la meilleure adaptation Ngbugu à leur nouveau milieu "naturel" qui explique que leurs systèmes productifs aient été moins déstabilisés par le fait colonial que ceux des Yakpa, moins préparés en quelque sorte à ce choc.

¹³⁷ Certes toujours plus lentement que ceux des Yakpa. C'est ce qui transparaît de la lecture du journal du Poste d'Alindao, les Ngbugu demeurant, longtemps encore, plus réfractaires que les autres populations.

modalités de cette insertion dans le chapitre suivant¹³⁸. Terminons auparavant celui-ci en nous penchant sur les rapports entretenus entre les colonisateurs et les Banda colonisés.

2.2. Les rapports entre colonisateurs et colonisés

En 1915, lors de la création de la subdivision d'Alindao, il est clair que la promotion d'un paysannat indigène, l'amélioration des conditions de vie des populations et la viabilité de l'agriculture Banda ne constituaient pas des objectifs majeurs¹³⁹. L'administration de la subdivision a ainsi été longtemps axée sur la collecte, par tous les moyens, de l'impôt. Cette politique s'est largement appuyée sur des "auxiliaires indigènes", gardes et chefs, qui vont remettre en cause les rapports de pouvoir qui prévalaient auparavant dans les systèmes productifs Banda.

2.2.1. Les rapports au colonisateur

P. Kalck parle, pour l'Oubangui-Chari, de la "plus délaissée des colonies"¹⁴⁰. Il est vrai que ce "bout du monde" n'intéressait guère en Métropole, et faute de moyens suffisants, c'est une administration plus que sommaire que les colonisateurs mettront en place, d'abord orientée vers la collecte de l'"impôt indigène", et laissant le champ libre aux sociétés concessionnaires.

a - Argent et impôt

Argent et impôt sont deux aspects indissociables de l'introduction de cette région au sein de l'Afrique Equatoriale Française. Les premières missions d'exploration, avant l'occupation, payaient leur ravitaillement en articles de traite : sel marin, étoffes, cauris, perles et articles de verroterie, cuivre, etc. Ce n'est qu'en 1907 environ que les premières pièces françaises firent leur apparition sur le fleuve, mais elles ne pénétrèrent que lentement vers l'intérieur. Et jusqu'à la création en juillet 1915 de la subdivision d'Alindao, la circulation

¹³⁸ Cf. *infra*, pp. 277-280 et pp. 295-299.

¹³⁹ "Le profit maximum était recherché dans le court terme. La mise en valeur rationnelle et la préservation du capital humain et des ressources naturelles avaient été envisagées après Brazza, par quelques administrateurs auxquels on objectait l'éloignement de la mer des terres oubanguiennes et déjà le degré d'évolution très bas de la population" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 114).

¹⁴⁰ Kalck, 1992, *op. cit.*

monétaire demeura marginale. A cette époque en fait, les populations n'étaient que peu pénétrées, exception faite des villages sous le contrôle de deux chefs, l'un Ngbugu, Lindawo, l'autre Yakpa, Likundu.

C'est avec ce début d'administration que se répandit l'argent dans toute la région. De nombreux "indigènes" y furent un temps hostiles. Ce refus ne correspondait certes pas à une absence de besoins monétaires, les villageois ayant vite compris l'intérêt de l'argent pour se procurer divers biens vendus dans les factoreries. La raison de cette hostilité résidait dans le fait que l'instauration de l'impôt avait suivi de très près l'introduction de l'argent ; un argent dont ils ne profitaient alors guère.

Ainsi, lors de l'exploitation du caoutchouc d'herbes, un travail intense leur était demandé, contre un paiement dérisoire permettant juste de recueillir, au début de l'année, l'argent de l'impôt. Les villageois n'avaient plus comme autrefois, on l'a dit, l'assurance de profiter de leur travail, sentiment qui ne put que les inciter à rechercher d'autres opportunités de gains, et donc à délaisser le travail de la terre¹⁴¹. En outre, dès qu'ils parvinrent à obtenir, par leur travail agricole, quelque numéraire, ils furent souvent confrontés aux jalousies ou au "parasitisme" de leur entourage. On arguait alors d'une "solidarité clanique" qui, dans des villages Banda très "désorganisés", recouvrait plutôt des stratégies individuelles visant à profiter du peu d'argent en circulation là où il se trouvait.

Remarquons aussi que comme la taxe personnelle était difficile à récolter en brousse, on lui substitua un impôt collectif, ôtant ainsi aux Banda un peu plus de leur individualité. Les villages issus des regroupements avaient à verser une somme proportionnelle à leur population. J. Daigre décrit les liens entre caoutchouc et impôt collectif, à la fin de chaque mois : "(...) la récolte était portée au chef-lieu où avait lieu la vente, à raison de quinze sous le kilo. L'administration procédait à la pesée, et, l'acheteur, prenant livraison de la marchandise payait comptant non aux récolteurs mais au fonctionnaire qui versait la somme à l'impôt du village. La masse travaillait ainsi neuf mois consécutifs sans toucher la moindre rémunération"¹⁴².

De plus, l'impôt ne servait pas à la réalisation de travaux pouvant paraître utiles aux yeux des villageois, le justifiant au moins en partie. Impôt fut donc, pour les villageois, synonyme de spoliation pure et simple, une vision qui demeurera très longtemps vivace, en fait jusqu'à sa suppression récente par F.A. Patassé.

¹⁴¹ Cela ne s'est jusqu'à ce jour guère démenti, les paysans devant toujours quitter le village pour espérer s'enrichir.

¹⁴² Daigre, 1947, *op. cit.*, p. 114.

Avec l'abandon progressif de la collecte du caoutchouc, les moyens d'obtenir l'argent nécessaire à l'impôt collectif se diversifièrent. On peut lire ainsi, dans le journal du poste d'Alindao, pour l'année 1919, la constitution de l'impôt des Yakpa : "en caoutchouc pilonné, graines et huile de palme, vivres divers, miel, houes, paniers doubles". Les Ngbugu, jugés sans grandes ressources et plus réfractaires, n'ont pendant longtemps que contribué pour une faible part à l'impôt recueilli dans la subdivision¹⁴³. Au début des années 30 encore, certains groupements Ngbugu se montraient hostiles à son paiement.

Mais cet impôt ne fut certes pas la seule ponction opérée sur les populations de la région, dans un système associant une administration manquant de moyens et les intérêts privés d'une société concessionnaire, "La Kotto".

b - Entre "administration" et "concession"

La région d'Alindao fut donc pacifiée et administrée assez tardivement. Avant 1915, elle eut surtout à subir les exactions des colonnes opérant la reconnaissance du pays ou assurant la jonction entre les postes. Après 1915, elle fut mise en coupe réglée par l'association administration-société concessionnaire. De nombreux historiens ont mis en exergue les ravages occasionnés par le régime des concessions, tant dans l'Oubangui-Chari qu'ailleurs en Afrique centrale¹⁴⁴. Nous ne nous attarderons donc pas sur les modalités générales de ce régime, mais plus sur sa mise en oeuvre dans la région de notre étude. C'est la société "La Kotto"¹⁴⁵ qui obtint le droit d'exploiter les richesses de cette région, ainsi que celles de la Haute Kotto.

Ses agents, dans bien des cas des individus brutaux et en marge de leur société, travaillaient souvent en collaboration avec les chefs de postes. Nous avons déjà présenté le système triangulaire qui s'était édifié entre les récoltants du caoutchouc, assujettis à l'impôt, les représentants de l'administration vendant ce caoutchouc, aux agents qui fournissaient ainsi le montant de l'impôt

¹⁴³ Ainsi, en 1924, la part d'impôt des Ngbugu se montait à 12000 F, sur un total de 55867.

¹⁴⁴ En plus de P. Kalck, nous renvoyons le lecteur à une vision marxiste de ce système concessionnaire : COQUERY-VIDROVITCH (Catherine). - *Le Congo français au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930)*. - Thèse de doctorat ès lettres, Paris, Sorbonne, avril 1970.

¹⁴⁵ Cette société et toutes les autres pouvaient paraître puissantes vues de Bangui, du fait de l'impact que leur action avait sur le milieu villageois, mais en France, elles auraient été classées parmi les P.M.E. (Cf. CANTOURNET (Jean). - *Production cotonnière et développement : le cas centrafricain*. - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2218, 13 mai 1988. - p. 1234).

en numéraire. Ces acheteurs en tiraient grand bénéfice, car en ces temps de guerre, les cours étaient très élevés¹⁴⁶.

Bien entendu, le cahier des charges des sociétés concessionnaires prévoyait entre autres choses la création d'écoles, de routes, de plantations industrielles, d'essais d'élevage, etc. Mais la plupart de ces clauses restèrent, dans le bassin de la Kotto comme ailleurs, lettre morte, les agents se contentant d'acheter l'ivoire et le caoutchouc, puis, plus tard, le coton, et les fonctionnaires se préoccupant surtout de la collecte de l'impôt.

Les Ngbugu - et tous les autres - réfractaires eurent particulièrement à souffrir de cette "collaboration". Un chef de circonscription capturait ainsi les femmes et les cédaient à des hommes "soumis", des "Riverains" par exemple, pour services rendus. Quant aux hommes, certains étaient livrés, pour le montant de leur taxe d'impôt, à "La Kotto", qui les déportait dans la Haute Kotto inhabitée, pour la récolte du caoutchouc de liane¹⁴⁷, d'autres étaient envoyés à Bangui et mis sur des chantiers routiers.

Car les activités agricoles et de cueillette ne constituaient pas les seuls travaux forcés auxquels l'administration, ne disposant que de moyens dérisoires, soumettait les populations. Il y avait bien entendu le portage¹⁴⁸, qui disparut peu à peu après l'implantation de pistes carrossables dans la colonie. Les Ngbugu "soumis", n'ayant pas d'autres ressources, y furent assez astreints. Il y avait aussi les travaux routiers, auxquels chaque village devait apporter sa contribution en hommes¹⁴⁹. Une grande ponction en hommes eut lieu, vers la fin des années 20, afin d'alimenter les effectifs de travailleurs du "Congo-Océan". De nombreux villageois fuyaient en brousse pour échapper aux recrutements, dont on savait que peu revenaient.

Quant aux Ngbugu, leur "pacification" se prolongea jusqu'en 1926 essentiellement, date de la mort du chef Aju. Mais, même après cette "pacification", longtemps encore fort relative, la main d'oeuvre Ngbugu

¹⁴⁶ Il existait aussi parfois, selon J. Daigre, des arrangements entre Chefs de subdivision chargés du contrôle du marché, et commerçants acheteurs : "Le fonctionnaire prélevait pour son compte quelques kilos à chaque pesée", ce qui obligeait l'"indigène" à un mois de travail supplémentaire pour compléter l'impôt (Daigre, 1988, *op. cit.*, p. 43 bis).

¹⁴⁷ Daigre rapporte ainsi dans ses notes : "La subdivision de Lindawo a fourni à l'administrateur Bambou (surnom de Vendôme), de Mobaye, de très nombreux prisonniers ; ils étaient livrés pour le montant de leur impôt (7 francs) à la société concessionnaire de la Kotto qui les expédiait en troupeau dans les régions désertiques de la Haute Kotto pour la cueillette du caoutchouc de lianes. Beaucoup de ces nouveaux esclaves ne sont jamais revenus de leur exil" (Daigre, 1988, *op. cit.*, p. 64).

¹⁴⁸ Chaque homme recevait une charge de 30 kilos environ, chaque étape durait quelques 25 km, aucune nourriture n'était prévue. Très souvent, on en venait à retenir son maigre salaire pour le verser à l'impôt du village.

¹⁴⁹ Ainsi le chantier de la route reliant Djambo (aujourd'hui Tagbalé) à Pouloubou (chantier aurifère) occupait, en 1932, 1400 travailleurs (Journal du Poste d'Alindao, 1932).

conserva cette réputation d'être "la plus détestable qui soit"¹⁵⁰, montrant une évidente mauvaise volonté pour les travaux sur les routes, dans les villages, dans les plantations collectives, pour le paiement de l'impôt. Bien que "pacifiés", les Ngbugu continuèrent en fait à lutter farouchement pour préserver leur autonomie.

Après 1918, année durant laquelle les populations étaient souvent dans un état lamentable¹⁵¹, l'administration de la subdivision s'adoucit quelque peu ; ainsi durant les années 20 l'impôt collectif fut aboli et l'on revint à une taxe individuelle, entraînant moins d'abus et de spoliations pour "l'indigène". Le travail forcé, lui, demeura inscrit en termes à peine voilés dans le code de l'Indigénat, créé par un arrêté du gouverneur général en 1925¹⁵². Ce n'est qu'en 1946 qu'une loi l'abolit, tout au moins en théorie, car sur le terrain les choses en allèrent bien sûr tout autrement durant longtemps encore¹⁵³.

Au total, on perçoit donc combien l'articulation des populations Banda aux marchés internationaux et leur insertion au sein de la colonie oubanguienne se sont déroulées sur base de contrainte et de - ce qui était vécu comme - spoliation. Mais tout ceci n'a pu se faire que grâce aux relais que les Européens ont réussi à trouver ou créer, dans des intermédiaires "indigènes".

2.2.2. Les auxiliaires de l'administration coloniale

Nous séparons ces intermédiaires entre administration coloniale et populations oubanguiennes en deux grandes catégories : les gardes et miliciens engagés par chaque chef de poste, et les chefs désignés des nouveaux villages issus des regroupements.

¹⁵⁰ Journal du Poste d'Alindao, 1925.

¹⁵¹ J. Daigre, encore lui, décrivait dans ses notes, non destinées à publication, l'état des populations de Lindawo qu'il avait visitées à la fin de 1918 : "La vue de ces groupements m'a laissé une pénible impression parce que je n'y ai rencontré que des gens faméliques et des ruines. (...) A juger d'après les ruines et les déclarations des Indigènes, cette région aurait peut-être perdu plus de la moitié de ses habitants au cours des années 17 et 18. Les populations ont été particulièrement maltraitées" (Daigre, 1988, *op. cit.*, p. 64).

¹⁵² Ainsi, parmi la liste des incartades susceptibles de sanctions, on pouvait lire : "refus d'exécuter les travaux ou de prêter les concours réclamés par réquisition écrite ou verbale pour un cas intéressant l'ordre, la sécurité ou l'utilité publique. Mauvaise volonté à exécuter ces travaux ou à prêter concours" (cité par Kalck, 1992, *op. cit.*, p. 230).

¹⁵³ La perpétuation de fait du travail forcé sera dénoncée avec force par B. Boganda, alors député, durant les années 50. Sur Boganda, on lira : KALCK (Pierre). - *Barthélemy Boganda*. - Paris, Editions Sépia, 1995. - 218 p.

a - Les gardes et miliciens

S'il est un point sur lequel les témoignages des missionnaires, ceux des fonctionnaires en poste à Alindao et les souvenirs des vieux villageois s'accordent, c'est bien sûr la médiocrité des auxiliaires "indigènes" employés alors par l'administration.

Ce furent d'abord les gardes appartenant aux colonnes de reconnaissance et de "pacification" qui se livrèrent à de nombreuses exactions. Celles-ci s'intensifièrent avec l'exploitation intensive du caoutchouc d'herbes. Chaque village concerné fut alors occupé par un ou plusieurs gardes, assistés de plusieurs auxiliaires, chargés de diriger cette exploitation. Les acheteurs leur distribuaient avec largesse des primes à la production afin de les inciter à intensifier la récolte, ce que les gardes firent en instaurant le travail de nuit, en se livrant à de multiples actes de violence¹⁵⁴, et de cruauté souvent gratuite.

De même, les plantations collectives se firent sous la direction de gardes ou de "miliciens". C'était le régime de l'arbitraire dont le milicien était le maître, soumettant les villageois à ses caprices, vivant avec toute sa "famille" en parasite aux dépens du village ou du secteur qu'il avait sous sa coupe, chaque village devant, sous peine de représailles, fournir son tribut. Ils commettaient leurs exactions en toute impunité, les gardes de certains groupements restèrent par exemple sans voir le chef de subdivision de 1915 à 1922¹⁵⁵. Les miliciens n'étaient pourtant guère appréciés de leurs chefs, qui les trouvaient "menteurs, chapardeurs, indisciplinés, palabreurs, ..." ¹⁵⁶, mais ce que l'on demandait d'eux, c'était avant tout une rentrée satisfaisante de l'impôt.

Souvent alcooliques¹⁵⁷, disposant d'un grand nombre de femmes volées dans les villages sous leur dépendance¹⁵⁸, ces gardes étaient au début des Sango originaires de Mobaye, mais dès 1917, ils furent engagés sur place à Lindawo. Les exactions, malgré les similitudes ethniques, n'en furent pas réduites pour autant : les gardes Banda ne montrèrent pas moins de mépris et de cruauté vis-à-vis des villageois que les "Riverains". Il est à remarquer que de nombreux "esclaves", les plus enclins à collaborer avec l'administration coloniale, devenaient des miliciens ; ce passage d'une situation d'infériorité à

¹⁵⁴ J. Daigre rapporte : "Des auxiliaires, s'érigeant en policiers, donnaient la chasse aux nombreux récolteurs qui essayaient de se soustraire à la corvée et l'on rencontrait de longues files de prisonniers, la corde au cou, nus, pitoyables" (Daigre, 1947, *op. cit.*, p. 115).

¹⁵⁵ Journal du Poste d'Alindao.

¹⁵⁶ Journal du Poste d'Alindao, 1918.

¹⁵⁷ Les décès "pour cause d'alcoolisme" étaient fréquents (Journal du Poste d'Alindao, 1924).

¹⁵⁸ "Etat détestable des gardes qui ont au poste à leur service une centaine de pucelles" (Journal du Poste d'Alindao, 1929).

celle de représentant de la nouvelle autorité peut sans doute contribuer à expliquer l'ampleur des exactions commises.

Certains chefs de Poste réagirent parfois, et, au fil des années, les exactions des auxiliaires autochtones se firent moins nombreuses, ou en tous cas moins cruelles. Elles se perpétuèrent, certes sous une forme bien atténuée, dans les abus de toutes sortes que commettront, au nom de l'administration, les *boys-coton*. Et sans doute peut-on trouver dans un tel contexte historique les racines du climat d'arbitraire et d'impunité au sein duquel vivent les paysans actuels dans leurs relations avec les représentants de l'Etat centrafricain, nous le verrons¹⁵⁹. Mais les colonisateurs, en imposant des "chefs" aux villageois, ont aussi profondément modifié les rapports de pouvoir et les institutions des villages Banda.

b - Les chefs administratifs

Nous avons dit, dans la première section de ce chapitre¹⁶⁰, que c'est l'homme libre le plus influent qui s'imposait comme chef du village Banda précolonial, qu'il soit par ailleurs chef de clan ou non. Le groupement des villages et la transformation de son rôle par l'administration coloniale donnèrent à ce chef une autorité accrue.

L'individu promu chef par l'administration était parfois un homme déjà influent, qui voyait alors son pouvoir confirmé et considérablement renforcé. Tel fut le cas du chef Ngbugu Lindawo, sur lequel l'administration s'appuya afin de mieux pénétrer et "pacifier" le pays Ngbugu. Plus souvent, les chefs présentés à l'administrateur étaient des hommes de paille, les vrais chefs, véritablement influents sur les autres villageois, préférant demeurer en retrait¹⁶¹. Dans bien des cas aussi, les Européens plaçaient à la tête des villages des hommes jugés de confiance, par exemple des interprètes, des *boys*, ou même des anciens esclaves qui trouvaient là l'occasion de prendre leur revanche.

Quelles étaient les fonctions de ce chef administratif ? Il constituait en fait l'interlocuteur privilégié pour le colonisateur, et surtout le responsable en dernier recours d'une collecte satisfaisante de l'impôt dans le village. Il n'était pas rare de voir des chefs emprisonnés du fait de leur manque de zèle dans cette collecte. Ceux-ci avaient donc tout intérêt à ce que les exigences du chef de Poste et des gardes soient satisfaites. Un tel rôle était fort éloigné des

¹⁵⁹ Cf. *infra*, pp. 461-463.

¹⁶⁰ Cf. *supra*, p. 224.

¹⁶¹ "(...) aucun des chefs de guerres placés à la tête des tribus n'aurait alors consenti à se faire collecteur d'impôts et contremaître de récolteurs de caoutchouc" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 101).

fonctions remplies par les anciens chefs, qui cumulaient eux des pouvoirs politiques, religieux et économiques¹⁶², dans les limites imposées par la coutume et les sociétés secrètes.

Au contraire, comme pour les gardes, l'"arbitraire" a vite occupé une place déterminante dans les relations de ces chefs à leurs administrés. L'exemple le plus flagrant est sans doute le comportement de Lindawo¹⁶³. Ce sont les colonisateurs qui, on l'a dit, élargirent son influence. Lindawo sut profiter de ce soutien en commettant de nombreuses exactions, à un point tel que l'administration dut se résoudre à le neutraliser et à l'exiler sur Bangui. Mais ce chef Ngbugu ne fut pas le seul à commettre maints abus sous couvert de ces fonctions d'auxiliaires de l'administration, comme on peut le lire dans le registre confidentiel de Mobaye (février 1918) : "Sokambi, Alindao, Otto, Bodro, Bibima, Mossaba, sous couleur d'aider l'administration à percevoir l'impôt, tuent, pillent, emmènent des esclaves. L'abondance du gibier humain est telle qu'un esclave s'échange souvent pour un panier de manioc ou deux paniers de maïs"¹⁶⁴.

Durant l'exploitation du caoutchouc, les chefs étaient, comme les gardes, incités par les commerçants à augmenter la production, les cadeaux les plus courants étant les bouteilles d'alcool. Ils profitèrent aussi du système des plantations collectives, dans lequel ils détenaient un rôle clef : c'était eux qui répartissaient les produits issus de ces plantations, après avoir prélevé ce qui devait satisfaire aux réquisitions du Poste. Ils disposaient du solde à leur guise, sans contrôle, exploitant ainsi les véritables producteurs, avec l'aide des miliciens. Ils associaient souvent les plantations collectives avec leurs propres plantations. Ce système prit fin, le travail fut déclaré libre, mais les chefs interférèrent encore longtemps dans la répartition des travaux et des produits agricoles¹⁶⁵. En outre, c'était à eux de désigner les "volontaires" pour les différents travaux "d'intérêt public", ce qui leur permettait tous les arbitrages.

L'usage que beaucoup de chefs firent de leurs prérogatives fut à l'origine de la fuite de nombreux jeunes villageois, cherchant en ville un refuge contre les extorsions de travail, de produits et d'argent qu'ils avaient à subir en brousse. Il ne s'agissait pas alors de fuir une tradition "étouffante" mais plutôt d'échapper aux abus de pouvoir de chefs "administratifs" laissés sans contrôle.

¹⁶² A tel point que, pour désigner ce "chef administratif", il fallut recourir au terme Sango "makondji".

¹⁶³ Qui laissera son nom au Poste appelé à devenir chef-lieu de sous-préfecture.

¹⁶⁴ Cité par Kalck, 1992, *op. cit.*, p. 224.

¹⁶⁵ Ils faisaient parfois travailler les forgerons à leur seul avantage, ce qui n'a pu que contribuer à l'extinction de cette activité jadis essentielle et respectée.

Toutefois, peu à peu, avec la restauration de l'impôt individuel et le nouvel essor des plantations personnelles, les villageois n'obéirent plus si bien aux chefs, qui ne tiraient leur légitimité que des moyens coercitifs fournis par l'administration. Ces chefs se révélèrent alors incapables de redonner une cohésion minimale aux villages dont ils avaient la charge ; des villages désertés par de nombreux jeunes se rendant près des centres, "désenchantés" par l'abandon des rites agraires, désorganisés par l'interdiction et la quasi-disparition des sociétés secrètes, par l'abandon de certaines règles de vie et de travail, par les jalousies liées à la détention de numéraire, par l'émergence d'un important parasitisme, etc.

Il nous semble opportun, pour clore ce troisième chapitre, de redire les nombreux bouleversements vécus dans les systèmes productifs Banda, avant et après la mise sous tutelle coloniale. Nous avons d'abord montré la logique "guerrière" des systèmes de production mis en oeuvre, toutes les "simplifications" issues de la dynamique migratoire de ces populations, la fragilisation en somme de sociétés qui ne résistèrent alors que très peu aux ruptures engendrées par la colonisation française : abandon du village élémentaire, regroupement hétérogène, corvées, travail collectif, plantations collectives, arbitraire des gardes, renforcement du pouvoir des chefs.

Violences précoloniales, brutalité du choc colonial, structuration sociale peu marquée, fragilité d'une agriculture "guerrière",... Autant de facteurs qui rendaient fort problématique l'émergence d'une réaction collective adaptée à cette nouvelle situation de dépendance et de coercition, et qui contribuèrent largement à la marginalisation des villages Banda.

Certes, la meilleure adaptation précoloniale Ngbugu a sans doute permis à ces populations d'opposer une résistance accrue à l'impact colonial, une résistance qui expliquera certaines des différences actuelles entre Yakpa et Ngbugu, on le verra. Mais, d'une manière générale, les changements de mentalités, l'apparition de nouveaux comportements, de nouveaux rapports sociaux, liés à tous ces bouleversements historiques sont encore observables dans la brousse d'Alindao aujourd'hui. C'est ce que nous comprendrons en analysant, dans les chapitres suivants, la situation actuelle des villages et les "capacités" paysannes.

Que serait-il advenu de l'agriculture Banda si le choc colonial ne s'était pas produit ? Une stabilisation des populations aurait-elle permis une certaine intensification des pratiques culturelles, comme on pouvait en voir quelques prémices au début de ce siècle ? Un questionnement face auquel on ne peut

que se perdre en conjectures. Ce qui est certain au contraire, c'est que la politique de modernisation mise en oeuvre des lendemains de la seconde guerre mondiale jusqu'aux années 80, ne va conduire, la plupart du temps, qu'à une perpétuation du caractère extensif des systèmes de production Banda, qu'elle ne va pas en accroître, en fait, la viabilité. C'est à l'analyse de cet échec qu'est consacré le chapitre suivant.

Chapitre 4 :

Les aléas de la "modernisation"

De même que le faible nombre des écrits d'exploration empêche d'avoir une idée très précise de la situation précoloniale des groupes Yakpa et Ngbugu, la quasi-absence d'études de fonds, menées sur ces populations durant la période de la modernisation, rend malaisée l'analyse des évolutions qui ont été vécues au sein de leurs systèmes productifs. Hormis les classiques objectifs, intentions et bilans établis dans le cadre des plans de développement économique et social successifs, nous ne connaissons que les travaux de la Mission socio-économique Centre Oubangui, menés durant la phase de décolonisation du pays, sous deux angles usuels : celui des monographies villageoises, permettant d'avoir une idée assez fiable des emplois du temps agricoles, et celui d'enquêtes plus ponctuelles, donnant une vue d'ensemble des systèmes productifs. Ces travaux nous livrent une image, certes incomplète¹, de ce qu'était devenue l'agriculture oubanguienne après quelques six décennies de colonisation, mais aussi et surtout de la vision qu'en avaient ceux qui envisageaient sa modernisation.

Précisons d'ailleurs que nous ne partagerons pas ce chapitre sur la base historique usuelle, c'est-à-dire en faisant de l'accès à l'indépendance politique de l'Oubangui-Chari le pivot de l'analyse. En effet, la rupture politique de l'accession à l'Indépendance s'est surtout traduite, en matière de politique agricole, par une continuité de principes et de pratiques², qui se solde aujourd'hui par un échec patent.

Il ne nous semble en effet pas excessif de parler d'échec, en regard du bilan de quatre à cinq décennies de politique de développement rural basée sur la doctrine de la modernisation. C'est justement un tel bilan que nous tenterons de dresser tout au long de ce chapitre. Nous analyserons d'abord les principes qui régissaient, en Centrafrique, cette politique, ainsi que deux de ses

¹ Tout l'Est du pays n'a fait l'objet d'aucun de ces travaux. En outre, au sein des différentes zones étudiées, les différenciations ethniques ne sont que rarement évoquées. Ces travaux ne nous permettent ainsi que rarement d'avoir des données spécifiques aux populations Yakpa, ou Ngbugu.

² Nous pouvons reprendre à notre compte cette appréciation d'A. Guichaoua sur la politique agricole congolaise : "Avec quelques 25 années de recul, il apparaît manifeste que le domaine agricole est celui où le legs colonial est géré avec le plus grand «conservatisme», dans la continuité des logiques héritées" (Guichaoua, 1987, *op. cit.*, tome 2, p. 164).

instruments essentiels, la promotion de la culture attelée et la création d'organisations rurales. Puis nous opterons pour une étude par produits, en insistant particulièrement sur le cas du coton, qui devait être la culture phare de l'intensification agricole.

SECTION 1 : LA MODERNISATION, DE LA "DOCTRINE" A LA PRATIQUE

Cette section ne constitue que le prolongement oubanguien puis centrafricain de thèses déjà largement évoquées dans le premier chapitre de ce travail, tendant à démontrer l'irrationalité paysanne³. A partir de la création, en 1946, du F.I.D.E.S.⁴, l'agriculture de cette région a en effet connu le même type de politique de développement rural que de nombreuses autres agricultures jugées archaïques. Il s'agissait de lui faire franchir les étapes qui l'amèneraient à devenir "moderne". L'adoption de la traction animale et le regroupement des producteurs au sein d'organisations rurales constituaient deux de ces étapes majeures. Après donc avoir étudié la doctrine devant régir la modernisation de l'agriculture centrafricaine, nous analyserons l'échec de ces "étapes" jugées primordiales, l'utilisation massive de la culture attelée d'une part, la promotion de la structuration rurale de l'autre.

1.1. La doctrine de la modernisation

Tout en gardant à l'esprit ce que nous avons déjà dit sur cette doctrine, nous allons nous attacher au cas spécifique des paysans du Centrafrique. Dans un premier temps, nous voudrions montrer que la thèse de l'"irrationalité" du paysan fut largement défendue tant qu'il était question de moderniser la brousse. Puis nous présenterons les caractéristiques majeures de ce "progrès" prôné alors par les développeurs.

1.1.1. L'irrationalité postulée des paysans Banda

Les analyses des comportements des paysans Banda ont souvent été basées sur une vision très répandue de la culture sur brûlis, perçue comme une

³ Cf. *supra*, pp. 56-66.

⁴ Fonds d'Investissement pour le Développement Economique et Social. Cette création marque en quelque sorte le passage de logiques de stricte "exploitation" à une optique de "développement".

forme d'agriculture extrêmement primitive, dépassant à peine le stade du nomadisme des peuples de chasseurs et cueilleurs, impliquant d'importantes destructions du milieu naturel, n'assurant au cultivateur que le minimum vital⁵. Bien entendu, on mettait en avant les blocages inhérents au milieu naturel⁶ ; mais au delà des facteurs physiques, et lorsque l'on abordait l'élément humain, il était souvent question, au pire de primitivité, au mieux d'irrationalité.

Ainsi, J. Daigre, l'un des premiers Européens à avoir pénétré l'univers Banda, parlait par exemple de ces "primitifs", donc la plupart continuaient, "sans trop s'en faire, les travaux de leurs ancêtres, avec les mêmes méthodes surannées"⁷.

En 1956, R. Guillemin, agronome en mission pour l'Inspection Générale de l'Agriculture, opposait lui l'irrationalité du paysan oubanguien à la rationalité du planteur européen : "L'autochtone n'a comme objectif que la satisfaction, irrationnelle d'ailleurs, de ses besoins, sans souci d'équilibre nutritionnel et uniquement pour éviter la famine qu'il ne connaît que trop, tandis que l'Européen exploite le sol de manière à obtenir la quantité de produit maximum, obligé qu'il est de satisfaire aux nécessités de l'exportation, en particulier"⁸. Il relevait en outre la "primitivité incontestable du milieu ethnographique oubanguien"⁹.

Dans le même esprit, M. Georges, s'attachait, en 1960, à définir la psychologie "du" Banda : "Le Banda est inconséquent ; si la surveillance sanitaire ne semble pas poser de problèmes autres que financiers, il semble que l'éducation des individus, la création d'un réflexe d'activité, d'une mystique du travail, soit une entreprise de longue durée". Inconséquent, il est aussi des plus imprévoyants : "Le Banda n'est sensible qu'au présent ; l'avenir de ses enfants le préoccupe peu malgré son affection ; s'il se rend compte de l'amélioration de son sort depuis 50 ans, il n'en tire pas d'enseignement dans la vie de tous les jours et n'a pas trouvé en lui la volonté de progrès qui pourrait remplacer celle qui lui a été imposée jusqu'ici par la présence européenne"¹⁰.

Ces analyses nous semblent assez révélatrices d'une tendance répandue à l'époque, celle d'une observation synchronique du réel. De nombreux auteurs oubliaient en effet que les réalités observables durant ces

⁵ Sur cette vision de la culture sur brûlis, on lira Riou, 1989, *op. cit.*, p. 33.

⁶ Nous reviendrons sur cette vision pessimiste des potentialités des sols tropicaux dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 355-357).

⁷ Daigre, 1947, *op. cit.*, p. 69.

⁸ Guillemin, 1956, *op. cit.*, p. 7.

⁹ *Idem*, p. 105.

¹⁰ GEORGES (Michel). - *Pouyamba, village Banda en savane centrafricaine*. - Paris, B.D.P.A., 1960, deux tomes. - p. 137.

années 50 étaient les fruits d'une histoire tourmentée, dont notre lecteur connaît maintenant les grandes lignes. Ils tendaient alors à considérer le résultat de cette évolution comme le "fonds" traditionnel de ces populations Banda, s'attachant ainsi au mythe des sociétés africaines "immobiles" ou "a-historiques". Tout au long du chapitre précédent, nous nous sommes au contraire attaché à analyser les causes historiques majeures de la "régression" des systèmes productifs agricoles oubanguiens, et de ceux du pays Banda en particulier.

Ainsi cette "inconséquence" des villageois, cette grande sensibilité au présent, que relève M. Georges, trouvent bien plus leur origine dans l'histoire et dans les conditions d'existence des populations en cette fin des années 50, que dans quelque atavisme ancestral¹¹. De même, l'amélioration, certes incontestable, du sort "du" Banda, dont parle ce même M. Georges, doit être relativisée, si l'on prend comme base, non pas l'état des systèmes productifs après les premières années de la colonisation, mais ce qu'ils étaient, en temps de paix, avant la pénétration européenne.

Et si une certaine rationalité était parfois accordée au comportement productif usuel des Banda, elle était alors considérée comme largement inintentionnelle, l'équilibre se réalisant en dehors de la compréhension et de la volonté du cultivateur. Citons là encore R. Guillemin, selon lequel l'agriculture primitive, basée en grande partie sur la production du sorgho, était généralement en équilibre avec les conditions du milieu où elle s'exerçait et dont elle savait tirer partie au maximum : "Cet équilibre, réalisé en dehors de la volonté du cultivateur qui ne connaissait qu'un seul critère, celui du tonnage finalement produit, résultait en grande partie du nomadisme cultural qui était de règle et qui n'offrait aucune difficulté, le paysan ne réalisant aucun investissement foncier sur les terres qu'il exploitait. (...). En fait, c'est donc un peu malgré lui que l'Oubanguien conservait son patrimoine foncier (...)"¹². Un tel raisonnement privilégie par trop, nous semble-t-il, la rationalité inintentionnelle¹³. Car nous avons vu combien les villageois, dès lors qu'ils se stabilisaient, avant la grande désorganisation des systèmes productifs Banda tout au moins, avaient conscience de l'importance de la durée de la jachère afin que les sols retrouvent leurs capacités productives. Ils préféraient ainsi aller cultiver assez loin du village ou implanter ailleurs leurs cases, plutôt que de surexploiter les terres proches. Ce n'est donc pas malgré eux, aujourd'hui

¹¹ Cf. nos hypothèses H4 et H10 (cf. *supra*, pp. 156-159 et pp. 162-165).

¹² Guillemin, 1956, *op. cit.*, p. 104.

¹³ Tout équilibre se réalisant alors en dehors de la conscience et de la volonté de l'acteur. Sur cette notion de rationalité inintentionnelle, nous avons déjà cité Godelier, 1966, *op. cit.*

comme hier, que des paysans conservent leur "patrimoine terrien", ou d'ailleurs qu'ils le dégradent, nous le verrons¹⁴.

En outre, la passivité souvent bien réelle que fustigeaient les développeurs ne constituait-elle pas, plutôt qu'une preuve de "primitivité", une simple réaction en face d'entreprises "non compréhensibles car non compréhensives", selon l'expression de J. Charmes¹⁵ ? C'est aussi ce que remarquait P. Kalck en 1959 : "Le villageois oubanguien a souvent sur sa terre des connaissances qui ne sont pas toujours de simples croyances magiques et que malheureusement il tait devant certains techniciens qui, une fois pour toutes, l'ont décrété ignare et bon à rien"¹⁶.

Certains auteurs ont certes reconnu, avec Kalck, la bonne adaptation de l'agriculture aux besoins exprimés et aux contraintes rencontrées, c'est-à-dire compte tenu des capacités de ceux qui la perpétuaient. C'est ainsi que M. Lafarge, concluait son rapport sur l'enquête agricole menée dans le "Centre Oubangui" en 1959-1960 : "(...) leurs méthodes culturales sont parfaitement adaptées à leurs besoins, du moins en fonction de leurs possibilités actuelles. L'utilisation des soles cotonnières, le choix des terres, la nature des plantes associées, la rotation des cultures, la conduite même de l'exploitation, constituent autant d'éléments qui prouvent que les agriculteurs centrafricains agissent selon des règles dictées par une connaissance non négligeable de la valeur de leur sol"¹⁷.

Car, une fois encore, il semble que l'on ne peut percevoir la logique des pratiques culturales observées sans la rattacher au contexte au sein duquel elles étaient menées, c'est-à-dire au passé des Banda et à leurs conditions d'existence durant l'après-guerre. Mais de telles nuances n'étaient alors que rarement de mise et le thème de l'irrationalité "du" paysan centrafricain a ainsi longtemps dominé les discours : médiocre productivité du travail, faibles rendements, incapacité des cultivateurs à réaliser l'allocation optimale des ressources, volonté de conserver des méthodes ancestrales surannées,

¹⁴ Cf. *infra*, pp. 339-344.

¹⁵ CHARMES (Jacques). - Théorie et pratique de la vulgarisation agricole. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 12, n°3, 1975. - p. 250. Le refus des innovations proposées ne constitue selon lui qu'une "(...) réaction critique en face d'actions niant toute initiative et tout droit de critique aux principaux intéressés" (p. 249).

¹⁶ Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 294.

¹⁷ LAFARGE (Marcel). - *Enquête agricole en République centrafricaine. 1960-1961*. - Paris, I.N.S.E.E., novembre 1965. - p. 267. Mais il insistait aussi avec raison sur le problème de la réduction de la durée de la jachère, avec l'épuisement des sols et la baisse des rendements en conséquence. Il mettait en évidence la naissance de "véritables auréoles d'érosion", notamment autour d'Alindao.

persistance des activités d'autosubsistance faisant obstacle à l'expansion des activités monétarisées, incapacité à fournir un effort suivi, etc.

Les paysans Ngbugu, s'ils se montraient attachés au travail de la terre, étaient aussi - et le demeurent d'ailleurs - réputés pour être farouchement attachés aux "vieilles" méthodes de culture, d'apporter moins de soins "rationnels" à leurs champs que d'autres paysans, et ce d'abord du fait de leur "caractère" indocile, déjà évoqué : peu réceptifs à la vulgarisation, ils ont toujours eu tendance à peu appliquer les changements de "productivité" préconisés par les développeurs et à s'en tenir aux méthodes usuelles. Cette faible réceptivité au "progrès" explique sans doute la présence peu importante, au sein des populations Ngbugu, des derniers intervenants extérieurs. Ceux-ci ont souvent privilégié les Yakpa, plus "malléables". Remarquons sans ironie que la situation actuelle respective des agricultures Yakpa et Ngbugu semble bien démontrer qu'il n'y a pas de lien de causalité systématique entre une présence continue de modernisateurs et une augmentation de la viabilité de ces agricultures ou une amélioration des conditions de vie des populations concernées. Mais il est vrai qu'une telle amélioration ne constituait pas, au delà des discours de principe, le but majeur de la promotion du "progrès" dans les campagnes oubanguiennes puis centrafricaines.

Mais quel était donc ce "progrès", préconisé dès la fin de la seconde guerre mondiale par les économistes et les agronomes ?

1.1.2. "Les successives «marches» du progrès agricole"¹⁸

En 1966, R. Dumont exposait lui-même ces "marches".

La première ne nécessitait pas de technicité, et consistait en la précocité de la défriche, du houage et du semis sur des champs bien choisis et regroupés en ensembles notables. Ces principes se retrouvaient dans les consignes données aux paysans par les vulgarisateurs, et particulièrement par les "boys-coton". Ce regroupement des champs ne pouvait, on s'en doute, plaire à des cultivateurs attachés à leur autonomie. Et effectivement, à chaque relâchement de la pression de l'encadrement, la disposition des champs aura de nouveau tendance à se faire selon le bon vouloir de chacun, compte tenu bien sûr des rapports de force locaux.

La deuxième devait s'attacher aux graines et promouvoir leur sélection, le semis en ligne, les sarclages correctement effectués. Nous reviendrons sur

¹⁸ Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 23.

cette "étape" lorsque nous aborderons, dans le chapitre suivant, les possibilités actuelles d'intensification des systèmes de production Banda¹⁹.

La troisième marche concernait les actions dites de productivité, l'apport d'insecticide et d'engrais. R. Dumont insistait sur les exigences qu'impliquait l'utilisation d'engrais, et tout particulièrement la réalisation des deux étapes précédentes.

La quatrième visait, si bien sûr les trois autres aboutissaient, à la promotion de la culture attelée, permettant les rendements nécessaires au paiement des intrants, à l'amortissement des boeufs et du matériel. Le regroupement des terres de culture prenait selon les techniciens tout son intérêt avec cette utilisation de la traction animale.

Enfin, la cinquième prévoyait la fixation des cultures : dessouchage, cultures continues à courte jachère. Sur ce dernier point, R. Dumont se basait sur les travaux de R. Morel, à Grimari (Uaka), qui tendaient à démontrer la possibilité de faire, dans les savanes humides comme celles d'Alindao, des cultures à courtes jachères fortement fourragères, à condition que le sol ne fût pas dégradé²⁰. Il y avait derrière cet objectif de la culture continue la volonté de réduire le principal des goulots d'étranglement²¹ qui limitaient l'expansion de l'agriculture centrafricaine, à savoir l'insuffisance de la force de travail disponible au début de la saison des pluies, quand aux importants travaux de préculture succèdent les semis et les premiers sarclages²². La culture en continu aurait donc permis de réduire ce goulot, en diminuant l'importance des travaux annuels de préculture²³.

Enfin, l'aboutissement prévu de cette évolution vers le progrès agricole était, bien entendu, la motorisation, devant permettre à la fois une extensification des cultures et une réduction des goulots d'étranglement usuels²⁴. R. Dumont, se voulant réaliste, prônait à ce niveau la prudence et

¹⁹ Cf. *infra*, pp. 362-365.

²⁰ Il insistait aussi sur l'importance des études pédologiques comme préalables à cette fixation, un souci que nous retrouverons là aussi dans le chapitre suivant (cf. *infra*, pp. 374-376).

²¹ La recherche de ces goulots et des moyens de les éliminer constituait, on le sait, une grande part des travaux des développeurs durant les années 50 et 60.

²² Pour compléments, on pourra lire : PIERMAY (Jean-Luc). - La cueillette dans l'économie villageoise centre-africaine. - *Bulletin de l'association des géographes français*, Paris, n°447, 1977. - pp. 343-348.

²³ Pour avoir une idée de cette importance, on lira : GEORGES (Michel). - La vie rurale chez les Banda. - *Les Cahiers d'Outre-Mer*, Bordeaux, n°64, octobre-décembre 1963. - pp. 321-359.

²⁴ Sur la conception usuelle de la motorisation, on se reportera à : BONNEFOND (Philippe). - L'introduction de la motorisation en agriculture traditionnelle. - *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, Vol. 7, n°4, 1970. - pp. 21-33. "Le résultat premier de la motorisation est bien de faire diminuer les temps de travaux par unité de surface, donc d'augmenter les superficies cultivées à temps de travail total égal. Le problème n'est d'ailleurs pas tellement de

rappelait la nécessité de ne pas brûler les "étapes"²⁵. Des conseils qui, dans le contexte de l'époque, en Centrafrique comme ailleurs, ne devaient guère être entendus.

Au total, la stratégie de la modernisation recouvrait en R.C.A. trois impératifs majeurs, que l'on retrouve au fil des "plans de développement".

Il s'agissait d'abord de faire passer les paysans de l'agriculture d'autosubsistance familiale à une agriculture insérée aux marchés, afin, à terme, d'améliorer leur cadre et leur niveau de vie. Toutefois, nombreux étaient ceux qui, avec R. Dumont²⁶ et dans une optique résolument "volontariste", préconisaient en premier lieu l'élévation des niveaux de production et de la productivité, afin d'augmenter les investissements, avant de penser à accroître les niveaux de vie. Les dirigeants de l'Etat ont d'ailleurs pu arguer d'une telle optique pour maintenir de bas prix agricoles, alors qu'ils visaient d'abord à satisfaire les intérêts des populations urbaines, garantes de leur maintien au pouvoir.

Il fallait ensuite faire assimiler à ces paysans les nécessités de la compétitivité : produire plus²⁷, à une meilleure qualité et à des prix compétitifs. Puisque les techniques culturales utilisées étaient jugées inaptes à réaliser ces objectifs, les développeurs proposaient leur "paquet technique", impliquant à la fois une extensification (culture pure, culture attelée puis motorisation) et une intensification (intrants industriels, techniques modernes, telles que le semis en ligne, les pratiques anti-érosives, etc.) des systèmes de production²⁸. Nous verrons que c'est la dimension extensive de ce "paquet" qui a prévalu, ce qui a permis, assez paradoxalement, une certaine pérennisation des systèmes de production "guerriers"²⁹. R. Dumont préconisait aussi une diversification des productions, notamment dans les zones de savane, cotonnières. Cette diversification n'a jamais vraiment eu lieu, et c'est ainsi qu'une zone rurale

réduire globalement les temps nécessaires à l'hectare que de s'attaquer plutôt aux goulots d'étranglement et de mécaniser les opérations correspondantes" (p. 22).

²⁵ "La grande extension de la motorisation, prématurément prévue par le plan biennal, sera utilement reportée aux environs de 1980 ou même de 1990, date à laquelle il sera plus facile de réaliser sa rentabilité". Elle devait en outre, selon lui, avoir pour préalable la généralisation de la culture attelée. (Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 22). Sur les exigences, financières, culturelles, commerciales, humaines, économiques de la motorisation, on lira les chapitres 20, 21 et 22.

²⁶ *Idem*, chapitre 46.

²⁷ "On peut techniquement envisager des rendements de 1000 kgs de coton-graine, 1200 de maïs, arachide et paddy, 500 de sésame et 2000 de farine de manioc à l'hectare" (Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 2).

²⁸ Le lien entre les deux tendances était assuré par la nécessité d'intensifier les pratiques culturales afin de rembourser les investissements liés à l'extension des cultures (attelages, motoculteurs, etc.).

²⁹ Cf. *infra*, pp. 277-280.

comme celle du Yambélé se trouve aujourd'hui quasiment privée de ressources monétaires après la suppression du marché cotonnier.

Enfin, la modernisation visait aussi à transformer en profondeur les hommes eux-mêmes, à leur faire adopter un comportement plus "rationnel", essentiellement vis-à-vis du travail productif³⁰. De cultivateurs, les villageois devaient devenir de véritables fermiers³¹, c'est-à-dire des techniciens et des gestionnaires, dont les comportements correspondraient à la grille d'analyse standard de l'économie rurale³². En outre, les études monographiques menées lors de la mission Centre Oubangui devaient permettre de fournir des comptabilisations efficaces du "travail" et du "non travail" des paysans : "(...) la détermination des «temps compressibles» dans la vie des paysans est le préalable indispensable à toute opération sérieuse de modernisation rurale"³³. Cette volonté de transformer le "non travail" en travail productif constitue, on l'a dit, une constante de l'optique de la modernisation.

Telle était donc la "doctrine" qui prévalait à l'époque où l'on ambitionnait de moderniser l'agriculture centrafricaine, et notamment celle de la Basse Kotto. On en retrouve encore, curieusement, les présupposés dans certains articles de presse. Ainsi la revue *Jeune Afrique* présentait, en 1992, les "trois handicaps majeurs de l'économie centrafricaine". Avant même l'enclavement géographique et les distorsions monétaires, le rédacteur insistait sur la "logique de «cueillette»" : "Le paysan et même l'artisan, de tous temps habitués à cueillir le fruit sur l'arbre pour se nourrir, ramassent ce que le ciel veut bien leur donner au jour le jour, sans organisation, sans rationalité économique, sans souci du lendemain. De tels comportements se traduisent par une mauvaise productivité et une très faible monétarisation des campagnes. Ils touchent le secteur primaire : agriculture itinérante sur brûlis, élevage transhumant, exploitation de la forêt sans renouvellement des arbres, braconnage intensif.

³⁰ Il s'agissait, comme le posait M. Georges, de faire émerger une "mystique du travail" (Georges, *op. cit.*, 1960, p. 137).

³¹ Cf. Peemans, 1995, *art. cit.*, p. 24.

³² Nous renvoyons le lecteur à un article de M. Braud, qui définit en quelque sorte le paysan "idéal" des savanes centrafricaines : BRAUD (M.). - Un exemple de liaison entre la recherche et les agriculteurs en République centrafricaine. - *Economie Rurale*, n°147-148, janvier-mars 1982. - pp. 126-129. Il propose, pour le chef d'exploitation centrafricain, la démarche suivante (p. 128) : maximisation de la marge monétaire de l'exploitation ; maximisation de la valorisation de la journée de travail, au moins au niveau de l'ensemble de l'exploitation ; sous les contraintes : au minimum, maintien du potentiel de production pour assurer au moins une stabilité des résultats physiques de l'exploitation ; autosuffisance alimentaire de la famille ; aléas climatiques ; indépendance quant aux moyens techniques ; plus ou moins grande disponibilité en main d'oeuvre et coût fluctuant ; problème de trésorerie et donc de crédit.

³³ MISSION SOCIO-ECONOMIQUE CENTRE OUBANGUI. - *L'emploi du temps du paysan dans une zone de l'Oubangui (1959-1960)*. - Paris, B.D.P.A., Ministère de la coopération, novembre 1961. - p. 5.

(...)"³⁴. On peut d'ailleurs s'étonner de trouver de tels raccourcis, de tels poncifs de la modernisation, dans une revue qui se targue de mieux maîtriser que d'autres la complexité des réalités africaines.

Mais même certains écrits récents de l'ORSTOM laissent planer le doute sur les capacités agricoles des populations centrafricaines : "Par son climat et ses sols, la R.C.A. a des potentialités agricoles importantes mais sa population constituée à l'origine de chasseurs-cueilleurs manque de traditions agricoles et tend à limiter sa production (coton et café exceptés) à la satisfaction de son autoconsommation"³⁵. Si elles manquent effectivement de traditions agricoles dans cette région du continent où elles ne se sont stabilisées que peu de temps avant la colonisation, les populations Banda d'Alindao mettaient pourtant en oeuvre, au début de ce siècle, une véritable agriculture, mise à mal par des razzias répétées et par le choc colonial. Et ces "traditions" n'ont certes pas pu émerger durant les périodes de coercition coloniale d'une part, et de dirigisme modernisateur de l'autre.

Durant cette seconde période, la culture attelée et la structuration du monde agricole étaient perçues comme des éléments clefs de toute modernisation.

1.2. Les outils de la modernisation

Ces deux instruments essentiels des politiques de développement rural mises en oeuvre durant plusieurs décennies ont fait l'objet de diverses tentatives, qui se sont toutes soldées, dans cette région tout au moins, par des échecs patents.

1.2.1. Les tentatives de promotion de la culture attelée

La culture attelée a souvent été considérée comme l'un des piliers de la modernisation agricole, préalable, on l'a dit, d'une future motorisation. Pourtant l'échec de sa promotion dans la région d'Alindao est aujourd'hui incontestable et incontesté, et nous devons tenter d'en comprendre les causes.

³⁴ *Jeune Afrique*, n°1651, du 27 août au 2 septembre 1992, p. 42.

³⁵ Franquin & alii, 1988, *op. cit.*, p. 57.

a - Moderniser par la culture attelée

R. Dumont insistait en 1966 sur la nécessité d'accélérer la vulgarisation de la traction animale, "base essentielle du progrès agricole de la R.C.A."³⁶. Effectivement, la modernisation s'est longtemps appuyée, comme l'expriment E. Landais et P. Lhoste, sur le "concept quasi mythique d'association agriculture-élevage, qui recouvre en fait un modèle technique exogène, fondé sur l'intensification conjointe des systèmes de culture et d'élevage à l'échelle des exploitations agricoles, présenté abusivement comme un modèle de développement de portée générale"³⁷.

Redisons aussi que la culture attelée n'était pas considérée comme une fin en soi, mais qu'elle appartenait à ce "paquet technique" comprenant également l'utilisation de consommations intermédiaires (semences sélectionnées, engrais et fertilisants, produits phytosanitaires) et un accroissement du volume de travail³⁸.

Insistons sur ce deuxième point pour dire clairement que si l'on a souvent argué d'un "soulagement" pour le paysan³⁹, elle conduit nécessairement à une augmentation du travail total engagé, du fait de l'accroissement souvent concomitant des superficies cultivées⁴⁰, des pratiques modernes associées (épandages, etc.), et, bien entendu, des soins d'élevage. En outre, comme partout ailleurs, la modernisation par la culture attelée est allée de pair avec la volonté des autorités de promouvoir une culture de rapport, en l'occurrence la culture cotonnière. La volonté d'augmenter la production, en réduisant les goulots d'étranglement et en accroissant les surfaces cultivées, a toujours clairement primé sur les considérations touchant à la charge de travail des villageois.

Revenons aussi sur le premier point, l'utilisation des consommations intermédiaires. En théorie, la culture attelée permet d'améliorer les cultures par un labour plus profond, assurant une meilleure préparation de la couche à semer et permettant de planter plus tôt ; d'améliorer, aussi, le drainage et la

³⁶ Dumont, 1966, *op. cit.*, chapitre 41.

³⁷ LANDAIS (Etienne), LHOSTE (Philippe). - L'association agriculture-élevage en Afrique intertropicale : un mythe techniciste confronté aux réalités du terrain. - *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Vol. 26, n°1-2, 1990. - pp. 217-218.

³⁸ "La culture attelée n'est que l'élément le plus spectaculaire de la modification du système de production" (Badouin, 1985, *op. cit.*, p. 134).

³⁹ Ainsi, l'un des deux buts officiels des opérations de mécanisation lancées dans le cadre de l'"opération Bokassa" était d'"alléger le travail du paysan" (*Plan de développement économique et social 1967-1970*. - Bangui, 1966. - p. 48).

⁴⁰ Le second - et sans doute essentiel - but de cette "opération" était d'étendre les superficies cultivées. L'objectif affiché en 1966 était ainsi de passer de 0,45 hectare cultivé en coton en moyenne à 0,70 hectare.

lutte contre les herbes adventices. Mais par le dessouchage qu'elle requiert, les labours profonds qu'elle permet, et la culture pure que les développeurs préconisent souvent dans leur "paquet technique", la fertilité du sol est vite mise à mal, ce qui oblige les paysans à recourir aux intrants industriels, et donc à de nouveaux débours monétaires ou à de nouveaux crédits.

Les vulgarisateurs insistaient aussi sur les avantages liés à la présence des animaux de trait eux-mêmes. Ceux-ci peuvent servir pour le transport, mais aussi pour l'alimentation (lait et viande), et pour la fertilisation des sols. L'association agriculture-élevage devait ainsi permettre une meilleure gestion de la fertilité grâce à l'introduction de la sole fourragère (action des légumineuses, effet "nettoyant" des plantes fourragères) et à des restitutions organiques améliorées (fumier), et amener à terme à un passage à la culture continue⁴¹. Permettant d'abord une extensification des pratiques culturales, le recours à la culture attelée devait ouvrir la voie vers des systèmes de production beaucoup plus intensifs, car mieux "fixés".

Pour ce faire, il s'agissait de "transformer" les chasseurs Banda en éleveurs, ce qui aurait pu résoudre les problèmes liés à la présence "anarchique" du petit bétail dans les villages ; nous verrons ainsi qu'il est souvent impossible de cultiver aux abords des habitations du fait, au moins en partie, de la divagation des animaux domestiques⁴². Créer une habitude d'élevage aurait pu diminuer l'importance du petit bétail, ou mieux inciter les villageois à en faire un véritable élevage ; cela aurait alors éventuellement permis de rapprocher les champs des cases, dans cette zone de plusieurs centaines de mètres souvent laissées sans cultures⁴³.

Nous allons tenter de comprendre pourquoi cette promotion de la culture attelée, et par là même d'un élevage paysan a, dans la région d'Alindao, échoué.

b - L'échec de la culture attelée

G. Gosselin posait en 1980 : "il faut (...) convaincre les paysans de l'intérêt matériel que représente la culture attelée. Ils ont en effet tendance à ne retenir que le surcroît de travail exigé par le dessouchage des champs, car ils ont l'habitude depuis toujours de pratiquer une culture extensive sur brûlis, qui laisse intacts les gros arbres et les souches. Le profit à long terme s'impose

⁴¹ Cf. Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, pp. 219-220.

⁴² Cf. *infra*, pp. 339-342.

⁴³ Mais nous savons déjà que cette divagation ne constitue que l'une des causes de l'éloignement des champs, par rapport aux zones d'habitation.

moins à l'esprit que les tâches nouvelles et immédiates"⁴⁴. Il insistait alors sur la nécessité d'un renversement de perspective, en faveur du long terme. Un tel renversement ne s'est, de toute évidence, pas produit dans les villages de la sous-préfecture d'Alindao, pour tout un ensemble de raisons qu'il nous faut examiner.

Les premiers bovins destinés à la culture attelée ont été introduits au cours des années 50⁴⁵. Mais la promotion de cette technique ne fut véritablement généralisée qu'en 1964-1965, avec la diffusion de "Baoulés" trypano-résistants. Un attelage était alors destiné à deux, trois ou quatre familles "associées". Les chefs de famille associés suivaient une formation d'un mois à Bambari, durant laquelle ils participaient, avec les agents d'élevage, au dressage des animaux. Au terme de la formation, ils recevaient une paire de boeufs et le matériel correspondant⁴⁶ et étaient tenus de rembourser le tout sur une durée de cinq ans. Ces paysans étaient regroupés au sein des "Groupements pour l'Utilisation de la Traction Animale" (ou G.U.T.A.). Il s'agissait, au travers de ces groupements, de faire face aux difficultés rencontrées dans l'entretien des animaux et du matériel, dans la collaboration entre les familles associées, etc.

Malgré les grands espoirs placés dans cette diffusion, l'objectif de 680 paires de boeufs (pour la Basse Kotto), fixé en 1965 pour la fin du plan 1967-1970⁴⁷, ne fut, loin s'en faut, jamais atteint. Cela constituait pourtant de l'un des buts majeurs de "l'opération Bokassa".

L'expérience prit fin lors de la Réforme Agraire de 1970 et de la grande désorganisation qui s'ensuivit : disparition de toute protection phytosanitaire, absence de formation adéquate. Par la suite, de nouveaux efforts furent fournis afin de promouvoir cette innovation dans les campagnes de la région⁴⁸, sans grands résultats en vérité. Comment expliquer que la greffe n'ait pas pris ?

Remarquons d'abord que la culture attelée s'est mieux développée - ou tout au moins que son échec a été moins retentissant - dans la Uaka que dans la Basse Kotto. Cela s'explique d'abord selon nous par la densité et la continuité de l'encadrement, autour de ce centre de promotion de la traction

⁴⁴ Gosselin, 1980, *op. cit.*, p. 143.

⁴⁵ A partir de 1955, des "Ndama" étaient diffusés, en petits troupeaux, aux villageois volontaires, c'est-à-dire souvent à des "notables" (cf. Kalck, 1959, *op. cit.*, pp. 270-271).

⁴⁶ Une chaîne de culture comprenait donc, outre la paire de boeufs, une charrue-butteur-sarcler, une herse, une charrette, une chaîne de traction et un joug, le tout pour une valeur de 80000 FCFA.

⁴⁷ Plan de développement économique et social 1967-1970, 1966, *op. cit.*

⁴⁸ Par exemple, c'est le Fonds d'Aide et de Coopération français qui finança l'acquisition de matériel de culture attelée, notamment en Basse Kotto.

animale⁴⁹ qu'a toujours constitué Bambari⁵⁰. Si la diffusion de cette traction animale a échoué en Basse Kotto, c'est alors d'abord parce que les paysans y ont trop souvent été laissés à eux-mêmes. Pour que ces chasseurs deviennent éleveurs, des structures de promotion d'un élevage paysan auraient dû fonctionner de manière continue et cohérente. Or, cela n'a jamais été réellement le cas. Dans de telles conditions, l'adoption de la culture attelée constituait une source majeure d'incertitude pour les villageois, que bien peu d'entre eux s'estimaient capables d'affronter.

Une incertitude d'abord liée au fort taux de mortalité des animaux, du fait des lacunes de la formation reçue, des manquements du suivi phytosanitaire, et de la difficulté pour des chasseurs de prodiguer aux bêtes des soins quotidiens et attentifs. Ces soins impliquaient une surcharge de travail que ces villageois "pluriactifs" ne pouvaient pas toujours assumer. Ils nécessitaient aussi une constance d'attention que ces cultivateurs très mobiles et vivant dans le court terme ne semblaient pas toujours capables de fournir⁵¹.

Une incertitude liée à l'endettement ensuite, puisque les animaux et le matériel étaient fournis à crédit. L'insuffisance de l'encadrement a, à cet égard, accru les malentendus entre les promoteurs de la culture attelée et les paysans qui l'adoptaient : pour beaucoup de ces derniers, bêtes et matériels constituaient plus un don de l'Etat qu'un prêt impliquant remboursement. En outre, on a dit que la culture attelée impliquait, selon les développeurs, le recours aux intrants chimiques, dont l'utilisation ne permettait pourtant pas d'obtenir avec certitude des résultats avantageux. Les producteurs étaient donc peu disposés à employer ainsi leurs maigres revenus monétaires ou à recourir à des prêts usuraires⁵².

Une incertitude domestique aussi, puisque s'adonner à la culture attelée, c'était risquer la jalousie des autres villageois, s'exposer aux conséquences que ce sentiment pouvait entraîner⁵³, s'isoler et renoncer au soutien éventuel du groupe en cas de "malchance". En outre, les bêtes furent souvent récupérées par les chefs, les maires qui, profitant de leur emprise sur le

⁴⁹ Mais aussi de promotion de la culture cotonnière, culture attelée et coton étant liés dans les politiques de modernisation, on l'a dit plus haut.

⁵⁰ On y retrouve toutefois un certain nombre de dysfonctionnements caractéristiques : concentration du cheptel dans les mains de quelques familles ; divagation des animaux et destructions non dédommagées de cultures ; etc.

⁵¹ Nous reviendrons sur ce point dans la suite de notre travail (cf. *infra*, pp. 564-565).

⁵² Nous renvoyons le lecteur aux hypothèses concernant les facteurs de production (cf. *supra*, pp. 168-170).

⁵³ Des "malheurs" de plus en plus fréquents.

quotidien villageois, se constituaient ainsi des troupeaux assez importants, alors que l'objectif initial était d'un couple par famille⁵⁴.

Une incertitude économique enfin. Nous avons vu que la culture attelée avait surtout pour finalité une augmentation des volumes produits. Pour donc que cet investissement devienne rentable, il fallait que soient assurés des débouchés pour une production croissante à un prix satisfaisant⁵⁵, ce qui ne fut pas le cas pour la culture cotonnière, nous le redirons dans la section suivante. De plus, le risque d'une confiscation par quelque ponction étatique ou privée d'éventuels gains ne motivait guère les producteurs à s'investir dans cette innovation, alors qu'elle accroissait souvent de manière importante leur temps de travail, comme l'indiquent P. Couty et A. Hallaire : "Ni l'utilisation du matériel ni celle d'engrais ne font nécessairement baisser la quantité absolue de travail fourni, ni même la quantité de travail par unité de surface. Cette dernière peut même devoir être accrue, compte tenu de l'entretien du matériel à assurer, du travail exigé pour l'alimentation des animaux attelés, des sarclages supplémentaires exigés par l'effet des engrais sur les adventices, etc."⁵⁶.

A tout ceci, il convient d'ajouter une incertitude d'ordre écologique. Pratiquée seule et sans précaution, cette technique culturale peut en effet nuire à la vie du sol, en l'activant trop brutalement, en l'exposant à la pluie, au vent et au rayonnement du soleil, en favorisant la création de ravines d'érosion⁵⁷. Tels qu'ils étaient conçus par les techniciens, les labours impliquaient en outre la destruction des arbres⁵⁸, dont le maintien peut pourtant être très favorable à la fertilité des sols, nous le verrons dans le chapitre 5⁵⁹. Bien souvent, l'adoption de la culture attelée ne conduisait donc qu'à une simple extensification des pratiques culturales, et donc à une accélération de l'érosion des sols cultivables.

⁵⁴ On voit toutes les limites d'un modèle technique implicite basé sur l'exemple des exploitations agricoles européennes, considérées en dehors de toute pesanteur sociale ou historique (Sur l'inadaptation des hypothèses néo-classiques du modèle de l'association agriculture-élevage, on lira Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, pp. 226-228).

⁵⁵ Cela fait par exemple dire à R. Badouin que "ces réticences des agriculteurs peuvent être fondées sur un calcul économique tout-à-fait pertinent" (Badouin, 1985, *op. cit.*, p. 135).

⁵⁶ Couty & Hallaire, 1980, *art. cit.*, pp. 102-103.

⁵⁷ Sur ce point, on lira : DUPRIEZ (Hugues), DE LEENER (Philippe). - Agriculture tropicale en milieu rural africain. - Nivelles, Ed. Terres et Vie/L'Harmattan, 1983. - pp. 207-209. Selon ces auteurs, il est parfois mieux de ne pas labourer immédiatement après le défrichage et de semer une ou deux espèces capables d'utiliser le champ tel quel.

⁵⁸ L'arbre est le grand absent du modèle technique sous-tendant la culture attelée (cf. Landais & Lhoste, 1990, *art. cit.*, pp. 223-224).

⁵⁹ Cf. *infra*, pp. 365-367.

Tout ceci contribue à expliquer pourquoi on ne peut trouver que quelques rares paires de boeufs dans toute la région d'Alindao aujourd'hui⁶⁰. Prenons l'exemple, significatif, du Yambélé, zone auparavant cotonnière et proche de la Uaka. En avril 1994, il n'y existait plus, d'après ce que nous avons pu en savoir, que deux paires de boeufs propres à être utilisées pour le travail de la terre, l'une à Atcha, l'autre à Gbela. A Moko, on trouve aussi des installations pour l'élevage (bâtiments, bassins détiqueurs, etc.) laissées à l'abandon, après n'avoir quasiment pas été utilisées. Construites sur financement européen, ces installations devaient recevoir les animaux des Mbororo comme le cheptel paysan. Après l'interruption de la culture du coton, de l'encadrement et des apports d'intrants industriels qui étaient censés lui être associés, la culture attelée ne peut plus aboutir qu'à l'extensification évoquée à l'instant, et ne peut que précipiter la dégradation des sols ainsi mis en culture. Par ailleurs, comme les paysans ne perçoivent guère d'intérêt à une extension des surfaces cultivées, dans une zone de plus en plus en retrait des circuits d'échanges, les boeufs sont alors plus conservés comme un instrument de prestige social, que l'on exhibe fièrement devant l'intervenant extérieur⁶¹, que comme outil de modernisation.

L'utilisation de la traction animale demeure donc marginale dans la région d'Alindao. Mais les relations entre agriculture et élevage n'en constituent pas moins l'une des questions majeures pour l'avenir des villages, tant au niveau des exploitations familiales qu'à celui d'une gestion globale du foncier, dont la maîtrise est aujourd'hui disputée aux paysans par les éleveurs Mbororo⁶². Autre instrument jugé essentiel par les modernisateurs, l'organisation des producteurs agricoles a fait l'objet de diverses tentatives, tout aussi infructueuses, qu'il nous faut rapidement passer en revue.

1.2.2. Les tentatives de structuration du monde rural

Les producteurs oubanguiens puis centrafricains ont d'abord été regroupés dans des "Sociétés". Puis, les autorités centrafricaines ont tenté d'implanter les dynamiques coopératives proprement dites au sein des populations rurales.

⁶⁰ Sur les liens entre adoption des innovations et incertitude, nous renvoyons à la "conséquence" C_a8, établie dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 178-180).

⁶¹ Cela a été le cas lors de notre séjour à Gbela, en avril 1994.

⁶² Cf. *infra*, pp. 347-349 et pp. 435-436.

a - Les "Sociétés" de producteurs

La première tentative de structuration a débuté avant la deuxième guerre mondiale, lorsque l'administration a voulu pallier certaines des insuffisances des mécanismes de traite, abandonnant les villageois aux effets de la crise. C'est dans cette optique que furent créées, en 1937, les "Sociétés Indigènes de Prévoyance et de Prêt Mutuel Agricole" (ou S.I.P.)⁶³. L'adhésion à la S.I.P., obligatoire, impliquait d'abord le versement d'une cotisation annuelle, assimilée comme un impôt supplémentaire par les villageois⁶⁴, mais ne permettait aucune participation aux décisions et au fonctionnement de la Société.

Les S.I.P. devaient développer de nombreuses activités, orientées vers l'animation de la vie agricole et la diffusion de nouvelles cultures. C'est ainsi que la S.I.P. de Basse Kotto permit une certaine expansion de la riziculture. Mais les Sociétés n'eurent jamais les moyens de leurs nombreux objectifs, elles constituèrent au contraire souvent des "(...) sortes de caisses-annexes à la disposition de l'administration (...)"⁶⁵ et pâtirent de nombreuses malversations. En outre, elles n'emportèrent jamais l'adhésion des populations concernées, obligées de vendre leurs produits à bas prix aux compagnies désignées, voyant accrue leur charge de "corvées", etc.

Tout ceci causa la disparition progressive des S.I.P., remplacés en 1959 par les "Sociétés Mutuelles de Développement Rural" (S.M.D.R.), qui n'eurent elles qu'une très brève existence (23 mois au plus)⁶⁶. Trois S.M.D.R. furent créées en Basse Kotto, dont une à Alindao. Leurs fonctions étaient là encore très vastes⁶⁷, trop sans doute en regard des moyens disponibles. Elles se heurtèrent en fait aux mêmes difficultés (détournements, etc.) que les S.I.P. Les abus commis à l'occasion des achats, la perception d'une cotisation obligatoire, les nombreuses malversations, ne purent que dissuader les villageois à s'impliquer dans les logiques "mutualistes" prônées par les gérants des Sociétés.

L'échec de ces premières tentatives de structuration hypothéquait déjà grandement les chances de réussite des coopératives, que les dirigeants centrafricains tentèrent, à partir de 1962, de promouvoir⁶⁸.

⁶³ Sur les S.I.P. ousanguiens, on lira Mainguené, 1986, *op. cit.*, pp. 89-104.

⁶⁴ Ils nommaient cette cotisation, payée en même temps que l'impôt de capitation, le "petit impôt".

⁶⁵ Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 289.

⁶⁶ Sur les S.M.D.R., on lira encore Mainguené, 1986, *op. cit.*, pp. 275-301.

⁶⁷ Il s'agissait d'"intervenir à tous les niveaux sociaux et économiques du pays et de transformer la vie rurale" (*idem*, p. 277).

⁶⁸ "(...) le manque de confiance et le fait que la masse paysanne ne fit pas la différence entre les S.M.D.R. et les coopératives allaient engendrer une certaine indifférence envers ces dernières"

b - Les coopératives

Précisons que les premières expériences coopératives dataient de l'immédiat après-guerre, avec par exemple la Cotoncoop (Coopérative de production de coton), qui avaient quelques activités commerciales à Alindao. Mais les pressions des commerçants, les dépenses somptuaires, les malversations avaient causé sa mise en faillite, en 1953. Signalons encore que durant les années 50, à l'imitation du modèle congolais, un certain nombre de "Paysannats" furent établis en Oubangui-Chari. Il n'y en eut aucun dans le district d'Alindao⁶⁹. Leur échec, puis celui des S.M.D.R., incitèrent les autorités de la jeune République Centrafricaine à mettre en oeuvre un vaste mouvement coopératif.

La première vague de ce mouvement s'étala sur les années 1962-1964, au cours desquelles 42 coopératives furent créées. A notre connaissance, il n'y eut à Alindao qu'une coopérative de commercialisation de vivrier⁷⁰, dont les activités périclitèrent très rapidement. La plupart de ces coopératives souffrirent en fait de problèmes désormais "usuels". Ces problèmes tenaient d'abord à l'imposition par l'administration de formes d'organisations dont les populations, se souvenant des errements passés, se méfiaient. A juste titre semble-t-il puisque les objectifs affichés, les dirigeants et les méthodes - coercitives souvent - demeuraient les mêmes. Diverses d'études mirent aussi très vite en avant le fait que la plupart des coopératives créées ne présentaient aucune viabilité économique, et qu'il fallait ne maintenir que celles qui présentaient un réel intérêt⁷¹.

Par la suite, peu de nouvelles coopératives virent le jour, parmi lesquelles on relève toutefois la coopérative caféière de Kongbo, créée le 6 septembre 1971. Ses objectifs concernaient la collecte, l'usinage et la commercialisation du café. Comptant déjà quelque 2000 membres en 1972, cette coopérative ne tarda pas à être confrontée à diverses difficultés, sur

(Mainguené, 1986, *op. cit.*, p. 300). Renvoyons à la conséquence C_a9, posée dans le chapitre 2 (Cf. *supra*, pp. 178-180).

⁶⁹ Nous n'avons donc pas à développer ce sujet. On se reportera à Kalck, 1970, *op. cit.*, tome 4 ; et à Mainguené, 1986, *op. cit.*, pp. 193-257. P. Kalck conclut par exemple : "L'échec des Paysannats (...) devait démontrer qu'aucun programme d'amélioration rurale ne pouvait être réalisé dans l'indifférence des paysans désignés pour y participer" (p. 537).

⁷⁰ Elle tenta de développer d'autres activités, telles que le crédit aux membres, la commercialisation de biens manufacturés.

⁷¹ Une étude européenne constatait, en 1964 : "(...) il faut se limiter à des zones qui, par leur situation géographique et agricole, sont à même de se développer économiquement" (citée par Mainguené, 1986, *op. cit.*, p. 346). On retrouve la même idée dans le projet de plan 1967-1970 (Plan de développement économique et social, 1966, *op. cit.*, p. 73)

lesquelles nous nous attarderons à la fin de ce chapitre⁷². Remarquons toutefois qu'elle demeurera, jusqu'à sa disparition au début des années 90, la seule structure coopérative en activité dans toute la région concernée par notre étude.

Evoquons enfin pour être complet, la "Jeunesse Pionnière Nationale" (J.P.N.), une expérience menée, durant les années 60, sur le modèle du kibboutz israélien⁷³. Elle consista en la création de quelques villages pionniers, devant diffuser le "progrès" dans les villages alentours, mais qui ne permirent que l'émergence de quelques groupes de privilégiés ruraux⁷⁴. De nombreux "clubs" de la J.P.N. furent aussi créés, auxquels les jeunes se devaient de participer, afin d'acquérir une conscience nationale et un esprit "progressiste". Il y eut un temps un Club à Alindao, mais aucun village pionnier. Cette coûteuse expérience fut assez vite abandonnée, dès lors que l'on s'aperçut que les jeunes ruraux centrafricains n'avaient que peu de points communs avec les kibboutzim d'Israël...

Deux remarques pour conclure. D'une part, les tentatives de structuration menées par les autorités dans la région d'Alindao ont été beaucoup moins nombreuses que dans d'autres endroits du pays⁷⁵ : il n'y eut ni paysannat, ni village pionnier, ni coopérative vivrière ou d'approvisionnement durable. D'autre part, ces quelques tentatives se sont soldées par des échecs rapides, sauf la coopérative caféière de Kongbo, qui a survécu durant une vingtaine d'années, sans doute grâce à l'intérêt économique de l'activité caféicole.

Les outils de la modernisation que constituaient la culture attelée et l'organisation étatique des producteurs n'ont donc été que très partiellement et imparfaitement implantés dans cette région. Une implantation insuffisante pour créer des apprentissages - techniques ou organisationnels - porteurs d'évolutions futures, mais tout-à-fait suffisante pour que les paysans conservent de ces échecs de nombreux mauvais souvenirs, les incitant au découragement et à la méfiance⁷⁶.

⁷² Cf. *infra*, pp. 299-301.

⁷³ Pour une vision positive de la J.P.N., on se reportera à : MOULY (J.). - La Jeunesse pionnière nationale en République centrafricaine. - *Revue Internationale du travail*, Vol. 93, n°1, Janvier 1966. - pp. 21-30. Pour un point de vue moins favorable, on lira Kalck, 1970, tome 2, pp. 708-709 : "Les sommes investies à fonds perdus dans les coûteux villages de la Jeunesse Pionnière auraient pu être utilisées à meilleur escient dans une réorganisation du mouvement coopératif. (...). Le développement rural dépendait en effet bien plus de la prospérité des coopératives que de quelques villages publicitaires qui pesaient lourdement sur le budget".

⁷⁴ Souvent d'anciens "oisifs" urbains que l'on voulait remettre au travail de la terre.

⁷⁵ Pour des raisons diverses tenant aux données agroclimatiques, politiques, etc.

⁷⁶ A propos des expériences coopératives, S. Mainguené conclut : "Au début, les expériences éveillèrent un intérêt certain parmi la population rurale, mais quand elles se révélèrent

Jusqu'à présent, nous nous sommes intéressé aux grands principes de la modernisation et à deux de ses instruments privilégiés. Nous allons, dans une deuxième section, changer d'angle d'approche, en nous attachant à une étude des effets des politiques de développement rural sur les principales cultures de cette région. Il s'agira en fait de démontrer que ce n'est pas la seule promotion de la culture attelée et des logiques coopératives qui a échoué, mais bien la vulgarisation agricole dans son ensemble.

incapables d'élever réellement le niveau de vie de la population, l'enthousiasme disparut rapidement. Ceci devait engendrer, à long terme, un repli sur lui-même du paysan ; il était devenu sceptique envers les nouveaux projets, l'administration et ses fonctionnaires et adopta une attitude de résistance passive" (Mainguéné, 1986, *op. cit.*, p. 414).

SECTION 2 : LES ECHECS DE LA MODERNISATION, UNE ANALYSE PAR PRODUCTION

L'encadrement agricole a été conçu dans le but majeur - sinon exclusif à certaines époques - de promouvoir les cultures dites d'exportation, à savoir dans la région d'Alindao, le coton, le café et le tabac, cultures pour lesquelles, pensait-on, des débouchés assurés existaient et qui permettraient les entrées de devises nécessaires au développement du pays.

C'est à la première de ces cultures que nous consacrerons la plus longue analyse, du fait de l'importance, jusqu'en 1992, de l'encadrement cotonnier, de la place qu'occupait le coton dans les cycles culturels, et des moyens mis en oeuvre pour organiser la filière dans son ensemble. Dans un second temps, nous nous attacherons aux cas du café et du tabac, mais aussi aux quelques velléités de vulgarisation et d'organisation de filière spécifiques aux cultures vivrières.

2.1. Le coton, culture de modernisation

La culture du coton a pendant très longtemps fait l'objet d'une attention particulière de la part des développeurs en activité dans la Basse Kotto, comme dans toutes les régions centrafricaines au climat peu ou prou propice à cette culture. L. Sanmarco, ancien gouverneur de la colonie oubanguienne, s'enthousiasmait en 1992 : "Le coton, qui est, dans ces régions pauvres, la culture la plus riche (grâce à la recherche) et la plus stable, et qui a bénéficié d'une forte organisation animée par des équipes enthousiastes et compétentes, est devenu l'instrument d'un développement rural global"⁷⁷. 1992 est aussi l'année où fut supprimée cette culture dans toute la Basse Kotto.

Nous allons d'abord tenter d'esquisser un rapide portrait de ce que fut l'encadrement cotonnier, avant de nous pencher sur l'organisation et les nombreux dysfonctionnements de la "filiale coton". Nous devons souvent faire

⁷⁷ SANMARCO (Louis). - Le monde rural sacrifié, de l'injustice au risque écologique. - *Afrique contemporaine*, n° spécial, 4^{ème} trimestre 1992. - p. 172. Dans son ouvrage, *Le colonisateur colonisé*, quelques années auparavant, il posait en outre que le coton devait être le moyen de faire passer les populations "du stade quasi-nomade de la chasse et de la cueillette à celui de l'agriculture. Refaire en somme la grande révolution du néolithique" (pp. 138-139). Ceci va clairement à l'encontre des analyses menées dans le chapitre précédent, tendant à démontrer l'importance des savoirs culturels des Banda (cf. *supra*, pp. 206-213). Cette dévalorisation abusive des savoirs paysans, cette représentation largement répandue d'individus traditionnellement plus portés à la cueillette qu'à la mise en culture ont longtemps sous-tendu - et d'une certaine manière sous-tendent encore -, on l'a dit, le discours de nombreux responsables.

référence au contexte oubanguien puis centrafricain, tant politique qu'économique et social. Ce n'est en effet que replacée dans un tel contexte que peut se comprendre l'évolution qui a mené à la suppression de cette culture, autrefois symbole d'une modernisation qui devait mener les villageois vers le progrès.

2.1.1. La vulgarisation cotonnière

La généralisation de la culture cotonnière, même dans les régions du sud du pays peu favorisées par leurs conditions agroclimatiques, constitue sans doute un trait marquant de toutes les politiques tentées au fil des décennies de la modernisation. Mais les considérations de rentabilité semblaient secondaires⁷⁸, par rapport aux effets induits que devaient avoir cette culture en matière de modernisation des systèmes de production⁷⁹ et aux ressources qu'elle devait apporter à l'Etat.

Après avoir mis en exergue la place majeure qu'occupait depuis son introduction le coton au sein des cycles cultureux, nous évoquerons les modalités de son encadrement, et nous mettrons en évidence l'échec global d'une modernisation des systèmes de production qui devait être basée sur cette plante.

a - L'insertion du coton dans les cycles cultureux

Les Banda cultivaient autrefois quelques pieds de cette plante. Dès 1925, en prévision du développement de la culture "industrielle" du coton, celle des cotonniers indigènes avait été interdite⁸⁰. En 1926, les premiers essais furent menés⁸¹, mais c'est à partir des années trente que furent répandues, sous l'impulsion de F. Eboué notamment⁸², plusieurs variétés, à croissance

⁷⁸ Ainsi, d'après Franquin & alii (1988, *op. cit.*, pp. 56-57), la productivité du coton est très faible (400kg/ha) : "L'humidité du climat centrafricain ne permettra jamais d'obtenir des rendements aussi élevés qu'au Tchad et au Cameroun".

⁷⁹ A l'origine toutefois, les motivations d'une telle extension de la culture cotonnière ne renvoyaient guère à des préoccupations de développement : "Afin d'éviter l'émigration de villages réputés cotonniers vers des zones non cotonnières, l'administration, sur la recommandation des sociétés cotonnières, a donné le plus d'extension possible à la zone de production, sans beaucoup de considération pour les conditions géographiques ou simplement climatiques" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 176).

⁸⁰ Cf. Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 125.

⁸¹ On comptait, en 1926, quelques 300 hectares de coton sur la subdivision (Journal du Poste d'Alindao, 1926).

⁸² Il se félicitera d'ailleurs par la suite du "(...) grand bienfait social, moral et matériel, qu'a été l'introduction de la culture du coton (...) et de celle du café". Il ajoutera : "L'introduction de ces deux cultures nouvelles a coïncidé avec une augmentation sérieuse de toutes les productions"

annuelle, et donnant des cotons de bonne qualité, à longues fibres. Après la fin de la cueillette du caoutchouc et face à la concurrence croissante de l'hévéa d'Extrême-Orient, il s'agissait en fait surtout de trouver une culture propre à lutter contre "l'impécuniosité des populations", c'est-à-dire à perpétuer la collecte de l'impôt. A l'instar des expériences déjà menées au Congo Belge, et malgré l'opposition de certains techniciens⁸³, c'est pour le coton que l'on opta. Un choix qui ne sera remis en cause, dans la région d'Alindao tout au moins, que quelques six décennies plus tard.

Dès 1933, on comptait officiellement 3000 hectares de coton dans toute la subdivision. Remarquons que la culture cotonnière a toujours été relativement favorisée dans le nord de l'actuelle Basse Kotto⁸⁴, du fait d'un régime climatique soudano-oubanguien, mieux adapté que le climat congouguinéen que l'on rencontre plus au sud. Les populations les plus concernées par cette culture furent donc les Yakpa et les Banda-Banda, peuplant les savanes situées au nord d'Alindao.

Le coton fut intégré dans le cycle cultural, qui en fut souvent simplifié car, l'encadrement étant très directif, chaque paysan était tenu d'accomplir tous les travaux agricoles nécessaires à cette culture. Les rotations débutaient désormais par le coton, qui prit ainsi la place du sorgho en tête de cycle, se poursuivaient par les cultures de l'arachide, du maïs, et du sésame, et s'achevaient avec la récolte durant une troisième et une quatrième années, du manioc⁸⁵. Une telle simplification se fit au détriment des produits vivriers, qui diminuèrent en diversité, nous le verrons plus loin⁸⁶. Une nuance s'impose pourtant dès à présent ; dès que l'encadrement se relâchait, les paysans étaient souvent portés à se réorienter vers les cultures vivrières, sans toutefois

(Eboué, 1933, *op. cit.*, p. 101). Cela est sans doute vrai, mais ne constitue qu'un "rattrapage", après la période de crise connue par les systèmes de culture durant les premières années de la colonisation. Le choix de la période de référence est crucial pour la détermination d'un taux de croissance réaliste !

⁸³ Particulièrement l'ingénieur-agronome Nème, selon lequel cette culture risquait d'entraîner rapidement la dégradation et l'appauvrissement des sols et demandait une main d'oeuvre considérable que le pays ne pouvait fournir. Il préconisait lui l'extension de la culture du café, alors réservée aux seuls colons. Sur cette dualité, on lira : DAMPIERRE (Eric de). - Coton noir, café blanc. - *Cahiers d'Etudes Africaines*, 1960, tome 1. - pp. 128-147. L'auteur y met en lumière le contraste prévalant, durant l'époque coloniale, entre des champs individuels villageois de coton, cultivés avec des techniques rudimentaires, et des plantations européennes de café, mises en valeur de façon moderne, par le recours au salariat.

⁸⁴ Cette zone devait à terme appartenir à un "cotton belt oubanguien" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 308).

⁸⁵ Il n'était pas rare que, pressé par les besoins de terres liés aux défrichages cotonniers annuels et à la densité de population autour d'Alindao, les paysans y soient amenés à récolter quasiment tout leur manioc durant la troisième année du cycle, et rendre la terre à la jachère dès la fin de cette troisième année.

⁸⁶ Cf. *infra*, pp. 301-306.

délaisser totalement le coton. C'est ainsi qu'apparurent diverses associations coton-vivrier, telles que : coton + manioc, coton + maïs + manioc + feuilles légumières, etc.⁸⁷. Et bien souvent, les efforts déployés par les autorités pour amener les paysans à abandonner ce type d'associations⁸⁸ furent vains.

Cette généralisation de la culture cotonnière eut pourtant d'importantes conséquences écologiques⁸⁹. Elle accentua d'abord la déforestation des terroirs villageois. Le défrichement intégral du sol imposé par l'encadrement diminuait les chances ultérieures de reboisement des parcelles, du fait de l'absence de porte-graines et de la transformation ainsi subie par les sols. Elle favorisa ensuite le lessivage des sols et leur latérisation, en maintenant à nu entre mai et novembre les vastes parcelles sur lesquelles les champs étaient groupés. L'érosion était encore accentuée par l'obligation de la culture en ligne, par l'interdiction de toute complantation. Cette érosion, jointe à une raréfaction relative des "bonnes terres" - et donc à leur surexploitation -, engendra souvent une importante dégradation de la fertilité des sols, traduite sur le terrain par un développement des savanes à *imperata* ("kpwabi"), et impliquant une nette diminution des rendements envisageables⁹⁰. Et ce d'autant plus que l'extension des superficies mises en culture a longtemps été considérée comme le seul moyen d'accroître rapidement la production.

L'insertion du coton dans les cycles culturels ne remit donc guère en cause les logiques de l'agriculture extensive Banda. Elle accentua au contraire son caractère itinérant, puisqu'elle induisait chaque année la défriche d'une parcelle importante et qu'elle conduisait à réduire la longueur des rotations. Elle contribua aussi à la fragilisation d'un milieu naturel déjà menacé. De telles logiques devenaient pourtant de moins en moins viables et, si elles ont été perpétuées jusqu'à la suppression de cette culture, elles ne paraissent pas pouvoir porter un véritable développement agraire, nous le verrons dans le chapitre suivant⁹¹.

La rotation accordant le rôle de culture dominante au coton était encore observable, en 1992, lors de l'interruption de la production cotonnière dans la

⁸⁷ L'enquête agricole menée en 1959-1960 révélait qu'un tiers des superficies cotonnières portait des cultures associées (Lafarge, 1965, *op. cit.*, p. 96). Le rédacteur du rapport estimait "regrettable" cette association du coton et du vivrier.

⁸⁸ On désirait faire comprendre au paysan que de telles associations faisaient baisser le rendement et la production ; cotonniers s'entend, car seules les données cotonnières intéressaient, souvent, les autorités. Il est fort probable qu'une association coton-vivrier bien menée aboutit à une meilleure production globale du sol.

⁸⁹ Cf. Sillans, 1958, *op. cit.*, p. 212.

⁹⁰ "(...) sur la grande majorité des sols oubanguiens, il semble qu'ait joué d'une manière particulièrement évidente, la fameuse loi des rendements décroissants de Ricardo" (Kaick, 1959, *op. cit.*, p. 177).

⁹¹ Cf. *infra*, pp. 335-349.

Basse Kotto. Nous avons alors, sur la sole cotonnière, un cycle cultural du type suivant :

Première année : coton.

Deuxième année ; premier cycle : arachides, maïs, cultures mineures, et bouturage du manioc ; second cycle⁹² : sésame, cultures mineures, et manioc.

Troisième année : manioc.

Quatrième année : manioc.

Cinquième à huitième ou neuvième années environ : jachère⁹³.

Neuvième ou dixième année : coton.

etc...

Le coton était encore une culture obligatoire pour tous les hommes valides entre 18 et 60 ans n'exerçant pas d'autres professions, et ce sur une superficie de 50 ares. A partir de la deuxième année, le choix des cultures dépendait des producteurs, qui procédaient la plupart du temps comme ci-dessus.

Avant de nous pencher plus en détail sur ce qu'était l'encadrement cotonnier, redisons, pour conclure, la grande stabilité de la rotation dominée par le coton, qui s'est bon an mal an, dans les zones relativement propices à cette culture, perpétuée durant six décennies.

b - Les modalités de l'encadrement cotonnier

L'encadrement cotonnier constitue la manifestation la plus évidente de cette conception du développement rural basée, et ce depuis les années 30 jusqu'à ce jour, sur la promotion de cultures d'exportation, une conception qui se traduisait par une stratégie d'approche "verticale", avec la spécialisation par culture des actions de vulgarisation⁹⁴.

Son exploitation fut confiée à "La Kotto", qui, à partir de son poste d'achat d'Alindao, se livra à une intense propagande auprès des autorités "indigènes". En 1930, elle devint "Syndicat cotonnier du Haut-Oubangui", et céda par la suite ses droits à la Cotoubangui. Les conventions signées en 1925 et renouvelées en 1949 et en 1960, sont significatives de ce que fut la promotion cotonnière. La société se chargeait, sans grands risques, de la

⁹² Ce second cycle n'a jamais été systématique, le sésame et les plantes associées étant souvent cultivées à part, sur de petites parcelles défrichées spécialement ou sur la partie de la sole cotonnière non utilisée pour le premier cycle.

⁹³ Si les besoins de terres étaient trop pressants, cette jachère pouvait être fort raccourcie.

⁹⁴ En complément, on pourra lire Couty, 1987, *art. cit.*

commercialisation, de la transformation⁹⁵, et la responsabilité de la production incombait à l'Administration. Un tel partage des tâches conduisit à faire du coton "(...) une culture administrative, présentant un caractère obligatoire non déguisé"⁹⁶. Ce caractère se perpétuera bien au delà de l'abrogation officielle du travail forcé, en 1946, et même, à des degrés plus ou moins élevés selon les périodes, après l'indépendance⁹⁷. Chaque imposable, homme et femme, était désormais tenu de travailler un champ de coton dont la superficie (la "corde") était uniformément fixée par l'Administration.

Les actions de modernisation proprement dites (insecticides, engrais, culture attelée, etc.) ne furent initiées que vers 1953-1954, "(...) mais, rapporte J. Cantournet, faute de financements adaptés et d'unité de doctrine, elles étaient menées de façon anarchique et n'avaient pas d'impact significatif sur la production ni, ce qui était plus grave, sur la mentalité paysanne"⁹⁸.

En conséquence de la dualité administration-concession, la Cotoubangui ne put enrayer la chute des productions consécutive à l'indépendance et aux dysfonctionnements de l'encadrement administratif qui s'ensuivirent. Elle assura pourtant le contrôle de la filière cotonnière jusqu'en 1964, date à laquelle elle fut remplacée par l'Union Cotonnière Centrafricaine (U.C.C.A.)⁹⁹. En 1980, après le grand désordre de l'"ère Bokassa", c'est la Société Centrafricaine de Développement Agricole (SOCADA) qui fut chargée de mettre en oeuvre un projet cotonnier financé par la Banque Mondiale. A ceci il faut ajouter l'action de la Compagnie Française de développement des Textiles (C.F.D.T.), qui, jusqu'à son éviction en 1970, contribua pour une large part à l'expansion de la culture cotonnière. Notons que la C.F.D.T. n'est jamais intervenu en Basse Kotto, qu'elle a limité son action à des zones jugées agroclimatiquement plus favorables¹⁰⁰, signe sans doute du peu d'avenir, autre

⁹⁵ La stricte application des conventions revenait, selon J. Cantournet, "à faire des sociétés une sorte de service public chargé de l'achat, de l'usinage et de la vente du coton. (...). En compensation, le procédé de rétribution, sauf effondrement des cours mondiaux, installait les sociétés dans un confort et une sécurité qui ne les incitait pas du tout à prendre des initiatives d'où auraient pu découler des conflits avec leur tutelle" (Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1234).

⁹⁶ Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 160. Les administrateurs, mais aussi, plus tard, les préfets et sous-préfets centrafricains, seront souvent rendus responsables des niveaux de production, quelles que soient les méthodes employées pour parvenir à un "bon tonnage".

⁹⁷ Ainsi, durant "l'opération Bokassa", dont il a été fait mention plus haut, celui qui ne défrichait pas les 80 ares alors requis pour le coton risquait une peine d'emprisonnement - de 6 mois nous a-t-on rapporté.

⁹⁸ Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1232.

⁹⁹ L'U.C.C.A. regroupait en fait les trois sociétés Cotouna, Cotonfran, Cotoubangui, en une société mixte, et permettait la suppression de la convention de 1960, au profit d'accords beaucoup plus souples. La relative prospérité de cette Union conduisit à sa nationalisation, par J.B. Bokassa, en 1974.

¹⁰⁰ L'Ouham et le Kémo-Gribingui, où elle intervient de nouveau aujourd'hui.

que "fiscal", que l'on a toujours accordé à la production cotonnière dans cette préfecture de la Basse Kotto.

Cette année 1970 fut d'ailleurs une date pivot pour la vulgarisation agricole, puisqu'elle marqua le début d'une longue période de désorganisation, due au départ massif des techniciens français et à la "centrafricanisation" non préparée des cadres, à la suite de la Réforme Agraire. Après la récolte record de 1969-1970, surtout dans les zones qui lui étaient confiées, l'éviction de la C.F.D.T. entraîna une chute de 40% de la production cotonnière entre les campagnes 1970-71 et 1971-72¹⁰¹.

Cette Réforme marqua aussi la "liquidation" des Offices Régionaux de Développement (O.R.D.), créés la même année que l'U.C.C.A., et chargés à la fois de la coordination des différents services de développement rural, de l'exécution du programme de développement économique dans les régions et de l'encadrement de la paysannerie¹⁰². Mis en place du fait de la souplesse présumée de leur fonctionnement¹⁰³, ces O.R.D. s'étaient avérés globalement lourds et inefficaces¹⁰⁴. Mais la formule des "Offices" fut, on le verra, perpétuée après le Réforme Agraire.

Dans la Basse Kotto, c'est le Centre de Multiplication de Gounouman¹⁰⁵ qui remplissait les fonctions de recherche et d'expérimentation cotonnière¹⁰⁶ ; il était chargé de la multiplication de variétés sélectionnées et de l'expérimentation de méthodes culturales issues de la recherche agronomique et basées sur la culture mécanique : "il utilise le système cultural dérivé des méthodes mises au point à Grimari (assolements, fumures, engrais verts,

¹⁰¹ On lira : PIERMAY (Jean-Luc). - L'échec de la culture cotonnière en Centrafrique. - *Recherches Géographiques à Strasbourg*, n°18, 1981, Association géographique d'Alsace. - pp. 33-46 ; et : BALENGONDI (Pierre). - Le bilan décevant de la culture cotonnière dans la région de Bambari (R.C.A.). - *Cahiers Géographiques de Rouen*, N°17, 1982, Université de Haute Normandie. - pp. 23-28.

¹⁰² L'O.R.D. avait de multiples fonctions théoriques : créer et gérer des établissements agricoles, des installations de transformation de produits agricoles ; assurer, directement ou indirectement par délégation à une société privée ou semi-publique, la commercialisation de tous les produits du cru ; donner son assistance technique et contrôler les groupements de producteurs, ainsi que les coopératives agricoles et de commercialisation ; jouer un rôle essentiel en matière de crédit agricole (pour la culture attelée notamment).

¹⁰³ Ces offices étaient ainsi "(...) créés pour faciliter l'exécution par les directions techniques des programmes qui leur ont été fixés, grâce à la souplesse de fonctionnement que leur confèrent la personnalité civile, l'autonomie financière et l'utilisation d'une comptabilité commerciale" (Plan 1967-1970, 1966, *op. cit.*, p. 72).

¹⁰⁴ C'est d'ailleurs l'échec des O.R.D. qui a permis l'expulsion des coopérateurs français, qui en étaient tenus responsables par J.B. Bokassa.

¹⁰⁵ La ferme de sélection de Gounouman a été créée en 1933 par un ingénieur agronome (*Journal du Poste d'Alindao*, 1933)

¹⁰⁶ En lien avec l'Institut de Recherches du Coton et des Textiles (I.R.C.T.), implanté près de Bambari dès 1946.

méthodes de travail évitant l'érosion pour les méthodes de cultures mécaniques)¹⁰⁷. La culture motorisée n'a jamais dépassé le cadre du Centre.

A partir de 1980, la SOCADA de la région économique Centre-Sud, basée à Bambari, fut chargée de la diffusion de ces semences améliorées et de ces techniques "rationnelles". Mais telle n'était pas sa seule mission puisqu'elle devait prendre en charge la totalité de la "filière coton", développant ainsi cette stratégie verticale, que nous évoquions précédemment : distribution des semences, encadrement direct, collecte, transformation et commercialisation des produits et sous-produits, fournitures des engrais, promotion des cultures vivrières intervenant dans l'assolement, entretien des pistes de la zone cotonnière.

Intéressons nous ici plus particulièrement à l'encadrement. Il était surtout assuré par les successeurs des "boys-coton"¹⁰⁸, les Surveillants de Travaux Agricoles (S.T.A.)¹⁰⁹, qui avaient pour tâche de promouvoir la culture "rationnelle" du coton, selon des modalités peu variables au fil des décennies : la règle d'or était de "semer tôt", entre les 1^{er} juin et le 30 juillet au plus tard, afin de pouvoir espérer une bonne récolte¹¹⁰. La rigueur nécessaire était difficile à obtenir de producteurs ayant souvent perdu les régularités de leur céréaliculture d'antan, et ayant dans de nombreux cas "bien mieux à faire" que de planter du coton¹¹¹. Il fallait aussi respecter une certaine densité (espacement entre les lignes, entre les poquets), un semis correct correspondait environ à 50000 pieds de cotonniers sur les 50 ares requis durant les dernières années ; ensuite plusieurs tâches étaient préconisées, les sarclages, le démariage (deux plants par poquet), le binage, les traitements à l'Endrine (quatre ou cinq), l'épandage d'engrais ; enfin, la récolte devait avoir lieu en novembre.

¹⁰⁷ Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 43. Sur les activités de Morel à Grimari, on lira aussi de Wilde, 1967, *op. cit.*, pp. 166-168.

¹⁰⁸ Le seul rôle technique de ces "boys-coton" était le piquetage des plantations. Pour le reste, ils se contentaient de transmettre et de faire appliquer, si besoin était avec l'aide des gardes, les consignes administratives.

¹⁰⁹ Ces encadreurs de base dépendaient des "moniteurs", eux mêmes dirigés par des Contrôleurs de travaux agricoles (C.T.A.). Les postes de responsables de cet encadrement, d'abord confiés à des Européens, furent tous "centrafricanisés" en 1970. Le plan 1967-1970 prévoyait pour la sous-préfecture d'Alindao 11 C.T.A., 44 moniteurs et 102 encadreurs de base. Une commune rurale jugée "prioritaire" devait disposer de 5 C.T.A., 14 moniteurs et 30 surveillants.

¹¹⁰ Un retard de quelques jours pouvait être sévèrement sanctionné à la récolte.

¹¹¹ A tel point que l'on accorda même durant un temps une prime à tout cultivateur ayant semé le coton dans de bonnes conditions. Une prime qui n'arrivait certes qu'assez rarement à son destinataire. Sa suppression, à la fin des années 60, se traduisit par un recours accru à la coercition.

Le choix des terrains se faisait toujours aux environs du mois de mars. Une vaste surface était délimitée¹¹² par l'encadrement et/ou par les notables, sur laquelle chacun¹¹³ avait par la suite à cultiver sa propre parcelle. Ces regroupements des champs en un bloc unique de culture par village avaient pour but de limiter les attaques des ravageurs, mais aussi de favoriser la coopération¹¹⁴ et l'émulation entre les villageois¹¹⁵. En théorie, seuls les cultivateurs ayant regroupé leurs champs pouvaient avoir accès aux intrants industriels (engrais et insecticides). Cette pratique des regroupements de culture, encore renforcée avec la "Réforme Agraire", eut des conséquences foncières non négligeables.

Après le choix de la zone de culture, les villageois déterminaient l'emplacement de leurs plantations. Certes, la répartition des parcelles tenait compte des rapports de parenté, de règles de voisinage dans les villages, mais elle dépendait également des rapports de force en présence. Les chefs, les notables, trouvaient en effet dans ce regroupement une occasion de renforcer leur emprise sur les autres villageois, en manipulant à leur profit la formation des blocs. Ils s'accordaient les meilleures parcelles, laissant les terres médiocres ou mauvaises aux "petits". Ceux-ci se voyaient alors forcés de cultiver des terres ingrates ou de se mettre en marge en allant cultiver des terres à l'écart du bloc, sans profiter des intrants fournis par l'encadrement. Le regroupement des terres cultivées, facteur de modernisation, pouvaient donc renforcer l'emprise des chefs et des notables sur la vie agricole et sur l'accès au foncier des cultivateurs. Bien sûr, le problème ne se posait pas si les zones choisies ne portaient que des sols propices à la mise en culture. Mais les géographes de l'ORSTOM ont montré que l'on ne trouve que rarement, dans cette région, de bonnes terres sur une superficie très vaste¹¹⁶. La tendance "naturelle" au morcellement des cultures, dont font preuve les Banda, trouve là un autre élément important d'explication.

¹¹² Conformément aux principes du "progrès" agricole définis par R. Dumont et présentés précédemment, et plus précisément à la première "étape" de ce "progrès".

¹¹³ Sur base d'une liste des villageois souvent approximative.

¹¹⁴ Le défrichage devait s'effectuer en commun, mais les travaux culturaux restaient individualisés. Ce recours à un travail collectif de défrichage, au niveau de chaque village, pouvait seul permettre d'effectuer les gros travaux dans les délais définis par l'encadrement. Il s'agissait donc moins d'une réinterprétation de quelconques solidarités coutumières que d'une adaptation à la contrainte administrative.

¹¹⁵ Il est à noter que ces regroupements des cultures ne pouvaient se faire que sur les terroirs villageois, où les surfaces disponibles demeuraient relativement importantes. Par contre, aux alentours d'Alindao, la raréfaction des terres disponibles rendait toute constitution de "blocs" impossible et c'est la dispersion qui y a depuis longtemps prévalu.

¹¹⁶ Franquin & *alii*, 1988, *op. cit.*

En outre, le crédit-commercialisation devint un instrument important de modernisation de l'agriculture d'exportation¹¹⁷. Ce système débuta dès les années 50, et se poursuivit jusqu'en 1992. Quel était son principe ? En début de campagne, la SOCADA livrait à crédit des semences, des engrais, des pesticides, éventuellement du matériel ; les S.T.A. en suivaient l'utilisation. Lors de la commercialisation du coton, elle défalquait le montant du crédit sur la valeur du coton livré. Si ce système a bon an mal an fonctionné durant plusieurs décennies, cela a d'abord été rendu possible par la contrainte, la fourniture d'intrants étant moins proposée qu'imposée, et le défrichage des 50 ares demeurant obligatoire pour tout homme valide¹¹⁸.

Mais n'allons pas plus loin dans ce descriptif de l'encadrement cotonnier, et essayons de comprendre les raisons de son échec, qui a conduit à la suppression de la culture du coton dans toute la Basse Kotto en 1992.

c - L'échec d'une modernisation basée sur le coton

Les causes de l'échec sont anciennes et profondes, elles concernent à la fois les milieux villageois et les structures d'encadrement successives.

Examinons dans un premier temps les reproches faits aux paysans par les vulgarisateurs : non application des règles culturales préconisées, délaissement de la parcelle de coton en faveur d'autres activités, vivrières, caféières, de chasse ou de cueillette, d'où la faiblesse des rendements obtenus.

Nous avons déjà souligné la concurrence existant entre la culture cotonnière et des activités plus "traditionnelles". Cette concurrence renvoie d'abord à une stratégie d'autosubsistance, d'autres activités étant jugées plus essentielles que le travail cotonnier¹¹⁹. Elle recouvre ensuite une volonté de privilégier des activités permettant l'obtention de gains monétaires plus importants, plus réguliers ou moins contrôlés, tels ceux issus de la vente du vivrier ou des fruits de la cueillette. Ainsi, la prééminence assez générale des activités non cotonnières pouvait, surtout près des centres ou en zone caféicole, s'expliquer par la simple logique marchande : il s'agissait d'orienter

¹¹⁷ Sur le crédit-commercialisation, voir notamment Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, notamment les pages 28 à 31.

¹¹⁸ Comme l'indiquent D. Gentil et Y Fournier (1993, *op. cit.*, p. 64), ce crédit cotonnier était plus un "crédit forcé" qu'un "crédit voulu et librement consenti".

¹¹⁹ "Combien de fois avons-nous entendu les réclamations du conducteur d'agriculture, comme de l'instituteur, se plaignant de la fuite à certaines époques des cultivateurs de coton ou des enfants pour la récolte des chenilles en saison des pluies ou pour la chasse des rats en saison sèche... activités surtout motivées par l'état de malnutrition des villageois" (Kalck, 1959, *op. cit.*, 132-133).

ses efforts vers les activités les plus rémunératrices, alors que les prix aux producteurs restaient, pour le coton, structurellement faibles. Par ailleurs, de nombreux jeunes quittaient les villages afin de tenter leur chance en ville, ce qui diminuait la somme de travail disponible au sein d'une population villageoise vieillissante.

Le reproche concernant l'inobservation des "conseils" renvoie lui aux insuffisances de la vulgarisation et de ses méthodes. En premier lieu, la justesse des consignes qui leur étaient données par les vulgarisateurs était assez souvent mise en doute par les villageois eux-mêmes, qui savaient pertinemment que le semis en ligne et en culture pure, sur de grandes surfaces dégagées de toute végétation ne pouvait qu'accentuer l'érosion des sols, à laquelle les engrais ne constituaient qu'un très aléatoire et temporaire palliatif.

Ensuite, la vulgarisation s'adressait surtout aux hommes alors que chacun, sur le terrain, connaissait l'importance du rôle des femmes dans l'activité agricole¹²⁰, tout particulièrement chez les Yakpa. Bien souvent, les hommes ne se préoccupaient de la production cotonnière que du fait de son caractère obligatoire, des gains - même faibles - qu'elle permettait, et de l'obligation qui leur était faite de s'acquitter de l'impôt.

Enfin, l'intervention a été uniquement technique¹²¹ et très souvent autoritaire. Les rédacteurs du Plan 1967-1970 insistaient ainsi sur l'impérieuse nécessité, avant toute "animation", toute "prise en main par les paysans eux-mêmes de leur développement", d'un encadrement renforcé, "susceptible à la fois de pousser à produire plus et de moderniser les techniques culturales"¹²². Ils incitaient alors fortement les autorités politiques et administratives à faire respecter les consignes données par l'encadrement agricole, c'est-à-dire, en clair, à utiliser la contrainte comme instrument essentiel de développement rural.

Ce caractère obligatoire de la culture cotonnière a donné lieu, durant l'époque coloniale mais aussi après l'indépendance, à de nombreux abus, qui ne peuvent qu'être évoqués ici. Ils furent d'abord le fait des "boys-coton", dont P. Kalck définit ainsi l'action : "Il est souvent la terreur des villageois qui neutralisent son action par une série de cadeaux dont il s'accommode fort bien.

¹²⁰ En 1959-1960, la mission socio-économique Centre Oubangui avait pu clairement le démontrer. Les rédacteurs ajoutaient, à propos de "la" paysanne centrafricaine : "tout effort de modernisation rurale se traduit, en l'état actuel des choses, par une aggravation de son sort" (Mission socio-économique Centre Oubangui, 1961, *op. cit.*, pp. 7-8). Sur ce sujet, on lira aussi : CORREZE (Annette). - La vulgarisation agricole et les femmes. - *Economie Rurale*, n°147-148, janvier-mars 1982. - pp. 130-132.

¹²¹ Et ce à l'image de la conception prévalant à une certaine époque : "La tâche essentielle [de promotion des agriculteurs] demeure celle de la vulgarisation". (Badouin, 1967, *op. cit.*, p. 207).

¹²² Plan 1967-1970, 1966, *op. cit.*, p. 74.

Son rôle sur la production est nul, quand il n'est pas exclusivement négatif. On a constaté en maints endroits, que délivrés de ce personnage, les villages réputés comme « paresseux », montraient un intérêt subit pour les cultures¹²³. Ils commettaient les mêmes abus que les gardes¹²⁴, dont ils étaient considérés par les villageois comme de simples auxiliaires. Mais les abus commis ne pesaient guère face aux impératifs de production auxquels étaient soumis les chefs des villages comme les chefs de poste¹²⁵.

L'interdiction de l'usage des gardes dans la production fut décidée en 1953, et le corps des "boys-coton" fut supprimé à la fin des années 50, après les nombreux abus commis lors de l'application d'un plan visant à doubler la surface de culture du coton¹²⁶. Ce relâchement de la coercition mena à une rapide régression de la production, au début des années 60. Face à une telle multiplication des attitudes jugées négatives des villageois vis-à-vis de la production cotonnière, les autorités instaurèrent un corps de "Gendarmes pour le contrôle de la production agricole", chargés aussi de la collecte des impôts, dont les pratiques rappelaient les actes des "boys-coton" et des gardes coloniaux. Et durant toutes les années 70, jusqu'à la chute de l'Empire, le recours à la coercition, et les abus inhérents, furent de règle. Ces pratiques diminuèrent d'intensité dans les années 80, avec un abandon progressif des velléités d'encadrement cotonnier, dans la Basse Kotto s'entend.

Toutes les actions de modernisation rurale ont ainsi été menées dans une perspective descendante¹²⁷, perspective dans laquelle les paysans ne sont qu'"objets" et non "sujets" du développement¹²⁸. Il n'est qu'à regarder les conséquences de la suppression de l'encadrement cotonnier - et donc bien souvent de tout encadrement - pour percevoir l'ampleur de l'échec d'une modernisation des systèmes de production basée sur la contrainte : nous analyserons ainsi dans le chapitre suivant la réduction de la taille des parcelles qui a suivi cette suppression¹²⁹ ; de même, les quelques techniques culturelles

¹²³ Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 223.

¹²⁴ "A part quelques rares exceptions, la plupart d'entre eux multiplièrent dans les villages les abus de toute sorte, exigeant de l'alcool et des femmes, se nourrissant gratuitement sur le dos des villageois, se faisant remettre de menus cadeaux et usant à l'occasion de la chicotte" (*idem*).

¹²⁵ Kalck souligne aussi l'inadaptation de certains conducteurs agricoles européens : "En 1953 de graves incidents (...) se déroulèrent dans le district d'Alindao, où une femme avait été mortellement blessée sur un champ de coton" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 224).

¹²⁶ Il s'agissait d'un plan totalement irréaliste conçu par R. Guérillot, alors ministre des Affaires administratives et économiques du territoire oubanguien.

¹²⁷ Cf. Goussault, 1970, *op. cit.*

¹²⁸ Nous renvoyons ici le lecteur à la note 150 du chapitre 1 (cf. *supra* p. 91), dans laquelle nous citons les propos d'A. Guichaoua, concernant les interventions au sein du paysannat congolais. Son analyse s'applique fort bien au cas des paysans de la Basse Kotto.

¹²⁹ Cf. *infra*, pp. 316-323.

modernes qui s'étaient peu à peu répandues ont été, depuis 1992, très vite délaissées.

Lorsqu'il n'était pas fait usage de la contrainte, on en appelait à des mobiles de civisme, de patriotisme, stratégie fort peu efficace auprès de paysans Banda ayant subi des décennies de contrainte et ne manifestant guère de sentiment d'identité nationale¹³⁰. Usage de la contrainte ou appel aux "mobiles nobles" ne recouvraient qu'un fait somme toute fort simple : le peu d'intérêt que pouvaient trouver les producteurs dans la culture cotonnière.

2.1.2. La filière cotonnière : quel intérêt à la culture du coton ?

Pour montrer le peu d'intérêt que les producteurs pouvaient trouver dans la culture cotonnière, nous allons d'abord insister sur la faiblesse du gain net qu'il était possible d'obtenir en vendant le coton-graine. Puis nous insisterons sur les dysfonctionnements de la filière cotonnière dans son ensemble.

a - Le coton, "culture de l'impôt"

Dès le lancement de la culture cotonnière, des mesures incitatives furent instaurées. Ainsi, des primes étaient distribuées aux chefs, à la fin de chaque campagne, afin de les inciter à "motiver" leurs administrés, et ce jusqu'en 1972. A la fin des années 50, un "Comité de salut économique national" se chargea, le temps d'une campagne, de convaincre les paysans à produire pour la jeune nation centrafricaine. En 1982, le Président Kolingba décida lui de "sensibiliser" la masse des producteurs en établissant la "fête de la moisson", annuelle, qui devait faire comprendre aux paysans la nécessité de produire mieux et plus. De même, durant les "campagnes économiques", des responsables au niveau régional, voire national, n'hésitaient pas à se rendre dans les villages, afin de motiver les producteurs¹³¹. Si toutes ces mesures incitatives étaient jugées

¹³⁰ La conférence cotonnière de 1958 concluait : "Aucune obligation, sinon un devoir civique en quelque sorte ne peut inciter le villageois à planter du coton" (cité par Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 164).

¹³¹ R. Dumont insistait sur la "faible efficacité" de ces campagnes (Dumont, 1966, *op. cit.*, Ch. 25). Effectivement cette propagande menée par les autorités n'a toujours eu qu'un impact mineur, qu'un effet essentiellement démonstratif, auprès de paysans découragés par les atermoiements de la politique agricole, et peu enclins à adopter des disciplines culturelles (travaux et semis précoces surtout) ainsi promues : la caravane souvent en retard - parfois ne passant pas du tout - devait pourtant être attendue par tous les villageois ; ceux-ci se devaient aussi de fournir quelques cadeaux (cabris, etc...) à ces "kota zo" ("grands hommes"), en contrepartie de quelques conseils dispensés solennellement par des hauts fonctionnaires ne connaissant souvent rien ou presque rien à l'agriculture. Le non respect de ces conseils étaient alors, une fois encore, imputé au conservatisme paysan. Les Ngbugu, plus rétifs à toute

nécessaires, c'était d'abord du fait du très bas niveau - relatif - des prix accordés aux producteurs, qui est demeuré une constante de la politique cotonnière.

Dès les années 30, la culture cotonnière fut étroitement associée à la collecte de l'impôt. Le "ticket d'impôt" était payé le même jour que la vente du coton, et les producteurs ne disposaient au mieux que d'un modeste reliquat, leur permettant d'acquérir, auprès des maisons de commerce, quelque bien manufacturé de médiocre qualité.

En octobre 1946 fut créée la Caisse de soutien du coton, destiné à constituer une réserve en vue des éventuelles dépressions des cours. Elle devint aussi très vite une sorte de budget annexe, devant suppléer aux insuffisances du budget oubanguien dans des domaines parfois très éloignés de cette culture¹³². L'utilisation des fonds de la Caisse à tout autre chose qu'à la stabilisation des prix aux producteurs, pour des investissements de "développement" ou pour des enrichissements personnels, allait devenir la règle.

Durant les années 50, face à un prix au producteur inchangé¹³³ et un accroissement de l'imposition, la hausse considérable des prix des marchandises d'importation impliqua une baisse importante du niveau de vie des villageois. Une baisse que l'administration ne pouvait guère enrayer, du fait du double monopole, cotonnier et des transports, dont jouissaient quelques sociétés concessionnaires. Dès lors, quand la contrainte se relâcha, de nombreux producteurs, qui disposaient d'autres moyens de s'acquitter de l'impôt, délaissèrent la culture cotonnière. Parmi les jeunes Banda, beaucoup fuirent vers Bangui, sans doute tant à cause des pratiques coercitives que du fait de la très faible rémunération qu'ils pouvaient retirer de l'activité cotonnière en particulier, et agricole en général¹³⁴. D'autres allèrent jusqu'à vendre leur sésame au Congo Belge, afin d'en ramener des marchandises d'importation, moins coûteuses qu'en Oubangui.

La culture cotonnière conserva ce non-sens économique après l'indépendance. La pression fiscale s'accrut ainsi très fortement durant les années 60, avec la multiplication des mises à contribution : doublement de

intervention extérieure on l'a dit, ont parfois réagi violemment à cette venue des "kota zo" dans leurs villages. Ainsi a-t-on vu, il y a quelques années, des villageois de la région de Kandogo, au sud d'Alindao, chasser le Préfet lors de sa venue durant la "campagne économique".

¹³² Cf. Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 168.

¹³³ Afin, officiellement et malgré les hauts cours mondiaux, d'approvisionner la Caisse de soutien.

¹³⁴ "La sous-rémunération du producteur a été incontestablement un élément psychologique tout aussi déterminant dans la désaffection des planteurs de coton que les abus d'un encadrement autoritaire" (Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 178).

l'impôt de capitation, obligation d'achat des objets du parti unique¹³⁵, cotisations des coopératives, taxes diverses, instauration de journées de travail obligatoire. Dès 1965, plus rien de plus ne pouvait être demandé à la population rurale, dépossédée de tout son numéraire, et qui nourrissait un profond ressentiment vis-à-vis de ces nouvelles élites au train de vie jugé "scandaleux"¹³⁶. L'arrivée au pouvoir de J.B. Bokassa mit un temps un frein à ces prélèvements, et durant quelques années, les producteurs purent trouver un intérêt certain à la culture cotonnière. Mais la Réforme Agraire initia une nouvelle dégradation des conditions de la production cotonnière, marquée par un retour massif de la coercition, par l'accentuation des ponctions fiscales, souvent arbitraires aux yeux des paysans¹³⁷.

Après 1982, les prix aux producteurs augmentèrent quelque peu, grâce au niveau élevé des cours mondiaux, et aussi aux pressions des institutions internationales. Ils diminuèrent de nouveau à partir de 1986-1987, la Caisse de stabilisation se révélant une fois de plus incapable de jouer son rôle "tampon". En Basse Kotto, à la fin des années 80 et au début des années 90, le coton demeurait pour beaucoup cette culture "sans joie et sans profit" dénoncée il y a bien longtemps par B. Boganda. Après paiement des redevances et de l'impôt, après les éventuelles prédations, le "prix net", demeurait souvent des plus dérisoires¹³⁸, compte tenu du travail engagé, et ne pouvait que décourager les paysans à accentuer leurs efforts productifs et que les encourager à contourner les "exigences" de la vulgarisation.

Tout ceci démontre la logique des attitudes des producteurs vis-à-vis de cette culture cotonnière. Ce que l'on recouvrait ainsi par l'idée de "target

¹³⁵ Le M.E.S.A.N. (Mouvement d'Evolution Sociale de l'Afrique Noire), fondé en 1949 par B. Boganda.

¹³⁶ On vit même des producteurs rendre aux agents de l'Etat, en signe de protestation, les quelques francs qui leur restaient du marché du coton après le paiement des impôts et le remboursement des intrants. D'autres ne ramassaient que le coton qui était nécessaire au paiement de l'impôt de capitation, disant aux collecteurs des autres taxes d'aller "se servir eux mêmes" (cf. Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1233).

¹³⁷ Elles l'étaient d'ailleurs effectivement, dans bien des cas.

¹³⁸ En 1992, nous avons recueilli l'exemple d'une parcelle ayant "donné" 262 kgs de coton-graine, un rendement assez moyen malgré l'utilisation des engrais et des insecticides. Le prix au producteur était alors fixé à 90 F le kilo de coton blanc, ce qui nous permettait ce rapide calcul :

coton : 262 kg x 90 FCFA :	23580 FCFA
Engrais : une cuvette	- 3000
Insecticide : 4 traitements	- 7080
Impôt (par case)	- 3500

Gain net (hors coût des semences) = 10000 FCFA

Même si les paysans étaient loin de fournir les 90 jours de travail théoriquement requis (cf. Balengondji, 1982, *art. cit.*, p. 27), ce gain net ne leur permettait d'obtenir qu'une rémunération de la journée de travail guère supérieure à 150 FCFA, alors qu'un salarié touchait la somme minimale légale de 500 F.

economy" recouvrait souvent la volonté de ne pas travailler pour rien, de ne pas voir des prélèvements - plus ou moins officiels - ponctionner la plupart du numéraire obtenu ; cela renvoyait aussi aux insuffisances du commerce de biens manufacturés parfois introuvables en brousse, toujours très chers relativement aux revenus qu'il était possible d'obtenir du travail cotonnier ; cela correspondait en outre à l'incertitude que les fluctuations des prix faisaient peser sur les producteurs¹³⁹, une incertitude peu réduite par une Caisse de soutien inefficace et qui influençait fortement les décisions productives des villageois¹⁴⁰ ; cela impliquait enfin les dysfonctionnements de la filière cotonnière dans son ensemble.

b - Les dysfonctionnements de la filière cotonnière

Penchons nous sur les modalités de fonctionnement de cette filière durant les années 80, telles que nous avons pu nous les faire décrire, et au début des années 90, telles que nous les avons observées.

Rappelons que c'est la SOCADA qui a pris en charge, de 1980 à 1992, le contrôle des activités amont et aval de la production cotonnière¹⁴¹. Cet organisme s'engageait à acheter le coton au prix plancher fixé par les pouvoirs publics ; soit il s'adressait directement aux producteurs, soit il passait par l'intermédiaire des Groupements d'Intérêts Ruraux, ou G.I.R.

Dans le premier cas, les paysans étaient particulièrement vulnérables, exposés aux détournements des chefs administratifs, aux marchandages et aux vols des agents peseurs¹⁴². Chacun sait en effet que ces agents, ainsi que tous ceux qui les avaient précédés, avaient coutume de truquer le poids des paniers, de fausser les balances, de multiplier les retenues sur la qualité, etc.,

¹³⁹ Le cas étudié ici semble alors se démarquer de la tendance générale relevée dans les différents pays de la Zone Franc : "Nous avons calculé, posent ainsi P. Hugon et V. Géronimi, que dans le cas du coton, la plus forte stabilité des prix producteurs dans les pays de la Zone Franc, liée à la fois à la plus grande stabilité de change et à l'intégration de la filière, avait eu des effets à la fois sur la plus grande stabilité de l'offre et sur la plus forte croissance (période 1975-1989)" (Hugon & Géronimi, 1995, *op. cit.*, p. 39).

¹⁴⁰ "Le cultivateur de coton, traumatisé par une amputation trop forte de son revenu, risque de réagir en ne cultivant pas à la campagne suivante et, même si on lui annonce un relèvement des prix, il y a des chances pour qu'il laisse faire l'expérience à son voisin" (CANTOURNET (Jean). - Privatiser le coton ? - *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2608, 3 novembre 1995. - p. 2434). Nous renvoyons à l'hypothèse H_a5, posée dans le chapitre 2, sur les incertitudes spécifiques à l'activité agricole (cf. *supra*, pp. 168-170).

¹⁴¹ Quel que soit l'organisme chargé de la collecte d'ailleurs, les modalités de l'achat du coton-graine sont toujours demeurées sensiblement identiques.

¹⁴² En outre, le nombre limité de postes d'achats les obligeait à parcourir à pied des distances parfois assez longues.

afin de récupérer, pour leur propre compte, la différence¹⁴³. C'est en partie pour atténuer cette vulnérabilité que furent créés de très nombreux "G.I.R.-coton", chargés, contre ristourne, de la commercialisation du coton-graine de leurs membres.

Détaillons ce système¹⁴⁴. Quelques jours avant le marché¹⁴⁵, les membres du G.I.R. pèsent la production de chacun, puis regroupent tout le coton, ce qui facilite le ramassage. Le G.I.R. va alors vendre cette production à l'organisme chargé de la collecte à un prix légèrement supérieur au tarif officiel. Cette ristourne se montait, durant les dernières années, à 5 F le kilo ; elle devait permettre au groupement, d'une part de couvrir ses frais, et d'autre part de dégager un bénéfice propre à servir des intérêts collectifs, ou destiné à être redistribué entre les membres.

Pourtant, ce système ne mettait aucunement les producteurs à l'abri des détournements. Il n'était pas rare par exemple qu'il y ait collusion entre responsables du G.I.R. et agents de l'office de commercialisation, pour profiter ensemble de retenues frauduleuses¹⁴⁶. En plus des prélèvements illicites, chaque producteur voyait, on l'a dit, la somme qui lui revenait diminuée des redevances liées aux intrants et très souvent du montant de son impôt. Cette somme passait ainsi entre les mains des responsables des G.I.R., chargés de restituer le montant des crédits liés à la fourniture des graines et des intrants, les impayés devant être prélevés sur les ristournes obtenues. Puis elle était transmise au chef qui la rétrocédait au producteur, après en avoir ôté le montant de l'impôt.

Un tel système ne respectait guère l'individualité des villageois. En effet, la procédure décrite ci-dessus faisait passer leur argent de main en main, manquait totalement de discrétion, permettant le contrôle des chefs sur les revenus monétaires de leurs administrés d'une part, exacerbant d'éventuelles jalousies entre villageois d'autre part. Elle facilitait ainsi des phénomènes de parasitisme, recouverts on l'a dit du prétexte usuel de "solidarité africaine". La menace des vols et des ponctions familiales a donc contribué au développement de fortes préférences pour une utilisation immédiate du

¹⁴³ A l'époque où des primes à l'ensemencement étaient distribuées aux "bons" cultivateurs, les menaces de "couper la prime" constituaient un autre moyen de prédation pour les membres de l'encadrement.

¹⁴⁴ Pour un descriptif détaillé du système de la ristourne dans la commercialisation coopérative, on lira notamment Gentil & Fournier, 1993, *op. cit.*, pp. 31-34.

¹⁴⁵ Le premier marché a lieu, en théorie, à la mi-décembre et ne concerne que le coton blanc (première qualité). Un mois plus tard, le second marché doit permettre d'écouler le reste du coton blanc et le coton jaune (deuxième qualité).

¹⁴⁶ Nous étudierons d'une manière approfondie les dysfonctionnements des G.I.R. dans le chapitre 7 (cf. *infra*, pp. 483-488).

numéraire : il s'agissait de dépenser rapidement, sans penser aux besoins futurs, d'éventuels gains cotonniers. Et il n'est guère de doute que les paysans préféraient des ventes moins spectaculaires car plus échelonnées, moins contrôlées - administrativement et socialement -, celles de leurs excédents vivriers ou des produits de leurs activités de cueillette.

Mais les modalités et le prix d'achat n'étaient pas seuls à poser problème, les dates officielles d'achat elles-mêmes étaient mal respectées. En théorie, vers la fin novembre, la SOCADA informait les maires et les chefs de village sur la date de la collecte dans chaque centre. Elle disposait d'un certain nombre de camions, et de deux équipes de ramassage pour la seule sous-préfecture d'Alindao.

Or nous avons constaté, en 1991 et 1992, que cette collecte était souvent très retardée du fait surtout de l'absence de véhicules de la SOCADA en état de rouler. Ainsi, les membres d'un G.I.R., prévenus de la collecte, stockaient le moment venu leur coton le long de la piste, et attendaient des camions qui n'arrivaient pas. D'où une baisse de qualité, au fil des intempéries (surtout si les paniers n'étaient que sommairement recouverts), et donc un moindre gain, si la collecte avait finalement lieu¹⁴⁷.

D'autres fonctions de la SOCADA étaient l'égrenage¹⁴⁸, la sélection, le traitement, le stockage, puis la fourniture des graines aux paysans pour la campagne suivante. Or ce stockage, capital pour l'obtention de bonnes semences, était rarement réalisé dans de bonnes conditions, d'où la piètre qualité des graines¹⁴⁹ livrées aux paysans, qu'ils devaient pourtant, en théorie, payer en fin de campagne, avec les intrants¹⁵⁰.

En outre, nous parlions plus haut de l'importance du semis précoce, les retards étant souvent mis sur le compte des "mauvaises" habitudes villageoises. Or les graines étaient parfois - souvent, dans les dernières années - livrées avec retard, empêchant ce semis dans les temps.

¹⁴⁷ Annoncée comme imminente en février, la collecte de 1992 n'a été effectuée, par quelques "privés" remplaçant une SOCADA défailante, qu'à partir du mois d'avril, et dans les endroits les plus accessibles seulement.

¹⁴⁸ Il y avait autrefois une usine d'égrenage à Alindao, gérée d'abord par la société concessionnaire, puis par l'U.C.C.A. et la SOCADA. Elle a employé jusqu'à 100 employés. Souffrant de multiples difficultés (gestion, vols, vétusté du matériel, difficultés de recrutement d'employés soumis à un rythme de travail assez dur pour un salaire faible et aléatoire, etc.), elle fut définitivement fermée au début des années 80.

¹⁴⁹ La médiocrité de la qualité des graines était déjà une critique faite aux sociétés concessionnaires.

¹⁵⁰ En 1992, certains villages ont reçu des graines d'une qualité tellement médiocre qu'aucune levée ne s'est produite, sans que l'on puisse là encore incriminer quelque archaïsme paysan que ce soit.

Nous n'insisterons pas sur un autre rôle de la SOCADA, financé par la C.C.C.E.¹⁵¹, l'entretien des pistes de la zone cotonnière, grâce à une brigade routière basée à Bambari. Créée en 1981, cette brigade n'a eu qu'une faible activité. L'état des infrastructures routières a d'ailleurs toujours eu un impact majeur sur les niveaux de la production cotonnière. Cet état fluctuait lui-même en fonction des évolutions politiques et économiques du pays¹⁵². Une dégradation des voies de communications allait ainsi logiquement de pair avec un retrait des services publics essentiels et une quasi-disparition du commerce dans les zones rurales éloignées de l'axe principal. Cela fut le cas à la fin des années 70 et à la fin des années 80.

Que conclure sur le cas de la culture cotonnière ? Il apparaît clairement que sa promotion, dans la région d'Alindao, a échoué. D'abord car elle n'a pas abouti à la modernisation des systèmes de production qu'elle était censée porter. Au contraire, elle n'a souvent entraîné qu'une extensification des pratiques culturales, préjudiciable à la fertilité des sols cultivables. Ensuite, les niveaux de production sont toujours demeurés assez faibles du fait des nombreux dysfonctionnements de la filière cotonnière, eux-mêmes représentatifs d'une évolution économique et politique plus globale.

Les fluctuations des volumes produits n'étaient en effet que très partiellement causées par des facteurs d'ordre technique, climatique ou phytosanitaire ; plus fondamentalement, elles renvoyaient à des choix économiques nationaux, à l'évolution des régimes politiques, aux dysfonctionnements de l'encadrement¹⁵³, à une volatilité des cours mondiaux non atténuée par les mécanismes existants de stabilisation interne. L'instabilité liée à tous ces facteurs, et la forte incertitude qu'elle induisait, ont constitué la première cause de cet échec de la modernisation cotonnière. Tout au plus, cette culture a-t-elle permis d'assurer aux paysans un minimum de revenu monétaire, jouant son rôle de "culture fiscale".

¹⁵¹ Caisse Centrale de Coopération Economique, devenue depuis Caisse Française de Développement (C.F.D.).

¹⁵² J. Cantournet remarque fort justement : "(...) ce n'est certainement pas un hasard si la reprise de 1983-1985 se situe après une remise en état des grands axes routiers" (Cantournet, 1988, *art. cit.*, p. 1235).

¹⁵³ Le travail supplémentaire impliqué par l'adoption de techniques modernes impliquait aussi une mise sous dépendance d'organismes de développement rural qui "(...) fonctionnent si mal (irrégularité des prestations fournies, corruption...) que le paysan se trouve de ce fait dans une situation beaucoup plus précaire. C'est ce qui explique sa réticence, voire son hostilité à l'égard de l'innovation" (BRUNEL (Sylvie). - Afrique-Asie : mutations techniques et politiques de développement. - in BRUNEL (Sylvie), coord. - *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins.* - Paris, Economica, Coll. économie agricole & agro-alimentaire, 1986. - p. 179).

Mais d'autres cultures ont aussi, dans une moindre mesure¹⁵⁴, bénéficié de l'action de structures d'encadrement. Il s'agit du café, du tabac et des cultures vivrières.

2.2. Les productions "mineures"

Les productions jugées mineures par les autorités ont toutefois, à différentes époques, fait l'objet d'une part d'actions de vulgarisation visant là encore à la modernisation de leur culture, et d'autre part à des tentatives d'organisation de leur commercialisation. Du côté des cultures d'exportation, nous relèverons surtout le tabac et le café. Nous terminerons ensuite ce chapitre en détaillant l'évolution de la diversité vivrière qu'ont induite les actions de modernisation, puis en évoquant les quelques efforts faits en faveur de ces cultures vivrières.

2.2.1. Tabac et café

Nous aborderons, dans un premier paragraphe, les modalités d'insertion dans les systèmes de culture des caféiers et du tabac. Nous y analyserons aussi rapidement les tentatives d'encadrement et de modernisation des systèmes de production par le biais de ces deux cultures. Dans un second paragraphe, nous nous intéresserons plus particulièrement à la commercialisation caféière, tant dans ses principes que dans la pratique.

a - L'insertion culturelle et l'encadrement du tabac et du café

Le tabac constituait une simple culture de case jusqu'à la fin des années 60¹⁵⁵. Le tabac oubanguien se révélant de bonne qualité, on poussa, durant la décennie suivante, à la constitution de grands champs de tabac en coupe, en culture pure, tout autour d'Alindao¹⁵⁶. Il était appelé à remplacer à terme le coton dans les zones peu propices à ce dernier. La culture tabacole fut pourtant officiellement abandonnée en 1978, car jugée trop peu rentable.

¹⁵⁴ La culture du coton est effectivement la seule à avoir bénéficié - au moins en théorie - durant plus d'un demi-siècle, de structures importantes d'encadrement.

¹⁵⁵ La S.E.I.T.A. mena, dès les années 50, quelques tentatives d'implantation, mais essentiellement dans le Haut Mbomou. Ces premières tentatives échouèrent, selon P. Kalck, du fait de l'inadaptation des méthodes, trop "métropolitaines", mises en oeuvre (cf. Kalck, 1959, *op. cit.*, p. 211).

¹⁵⁶ Essentiellement du *Rio Grande*, destiné à la fabrication des cigarettes brunes.

Depuis, le tabac est redevenu ce qu'il était auparavant, une culture de case dont on peut voir, très souvent, quelques pieds aux abords des habitations.

C'est la Franco-Centrafricaine des Tabacs (F.C.A.T.)¹⁵⁷ qui a encadré la production, dans la région d'Alindao, du tabac en coupe. Cette région appartenait à la zone tabacole Est. La F.C.A.T. menait les activités classiques d'une structure d'encadrement : tentatives d'introduction de nouvelles variétés ; essais de culture attelée dans le cadre d'un assolement ; primes à la construction de séchoirs "normés"¹⁵⁸. Mais elle n'obtint pas les résultats escomptés, et c'était souvent sous les pressions administratives que les paysans se livraient à la culture du tabac en coupe ; une culture qui demandait beaucoup de travail, pour des villageois déjà astreints à la production cotonnière, et qui repoussait encore un peu plus loin du village les cultures vivrières. Cette culture fut donc abandonnée dans la zone Est, du fait de la faiblesse de la productivité, mais aussi à cause des difficultés d'écoulement des marchandises, à une époque (1978) où le réseau routier était particulièrement dégradé.

Quant au café, ce fut d'abord la culture de l'*Excelsa*¹⁵⁹ que l'on promut, à la même époque que celle du coton, mais de 1937 à 1939, les ravages causés par la trachéomycose stoppèrent l'essor de la caféiculture villageoise et conduisirent à l'adoption progressive du *Robusta*. La culture caféière de type *Robusta*, qui se développe surtout dans des zones suffisamment boisées et humides, a donc, à l'inverse du coton, été favorisée dans le sud de la Basse Kotto. Ceci explique pourquoi les Ngbugu vivant au sud d'Alindao sont devenus d'importants - relativement aux Yakpa, s'entend - producteurs de café. La mise au point de lignées d'*Excelsa* trachéomyco-résistants n'eut guère de suite et la caféiculture demeura confinée au Sud du pays.

D'abord mise en oeuvre par les Européens, la culture du *Robusta* connut un réel essor dans les villages à partir du milieu des années 50¹⁶⁰, parfois du fait de pressions administratives, parfois aussi à la demande des villageois eux-mêmes, qui percevaient bien l'intérêt monétaire de cette activité. Ainsi la progression de la culture familiale du café, à la fin des années 60 et au début des années 80, s'expliqua-t-elle, au moins pour une large part, par l'augmentation des cours mondiaux, et par la hausse - certes non

¹⁵⁷ La F.C.A.T. a été remplacée, en 1984, par la Société Centrafricaine des Tabacs (S.C.A.T.), société d'économie mixte alliant l'Etat centrafricain à la S.E.I.T.A.

¹⁵⁸ L'opération décisive pour la qualité du tabac est en effet le séchage.

¹⁵⁹ L'*Excelsa*, ou "caféier du Chari", était à l'origine un petit arbre de sous-bois, de galeries forestières, et un simple produit de cueillette (cf. Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 181).

¹⁶⁰ Et ce malgré les réticences des planteurs européens, et celles des sociétés minières, qui craignaient de manquer de main d'oeuvre "indigène".

proportionnelle, caisse de stabilisation oblige - des prix aux producteurs. Cette orientation vers la production caféière contribua largement au désintérêt croissant des populations des zones concernées, Ngbugu surtout, pour la culture du coton, bien moins rémunératrice et exigeant beaucoup plus de travail¹⁶¹.

Lors du lancement des plantations familiales, à la fin des années 50 et au début des années 60, aucune structure spécifique ne prenait en charge la vulgarisation caféière, qui devait alors être assurée par l'encadrement agricole habituel. De 1969 à 1974, le projet "Agro-progress" assura cet encadrement.

Mais de nombreux paysans n'attendirent pas d'être "encadrés" pour se lancer avec réussite dans la caféiculture, reproduisant ce qu'ils pouvaient observer dans les grandes plantations européennes. C'est ainsi que durant les années 70, les planteurs Européens exprimaient leur étonnement de voir que les Ngbugu avaient très vite appris à bien entretenir leurs caféiers. On retrouve là les grandes capacités agricoles de ces Ngbugu, comparées à celles des Yakpa, qui s'occupent, d'une manière générale, beaucoup moins de leurs caféiers¹⁶².

C'est l'Agence Centrafricaine de Développement de la zone Caféière (ADECAF), renommée aujourd'hui "Composante café"¹⁶³, qui a été chargée de l'encadrement des producteurs de café. Créée en 1977 sur financement européen (F.E.D.), elle a été, en 1982, implantée dans la zone Est, dont Alindao faisait partie et qui avait son siège à Kongbo¹⁶⁴. Tout comme la SOCADA travaillait en lien avec le Centre de Gounouman, l'ex-ADECAF mène ses activités en collaboration avec le Centre de Multiplication de Kongbo.

Ce Centre est chargé de la multiplication de jeunes plantules plus productives, qui seront diffusées par les techniciens de l'ex-ADECAF, à raison de quelques francs le pied, parfois même gratuitement. Il pratique aussi certains essais de cultures intercalaires, par exemple :

¹⁶¹ Le caractère de culture pérenne du café, ne demandant donc pas de nouveaux défrichages chaque année, a semble-t-il beaucoup incité les paysans à l'adopter. En outre, cette pérennité des caféiers permet de les délaissier, durant les périodes de mévente, et de s'y intéresser de nouveau dès que les cours deviennent plus rémunérateurs. C'est ce qui s'est produit au début des années 1990, nous le verrons (cf. *infra*, pp. 382-385).

¹⁶² Ces différences sont flagrantes lorsqu'on compare les plantations situées sur la route de Mobaye, peuplée uniquement par les Ngbugu, et celles situées sur la Route Nationale, où les populations sont ethniquement diversifiées.

¹⁶³ Elle constitue désormais l'une des "composantes" du vaste projet "Centre-Sud", qui comprend aussi une composante "amélioration de la production vivrière" et une composante "diversification" (pisciculture, bois, activités diverses).

¹⁶⁴ La région de Kongbo, assez boisée et majoritairement peuplée de Ngbugu, est une zone très caféicole, c'est sans doute ce qui explique ce choix d'en faire le centre régional de la vulgarisation caféière.

Première année : café + paddy + maïs + arachide (premier et deuxième cycles).

Deuxième année : cultures vivrières remplacées par des plantes de couvertures (*flemenjia*, *pueraria*, *mimosa*).

La plupart des producteurs ont déjà adopté cette pratique des cultures intercalaires, qui correspond à une certaine intensification, puisqu'il y a une augmentation du travail fourni sur une même surface, durant une période donnée. Mais assez peu mettent en oeuvre les successions préconisées par le Centre et diffusées par les vulgarisateurs de l'ex-ADECAF¹⁶⁵. Ces derniers sont en outre chargés de vendre aux paysans outils et traitements (insecticide et fongicide).

Quels sont les résultats effectifs obtenus par l'encadrement caféicole ? Le Centre de Multiplication, longtemps dirigé par des agronomes portugais¹⁶⁶, continue, bon an mal an, de fonctionner. Son activité fluctue en fonction des aléas de l'activité caféicole. C'est ainsi qu'il a pris un nouvel élan depuis 1994, avec l'intérêt renouvelé pour la culture caféière issu des bonnes ventes des dernières campagnes. Le travail de l'ex-ADECAF a aussi été relancé par la reprise des marchés et par son insertion au sein du projet Centre-Sud.

De même, très logiquement, les producteurs de café ne nous semblent réceptifs à la vulgarisation que lorsque l'état des marchés les incite à investir du temps et de l'argent dans leurs plantations. Les méthodes de vulgarisation sont aussi en cause : les Ngbugu, principaux producteurs familiaux de café, ont toujours été assez fermés vis-à-vis de ces "conseillers" souvent trop sûrs de leur fait, tendant à mépriser l'incontestable savoir empirique détenu par les villageois.

D'une manière générale, du fait de l'instabilité des gains qu'ils estiment pouvoir attendre de la plantation de café¹⁶⁷, de la méfiance - fondée sur leurs expériences passées¹⁶⁸ - qu'ils ressentent envers toute structure d'encadrement, de nombreux producteurs ne sont guère incités à produire selon les "canons" de la vulgarisation. Ils se satisfont alors, parfois, de l'achat de nouveaux plants pour un prix modique, mais les conseils touchant aux nouvelles plantations, à l'entretien, aux recépages¹⁶⁹, etc., sont fort peu

¹⁶⁵ On a même vu, dans quelques plantations, l'association des caféiers et du coton. Mais cette association de cultures d'exportation, "scandaleuse" aux yeux des vulgarisateurs, était plus fréquente dans le Mbomou que dans la Basse Kotto.

¹⁶⁶ Des Français étaient appelés à les remplacer en 1996.

¹⁶⁷ Nous renvoyons à la "conséquence" C_a8, dans le chapitre 2 (cf. *supra*, pp. 178-180).

¹⁶⁸ Nous renvoyons encore à la "conséquence" C_a9 (*idem*).

¹⁶⁹ Le recépage consiste à couper les tiges du caféier, à l'exception éventuelle d'un tire-sève. Il entraîne une chute brutale de la production la première année, mais un doublement les années

suivis¹⁷⁰. Confrontés en fait aux incertitudes du marché, gardant en mémoire les souvenirs des périodes de méventes "inexpliquées"¹⁷¹, ils ne sont guère portés à prendre le risque de l'expansion, de l'endettement, de l'apprentissage de techniques qui n'ont pas encore fait leur preuve, et préfèrent souvent, en conséquence, perpétuer les méthodes usuelles. Le rôle ici déterminant de l'instabilité des marchés nous renvoie à l'étude des mécanismes de commercialisation du café.

b - La commercialisation du café : théorie et pratique

Il convient de distinguer les principes de ce système de commercialisation de sa mise en application effective, que nous avons observée sur le terrain.

Autrefois, les planteurs villageois livraient leur production aux grandes plantations, qui disposaient d'un matériel de décorticage et qui en assuraient le transport vers Bangui. Depuis 1974, la commercialisation du café est censée ne plus passer que par l'intermédiaire des "acheteurs agréés", commerçants privés, parfois toujours planteurs eux-mêmes, ayant reçu un agrément du Ministère de l'agriculture.

Celui-ci leur attribue une zone de collecte "en fonction de leurs possibilités et de leur implantation géographique"¹⁷². Ces commerçants sont tenus d'acheter le café au prix officiel, fixé par l'Etat, et à partir d'une date pré-définie. En outre, ils doivent périodiquement envoyer leurs bordereaux d'achat au Ministère. En échange, l'Etat leur assure le monopole de la commercialisation, en instituant des barrières économiques aux limites des préfectures pour décourager les acheteurs clandestins. Il existe aussi une "commission de surveillance des marchés"¹⁷³ dans chaque sous-préfecture. Autre pièce essentielle de la commercialisation caféière, la coopérative de Kongbo, dite "Coopérative des producteurs de café de la Basse Kotto" devait assurer la collecte, l'usinage et la vente du café de ses membres.

suivantes (cf. CHALEARD (Emile). - Régénération des plantations et intensification des cultures, l'exemple ivoirien. - in Le Bris & alii, 1991, *op. cit.*, pp. 91-95.

¹⁷⁰ Les rendements d'une plantation bien menée, bénéficiant d'apports d'engrais, peuvent, selon les vulgarisateurs, dépasser la tonne à l'hectare. En règle générale, ils demeurent plutôt aux alentours de 300 à 400 kg.

¹⁷¹ "Inexpliquées" car eux n'en maîtrisent pas les fondements. Les fluctuations tiennent alors, à leurs yeux, de l'aléa. On a évoqué ce point dans les paragraphes du chapitre 2 traitant des spécificités agricoles (cf. *supra*, pp. 170-172).

¹⁷² PENGAI (Georges). - *Possibilités d'expansion commerciale des produits agricoles en République Centrafricaine*. - Thèse de doctorat, Université de Lille 1, 1982. - p. 151.

¹⁷³ Cf. Poukalé, 1988, *op. cit.*, p. 290.

Voilà pour la théorie. La pratique est toute autre, la plupart des prescriptions précédentes - sinon toutes - étant peu respectées. La date officielle du début des achats n'est que rarement prise en compte, en premier lieu, parfois, par les fonctionnaires locaux en principe chargés de veiller au respect de cette règle.

La norme est le paiement au comptant. Pourtant, la pratique du "bon pour" s'est développée. Le paysan livrant son café contre "bon pour" attend généralement très longtemps, souvent en vain, les sommes qui lui sont dues¹⁷⁴. Cette pratique a ainsi fragilisé la coopérative de Kongbo qui, ne disposant pas toujours des crédits de campagnes nécessaires, y recourait souvent, ce qui ne pouvait que mécontenter ses adhérents. Face aux lourdeurs du fonctionnement de la coopérative, ceux-ci se tournaient alors vers les acheteurs privés, qui disposaient d'une plus grande aisance financière, et payaient, toute au moins au début, comptant.

Enfin, la coopérative de Kongbo et les particuliers "agréés" ont été confrontés à la concurrence des acheteurs clandestins, très nombreux dans cette région, provenant surtout du Soudan voisin¹⁷⁵. Les achats de ces clandestins - qui ne le sont en fait pas vraiment - ont pris une importance accrue durant la fin des années 80 et le début de cette décennie, années marquées par une grave crise de la caféiculture en Centrafrique et durant lesquelles les prix officiels d'achat, pourtant fort bas, n'étaient plus du tout respectés¹⁷⁶. Ainsi en 1992, nous observons que les villageois ne trouvaient plus, comme acheteurs potentiels - s'ils en trouvaient -, que des Soudanais n'offrant qu'un prix très inférieur au cours officiel¹⁷⁷, qui était alors de 80 F puis 50 F le kilo pour le "non décortiqué". Les paysans savaient très bien que ce prix "clandestin" était très inférieur au tarif "normal", mais ils savaient aussi que personne ne viendrait leur proposer mieux. Soit ils "bradaient" ainsi leur production, soit ils la stockaient, en espérant des cours plus élevés dans l'avenir¹⁷⁸.

Cette situation de mévente se prolongea jusqu'en 1993, provoquant l'abandon de nombreuses plantations. La baisse des revenus des planteurs

¹⁷⁴ Quand il est payé, c'est toujours à son désavantage. par exemple, un "bon pour" établi en 1989, lorsque le prix d'achat se monte à 110 FCFA, et réglé en 1990, ne le sera qu'au nouveau cours, à savoir 80 FCFA.

¹⁷⁵ Il est plus aisé d'écouler des achats clandestins vers le Soudan, du fait d'une frontière des plus perméables, qu'à Bangui, où les flux de marchandises sont sensiblement mieux connus.

¹⁷⁶ Concernant les précautions nécessaires pour l'utilisation des prix officiels d'achat, on lira : Baris & Couty, 1981, *op. cit.*

¹⁷⁷ Pas plus de 40 F le kilo décortiqué, parfois jusqu'au prix dérisoire de 40 F les cinq kilos décortiqués...

¹⁷⁸ Sur la mévente du début des années 90, on lira Gilguy, 1991, *art. cit.*, pp. 3074-3075.

était certes imputable à la chute des cours mondiaux initiée en 1986-1987, mais aussi aux défaillances d'un système de commercialisation que l'Etat était pourtant supposé réguler, via la Caistab. Cette dernière s'est trouvée, dès 1987, incapable de faire face à ses obligations vis-à-vis des exportateurs, ce qui a complètement désorganisé la filière et laissé le champ libre aux seuls "clandestins". Depuis, la Caistab a été restructurée, les cours mondiaux sont repartis à la hausse, et le marché régional du café a repris une certaine vigueur. Mais nous analyserons les - meilleures - tendances récentes des ventes caféières dans le sixième chapitre de ce travail¹⁷⁹.

Au total, il semble que si cette culture s'est maintenue jusqu'à ce jour dans les régions propices de la Basse Kotto, elle le doit d'abord à sa pérennité, les caféiers pouvant être abandonnés durant quelques années et de nouveau entretenus lorsque les cours redeviennent attractifs ; bien plus en tous les cas qu'à la qualité de l'encadrement technique ou à l'efficacité du système de commercialisation et de stabilisation des cours. Il nous reste ici à examiner l'évolution qu'ont connue les produits vivriers au fil des décennies de la modernisation.

2.2.2. Les produits vivriers : les oubliés de la modernisation

On oppose souvent, au sein des systèmes de culture, les cultures destinées à l'exportation aux cultures vivrières, l'expansion des premières se réalisant au détriment des autres. Comment se sont adaptées les cultures vivrières depuis l'insertion de l'Oubangui-Chari au sein de l'économie mondiale ? C'est à cette question que nous allons d'abord tenter de répondre. Puis nous examinerons les quelques velléités de vulgarisation et d'organisation de filière qui ont été menées en faveur de ces produits vivriers.

a - L'évolution des productions vivrières

Nous serions effectivement tenté, de prime abord, de penser que cette priorité accordée aux cultures d'exportation a entraîné une régression des cultures vivrières. Il convient ici d'être nuancé, et de ne pas négliger les nouvelles cultures qui ont été implantées dans la région, surtout durant l'époque coloniale. Toutefois, les transformations des systèmes de cultures ont aussi entraîné une certaine diminution de la diversité vivrière. Reprenons chacun de ces deux points.

¹⁷⁹ Cf. *infra*, pp. 382-385.

Nous avons vu précédemment que les caravanes esclavagistes avaient amené en Oubangui un nombre important de plantes, parfois appelées, tel le manioc ou le maïs, à prendre une place dominante au sein des systèmes de culture. Ces "importations" ne cessèrent pas avec la colonisation, et les Européens implantèrent diverses plantes, jusqu'alors inconnues des populations oubanguiennes.

Le palmier à huile était certes connu des Banda, il en existait quelques peuplements naturels dans la région d'Alindao, mais nulle part on ne trouvait de plantations faites spontanément par "l'indigène". Certains administrateurs en firent alors planter près des villages, aux abords des marigots ou des galeries forestières le plus souvent¹⁸⁰. Et les villageois apprirent, au contact des Sénégalais notamment, son utilisation alimentaire. Aujourd'hui, l'huile de palme occupe une place importante dans la préparation culinaire. Mais les noix de palme demeurent des produits de cueillette, les paysans restant peu enclins à planter des arbres, nous le verrons¹⁸¹.

Le riz lui n'était pas connu avant l'arrivée des Européens¹⁸², bien qu'il existât plusieurs variétés de riz sauvages dans l'Oubangui-Chari. C'est sous l'impulsion du Gouverneur Lamblin qu'il fut introduit dans la colonie. Au début, les habitants peu intéressés apportaient aux marchés des Postes la totalité de leurs récoltes. C'est avec le retour de certains travailleurs du Congo-Océan que l'usage alimentaire du riz se développa quelque peu, mais il ne supplanta jamais, loin s'en faut, le manioc. Le S.I.P. d'Alindao contribua pourtant à répandre la riziculture, et cette ville fut même, durant les années 70, un centre important de riziculture irriguée. Mais ce projet échoua¹⁸³, et on n'observe plus aujourd'hui, çà et là, que quelques parcelles de riz en culture pluviale.

De nombreux fruits furent implantés par les administrateurs, les colons, et les missionnaires. Plusieurs espèces de bananiers furent ainsi introduites et, cultivées en mélange, elles donnèrent naissance à de multiples formes intermédiaires. Les manguiers, les goyaviers, les avocatiers, les corossoliers, les orangers, citronniers et pamplemoussiers, furent tous apportés par les Européens, et si certains fruits, comme les mangues, furent très vite appréciés des villageois, ces derniers ne prirent pas l'habitude de planter et d'entretenir les arbres fruitiers. La plupart des fruits sont en fait demeurés, comme les noix de palme, de simples produits de cueillette. Par contre, l'ananas, lui aussi

¹⁸⁰ Ainsi, le chef de poste faisait planter 100000 palmiers chez les Yakpa en 1922, et beaucoup moins chez les Ngbugu l'année suivante (Journal du Poste d'Alindao).

¹⁸¹ Cf. *infra*, pp. 433-434.

¹⁸² On emploie pour le désigner le mot "lossô", déformation du nom portugais de la plante.

¹⁸³ Nous reviendrons plus loin sur les causes de cet échec (cf. *infra*, pp. 306).

d'introduction européenne, s'intégra aux systèmes culturaux, souvent planté en bordure des plantations ou des galeries forestières.

D'autres introductions furent tentées, certaines échouèrent, comme celle du *Phaseolus Mungo*, un haricot non grimpant, d'autres réussirent, comme celle de la "patate blanche", une variété de patate douce.

Il y a donc eu un réel enrichissement des systèmes de culture par l'importation de plantes nouvelles. Pourtant, toutes les évolutions vécues au sein de l'agriculture Banda n'ont pas été sans conséquence sur cette diversité vivrière qui prévalait au début du XX^{ème} siècle.

Le premier phénomène marquant est la complète disparition du sorgho des systèmes de culture. Les périodes de razzias et les premières années de la colonisation avaient mis à mal sa culture, qui fut pourtant réintroduite dans les rotations basées sur le céara. On poussa même à la production d'excédents, pour les villes alors en pleine expansion, et pour les travailleurs du Congo-Océan. Mais l'introduction de la culture cotonnière porta un coup fatal au sorgho, ainsi que l'exprime C. Prioul : "Sorgho et coton (...) ne font pas bon ménage, puisque leurs calendriers agricoles sont pratiquement identiques, aboutissant à des pointes de travail harassantes. Dans l'Oubangui-Chari rendu démographiquement exsangue par un demi-siècle de traumatismes, les villages devenus routiers n'avaient pas la force de travail suffisante pour supporter une telle charge saisonnière. Là encore, le manioc donna la solution par la facilité, l'abondance et la régularité de sa production"¹⁸⁴.

La céréale disparut donc définitivement des associations, et ce d'autant plus vite que l'intérêt pour sa culture s'était estompé avec l'apprentissage des techniques de distillation¹⁸⁵ et l'abondance du vin de palme, qui dépréciaient l'ancienne bière fermentée. Rappelons aussi que la culture du sorgho constituait jadis la marque du pouvoir des hommes sur leurs "familles". Avec la monétarisation et les multiples bouleversements qui l'ont accompagnée, cette culture a perdu son ancien attrait aux yeux des paysans, qui n'ont alors guère tendu à la perpétuer. Le manioc est ainsi devenu la seule plante dominante chez les Yakpa, la seconde chez les Ngbugu, après le maïs. Cette prépondérance d'une céréale pourra d'ailleurs contribuer à expliquer le maintien, au sein des populations Ngbugu, de certaines régularités agraires, que l'on trouvera beaucoup moins parmi des Yakpa accordant désormais une place prépondérante à une tubercule de culture très aisée.

¹⁸⁴ Prioul, multigr., *op. cit.*

¹⁸⁵ Des techniques permettant d'obtenir un alcool à base de manioc et de maïs distillés, le "ngbako".

Les causalités en jeu dans cette évolution n'ont pas toujours été clairement perçues par les observateurs ; tel R. Guillemin, qui concluait en 1956 que dès que le manioc était devenu le seul aliment de base, le milieu rural oubanguien avait régressé¹⁸⁶. Certes, l'abandon de certains rites agraires, des régularités de la céréaliculture avaient, on l'a dit, des conséquences non négligeables sur l'agriculture Banda. Mais la généralisation du manioc, avant d'être cause de régression, n'était elle même que conséquence de cette régression, à la suite des événements historiques que l'on sait.

Nous avons précédemment décrit la grande diversité des cultures que nous appelions "mineures". De mineures, beaucoup de ces cultures sont devenues marginales, voire ont complètement disparu des associations culturelles. C'est ce que remarquait C. Tisserant en 1953 : "Il semble que le nombre des espèces cultivées ait diminué à la suite de toutes les vicissitudes qu'a subies l'agriculture indigène depuis 50 ans, disparaissant ou presque dans la période de l'autre guerre [la première guerre mondiale], reprenant ensuite avec des déficiences et une mentalité qui n'a cessé d'évoluer depuis". Il ajoutait : "Dans les villages, les jardins de cases ont presque partout disparu. Relégués au loin, ils n'assurent plus à l'indigène, à la portée de la main, la variété dont il a besoin dans son alimentation"¹⁸⁷.

Cette simplification renvoie à la notion de capacités, et ce que l'on s'attache aux conditions matérielles de production ou à l'influence du passé. En premier lieu, il est certain que l'insertion des cultures d'exportation dans les systèmes culturels a entraîné un surcroît de travail, alors que la population active agricole diminuait du fait d'importantes ponctions "administratives" de travail et d'un exode rural croissant. Ainsi, les travaux cotonniers entraînèrent la disparition de cultures mineures mais autrefois jugées importantes telles que le "dazo", le "vouandzou", remplacées par le manioc¹⁸⁸.

En second lieu, les mentalités avaient, en quelques décennies de colonisation et de modernisation, beaucoup changé : l'intérêt porté à une réelle diversité alimentaire n'était plus décisif dans la détermination des choix culturels, tout au moins pour de nombreux Yakpa, dont seules les femmes se chargeaient désormais du vivrier. Le contre-exemple des Ngbugu vient, nous semble-t-il, étayer la thèse de l'influence des "violences" historiques sur les choix culturels : plus longtemps réfractaires à l'"administration" et à la

¹⁸⁶ Guillemin, avril 1956, *op. cit.* p. 119.

¹⁸⁷ Tisserant, 1953, *art. cit.*, p. 273.

¹⁸⁸ Exemple caractéristique de la place croissante de cette tubercule, les feuilles de manioc n'étaient autrefois consommées que faute de mieux, alors que le "ngounza", à base de ces feuilles, est devenu le plat d'accompagnement le plus courant de la "boule". Cela prouve la moindre importance des autres légumes-feuilles.

modernisation de leurs systèmes productifs, ces populations conservaient - et conservent encore - un intérêt plus grand pour le vivrier, avec notamment une réelle implication des hommes dans ces cultures, et la persistance de leurs jardins de case.

Toutefois, si de nombreux jardins de case avaient disparu, le vivrier n'était pas seulement cultivé "derrière" le coton. Une petite parcelle, appelée "kété yaka" (petit champ), était souvent plantée, exclusivement, de produits vivriers. Champ où l'on ne semait que tardivement, elle était d'abord destinée à subvenir, pour partie, aux besoins de saison sèche. Ne mesurant que quelques ares, elle était souvent située à proximité des villages ou dans des coins des champs du cycle d'assolement. Ce petit champ ne fournissait toutefois plus la même diversité et les mêmes rendements¹⁸⁹ que les jardins d'autrefois.

En outre, certains paysans défrichaient aussi d'autres parcelles, aux abords des forêts, en bordure des marigots, voire en pleine forêt, afin d'y cultiver des plantes croissant mal en savane, tels les bananiers, le taro, les ananas ou le riz. Nous reviendrons sur ces parcelles, que l'on trouve encore aujourd'hui, dans le chapitre suivant¹⁹⁰.

Remarquons pour conclure que les cultures vivrières n'ont plus été menées dans un seul but d'autoconsommation. Le manioc, les oléagineux firent l'objet d'une demande assez importante, provenant d'abord du Congo-Océan, puis des centres urbains. Mais il fallut l'imposition du défrichage cotonnier pour retrouver les grandes plantations vivrières qui frappait le voyageur au début du siècle¹⁹¹. Au début des années 50, après des essais très satisfaisants menés au Centre de Gounouman, le Service de l'agriculture conseilla systématiquement aux villageois de développer la culture de l'arachide sur la sole cotonnière. Les travaux attachés à cette culture s'intercalaient en effet aisément avec ceux du coton, et les oléagineux constituent en outre des engrais naturels pour des sols dégradés par le coton. Par la suite, la production des oléagineux (arachides et sésame) fut stimulée par la présence d'une huilerie à Alindao. Celle du manioc le fut par la demande émanant des villes et des autres lieux de concentration de population, les chantiers diamantifères. On ne constata donc pas une augmentation de la diversité vivrière, mais un accroissement des surfaces cultivées en ces trois plantes, permis par le

¹⁸⁹ Trop éloignée des cases, la "kété yaka" ne pouvait par exemple pas profiter des déchets ménagers.

¹⁹⁰ Cf. *infra*, pp. 327-330.

¹⁹¹ Des plantations qui dépassaient alors de beaucoup les besoins de la population, sans qu'il fallut user d'une quelconque contrainte.

défrichage cotonnier annuel. Ces produits vivriers n'ont en outre fait l'objet que de très peu d'actions modernisatrices.

b - Les vellétés de modernisation des cultures vivrières

Les cultures vivrières ont rarement été soumises, en dépit des discours officiels sur l'autosuffisance alimentaire et bien que l'on critiquât la façon dont elles étaient menées, à un encadrement spécifique.

Certes, les plantes venant "derrière" le coton ont profité des épandages d'engrais destinés à cette culture d'exportation et de quelques conseils dispensés par les S.T.A. Un centre rizicole a en outre existé durant quelques années à Alindao, qui visait on l'a dit, au développement de la culture irriguée. Mais cette tentative, unique dans le pays, a été abandonnée il y a une dizaine d'années. L'échec de cette riziculture est symptomatique des errements de la modernisation : l'activité connaissait un important développement ; la production croissait régulièrement, au rythme de deux à trois récoltes par an ; un don asiatique, bien supérieur aux quantités produites au niveau national, et détourné pour être revendu sur les marchés, fit s'effondrer définitivement le projet.

Ce n'est que récemment qu'un nouveau projet de promotion des cultures vivrières a été mis en place. Il appartient à la composante "vivrière" du projet "Centre-Sud" et fonctionne sur financement de la F.A.O. Il a débuté en 1992, la même année que l'arrêt de la production cotonnière dans la Basse Kotto. Ceci n'est sans doute pas un hasard de calendrier, puisque de nombreux développeurs ont très vite pris conscience que la fin du coton risquait d'entraîner une réapparition des disettes saisonnières ; ce qui s'est effectivement produit, nous le verrons dans le chapitre suivant¹⁹². Ce projet vise à vulgariser des techniques modernes, telles que semences améliorées, semis en ligne, engrais chimiques, afin d'accroître, en l'intensifiant, la production vivrière. Sa réalisation est en fait retombée dans les travers classiques de la vulgarisation, et ne mène plus guère d'activités effectives à ce jour.

Sûrs de l'intérêt que les paysans ont à moderniser leurs systèmes de production, les deux techniciens en poste à Alindao ne s'embarrassent guère de sensibilisation avant d'entreprendre une action avec les villageois. Et bien sûr, après leur départ du village, leurs "nouveautés" sont souvent bien vite abandonnées. En outre, les techniciens procèdent à leurs démonstrations en utilisant des engrais modernes, affichant leur mépris pour les engrais

¹⁹² Cf. *infra*, pp. 316-319.

"naturels", jugés archaïques. Par la suite, les paysans ne disposent pas de l'argent nécessaire pour se procurer ces engrais d'"évolués". Mais les techniciens pourront se targuer d'avoir accompli leur travail de modernisation, et la responsabilité des échecs, éventuels mais probables, ne pourra qu'être imputée à l'immobilisme paysan, bien connu par ailleurs.

Selon nous, il y a lieu, au contraire, de rechercher des solutions alternatives efficaces - elles existent - à l'utilisation d'engrais coûteux. C'est à l'étude d'une voie alternative d'intensification des systèmes de production de la région d'Alindao que nous consacrerons d'ailleurs une grande partie du chapitre suivant¹⁹³.

Auparavant, il nous faut évoquer la question de la commercialisation des produits vivriers. Les quelques tentatives menées par les autorités dans le but de réguler et contrôler le commerce des productions vivrières n'ont guère abouti, ce qui laisse le champ libre aux commerçants privés. Au regard de ces quelques tentatives avortées, G. Pengaï posait, en 1982 : "La diversification des sources de revenus semble n'avoir jamais constitué un véritable objectif de la politique agricole"¹⁹⁴.

Certes, il a longtemps existé des marchés officiels pour des produits tels que l'arachide et le sésame, mais ils n'ont jamais absorbé qu'une partie de la production, le reste étant autoconsommé ou vendu aux commerçants Haoussa. En outre, après l'échec des coopératives, les seuls organismes à avoir collecté les produits vivriers furent l'O.R.D. de la zone Est¹⁹⁵, basé à Gounouman, puis l'Office National de Commercialisation des Produits Agricoles (O.N.C.P.A.), sans oublier l'huilerie SOCADA d'Alindao.

Le découpage de l'action de commercialisation entre les différents O.R.D. renvoya, dans la deuxième moitié des années 60, à l'objectif proclamé d'autosubsistance régionale. Il fallait, selon les autorités, que les régions acquièrent une vitalité interne en créant leurs propres circuits commerciaux, autour de leurs villes, promues centres d'échanges économiques et socio-culturels. Mais les barrières économiques, mises en place entre les régions afin d'interdire tout transport privé de vivres, n'eurent pas les résultats escomptés, loin s'en faut.

C'est après l'éphémère existence des O.R.D. que fut créé, lors de la Réforme Agraire, l'O.N.C.P.A. Ses objectifs : collecter les produits agricoles, les stocker, les conditionner, en assurer le transport et la vente sur les marchés intérieurs et extérieurs. Durant quatre années, cet Office à réussi à acheminer

¹⁹³ Cf. *infra*, pp. 341-379.

¹⁹⁴ Pengaï, 1982, *op. cit.*, p. 191.

¹⁹⁵ Incluant les actuelles préfectures de la Basse Kotto, du Mbomou et du Haut Mbomou.

différents produits, essentiellement sur Bangui, puis, en 1974, il a été fermé, pour les motifs usuels : mauvaise gestion, détournements, insuffisance de véhicules pour la collecte, état médiocre des pistes rurales, manque de moyens financiers, etc. L'O.N.C.P.A. semblait en outre plus destiné à assurer des prix faibles aux populations de la capitale - voire des bénéfices substantiels à quelques commerçants privés¹⁹⁶ - qu'à assurer une rémunération correcte aux producteurs. Enfin, les volumes propres à être collectés étaient souvent trop faibles pour qu'une telle opération s'avère rentable, ou tout au moins ne dépasse pas les capacités logistiques de l'Etat. La leçon sera claire : il n'est guère possible à l'Etat centrafricain de contrôler des marchés agricoles qui "ne font pas de volumes", et qui s'étalent sur de très vastes espaces¹⁹⁷.

Remarquons que le système de l'agrément, mis en place pour le café en 1974, était aussi destiné au contrôle de la collecte, par les "privés", des produits vivriers. Alors que l'ouverture de la collecte officielle du café était fixée au mois de février, celle de la campagne pour les produits vivriers avait lieu en octobre, après les principales récoltes. Mais les "clandestins" ont conservé une place prépondérante, et ce sont eux qui dominent aujourd'hui les marchés, principalement ceux de l'approvisionnement de la capitale Bangui.

Le dernier organisme à collecter le vivrier fut la SOCADA. Elle se chargea de la collecte, aux alentours d'Alindao, du sésame et des arachides nécessaires au fonctionnement de l'huilerie. Mais les activités de cette huilerie furent suspendues en 1980, du fait de difficultés de gestion, mais aussi à cause de la chute de la production de coton, durant l'Empire. Cette chute entraîna à sa suite les arachides, cultivées en premier cycle et le sésame, cultivé en partie en second cycle sur la sole cotonnière¹⁹⁸. La réouverture de l'huilerie pourrait contribuer à enrayer la diminution de la défriche que l'on observe depuis 1992. Il en fut question en 1987, mais le projet n'eut guère de suite.

Les paysans sont donc depuis 1980 dépendants des seuls commerçants privés pour les ventes dépassant l'échelle locale ou régionale. Nous reviendrons en détail, dans le chapitre 6, sur les tendances récentes du commerce du vivrier et sur les leçons qui peuvent en être tirées¹⁹⁹.

Soulignons, pour conclure sur cette question vivrière, le regain d'intérêt dont semblent bénéficier aujourd'hui, dans les milieux du développement, les

¹⁹⁶ Certains commerçants achetaient les produits collectés par l'Office et les revendaient avec une marge fort appréciable.

¹⁹⁷ Nous reviendrons, dans le chapitre 6, sur cette leçon (cf. *infra*, pp. 393-399).

¹⁹⁸ Durant cette période s'est ainsi produit un repli sur l'autoconsommation et les échanges locaux de produits vivriers, dont les paysans sont quelque peu sortis durant les années 80 pour mieux y retomber par la suite.

¹⁹⁹ Cf. *infra*, pp. 389-399.

produits vivriers : "Face aux perspectives limitées offertes par les cultures de rente, certains experts voient aujourd'hui dans le secteur vivrier l'un des pôles possibles de développement socio-économique pour la R.C.A. Deux types de débouchés seraient possibles : les centres urbains et certains pays limitrophes déficitaires tels que le Tchad et le Soudan"²⁰⁰. Cette ébauche d'une "voie vivrière" de développement apparaît en fait comme un "faute de mieux" et, à ce jour, concerne surtout les régions proches de Bangui.

Notre hypothèse, posée en introduction, d'un échec global de la vulgarisation étatique paraît ainsi vérifiée. La greffe de la modernisation n'a pas pris dans les villages de cette région, d'abord parce qu'elle n'était pas adaptée aux systèmes productifs au sein duquel les pouvoirs publics ont voulu l'implanter. Quant à l'organisation des filières, elle a pour une large part failli à sa mission, du fait de dysfonctionnements structurels. Cet échec est parfois reconnu par les responsables politiques centrafricains. Ainsi en 1992, le ministre de l'économie d'André Kolingba, Thierry Bingaba affirmait, amer et cynique : "les cultures de rente sont condamnées"²⁰¹. Mais la responsabilité de l'échec était mise sur le compte des cours mondiaux, des "bailleurs" et de l'immobilisme paysan, trois paravents souvent déployés pour cacher l'incapacité et la gabegie d'un Etat aujourd'hui "ajusté" par les institutions internationales. Le ministre ajoutait : "Ces récoltes [coton et café] n'ont plus d'avenir. Nous les avons malheureusement encouragées pendant longtemps, en partie à la demande des bailleurs de fonds. Les prix du marché mondial se sont écroulés et, malgré tous nos efforts de productivité, nous n'arrivons pas au même rendement que d'autres : l'Amérique latine pour le café ou l'Asie pour le coton. La Centrafrique doit donc remplacer, à terme, ces cultures".

Cet amer constat d'échec, que la hausse des cours mondiaux du café et du coton²⁰² en 1994 a quelque peu relativisé, se concrétisait sur le terrain villageois par une tendance forte au désengagement de l'Etat, à l'abandon de toute velléité majeure de modernisation, et donc à la suppression de toute intervention en milieu rural. Cette tendance a, un peu plus encore, plongé les villages de la région d'Alindao dans une marginalité dont nous allons, dans la partie suivante de ce travail, étudier l'actualité.

En regard d'un tel bilan de plusieurs décennies de modernisation, il semble que l'intervention étatique pour le développement ait été, dans cette

²⁰⁰ Gilguy, 1991, *art. cit.*, p. 3077.

²⁰¹ *Jeune Afrique*, n°1651, du 27 août au 2 septembre 1992, pp. 44-45.

²⁰² On parle, pour la campagne cotonnière 1994-95, d'un record de production pour la zone Franc (*Marchés Tropicaux et Méditerranéens*, n°2584, 19 mai 1995, p. 1102).

région, tout-à-fait suffisante pour créer de nombreuses et puissantes "évocations", qui risquent d'affaiblir les capacités paysannes à l'adaptation et à l'amélioration des systèmes productifs, la méfiance et l'attentisme étant devenus de règle ; tout-à-fait insuffisante au contraire pour induire, en parallèle, des apprentissages réellement porteurs de capacités nouvelles et ouvrant des perspectives pour une agriculture qui demeure, aujourd'hui, marginalisée. Il semble en outre que les politiques de modernisation, et tout particulièrement la promotion cotonnière, n'ont guère accru la viabilité de cette agriculture ; et ce tant au niveau des conditions de production, du fait de la perte de nombreux actifs, de la dégradation des sols cultivables, etc., qu'à celui de l'articulation aux marchés, les ventes - et les achats - possibles demeurant faibles, aléatoires et sporadiques.

Cette question de la viabilité constituera le fil conducteur de la troisième partie de notre travail, qui va s'attacher à analyser l'actualité des systèmes productifs agricoles de la région d'Alindao.

